

PARLEMENT EUROPÉEN

DÉBATS

COMPTE RENDU IN EXTENSO DES SÉANCES

I/67

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

Session 1966-1967

Séances du 28 novembre au 2 décembre 1966

A V E R T I S S E M E N T

Simultanément à cette édition en langue française, des éditions ont paru aussi dans les trois autres langues officielles des Communautés, en allemand, en italien et en néerlandais.

La présente édition contient les textes originaux des interventions en langue française et la traduction de celles qui ont été faites dans les autres langues des Communautés.

Ces dernières sont signalées par une lettre qui les précède :

(A) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue allemande.

(I) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue italienne.

(N) signifie que l'orateur s'est exprimé en langue néerlandaise.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition de la langue considérée.

Session 1966-1967

Séances du 28 novembre au 2 décembre 1966

SOMMAIRE GÉNÉRAL

(Un sommaire détaillé figure en tête du compte rendu de chaque séance)

Séance du lundi 28 novembre 1966

1. Reprise de la session	1	7. Renvoi en commission	6
2. Excuses	1	8. Composition des commissions	6
3. Solidarité du Parlement européen avec les victimes des inondations en Italie	2	9. Ordre des travaux	6
4. Dépôt d'une proposition de résolution avec demande de discussion d'urgence	4	10. Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs	8
5. Dépôt de documents	4	11. Dépôt d'un document	12
6. Communication concernant le projet de budget de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1967	6	12. Suite de l'échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs	12
		13. Ordre du jour de la prochaine séance	46

Séance du mardi 29 novembre 1966

1. Adoption du procès-verbal	50	Résolution relative à la répartition du crédit prévu au chapitre XVIII de l'état prévisionnel des dépenses et des recettes du Parlement européen pour 1967	92
2. Excuse	50	Résolution concernant l'organigramme du Parlement européen annexé aux projets de budgets de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour 1967, établis par les Conseils	94
3. Composition des commissions	51	Résolution sur le projet de budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour l'exercice 1967 et sur certaines autres questions budgétaires de cette Communauté	95
4. Dépôt d'un document	51	12. Budgets supplémentaires de la C.E.E. et de la C.E.E.A. pour 1966	97
5. Situation charbonnière et sidérurgique	51	Résolution relative au projet de budget supplémentaire de fonctionnement de la C.E.E.A. et au projet de budget supplémentaire de la C.E.E.	97
6. Renvoi en commission	55	13. Demande de suspension de séance.	97
7. Résolution relative à la catastrophe en Italie	56	14. Association C.E.E.-Nigeria	98
8. Budget de la C.E.E. pour 1967	62	15. Ordre des travaux	107
Résolution relative au projet de budget de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1967	82	16. Ordre du jour de la prochaine séance	107
9. Budget du Parlement européen pour 1967.	83		
10. Ordre des travaux	85		
11. Budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour 1967.	86		

Séance du mercredi 30 novembre 1966

1. Adoption du procès-verbal	110	5. Association C.E.E.-Nigeria (suite)	161
2. Politique économique à moyen terme	110	Résolution sur l'accord créant une association entre la C.E.E. et la république du Nigeria, et les documents annexés	164
Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative au projet de programme de politique économique à moyen terme (1966-1970)	156	6. Politique monétaire	164
3. Ordre des travaux	158	Résolution sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne	174
4. Question orale sans débat de M. Dehousse sur l'association C.E.E.-Tunisie	158	7. Dépôt de documents	175
		8. Ordre du jour de la prochaine séance	175

Séance du jeudi 1^{er} décembre 1966

1. Adoption du procès-verbal	177	4. Marchés mondiaux des produits agricoles. Résolution sur les problèmes relatifs à une organisation des marchés mondiaux des produits agricoles notamment pour les céréales	184 205
2. Renvoi en commission	177	5. Situation sociale dans la C.E.E.	206
3. Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. aux régions sinistrées d'Italie. Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à la contribution du F.E.O.G.A. à la réparation des dommages intervenus à la suite d'inondations catastrophiques dans certaines régions d'Italie, durant l'automne 1966	178 182	6. Ordre des travaux	221
		7. Situation sociale dans la C.E.E. (suite). Résolution sur l'exposé de la Commission de la C.E.E. sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1965	221 226
		8. Ordre du jour de la prochaine séance	227

Séance du vendredi 2 décembre 1966

1. Adoption du procès-verbal	229	relative au rapprochement des législations des États membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine	236
2. Règlement dérogeant à certaines dispositions concernant le concours du F.E.O.G.A.	230	5. Recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce	237
Résolution portant avis du Parlement européen sur une proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement dérogeant à certaines dispositions du règlement n° 17/64/CEE concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « orientation », pour les années 1966 et 1967	232	Résolution sur les recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce relatives au troisième rapport annuel du Conseil d'association	242
3. Règlement relatif aux échanges d'ovoalbumine et de lactoalbumine	233	6. Directive concernant des problèmes de police sanitaire	243
Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement portant instauration d'un régime commun d'échange pour l'ovoalbumine et la lactoalbumine	235	Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à : — une directive concernant des problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches en provenance des pays tiers, — une décision instituant un comité vétérinaire	247
4. Directive concernant les agents conservateurs.	235	7. Calendrier des prochains travaux	267
Résolution portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil d'une directive modifiant la directive du Conseil du 5 novembre 1963		8. Adoption du procès-verbal	267
		9. Interruption de la session	267

Table nominative

SÉANCE DU LUNDI 28 NOVEMBRE 1966

Sommaire

1. Reprise de la session	1
2. Excuses	1
3. Solidarité du Parlement européen avec les victimes des inondations en Italie :	
MM. le Président, Luns, président en exercice des Conseils de ministres ; Hallstein, président de la Commission de la C.E.E. ; Lapie, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A. ; Margulies, membre de la Commission de l'Euratom ; Oliva, secrétaire d'État aux affaires étrangères du gouvernement italien	2
4. Dépôt d'une proposition de résolution avec demande de discussion d'urgence :	
L'urgence est décidée	4
Discussion de la proposition de résolution fixée au lendemain, au début de l'après-midi	4
5. Dépôt de documents	4
6. Communication concernant le projet de budget de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1967 :	
M. le Président	6
7. Renvoi à une commission	6
8. Composition des commissions	6
9. Ordre des travaux :	
MM. le Président, Vals, président de la commission des budgets et de l'administration	6
Adoption de l'ordre des travaux	7
10. Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs. — Exposé de M. Luns :	
M. Luns, président en exercice des Conseils de ministres	8
Suspension et reprise de la séance ...	12
11. Dépôt d'un document	12

12. Suite de l'échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :

MM. Illerhaus, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Apel, au nom du groupe socialiste ; Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; de la Malène, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne ; Hallstein, président de la Commission de la C.E.E. ; Carrelli, vice-président de la Commission de l'Euratom ; Battista, Blaisse, Burger, Sabatini, Troclet, au nom du groupe socialiste ; Luns, président en exercice des Conseils ; le président

12

13. Ordre du jour de la prochaine séance ... 46

PRÉSIDENCE DE M. POHER

(La séance est ouverte à 12 h 5)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Reprise de la session

M. le Président. — Je déclare reprise la session du Parlement européen qui avait été interrompue le 21 octobre 1966.

2. Excuses

M. le Président. — MM. Dichgans, Furler, Hourgady, Pedini, Pleven et Storti s'excusent de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M^{me} Strobel s'excuse de ne pouvoir assister aux séances d'aujourd'hui et de demain.

M. Berthoin s'excuse de ne pouvoir assister aux séances d'aujourd'hui et de demain.

MM. Löhr, Seuffert et Starke s'excusent de ne pouvoir assister aux séances de la session, ainsi que M. le professeur Burgbacher qui vient d'être victime d'un accident de la circulation. Nous souhaitons à notre collègue un prompt rétablissement et espérons le revoir bientôt parmi nous.

Président

M. Del Bo, président de la Haute Autorité, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance d'aujourd'hui pour des raisons personnelles.

M. Sassen, membre de la Commission de l'Euratom, s'excuse de ne pouvoir assister à nos séances pour raisons de santé.

3. *Solidarité du Parlement européen avec les victimes des inondations en Italie*

(Les membres de l'Assemblée se lèvent)

M. le Président. — Plus de cent victimes, des centaines de milliers d'hectares inondés, des villages détruits, des grandes villes défigurées, des secteurs importants de l'économie gravement atteints, voilà le triste bilan des inondations qui ont récemment frappé presque un tiers du territoire italien.

Nous sommes particulièrement touchés par le sort des victimes et de leurs familles, et de ceux qui sont tombés pour sauver d'autres vies. Nous participons à la peine de tous ceux qui ont eu à souffrir d'innombrables privations, qui ont vu leur maison ravagée, parfois détruite; des paysans dont les champs sont encore aujourd'hui couverts de boue; des commerçants gravement atteints dans leurs négociations; de nombreux artisans et travailleurs pour qui se prépare un hiver de chômage. Le travail des hommes a été compromis dans ses sources, dans ses fruits et dans ses perspectives. Or, ce travail appartient depuis longtemps à notre patrimoine commun.

Un ministre de mon pays a dit récemment: « Quel est le Français qui ne doit quelque chose à ces cités prestigieuses! »

Permettez-moi de penser que cette catastrophe exceptionnelle n'atteint pas seulement nos amis italiens, mais l'Europe tout entière. Le monde entier a frémi en apprenant que Venise était livrée à l'attaque de la mer et que l'Arno avait submergé les rues et les places de Florence.

Les musées, les palais, les bibliothèques, les églises de ces villes, venus intacts du fond de l'histoire, appartiennent à tous les hommes; notre civilisation s'y reconnaît.

C'est dire combien nous ressentons les destructions et les dégâts subis par la Florence culturelle et artistique.

La solidarité de l'Europe et du monde s'est toutefois manifestée de façon agissante; ainsi, des étudiants venant de plusieurs pays d'Europe ont aidé leurs camarades italiens à arracher à la boue les livres et les documents des bibliothèques et des archives inondées. Nous y voyons l'incarnation de nos sentiments de solidarité à tous et nous tenons à remercier vivement tous ces sauveteurs.

Notre Parlement, interprète des sentiments de tous les citoyens européens, se doit aujourd'hui de témoigner sa sympathie à tous ceux qui, volontairement, ont participé aux opérations de secours, à tous ceux qui ont été près des populations éprouvées, qui ont collaboré au sauvetage d'une partie du patrimoine culturel européen.

En apprenant cette catastrophe, j'ai immédiatement exprimé nos sentiments de sympathie aux présidents des Chambres italiennes et j'ai prié les institutions de la Communauté de mettre tout en œuvre pour faciliter la reprise du travail dans ces régions.

Je vous demande d'observer une minute de silence à la mémoire des victimes.

(L'Assemblée observe une minute de silence)

Pour témoigner sa solidarité aux victimes de ces tragiques inondations, votre bureau a décidé que la réception que le Parlement organise traditionnellement à l'occasion du colloque n'aurait pas lieu.

Le Parlement voudra, sans doute, marquer son accord sur la proposition de son bureau pour que le montant qui aurait normalement été employé pour cette réception soit affecté aux secours aux sinistrés. Sera également affecté à cette fin le produit de la souscription parmi nos collègues qui sera organisée par les groupes politiques, initiative dont je les félicite tout particulièrement.

La parole est à M. Luns.

M. Luns, président en exercice des Conseils de ministres. — Monsieur le Président, je ne veux pas manquer de m'associer de tout cœur aux émouvantes paroles que vous venez de prononcer et aux sentiments que vous avez exprimés.

Je désire assurer le gouvernement et le peuple italiens de la profonde sympathie du Conseil au moment où ils ont dû subir une si terrible catastrophe.

Notre sympathie va tout d'abord aux victimes de cette douloureuse épreuve, aux morts et à leurs familles, aux sinistrés, à ceux qui ont tout perdu et qui doivent maintenant s'attacher à une œuvre difficile et patiente de reconstruction.

Je désire également mettre en relief le fait que le cataclysme qui a frappé l'Italie est une perte pour l'Europe tout entière et dire que les œuvres d'art, les livres précieux, les archives qui ont été détruits ou endommagés, que les villes de Florence et de Venise font partie intégrante du patrimoine culturel européen et relèvent du berceau commun de notre civilisation. C'est pourquoi cette perte nous a touchés de si près et si douloureusement.

Enfin, le Conseil a été très sensible aux conséquences économiques des inondations qui affectent

Luns

surtout le secteur agricole et l'infrastructure de plusieurs régions de l'Italie.

C'est dans cet esprit que le Conseil a pris connaissance des propositions dont il a été saisi par la Commission. Lors de sa session du 24 novembre dernier, il a décidé de les examiner d'urgence en vue d'arrêter les mesures les plus appropriées dans les différents domaines qui relèvent de la compétence de la Communauté, afin d'apporter aux populations italiennes une aide effective et rapide.

Dans ce contexte, Monsieur le Président, le Conseil a déjà transmis à l'Assemblée un projet de règlement relatif à la contribution du F.E.O.G.A. à la réparation des dommages intervenus à la suite des inondations et vous a prié de bien vouloir inviter l'Assemblée à se prononcer sur ce projet de règlement par la voie de la procédure d'urgence.

Je suis convaincu que votre Assemblée qui, d'ailleurs, a déjà inscrit à son ordre du jour une proposition de résolution de M. le président Pleven inspirée par les mêmes soucis que nous, voudra bien coopérer avec nous à cette œuvre de solidarité européenne.

M. le Président. — La parole est à M. Hallstein.

M. Hallstein, président de la Commission de la C.E.E. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la Commission de la Communauté économique européenne a, elle aussi, suivi avec une grande tristesse et une émotion profonde les terribles événements qui ont frappé l'Italie et cette catastrophe aux dimensions bibliques. Elle aussi s'est associée par la pensée aux victimes qui, soit physiquement, soit matériellement, ont été frappées par ce malheur ; elle aussi, animée par l'esprit de solidarité qui règne dans notre Communauté et par son amitié à l'égard du peuple italien, a examiné immédiatement dans quelle mesure ses compétences et les possibilités que lui donne le traité de Rome lui permettraient d'apporter tout au moins une contribution à la réparation des dommages causés. Nous sommes parfaitement conscients des limites qui nous sont imposées ; en revanche, nous sommes décidés à faire le maximum à l'intérieur de ces limites pour apporter une aide efficace.

C'est dans cet esprit que nous avons adopté une déclaration générale dans laquelle nous avons non seulement annoncé quelles seraient nos demandes au Conseil, mais également assuré et pris l'engagement d'épuiser toutes les possibilités qui nous sont données dans les limites de nos propres compétences.

Le président du Conseil a déjà nommé l'une des premières réalisations concrètes de cette déclaration d'intention ; dès à présent, le Parlement en est saisi pour avis. Une deuxième est parvenue au Conseil le soir même de sa dernière réunion. Par ailleurs,

nous continuerons, également à l'avenir, de tout mettre en œuvre pour remplir notre devoir dans cette circonstance douloureuse.

M. le Président. — La parole est à M. Lapie.

M. Lapie, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A. — Monsieur le Président, dès que cette catastrophe, qui endeuille l'Europe entière, a été connue à la Haute Autorité, nos collègues se sont réunis sous la présidence de M. Del Bo — dont je vous prie une fois de plus d'excuser l'absence — pour voir dans quelle mesure nous pourrions témoigner notre solidarité à l'Italie.

Actuellement, en particulier, des travaux sont en cours pour examiner, sous l'angle de la reconstruction de maisons, ce que nous pourrions faire dans les limites de nos compétences. Nous voudrions montrer par un geste efficace et aussi important que possible, la solidarité de la première institution communautaire européenne pour la terre italienne, qui est une terre européenne dans son fondement, dans son activité et dans son avenir.

M. le Président. — Je vous remercie.

La parole est à M. Margulies.

M. Margulies, membre de la Commission de l'Euratom. — (A) Monsieur le Président, permettez-moi de m'associer aux paroles empreintes de tristesse et de compassion que vous et mes collègues avez prononcées. Nous qui, à l'Euratom, essayons de mettre les forces de la nature au service de l'humanité, nous avons été tout particulièrement frappés de voir comment la nature déchaînée submergeait littéralement technique et civilisation.

La Commission de l'Euratom a pris l'initiative d'apporter directement toute l'aide qu'il lui était possible de fournir. Nos équipes techniques d'Ispra ainsi que notre service médical ont pu apporter une aide modeste. Nous poursuivons ces efforts. Les moyens mis en œuvre le resteront aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Nous espérons avoir ainsi contribué modestement à l'aide fournie à la population si terriblement éprouvée de ce beau pays européen.

M. le Président. — Je remercie M. Margulies.

La parole est à M. Oliva.

M. Oliva, secrétaire d'État aux affaires étrangères. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, je tiens, au nom du gouvernement italien et en mon propre nom, à remercier le Parlement européen des sentiments de solidarité dont il a voulu témoigner publiquement à l'égard des populations italiennes touchées par les récentes inondations.

Oliva

Notre reconnaissance va en particulier à vous, Monsieur le Président, qui vous êtes fait l'interprète de ces sentiments, ainsi qu'à M. Pleven et aux autres collègues qui ont présenté la proposition de résolution.

Je dirai ma gratitude également aux présidents de la Commission et du Conseil de ministres de la C.E.E., à la Haute Autorité de la C.E.C.A. et à la Communauté européenne de l'énergie atomique pour avoir voulu s'associer aux marques de sympathie du Parlement.

Dans les heures difficiles que nous traversons, le soutien que nous trouvons auprès des Communautés nous reconforte. Il nous vient d'institutions et de pays auxquels nous lient de réelles affinités, des années de travail et d'espérances communes, un avenir fondé sur le progrès qui, pour aller croissant, devra se réaliser en commun.

La Commission et le Conseil ont manifesté, chacun dans son domaine, leur volonté de soulager la détresse des régions italiennes sinistrées. Le gouvernement italien a déjà dit tout le prix qu'il y attache ; je ne saurais assez le répéter en cet instant.

On connaît la situation : 25 provinces italiennes ont été envahies et endommagées par les eaux qui ont recouvert plus de 300 000 hectares de terre. Mais c'est une étendue bien plus grande qui, à divers degrés, a été dévastée par les éléments.

On connaît également les mesures les plus urgentes que le gouvernement italien a été amené à prendre. Outre les nombreux dégrèvements fiscaux accordés aux couches de la population qui ont le plus souffert, il a fallu prévoir une dépense de quelque 800 millions de dollars à charge de la collectivité pour la réfection et la reconstruction des infrastructures, pour une première intervention en faveur du secteur agricole durement touché, pour la protection civile, pour la réparation des dommages subis par les universités, le patrimoine artistique et les bibliothèques.

Signalons d'autre part qu'une large part du territoire envahi par les eaux faisait traditionnellement appel à l'émigration. Après les événements qui l'ont frappée, leur population sera inévitablement contrainte de chercher du travail ailleurs si l'on ne parvient pas, à très bref délai, à remettre en état les entreprises agricoles, qui appartiennent pour la plupart à des familles de montagnards.

Les dépenses sont lourdes, les besoins le sont encore davantage. Dans les villes et dans les campagnes frappées par les éléments, on s'efforce avec acharnement et dans un esprit de solidarité encourageante à refaire ce qui a été détruit.

Les pays amis, même les plus éloignés, n'ont pas manqué de nous manifester leur sympathie sous une forme concrète. La Communauté, dont l'Italie fait partie, s'est jointe à eux.

Les mesures prises à l'échelle nationale ainsi que celles arrêtées par le Conseil et sur lesquelles le Parlement européen sera appelé à se prononcer, se révéleront des facteurs importants dans la reconstruction et la relance des régions éprouvées par l'adversité. Elles sont pour nous une source d'encouragement et de soutien dans le travail qui nous attend.

M. le Président. — Merci, Monsieur Oliva.

4. Dépôt d'une proposition de résolution avec demande de discussion d'urgence

M. le Président. — J'ai reçu de M. Pleven et de plusieurs autres membres du Parlement une proposition de résolution relative à la catastrophe qui a frappé plusieurs régions d'Italie.

Cette proposition de résolution a été imprimée et distribuée sous le n° 131.

Ses auteurs demandent qu'elle soit examinée, conformément à l'article 15 du règlement, selon la procédure d'urgence et sans renvoi en commission.

Il n'y a pas d'opposition ?

La procédure d'urgence est décidée.

La discussion pourrait avoir lieu, conformément aux propositions du bureau élargi, demain au début de l'après-midi.

(Assentiment)

5. Dépôt de documents

M. le Président. — Depuis l'interruption de la session, j'ai reçu les documents suivants :
des Conseils de la C.E.E. et de la C.E.E.A. :

— le projet de budget de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1967 (doc. 124),
ce document a été renvoyé à la commission des budgets et de l'administration ;

— le projet de budget de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1967, établi par le Conseil (doc. 125),

ce document a été renvoyé à la commission des budgets et de l'administration.

du Conseil de la C.E.E., des demandes de consultations sur :

— la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement portant instauration d'un régime commun d'échange pour l'ovoalbumine et la lactoalbumine (doc. 126),

Président

- ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond, et, pour avis, à la commission du commerce extérieur ;
- les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil relatives aux directives concernant :
 - 1° la lutte contre la gale verruqueuse,
 - 2° la lutte contre le nématode doré (doc. 127),
 ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;
 - la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil, relative à un règlement dérogeant à certaines dispositions du règlement n° 17/64/CEE concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, pour les années 1966 et 1967 (doc. 140),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;
 - la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à la contribution du F.E.O.G.A. à la réparation des dommages intervenus à la suite d'inondations catastrophiques dans certaines régions d'Italie, durant l'automne 1966 (doc. 141),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;
 - la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive modifiant la directive du Conseil du 5 novembre 1963, relative au rapprochement des législations des États membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (doc. 143),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission de la protection sanitaire et à la commission du commerce extérieur ;
 - la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 14/64/C.E.E. en ce qui concerne la détermination du prix à l'importation et le calcul du prélèvement pour les produits dérivés dans le secteur de la viande bovine (doc. 144),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission du commerce extérieur ;
 - la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne (doc. 145),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture.

des commissions parlementaires :

- un rapport de M. Drouot L'Hermine, fait au nom de la commission des transports, sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil relatives à :
 - a) une directive concernant le rapprochement des législations relatives aux dispositifs indicateurs de direction des véhicules à moteur (doc. 19) ;
 - b) une directive concernant le rapprochement des législations relatives au freinage de certaines catégories de véhicules à moteur (doc. 39) (doc. 128) ;
- un rapport de M^{me} Elsner, fait au nom de la commission économique et financière, relatif au projet de programme de politique économique à moyen terme (1966-1970) (doc. 129) ;
- un rapport de M. Müller, fait au nom de la commission sociale, concernant l'exposé de la Commission de la C.E.E. sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1965 (doc. 66-III) (doc. 130) ;
- un rapport de M. Charpentier, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration, sur le projet de budget de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1967 (doc. 124) (doc. 132) ;
- un rapport de M. Merten, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration, sur le projet de budget de fonctionnement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1967 (doc. 125) et sur certaines questions budgétaires de cette Communauté (doc. 133) ;
- un rapport de M. Moro, fait au nom de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement, sur l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la république du Nigéria et documents annexés (doc. 113) (doc. 134) ;
- un rapport de M. Battaglia, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration, concernant les modifications à apporter à la section I des projets de budget de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour l'exercice 1967 (doc. 135) ;
- un rapport de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les problèmes relatifs à une organisation des marchés mondiaux des produits agricoles, en particulier des céréales (doc. 136) ;
- un rapport de M. Dupont, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 126) concernant un règlement portant ins-

Président

tauration d'un régime commun d'échange pour l'ovoalbumine et la lactoalbumine (doc. 137) ;

- un rapport de M. Dichgans, fait au nom de la commission économique et financière, sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne (doc. 138) ;

- un rapport de M. Hansen, fait au nom de la commission de la protection sanitaire, sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil (doc. 32) relatives à :

- a) une directive concernant des problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches en provenance des pays tiers ;

- b) une décision du Conseil instituant un comité vétérinaire (doc. 139) ;

- un rapport de M. Scarascia Mugnozza, fait au nom de la commission des associations, sur les recommandations de la Commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce, relatives au troisième rapport annuel d'activité du Conseil d'association C.E.E.-Grèce (doc. 48) (doc. 142).

6. Communication concernant le projet de budget de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1967

M. le Président. — J'ai reçu du président du Conseil de la C.E.E.A. la lettre suivante datée du 18 novembre 1966 :

« Monsieur le Président,

Le Conseil m'a chargé de porter à votre connaissance les raisons pour lesquelles il ne se trouve pas en mesure de saisir l'Assemblée du projet de budget de recherches et d'investissement pour l'exercice 1967 avant le terme fixé par l'article 177, paragraphe 3, du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique.

Ainsi que vous le savez, l'avant-projet de budget soumis au Conseil par la Commission soulève des questions de programme sur lesquelles le Conseil n'a pu encore se prononcer, certains problèmes liés à l'exécution du programme devant être résolus au préalable.

Le Conseil nourrit cependant l'espoir qu'un accord pourra intervenir prochainement sur ces divers problèmes, de sorte que l'Assemblée puisse être saisie du projet de budget de recherches et d'investissement pour l'exercice 1967.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute considération.

J. LUNS »

Acte est donné de cette communication.

7. Renvoi en commission

M. le Président. — Dans sa réunion du 14 novembre, le bureau élargi a autorisé la commission de la protection sanitaire à faire rapport sur la prévention des accidents du travail.

8. Composition des commissions

M. le Président. — J'ai reçu du groupe démocrate-chrétien une demande tendant à nommer :

— M. Angelini, membre de la commission des budgets et de l'administration en remplacement de M^{lle} Rutgers ;

— M^{lle} Rutgers, membre de la commission juridique en remplacement de M. Angelini.

Il n'y a pas d'opposition ?..

Ces nominations sont ratifiées.

9. Ordre des travaux

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la fixation de l'ordre des travaux.

Dans sa réunion du 14 novembre, le bureau élargi avait établi un projet d'ordre des travaux.

Depuis lors, M. Del Bo, président de la Haute Autorité, a demandé de pouvoir faire une déclaration demain, mardi, concernant l'état des questions charbonnières et sidérurgiques à la lumière des résultats de la session du Conseil spécial de ministres du 22 novembre 1966.

En conséquence, je vous propose de fixer comme suit l'ordre de nos travaux :

Ce matin, et cet après-midi à 15 h :

— Échange de vues entre le Parlement, les Conseils et les exécutifs, étant entendu que ce matin le Parlement entendra l'exposé du président en exercice des Conseils et que le colloque proprement dit ne commencera que cet après-midi.

En vue de la bonne organisation de cet important débat, je propose que les orateurs se fassent inscrire avant 16 h 30, après quoi la liste des orateurs serait close.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

Président*Mardi 29 novembre**9 h :*

— Réunion des groupes politiques.

12 h :

— Déclaration de M. Del Bo, président de la Haute Autorité, concernant l'état des questions charbonnières et sidérurgiques à la lumière des résultats de la session du Conseil spécial de ministres du 22 novembre 1966 ;

— éventuellement suite et fin du colloque.

15 h :

— Proposition de résolution de MM. Pleven et autres, relative à la catastrophe en Italie ;

— rapport de M. Charpentier sur le budget de la C.E.E. pour 1967.

J'informe le Parlement que j'ai reçu de M. Vals, président de la commission des budgets, une lettre m'informant qu'en conclusion de ce rapport, il est proposé trois modifications au projet de budget.

Conformément aux précédents, il est proposé que le vote du budget ait lieu chapitre par chapitre et que les propositions de modification au budget soient votées à la majorité des deux tiers des voix exprimées et à la majorité des membres qui composent le Parlement.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

J'insiste sur l'importance de ces votes et j'espère que nos collègues seront nombreux à y participer.

Viendraient ensuite :

— Rapport de M. Battaglia sur le budget du Parlement européen pour 1967 ;

— rapport de M. Merten sur le budget de la C.E.E.A. pour 1967 ;

— rapport de M. Moro sur l'accord d'association C.E.E.-Nigéria ;

— question orale n° 5 sans débat de M. Dehousse sur les négociations préalables à l'établissement d'un régime d'association économique avec la Tunisie.

M. Vals, président de la commission des budgets et de l'administration. — Monsieur le Président, le Parlement va être saisi d'un projet de budget supplémentaire de la C.E.E. concernant les modifications à apporter au budget à la suite de l'application du coefficient correcteur concernant les traitements.

Je me propose de réunir la commission des budgets et de l'administration dans la matinée de demain.

Je serais heureux que le Parlement veuille bien inscrire à l'ordre du jour de la séance de mardi la discussion du rapport concernant ce projet de budget supplémentaire.

M. le Président. — Ce rapport ne pourrait-il être inscrit à l'ordre du jour de demain mardi, après la discussion du rapport de M. Merten ?

M. Vals. — A l'ordre du jour de la séance de mardi figurent trois rapports, celui de M. Charpentier sur le budget de la C.E.E., celui de M. Battaglia sur le budget de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour 1967, et celui de M. Merten sur le budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour 1967.

Je propose d'inscrire à leur suite le rapport concernant le projet de budget supplémentaire de la C.E.E.

M. le Président. — Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

L'ordre du jour du mardi 29 novembre serait donc ainsi modifié.

Mercredi 30 novembre, de 9 h à 12 h :

— Réunion des groupes politiques.

12 h et 15 h :— Rapport de M^{me} Elsner sur la politique économique à moyen terme ;

— rapport de M. Dichgans sur la politique monétaire ;

— rapport de M. Drouot L'Hermine sur des directives concernant les véhicules à moteur.

*Jeudi 1^{er} décembre**9 h à 10 h :*

— Réunion des commissions.

10 h à 12 h :

— Réunion des groupes politiques.

12 h :

— Réunion du Comité des présidents.

15 h :

— Rapport de M. Müller sur la situation sociale dans la C.E.E. ;

— rapport de M. Lückner sur les marchés mondiaux des produits agricoles ;

Président

- rapport de M. Vredeling sur le règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. ;
- rapport de M. Dupont sur le règlement relatif aux échanges d'ovoalbumine et de lactoalbumine.

Vendredi 2 décembre

9 h :

- Rapport de M. Scarascia Mugnozza sur les recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce ;
- rapport de M. Hansen sur une directive concernant des problèmes de police sanitaire et une décision instituant un comité vétérinaire.

Le rapport de M. Herr sur les confitures est retiré de l'ordre du jour à la demande de la commission de la protection sanitaire en accord avec la commission de l'agriculture.

Il n'y a pas d'opposition à ces propositions concernant l'ordre des travaux ?...

Ces propositions sont ratifiées.

10. *Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle l'exposé du président en exercice des Conseils et l'échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils, la Commission de l'Euratom, la Haute Autorité de la C.E.C.A. et la Commission de la C.E.E. sur le thème : « Bilan et perspectives de la Communauté en vue de l'achèvement de l'union économique. »

La parole est à M. Luns.

M. Luns, président en exercice des Conseils. — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le thème que le bureau du Parlement européen a proposé cette année pour le colloque traditionnel entre les institutions, thème que les Conseils ont volontiers accepté, me semble avoir été heureusement choisi. Il semble indiqué, en effet, après neuf ans d'activité des Communautés et après les difficultés que nous avons dû surmonter l'année dernière, de dresser un bilan, de considérer, d'une part, les résultats acquis et, d'autre part, de faire l'inventaire des problèmes qui restent à résoudre si nous voulons atteindre, dans les différents domaines, les objectifs que nous nous sommes assignés en concluant les traités de Rome.

Ce bilan a d'ailleurs déjà été fait devant vous avec beaucoup de maîtrise par le président Hallstein, lorsqu'il vous a présenté, en juin dernier, le neuvième rapport général d'activité de la C.E.E. Vous

en avez longuement débattu lors de votre dernière séance plénière, sur la base de l'excellent rapport rédigé par M^{me} Strobel.

Je pourrai donc me permettre d'être bref, mais je tiens à vous dire tout de suite que le président des Conseils partage l'avis de ceux qui, lors des séances plénières précédentes, ont déclaré estimer que les éléments positifs de ce bilan l'emportent sur ses éléments négatifs.

Je voudrais tout d'abord rappeler qu'en prescrivant des délais impératifs dans certains secteurs et en se bornant, pour d'autres secteurs, à énoncer des principes d'action, le traité nous a imposé, dans une certaine mesure, un ordre de priorité auquel nous devons nous tenir.

Il n'empêche que des résultats appréciables ont été enregistrés dans différents domaines.

Où en sommes-nous, en fait, à l'heure actuelle ? Nous avons abordé la troisième étape de la période de transition dans le délai prévu. Nous avons fixé au 1^{er} juillet 1968 la date d'achèvement de l'union douanière.

Cette décision implique le maintien du rythme actuel d'accélération de l'élimination des droits de douane et de la mise en place du tarif douanier commun.

En outre, les milieux économiques savent désormais exactement quand l'union douanière sera réalisée et peuvent prendre leurs dispositions en conséquence. On sait que nous avons fait des progrès considérables dans la mise en œuvre de la politique agricole commune. A la suite des décisions que nous avons prises depuis l'entrée en vigueur du traité, la production agricole de la Communauté est désormais régie, dans la proportion de 90 %, par des marchés. Un véritable marché commun sera réalisé d'ici un an et demi, selon le calendrier que vous connaissez, grâce à la mise en vigueur de prix communs et à la suppression de toutes les entraves traditionnelles à la circulation des produits agricoles à l'intérieur de la Communauté. En outre, comme vous le savez, nous avons adopté, pour jusqu'à la fin de la période de transition, un système de financement de la politique agricole. Il n'en reste pas moins qu'un nombre impressionnant de règlements doivent encore être élaborés pour que les organisations communes de marché puissent entrer en vigueur aux dates prévues.

Je voudrais signaler ici un autre résultat important qui intéresse aussi bien l'agriculture que l'industrie et qui constitue d'ailleurs une conséquence logique de la mise en œuvre de la politique agricole commune. Il s'agit du règlement arrêté récemment sur la base de l'article 235, organisant les échanges de certains produits qui résultent de la transformation de produits agricoles et qui ne sont pas énumérés à l'annexe II du traité.

Luns

Il est incontestable que nous ne sommes pas restés inactifs non plus dans le domaine social au cours des neuf années écoulées, mais je sais très bien que le Parlement a réclamé à maintes reprises, et l'on ne peut pas dire que c'était à tort, une accélération des progrès dans ce secteur.

Je voudrais tout d'abord souligner qu'à l'heure actuelle, la libre circulation des travailleurs, qui constitue un des fondements du Marché commun, est pour ainsi dire réalisée. Les dispositions sur la libre circulation des travailleurs ont été assorties de prescriptions relatives à la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Je rappellerai aussi l'action du Fonds social, qui a contribué jusqu'à présent à assurer la réadaptation professionnelle et la réinstallation d'environ un demi-million de travailleurs, plus de 500 000.

Le Conseil a d'ailleurs aussi mis à l'étude un certain nombre d'autres mesures.

Au nombre des autres réalisations, je citerai le règlement arrêté par le Conseil, conformément aux articles 85 et 86 du traité relatifs aux règles de concurrence. Ce règlement dote la Communauté des instruments nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de ces articles. En cette matière, nous avons donc pris en temps voulu les mesures prévues par le traité, et nous espérons qu'une saine politique de concurrence pourra ainsi être mise en œuvre progressivement.

Je citerai aussi l'adoption, dans les délais impartis par le traité, des programmes généraux de suppression des restrictions à la liberté d'établissement et à la libre prestation des services. Bien que le Conseil ait déjà arrêté, en vue de la mise en œuvre de ces programmes, seize directives couvrant une bonne part des activités considérées, il reste beaucoup à faire, surtout en ce qui concerne les professions libérales.

Par ailleurs, je ne voudrais pas manquer de souligner l'importance qu'a eue pour la Communauté la création des instruments de conception et de coordination de la politique économique des États membres, notamment de la politique conjoncturelle, de la politique monétaire et de la politique économique à moyen terme. C'est ainsi que le comité de politique économique à moyen terme a élaboré un avant-projet de programme. Le comité de politique conjoncturelle a, pour sa part, efficacement contribué à l'organisation des consultations entre la Commission et les États membres prévues par l'article 103 du traité, et apporté son concours aux échanges de vues qui ont eu lieu à ce sujet au sein du Conseil. Enfin, le comité monétaire suit la situation monétaire et financière des États membres et étudie les problèmes que pose la libération des mouvements de capitaux; il contribue, en outre, à la coordination des politiques des États membres

quant aux problèmes posés par la situation monétaire internationale.

Je me plais à rendre ici hommage au travail effectué par ces comités. Ce travail est indispensable pour la réalisation de l'union économique et plus la Communauté se développe, plus son importance devient évidente. Il s'agit en effet de définir les principes d'une action coordonnée ou commune des États membres.

Sur le plan des relations extérieures, le principal problème qui se pose aux Communautés est celui des négociations qui se déroulent à Genève dans le cadre du G.A.T.T., les négociations Kennedy.

La Communauté espère pouvoir déposer sous peu ses offres complémentaires en matière agricole, de façon que l'ensemble de ses offres soit connu.

En décembre, le Conseil examinera où en sont les négociations. Il étudiera notamment l'intérêt que présentent pour la Communauté les offres faites par les pays tiers dont le marché est de quelque importance pour les exportations des Six, ainsi que la portée que peuvent avoir, compte tenu de l'évolution des négociations, les offres de la Communauté elle-même.

En janvier, le Conseil mettra au point, à la lumière du bilan qu'il aura ainsi dressé, les directives nécessaires pour que la Commission puisse entamer, le 15 janvier 1967, la phase finale des négociations.

Cependant, je ne vous cacherai pas que cet ensemble de problèmes si importants me préoccupe un peu, du fait qu'il ne nous reste guère de temps. Si j'ai bon espoir que les négociations de Genève aboutiront à un résultat positif, il est difficile, pour le moment, d'en mesurer toute la portée. C'est que, comme je l'ai déjà dit, on ne pourra apprécier la portée des offres de tous les participants aux négociations Kennedy que d'ici quelques semaines, c'est-à-dire au moment où toutes les offres seront connues.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, tel est donc, dans ses très grandes lignes, le bilan de neuf années d'activité. Pendant cette période, brève au regard de la portée des objectifs que nous poursuivons, la Communauté a parcouru de longues et fructueuses étapes. Il serait facile de faire la preuve, faits et chiffres à l'appui, de l'importance des initiatives communautaires et de la vitalité de notre entreprise.

Je me limiterai à souligner tout d'abord que le niveau de vie de nos populations, et surtout des travailleurs, s'est élevé considérablement. Ce progrès est dû à une série de facteurs au nombre desquels il faut mentionner l'action de la Communauté, qui a incontestablement joué un rôle important. En effet, le Marché commun a exercé une influence favorable sur l'évolution économique de nos six pays, élément fondamental de l'amélioration des conditions de vie et de travail de chaque citoyen.

Luns

En second lieu, les échanges tant entre les États membres qu'entre la Communauté et le reste du monde se sont développés de façon spectaculaire. C'est ainsi que de 1958 à 1965, le volume des échanges entre les États membres a augmenté de 200 % et celui des échanges avec le reste du monde de 70 % pour les exportations et de 77 % pour les importations.

Enfin, nous avons ou bien établi des relations très étroites avec un certain nombre de pays, ou bien entamé des négociations à cet effet : deux États européens, la Grèce et la Turquie, et 17 États africains, plus Madagascar, sont associés à la Communauté.

Nous avons signé un accord d'association avec le Nigéria. Des accords commerciaux ont été conclus avec un certain nombre d'autres États. Enfin, nous négocions avec des pays tels que l'Autriche, les États du Maghreb et trois États d'Afrique orientale. Quant à Israël, il a présenté une demande d'association. Le Conseil ne s'est pas encore prononcé mais, personnellement, je me réjouis vivement de cette initiative israélienne.

Enfin, je voudrais faire état à ce propos des déclarations particulièrement importantes du gouvernement britannique au sujet de la C.E.E. Ces déclarations n'ont encore donné lieu à aucun échange de vues au sein du Conseil. Ce serait d'ailleurs sans doute un peu prématuré, car il conviendrait en tout cas d'attendre que l'on connaisse les conclusions et les résultats des consultations au sommet qui doivent avoir lieu prochainement à Londres entre les pays de l'A.E.L.E. Je compte organiser pendant la durée de mon mandat de président du Conseil, probablement dans la deuxième quinzaine de décembre, un échange de vues soit officieux, soit officiel, avec mes cinq collègues sur cet important problème, si lourd de conséquences pour l'avenir de la Communauté.

Nous sommes, bien entendu, impatients de savoir quels seront les résultats de la visite que doivent faire dans les six capitales, au début de 1967, le premier ministre, M. Wilson, et le ministre des affaires étrangères, M. Brown.

Il est évident que le passage d'une simple union douanière à une véritable union économique pose de gros problèmes aux institutions communautaires, tant par la quantité des décisions à prendre que par la nature des difficultés à résoudre.

Il faut cependant reconnaître que les dispositions qui ont déjà été prises et dont je viens de vous parler relèvent de domaines débordant le cadre d'une simple union douanière. Je suis fermement convaincu que nous devons poursuivre dans cette voie.

La logique même du traité nous y oblige : il ne nous autorise pas à nous arrêter à mi-chemin. On

a dit très justement que l'existence de la Communauté suppose un dynamisme permanent, du fait que la Communauté est une construction complexe dont tous les éléments doivent se développer harmonieusement. C'est d'ailleurs ainsi que l'entend le Conseil qui, par ses décisions du 11 mai dernier sur le développement équilibré de la Communauté, s'est engagé à prendre certaines initiatives dans les différents domaines énumérés par le traité.

A propos d'achèvement de l'union économique, il faut se rendre compte qu'à la différence de l'union douanière, qui résulte essentiellement de l'application de dispositions du traité, l'union économique constitue, je le répète, un processus de création continue.

Elle porte sur un ensemble d'éléments qui impliquent nécessairement le recours à une politique économique commune, communautaire ou tout au moins concertée. Elle s'étend, à mon sens, à quatre domaines.

Premièrement, elle implique un certain nombre de mesures à prendre pour assurer une libération effective de la circulation des biens, des personnes et des capitaux. C'est ainsi que le Conseil a entamé la discussion de propositions de directives portant harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires, présentées par la Commission. Il faudra que nous intensifions notre effort de rapprochement des législations des États membres, de façon à assurer aux échanges toute la fluidité voulue, et à donner à l'union douanière sa pleine signification.

Deuxièmement, l'union économique implique la mise en œuvre des règles de politique commune prévues par le traité. Je ne reviendrai pas sur la politique agricole, je vous en ai déjà parlé.

Pour ce qui est de la politique commerciale, je voudrais souligner que le régime applicable aux importations en provenance de tous les pays, dont le commerce international s'effectue dans des conditions comparables à celles qui régissent les échanges de la Communauté, a déjà, en fait, un caractère largement communautaire. Il en va ainsi pour près de 90 % de notre commerce extérieur. Le Conseil devra donc surtout se pencher sur les problèmes relatifs à l'uniformisation des régimes d'importation applicables aux produits provenant soit de pays à bas salaires, soit de pays à commerce d'État. Le Conseil examine actuellement un certain nombre de propositions faites en la matière par la Commission. Il en va de même pour ce qui est de l'élaboration d'un système commun de mesures de défense contre les pratiques de dumping et contre les primes et subventions accordées par des pays tiers.

Il faut citer également la politique des transports. En cette matière, nous visons à une organisation optimale du marché commun des transports, notamment par le rapprochement des condi-

Luns

tions de concurrence, la réglementation de l'accès au marché et la tarification. Cette politique commune des transports constituera un élément important de l'union économique, mais il faut reconnaître que sa mise en œuvre n'en est encore qu'à ses débuts et que, peut-être, on n'a pas fait jusqu'à présent tous les progrès qu'on aurait pu faire dans ce domaine. De gros intérêts sont en jeu et j'espère que le Conseil réussira à traduire dans les faits, en coopération avec la Commission, la conception commune qui s'esquisse.

Troisièmement, l'union économique s'étend à des domaines qui, une fois l'union douanière réalisée, appelleront une coordination de plus en plus poussée à l'échelle de la Communauté, si l'on veut atteindre au maximum d'efficacité, je pense notamment à la politique conjoncturelle et à la politique à moyen terme, pour lesquelles, comme nous venons de le voir, nous avons déjà créé certains instruments. Je pense aussi à la politique économique au sens large, car l'établissement progressif de l'union douanière a déjà imposé, appelle toujours et nécessitera de plus en plus une action coordonnée, si l'on veut maintenir les équilibres fondamentaux indispensables au bon fonctionnement du Marché commun. Cette nécessité apparaît comme d'autant plus impérative si l'on songe au rôle que jouent les pouvoirs publics lorsqu'il s'agit de prendre des décisions qui ont une influence, dans l'économie moderne de nos pays, sur les phénomènes de croissance.

Enfin, l'union économique apporte une réponse aux problèmes spécifiques que posent les dimensions mêmes du nouvel espace économique en voie de formation. Je citerai à ce propos le problème des dimensions des entreprises, au sujet duquel la Commission a fait connaître ses vues, et celui de la recherche scientifique, au sujet duquel un des gouvernements a remis à la Commission un mémorandum plein d'intérêt. On peut très bien considérer qu'il appartient à la Communauté d'étudier, en collaboration avec d'autres pays européens que ces questions intéressent, les possibilités de résoudre nos problèmes communs.

Le Conseil s'est déjà occupé des problèmes relatifs à la création d'un type européen de société commerciale. Un groupe de travail a été chargé récemment d'examiner l'opportunité de l'institution de ce type de société et d'étudier les problèmes qui en résulteraient. Ce groupe fera rapport au Conseil dans un délai de cinq mois.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, à la lumière de ces considérations, il faut aussi se demander si le processus de constitution de l'union économique ne nous impose pas d'envisager une remise à jour de nos conceptions quant au développement des Communautés.

Il ne s'agit pas tellement, à mon avis, de modifier ce qui est inscrit dans les traités, mais plutôt d'exa-

miner sur quels secteurs il faudra surtout porter notre effort, afin d'être toujours mieux en mesure de faire face aux nécessités de l'évolution rapide du monde moderne. Par exemple, il est évident que dans les années 70, la situation économique et politique ne sera plus la même qu'en 1957. C'est ainsi également que la nécessité d'une politique commune de l'énergie se manifeste désormais sous de nouveaux aspects. De même, il faudra envisager des solutions nouvelles aux problèmes que pose la recherche scientifique et technique ainsi que le développement des activités industrielles s'inscrivant dans le cadre de la technologie moderne.

J'aurais, bien entendu, pu examiner en détail les initiatives à prendre en vue d'assurer les progrès de l'union économique, mais j'ai estimé devoir me borner, à l'occasion de l'échange de vues d'aujourd'hui, à définir des orientations générales et à examiner les grandes lignes de la politique à suivre.

Vous vous rendez certainement compte de l'importance de toutes ces questions et de la multiplicité des problèmes qui se posent à chacun de nos pays. D'autre part, vous n'ignorez évidemment pas que si, dans certains cas, le Conseil a pris des engagements fermes et s'est imposé des délais précis, pour d'autres problèmes, nous en sommes encore au stade des études préliminaires. Chaque fois, cependant, il s'agit de résoudre des problèmes délicats impliquant pour chacun de nos pays un choix politique qui peut être lourd de conséquences.

L'importance de ce choix signifie que nous ne pourrions venir à bout de notre tâche que si nous sommes soutenus par une volonté politique commune des gouvernements. L'assentiment des populations que vous représentez ici nous est tout aussi indispensable, ce n'est pas devant le Parlement européen que je dois insister sur ce point.

Un mot encore pour terminer.

Je ne vous aurai guère parlé aujourd'hui de certains objectifs politiques très importants qui auraient pu être atteints au cours de ces dernières années et qui peuvent encore l'être, totalement ou partiellement, à l'avenir. La raison en est bien simple. Je me trouve ici en qualité de président du Conseil et c'est donc de dénominateurs communs que je dois m'inspirer pour vous parler des problèmes qui se sont posés ou qui se posent toujours. Aussi longtemps qu'il s'agit de réalisations concrètes, par exemple des résultats acquis dans le domaine économique, il n'y a pratiquement pas de difficultés. Mais lorsqu'il s'agit de questions politiques et, mieux, de projets et d'idées qui, en fin de compte, n'ont abouti à aucun résultat, il devient difficile d'en parler. Une simple énumération des possibilités manquées, qu'il s'agisse de l'union politique ou de vos pouvoirs, pour ne prendre que ces deux exemples, ne nous apporterait pas grand chose.

Luns

Permettez-moi de rappeler, pour terminer, que le traité de fusion des exécutifs a été ratifié dans les six pays, mais que depuis des mois on attend que les six gouvernements se mettent d'accord sur un certain nombre de points importants, notamment sur le problème de la composition de la nouvelle Commission et des attributions de ses membres. Dès que l'accord se sera fait, les instruments de ratification seront déposés et la fusion deviendra une réalité.

Je ne puis malheureusement pas, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, vous donner l'assurance que cet accord sera réalisé avant la fin de l'année.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'exposé que vous avez fait et qui constituera une base de discussion pour cet après-midi.

Mes chers collègues, je vais suspendre la séance qui sera reprise à 15 h. Le premier orateur inscrit est le président Illerhaus, qui parlera au nom du groupe démocrate-chrétien.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 13 h 5, est reprise à 15 h 20.)

M. le Président. — La séance est reprise.

11. Dépôt d'un document

M. le Président. — J'ai reçu des Conseils de la C.E.E. et de la C.E.E.A. un document concernant les projets de budgets supplémentaires de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique établis par les Conseils pour l'exercice 1966.

Ce document sera imprimé et distribué sous le n° 146 et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des budgets et de l'administration.

(Assentiment)

12. Échanges de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs (suite)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de l'échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs.

Avant de donner la parole au premier orateur inscrit, je rappelle que le Parlement a décidé que la liste des orateurs sera close à 16 h 30.

La parole est à M. Illerhaus, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Illerhaus. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le colloque de novembre, désormais traditionnel, qui réunit les différentes institutions de la Communauté, est une des rares occasions pour le Parlement européen d'entrer en contact direct avec le Conseil de ministres. A ce propos, on a maintes fois critiqué dans cet hémicycle l'organisation institutionnelle de la Communauté qui n'accorde pas au Parlement la place qui lui revient en tant que représentant des peuples européens. Je ne voudrais pas revenir sur cette question aujourd'hui et je me contenterai de renvoyer au rapport qu'au nom de la commission politique, j'ai présenté au Parlement européen au cours de la session d'octobre. Il convient toutefois de souligner une fois encore les demandes présentées dans la résolution adoptée alors par le Parlement européen. C'est pourquoi nous sommes très heureux de pouvoir aujourd'hui discuter avec le Conseil et les exécutifs des problèmes de la Communauté et nous remercions vivement M. Luns, président du Conseil, de l'exposé qu'il nous a fait aujourd'hui.

Permettez-moi de faire deux remarques fondamentales. Mon groupe politique n'attend pas des exposés du Conseil qu'ils présentent une énumération chronologique des questions traitées par le passé ou des problèmes à résoudre à l'avenir, mais bien plutôt un rapport politique faisant ressortir les points critiques de l'activité de la Communauté selon leur importance ou leur urgence. C'est pourquoi nous nous félicitons de ce que l'exposé du président du Conseil contienne différents éléments en ce sens.

D'autre part, notre groupe estime indispensable qu'à côté du Conseil tous les gouvernements des six États membres soient représentés à ces colloques. C'est là l'unique garantie de discussions fructueuses et positives.

Passons maintenant au thème de notre colloque d'aujourd'hui : bilan et perspectives de la Communauté en vue de l'achèvement de l'union économique.

Nous sommes très heureux que le Parlement et le Conseil de ministres se soient mis d'accord sur ce thème. En effet, il évoque des problèmes qui, au cours des prochaines années, intéresseront au plus haut point tant les institutions de la Communauté et les gouvernements des États membres que l'économie et l'opinion publique. Tout comme le président du Conseil, j'estime que depuis neuf ans toute une série de tâches importantes pour le développement de la Communauté économique européenne et notamment pour le développement du Marché commun ont été menées à bonne fin et l'on pourrait rappeler à ce propos un certain nombre d'événements importants.

Illerhaus

Mais la C.E.E. est plus qu'une union douanière. Le but final de notre Communauté est l'intégration économique, c'est-à-dire la fusion de l'économie des Six en une vaste économie européenne. L'établissement de la libre circulation des marchandises, aussi important qu'il soit, n'est qu'une première étape dans cette voie. Lorsque l'union douanière se réalisera le 1^{er} juillet 1968, soit un an et demi avant la fin de la période transitoire, la Communauté aura tout lieu d'être satisfaite; mais cette union douanière ne sera cependant vraiment efficace et en mesure de fonctionner que si l'on prend en temps utile un grand nombre d'autres mesures.

Je songe tout spécialement à la suppression des frontières fiscales. Les peuples et les milieux économiques de notre Communauté ne pourraient pas comprendre qu'une fois les barrières douanières supprimées, la libre circulation des marchandises soit entravée par la différence des régimes fiscaux. Aussi voudrais-je, au nom de mon groupe, demander au Conseil de poursuivre activement les travaux sur l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires et des taxes à la consommation et de respecter à tout prix le délai qu'il s'est fixé lui-même pour arrêter les deux directives relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, afin de permettre l'élimination définitive des frontières fiscales à une date ultérieure préalablement fixée.

Qu'il soit dit une fois encore que grâce à l'accord intervenu sur la politique agricole commune, la Communauté a fait un premier pas important vers une action commune en politique économique et a posé les premiers jalons non négligeables pour la réalisation de l'union économique. C'est précisément dans le secteur de l'agriculture que l'on a pu voir clairement que la suppression des barrières douanières n'est possible que si elle s'accompagne d'une politique commune dans ce secteur. Nous verrons — j'en suis sûr — que dans le secteur industriel également, une politique commune sera la condition essentielle de l'intégration progressive des marchés. Car sans cette politique commune apparaîtront des perturbations de fonctionnement et des distorsions de concurrence qui porteront un grave préjudice au Marché commun.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il est, semble-t-il, également indispensable de coordonner la politique économique des États membres. Je songe notamment à la politique conjoncturelle commune dont la réalisation est d'autant plus urgente que l'interpénétration de plus en plus poussée des marchés rend plus difficile l'action isolée des différents États membres dans le domaine des mesures de politique conjoncturelle. Ainsi, le problème de la stabilité monétaire, qui préoccupe fortement tous les États membres, ne peut plus être résolu aujourd'hui par un seul gouvernement.

Notre Parlement examinera mercredi prochain les problèmes que pose la politique économique à

moyen terme. Par l'établissement d'un programme allant jusqu'en 1970, un pas important est fait qui permettra, nous l'espérons, la coordination des politiques économiques, de l'emploi, des revenus et des investissements des États membres. Cette coordination doit être mise en chantier avec le même courage et la même volonté politique qui, en 1960, furent à la base de l'expérience d'une politique agricole commune. On constatera alors que c'est là un instrument approprié et nécessaire de l'intégration économique. La politique économique à moyen terme ne signifie cependant pas que la liberté de décision des sujets économiques sera limitée, car nous ne voulons en aucun cas renoncer au principe de la liberté de concurrence et de l'économie de marché.

Il s'agit bien plutôt de poser des points de repère permettant de maintenir la stabilité monétaire parallèlement au plein emploi, à l'équilibre économique extérieur et à une croissance saine. Je pense que vous serez d'accord avec moi pour dire qu'il faut donner à la stabilité monétaire la priorité sur toute tendance à une expansion désordonnée.

Signalons enfin qu'il est indispensable de disposer d'une politique des structures sectorielles afin d'aider certaines branches économiques, qui connaissent en ce moment une crise, pour leur permettre de surmonter le plus rapidement possible leurs difficultés — et cela surtout dans l'intérêt des travailleurs. Je songe tout spécialement au secteur du charbon et de l'acier qui se trouve dans une situation particulièrement critique.

Je déplore, par ailleurs, de devoir constater qu'aucun progrès n'a été réalisé dans le domaine de la politique commune des transports. La décision de principe si prometteuse du Conseil en date du 22 juillet 1965 n'a donné jusqu'ici aucun résultat concret. La dernière session du Conseil réunissant les ministres des transports n'a pas donné non plus de résultat et le Conseil a renvoyé une fois de plus la solution du problème. Une union économique sans politique commune des transports est à vrai dire impensable. C'est pourquoi il est urgent que le Conseil prenne enfin les décisions nécessaires, et plus particulièrement en matière de politique tarifaire.

La situation en matière de politique sociale est encore moins satisfaisante. Le fait que les ministres des affaires sociales ne se sont pas réunis depuis plus de deux ans montre de manière brutale le peu d'importance que les gouvernements des États membres attribuent à la politique sociale européenne. S'il est vrai que le traité de la C.E.E. n'est pas aussi explicite en matière de politique sociale que, par exemple, en matière de politique agricole, je n'en dois pas moins, au nom du groupe chrétien-démocrate, insister pour que les rares dispositions du traité soient suivies et appliquées au maximum. Rappelons à cet égard que le Conseil

Illerhaus

n'a toujours pas pris de décision sur la réforme du Fonds social européen.

Par contre, la dernière session du Conseil de la C.E.C.A. à Luxembourg laisse entrevoir des éléments un peu plus favorables en matière de politique énergétique commune. Je suis prudent et dis bien des éléments un peu plus favorables. En effet, il semble qu'une solution soit possible en ce qui concerne les modalités d'application d'un système de péréquation multilatéral entre les six États membres pour les échanges de charbon à coke et de coke à l'intérieur de la Communauté. Ce ne serait évidemment qu'un petit pas — oui, un petit pas — vers la réalisation d'une politique énergétique européenne; nous ne pourrions que nous féliciter d'une telle mesure lorsque nous songeons à la longue période pendant laquelle le Conseil de ministres de la C.E.C.A. est resté inactif. Les réalisations en ce domaine n'ont-elles pas été jusqu'ici — je n'hésite pas à le dire — simplement déplorables ?

Monsieur le Président, à mon avis, il serait bon, précisément en ce qui concerne la politique énergétique, de rappeler ici que la fusion des exécutifs est toujours en attente. Une telle fusion n'est certes pas — inutile de se faire des illusions — un moyen miraculeux permettant de résoudre les problèmes en suspens; nous espérons cependant qu'après la fusion nous verrons mieux le rapport qui existe entre les différents problèmes encore à résoudre et nous nous promettons une plus grande efficacité des exécutifs européens. La situation incertaine que nous connaissons actuellement pèse lourdement sur l'activité de la Commission; c'est pourquoi il convient d'y mettre fin rapidement en constituant la nouvelle Commission. Mais en aucun cas cette Commission ne peut déchoir au simple rang de secrétariat du Conseil, elle doit à tout prix conserver sa fonction politique et autonome qui, dans le passé, a eu une importance décisive pour l'évolution de la Communauté.

Nous demandons aux gouvernements de se mettre très rapidement d'accord sur la composition de l'exécutif fusionné et nous attendons de chaque gouvernement qu'il accepte les propositions de ses partenaires dans la mesure où il n'y a pas d'objection grave quant aux personnes.

Cette fusion constitue enfin l'étape préalable à la fusion des Communautés et à l'élaboration d'un traité unique. La commission politique nous présentera prochainement un rapport sur cette question et il est par conséquent inutile que je m'y attarde plus longuement aujourd'hui.

Permettez-moi cependant d'insister sur un point. Le passage des trois traités existants à un seul traité nouveau n'a de sens et n'est acceptable que s'il n'affaiblit pas les dispositions du nouveau traité et représente plutôt un progrès véritable pour l'intégration européenne.

Un mot encore sur la politique commerciale commune. Mon groupe politique approuve la manière dont la Commission de la C.E.E. mène les négociations au *Kennedy round* à Genève et espère que ces négociations seront bientôt menées à bonne fin. C'est dans ces négociations que nous pourrions voir de combien de bonne volonté les États membres font preuve. Mener à bonne fin ce *Kennedy round* constitue à mon avis la tâche la plus importante à accomplir au cours des mois à venir.

En ce qui concerne l'offre agricole et les accords agricoles mondiaux, permettez-moi de vous renvoyer au rapport de M. Lückner que le Parlement examinera cette semaine.

Nous demandons, de plus, que l'ensemble de notre politique du commerce extérieur à l'égard des pays du G.A.T.T. et des États du bloc oriental devienne communautaire, et cela tant en ce qui concerne les mesures de libéralisation qu'en ce qui concerne une politique possible de protection sous forme, par exemple, de contingents ou de réglementations communautaires anti-dumping. Il semble justement nécessaire d'établir une politique commerciale commune à l'égard des pays de l'Est et ce, pour différentes raisons. Lorsque, le 1^{er} juillet 1968, l'ensemble du commerce extérieur agricole de la C.E.E. sera soumis à des réglementations communes, une coordination très poussée sera indispensable entre les États membres dans les secteurs de la politique commerciale extérieure qui relèveront encore du domaine national. Par ailleurs, il n'est pas possible de mettre au point une politique à l'égard de l'économie d'État du bloc oriental sans l'intervention des pouvoirs publics; pour ce qui est du Marché commun, une telle politique ne sera efficace que si elle est le fait des institutions de la Communauté. Cette politique commune à l'égard de l'Est est enfin nécessaire pour éviter que la libre circulation des marchandises dans le Marché commun ne soit perturbée par des marchandises en provenance du bloc oriental, qui seraient importées en vertu d'accords bilatéraux.

Le Parlement européen a toujours et en toute occasion insisté sur son attitude positive à l'égard des efforts déployés par la Grande-Bretagne et d'autres pays européens pour adhérer au Marché commun. Il n'est pas besoin de s'étendre davantage sur ce sujet.

Toute une série d'autres problèmes qui restent à résoudre afin de réaliser l'union économique européenne devraient être abordés. Contentons-nous de citer l'uniformisation des droits de douane, l'harmonisation des législations, notamment en matière de droit de société ainsi que toutes les questions relatives à la politique concurrentielle commune — et je songe plus spécialement au problème de la création d'entreprises de dimensions concurrentielles — et enfin l'établissement d'un marché des capitaux européen ainsi que la mise en œuvre de la liberté

Illerhaus

d'établissement et de la libre circulation de la main-d'œuvre. Différents membres de notre groupe prendront encore position sur ces problèmes et je me limiterai donc à quelques remarques fondamentales.

Après l'effort considérable de l'été de cette année dans le domaine de la politique agricole, on a l'impression, aujourd'hui, que l'élan s'est perdu pour ce qu'il reste à faire. J'ai déjà fait remarquer maintes fois ici que les progrès de l'intégration européenne dépendent en grande partie de la volonté politique des États membres. Je voudrais aujourd'hui insister auprès des gouvernements pour qu'ils fassent la preuve de cette volonté politique. Il ne faut en aucun cas, alors que certains États membres ont vu leurs désirs en grande partie satisfaits, qu'on en arrive maintenant à ralentir l'activité de la Communauté et que triomphe l'égoïsme national.

Le zèle dont certains ont fait preuve dans le passé, par exemple en matière de politique agricole, doit se retrouver pour résoudre les innombrables autres problèmes encore en suspens dont la solution est liée à la lettre et à l'esprit du traité. D'ailleurs, le Conseil s'est pratiquement engagé à le faire.

La tactique d'atermoiements appliquée par divers gouvernements au cours des derniers mois et le manque d'esprit de décision du Conseil qui, à la longue, pourrait porter un grave préjudice à la Communauté — je rappelle une fois encore la politique commerciale commune, la politique commune des transports et la politique sociale —, appellent de sévères critiques de la part de mon groupe. Dans le cas où un gouvernement se refuserait à participer à l'évolution vers une véritable union économique, qu'il le dise en toute franchise. Il n'est pas possible d'accepter plus longtemps l'inactivité dont le Conseil fait preuve ces derniers temps à l'égard de différentes questions qui revêtent une importance décisive. C'est pourquoi j'en appelle une fois encore et instamment au Conseil pour qu'il intensifie et accélère ses travaux.

On objecte parfois que la poursuite de l'intégration économique n'est possible que si l'objectif politique de la Communauté est clair et si de véritables progrès sont faits dans le domaine institutionnel. Cette réserve a été exprimée en rapport notamment avec l'harmonisation fiscale qui représente sans aucun doute une intervention profonde dans la politique économique et la politique budgétaire nationales.

Mais j'estime qu'il est très dangereux d'ajourner les travaux visant à l'intégration économique, uniquement parce que l'accord ne s'est pas fait sur la question de l'unité politique européenne. Nous devons, au contraire, faire tout ce qu'il est actuellement en notre pouvoir de faire et que le traité exige de nous. De telles mesures économiques représentent d'ailleurs des liens et entraînent obligatoirement une certaine interpénétration sur le plan

politique de la Communauté. Si celle-ci a surmonté les difficultés récentes, c'est surtout parce que certains faits économiques existaient sur lesquels aucun État membre n'aurait pu revenir sans léser ses propres intérêts.

Je souligne une fois encore que ce n'est pas parce que l'accord ne s'est pas fait sur l'objectif politique de la Communauté, ce que nous aussi nous regrettons vivement, qu'il ne faut pas jeter toutes nos forces dans la réalisation de l'union économique.

Selon certains communiqués de presse, c'est surtout un des gouvernements qui a soulevé des objections de cette sorte au cours des dernières délibérations des représentants permanents sur l'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires. Je vous serais très reconnaissant, Monsieur Luns, de bien vouloir nous donner quelques lumières à ce sujet.

Je demande au Conseil de ministres : la volonté politique de parvenir à l'union économique de l'Europe existe-t-elle encore réellement ?

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais pour terminer dire, au nom du groupe chrétien-démocrate, à la Commission de la C.E.E. et au Conseil que nous soutiendrons pleinement l'élaboration et la mise en œuvre du nouveau programme d'action pour les années à venir. Nous le ferons parce que nous sommes convaincus que l'intégration économique représente un élément essentiel de l'unification politique et qu'elle est une invitation constante adressée aux États membres de réaliser le plus rapidement possible la pleine unité politique dans laquelle nos peuples ont mis tous leurs espoirs.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Apel, au nom du groupe socialiste.

M. Apel. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, c'est un double thème qui fait l'objet du colloque d'aujourd'hui. Le premier thème, c'est l'établissement d'un inventaire, du bilan de neuf années d'union économique, ou plutôt de tentatives de réaliser une union économique. Le deuxième thème, ce sont les perspectives qu'ouvrira l'union économique des trois Communautés européennes.

Pour ce qui est du premier thème, c'est-à-dire du bilan, je serai relativement bref, car le Parlement en a déjà débattu au cours de ses dernières sessions et, en dernier lieu, à l'occasion de la présentation d'un rapport par M^{me} Strobel. Les socialistes doivent malheureusement constater que ce bilan est assez maigre. Si l'on considère de près le discours de M. le Président du Conseil, il faut bien reconnaître qu'on ne peut parler jusqu'à présent de réalisations con-

Apel

crètes en matière de politique économique que dans le domaine de la politique agricole.

Monsieur le Président, nous nous demandons parfois s'il s'agit vraiment de politique économique, s'il ne s'agit pas plutôt du pendant de l'union douanière, c'est-à-dire d'une synthèse, sous forme d'organisation de marché de la C.E.E., des six organisations de marchés nationales. Jusqu'à présent, la Communauté ne nous a pas encore apporté la preuve que sa politique agricole, c'est aussi et avant tout une politique économique. Pour en faire la preuve, il faudrait, premièrement, qu'elle pratique une politique commerciale commune, deuxièmement, qu'elle ait une politique des prix bien définie, et en troisième lieu, qu'elle s'attaque résolument aux problèmes de structure qui se posent avec acuité dans le secteur de l'agriculture, et qu'elle les résolve.

Je ne puis donc dire qu'une chose, c'est que le bilan est maigre. Nous l'avons souvent déploré et il serait vain de nous attarder outre mesure sur ce point.

Les socialistes estiment que le moment est venu de discuter des perspectives de l'union économique et qu'il convient de le faire dans cette enceinte. Afin d'éviter tout malentendu au sein de l'Assemblée, nous avons pris la peine de définir la conception que nous avons des perspectives de l'union économique de la C.E.E., de la C.E.C.A. et de l'Euratom en sept thèses dont le texte vous a été distribué. Mais il serait préférable que je vous donne lecture de ces thèses en les commentant.

Première thèse : « Sans une mise au point rapide de réglementations communes en matière de politique économique, l'union douanière dite « Communauté économique européenne » n'est pas viable, les mesures nationales neutralisent les effets de l'intégration. De telles mesures sont cependant inévitables si une politique communautaire fait défaut. »

Je citerai comme exemple la politique des transports. Aussi longtemps qu'il n'existera pas de politique commune des transports, il ne faudra pas nous étonner de voir certains gouvernements prendre certaines mesures de leur propre initiative, de voir, par exemple, les Néerlandais accorder des remises de taxe sur les véhicules à moteur pour les transports internationaux, ou le gouvernement fédéral allemand établir des tarifs de concurrence potentielle. Il n'y a là qu'une réaction au fait que la C.E.E. n'a pas de politique commune des transports. Faute de politique commune des transports, il se pose dans la Communauté des problèmes de caractère régional qu'il faut, bien entendu, tenter de résoudre.

Il ne faut pas non plus s'étonner que l'on recoure de plus en plus à des mesures nationales pour résoudre le problème charbonnier, que la république fédérale d'Allemagne et la France s'efforcent de faire face, chacune de son côté, aux problèmes urgents qui se posent dans ce domaine, que l'on isole

les marchés et qu'on en revienne aux mesures nationales.

Je crois que ces exemples suffisent à étayer la première des thèses du groupe socialiste. A défaut de solution communautaire, il y a les solutions nationales, auxquelles aucun parlementaire européen ne peut s'opposer au sein de son parlement national.

Les retards qui ont été enregistrés dans ce domaine et qui ont causé le retour au système des mesures nationales auront pour effet non seulement que la volonté d'intégration se trouvera affaiblie, mais aussi que les solutions que nous devons trouver un jour dans l'intérêt de l'Europe seront plus coûteuses, non pas financièrement, mais sur le plan de l'efficacité politique.

Deuxième thèse : « Des progrès dans le domaine institutionnel sont certes indispensables dans la C.E.E. Ils ne représentent cependant pas la seule condition préalable à la politique économique commune. Ce qui importe, c'est la volonté politique des États membres de trouver des solutions communes. »

Nous ne croyons pas que la fusion des exécutifs puisse résoudre automatiquement les problèmes de politique énergétique ; ce qui est possible, c'est qu'elle en facilite la solution. Nous sommes convaincus que la volonté politique de résoudre les problèmes de politique énergétique fait défaut. Nous pensons que si cette volonté politique avait été réelle, nous aurions depuis longtemps une politique énergétique commune, et surtout, une politique charbonnière commune.

En 1962, le chancelier fédéral actuel a déclaré devant le Bundestag, au cours d'un débat consacré à la politique énergétique :

« Les mécanismes européens de coordination des investissements dans le secteur de l'énergie appellent, dans le cadre d'une politique de l'énergie inspirée de l'économie de marché, des réserves et des objections. »

En 1966, l'actuel ministre fédéral de l'économie a déclaré que la situation charbonnière exigeait une solution communautaire ; il y a là, a-t-il ajouté, un véritable problème communautaire, dont la solution nécessite un effort de la part de tous les États membres.

Je ne voudrais critiquer personne, d'autant plus que sur le plan politique, les choses ont changé en Allemagne. M. Hallstein, lui-même, n'a-t-il pas porté récemment un œillet rouge ?

(Sourires)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, il en résulte qu'en 1966, il est devenu difficile et plus pénible d'obtenir ce que nous aurions peut-être pu avoir dès 1962.

Apel

Je citerai un deuxième exemple. On dit souvent, qu'il nous faudrait une sorte d'« *Interstate Commerce Commission* » pour mettre en œuvre une politique commune des transports. D'autres estiment que les difficultés tiennent à la Commission de la C.E.E. ou au membre compétent de la Commission. Nous n'en croyons rien. Ce qui manque, c'est la volonté politique de définir une politique des transports. Tant que cette volonté fera défaut, nous aurons beau nous attacher à améliorer les institutions, cela n'y changera pas grand chose.

Troisième thèse : « Les avantages et les sacrifices de l'intégration européenne doivent être répartis équitablement. L'Europe ne doit pas être un champ d'action réservé uniquement aux grandes entreprises. Aux entreprises de dimensions européennes doivent être opposées des forces efficaces : des syndicats européens actifs, une politique anti-trust effective, une politique sociale efficace et, grâce à une politique commerciale libérale, la concurrence des entreprises des pays tiers. »

Nous voulons bien des grandes entreprises. Nous les estimons indispensables au progrès technique et elles se sont déjà révélées être le ciment de l'intégration européenne. Nous ne pourrions accepter que leur influence ne soit pas contrebalancée par les forces que je viens de citer, car il faudrait alors craindre que ces grandes entreprises soient les seules à profiter des bienfaits de l'intégration. Je n'approfondirai pas la question, non plus que les problèmes de politique sociale. Je laisserai ce soin à l'un de mes amis politiques, qui doit prendre la parole à ce sujet. M. Illerhaus, vous venez de mettre en lumière notre retard dans ce domaine et d'insister sur la carence du Conseil de ministres en matière de politique des transports. Nous ne pouvons passer sur ces négligences ; nous devons au contraire les relever, les critiquer résolument et les condamner.

Quatrième thèse : « Nous ne voulons pas nous leurrer. Des réglementations communes de la politique économique entraînent : a) une perte de souveraineté nationale ; b) un rétrécissement de la capacité d'action nationale en matière de politique intérieure et extérieure. Cela ne signifie pas que l'existence de conceptions communes de la politique de défense et de la politique extérieure soit une condition préalable au développement futur de l'union économique de la C.E.E. Mais il est certain que des limites tangibles sont et seront posées à la politique nationale indépendante et que les liens de la solidarité économique conclue entre les États membres se déchireraient si un ou plusieurs d'entre eux venaient à méconnaître cette réalité. »

Nous estimons que la politique commune en matière de commerce extérieur pourra encore faire des progrès considérables sans que la politique extérieure commune doive nécessairement être établie. Nous pensons qu'il est très possible de mener à

bonne fin les négociations Kennedy; même si les pays de la C.E.E. n'ont pas de politique extérieure commune. Il se produit d'ailleurs un phénomène curieux. En effet, tous les pays de la C.E.E. ont la volonté politique de faire aboutir les négociations Kennedy. On l'affirme non seulement à Bonn, mais aussi à Paris. Or, on constate que les chiffres déposés par la C.E.E. à Genève sont considérés comme insuffisants, non seulement par ceux qui y négocient avec nous, mais aussi par ceux qui assument des responsabilités politiques au sein de la Communauté. Cette situation résulte notamment du fait que les procédures d'adoption de décisions communes suivies par le Conseil de ministres à Bruxelles n'aboutissent qu'à l'attribution à la Commission de la C.E.E., en vue des négociations, d'un mandat d'une portée très limitée. Une autre cause de cet état de choses, c'est que les six égoïsmes nationaux s'additionnent toujours et que personne ne songe à faire des concessions sans contrepartie. Qu'on ne pense pas nous rassurer en disant que tout sera arrangé en bloc au cours des mois de janvier et février de l'année prochaine et que sous la pression des délais on aboutira alors, en un marathon final, à un règlement définitif. Nous estimons que ces questions sont beaucoup trop importantes pour qu'on puisse les traiter de cette façon.

Cela étant, Monsieur le Président du Conseil de ministres, il faut bien dire que la dernière session du Conseil de ministres a été décevante pour tous les Européens, car ni les Néerlandais — je m'en réfère à la presse — ni les Allemands n'ont tenté de redresser la situation.

Je ferai une deuxième remarque au sujet de cette quatrième thèse. La prudence s'impose, en l'occurrence, mais je dirai quand même ce que j'ai à dire. Si l'on examine les prévisions budgétaires de la république fédérale d'Allemagne, on constate qu'un quart à un tiers de l'énorme déficit auquel nous devons faire face au cours des prochaines années sera dû à notre participation nette au financement de la politique agricole commune. Le financement communautaire de la politique agricole est une question réglée, personne n'en disconvient. Mais il est évident qu'on a ainsi créé un lien de solidarité communautaire qui impose des limites tangibles à l'autonomie des politiques nationales — on retrouve là l'idée exprimée dans notre thèse — et que le lien de la solidarité économique qui a été établi se romprait dès lors qu'un ou plusieurs États membres méconnaîtraient ce fait. Il en va d'ailleurs ainsi également pour ce qui est des tentatives de la république fédérale d'Allemagne de développer ses relations commerciales sur un plan interallemand. A cet égard également, les liens de solidarité internationale doivent être sauvegardés.

Cinquième thèse : « L'affirmation selon laquelle la C.E.E. a dépassé le « point de non-retour » signifie uniquement qu'aucun État membre ne pourrait

Apel

renoncer brutalement à l'intégration sans porter un préjudice grave à son économie. Aucun des gouvernements des pays de la C.E.E. n'y survivrait politiquement. L'absence de bonne volonté pour mettre en œuvre les politiques communes de l'énergie, des transports, de la conjoncture et des échanges, et pour harmoniser les législations fiscales et les conditions de concurrence ne peut que « vider » la C.E.E. de sa substance et la conduire à une « mort » lente. »

Cette thèse n'appelle guère de commentaires, elle va pour ainsi dire de soi. En effet, le sort de la Communauté du charbon et de l'acier est un exemple de ce qui peut arriver à une institution européenne lorsqu'on néglige d'arrêter en commun les mesures qui s'imposent d'urgence en matière de politique économique. C'est ainsi que la presse en arrive — et c'est normal — à publier des articles tels que celui paru récemment dans le « Handelsblatt » sous le titre « La Communauté du charbon et de l'acier a fait son temps. » Je cite textuellement :

« Si l'on considère la situation avec réalisme, on ne peut que conclure que sous sa forme actuelle, la Communauté du charbon et de l'acier a fait son temps. »

C'est ainsi que finit par arriver le moment où les réactions nationales, les mesures nationales de politique économique ont pris une ampleur telle que l'on a, à juste titre ou non, le sentiment que les institutions européennes ne sont plus guère qu'un poids mort et qu'elles n'ont donc plus de raison d'être. Aussi voudrais-je mettre sérieusement en garde tous ceux qui estiment que la C.E.E. a dépassé le « point de non-retour » et qu'il est exclu que ce qui est arrivé à la Communauté du charbon et de l'acier puisse lui arriver également.

Sixième thèse : « Seule une C.E.E. disposant de la capacité d'action nécessaire sur le plan de la politique économique pourra donner aux États membres, grâce à une politique extérieure dynamique poursuivie au cours des prochaines années, la base économique qui leur accordera, en tant que démocraties, la force d'attraction et les possibilités de manœuvre nécessaires. Elle seule crée un lien communautaire assurant une solidarité européenne tangible et, progressivement, l'unité politique de l'Europe. »

Mes collègues du groupe socialiste m'ont dit ce matin que ce texte était plutôt sibyllin et n'était guère compréhensible. Il convient donc que j'explique en quelques mots comment il faut l'entendre. Voici :

Nous sommes à la veille d'une période d'intense activité dans le domaine de la politique étrangère. Nous sommes engagés dans un dialogue entre l'Est et l'Ouest. Bientôt, nous engagerons le dialogue entre l'Amérique du Nord et l'Europe sur l'avenir

de la Communauté atlantique. L'an prochain, nous serons présents à la deuxième conférence sur le commerce mondial qui doit avoir lieu à la Nouvelle-Delhi et partout, nous devons tenir la place qui nous revient. Or, il est exclu que les Six arrivent, d'ici là, à rapprocher suffisamment leurs points de vues politiques pour qu'ils soient toujours en mesure d'agir solidairement. Dans ces conditions, et comme nous continuerons à pratiquer des politiques extérieures nationales, il importe que la C.E.E. se révèle, tout au moins en tant que base économique de notre volonté politique commune, capable d'exercer une certaine force d'attraction et capable d'agir. Il s'agit pour nous de réaliser le plein emploi, d'assurer, grâce à la C.E.E., la stabilité économique et la croissance économique, afin que les démocraties que nous sommes conservent leur pouvoir d'attraction et leur pleine capacité, et enfin, que nous puissions exercer ici même la pression nécessaire pour assurer l'unité d'action des Six sur le plan de la politique extérieure.

Septième thèse — j'en suis à la dernière, car il n'y en a pas 95 comme chez Martin Luther — : « L'adhésion à la C.E.E. de la Grande-Bretagne et d'autres États de l'Europe occidentale qui en manifestent la volonté est décisive pour l'unité et l'avenir de l'Europe. Il n'est pas exclu qu'il faudra alors, sur la base des traités européens et des objectifs qu'ils poursuivent, repousser une série de décisions prises par les Communautés en matière de politique économique. »

Permettez-moi de déclarer, au nom de mon groupe, que nous avons été très heureux d'entendre le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, M. Luns, aborder dans son discours la question de l'adhésion de la Grande-Bretagne, alors qu'elle n'avait pas trait directement à l'objet du colloque.

Nous avons, nous aussi, estimé devoir formuler cette thèse, pour souligner deux choses : tout d'abord, que l'adhésion de la Grande-Bretagne est de nature à donner à la C.E.E. un nouvel élan dans le sens de l'union économique, et ensuite, que cette adhésion pourrait nous amener à repenser un certain nombre de décisions.

S'il n'y a, à l'heure actuelle, de politique économique commune que dans un seul domaine, dans les limites que j'ai définies, à savoir en matière de politique agricole, je voudrais préciser que le groupe socialiste ne met pas en doute pour autant l'opportunité du système de politique agricole commune. Nous en avons soutenu l'idée ici même et nous continuerons de le faire.

Cependant, le président Mansholt a déclaré récemment à Berlin que la politique agricole de la C.E.E. devrait être réexaminée tous les ans et qu'après l'adhésion de la Grande-Bretagne et du Danemark au Marché commun, nous pourrions ou même nous

Apel

devrons repenser le problème de la politique agricole, et peut-être aboutir à des conclusions nouvelles.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, M. Herbert Wehner a déclaré à Berlin au congrès des six partis socialistes de la C.E.E. qu'en matière d'unification européenne, l'heure des discours est passée et que maintenant, les choses commencent à devenir sérieuses. Tel était le sens de mon intervention : nous n'en sommes plus à l'heure des discours et il s'agit maintenant de passer aux choses sérieuses ; il dépend désormais de vous et aussi de nous qu'en dépit de toutes les difficultés nous réussissions à mener à bonne fin la grande œuvre de l'intégration européenne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai été ce matin assez frappé par le caractère optimiste du propos de M. le Président des Conseils de ministres. J'ai eu l'impression — je m'en excuse auprès de lui — que lui aussi souffrait d'une maladie commune à beaucoup d'hommes d'État modernes : la maladie de l'auto-satisfaction. Je ne lui ferai pas de querelle sur ce point.

Sans doute peut-il prétendre à juste titre qu'il y a certains bons côtés dans le Marché commun tel qu'il est aujourd'hui atteint, certaines réalisations satisfaisantes qu'on peut passer rapidement en revue : politique agricole commune ; fixation de prix communautaires pour les principaux produits agricoles ; financement communautaire du F.E.O.G.A. ; effort d'harmonisation fiscale, notamment au titre des impôts indirects ; rapprochement des mécanismes d'aide sociale et de sécurité sociale ; rapprochement du droit des sociétés ; liberté d'établissement dans de nombreux secteurs ; tarif extérieur commun ; suppression prochaine des droits de douane intra-communautaires ; niveau de vie accru des travailleurs ; échanges intracommunautaires en pleine hausse ; création enfin d'un comité de politique conjoncturelle et de politique à moyen terme.

Tout cela évidemment est satisfaisant ; mais en réalité, à part la politique agricole commune, cela ne réalise ni l'intégration ni le renforcement de nos économies.

L'objectif, quel était-il ? C'était la fusion de nos économies afin de créer un grand espace économique, voire politique, pouvant constituer un interlocuteur valable et écouté, du fait de sa puissance industrielle, des États-Unis et de l'U.R.S.S., et un soutien effectif du tiers monde.

Nous en sommes malheureusement fort loin. Nous sommes, au mieux, sur le chemin d'une zone de libre-échange à six, avant d'entrer dans une zone

de libre-échange à quinze, avec la seule différence qu'il y aura un tarif extérieur commun.

Passons en revue les principaux domaines dans lesquels l'action du Conseil de ministres, voire des Commissions, nous paraît insuffisante.

En matière de transports, on n'a pas dépassé le stade des consultations. Sans doute a-t-on été gêné par le statut de la navigation rhénane, le désaccord sur la plublicité des prix, que certains souhaitent partielle et à posteriori, le désaccord sur la charge par essieu, enfin les politiques divergentes des chemins de fer, chacun maintenant des prix élevés pour certains transports jusqu'au jour où une concurrence brutale intervient. Témoin la différence de tarifs intervenue pour certains transports par fer, lorsque le canal de la Moselle a été mis en service.

En matière énergétique, les politiques sont nationales, en fonction à la fois des ressources nationales en charbon et de la structure des entreprises pétrolières.

L'Allemagne veut bien d'une politique communautaire du charbon, du fait de la concurrence du charbon américain, mais elle craint une politique énergétique communautaire qui mettrait les filiales allemandes de groupes étrangers sous le coup des décisions communautaires.

La France, sous le bénéfice de la loi de 1928 sur le raffinage, poursuit une politique qui a ses mérites, mais n'est pas davantage communautaire.

La Hollande désire conserver la plus grande part de profits des découvertes effectuées dans la mer du Nord. Et je ne parlerai pas davantage des problèmes nucléaires, notamment en ce qui concerne les centrales atomiques, pour lesquelles la divergence des politiques est patente.

En fait, rien en tout cela ne montre une politique communautaire.

En matière monétaire, la rareté et la cherté des capitaux en Europe ont fait baisser le cours des actions, freiné les investissements et asséché les trésoreries au point de laisser la voie libre au rachat d'entreprises européennes par des groupes américains et, peut-être demain, soviétiques grâce à la création d'une banque d'affaires de l'U.R.S.S. en Suisse.

Je rappellerai, à titre d'exemple, que Bayer et Siemens n'ont pu qu'avec peine placer leurs récentes émissions sur le marché financier ou ont dû les réduire.

L'emprunt d'investissement lancé par le gouvernement français au taux de 6,25 %, le plus élevé depuis 35 ans, n'était pas entièrement placé trois semaines après son émission.

La politique commerciale commune n'a pas dépassé le stade, important sans doute, du tarif exté-

Armengaud

rieur commun. Ainsi, pour le *Kennedy round*, le désaccord est profond entre les divers pays membres de la C.E.E. Les uns y voient l'avenir rose de la liberté accrue des échanges, oubliant d'ailleurs que l'habitude prise par les grandes firmes américaines de vivre sur un vaste marché leur donne une position préférentielle sur le marché européen, ainsi qu'on pouvait le lire dans un article du *Monde*, paru il y a deux mois. D'autres y voient une manière habile, au prix de faibles concessions de la part de nos partenaires d'outre-Atlantique, d'apporter l'Europe aux États-Unis sur un plateau d'argent.

D'ailleurs ne vit-on pas sous le mythe de la compétition par le libre commerce entre Européens d'abord, entre Européens et les U.S.A. et l'A.E.L.E. ensuite, alors que nous sommes dans un monde où seules les « Nations-Continents » peuvent avoir des gammes de fabrication étendues à tous les secteurs de l'activité industrielle ou se lancer avec succès dans les sciences d'avenir.

Au surplus, n'a-t-on pas déjà dans un domaine, celui des produits agricoles, rompu délibérément avec la loi du marché ?

Abandonnons notre hypocrisie. Ne parlons pas d'économie libérale classique concurrentielle quand, dans un secteur essentiel, nous lui tournons délibérément le dos, et tirons-en les conséquences pour la politique industrielle des Six.

Aussi, les efforts en matière de politique de concurrence au sein des Six doivent-ils avoir une portée limitée aux seuls biens de consommation courante et s'interdire de porter atteinte aux efforts de spécialisation ou de regroupement dans les industries d'équipement ou de pointe ou soumises à d'importants investissements matériels et intellectuels.

J'ai déjà évoqué plusieurs fois ici, comme le président Pleven, la question essentielle de la dimension des entreprises à l'échelle européenne, à laquelle d'ailleurs le président du Conseil de ministres a fait allusion ce matin. Mais le corollaire de la création d'entreprises à la dimension européenne est la création de grandes « sociétés européennes », à statut européen bien défini, groupant les intérêts par-dessus les frontières, quitte, comme je l'ai dit dans cette enceinte, au cours de notre réunion de septembre dernier, à ventiler selon une clef de répartition fiscale les impôts que paieraient ces sociétés sur le territoire des divers États membres.

Je sais que les Pays-Bas estiment ces sociétés inutiles, motif pris de l'existence de grandes sociétés hollandaises de puissance mondiale disposant de filiales européennes.

Mais il y a une différence majeure entre de telles sociétés d'inspiration nationale et celles d'inspiration européenne qui associeraient les intérêts des Six dans des constructions financières communes et par-dessus les frontières. Et, sans ces sociétés, nous ne

pourrions jamais avoir les entités capables de financer les immenses recherches des industries de pointe.

Je voudrais, à cet égard, citer un exemple, comme je l'ai déjà fait devant le Sénat français : au titre du « plan calcul », la France fait un effort important et va dépenser 560 millions de francs au cours des quatre prochaines années. Dans le même temps, I.B.M., à elle seule, pour un nouvel ordinateur, « System 360 », lance un programme propre de 25 milliards de francs pendant la même période, ce qui montre qu'il faut une puissance financière énorme et des sociétés disposant de capitaux fantastiques pour vouloir intervenir efficacement dans de telles techniques de pointe.

Vis-à-vis des États associés, je rappellerai le discours du président Hamani Diori condamnant le refus des Six d'avoir une politique commune effective de stabilisation des cours et d'augmentation des achats en matières premières tropicales dans les E.A.M.A. Ce discours n'est pas à l'actif de notre communauté.

Aussi voudrais-je plus de modestie de la part du Conseil de ministres en ce qui concerne le passé et une volonté communautaire pour l'avenir.

Vous avez, monsieur le Ministre, respecté la lettre du traité de Rome et la lettre du traité de Paris. Mais vous en avez négligé l'esprit. Est-ce une question d'âge ou une question d'artères ? Je n'en sais rien. Ou est-ce une rémanence de notre vieil individualisme libéral ?

J'ai dit un jour à mon collègue Vals que l'Europe serait socialiste ou qu'elle ne serait pas. Cela ne signifiait pas que nous serions tous S.F.I.O. ou S.P.D., mais cela signifiait que l'esprit socialiste déteindrait suffisamment sur nous tous pour que nous entrions dans la voie de l'organisation commune, de la planification souple au sein des Six, afin de coordonner des forces divergentes et équilibrer les taux de croissance et les niveaux de vie.

Nous sommes maintenant dans une communauté dont le ressort est brisé. Un article récent du *Monde*, du 20 novembre dernier, disait clairement que les Six ne paraissaient pas disposés, malgré leur succès sur le plan agricole, à s'engager dans une politique industrielle commune. Il insistait sur la nécessité de « provoquer » les gouvernements pour qu'un mouvement se crée en faveur de cette politique industrielle commune.

L'opinion publique se demande où nous allons, au moment où elle se pose enfin des questions sur la construction européenne et sur ce que nous réserve son avenir.

Y aura-t-il des hommes pour rétablir et bander ce ressort et rendre à l'Europe des Six le goût de l'effort commun ? Sinon, c'est vers la vassalisation de cette Europe que nous irons, vers le rachat de

Armengaud

toutes ses entreprises par les États-Unis, vers la frustration d'un continent dont la politique sera télécommandée et dans lequel des réactions brutales, allant jusqu'au bouleversement politique, marqueront la révolte des Européens devant un état de servitude qui, à la moindre crise économique occidentale généralisée, aura un effet déprimant sur leur niveau de vie.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. de la Malène, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

M. de la Malène. — Monsieur le Président, mes chers collègues, à n'en pas douter, la date du 11 mai 1966 a marqué un grand succès pour notre Communauté, un succès dans le domaine agricole et aussi un succès pour l'ensemble de la Communauté. Il était et il est satisfaisant de constater que, moins d'un an après la rupture du 30 juin, qui avait été marquée par le non-respect d'un certain nombre d'engagements, le Marché commun a marqué un progrès essentiel. Le temps de la réflexion n'aura donc pas été inutile.

Voilà donc un pas nouveau franchi. Mais chacun sait et chacun mesure combien il reste à faire, d'abord pour assurer ce pas lui-même : c'est le problème des prix communs dans le domaine agricole, la réussite du *Kennedy round*, l'organisation du marché mondial des céréales, la politique commune d'exportation des produits agricoles, le contrôle des recettes en 1970.

Chacun sait aussi combien il reste à faire pour assurer une véritable union douanière qui est tout autre chose qu'une simple union tarifaire. Cela veut dire l'harmonisation des législations douanières nationales et de certaines fiscalités, cela veut dire la transformation de contingents tarifaires nationaux en contingents communautaires, cela veut dire la péréquation des recettes douanières, cela veut dire aussi la définition d'une politique commerciale commune.

Chacun sait aussi combien il reste à faire pour assurer, conformément à l'accord du 11 mai, un développement équilibré de la Communauté. Là encore nous retrouvons les harmonisations fiscales, là encore nous retrouvons la politique commerciale commune, la réforme du fonds social, le droit européen des brevets, les sociétés de statuts européens uniformes permettant la concentration et la recherche et refusant les solutions de facilité et de démission que sont les associations avec des sociétés étrangères et nous retrouvons enfin la programmation à moyen terme.

Chacun sait aussi qu'au delà de tout cela les choses se commandent les unes les autres, les pas

à franchir ne le restant que si un pas supplémentaire est fait, c'est la réalisation d'une véritable union économique qui se profile nécessairement. Cela veut dire une politique commune des transports, dont nous sommes bien loin, et vous savez pourquoi. Cela veut dire une politique commune de l'énergie. Cela veut dire une politique monétaire commune et non plus des calculs en dollars baptisés on ne sait pourquoi « unités de comptes ». Cela veut dire une politique sociale commune... et j'en passe.

Mes chers collègues, après le débat du 11 mai, il reste beaucoup à faire pour passer de l'union tarifaire et de la politique agricole commune à une véritable communauté économique et à ce fameux seuil d'irréversibilité. Mais au fur et à mesure de la progression, les pas en avant vont devenir plus difficiles. Certes, ces pas sont commandés, motivés par la réalisation même ou pour la réalisation même de ce qui a été fait. Mais ils mettent progressivement en cause la politique générale des États membres : d'une part la politique étrangère par la politique commerciale commune ou par la politique à l'égard des investissements étrangers, d'autre part la politique monétaire, le rôle de l'or et du dollar, par la politique monétaire européenne ; ils mettent en cause la politique économique par l'acceptation ou le refus de la planification ou de la programmation ; la politique sociale par le rôle plus ou moins étendu, voire sans limite laissé au libéralisme et à la concurrence. Et j'en passe.

Or, le moins que l'on puisse dire est que les politiques de nos États ne sont pas identiques. Il y a les planificateurs et ceux qui refusent la planification. Il y a les libre-échangistes à tout prix et ceux qui demandent à réfléchir. Il y a les zélés de la concurrence en tous domaines et ceux qui la redoutent. Il y a les partisans du dollar et de la livre comme monnaies de réserve et ceux qui préfèrent un étalon de change plus impartial. Il y a ceux qui se préoccupent de façon aiguë de leur indépendance industrielle et technologique et ceux qui en sont moins préoccupés. Et point n'est besoin naturellement de parler de la politique étrangère et de la politique de défense.

Les efforts vers l'Europe politique ont été stoppés. On n'a même pas voulu se donner les moyens d'en parler entre soi. Craignait-on d'être convaincus ou d'être sans argument ? Je ne sais, mais chacun a suivi sa route en même temps que le monde se transformait, ce qui pose des problèmes dans des termes tout différents pour les uns comme pour les autres.

Mais si l'accord, ou seulement la volonté d'accord paraît aussi éloignée, pour ne pas dire plus éloignée, la nécessité s'en fait plus pressante, en général, pour l'existence même et l'indépendance de l'Europe, en particulier pour la poursuite de l'œuvre économique commune.

de la Malène

Si cette volonté ne se manifestait pas, comment espérer ces politiques communes nécessaires, mais aussi comment reprocher leur absence à des gouvernements pour lesquels elles n'apparaîtraient alors que comme des obstacles supplémentaires à la réalisation de leurs propres objectifs politiques ?

Ce serait un illusoire et dangereux calcul que d'estimer que, faute d'un minimum d'entente sur ces objectifs, la dynamique nécessaire à la réalisation de la Communauté économique aurait une force contraignante suffisante pour obliger peu à peu les gouvernements et les États à prendre des décisions risquant d'aller à l'encontre de leurs objectifs fondamentaux.

La marche vers l'unité économique est sans aucun doute salutaire, mais cette unité économique au service de quelle philosophie économique, sociale et politique sera-t-elle ? Au service de quelle Europe et pour quoi faire ? Faute d'un accord sinon préalable, du moins progressif, faute au moins d'une volonté d'accord manifestée sans ambiguïté, comment ne pas redouter et ne pas comprendre des réticences des uns et des autres ?

Mais, mes chers collègues, ces réflexions ne sont-elles pas périmées depuis quelque temps, notamment depuis deux occasions perdues ? Je songe à la rupture des négociations sur l'union politique comme à la rupture des conversations avec la Grande-Bretagne qui n'ont pas été utilisées pour un effort de relance politique, car aujourd'hui l'Angleterre réaffirme son désir et sa volonté de se joindre à la Communauté économique. Répondant à une nécessité qui s'impose peu à peu et, se plaçant habilement sur le terrain même où elle fut le plus critiquée, elle propose une communauté technologique.

Elle trouve depuis longtemps parmi nos six pays des soutiens actifs qui font souvent de sa participation un préalable à toute réelle progression. Cela nous paraît compréhensible et nous ne nous y opposons pas. On n'a pas voulu, lorsque la chance s'en est offerte, le progrès vers l'union politique qui aurait entraîné le reste et cela à cause de l'Angleterre, mais en partie seulement. Alors pourquoi pas l'Angleterre aujourd'hui ?

Sans doute maintenons-nous quelques conditions. Les unes sont d'ordre conjoncturel : situation économique et financière de la Grande-Bretagne dont les difficultés doivent disparaître au préalable ; les autres sont de fond : la Grande-Bretagne doit entrer dans le Marché commun tel qu'il se comporte et tel qu'il existe avec sans doute d'inévitables modalités d'adaptation et de transition.

Mais si la Grande-Bretagne accepte maintenant les règles, accepte de donner à l'Europe cette priorité indispensable, si elle ne met plus sur le même plan Europe, Commonwealth et États-Unis d'Amérique, alors bien sûr, la porte de l'Europe écono-

mique lui est grande ouverte. Vue de cette manière, l'entrée de l'Angleterre, au delà d'une simple adhésion, touche à la conception politique et économique qu'on a de l'organisation de l'économie européenne. Si les conditions sont satisfaites et remplies à l'instant même de l'adhésion, personne ne doit se méprendre, au delà des conditions, sur le sens et la portée de cette venue.

Comme l'a dit le président Luns ce matin, l'unité économique et *a fortiori* l'unité politique doivent être le résultat d'un processus de création permanente. L'œuvre ne fait que commencer. Il faudra la poursuivre avec la Grande-Bretagne, mais aussi avec tous ses alliés de la zone de libre échange : Danois, Norvégiens, Portugais, Autrichiens, et même des pays neutres comme la Suisse et la Suède. Nous aurons ensuite tous les pays du monde avec lesquels l'Angleterre entretient des liens fort étroits et fort importants : la Nouvelle-Zélande, le Canada, l'Australie, Hong-Kong et j'en passe. Nous aurons des liens avec d'autres pays encore, peut-être même avec l'Espagne.

Voilà ce que sera demain cette Europe, une fois que l'Angleterre y aura adhéré, infiniment plus homogène que la Communauté d'aujourd'hui, liée quasi institutionnellement à une multitude de pays et associée par une multitude de liens commerciaux et industriels.

Comment, mes chers collègues, ne pas être convaincus, dans ces conditions, de la direction nouvelle que prendra obligatoirement l'entreprise européenne ? Trop d'intérêts seront en cause, trop de divergences se manifesteront pour que le dynamisme ne soit pas freiné, pour que des conceptions mondialistes ne l'emportent pas sur une vision d'abord européenne, pour que l'unité économique en tant qu'objectif ne soit pas perdue de vue au profit d'une organisation commerciale et industrielle à base de libre-échangeisme et de concurrence à l'échelon quasi mondial.

Comme il reste tant à faire, nous ne devons pas nous illusionner au point de croire que l'entrée de la Grande-Bretagne est la condition de la poursuite de l'intégration économique. C'est peut-être une marche en avant, mais dans une tout autre direction et je crains fort que, placés en face de cette nouvelle organisation groupant des nations si diverses, par exemple les unes neutres et les autres non, où les préoccupations proprement européennes au sens élevé du terme ne l'emporteront pas sur les préoccupations commerciales, ou les préoccupations sociales et politiques seront trop diverses pour intervenir comme support des décisions, les gouvernements en fin de compte n'aient tendance à reprendre peu à peu, en fait sinon en droit, les pouvoirs consentis aux organismes actuels.

Peut-être, mes chers collègues, est-ce maintenant la seule voie, ou tout au moins la meilleure, puisque

de la Malène

l'union politique s'est éloignée, puisque certains font un préalable de l'adhésion de la Grande-Bretagne, puisque celle-ci semble vouloir faire une conversion profonde, mais cette voie, il faut alors en mesurer les inévitables conséquences et s'y engager les yeux grands ouverts.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. le président Hallstein.

M. Hallstein, président de la Commission de la C.E.E. — (A) Monsieur le Président, la Commission est heureuse de l'occasion qui lui est donnée de pouvoir apporter, comme à l'accoutumée, sa contribution au colloque à ce stade encore peu avancé du débat.

Nous avons déjà rendu compte, lors de la présentation du rapport général pour l'année écoulée, de ce qui a été fait dans le passé. Mais il nous semble utile d'élargir le débat en donnant à cette Haute Assemblée un aperçu de notre programme de travail pour le proche avenir, car, en fin de compte, les actions du Conseil de ministres ont pour point de départ des suggestions de la Commission. Ce faisant, nous continuons en même temps à répondre pour une nouvelle fraction, pourrais-je dire, au désir de cette Haute Assemblée de savoir dans quelle mesure notre programme d'action pour la deuxième étape de la période de transition a été mis à exécution et quelles sont nos intentions pour le reste de la période de transition.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous aussi, nous devons constituer des « points centraux ». Mais le terme « point central » n'est pas entendu dans un sens restrictif ; les travaux se poursuivent dans tous les domaines. Si je ne parle pas expressément d'activités d'organisation aussi importantes que la politique en matière d'ententes, le droit d'établissement, l'harmonisation des législations, la politique d'association, celle-ci fonctionnant d'ailleurs avec une vitalité remarquable et une efficacité croissante, sur le plan institutionnel également, ni du *Kennedy round*, cela ne signifie pas, bien sûr, que l'on ne continue pas à œuvrer activement dans tous ces domaines régis par le traité.

Pour le choix de ces points centraux, nous nous trouvons placés devant deux dates importantes pour la Communauté. L'une est le 1^{er} janvier 1970, fin de la période de transition, l'autre le 1^{er} juillet 1968, date de la réalisation complète de l'union douanière et de la politique agricole commune.

Il convient, pour l'établissement de notre programme de travail, de considérer tout d'abord la date du 1^{er} juillet 1968.

En premier lieu, nous savons tous que l'union douanière et la politique agricole ne seront pleine-

ment à même de fonctionner que si, dans l'intervalle, nous prenons en temps opportun un grand nombre de nouvelles mesures. M. Apel l'a souligné à juste titre.

Nous savons aussi — et le Conseil de ministres l'a décidé expressément le 11 mai — que l'objectif de la Communauté est de supprimer tous les obstacles aux échanges, que celle-ci ne saurait donc en rester au stade d'une simple zone de préférence que serait une simple union douanière. Le domaine du marché intérieur, l'« opération 1^{er} juillet 1968 », si vous me permettez l'expression, est donc le premier point central de notre activité.

En second lieu, la Communauté se trouve d'ores et déjà — plus particulièrement par la politique agricole commune, l'harmonisation des régimes de taxes sur le chiffre d'affaires et l'ébauche d'une action commune en politique économique — en pleine union économique. Il est urgent de progresser encore en ce domaine, afin que, lors de l'entrée en vigueur de l'union douanière et de la politique agricole commune, nous ayons, dans l'ensemble, réalisé une partie qui soit elle-même une partie cohérente du développement général de la Communauté. C'est là un deuxième point central.

En 1968 s'achèvera donc non seulement une partie de la troisième étape de la période de transition, mais, sur le plan général, une première grande phase du développement de la Communauté depuis sa naissance. Cette phase est en même temps la base du développement continu et dynamique de l'unification économique. Il sera donc décisif pour l'avenir de la Communauté qu'elle soit réalisée d'une façon techniquement solide, complète et communautaire.

Aussi est-il logique que, lorsqu'on s'interroge sur le développement futur de la Communauté, on se fixe provisoirement une certaine limite dans le temps et qu'on se concentre sur la période relativement brève qui s'achève à la fin du premier semestre de 1968, il s'en suit que, dans le proche avenir, les sujets suivants auront la priorité :

1. La réalisation de la libre circulation des marchandises. Elle comporte trois parties :

- l'unification des législations douanières et la coopération des administrations douanières ;
- les travaux en vue de la suppression des autres obstacles aux échanges, dus par exemple aux différences entre les normes techniques des États membres ; les restrictions à la libre circulation des marchandises qui en résultent empêchent le passage à la production de masse à laquelle doit précisément conduire le Marché commun ;
- les travaux en vue de la suppression des contrôles aux frontières.

Hallstein

2. Même si, en 1968, nous avons fait un pas décisif en ce sens pour la libre circulation des marchandises, il restera encore — M. Illerhaus l'a souligné — les frontières fiscales. Sur ce point, il faudra compter avec des délais un peu plus longs. La frontière fiscale est constituée par la taxe sur le chiffre d'affaires et les taxes à la consommation. On sait quels travaux sont nécessaires en ce qui concerne la taxe sur le chiffre d'affaires : harmonisation des régimes et, ultérieurement, des taux. Nous espérons que le Conseil adoptera les deux premières directives dans les délais prévus, c'est-à-dire avant le 1^{er} février 1967. Parmi les taxes à la consommation, certaines seront absorbées par le régime général de taxe à la valeur ajoutée, d'autres devront être harmonisées, et d'autres enfin pourront subsister sans harmonisation en raison de leur importance limitée.

3. Comparée à d'autres domaines, la libération de la circulation des capitaux prescrite par le traité est en retard. La proposition de troisième directive, que la Commission a présentée voilà des années déjà, n'a pas encore, on le sait, été adoptée par le Conseil à ce jour. Mais, depuis lors, il est apparu que des réglementations séparées ne suffisent pas. Un marché européen des capitaux est le corollaire indispensable d'une économie européenne de grands espaces. Ce marché permettrait une utilisation plus rationnelle de l'épargne, il offrirait de meilleures possibilités de financement aux entreprises et éviterait les distorsions de concurrence résultant de disparités dans les possibilités de financement.

4. Il n'est ni possible, ni opportun, de juger globalement la politique commerciale commune. Il faut faire des distinctions précises pour avoir un tableau exact des tâches qui restent à accomplir et de ce qui a déjà été réalisé.

Pour la politique commerciale agricole, une situation fondamentalement nouvelle est apparue du fait que la Communauté a institué, à titre d'abord autonome, une réglementation complète de son commerce extérieur de produits agricoles. Le deuxième pas, non moins important, est constitué par l'offre de la Communauté de consolider ces réglementations commerciales au G.A.T.T. Ces deux éléments sont pleinement communautaires. Seuls les régimes d'importation des produits agricoles en provenance des pays du bloc oriental devront encore être adaptés au marché unique total qui sera bientôt réalisé pour la politique agricole et qui rend impossible le maintien de régimes particuliers d'importation de certains États membres.

En ce qui concerne la politique commerciale pour les produits industriels, la politique douanière est devenue entièrement communautaire. Les décisions internes aussi bien que la conduite des négociations sont l'affaire de la Communauté, comme cela est

maintenant apparu clairement depuis des années dans les négociations Kennedy.

Un point laisse encore à désirer : c'est qu'il n'y ait pas de position uniforme de la Communauté en des occasions comme la Conférence mondiale sur le commerce, bien que, par exemple, en matière de préférences douanières, la Communauté soit seule qualifiée pour agir. Ce décalage entre les possibilités matérielles et la représentation de la Communauté dans de telles occasions mérite de retenir toute notre attention.

Il reste encore à la Communauté des réalisations essentielles à accomplir pour les autres régimes d'importation. Ce sont là deux points centraux, étroitement liés, de nos travaux futurs.

Les États membres peuvent encore actuellement, du point de vue formel tout au moins, statuer de façon autonome sur les libérations des échanges qu'ils ont instaurées : toutefois, dans la mesure où la libre circulation se matérialise, cette compétence formelle perd toute valeur pratique. Il faut donc établir des listes communautaires de libération des importations. À l'égard des pays du bloc oriental également, la tendance à la libération croissante des importations et à l'abandon de restrictions quantitatives strictes apparaît nettement. Là encore, il est donc nécessaire d'établir des listes communautaires de libération.

D'autre part, la mise en commun des libérations des échanges a pour corollaire la mise en commun des contingents et des autres mesures particulières de protection commerciale. Les contingents des États membres sont donc maintenant essentiellement des instruments de protection de la politique industrielle et économique et ils n'ont plus spécifiquement pour objet de renforcer la position des États dans des négociations. La tâche à accomplir est donc double.

En premier lieu, les mesures nationales de protection pour certains produits ou certaines branches de l'économie, qui n'ont d'importance que sur le plan particulier et ne peuvent être reprises par la Communauté dans son ensemble, doivent être supprimées. Dans bien des cas, leur suppression présume des mesures d'ordre interne, par exemple des aides à la réorganisation et à la restructuration des branches de l'économie qu'elle affecte.

En revanche, lorsque certains produits ou secteurs économiques exigent une protection dans l'ensemble de la Communauté, il faut déterminer la nature de cette protection et décider dans chaque cas d'espèce s'il y a lieu d'appliquer des droits de douane, des contingents ou des clauses de sauvegarde. Tous ces instruments de protection, et pas seulement les droits de douane, devront cependant devenir communautaires.

Hallstein

Tels sont les progrès qu'il faut faire rapidement dans la politique commerciale commune. Nous espérons aboutir bientôt à des résultats sur la base de la résolution du Conseil du 11 mai. Le porte-parole du groupe socialiste a eu raison de rappeler qu'il n'y a pas d'autres préalables, pas même de préalables dits « politiques ».

5. La politique commune des transports accuse encore un retard inquiétant par rapport à l'intégration économique dans son ensemble. La Commission n'est pas seule à émettre pareil jugement, les observations des porte-parole de tous les groupes politiques l'ont montré. Un accord sur les principes de la politique commune des prix a été réalisé au Conseil dès l'été de 1965. Il est donc maintenant particulièrement urgent d'arrêter le règlement sur les tarifs. La Commission présentera prochainement de nouvelles propositions concernant notamment les réglementations relatives à la capacité dans les transports routiers de marchandises et la navigation fluviale. Il faudra vraisemblablement en arriver bientôt, dans la politique des transports également, à des décisions simultanées pour divers groupes de problèmes ; il faudra donc, dans une certaine mesure, grouper les problèmes. Bien entendu, il faut là encore faire un choix ; il n'est pas possible de statuer simultanément sur toutes les propositions essentielles relatives à la politique des transports. Dans tous les cas, les transports doivent eux aussi suivre organiquement, à partir du 1^{er} juillet 1968, le rythme de l'intégration.

6. La politique économique générale prend une importance sans cesse croissante dans la mesure où les frontières entre nos économies nationales disparaissent. On sait que le traité prévoit à cet effet la coordination. Il s'agit maintenant d'essayer cette coordination. Le programme de politique économique à moyen terme, que la Commission a transmis au Conseil au printemps et qui sera discuté prochainement au Conseil de ministres, n'est pas seulement une tentative pour établir un programme structuré de politique économique pour plusieurs années. Il a aussi pour objectif essentiel de coordonner la politique des États membres au moins dans ses grands traits, par exemple, comme l'indique notre premier projet de programme, pour ce qui est des investissements publics, de la politique de l'emploi, de la politique régionale, des mesures structurelles, de l'influence exercée sur la production et l'offre au moyen de la politique fiscale. Les gouvernements ne devront plus appliquer des politiques économiques indépendamment les uns des autres, ou même suivant des orientations divergentes ; il faut parvenir à ce que leur action soit orientée dans le même sens.

Nous nous consacrerons à cette tâche avec énergie. Le Parlement se saisira de toutes ces questions

mercredi, lorsque le rapport de M^{me} Elsner viendra en discussion.

Les voix qui se sont élevées en faveur d'une politique conjoncturelle commune se sont quelque peu affaiblies en ce moment. Certes, l'ouverture des marchés a eu pour effet d'accroître la sensibilité des courants commerciaux. Mais il semble pour l'instant qu'un équilibre conjoncturel quasi automatique s'établisse entre les États membres par le jeu de l'intégration économique.

C'est là une apparence trompeuse. Elle ne l'est pas à la rigueur dans la situation actuelle, qui est une situation intermédiaire, où les marchés ne sont pas encore parfaitement intégrés et où des développements conjoncturels purement nationaux sont encore possibles. Mais lorsque la conjoncture évoluera de manière uniforme dans toute la Communauté, les développements inflationnistes ou déflationnistes pourront alors, en s'intensifiant, gagner immédiatement l'ensemble de la Communauté. Sur ce point, je suis pleinement d'accord avec M. Illerhaus.

C'est pourquoi la confrontation des politiques conjoncturelles nationales au sein de la Communauté et les recommandations du Conseil en matière de conjoncture, sur proposition de la Commission, sont sans doute déjà des éléments précieux. Mais, pour parvenir à une évolution commune effective de la conjoncture, surtout si des déséquilibres menacent d'apparaître, il est nécessaire que le Conseil soit à même de statuer sur les propositions que la Commission lui soumet en matière de politique conjoncturelle et ces décisions doivent guider les gouvernements dans leur action de politique conjoncturelle. Toute cette procédure doit être rapide pour être efficace. Nous devons nous efforcer de faire sans tarder des progrès dans cette direction.

Enfin, nous aurons à nous préoccuper davantage que nous ne l'avons fait jusqu'à présent — on a déjà appelé l'attention sur ce point — des problèmes particuliers à certaines branches économiques. La création du marché commun, avec les modifications dans les conditions locales et les conditions de concurrence qu'elle entraîne, la rapide croissance économique et les transformations structurelles qui en résultent, l'unification des derniers secteurs de la politique commerciale et, enfin, l'évolution rapide des techniques font d'ores et déjà que les interventions des États en faveur de secteurs déterminés sont à l'ordre du jour. Il est possible de discerner deux points centraux pour l'action de la Communauté :

- en premier lieu, il y a les branches de l'économie qui connaissent des difficultés et des crises structurelles ;
- en second lieu, il y a les productions qui sont à la pointe du progrès technologique. Il convient

Hallstein

draît d'envisager une coordination des aides des États et des politiques des marchés. Le Parlement a déjà débattu de ces problèmes le 18 octobre.

7. En matière de politique sociale, nous avons surtout — outre la tâche de promouvoir une collaboration étroite entre les États membres dans tous les domaines de la politique sociale, conformément à l'article 118 du traité — les trois tâches suivantes, au sujet desquelles M. le Président en exercice des Conseils a, avec raison, rappelé que des progrès rapides sont souhaitables :

La libre circulation des travailleurs doit être pleinement réalisée d'ici au 1^{er} juillet 1968 par un nouveau règlement arrêté conformément aux règles du traité. L'équilibre dans le développement de la Communauté serait compromis si l'union douanière ne s'accompagnait pas de la libre circulation des travailleurs, qui contribue à rapprocher du plus haut niveau d'emploi.

En deuxième lieu, de nouvelles réglementations visant à la coordination des régimes de sécurité sociale pour les salariés devront être adoptées. Ces nouvelles réglementations apporteront une simplification qui permettra aux intéressés d'obtenir le bénéfice des prestations plus aisément et plus rapidement.

En troisième lieu, la Commission, se basant sur les expériences déjà recueillies, continuera sans relâche ses efforts en vue d'améliorer le Fonds social. Ce dernier doit être mieux adapté qu'il ne l'a été jusqu'à présent à l'évolution économique et sociale. La Communauté, je l'ai dit, devra à l'avenir se préoccuper davantage que par le passé des difficultés de certains secteurs de l'économie et de certaines régions. La rééducation et le réemploi des travailleurs joueront à cet égard un rôle important et le Fonds social sera à cette fin un instrument indispensable.

8. Dans l'économie, un rôle important est assumé non seulement par les personnes physiques, mais aussi et surtout par les personnes morales. Il n'existe pas encore de législation uniforme pour ces personnes morales, mais le besoin s'en fera de plus en plus sentir au fur et à mesure de la création d'un espace économique européen unifié. C'est pourquoi la Commission a, on le sait, étudié l'organisation d'une « société commerciale de type européen » qui, tout en assurant la coordination, toujours aussi urgente des législations nationales relatives aux sociétés, serait une solution répondant aux exigences de notre temps. La réforme des structures des entreprises en vue de faire face à la concurrence européenne et à la concurrence étrangère croissante recevrait ainsi un appui efficace.

Plusieurs orateurs, et en particulier le porte-parole

du groupe libéral, ont exposé abondamment les motifs qui plaident en faveur de cette initiative.

Un espace économique unifié exige en outre une législation commune en matière de brevets, des conditions uniformes d'accès au *know how*, qui permettent d'obtenir, par un seul acte juridique, une protection équivalente valable pour tout le territoire de la Communauté. L'avant-projet de Convention des États membres est déposé depuis 1962.

La résolution du Conseil du 11 mai nous fait espérer des progrès dans ces deux domaines du droit des sociétés et du droit des brevets.

Je conclurai ces indications par une observation de caractère général. La Communauté exige durant les deux prochaines années un travail matériel hautement qualifié. Ce n'est qu'en concentrant toutes nos forces sur les problèmes les plus actuels que nous pourrions réaliser le programme. L'achèvement de la libre circulation qui, il est vrai, s'accompagne encore provisoirement d'une tolérance des frontières fiscales, la poursuite des travaux relatifs aux politiques communes et un effort accru pour la coordination des politiques économiques générales, tels sont les grands traits de l'étape de l'intégration économique qui s'ouvre devant nos pas.

Nous aurons beaucoup à faire. Il ne peut assurément pas être question de stagnation ou de paralysie.

L'objectif final de l'intégration économique reste l'unification des six économies nationales dans une économie européenne. L'« intégration économique » est en même temps un élément de l'unification politique et, pour les États membres, une invitation permanente à réaliser l'unification politique complète. Concentrer les travaux sur les divers problèmes de fond les plus aigus, c'est donc contribuer à cette unification politique. C'est une contribution réelle, et une contribution immédiate, possible tout de suite. Je fais appel au Parlement et au Conseil de ministres pour qu'ils unissent leurs forces aux nôtres afin d'atteindre cet objectif.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur le Président, de votre importante contribution au débat.

La parole est à M. Carrelli.

M. Carrelli, vice-président de la Commission de l'Euratom. — (1) Monsieur le Président, Mesdames Messieurs, si je prends la parole à l'occasion de cet important débat, c'est parce que je voudrais attirer votre attention sur un aspect particulier des perspectives de la Communauté.

Carrelli

Il est plus que naturel que la discussion porte essentiellement sur un sujet d'une actualité brûlante, à savoir l'achèvement de l'union économique. Le problème est d'une urgente actualité parce que les délais sont courts et la tâche encore immense. Mais n'attendez pas de moi que j'apporte, en ma qualité de représentant de la Commission d'Euratom, une contribution à l'examen de l'aspect le plus important et le plus urgent du problème : à savoir la politique énergétique commune, élément indispensable à une véritable union économique. Je me bornerai à l'effleurer, étant donné que d'autres orateurs en ont déjà traité en détail. Aujourd'hui, ma mission, me semble-t-il, est différente. C'est la mission de celui qui, comme cela est nécessaire dans tous les grands débats, interrompt pour un instant le cours de la discussion sur les problèmes les plus brûlants, pour poser une question très simple : où en serons-nous lorsque nous aurons atteint les objectifs actuellement en débat ? M. Luns a également posé cette question ce matin.

Je voudrais donc, avec votre permission, Monsieur le Président, assumer un instant ce rôle, qui d'ailleurs coïncide avec la tâche plus particulière qui m'est dévolue, à savoir vous entretenir des perspectives d'avenir de la Communauté européenne que j'ai l'honneur de représenter ici.

Je vous demanderai donc : où en serons-nous lorsque nous aurons réalisé l'union économique ? Pourrions-nous à ce moment-là profiter de toutes les possibilités offertes par un vaste marché européen ? Ou serons-nous contraints de constater que dans les domaines les plus importants de ce marché, ceux qui concernent l'économie de l'avenir, notre industrie n'a pas pu suivre le rythme d'évolution extrêmement rapide de la technique et qu'elle devra par conséquent laisser le champ libre à d'autres ?

Ces questions sont loin d'être originales. Le Parlement européen y a consacré un important débat. Mais je me permets d'y revenir, puisque nous avons la chance aujourd'hui d'avoir parmi nous le président en exercice du Conseil, le ministre Luns.

Avant toute chose, ce débat a démontré la nécessité d'entreprendre une action dans le secteur technique. Dans le rapport qu'il a consacré au progrès technologique et à la recherche scientifique dans le cadre de la Communauté européenne, M. Oele a montré combien l'écart technologique entre l'Europe d'un côté et les États-Unis et l'U.R.S.S. de l'autre, en ce qui concerne les secteurs de pointe, lui semblait alarmant.

M. Marjolin, dans son importante intervention, en a donné d'autres preuves convaincantes, et mon collègue, M. De Groote, parlant au nom de ma Commission, a également mis l'accent sur ce retard technologique qui ne correspond pas au potentiel de la Communauté. M. De Groote a ajouté, et je

reprends ici les termes de son intervention : Il serait injuste de voir dans notre retard des signes de tarissement. Démissionner par manque de foi résout de façon irréversible et par la négative certains problèmes posés.

Enfin, le Parlement européen a adopté deux importantes résolutions qui mettent l'accent sur les dimensions du problème et la nécessité d'y porter remède par des efforts combinés de toutes les instances intéressées.

Je tiens à dire ici que je souscris entièrement à ces résolutions et que, étant donné l'ampleur du problème, il n'y aura jamais assez de bonnes volontés pour le résoudre.

Si j'aborde maintenant le thème dans l'optique de l'Euratom, c'est parce que les deux résolutions du Parlement européen mettent l'accent sur le rôle de cette Communauté en tant que point de cristallisation et parce que cela me semble entrer dans les perspectives normales de cette Communauté qui, par l'intermédiaire de la fusion des exécutifs et ultérieurement de l'unification des traités, est appelée — du moins je l'espère — à s'intégrer dans un plus vaste ensemble.

En effet, le traité de l'Euratom ne concerne qu'un cas type, ou si vous préférez, un cas expérimental. Il prévoit toute une série d'instruments et je dirai même tous les instruments nécessaires au déploiement d'une activité communautaire dans un quelconque domaine de collaboration scientifique ou technologique. Que pour la première fois, on ait employé ces instruments dans le domaine nucléaire n'a au fond qu'une signification accidentelle et ne diminue d'aucune façon le caractère polyvalent de ces instruments.

D'autre part, on peut désormais s'attendre à ce qu'au fur et à mesure que le secteur nucléaire s'intégrera dans l'économie, l'intérêt de la recherche s'oriente vers de nouveaux objectifs, d'abord à l'intérieur du domaine nucléaire, mais à la longue aussi vers des domaines connexes. Autrement dit, une action vigoureuse sera sans aucun doute encore nécessaire dans le domaine nucléaire pendant de longues années et cela également sur le plan communautaire, afin de mener à bien les projets à moyen et à long terme qui ont été amorcés. Mais le caractère de l'intervention publique devra s'adapter à l'évolution de la situation dans ce secteur et cette adaptation pourrait à un moment donné libérer une certaine partie du potentiel de recherche, qu'il serait alors possible de consacrer, avec un profit maximum pour la Communauté, à des travaux concernant d'autres secteurs d'avant-garde.

Permettez-moi, Monsieur le Président, à ce point de mon exposé, de mettre l'accent sur deux éléments importants.

Carrelli

Le premier est que l'intervention massive des pouvoirs publics dans le domaine de la recherche et de la technologie n'a pas seulement fait une apparition passagère, qui a commencé avec le projet Manhattan et qui se terminera une fois l'énergie atomique entrée dans le domaine courant de notre appareil économique. Désormais, cette forme d'action des pouvoirs publics, qui a fait école dans tous les pays industrialisés en ce qui concerne le domaine nucléaire, va se répandre et rester un instrument important entre les mains des pouvoirs publics.

Le second est que cette tendance sera renforcée par les liens multiples qui lient le domaine nucléaire aux autres secteurs technologiques d'avant-garde.

Je voudrais illustrer cette thèse en prenant pour exemple l'activité du Centre commun de recherche de l'Euratom. Déjà dans les travaux actuels, on est parfois amené aux frontières où l'évolution technique nucléaire se rencontre avec d'autres domaines.

A Ispra, des travaux sont actuellement menés sur les générateurs thermo-ioniques en vue de la conversion directe de l'énergie nucléaire en énergie électrique. Ces générateurs établissent un lien direct avec la recherche spatiale, car ils seront utilisés dans les grands satellites de télécommunications et dans des sondes interplanétaires.

A Ispra et à Petten, des équipes de chercheurs examinent le comportement de toutes sortes de matériaux soumis à hautes températures, à l'action d'irradiations, d'agents corrosifs etc. C'est ainsi qu'on étudie actuellement le comportement de l'aluminium, du béryllium, du zirconium et de leurs dérivés, le niobium, le tungstène et les graphites. Les mêmes spécialistes pourront étudier dans les laboratoires existants et avec l'équipement déjà disponible sur place d'autres applications plus générales de ces matériaux et même d'autres matériaux.

Les électro-chimistes qui actuellement travaillent dans le cadre du programme de l'établissement de Petten pourraient sans difficultés orienter leurs travaux au delà du nucléaire, par exemple en examinant les possibilités d'une purification des eaux de consommation par électrodialyse ou en poussant le développement des petits accumulateurs comme source d'énergie.

L'activité du Centre de calcul installé à Ispra peut évidemment être axée sur les problèmes les plus variés. Les méthodes d'exploitation des ordinateurs mis au point pour la physique des réacteurs peuvent servir également à résoudre d'autres problèmes et en particulier des problèmes généraux de programmation, notamment dans le domaine économique.

Une autre application des grands ordinateurs a été étudiée par le Centre d'information et de documentation de l'Euratom et je suis heureux de pouvoir

vous dire qu'un premier service de documentation semi-automatique vient d'être mis en fonctionnement qui, après une période d'essai, pourra être mis à la disposition des institutions et chercheurs intéressés de toute la Communauté. L'expérience en cours a évidemment des applications dans les domaines les plus divers et représente un apport sérieux dans la solution générale de ce problème difficile que constitue l'information et la documentation.

Enfin, il faut mentionner le programme de recherches biologiques de l'Euratom. Bien que ces recherches concernent surtout les effets des rayonnements, elles nous amènent directement aux problèmes fondamentaux de la biologie.

L'Euratom est donc en contact avec un milieu de chercheurs qui n'est pas du tout confiné au domaine strictement nucléaire.

Je ne veux pas abuser de votre patience en continuant une description quelque peu aride de ces zones frontalières, mais j'espère avoir pu vous montrer que dans la science il n'existe pas de cloisons étanches.

J'en reviens maintenant, après ces explications de détail, au débat qui s'est déroulé dans cette enceinte lors de la session d'octobre du Parlement européen. Il est possible, dès à présent, d'en dégager un certain nombre d'accords qui permettront la poursuite des études dans des directions déterminées. Cela paraît d'autant plus souhaitable que je ne peux que me rallier au vœu exprimé par mon collègue, M. De Groote, lorsqu'il demande que dans ce domaine de la recherche scientifique, on sorte des généralités et que l'on aborde sans plus tarder la réalité des faits et des actions pratiques. C'est ce que nous avons l'intention de faire, mes collègues des deux autres exécutifs et moi-même, dans le cadre du groupe interexécutif de recherche scientifique et technique.

Sur quoi pouvons-nous nous mettre tous d'accord dès à présent, après avoir écouté les différentes suggestions émises de part et d'autre en octobre ? Je ne rappellerai pas pour l'instant celles avancées par M. De Groote, au nom de ma Commission, vous les connaissez très bien.

Mais reprenons une à une les idées développées par les autres orateurs, en commençant par les propositions d'ordre plus général et en passant ensuite aux idées plus spécifiques. Tout d'abord, je dirai qu'à mon avis, les grands principes exposés par M. Marjolin ne devraient soulever aucune objection.

Ces principes concernaient le financement de la recherche universitaire et para-universitaire ; l'augmentation de l'aide des pouvoirs publics à la recherche appliquée et au développement ; la création

Carrelli

des conditions propres à permettre la constitution d'entreprises de grandeur optimale et, enfin, l'élaboration d'une politique économique qui permette aux entreprises de financer les travaux de recherche et de développement dans des proportions nettement supérieures à celles que nous connaissons maintenant.

Je pense également que nous sommes tous d'accord sur l'importance des actions engagées par la Commission de la C.E.E. en vue de créer un climat général favorable à la recherche. Je citerai notamment les travaux concernant la création d'un type de société européenne, la conclusion d'une convention sur un brevet européen et l'élimination des obstacles qui pourraient s'opposer à la constitution d'entreprises de grandeur optimale.

Je n'ai aucune hésitation non plus à me rallier entièrement à la proposition de M. Marjolin d'encourager le développement des aides publiques à la recherche. J'ajouterai que ma Commission a constamment travaillé dans ce sens, mettant l'accent sur la nécessité de supprimer les divergences excessives qui existent entre les efforts de nos États.

Tout cela me semble important car à l'heure actuelle, comme on peut le constater avec satisfaction, les dépenses d'encouragement à la recherche sont en augmentation dans l'ensemble des États membres. Il y a cependant des disproportions qui risquent de rendre plus difficile la collaboration scientifique. J'ajouterai encore qu'une augmentation des budgets nationaux, qui ne s'accompagnerait pas d'une coordination des programmes de recherche, nous amènerait probablement à une multiplication des doubles emplois et par conséquent à un gaspillage regrettable des énergies. Pour cette raison, il est évident que l'on doit rechercher la solution, comme l'a fait M. Oele, dans l'institution d'un budget communautaire pour la recherche scientifique. Pour vous exprimer mon sentiment sur cette suggestion, point n'est besoin, je pense, de vous rappeler l'existence des programmes quinquennaux et du budget de recherches de l'Euratom qui pourraient, le moment venu, être étendus à d'autres domaines par la voie d'une décision politique prise en ce sens. M. Oele a d'ailleurs mentionné cet exemple en mettant l'accent sur la nécessité de tenir compte des expériences acquises par l'Euratom, notamment par un effort parallèle dans le domaine de la politique industrielle.

Je crois que M. Oele a ainsi très bien caractérisé la situation. Évidemment, l'existence d'un budget de recherches communautaire qui ne pourra englober tout l'effort de recherche des États membres ne peut résoudre d'un seul coup les problèmes de coordination.

M. Marjolin a mentionné dans cette optique les travaux entrepris au sein du comité de politique

économique à moyen terme, travaux visant à recenser les lacunes existant dans les programmes nationaux et à définir des actions coordonnées et communes en matière de recherche scientifique et technique.

Ces travaux ont pris un départ prometteur. Qu'il me soit permis, en tant qu'homme de science, d'attirer votre attention sur l'immensité du domaine à examiner — domaine qui représente une réalité extrêmement mouvante, les programmes de recherches subissant continuellement des modifications et des réorientations selon les résultats obtenus en cours de route. C'est la raison pour laquelle je pense qu'un organisme disposant de services spécialisés et participant lui-même à l'activité de recherche peut à la longue avoir de meilleures chances d'influencer les instances nationales.

J'en arrive maintenant aux grands projets proposés par M. Oele dans son rapport et par mon collègue, M. Marjolin: projets en nombre limité, il est vrai, auxquels les États membres pourraient participer dans des proportions variables.

Ici, nous entrons dans le vif du sujet. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que certains projets de ce genre existent déjà dans le domaine nucléaire, spatial et aéronautique, et que des pays tiers, comme la Grande-Bretagne, y ont parfois collaboré. Mais il faudra beaucoup plus si nous voulons rattraper notre retard et je ne peux que souhaiter que les États membres fassent preuve de toute la volonté politique de coopération nécessaire pour atteindre ce but.

C'est dans la perspective de ces grands projets qu'il faut, à mon avis, considérer la proposition de M. Marjolin de grouper les commandes publiques en tenant compte des efforts de recherche accomplis par l'industrie, car une telle méthode pourra plus facilement être acceptée là où les États membres auront déjà contribué à un effort de recherche et de développement, qu'ils pourraient continuer à soutenir par l'achat des résultats.

En attendant que ces idées plus ambitieuses ne se traduisent sur le plan concret, d'autres mesures pourraient être adoptées, ainsi que l'a suggéré mon collègue, M. De Groote, pour renforcer l'infrastructure, notamment dans le domaine de l'information. Suggestion qui a du reste été reprise par M. Marjolin. D'autres suggestions ont été émises à diverses reprises concernant l'utilisation des instruments de calcul, l'organisation de la métrologie, la possibilité de disposer d'appareils d'essai de matériaux, et l'application de mesures permettant une plus grande mobilité des chercheurs. Tout cela pourrait être sûrement fait. En ce qui concerne le dernier point, la mobilité des chercheurs, je voudrais seulement vous rappeler que ma Commission, en dehors de la réalisation de la libre-circulation du personnel nucléaire, a mis sur pied un système de stages et de bourses

Carrelli

qui a été très apprécié par les intéressés, mais dont la portée a dû être réduite en raison de la situation financière de la Communauté. Un premier pas pourrait être de rétablir ces crédits.

Il reste enfin le projet de l'université européenne, cher à nous tous et plus particulièrement à ma Commission, puisque c'est elle qui en a élaboré le premier projet. Nous espérons qu'il pourra un jour être réalisé, au moins sous forme d'une institution de niveau universitaire semblable à celle que prévoit l'article 9 du traité.

Voilà, Monsieur le Président, tout un ensemble de conceptions sur lesquelles il sera sans doute très facile de se mettre d'accord dans cette enceinte. Mais il faut également tenir compte des obstacles à surmonter. Obstacles d'ordre juridique, étant donné les dispositions qui existent à ce sujet dans les traités de Rome et de Paris. Obstacles d'ordre financier, en raison des importants moyens financiers qu'exigerait la réalisation d'une politique scientifique efficace.

Enfin, il y aura des difficultés du genre de celles qui ont été caractérisées d'une manière très claire par le président de la commission de la recherche et de la culture, M. Catroux, dans le rapport qu'il a présenté à l'occasion de la session jointe du Parlement européen et de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe.

M. Catroux a mis l'accent sur la limitation que la réalisation d'une politique scientifique commune imposerait à la liberté d'action des gouvernements membres, et fait ressortir les liens existant entre une politique scientifique commune et un accord plus général des États membres dans le domaine politique.

Je ne veux nullement dire par là que ces difficultés doivent nous empêcher d'ébaucher des projets et de chercher à les réaliser. Je crois simplement qu'en manifestant une volonté politique en ce sens, les États membres nous encourageraient dans nos travaux. Point n'est besoin d'un acte spectaculaire, tel que par exemple une modification des traités tendant à combler des lacunes existantes. Cette volonté politique pourrait d'abord se traduire par un effort particulier en vue de soutenir les organismes existant déjà dans certains domaines et à intensifier la collaboration là où des actions communes ont déjà été entamées.

Pareille attitude ne manquerait pas de créer un climat favorable à la prise de nouvelles initiatives. D'autres encouragements sont également concevables. Je crois d'ailleurs — et l'exposé de M. Luns le confirme — que les gouvernements sont pleinement conscients de l'ampleur du problème, comme l'atteste la présence parmi nous du président en exercice du Conseil. Entretemps, nous poursuivrons tous — vous, Messieurs les Membres du Parlement euro-

péen et nous, du côté des exécutifs — dans les différents cadres prévus à cet effet, notre action afin de réaliser ce qui nous semble à tous être dans la perspective normale de la Communauté tout entière.

(Applaudissements)

PRÉSIDENTENCE

DE M. VAN DER GOES VAN NATERS

Vice-président

M. le Président. — Je remercie le président Carrelli.

La parole est à M. Battista.

M. Battista. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, Monsieur le Président des Conseils, nous pourrions peut-être dire que le colloque est déjà clos. Après votre exposé, Monsieur Luns, après les remarques faites à cet égard par les présidents de groupes, le président Hallstein a dressé le tableau — et je l'en remercie — de tout ce qu'il convient de faire pour instaurer un marché commun complet.

Cependant, tout cela ne suffit pas ; qu'il me soit permis, Monsieur le Ministre, d'évoquer un problème de fond. Je suis d'accord sur tout ce qui a été dit par les orateurs précédents ; je suis d'accord sur les réalisations qui ont été faites au cours de ces neuf années ; je suis également d'accord sur ce qu'il convient encore de faire. Je voudrais toutefois mettre l'accent non pas sur les innombrables réalisations que l'on compte dans ce domaine, mais sur la liste des tâches qu'il nous reste encore à assumer. Cette comptabilité, dirons-nous, a déjà été faite et il ne m'appartient pas, à moi, homme politique, de vous en entretenir. J'entends considérer le problème dans son ensemble. Neuf ans se sont écoulés depuis le début de cette Communauté. Nous nous rappelons tous la joie que nous avons éprouvée lorsque, le 1^{er} janvier 1958, le traité instituant la Communauté économique européenne entra en vigueur. Je me souviens de ce mois de mars 1958 où notre Parlement se réunit pour la première fois. Combien d'espoirs nous nourrissions et avec quel enthousiasme nous participions à cette première réunion qui semblait devoir constituer un réel point de départ vers l'unité européenne. Je me rappelle, Monsieur le Ministre, ce brillant début. A l'époque, la C.E.C.A. donnait l'impression d'avoir accompli des progrès considérables dans le domaine de l'intégration — sectorielle il est vrai — du charbon et de l'acier. On

Battista

parlait de l'Euratom comme d'une chose à venir et tous considéraient cette nouvelle source d'énergie avec un intérêt extrême. On s'attendait donc à un développement considérable grâce à une Communauté créée à dessein pour effectuer des études, entreprendre des recherches et mettre à la disposition des six pays les résultats obtenus. Je me rappelle, Monsieur le Ministre, le moment où l'exécutif nous annonça cette bonne nouvelle, lorsqu'il nous annonça que la période de douze ans prévue pour la période transitoire était trop longue, que les études préparatoires étaient parvenues à un point tel que l'on pouvait accélérer la mise en œuvre du marché commun. Ainsi, non seulement il ne serait pas nécessaire de recourir à cet article du traité qui nous autorisait à prolonger la période transitoire de 12 à 15 ans, mais il serait de même possible de réduire cette période de 12 à 10 ans et demi environ.

Faisons le bilan de ces neuf années. Nous sommes en train d'établir l'union douanière et de surcroît, nous sommes en train de l'établir avec l'accélération qui fut décidée à ce moment-là. Et je crois, sincèrement, Monsieur le Ministre, que nous la mènerons sans difficulté à terme. D'autres choses ont été faites : la politique envers les pays tiers a été considérablement développée ; nous avons conclu un traité d'association avec certains pays africains et Madagascar ; nous en avons également conclu avec d'autres pays ; une foule de pays ont manifesté le désir de s'associer à notre Communauté européenne. La Communauté est populaire et chacun accourt pour pouvoir en faire partie. Mais examinons soigneusement ce qu'il convient de faire (je ne sais, Monsieur le Ministre, si vous serez d'accord avec moi) : le président Hallstein nous en a dressé la liste d'une voix calme, précise, sans détours, comme il a coutume de le faire. En écoutant M. Hallstein, nous avons constaté que dans le temps dont nous disposons encore d'ici la fin de la période transitoire, il reste encore trop à faire. Où en est la politique des transports ? M. Hallstein dit que nous sommes en retard et évidemment le marché commun ne pourra se réaliser s'il n'y a pas de politique commune des transports. Qu'a-t-on fait pour la politique commerciale commune et pour la coordination des politiques économiques ? Différentes choses, il est vrai, mais les plus importantes restent encore à faire. Qu'a-t-on fait pour l'harmonisation des législations des États membres, et surtout des lois financières et fiscales ? Des études, beaucoup d'études. Il convient de dire, en effet — et c'est la vérité — que nous ne nous sommes jamais plaints de l'exécutif, tous peuvent en être témoins. L'exécutif a bien travaillé, avec conscience et intérêt. Il a combattu de toutes les manières possibles et imaginables, et c'est pour cela, Monsieur le Ministre, que nous avons demandé que soit organisé chaque année un colloque — et nous vous remercions d'avoir autorisé ce dialogue — avec les ministres. En définitive, les gouvernements assument la responsabilité, puisque la

décision incombe en dernier ressort au Conseil de ministres. Le Conseil de ministres, qui est une émanation des différents gouvernements des six pays membres, représente la volonté politique qui ne peut être représentée par l'exécutif de la Communauté économique européenne. Des études — je le répète — ont été faites à cet égard. Tout dernièrement encore, alors que je parlais de l'harmonisation des législations fiscales avec des fonctionnaires, on m'a donné l'assurance que des études nombreuses et approfondies avaient été entreprises sur ce thème ; toutefois, ces études n'ont pas encore été soumises à l'examen du Conseil de ministres. Pour ce qui est ensuite de la liberté d'établissement, on a fait quelque chose, par exemple, pour les voyageurs de commerce, pour les agents d'assurance ; mais si l'on considère les grandes professions (ingénieurs, médecins, avocats, etc.) non seulement la liberté d'établissement n'a pas été réalisée mais, à ma connaissance tout au moins, en ce qui concerne une profession que j'ai dû exercer, on est encore très loin de toute proposition concrète. Le problème n'a pas même été soumis à l'exécutif et est toujours à l'étude dans les services du Marché commun.

Quant à la coordination des politiques énergétiques, où en est-elle, Monsieur le Ministre ? Nous ne cessons de verser des larmes à son propos. Il n'y a pas de session où quelqu'un ne lance un appel désespéré en faveur du charbon. A ces appels, nous devons en ajouter un autre aujourd'hui, un appel en faveur des produits sidérurgiques, parce qu'aujourd'hui s'annonce une crise extrêmement grave qui touche toute la Communauté du charbon et de l'acier. Qu'a-t-on fait pour la coordination des politiques de l'énergie ? Il existe, il est vrai, un comité interexécutif ; et il existe également un président de ce comité. Néanmoins, il serait bon que nous dressions le bilan de notre activité au cours de ces neuf années. Car il convient, Monsieur le Ministre, que nous nous rappelions que c'est à l'occasion de la signature du traité de Rome qu'a été décidée l'étude, par un comité interexécutif, de la politique de coordination des sources d'énergie. Cette étude a été entamée tout de suite, mais à présent, après neuf ans, à quel point en sommes-nous ?

Ce sont là, Monsieur le Ministre, des problèmes d'une gravité exceptionnelle et il est inutile de nous donner l'assurance que, le 30 juin 1968, auront disparu les droits de douane ou mieux, tous les obstacles qui subsistent — fût-ce dans une proportion infime. Il est inutile de nous donner de telles assurances, parce que tout ce qui a été édifié s'écroulera si nous n'appliquons pas le traité. Mon collègue allemand vient de nous affirmer qu'il n'était pas vrai que tout ce que nous avons fait est irréversible : nous ne sommes pas encore parvenus à ce stade. Cela est vrai, mais la situation est encore pire, car elle n'est même pas réversible. Et c'est précisément en cela que réside la gravité de la situation, parce que cette situation ne peut provoquer que des trou-

Battista

bles graves. En effet, si à un certain moment, notre politique communautaire ne devait pas être complétée par toutes les dispositions prévues dans le traité, nous ne pourrions même pas envisager un retour au *statu quo ante* : malheureusement, les règles qui ont déjà été adoptées resteraient en vigueur, parce que l'institution ne périra jamais (je ne connais pas d'institution qui ait complètement cessé d'exister : ne serait-ce que par la vertu du personnel qui s'emploie de son mieux à les maintenir sur pied). Donc l'institution demeurera, mais il est clair que chaque pays en fera à son aise.

Ce sont là, je l'avoue, des considérations un peu graves, Monsieur le Ministre, mais je les émetts parce que je les estime opportunes. Laissons de côté ce que nous avons fait ou ce qui nous reste à faire : de l'un et de l'autre nous avons tous parfaitement connaissance. Et c'est précisément parce que nous le savons que je voudrais vous soumettre une requête. Ce n'est pas la première fois que j'ai le plaisir et l'honneur de vous adresser la parole ; je me souviens avoir eu cet honneur en une autre occasion et avec cet humour qui vous est propre et qui vous rend si sympathique à notre Assemblée, vous m'avez donné une réponse extrêmement agréable.

Monsieur le Ministre, j'aimerais avoir une réponse extrêmement simple à la question que je désire vous poser. Nous savons ce qu'il convient de faire pour mettre en œuvre le traité et cela est très important : il nous reste encore à accomplir l'essentiel pour mettre en œuvre le traité.

Nous disposons d'une année et demie et — si nous voulons calculer largement — en tenant compte de toute la période transitoire, nous disposons de trois ans. Jusqu'à ce jour, neuf années se sont écoulées. Trois années sont peu en comparaison de neuf, et une année et demie encore moins. Croyez-vous réellement, Monsieur le Ministre, que ce délai suffira pour nous permettre une application intégrale du traité ? Voilà ce que nous désirons savoir. Je poserai encore une question qui découle de la précédente : croyez-vous que les ministres des six gouvernements ont la volonté politique d'appliquer le traité intégralement ? Car il s'agit ici de volonté politique et non d'études d'experts, études qui pourront être menées à bien par les gouvernements intéressés et par l'exécutif avec le concours des fonctionnaires nombreux et compétents de celui-ci ; il s'agit ici, je le répète, de volonté politique. Certaines décisions ne peuvent être prises autrement qu'au niveau politique et quand nous parlons de coordination des politiques énergétiques, des politiques des transports, des politiques commerciales, nous nous référons à des décisions d'ordre politique.

Les gouvernements ont-ils cette volonté politique ? Vous, Monsieur le Ministre, qui en ce moment

représentez les six gouvernements en votre qualité de président en exercice du Conseil, vous me direz certainement que vous ne pouvez pas répondre à cette question. Vous me direz : « Je peux parler à titre personnel, mais pour vous donner cette réponse, je ne puis interpréter la pensée des six gouvernements » et vous ajouterez : « Personnellement, je puis vous certifier que le gouvernement néerlandais a la volonté politique de réaliser le traité. » Et de cela je suis certain, Monsieur le Ministre, mais en le disant, vous assurez évidemment votre salut, comme moi, en posant cette question, j'assume le mien. Ce n'est pas ainsi que se fait l'Europe : l'Europe ne se fait ni avec mes paroles, ni en affirmant que le gouvernement néerlandais a la volonté politique de réaliser l'Europe ; pour s'édifier, elle a besoin de la volonté politique des six gouvernements.

Je vous poserai encore une autre question : quelles ont été les décisions prises à la majorité qualifiée au Conseil de ministres depuis la fin de la première étape jusqu'à aujourd'hui ? Cinq années se sont écoulées depuis ce jour ; nous nous trouvons aujourd'hui dans la troisième étape et depuis le début de la deuxième, de nombreuses décisions devaient être prises à la majorité qualifiée. Combien de décisions ont été prises de cette manière ? Deux, dix, cent ? Je dirais aucune, mais je ne sais pas tout évidemment et c'est pourquoi je vous demande : quelles ont été les décisions prises à la majorité qualifiée ? Ceci sera pour nous la preuve qu'existe effectivement la volonté politique de réaliser tout au moins la Communauté économique de l'Europe.

Pardonnez-moi, Monsieur le Ministre, d'avoir employé un ton peut-être un peu rude, mais je crois qu'il est parfois nécessaire d'aborder le problème de front. En ce moment, le problème est le suivant : cette volonté politique dont j'ai parlé existe-t-elle ou non ? Veut-on ou non mettre en œuvre le traité avant juin 1968 ou 1970 ?

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Blaisse.

M. Blaisse. — (N) Monsieur le Président, si nous nous penchons sur les résultats obtenus au cours de notre difficile progression vers l'union économique européenne, nous constatons qu'à côté de certaines avances spectaculaires dans des secteurs particuliers — je songe à l'agriculture — le programme prévu a surtout été réalisé dans le domaine de l'union douanière. Si, comme on l'espère, nous pouvons l'achever pour le 1^{er} juillet 1968, nous serons même en avance sur l'échéancier auquel, selon le traité de Rome, nous aurions pu nous tenir.

Je ne saurais souligner l'importance que revêt la mise en place de l'union douanière, sans relever en

Blaisse

même temps une ombre au tableau. En effet, dans le cadre de la Communauté du charbon et de l'acier, aucun progrès n'a pratiquement été réalisé sur le plan de la libre circulation des biens et des services, du moins pour ce qui est du charbon. La libéralisation, tout comme l'ouverture du marché, y sont restées lettre morte. En d'autres mots, dans ce secteur, l'union douanière a abouti à un échec.

Cela prouve en même temps qu'il ne suffit pas de démontrer la nécessité de mettre en place une union douanière. Pour quelle ne le soit pas en vain, il faut aussi s'employer à définir une politique commune.

Nous en trouvons un exemple caractéristique dans le secteur de l'énergie où il est urgent de coordonner les politiques si l'on veut, avec quelque raison, y parler d'une libre circulation des biens, des services et des travailleurs. Aussi les orateurs qui m'ont précédé ont-ils fortement insisté, eux aussi, sur la nécessité de s'attacher sérieusement à la réalisation d'une politique commune et de ses différentes composantes.

A présent que, dans son introduction, le ministre a formellement dit que ce serait là notre tâche pour les prochaines années — M. Hallstein a fait de même en tant que président de la Commission de la C.E.E. — j'espère que nous pourrions progresser encore davantage dans le secteur de l'agriculture, où le nécessaire a déjà été fait, et surtout dans ceux des transports, de la politique conjoncturelle, de la politique économique à moyen terme ainsi que dans certains secteurs particuliers, comme celui de la politique de concurrence.

Je ne reviendrai pas sur ce que d'autres ont déjà dit, et je n'insisterai donc pas de nouveau sur l'importance de tout ceci. Il y a cependant un point que je voudrais souligner. Je songe notamment à la tâche qu'au cours des prochaines années la commission du marché intérieur devra assumer : elle aura en effet à s'occuper de l'harmonisation des législations des États membres. Je dis bien « harmonisation », car dans l'Europe telle que nous la voyons se constituer il ne sera nullement besoin de procéder à l'unification des législations. L'harmonisation s'impose dans la mesure où elle est nécessaire à la réalisation de l'union économique, du véritable marché commun. L'Europe, nous ne nous la présentons pas comme un État unique, mais comme une coopération fédérative, comme une communauté fédérative *sui generis* qui devra trouver sa forme définitive plus tard.

L'harmonisation est un des points sur lesquels nous pouvons mener une action très concrète. C'est un problème difficile, relevant souvent de la technique juridique ; mais nous ne devons pas relâcher notre effort.

Un deuxième point qui doit retenir notre attention est celui de la coopération dans le domaine technologique. Nous sommes conscients du fait que dans l'économie moderne, il n'est guère souhaitable, voire possible, du point de vue financier, de suivre chacun sa propre voie dans le domaine technologique — je songe ici au développement de la recherche. Voilà précisément une tâche communautaire qui, jusqu'ici, a été plus ou moins négligée. Le gouvernement français a tout spécialement attiré l'attention sur cette situation. La question a également été soulevée — cela mérite d'être rappelé — par l'actuel gouvernement britannique qui a d'ailleurs fait certaines suggestions. Peut-être faut-il les considérer aussi en relation avec l'intérêt que ce pays porte à une adhésion à la Communauté économique européenne.

Il y a d'autre part le problème de la politique de concurrence qu'il importerait d'approfondir. Monsieur le Président, cette question a été évoquée tant par le président du Conseil de ministres, qui a parlé d'une saine politique de concurrence, que par M. Hallstein. Mais ce n'est pas qu'à la lumière de l'union douanière que cette politique de concurrence doit apparaître comme saine.

Je voudrais faire une mise en garde : au fur et à mesure que la libéralisation des échanges progresse, la tendance des États grandit à créer par d'autres voies de nouveaux obstacles et faire échec malgré tout à cette liberté de circulation. Aucun pays n'y fait exception. Il importe de mettre fin à ces distorsions et, a fortiori, de ne pas en créer de nouvelles. Ces distorsions s'observent dans le domaine de la fiscalité, de l'impôt sur le chiffre d'affaires et aussi dans celui de la protection sanitaire. « Protection sanitaire » : voilà un de ces grands mots qui cachent bien souvent l'introduction de nouvelles mesures protectionnistes en remplacement de celles qui ont été supprimées par l'ouverture du marché.

Je voudrais demander au président du Conseil de ministres, comme à M. Hallstein, de se pencher prochainement sur la question. En effet, on peut voir dans ces mesures un moyen détourné de mettre en pratique certaines idées nationalistes et protectionnistes.

Ensuite, il y a l'équilibre des institutions. Je ne vais pas répéter des choses qui ont déjà été dites. Est-il d'ailleurs encore besoin de parler du déséquilibre fondamental que l'on constate au point de vue des pouvoirs du Parlement européen, de sa mission de contrôle et de sa participation à l'œuvre législative ?

Il y a aussi la position de la Haute Autorité, celle des trois exécutifs. Ceci est pour ma part un problème d'ordre psychologique.

Blaisse

Depuis plusieurs années déjà, la Haute Autorité vit dans la perspective qu'à la suite de la fusion elle cessera un jour de fonctionner. Il lui a fallu en quelque sorte poursuivre ses activités, tel un cabinet démissionnaire, en s'appuyant sur un traité qui ne lui permet pas toujours de faire face aux difficultés se présentant dans le secteur du charbon et de l'acier. Étant donné l'absence d'une politique commerciale commune, elle n'est pas en mesure de jouer un rôle déterminant sur ce plan. Il y a là un déséquilibre fondamental des institutions. Notre attention doit s'y porter, en raison précisément de l'indispensable fusion des exécutifs.

Je crois qu'il serait très indiqué de suivre la suggestion faite aujourd'hui par le président du Conseil de ministres et d'essayer de convaincre les gouvernements des six États membres, avant le 1^{er} janvier 1967, que du point de vue politique aussi la fusion revêt une telle importance que sa réalisation doit être considérée comme hautement souhaitable.

J'espère que le pays qui crée le plus de difficultés sur ce point prend la politique européenne au sérieux et qu'il est convaincu qu'il doit apporter sa coopération à cette fusion.

Monsieur le Président, sur le plan interne, la Communauté économique européenne a donc une tâche capitale à assumer : elle doit en effet compléter la politique commune et en poursuivre l'élaboration.

Il y a cependant l'interaction de la politique intérieure et de la politique extérieure de la Communauté. On ne saurait les dissocier. C'est pourquoi je voudrais dire, une fois encore, que sur le plan de la politique non protectionniste que la Communauté poursuit en matière d'échanges et où des progrès ont été réalisés, certes, mais dans une mesure encore très insuffisante — le président du groupe démocrate-chrétien vient de le rappeler — il faudra tenir compte du caractère ouvert de la Communauté. Ceci m'amène à évoquer la question de l'adhésion d'autres pays européens, et à faire quelques brèves observations sur la politique d'association que la Communauté européenne devrait suivre.

La politique d'ouverture, le fait que l'Europe des Six n'est pas nécessairement l'Europe telle qu'elle se présentera dans l'avenir, l'adhésion de nouveaux pays, tout cela appelle quelques précisions. Combien de fois n'avons-nous pas discuté de ces problèmes ? Lorsque je songe à un pays tel que la Grande-Bretagne et aux pays scandinaves et en particulier à ce que le Premier ministre britannique vient de dire, j'espère qu'il ne s'agit plus d'une de ces déclarations platoniques qu'il nous a été donné d'entendre plus d'une fois ces derniers temps, mais que ces paroles se traduiront par des actes concrets. Il ne suffit pas de dire que la Grande-Bretagne fait partie de l'Europe. Le contraire serait étonnant et

je suis moi-même un grand partisan de son adhésion à la C.E.E. Il est grand temps que les Britanniques précisent ce qu'ils entendent par là et nous disent s'ils sont disposés à faire des sacrifices. Il faudrait, en effet, premièrement, que la Grande-Bretagne accepte les principes des traités de Rome et de Paris et, deuxièmement, qu'elle admette que l'assainissement de la livre sterling doit intervenir préalablement à son entrée dans la Communauté plutôt que d'en être la conséquence. C'est par un processus d'assainissement intérieur et à long terme, qui ne consiste pas uniquement à donner les coups de frein auxquels on assiste à l'heure actuelle, que la Grande-Bretagne doit se préparer à adhérer à la C.E.E. Il nous intéresserait d'en recevoir confirmation, dans un proche avenir, de la part de ce pays et j'espère que le Conseil de ministres et la C.E.E. réagiront alors, eux aussi, d'une manière positive.

Pour une fois — cela ne m'arrive pas souvent — je me rallie aux paroles de M. de la Malène qui a dit que nous devons garder les yeux grands ouverts. Nous savons quand même bien, au fond, que nous devrons un jour trouver une base plus large.

En matière d'association — et ce sera ma dernière remarque, Monsieur le Président — je crois qu'il est temps que le Conseil de ministres nous dise quelle politique il entend suivre. Comment envisage-t-on la politique de l'association ? Je ne parle pas d'une association telle que celle que nous avons conclue avec les États africains, mais de l'association avec des pays européens ainsi qu'avec des pays situés en dehors du continent européen et qui ne pourront pas envisager une adhésion. Cette forme d'association est-elle simplement un accord commercial perfectionné ou est-elle plus que cela ? Implique-t-elle ou non la mise sur pied d'une structure institutionnelle ?

Cette structure englobera-t-elle à l'avenir dix, ou vingt ou trente pays ? Où veut-on en venir en fait ? Le Conseil y a-t-il déjà réfléchi ? Dans l'affirmative, quel est le résultat de ses délibérations et quelle politique envisage-t-il de pratiquer ?

Monsieur le Président, confiant dans l'évolution tout en reconnaissant les difficultés de l'heure, ma conclusion sera positive : si nous poursuivons nos efforts en vue d'achever l'union économique, celle-ci débouchera quand même sur une coopération politique basée sur la solidarité des peuples européens et sur un sentiment de responsabilité commune.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Burger.

M. Burger. — (N) Monsieur le Président, je ferai d'abord une brève remarque à propos de ce qu'a

Burger

déclaré le président du Conseil de ministres et je poserai ensuite une question un peu plus circonstanciée.

Ma remarque concerne la partie de l'exposé de M. Luns où il est dit qu'il faut voir si le processus de développement de l'union économique ne nous oblige pas à réfléchir aux modifications que nos conceptions sur le développement des Communautés devraient subir.

Monsieur le Président, je ne sais pas comment il faut interpréter cette phrase qui, sans aucun doute, est lourde de sens. Je n'ai pas l'intention d'approfondir la question mais peut-être agirais-je sagement — ou plutôt : je crains d'agir sagement — en faisant toutes réserves quant à la signification qu'il y a lieu de donner réellement à cette phrase aussi bien ici qu'à La Haye. Voilà, Monsieur le Président, la remarque que je voulais faire.

J'en viens maintenant à ma question. En terminant son exposé, M. Luns a dit que la fusion des communautés européennes ne sera peut-être pas réalisée cette année, bien que le traité de fusion ait été ratifié par chacun des six États membres. Cette incertitude est due, selon M. Luns, au fait que le Conseil de ministres n'est pas encore parvenu à un accord sur deux points, à savoir : la composition de la nouvelle Commission exécutive et la répartition des tâches.

Monsieur le Président, je voudrais poser une question au sujet de cette répartition des tâches, et plus précisément au sujet de l'incertitude qui règne manifestement en ce qui concerne la tâche de la nouvelle Commission européenne et sans doute aussi celle du Conseil de ministres. Il est vrai que le ministre a parlé textuellement de « la composition de la nouvelle Commission et la tâche de ses membres ». Or, en ce qui regarde la tâche des membres de cette Commission, le traité ne confère ni pouvoir ni compétence au Conseil de ministres. Il ne peut donc s'agir que de la division du travail entre le Conseil de ministres et la Commission européenne.

Monsieur le Président, j'ai eu le privilège de participer avec M. Luns aux débats du Parlement néerlandais sur le traité de la fusion. Je me souviens que sur maintes questions M. Luns et moi-même, nous partagions les mêmes conceptions. Nous étions notamment d'avis que les instruments de ratification du traité sur la fusion ne pouvaient être déposés tant que les six États membres ne se seraient pas mis d'accord sur la composition de la nouvelle Commission. Les instruments de ratification ne pouvaient d'ailleurs pas être déposés en l'absence d'un tel accord, vu qu'en vertu du texte même du traité sur la fusion, il se produirait alors un vide dans les activités des Communautés européennes. A ce moment, il ne fut cependant pas question des

divergences existant au sein du Conseil de ministres quant à la composition de la nouvelle Commission. C'est aujourd'hui seulement que le ministre les a évoquées. Or, il m'a semblé que ces divergences au Conseil de ministres se rapportaient aux sept points de l'accord de Luxembourg dans la mesure où ils concernaient les exécutifs européens.

Monsieur le Président, je ne vois pas que M. Luns m'ait fait des signes affirmatifs, je reste donc dans l'incertitude sur ce point. Je m'en tiens cependant à mon opinion. Un échange de vues sur la question devrait avoir lieu entre le Conseil de ministres, d'une part, et les exécutifs de l'autre.

Si je suis bien informé, le gouvernement français estimerait que dans l'état actuel des choses, un tel échange de vues avec les anciens exécutifs serait dépourvu de sens, puisqu'ils sont sur le point de disparaître.

La France estime qu'il faudrait discuter avec la nouvelle Commission européenne. Je veux bien admettre ce point de vue, mais à la condition formelle que cet entretien n'ait pas lieu avant l'entrée en fonction de la nouvelle Commission.

Ce serait absolument déplacé si le Conseil avait des entretiens avec les candidats à la fonction de membre de la Commission exécutive avant qu'ils n'aient été nommés. Ce serait compromettre leur indépendance sur laquelle l'article 157, paragraphe 2, du traité insiste tellement. Je lis ce paragraphe :

« (2) Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque État membre s'engage à respecter ce caractère et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leur tâche. »

Des entretiens sur les sept points de l'accord de Luxembourg ne pourront être correctement menés que lorsque la nouvelle Commission sera entrée en fonction.

Ma question au président du Conseil de ministres est donc celle-ci : comment la répartition des tâches entre le Conseil et la Commission peut-elle être un obstacle à l'entrée en vigueur du traité sur la fusion si les négociations sur ces tâches ne peuvent avoir lieu, du moins si l'on respecte les règles, que lorsque la nouvelle Commission sera en place, autrement dit, lorsque le traité de fusion sera déjà entré en vigueur ?

Si le traité sur la fusion n'est pas entré en vigueur, les conversations ne peuvent pas avoir lieu ;

Burger

si le traité de fusion est entré en vigueur, la répartition des tâches ne pourra être un obstacle à son entrée en vigueur, puisque ce sera déjà chose faite.

Telle est, Monsieur le Président, la question que je voulais poser. Peut-être M. Luns voudra-t-il nous donner quelques éclaircissements à ce sujet ?

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je crois que ce colloque a lieu à un moment où nous n'avons guère d'éléments pour établir les perspectives futures et immédiates du processus d'intégration non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan économique. Certains gouvernements sont en crise, ou à peine formés, et il reste encore beaucoup de points d'interrogation sur ce que d'autres entendent exactement par intégration économique.

Je pense qu'il est utile de se souvenir de cette réalité lorsque l'on demande au Conseil de ministres de s'engager ; en outre — et c'est cela qui compte, Monsieur le Président — il est nécessaire d'examiner comment se manifeste sur le plan concret la volonté politique des différents États de faire progresser cette intégration économique.

Bien entendu, nous n'essaierons pas de remonter aux sources, de revenir à l'interprétation philosophique, à l'interprétation de la doctrine sur laquelle se fonde cette intégration économique : semblables recherches nous mèneraient trop loin et les États membres ne comprennent probablement pas tous de la même façon la fonction de l'intégration économique dans le contexte d'une situation politique. Mais le fait que tous déclarent vouloir respecter le traité, vouloir remplir les engagements du traité, nous conduit à rappeler au Conseil de ministres — qui est une institution de la Communauté, une institution créée par le traité — que nous attendons de lui une attitude et une action un peu plus communautaires.

Nous avons en effet quelquefois l'impression qu'au sein du Conseil de ministres, cet esprit communautaire n'est pas très développé. Les résultats de ses travaux nous donnent parfois l'impression que le Conseil de ministres est peu pénétré de sa fonction communautaire. C'est une institution communautaire : il convient donc que tous les ministres se rendent compte que les travaux du Conseil doivent porter la marque de cet esprit communautaire. Or, ses travaux laissent parfois poindre au contraire des préoccupations nationales que pour notre part du moins nous souhaiterions plus effacées. Cette re-

marque s'adresse non seulement à la France, mais un peu à tous les pays : à considérer certaines nuances, on a l'impression que les problèmes sont évalués plus en fonction des intérêts nationaux que des intérêts communautaires ; et je pense qu'il serait souhaitable que les travaux du Conseil s'engagent davantage dans la voie communautaire. Je crois, en effet, que si cinq pays déjà, au sein du Conseil de ministres, se déclarent favorables à un développement progressif de la collaboration tant économique que politique, si ces cinq pays s'étaient toujours alignés sur une position de ce genre, nous aurions déjà obtenu un résultat qui nous permettrait de progresser davantage et de placer devant ses responsabilités même le pays qui opposerait une certaine résistance. Mais je ne crois pas que ce même pays, qui entend opposer de la résistance, ait beaucoup d'atouts si l'on s'engage sur la voie de la réalité et de l'intégration économique ; en effet, mises à part l'interprétation que l'on peut en donner et la fin politique vers laquelle peut tendre cette intégration économique, la réalité présente en soi une logique et une dynamique qu'aucun pays, qu'aucune nation parmi les six États membres ne peut désormais contrôler ni conditionner complètement. Je dirai même plus : cette dynamique influe également sur les relations que nous avons avec les autres pays, elle nous pousse à interpréter convenablement les exigences de notre époque. Certains problèmes en effet sont impossibles à résoudre en l'absence d'une plus large solidarité non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique. Tout le monde sait que l'économie finit par conditionner l'ensemble de la politique.

Le Conseil devrait également essayer de se faire l'interprète fidèle de cette dynamique de la situation économique, situation qui donne tant de difficultés à tous nos pays. De nos jours, aucun de nos pays ne peut songer à résoudre seul, en conservant un certain équilibre, les problèmes économiques que posent nos populations : de plus en plus, nos pays ont besoin de s'intégrer, de collaborer entre eux lorsqu'il s'agit d'atteindre des objectifs tant soit peu importants, même du point de vue de l'intérêt économique national. Prenons par exemple un problème tel que celui du développement économique : il n'est plus possible aujourd'hui de suivre le rythme d'un certain développement économique qu'en intensifiant entre nous la coopération économique. Prenons un autre cas : l'évolution des conditions de production. Aujourd'hui, les entreprises ne peuvent plus être conçues à l'échelle nationale ; elles doivent avoir des dimensions en rapport avec des marchés beaucoup plus vastes, des dimensions pour lesquelles le cadre de notre Communauté n'est peut-être même plus suffisant. C'est une réalité qui nous force à affronter ensemble des problèmes tels que l'encouragement aux investissements, la création de conditions de collaboration même à l'extérieur de la Communauté.

Sabatini

Je ne veux pas donner trop de poids à ce que l'on dit, à savoir que seules les grandes entreprises peuvent acquérir une influence maximum et obtenir un progrès maximum de la production. Cela n'est pas prouvé par les faits. Une étude récemment menée aux États-Unis a démontré qu'il existe des petites et moyennes entreprises bien équipées, en mesure de contribuer largement au développement d'une éventuelle application de la recherche — et cela non seulement dans le domaine scientifique — et à l'augmentation des taux de productivité. Nous sommes arrivés à un moment où une mise au point s'impose au sein du Conseil de ministres ; à un moment où il faut établir la politique que l'on entend suivre, et opter entre les différentes possibilités, à savoir se limiter à une politique des grandes concentrations, ou pratiquer une politique d'interpénétration entre les entreprises, en accentuant encore la spécialisation de la production, mais de façon à obtenir des productions complémentaires. Je pense que cette dernière politique doit être la politique de l'Europe, car c'est une politique qui exige moins d'investissements et une plus grande formation d'intelligences et de main-d'œuvre qualifiée et spécialisée. C'est la politique qu'il nous faut ; nous possédons déjà ce patrimoine et si aujourd'hui il émigre facilement, c'est que malheureusement il ne trouve pas toujours une compensation économique appropriée dans notre Communauté.

Face à ces problèmes, quelle est l'attitude du Conseil ? Les affronte-t-il ou les néglige-t-il ? Je rappelle qu'il est dit dans le traité que le Conseil de ministres a la faculté de confier à la Communauté le règlement de certains problèmes. Nous voudrions que quelquefois, dans le domaine de l'intégration économique, le Conseil de ministres prenne des initiatives positives et constructives. Cela prouverait un engagement européen plus convaincant.

Je voudrais encore dire quelques mots à propos des répercussions sociales de cette politique. Le président du Conseil de ministres et le professeur Hallstein ont fait allusion aux tâches à accomplir dans le domaine social. Mais j'ai l'impression que tous deux n'ont fait qu'effleurer le sujet. M. le Ministre Luns a dit que la circulation de la main-d'œuvre est désormais une réalité. Pour ma part, je voudrais faire remarquer ceci : Monsieur le Ministre, il ne suffit pas de formuler des règlements. La valeur des lois et des règlements varie non seulement avec le contenu, mais aussi avec la façon dont on les applique. Or, si nous effectuons une enquête pour déterminer si les conditions propres à garantir une circulation maximale de la main-d'œuvre et surtout un emploi rationnel de cette dernière sont réunies, nous voyons s'offrir d'immenses possibilités d'engager une action commune.

Je lisais il y a quelques jours dans un journal français (il ne s'agit donc pas seulement d'un problème

italien) que la concentration des entreprises libère des techniciens et des ouvriers qualifiés qui, lorsqu'ils ont un certain âge, trouvent difficilement à se réemployer.

Ces problèmes qui naissent de la concentration de la production et de la concurrence doivent être affrontés avec énergie. Il ne suffit donc pas d'arrêter des règlements.

Le Fonds social qui fait l'objet d'un chapitre spécial du traité a été créé surtout à cette fin : élargir l'aire économique. Les problèmes à résoudre devraient être tout particulièrement étudiés, de manière à éviter des déséquilibres dans l'emploi de la main-d'œuvre. Il faut donc adapter les propositions relatives au Fonds social, en souffrance sur la table du Conseil de ministres, à tout l'équilibre de l'intégration économique. En fin de compte, nous avons l'impression que le Conseil de ministres n'a guère conscience de cette nécessité, qu'il a sous-estimé la portée des propositions relatives au Fonds social.

Je voudrais encore faire quelques observations. Tout récemment, à Rome, j'ai assisté au congrès des syndicats libres européens. Pendant les travaux de ce congrès, des requêtes ont été adressées aux gouvernements de nos pays ainsi qu'au Conseil de ministres de la Communauté : ces requêtes méritent à mon avis la plus grande attention. Il a été dit au cours de ce congrès que, pour voir le jour, l'Europe a besoin de forces qui la soutiennent ; ces forces sont naturellement le Parlement, les partis politiques, mais aussi et surtout les associations libres et les partenaires sociaux. Ces derniers ont un rôle à remplir dans le cadre de l'intégration, ils doivent établir les contacts entre leurs membres. C'est une tâche qui ne doit pas être ignorée.

Les partenaires sociaux revendiquent le droit d'être davantage consultés et écoutés. Dans un point de la résolution qui fut adoptée à l'issue de ses travaux, le congrès met l'accent sur la nécessité de reconnaître au Comité consultatif un pouvoir d'initiative dans certains domaines afin d'engager la responsabilité de nos institutions communautaires.

La politique des revenus constitue un autre problème important. Tout le monde désormais parle de la politique des revenus. Nous aurons, nous aussi, l'occasion cette semaine de nous entretenir d'un rapport relatif à l'ensemble de la politique de développement. Mais ayons bien garde à ne pas nous laisser entraîner par une réalité qui doit être interprétée et évaluée convenablement par ceux qui ont la responsabilité de la direction politique.

Dans nos pays, en Europe, nous ne réussissons pas à mettre en œuvre une politique des revenus si les partenaires sociaux ne peuvent collaborer activement, s'ils sont tenus à l'écart et n'ont pas de res-

Sabatini

ponsabilités positives, à moins que l'on ne veuille faire une politique des revenus à sens unique et que l'on ne s'efforce de ne pas modifier les orientations traditionnelles de la répartition des revenus. Mais ce n'est pas ce que nous devons souhaiter si nous voulons obtenir le consentement des organisations syndicales. Les institutions communautaires et le Conseil doivent donc s'employer à assurer un plus grand développement technique permettant de modifier les conditions de production. Il en résultera un engagement commun, en vue d'une politique des revenus plus juste, plus équitable et répondant mieux aux revendications des travailleurs.

Nous pourrions en dire tout autant de la formation professionnelle. Il faut sans doute reconsidérer un peu tout le problème pour réaliser un équilibre nouveau dans le secteur de la formation professionnelle de la main-d'œuvre qui pour ainsi dire doit être le pilier de soutien du développement économique européen. La formation professionnelle est en retard un peu dans tous les pays : la pénurie de main-d'œuvre hautement qualifiée, spécialisée, se fait sentir non seulement dans les pays où la main-d'œuvre générale est en excédent mais aussi dans les autres. Pourquoi les propositions qui ont été faites à ce sujet n'ont-elles pas été prises en considération par le Conseil de ministres ? Nos gouvernements n'ont-ils pas conscience de l'importance de ce problème pour la Communauté ? N'oublions pas que, pour obtenir de meilleures conditions de circulation de la main-d'œuvre, il faut aussi un meilleur emploi des forces de travail dont nous disposons.

Monsieur le Ministre, je tenais à donner ces précisions sur les points qui m'ont semblé traités de manière trop générale dans le cadre des problèmes qui doivent nous engager conjointement tant sur le plan économique que sur celui de l'action sociale ; et cela d'autant plus que, comme le dit très bien la motion votée par le congrès des syndicats libres, c'est seulement en reconnaissant le rôle moteur de la politique sociale que l'on pourra pallier les insuffisances actuelles et tendre à un progrès économique plus équilibré, plus harmonieux, répondant davantage aux exigences que nous nous sommes proposé de considérer. Voilà donc tout ce que nous voulions mettre en relief, afin que l'expansion économique et le progrès social se complètent l'un l'autre, car ce sont les conditions fondamentales à remplir si nous voulons que nos pays s'enrichissent et se développent et si nous voulons garantir une plus grande conscience communautaire dans le cadre de nos institutions européennes.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Troclet, au nom du groupe socialiste.

M. Troclet. — Monsieur le Président du Conseil de ministres, si j'interviens dans ce colloque, et de façon peut-être un peu moins aimable que certains orateurs, c'est que ce colloque est l'une des rares manifestations du mécanisme démocratique qui veut que les ministres s'expliquent devant les parlementaires. Et c'est pour dire, Monsieur le Président en exercice du Conseil de ministres, la profonde insatisfaction pour ne pas dire le grave mécontentement du groupe socialiste à l'égard du Conseil en ce qui concerne le domaine social.

Ce faisant, le groupe socialiste est d'ailleurs en même temps l'interprète du mécontentement qui gronde chez les travailleurs et les organisations syndicales. La cinquième assemblée générale des syndicats libres, dont M. Sabatini parlait à l'instant et qui vient de se tenir à Rome, a exprimé avec force ce mécontentement.

L'organisation syndicale chrétienne, qui a tenu ses assises peu auparavant à Amsterdam, a eu l'occasion de manifester la même impatience.

Monsieur le Président, il faut que vous entendiez les doléances si pleinement justifiées des travailleurs et les nôtres. Ce ne sont d'ailleurs pas seulement les doléances des travailleurs et des hommes politiques dont je puis me faire l'interprète. Vous avez certainement reçu comme nous une brochure extrêmement intéressante, intitulée : « L'industrie européenne face à l'intégration européenne et sociale », brochure rédigée par l'Association des employeurs d'Europe, de l'Europe de notre Communauté.

Au chapitre de la politique sociale, les employeurs eux-mêmes reprochent, peut-être avec moins de véhémence, et cela se comprend, la carence du Conseil de ministres en matière de politique sociale.

Après avoir rappelé, ce qui est tout de même déjà assez curieux, les formulations inscrites dans le traité de Rome à cet égard, l'U.N.I.C.E. émet son jugement sur ce qui devrait être fait. Il est indiqué notamment qu'« il s'agit maintenant de s'attacher aux besoins sociaux et culturels des travailleurs migrants, de suivre avec attention tous les mouvements migratoires, d'étudier d'une manière approfondie tous les problèmes qui en résultent ».

« Pour compléter cette politique de libre circulation et compte tenu des problèmes que pose le marché du travail, il est nécessaire de coordonner les politiques d'emploi et de formation professionnelle.

« Sur le plan communautaire, les ressources du Fonds social européen devraient être utilisées à cette fin d'une manière plus efficace que jusqu'à présent. Une évolution économique harmonieuse, disent les patrons, aussi bien nationale que commu-

Troclét

nautaire ainsi que la préservation de la capacité concurrentielle de la Communauté sur les marchés mondiaux exigent que les États membres collaborent plus étroitement que jusqu'ici sur le plan de la politique sociale. Dès lors, ni les gouvernements des États membres ni les partenaires sociaux ne peuvent plus établir respectivement leur législation sociale, leur politique salariale et les conventions collectives suivant des considérations exclusivement nationales, mais doivent également les orienter en fonction des intérêts communautaires.

« Cette orientation n'affecte nullement l'autonomie des partenaires sociaux en matière de conventions collectives, mais souligne leurs responsabilités dans le domaine de la politique sociale. La Commission assume une tâche importante aux termes de l'article 118 du traité de Rome pour promouvoir la collaboration entre les États membres. »

Le groupement des employeurs d'Europe continue en estimant que la politique sociale devrait impliquer l'adoption d'instruments de politique communautaire reposant sur un accord entre les États membres.

Il eût été très facile, Monsieur le Président du Conseil de ministres, de m'appuyer exclusivement sur la position des travailleurs dans les deux instances syndicales que je viens de citer et d'indiquer le sentiment nettement défavorable des hommes politiques du groupe socialiste. Toutefois, quand nous pouvons faire état du même sentiment de mécontentement voilé, mais cependant très formel, inscrit dans le programme élaboré par les employeurs eux-mêmes, je crois vraiment pouvoir dire que le Conseil de ministres a fait l'unanimité du mécontentement en ce qui concerne la politique sociale.

Je n'ai certes qualité de parler aujourd'hui qu'au nom du groupe socialiste, mais je suis convaincu que nos doléances sont partagées par la quasi-totalité, sinon la totalité, des membres du Parlement européen.

Il n'est, Monsieur le Président, que de lire les deux remarquables rapports sur le projet de budget de la Communauté présentés l'an dernier par M. De Gryse, mais dont le Conseil de ministres n'a tenu aucun compte malgré l'unanimité du Parlement européen, et le rapport particulièrement clair et énergique aussi, présenté cette année par notre collègue, M. Charpentier. Or, ni l'un ni l'autre ne font partie de la commission sociale, ni l'un ni l'autre ne font partie du groupe socialiste, et je crois pouvoir inférer que, parlant au nom de la commission du budget unanime, ils ont traduit le sentiment également unanime du Parlement européen. C'est que le Parlement, émanation de six parlements nationaux, ne peut oublier

qu'il est profondément attaché au progrès social ;

qu'il reste inébranlablement fidèle à la parole donnée au nom de nos six nations ;

qu'il est conscient de la carence dramatique dont le Conseil de ministres s'est rendu coupable en matière sociale.

Nous pensons, en effet, que MM. les Ministres devraient, de temps à autre, relire le préambule des traités de Paris et de Rome, dont la signature par leurs gouvernements respectifs doit être pleinement honorée.

Le préambule indique que les États sont « décidés à assurer, par une action commune, le progrès économique et social de leurs pays en éliminant les barrières qui divisent l'Europe » et qu'ils « assignent pour but essentiel à leurs efforts l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples ».

J'ai été particulièrement heureux de constater que le programme des employeurs de la Communauté reprenait ces idées dans le début de son chapitre consacré à la politique sociale.

Qu'il me soit permis aussi de rappeler au Conseil de ministres, par l'intermédiaire de son très honorable président en exercice, l'article 3 et les différents articles du chapitre social du traité de Rome.

Les parlementaires qui ont été appelés à les ratifier tiennent à ce que l'accord qu'ils ont donné soit respecté. Or, il faut bien constater, monsieur le Président, une carence totale ou quasi totale depuis plus de deux ans dans le domaine social.

Le symbole de cette carence, grandement coupable, est l'absence de réunion des ministres des affaires sociales depuis plus de deux ans. Est-il croyable que, dans une Communauté de pays industrialisés comme les nôtres, en dépit des impératifs des traités, on n'ait pas réuni les ministres des affaires sociales pendant 50 mois ! On s'interroge, on se demande quelle aberration politique a pu conduire jusque-là !...

Devant les plaintes, toujours plus nombreuses et toujours plus vives, on nous avait promis, avec assez de certitude, une réunion des ministres des affaires sociales en novembre. Elle a encore été retardée. Un communiqué, qui n'était du reste pas très formel, a annoncé qu'elle se tiendrait le 6 décembre. En arrivant ici, je viens d'apprendre qu'elle serait encore reportée.

Ce 6 décembre, que nous croyions bien être la « bonne » date, me fait penser qu'en Belgique et dans quelques autres régions de la Communauté, c'est le jour de la Saint-Nicolas, le jour des cadeaux

Troclot

aux enfants. Ce 6 décembre pouvait peut-être, enfin, être une date de bon augure ! Hélas, il n'en est rien encore.

Monsieur le Président, les travailleurs de la Communauté n'ont pas droit à des Saint-Nicolas. Avec un très grand retard, ils ont droit à ce que la politique sociale soit mise en place jour après jour et qu'elle revête l'importance qui lui est due. L'opinion publique des six pays et surtout les milieux du travail, ouvriers et même patronaux, ne veulent plus de promesses qui ne sont suivies d'aucune initiative concrète. Craignez une large crise de confiance et une crise politique tout court ! Or, c'est exactement au moment des prévisions budgétaires que l'on peut démontrer la bonne volonté ou plutôt qu'il n'y a pas d'écart entre celle-ci et la réalité.

Le problème n'est pas seulement un réflexe syndical et ouvrier. Il est également — ce qui est très important — un réflexe institutionnel. Le manque de suite donnée aux opinions dûment exprimées par le Parlement européen et surtout certaines tendances qui se dessinent — je songe, par exemple, à la possibilité d'un accord inter-gouvernemental pour la solution du problème du soufre ce qui, dans le meilleur cas, comporterait une ratification de la part des parlements nationaux — mettent en cause l'équilibre institutionnel de la Communauté et, sans peur d'aller trop loin, l'esprit démocratique même de celle-ci que nous avons voulu lui donner dès l'origine. Car lorsque fait défaut le contrôle du Parlement, lorsque l'on ne tient pas compte de ses avis, c'est la démocratie elle-même qui est visée.

Tout le secteur social donne la preuve que le vide institutionnel et le déséquilibre des pouvoirs proclamés par certains ne font pas partie des disputes purement théoriques. L'esprit et la lettre du traité de Rome imposent un effort continu d'harmonisation, notamment sur la base de l'article 118. Or, au niveau des délibérations ministérielles, des travaux sont en cours depuis deux ans et plus.

La proposition de la Commission, approuvée par le Parlement européen, sur le petit problème de la protection des travailleurs qui manient des pistolets de scellement, date du mois d'août 1964, après un travail préparatoire initial de la Commission de la C.E.E. ! Oserait-on raconter, Monsieur le Président du Conseil de ministres, en cette affaire, l'histoire courtelinesque d'experts nationaux qui, consultés par la Commission, disent « oui », mais qui, consultés ensuite par le Conseil de ministres, disent « non » ? Le Conseil de ministres croit-il que c'est avec de pareilles palinodies que l'on pourra construire l'Europe ?

La proposition relative à l'extension du rôle du Fonds social européen date de janvier 1965 et nous venons de voir que les employeurs eux-mêmes demandent cette extension. Elle est donc réclamée de

toutes parts. Elle a été étudiée et triturée par les experts consultés par la Commission de la C.E.E., puis par la Commission elle-même et ses fonctionnaires, ensuite par le comité économique et social, puis par la commission sociale du Parlement européen. Et, sans doute, le Conseil de ministres remet-il tout en question en consultant à nouveau, comme si rien n'avait été fait jusque-là.

Le Conseil de ministres doit-il donc définitivement entrer dans cette voie funeste de considérer que rien n'a été fait avant que lui s'en occupe ? Vous rendez-vous compte, Monsieur le Président, de la terrible responsabilité que commence à endosser le Conseil de ministres en tenant chaque fois pour rien les travaux préparatoires des experts, de la Commission et du Parlement et en rendant inutiles les efforts si longs et continus faits dans le domaine social ? Ce faisant, le Conseil agit contrairement à la volonté très clairement exprimée par les ministres signataires dont vous étiez et dont vous ne pouvez laisser protester les signatures ?

Évidemment, Monsieur le Président, c'est à vous *ex officio* que je m'adresse, ce n'est certainement pas à titre personnel car nous savons votre attachement personnel à la construction européenne.

En avril 1965, l'intervention en faveur des travailleurs siciliens du soufre faisait l'objet de propositions, résultat d'innombrables discussions et interventions. On refuse les crédits en différentes matières et notamment celle-là, en disant que la solution de principe n'est pas arrêtée. Mais on se garde bien d'établir les principes, de telle sorte qu'en réalité tout va à vau-l'eau.

Dans le même temps, il y a unanimité pour reconnaître une priorité absolue en formation professionnelle pour l'expansion économique de la Communauté, en même temps que pour le relèvement du niveau de vie des travailleurs. Vous venez d'entendre que le groupement patronal insiste aussi sur l'urgence et l'importance de cette activité pour la formation professionnelle. Tous les projets sont prêts depuis un an et plus, mais rien ne bouge.

Nombre d'autres problèmes sont également « en panne ». Rien n'avance. On se trouve devant une carence généralisée qui paralyse aussi la Commission exécutive dans les domaines où elle est théoriquement compétente.

Lorsqu'on discutera le budget, nous donnerons plus de précisions, mais nous ne voulons pas, en cet instant, noyer nos reproches généraux et de politique sociale en examinant des postes particuliers.

Récemment, notre présidente, Mme Strobel, disait que le développement de la politique sociale commune doit aller de pair avec l'intégration écono-

Troclet

mique. Le traité ne renferme ni disposition obligatoire, ni délai précis en cette matière. Les États membres, hélas, continuent trop souvent à vouloir assumer l'essentiel des responsabilités sur le plan de la politique sociale. La volonté politique de réaliser de véritables progrès dans l'harmonisation du droit social et de la politique sociale ayant manifestement fait défaut au Conseil de ministres, le retard intervenu par rapport à certains secteurs économiques est considérable et décevant. Le Conseil de ministres n'a pas arrêté de politique sociale communautaire comme il eût dû le faire et comme il y a été invité à de nombreuses reprises.

Bien sûr, les gouvernements comme tels ne méritent pas davantage de *satisfecit*. L'application de l'article 118, l'harmonisation des législations sociales exige leur volonté d'honorer les engagements pris par les six États dans le traité de Rome. Nous avons trop souvent l'impression que les gouvernements, après avoir fait de grandes déclarations politiques sur la nécessité de construire l'Europe, de la renforcer, se préoccupent surtout, lorsque leurs délégués sont rentrés — en tout cas certains d'entre eux — de conserver la compétence des pouvoirs nationaux.

Les ministres des différents États et le Conseil de ministres ne comprennent-ils pas que l'Europe ne peut se faire sans les travailleurs, qui représentent les neuf dixièmes de la population en âge ou en état de travailler, sans leur approbation active, sans leur collaboration ? Ne comprennent-ils pas que l'Europe ne peut se faire, quelles que soient les divergences politiques à son sujet, si elle n'est une Europe sociale, une Europe progressive ?

Ne comprennent-ils pas que l'Europe ne peut se faire contre les travailleurs et sans eux ?

Ne comprennent-ils pas que c'est dans le monde du travail que l'Europe doit planter ses racines ?

Monsieur le Président, les autorités nationales et européennes doivent savoir qu'il n'y aura pas d'Europe solide si l'Europe n'est pas sociale.

Aux griefs d'il y a trois ans ont succédé, l'an dernier, les reproches formels. Nous en sommes à l'irritation.

Monsieur le Président du Conseil, vous devez dire à vos collègues que les travailleurs sont maintenant proches du désintéressement de tout ce qui touche à l'Europe, ce qui est bien la pire condamnation avant l'hostilité.

Qu'il me soit permis, pour conclure, de reprendre en synthèse un mot célèbre que vous connaissez : « En matière sociale, pour la Communauté, il n'est peut-être pas trop tard, mais il est temps. »

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Luns.

M. Luns, *président en exercice des Conseils*. — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le dernier orateur, M. Troclet, a entamé sa déclaration par une phrase que je n'ai pas très bien comprise. Il a en effet dit qu'il allait, contrairement aux autres orateurs, faire entendre un son de cloche plus critique. Je puis donner l'assurance à M. Troclet qu'il s'est adressé de la même manière que les autres orateurs au président du Conseil et que ceux qui l'ont précédé à la tribune ont émis des critiques aussi sévères que les siennes. Il ne doit donc avoir aucun scrupule à propos de ce qu'il m'a dit.

Je ferai cependant peut-être une exception pour M. Blaisse, que je remercie des paroles aimables et positives qu'il a bien voulu adresser au Conseil.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ce n'est pas la première fois que j'ai le privilège de m'adresser au Parlement européen et de participer à un colloque avec ses membres. A chaque fois, je suis frappé par le ton critique que les orateurs emploient à l'égard de la C.E.E. et du Conseil de ministres. J'y vois, d'une part, l'expression d'une conception idéaliste de l'Europe, conception dont j'ai, pour ma part, toujours fait grand cas. Si l'on partage cette conception, il est inévitable que l'on soit déçu. D'autre part, je m'explique cette attitude par le fait que le Parlement ne dispose pas des pouvoirs qu'il souhaiterait avoir, et dont j'estime, en tant que ministre néerlandais, qu'il devrait disposer, ainsi que par le fait que cette question n'est toujours pas réglée.

Enfin, le fait qu'à l'opposé de ce que nous connaissons heureusement dans nos parlements nationaux, il n'y a pas ici de partis gouvernementaux qui interviennent, contribue aussi à modifier les données du problème.

Monsieur le Président, je me réjouis qu'après les orateurs des quatre groupes politiques, le président de la Commission de la C.E.E. ait également pris la parole, ce qui me permettra de ne pas trop entrer dans les détails.

Il apparaîtra, du moins je l'espère, à la lecture de l'exposé remarquable de M. Hallstein, qui est davantage entré dans les détails que moi, qu'on a tout de même réalisé quelques progrès et que l'Europe n'est pas aussi enlisée que certains orateurs voudraient bien le faire croire.

Monsieur le Président, le fait que je parle ici uniquement au nom des Conseils de ministres de la C.E.E. et de l'Euratom m'évite heureusement d'avoir à vous entretenir d'un secteur qui, à juste

Luns

titre parfois, a suscité de nombreuses critiques, je veux parler du secteur de la C.E.C.A.

Monsieur le Président, les critiques que j'ai entendues cet après-midi et ce soir se sont concentrées sur le manque d'équilibre dans la progression de la C.E.E., situation qui est évidemment en partie imputable — en cela M. de la Malène a raison — au manque de progrès sur le plan politique. Je ne m'attarderai pas à l'analyse faite par M. de la Malène, dont je lui laisse l'entière responsabilité.

J'ai déjà fait allusion, dans mon intervention, à ce point, mais M. Hallstein l'a encore répété vigoureusement : le Conseil, la Commission et les institutions de la C.E.E. savent qu'il existe un déséquilibre dans la Communauté. C'est pourquoi je crois qu'il est bon de répéter encore une fois ce que M. Hallstein a dit, à savoir que le 11 mai, une décision claire a été prise d'assurer un développement équilibré à la C.E.E. Pour certains États membres de la Communauté, il s'agit là d'une lourde tâche, qu'il convient de ne pas sous-estimer. Cela n'empêche que nous pouvons, me semble-t-il, nourrir quelque espoir pour l'avenir.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant répondre à un certain nombre de questions concrètes qui m'ont été posées par les membres du Parlement, en respectant pour ce faire, autant que possible, l'ordre dans lequel elles ont été formulées.

M. Illerhaus, qui fut le premier orateur de l'après-midi, a parlé de la politique commerciale de la Communauté, et je constate que beaucoup d'orateurs ont, à vrai dire, repris ses déclarations, fût-ce en des termes quelque peu différents.

Les progrès réalisés en matière de politique commerciale commune à l'égard des pays à bas salaires, que j'ai cités moi-même et qui ont adopté le commerce d'État, ont été effectivement peu satisfaisants. On parlerait en anglais d'un « *understatement* », mais je me dois d'ajouter qu'il ne s'agit, en l'occurrence, que de 10% de notre commerce extérieur par rapport aux 90 % pour lesquels nous avons réellement une politique commerciale commune.

J'admets que M. Illerhaus a tout à fait raison lorsqu'il dit qu'il se pourrait qu'il s'agisse en réalité de 90 %, mais que les formules, les principes et l'idéologie qui devraient être à la base d'une politique commerciale font malgré tout défaut. Sur ce point, il n'a pas tort, mais c'est précisément la raison pour laquelle aucun progrès n'a été réalisé dans les secteurs où c'était possible, mais où rien n'a pu être fait en raison de circonstances particulières.

Je voudrais seulement dire que quelques membres de la Communauté — je dirais même tous les membres — devraient enregistrer des progrès dans

ce domaine. Je suis d'autant plus optimiste qu'il y a heureusement des indications positives en ce sens.

J'ai eu l'honneur de représenter mon pays à la réunion des ministres de l'O.C.D.E. qui s'est tenue récemment à Paris. J'y ai été tout particulièrement frappé par le fait que, précisément dans ce domaine, un grand changement se produisait dans la politique américaine, cette politique qui est tout de même tellement importante pour nos pays. Il est question d'une certaine libéralisation ; il est question, c'est ce qui ressort du discours du président Johnson et de l'intervention du sous-secrétaire d'État Rostow, de développer les contacts entre les pays de l'O.C.D.E. et les pays du bloc oriental, y compris l'U.R.S.S., en les fondant sur des principes communautaires. J'admets qu'il ne s'agit pas là d'une répercussion directe de la C.E.E., mais cela n'empêche que nos conceptions et notre politique en seront, sans aucun doute, favorablement influencées.

Monsieur le Président, quelques orateurs et, en premier lieu M. Illerhaus, ont fait état de leur déception en constatant qu'au cours de sa dernière réunion, le Conseil de ministres avait omis de prendre des décisions, notamment en ce qui concerne la négociation Kennedy. J'ai déjà dit — en tant que président du Conseil je ne puis m'exprimer aussi librement que les membres de l'Assemblée — que le peu de temps qui nous reste pour assurer la réussite de la négociation Kennedy me préoccupait. Je suis convaincu — et là j'aborde le domaine de M. Battista — que les six pays ont réellement la volonté politique de conduire les négociations Kennedy à bonne fin. Nous pourrions, au cours des dernières conversations que nous aurons à la fin du mois de décembre et au début du mois de janvier, jeter les bases qui rendront possible la réussite des négociations Kennedy. A la lumière de l'étude que nous entreprendrons, ainsi que des réalités et des possibilités politiques et économiques, le Conseil prendra une décision qui sera, j'en suis convaincu, positive.

Au début de mon intervention, j'ai parlé de l'attitude critique des membres de ce Parlement. Je voudrais toutefois que l'on sache bien que je ne m'en plains pas ; je crois même qu'il est bon que cette Assemblée ne nous cense pas, ce qui ne s'est d'ailleurs encore jamais produit. Il est en effet bon pour nos gouvernements qu'ils sachent ce que l'on pense de nos faits et gestes dans cette Assemblée démocratique. J'espère ainsi en avoir dit assez pour convaincre les orateurs que j'ai parlé ici *sine ira et studio*.

J'ai déjà dit qu'à mon avis, la volonté politique, à propos de laquelle M. Illerhaus a posé une question très précise, existe heureusement. A ce propos, nous devons bien nous rendre compte que si nous sommes ici, après la crise exceptionnellement grave qui

Luns

a éclaté au sein de la C.E.E. il y a un an et demi, c'est que la C.E.E. est toujours une réalité, que des décisions qu'aucun de nous n'aurait pu prévoir à ce moment-là ont été prises, et que, pour l'essentiel, l'action de la C.E.E. est restée inchangée. M. Illerhaus a encore posé une question sur ce qu'il a appelé « le peu d'enthousiasme que le Conseil de ministres met à prendre ses décisions ». Il est vrai qu'il s'agit d'une belle phrase allemande, mais je n'en accepte pas le reproche. Au cours de ses dernières réunions, le Conseil a montré plus d'enthousiasme à prendre des décisions qu'au cours de celles qui ont eu lieu en été et auparavant. Souvent — M. Hallstein pourra le confirmer —, bien avant qu'il ne fût question de crise, on ne prenait de décision que lorsque c'était absolument indispensable. Le Conseil de ministres est la seule institution internationale où l'on travaille autant la nuit, où les fonctionnaires atteignent un tel degré de surmenage et où les ministres se couchent si tard sans pour autant s'amuser.

Je voudrais maintenant répondre aux observations de M. Apel. Je ne puis ici résister à la tentation de citer un proverbe néerlandais (de appel valt niet ver van de boom : on connaît l'arbre à ses fruits) que je modifierai toutefois un peu, puisque je dirai que ce fruit est tombé très loin de l'arbre de la C.E.E. M. Apel a énuméré sept principes. Je puis en approuver quelques-uns sans réserve ; il en est d'autres, en revanche, qui s'expliquent par les conceptions politiques de M. Apel, mais qui, en toute modestie, ne me semblent pas essentiels pour le développement du Marché commun dans la lettre et dans l'esprit du traité.

Je pense notamment au point 3 de ces principes qui est presque en complète opposition avec la thèse émise par le porte-parole du groupe libéral, ce qui est d'ailleurs bien fait pour réjouir le ministre de ce groupe.

M. Apel a également posé une question sur la politique poursuivie à Genève et sur le caractère insuffisant des offres présentées par la Communauté. Je reconnais — je l'ai déjà dit — que, pour le moment, pour autant que l'on sache, un certain nombre de pays considèrent que les offres de la Communauté sont un peu maigres. Il ne faut toutefois pas perdre de vue qu'il s'agit là pour une bonne part d'une tactique de négociation, et M. Apel est parfaitement placé pour le savoir.

Si les offres des pays tiers devaient effectivement se révéler plus importantes, meilleures et plus étoffées que les nôtres, ce qui reste encore à démontrer, alors j'estimerai que nous devons améliorer nos propres offres afin de parvenir à un juste équilibre.

M. Armengaud, dont j'ai approuvé les observations, a posé une question relative aux achats effec-

tués par les pays de la C.E.E. dans les États associés en Afrique, et une autre sur la stabilisation des prix.

En ce qui concerne l'accroissement des achats dans les pays associés — les dix-sept États africains et Madagascar — je voudrais tout d'abord faire observer que la Communauté pratique le système de l'économie libérale de marché et que les États membres ne disposent que de moyens relativement limités pour intervenir en la matière.

Je tiens cependant à souligner que cela n'a pas empêché la Communauté d'accepter une proposition de ces pays associés demandant aux pays de la Communauté de leur assurer de meilleurs débouchés pour les produits tropicaux dans les six pays de la Communauté, et de créer, à cet effet, le climat et les moyens appropriés. Cette proposition fait l'objet d'une étude, avec les pays intéressés, au sein du Comité d'association.

Je crois que M. Armengaud a quelque peu exagéré en prétendant que la Communauté avait rejeté tout système économique fondé sur la stabilité des prix. Nous nous sommes déclarés disposés à fixer des prix stables pour les produits oléagineux en provenance des dix-huit pays. En ce moment, on délibère précisément sur le système qu'il convient d'adopter. Une décision sera très prochainement prise à ce sujet.

J'insiste également sur le fait qu'il y a encore d'autres méthodes pour améliorer les économies de ces pays qui pratiquent souvent la monoculture. En Côte-d'Ivoire, on encourage fortement, à l'heure actuelle, la culture des palmiers, et grâce à cette aide, ce pays sera d'ici quelques années un des plus grands producteurs d'huile de palme, ce qui lui permettra de faire face, dans les meilleures conditions, à la concurrence sur le marché mondial, car on retire peu de profit de l'huile de palme, à moins de la boire au lieu de la vendre.

J'ai écouté avec intérêt l'intervention de M. de la Malène. Je suis sûr que ses amis politiques voudront bien lui transmettre la réponse que je vais lui faire. J'ai déjà souligné qu'il n'existe pas d'Europe politique. Je veux seulement lui dire qu'il n'y a là rien d'incompréhensible. Lorsque M. de la Malène dit qu'il n'y a pas de politique positive dans le domaine économique et social, je lui réponds que tout dépend de ce que l'on entend par « positif ».

J'ai également l'impression que M. de la Malène, tout au moins au début de son exposé, s'est montré assez favorable à l'égard de l'adhésion de la Grande-Bretagne. Je pense cependant qu'il est beaucoup trop pessimiste lorsqu'il exprime la crainte ou qu'il se dit même quasiment convaincu que l'adhésion de la Grande-Bretagne diluera la Communauté ; qu'à ce moment, des dizaines d'autres problèmes extra-européens viendront s'ajouter aux problèmes

Luns

de la Communauté, et que des pays comme Hong-Kong — il a encore cité quelques autres noms — deviendraient pratiquement membres de la Communauté. Je crois que M. de la Malène voit trop les choses en noir.

Certes, je crois que ces problèmes doivent faire l'objet d'une discussion et qu'il appartient en fait au Royaume-Uni de résoudre certains problèmes majeurs. M. de la Malène a fait allusion au problème du Commonwealth. Nous pourrions également dire qu'il s'agit d'un problème agricole ou d'une question de période transitoire, mais j'estime, dans la mesure où je puis m'en rendre compte pour l'instant, que les raisons qu'il vient de citer n'empêcheront aucunement l'adhésion de la Grande-Bretagne ou d'un autre pays européen. Je ne crois pas que M. de la Malène ait parlé au nom de tous ses amis politiques français.

Monsieur le Président, M. Battista, avec lequel j'ai déjà à maintes reprises eu l'occasion de croiser le fer, et dont j'admire au plus haut point l'enthousiasme pour la cause européenne, a déclaré qu'au fond il ne voyait pas l'intérêt de ce qu'il est convenu d'appeler la liste comptable dont M. Hallstein a également parlé. Pour ma part, je crois, au contraire, qu'une telle liste présente de l'intérêt. Il est extrêmement utile et nécessaire que des progrès soient réalisés dans certains secteurs. Ce développement a d'ailleurs déjà atteint un tel degré que je puis dire, dans cette enceinte, qu'il est pratiquement devenu impossible à un État membre de se défaire de l'ensemble des règlements, mesures et décisions communautaires qui ont été pris jusqu'à présent. Je comprends cependant très bien que M. Battista aimerait que l'on tienne davantage compte des convictions européennes.

M. Battista m'a également demandé quelle était la différence entre la situation actuelle et celle qui a caractérisé les premiers temps après la signature du traité. Monsieur le Président, j'ai participé depuis 1957 à l'évolution de la Communauté, et je puis vous assurer qu'en 1958 et en 1959 aussi, on ne progressait souvent qu'au prix de négociations laborieuses et de délais très longs. A cet égard, on peut dire que la différence n'est pas grande. Il y a cependant, sur d'autres plans, des différences, sensibles celles-là, mais sur lesquelles je ne voudrais pas m'étendre, car nul ne les ignore.

M. Battista m'a encore posé une autre question précise : le président du Conseil de ministres estime-t-il qu'au cours des trois années qui nous restent encore, les objectifs du traité pourront, comme prévu, être intégralement réalisés, et croit-il que la volonté politique existe à cet effet ?

Monsieur le Président, je ne suis pas prophète et je n'ai jamais eu la prétention de l'être, mais je crois

néanmoins que nous avons pratiquement la possibilité de réaliser cette tâche, et qu'en ce qui concerne tous ces différents secteurs, qui sont pour la plupart des secteurs économiques, la volonté politique existe également. Il serait au demeurant déplorable que je doive donner à M. Battista une réponse hésitante voire négative, car je crains que, dans ce cas, ce colloque serait un des derniers auxquels je prendrais part au nom des Pays-Bas.

M. Battista a également posé un certain nombre de questions sur la politique énergétique commune. Nous frisons ici, j'en conviens, les difficultés de la C.E.C.A. Il est en effet très difficile de parler de la politique énergétique sans penser à la C.E.C.A. J'y pense, bien sûr, mais je voudrais seulement faire remarquer qu'une union économique n'est pas imaginable sans politique énergétique commune. Sur ce point, M. Battista a entièrement raison.

La Communauté est aux prises avec deux problèmes : en premier lieu, la nécessité de réduire aussi humainement et rationnellement que possible la production de charbon dans la Communauté, surtout dans les secteurs où elle ne se justifie plus du point de vue économique ; en second lieu, la nécessité d'assurer l'approvisionnement en énergie, dont la Communauté a besoin, à des prix acceptables.

Monsieur le Président, les mesures qui ont été prises jusqu'à présent ou qui sont envisagées dans les différents secteurs de l'approvisionnement en énergie devront s'insérer en leur temps dans une politique énergétique commune.

Je pourrais peut-être rappeler que dans le protocole sur la politique énergétique d'avril 1964, les États membres ont nettement manifesté leur volonté de poursuivre une telle politique dans le cadre de la fusion des Communautés. Compte tenu du fait que les différents produits relèvent pour l'instant de la compétence de différentes Communautés, les huiles relevant de la C.E.E., l'énergie atomique de l'Euratom et le charbon de la C.E.C.A., il me semble nécessaire, et logique, dans le cadre de la fusion des Communautés, de grouper ces produits.

Je puis vous donner l'assurance qu'il y a des pays qui n'oublieront pas cette décision prise par la Communauté en avril 1964.

M. Battista a également parlé du mode de votation dans la Communauté ; il a demandé combien de décisions le Conseil de ministres avait prises à la majorité depuis le compromis bien connu de Luxembourg. Je voudrais rappeler que ce n'est pas seulement au sein du Conseil de ministres, mais aussi dans les parlements nationaux que l'on a émis, et le terme est assez faible, de fortes réserves au sujet de la possibilité de continuer à prendre des

Luns

décisions à la majorité qualifiée et que l'on a accepté, avec un pessimisme bien compréhensible, l'interprétation la plus étroite de la décision de Luxembourg. Monsieur le Président, je me réjouis toutefois de pouvoir vous communiquer qu'on a tout de même voté de nombreuses fois, surtout au cours de la première réunion du Conseil de ministres que j'avais l'honneur de présider. Ainsi que vous le savez, les délibérations du Conseil de ministres sont secrètes, mais je pense que je ne dévoile rien en faisant cette communication.

M. Battista a fait certaines déclarations qu'il y a lieu de méditer, notamment au sujet de l'Angleterre, dans lesquelles il a quand même fait preuve d'un peu trop de pessimisme. Ce n'est là évidemment qu'une appréciation personnelle, mais l'avenir nous apprendra qui a raison.

M. Battista a, en particulier, posé une question relative à la politique d'association du Conseil de ministres ; il a demandé quel était le contenu précis de cette politique. A l'heure actuelle, le Conseil de ministres n'a pas encore clairement défini une politique d'association.

Il est un pays, l'Italie, qui a demandé à maintes reprises d'examiner à la loupe la philosophie qui est à la base de la politique d'association. J'espère que je pourrai encore en parler en décembre avec mes collègues. Les expériences que nous avons faites avec la Grèce et la Turquie et que nous faisons actuellement dans les conversations exploratoires avec un pays comme l'Autriche m'ont personnellement renforcé dans la conviction qu'il y a lieu de se demander s'il est bien nécessaire de développer et de fixer une philosophie plus précise. Chaque cas est un cas particulier, avec ses problèmes qui lui sont propres. C'est ainsi que j'hésiterais par exemple à placer un pays comme le Nigéria sous le même dénominateur qu'Israël.

Par conséquent, j'estime qu'il se pourrait parfaitement qu'une discussion, par ailleurs utile, sur ce point, aboutisse à la conclusion qu'il convient de s'en tenir à des règles très larges. Vous en connaissez sans aucun doute déjà quelques-unes. Il faut par exemple qu'un pays soit démocratique, du moins, voyons les choses comme elles sont, à un certain degré.

Je ne m'occuperai pas de savoir si, dans les pays africains, la démocratie pousse aussi dru que dans ce Parlement, mais c'est l'un des critères que nous avons adoptés et que nous employons souvent pour nous guider dans les questions européennes.

Il y a naturellement d'autres règles, mais je crains qu'en définitive il faudra quand même adopter des critères assez vagues. Il est possible que je me

trompe. Je verrai ce que mes collègues, en particulier mon collègue italien, diront à ce sujet.

J'en arrive maintenant à la question posée par M. Burger, qui a retiré de ma déclaration sur la répartition des tâches plus de choses que je n'ai voulu y mettre. Ce que j'ai voulu dire, mais que je n'ai probablement pas exprimé avec suffisamment de clarté, avait trait à la répartition des tâches des présidents et des vice-présidents. Lorsque M. Burger me rappelle qu'on ne peut pas prendre une décision sur la répartition des tâches avant que la Commission unique soit nommée, je dois reconnaître qu'il a parfaitement raison.

C'est pourquoi je n'aimerais pas que l'on pense par exemple que dans des secteurs aussi complexes que les transports et surtout l'énergie dont, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, les trois Communautés s'occupent, le Conseil envisage d'influer de quelque manière que ce soit sur l'exercice des tâches spéciales que chaque membre de la Commission assumera avec dévouement dans les secteurs particuliers. Il s'agit donc bien exclusivement de la tâche des présidents et des vice-présidents.

J'accorde volontiers à M. Burger que j'aurais pu choisir un terme néerlandais plus approprié. Je comprends parfaitement qu'il ait immédiatement réagi. J'espère que ma réponse lui donnera les apaisements nécessaires sur ce point.

Je voudrais maintenant revenir à l'observation que j'avais adressée à M. Troclet, et je répondrai par la même occasion à M. Sabatini qui l'a précédé à la tribune. Il s'agit de l'évolution sociale dans la Communauté. D'autres orateurs ont également abordé cette importante question, mais les deux que je viens de citer, et surtout le dernier, l'ont traité de manière très approfondie.

Avant d'aller plus loin, je voudrais dire à M. Sabatini qu'il se montre un peu trop optimiste s'il pense qu'il suffit que les cinq soient d'accord pour que le sixième se rallie à eux. Pour ma part, je serais beaucoup moins affirmatif, étant donné les expériences qui ont déjà été faites dans la Communauté à ce sujet.

Il est toutefois possible que le fait que les intérêts soient tellement imbriqués incite à donner une réponse dans le sens voulu par M. Sabatini, et comme je l'espère moi-même. Mais, comme je l'ai déjà dit, je suis beaucoup moins affirmatif que lui.

M. Sabatini a également fait une observation sur la libre circulation. Il a demandé si les applications concrètes de la libre circulation et de l'emploi de ressortissants de différents pays dans d'autres pays de la Communauté ne nous ont pas réservé certaines surprises désagréables.

Luns

Je crains que M. Sabatini n'ait pas tout à fait tort en l'occurrence, je reconnais que l'on a pu assister ici et là à des choses désagréables. Heureusement, elles furent très rares jusqu'à présent, mais je crois qu'en cas de récession économique, la Communauté devra veiller attentivement à ce que les principes adoptés soient respectés, faute de quoi ils resteront lettre morte. En cela, M. Sabatini a tout à fait raison, et je le remercie d'avoir attiré mon attention sur ce problème.

Je voudrais maintenant faire une observation spéciale à l'intention de M. Troclet. Il a naturellement raison dans l'ensemble lorsqu'il reproche au Conseil de ministres d'avoir déçu l'espoir qu'on avait placé en lui. Je reconnais que cela est vrai et je le reconnais d'autant plus volontiers que le pays que je représente personnellement — je l'ai entendu dans l'intervention de M. Troclet — a toujours plus ou moins souffert de cette carence.

Lorsque M. Troclet critique assez sévèrement le fait que la session des ministres des affaires sociales, qui était initialement prévue pour la fin du mois de novembre, et a ensuite été reportée au 6 décembre, est à nouveau remise à une date ultérieure, je crois tout de même de mon devoir de signaler que, dans une période de deux ans, un ajournement de quelques jours ne tire pas trop à conséquence. Je puis vous assurer, Monsieur le Président, que la réunion des ministres des affaires sociales aura lieu bientôt, je puis même vous dire que ce sera le 19 décembre.

M. Veldkamp, mon collègue néerlandais des affaires sociales, que M. Troclet doit certainement connaître pour l'avoir rencontré en d'autres occasions, s'exprime à peu près dans les mêmes termes, si ce n'est avec un peu plus de modération que M. Troclet, lorsqu'il soumet ces problèmes à ses collègues. Il a même fait le tour des cinq autres capitales de la Communauté et a élaboré un mémorandum qui est devenu le mémorandum du président, étant donné que cette réunion a lieu sous présidence néerlandaise.

En ce qui concerne les différents problèmes d'intérêt capital qui ont été abordés par M. Troclet — je pense notamment aux difficultés que rencontrent dans tant de domaines différents les travailleurs, dont les doléances rejoignent, me semble-t-il, largement celles de M. Troclet — il sera trouvé, du moins je l'espère, un début de solution le 19 décembre prochain.

Monsieur le Président, je voudrais terminer en disant que je regrette moi aussi que les choses aient tellement traîné. Je suis persuadé que les membres de cette Assemblée suivront le déroulement de cette affaire dans leurs propres parlements avec autant de soin qu'au Parlement européen. C'est par cette déclaration que je voudrais terminer ma réponse aux

interventions très intéressantes que nous avons pu entendre cet après-midi.

(Applaudissements)

M. le Président. — Vous venez de constater, Monsieur le Président des Conseils, que dans sa critique ce Parlement exprime aussi sa reconnaissance.

Dans ce colloque, deux courants se sont dégagés. Plusieurs orateurs ont traité des implications économiques de l'union économique, d'autres orateurs ont examiné l'organisme auquel nous appartenons, qui a le devoir de réaliser cette union.

Ce colloque s'est déroulé dans un sens positif. S'il y a eu critique, c'est qu'elle est l'essence même de la vocation parlementaire. Il n'y a donc là aucune contradiction. D'autre part, j'ai constaté, de la part du président, une certaine dose d'autocritique et je suis sûr qu'au sein du Conseil cette autocritique joue un rôle comme elle le fait ici au Parlement.

Monsieur le Président des Conseils, j'ai l'impression que, grâce à vous, ce colloque a été fécond et je vous remercie au nom de mes collègues.

13. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain mardi, 29 novembre 1966, avec l'ordre du jour suivant :

A 12 h :

— Déclaration de M. Del Bo, président de la Haute Autorité, concernant l'état des questions charbonnières et sidérurgiques.

A 15 h :

— Proposition de résolution de M. Pleven relative à la catastrophe en Italie ;

— rapport de M. Charpentier sur le budget de la C.E.E. pour 1967.

Je rappelle que le vote sur les amendements proposés par notre commission des budgets et de l'administration aura lieu par appel nominal.

— Rapport de M. Battaglia sur le budget du Parlement européen pour 1967 ;

Président

- rapport de M. Merten sur le budget de l'Euratom pour 1967 ;
- rapport sur les projets de budgets supplémentaires de la C.E.E. et de la C.E.E.A. ;
- rapport de M. Moro sur l'accord d'association C.E.E.-Nigéria ;
- question orale n° 5, sans débat, de M. Dehousse : association C.E.E.-Tunisie.

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h 25)

SÉANCE DU MARDI 29 NOVEMBRE 1966

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	50
2. Excuse	50
3. Composition des commissions	51
4. Dépôt d'un document	51
5. Situation charbonnière et sidérurgique. — Déclaration de M. Del Bo :	
MM. Del Bo, président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. ; le président .	51
6. Renvoi en commissions :	
Suspension et reprise de la séance ..	55
7. Résolution relative à la catastrophe en Italie. — Discussion d'une proposition de résolution de M. Pleven et plusieurs de ses collègues :	
MM. Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés ; Battaglia, Lücker, au nom du groupe démo- crate-chrétien ; Terrenoire, au nom du groupe de l'Union démocratique euro- péenne ; Vals, au nom du groupe socialiste ; Hallstein, président de la Commission de la C.E.E. ; Margulies, membre de la Commission de l'Eura- tom ; De Block, président en exercice des Conseils de ministres	56
Explications de vote : MM. Vredeling, Edoardo Martino, Estève	60
Adoption d'une proposition de réso- lution	61
Texte de la résolution adoptée	61
M. Oliva, secrétaire d'État aux affaires étrangères du gouvernement italien ..	61
8. Budget de la C.E.E. pour 1967. — Dis- cussion d'un rapport de M. Charpentier, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration :	
M. De Block, président en exercice des Conseils de ministres	62
M. Charpentier, rapporteur	65
MM. Dehousse, au nom du groupe so- cialiste ; le président ; Troclet, au nom	

du groupe socialiste ; le président, Levi-Sandri, vice-président de la Com- mission de la C.E.E. ; Mansholt, vice- président de la Commission de la C.E.E. ; De Block, président en exer- cice des Conseils de ministres ; Char- pentier, rapporteur	70
Clôture de la discussion générale	80
Examen du budget de la C.E.E. :	
Titre I :	
Chapitre I : Adoption	80
Chapitres II et III :	
Proposition de modification n° 2 : M. Charpentier, rapporteur	81
Adoption de la proposition de modi- fication	81
Adoption des chapitres II et III modi- fiés	81
Titre II :	
Chapitres IV à XII : Adoption	81
Chapitre XIV :	
Proposition de modification n° 1 : Adop- tion	81
Adoption du chapitre XIV modifié ..	81
Chapitres XVII, XVIII et XXI à XXV : Adoption	81
Chapitre XXXIV :	
Proposition de modification n° 3 : MM. Charpentier, rapporteur ; le pré- sident	81
Adoption de la proposition de modifi- cation n° 3 et du chapitre XXXIV modifié	81
Chapitres XXXV à XXXVII, XLV et XLVI : Adoption	81
Adoption de la partie C « effectifs » modifiée	81
Adoption de l'ensemble du projet de budget de la C.E.E.	81
Adoption de la proposition de réso- lution	81
Texte de la résolution adoptée	82

9. Budget du Parlement européen pour 1967. — Discussion d'un rapport de M. Battaglia, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration :		d'un rapport de M. Leemans, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration :	
M. Battaglia, rapporteur	83	M. Vals, président de la commission ..	97
M. De Block, président en exercice des Conseils de ministres	85	Adoption d'une proposition de résolution	97
M. Battaglia	85	Texte de la résolution adoptée	97
10. Ordre des travaux :		13. Demande de suspension de séance :	
MM. Dehousse, le président. — Renvoi au lendemain de la question orale de M. Dehousse	85	MM. Battaglia, le président, Carcassonne, Battaglia. — Décision de poursuivre les débats	97
11. Budget de fonctionnement de l'Euratom pour 1967. — Discussion d'un rapport de M. Merten, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration :		14. Association C.E.E.-Nigéria. — Discussion d'un rapport de M. Moro, fait au nom de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement :	
M. Vals, président de la commission ..	86	M. Moro, rapporteur	98
MM. Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Margulies, membre de la Commission de l'Euratom ; De Block, président en exercice des Conseils	87	MM. Briot, au nom de la commission du commerce extérieur, saisie pour avis ; Carcassonne, au nom du groupe socialiste ; Dehousse, au nom du groupe socialiste ; Battaglia, Pedini, De Block, président en exercice des Conseils de ministres	101
Examen des dispositions du budget de l'Euratom pour 1967 :		15. Ordre des travaux. — Renvoi au lendemain de la suite du débat sur l'association C.E.E.-Nigéria	107
Partie A — Recettes. — Adoption ..	92	16. Ordre du jour de la prochaine séance ..	107
Partie B — Dépenses administratives, section I « Assemblée » :			
Adoption d'une proposition de résolution	92		
Texte de la résolution adoptée	92		
Adoption de la section I modifiée	93		
Sections II, III et IV. — Adoption ..	93		
Partie C, effectifs. — Adoption d'une proposition de résolution	93		
Texte de la résolution adoptée	94		
Adoption de la partie C modifiée	94		
Adoption de l'ensemble du budget ..	94		
Résolution sur le budget de fonctionnement de l'Euratom pour 1967 :			
Préambule et paragraphes 1 à 9. — Adoption	94		
Amendement de MM. Thorn et Vals tendant à l'insertion d'un paragraphe 9 bis : M. Vals. — Adoption	95		
Paragraphes 10 à 12. — Adoption	95		
Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution	95		
Texte de la résolution adoptée	95		
12. Budgets supplémentaires de la C.E.E. et de l'Euratom pour 1966. — Discussion			

PRÉSIDENCE DE M. POHER

(La séance est ouverte à 12 h 15)

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Excuse

M. le Président. — M. Bading s'excuse de ne pouvoir assister à la séance d'aujourd'hui.

3. Composition des commissions

M. le Président. — J'ai reçu du groupe démocrate-chrétien une demande tendant à nommer M. Micara membre de la commission politique en remplacement de M. Santero et, du groupe des libéraux et apparentés, une demande tendant à nommer M. Lefebvre membre de la commission de l'agriculture en remplacement de M. Rossi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ces nominations sont ratifiées.

4. Dépôt d'un document

M. le Président. — J'ai reçu de M. Leemans un rapport, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration, sur les projets de budgets supplémentaires de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique établis par les Conseils pour l'exercice 1966.

Ce document sera imprimé et distribué sous le n° 147.

5. Situation charbonnière et sidérurgique

M. le Président. — L'ordre du jour appelle une déclaration de M. Del Bo, président de la Haute Autorité de la C.E.C.A., sur l'état des questions charbonnières et sidérurgiques après la session du Conseil spécial de ministres du 22 novembre 1966.

La parole est à M. Del Bo.

M. Del Bo, président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. — (1) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, de donner l'occasion à la Haute Autorité d'exposer par ma voix quelques-unes de ses opinions et surtout de faire le point quant aux problèmes que soulève le marché commun du charbon et de l'acier, notamment après les décisions prises par le Conseil spécial de ministres, la semaine dernière à Luxembourg.

Vous vous rappelez sans doute qu'au cours de sa dernière session, le Parlement européen avait adopté une résolution dans laquelle il insistait sur la nécessité de s'employer, par tous les moyens, à mettre en œuvre la thèse de la Haute Autorité visant à apporter une solution uniforme, une solution communautaire aux problèmes posés par les échanges de charbon à coke et de coke entre les États membres. Parallèlement, le Parlement mettait l'accent sur l'importance particulière que revêt le problème du marché commun du charbon domestique.

Votre Assemblée comprendra donc avec quelle satisfaction profonde la Haute Autorité a appris le résultat du dernier Conseil spécial de ministres, au cours duquel les requêtes communes des parlementaires et de la Haute Autorité ont trouvé — ne serait-ce pour l'instant qu'en principe — un accueil favorable auprès des délégations des six gouvernements. Ce n'est qu'un commencement ; néanmoins, la Haute Autorité a de fortes raisons d'espérer que ce problème déjà ancien pourra être résolu au cours de la prochaine session de ce même Conseil spécial de ministres, prévue pour le début du mois de février.

En même temps, la Haute Autorité est également satisfaite de ce qu'au cours de la dernière session du Conseil spécial de ministres, elle a eu l'occasion d'exposer son point de vue sur les problèmes relatifs au marché commun de l'acier et de ce que ses thèses, qui mettent l'accent sur le tour grave que prennent peu à peu ces problèmes, aient été largement acceptées par les délégations des six gouvernements, qui ont également approuvé la proposition de constituer — à l'exemple de ce qui a été expérimenté avec succès dans le secteur du charbon — un comité ad hoc pour l'acier. Ce comité a été chargé de présenter, pour les prochaines sessions du Conseil spécial de ministres, des propositions de solutions concrètes et satisfaisantes.

Si vous y consentez, Monsieur le Président, j'aimerais exposer ces points plus en détail. Avant tout, je rappellerai que la Haute Autorité a déjà attiré à maintes reprises l'attention de l'Assemblée sur la gravité de la crise du charbon, en particulier du point de vue structurel.

Ces derniers temps toutefois, la situation s'est détériorée au point que les stocks de charbon atteignent actuellement le chiffre considérable de 30 millions de tonnes ; c'est pourquoi nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin au déséquilibre dangereux que l'on observe actuellement entre la production et l'écoulement.

Nous avons constaté qu'à la suite des efforts et de l'action de persuasion de la Haute Autorité, certains ajustements ont déjà eu lieu : par exemple, alors que dans le courant du mois de juillet, on prévoyait qu'à la fin de cette année la production atteindrait quelque 215 millions de tonnes de charbon, aujourd'hui — en novembre 1966 — on pense pouvoir ramener ce chiffre à 206 millions de tonnes.

Si nous portons notre attention sur la date de 1970 qui, comme le Parlement le sait, a fait l'objet d'une étude attentive de la part de la Haute Autorité lors de la rédaction des objectifs généraux « charbon », nous pouvons faire la même constatation. Aujourd'hui, on prévoit qu'au lieu d'atteindre 191 millions de tonnes au 1^{er} janvier 1970, comme on le prévoyait il y a quelque mois encore, la production de charbon communautaire sera limitée

Del Bo

à 185 millions de tonnes. La Haute Autorité pense qu'il s'agit là de chiffres peut-être encore trop optimistes, qui n'excluent pas le devoir, pour les États communautaires producteurs de charbon, de procéder à une diminution rationnelle de cette production, afin de se rapprocher des chiffres plus réalistes que fixaient initialement les objectifs généraux présentés par la Haute Autorité dans le secteur du charbon.

Le Conseil spécial de ministres a décidé également, dans le cadre du protocole d'accord sur l'énergie conclu entre les six gouvernements le 21 avril 1964, de procéder à une confrontation entre la production, l'écoulement, les échanges et les importations de charbon des six États de la Communauté, afin de parvenir à un nouvel équilibre dans ce domaine, équilibre absolument indispensable en raison de l'apparition de circonstances nouvelles et plus dangereuses.

Une attention particulière a été consacrée également au problème du charbon domestique, problème qui s'aggraverait inévitablement au cas — hypothèse au sujet de laquelle nous ne pouvons encore formuler aucun pronostic — où l'hiver prochain serait particulièrement doux. Là encore, les six gouvernements se sont formellement engagés à procéder, chaque fois qu'il le faudra, au rétablissement de l'équilibre nécessaire.

Il a été convenu enfin qu'au cours de sa prochaine session, le Conseil spécial de ministres serait saisi par la Haute Autorité d'un rapport complémentaire sur la politique du charbon ; ce rapport tiendra tout particulièrement compte du problème du marché commun du charbon domestique.

Il est facile de comprendre toutefois — ainsi que le rappelait d'ailleurs la résolution adoptée par votre Parlement au cours de sa dernière session — que le problème du charbon est avant tout celui du charbon à coke et du coke. En effet, dans le vaste cadre de la production charbonnière, le charbon à coke est le seul aujourd'hui qui puisse être considéré encore comme une source d'énergie irremplaçable, étant donné son emploi en sidérurgie.

Les industries sidérurgiques de la Communauté utilisent encore, pour la plupart, du charbon à coke et du coke d'origine communautaire. Le charbon à coke en provenance de pays tiers n'assure que le dixième environ de l'approvisionnement de la sidérurgie communautaire. Il convient de préciser, cependant, que les industries sidérurgiques qui s'approvisionnent en charbon à coke et en coke d'origine communautaire sont particulièrement défavorisées par rapport aux autres et qu'il en résulte une discrimination, à moins que les producteurs communautaires de charbon à coke et de coke n'alignent leurs prix sur les prix du charbon à coke en provenance des pays tiers, alignement dont il leur sera impossible à la longue de supporter les coûts.

Ajoutons enfin que si l'anomalie intrinsèque du traité de Paris — qui ne permet pas à la Haute Autorité d'exercer des pouvoirs propres en matière de politique commerciale — s'accompagne de cette autre anomalie structurelle qui fait que chaque pays poursuit une politique charbonnière tout à fait divergente de celle des autres — divergence qui est due notamment à des différences d'ordre géologique et géographique —, il est facile de comprendre les difficultés auxquelles nous nous heurtons aujourd'hui si nous voulons maintenir en vie, dans le vaste cadre de la politique charbonnière, le marché commun du charbon à coke et du coke.

Il est encore d'autres aspects sur lesquels je voudrais attirer votre attention. Pour ce qui est du charbon à coke et du coke, les États membres de la Communauté peuvent être divisés en plusieurs groupes. Il existe un premier groupe d'États qui ne produisent pratiquement pas de charbon à coke sur leur territoire ; il est un autre groupe d'États qui se procurent leur charbon à coke exclusivement auprès de pays tiers ; il y a enfin une certaine quantité de charbon à coke et de coke qui fait l'objet d'échanges intracommunautaires. Ce charbon à coke et ce coke proviennent presque exclusivement d'un seul État membre de la Communauté.

Compte tenu de cette situation et de ces différences, on comprend aisément que le problème des subventions à l'écoulement du charbon à coke et du coke produits sur le territoire de la Communauté ne peut être résolu que sur la base de critères communautaires. Mais il est aussi et surtout facile de comprendre que le système de subvention à l'exportation de charbon à coke et de coke d'un État membre de la Communauté vers un autre État membre ne peut fonctionner que sur la base de critères communautaires et grâce à des fonds communautaires.

C'est en vertu de ces considérations que la Haute Autorité a présenté en juillet dernier une proposition de solution au Conseil spécial de ministres ; comme on le sait, celui-ci n'a pas pu réunir l'unanimité à cette occasion ; or, cette unanimité était et continue d'être indispensable, puisqu'il s'agit d'une question dont la solution complète échappe aux pouvoirs propres de la Haute Autorité et se situe même au delà du mécanisme normal prévu par le traité de Paris.

Or, ce qui n'a pu se faire au cours de la session de juillet dernier a été mené à bien au cours de la session du Conseil spécial de ministres qui s'est tenue la semaine dernière à Luxembourg. En d'autres termes, les six gouvernements ont décidé que le comité ad hoc pour le charbon devait présenter des propositions concrètes pour déterminer les critères suivant lesquels des subventions pourraient être versées au charbon à coke et au coke produits dans un État de la Communauté et exportés vers d'autres États membres. En même temps, ce comité

Del Bo

ad hoc a été chargé d'indiquer un mécanisme de compensations financières multilatérales, mécanisme qui, sur la base de clefs de répartition restant à négocier et à fixer, permettrait d'accorder ce soutien indispensable au charbon à coke et au coke exportés d'un État membre de la Communauté vers d'autres États membres de la Communauté.

A ce propos, il faut remarquer que si le Conseil spécial de ministres a pu parvenir à un résultat positif, c'est également parce que la Haute Autorité avait pris soin de fixer une limite chronologique et quantitative à sa proposition précédente : ainsi, comme il a été décidé entretemps, les échanges intracommunautaires de charbon à coke et de coke ne pourront bénéficier d'une aide que pendant une période limitée et pour un tonnage limité.

Bien entendu, nous n'en sommes qu'aux premiers pas ; mais le fait d'avoir obtenu cette adhésion de principe si importante et qu'on n'osait pas prévoir, même à longue échéance, au lendemain de la session de juillet du Conseil spécial de ministres, donne à la Haute Autorité l'assurance concrète qu'au cours des semaines à venir, d'autres progrès pourront être réalisés et que la session du Conseil spécial de ministres prévue pour le début du mois de février pourra parvenir, dans ce problème si délicat du charbon, à quelques conclusions efficaces et décisives.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de passer maintenant à la situation de la sidérurgie. Je soulignerai tout d'abord qu'il existe une différence fondamentale entre les problèmes devant lesquels se trouve cette industrie, qui est la première des industries de base, et ceux qui préoccupent depuis des années le secteur du charbon. En effet, les charbonnages traversent une crise de régression structurelle, tandis que les problèmes du secteur de l'acier peuvent être considérés — heureusement — comme des problèmes simplement conjoncturels. D'ailleurs, votre Parlement connaît déjà les objectifs généraux pour l'acier, qui seront examinés prochainement par la commission économique et financière. Nos objectifs généraux « acier » se fondent sur quelques notions essentielles, à savoir la compétitivité de la production et la rationalisation des entreprises. En d'autres termes, nous devons créer une situation telle que la production sidérurgique de la Communauté fasse équilibre à la demande : il faut donc éviter tout excédent de production si l'on veut que la Communauté européenne continue à jouer, dans le secteur de l'acier, son rôle de grand producteur mondial.

Nous avons assisté et nous assistons aujourd'hui encore, dans le secteur de l'acier, à une série de transformations importantes. Certaines industries se déplacent de plus en plus vers les régions côtières, et l'augmentation de la productivité soulève également des problèmes de caractère social qui doivent être résolus nécessairement par des opérations de

réadaptation et de reconversion. Il s'agit, bien entendu, d'opérations qui, à un moment donné, ne pourront plus être appréciées d'un point de vue purement national, et qu'il faudra considérer comme un effort nécessaire et un objectif obligatoire de notre Communauté tout entière. Certes, il s'agit de problèmes qui pourront être résolus à long terme ; mais il faut que les gouvernements, les chefs d'entreprise et les travailleurs en prennent conscience, car c'est seulement s'ils connaissent les problèmes à long terme et leur importance qu'ils auront le courage et qu'ils comprendront la nécessité de prendre des mesures à moyen terme et d'autres pouvant avoir des résultats immédiats.

Les arguments que j'ai développés jusqu'à présent, en ce qui concerne l'acier, nous amènent à considérer la nécessité fondamentale de coordonner les investissements. Dans ce domaine, le traité de Paris confère des pouvoirs autonomes à la Haute Autorité. En exerçant ces pouvoirs, la Haute Autorité a été en mesure jusqu'à présent, d'une part, d'éviter que la production ne soit encore intensifiée et, d'autre part, moyennant la concession de prêts, d'accepter quelques investissements prioritaires destinés à la création d'entreprises plus modernes ou à la transformation d'entreprises techniquement dépassées.

La Haute Autorité estime pouvoir exercer plus intensément ces pouvoirs. C'est pourquoi elle se prépare à prendre, formellement d'ailleurs, une décision sur la base de laquelle les entreprises seront tenues de donner des informations plus appropriées et plus détaillées sur leurs programmes d'investissement.

La Haute Autorité a appris en outre que conformément aux conceptions économiques générales que j'ai essayé d'exposer tout à l'heure, en ce qui concerne la sidérurgie, certains gouvernements ont fait établir des plans destinés à insérer la production sidérurgique dans une vision économique plus complète. La Haute Autorité se déclare convaincue, compte tenu de l'article 26 de son traité, que ces plans particuliers doivent être orientés dans le sens de l'action communautaire qui vise à atteindre les objectifs généraux de la Communauté dans le secteur de l'acier, et cela dans leurs grandes lignes également. C'est également à cet effet, c'est-à-dire une coordination maximale entre les orientations nationales et les objectifs communautaires que la Haute Autorité se prépare à prendre une décision formelle, qui sera publiée incessamment, en même temps que celle dont je viens de parler, dans le *Journal officiel des Communautés*.

Je passe ici sur certaines solutions qui pourraient être prises à long terme : citons par exemple le développement et l'intensification de la recherche technique ; l'encouragement d'une utilisation toujours plus poussée des produits sidérurgiques dans de nouveaux secteurs, ou encore l'exemple déjà indiqué des problèmes touchant à la réadaptation et surtout

Del Bo

à la reconversion qui, aujourd'hui plus que jamais, se présente comme un des thèmes fondamentaux de la politique industrielle que la Communauté européenne pourrait mener.

Examinant, par contre, les problèmes immédiats ou à moyen terme, je citerai la décision que la Haute Autorité a prise en vertu de l'article 46 de son traité, qui exige que soient établies des prévisions trimestrielles. Sur la base d'une décision dont la publication là encore est imminente, la Haute Autorité invitera les différentes entreprises à confronter, produit par produit, leurs programmes de production avec les indications fournies par elle et dotées de tous les chiffres et de tous les détails possibles ; en même temps, la Haute Autorité intensifiera son contrôle quant au respect des règles d'alignement et elle fera appel, pour ce qui échappe à sa compétence, au concours des gouvernements nationaux afin que soient respectées toutes les règles propres au marché commun de l'acier.

Jusqu'à ce point, nous nous trouvons dans le domaine des décisions prises par la Haute Autorité et en vertu de ses pouvoirs ; néanmoins, ces décisions ont été exposées au Conseil spécial de ministres au cours de la session qui s'est tenue la semaine dernière, et elles ont trouvé une approbation générale.

Il ne faut pas oublier non plus que depuis la fin de l'année 1963, quelques mesures sont en vigueur qui ont pour but de sauvegarder la production sidérurgique communautaire à la périphérie de la Communauté. Ces mesures n'ont pratiquement rien perdu de leur valeur jusqu'à présent ; et, par conséquent, elles seront maintenues l'année prochaine.

Mais c'est avant tout sur la nécessité d'observer une certaine discipline dans le domaine de la production qu'il convient — ainsi du reste que la Haute Autorité l'a déjà fait — d'attirer l'attention des différents gouvernements et catégories professionnelles intéressées. Nous sommes convaincus qu'une production correspondant à 80 % de la capacité des entreprises communautaires doit être considérée comme normale et non pas comme catastrophique ; mais nous sommes convaincus également que le comportement des entreprises et la réaction de certaines d'entre elles devant les problèmes qui se posent à elles doivent être considérés comme extrêmement inquiétants. Nous assistons, en effet, à un effort désespéré des entreprises de la Communauté pour écouler leur production jusqu'à la dernière tonne ; et pour réaliser cet effort, pour obtenir un écoulement maximum, elles n'hésitent pas à violer parfois les règles d'alignement, ni à accorder des réductions qui peuvent atteindre jusqu'à 20 %.

Il est facile de comprendre à quel résultat peut aboutir cet état de choses : les prix de notre production sidérurgique menacent de ne plus être rémunérateurs ; le manque de rentabilité des prix empêche les entreprises d'effectuer les investissements

nécessaires ; et en raison de cette situation, certaines de nos entreprises menacent de disparaître définitivement.

N'oublions pas que depuis 1953 jusqu'à nos jours, les prix de la production sidérurgique communautaire sont restés pratiquement inchangés, tandis que pour d'autres États tiers, grands producteurs d'acier, tels que les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, la situation est toute différente, puisqu'ils ont augmenté leurs prix de près de 40 %. Voilà pourquoi, tout en étant prête à adopter les modalités suivant lesquelles le Conseil spécial de ministres pourrait résoudre ce problème, la Haute Autorité s'est néanmoins déclarée convaincue de la nécessité d'imposer une certaine discipline sur le plan quantitatif, autrement dit, de la nécessité d'introduire sur le marché une conception visant à établir un rapport de sélectivité entre les entreprises. En effet, notre marché continue, hélas, d'être caractérisé par l'existence côte à côte de complexes sidérurgiques particulièrement modernes et d'autres qui doivent être considérés désormais comme techniquement dépassés et qui sont donc appelés à ne plus pouvoir affronter victorieusement la libre concurrence.

Nous avons constaté qu'après avoir écouté avec beaucoup d'intérêt et d'attention l'exposé présenté par la Haute Autorité, le Conseil spécial de ministres a approuvé le jugement porté par elle, ainsi que les moyens et les solutions proposées pour rétablir dans toute la mesure du possible le fonctionnement normal du marché commun de l'acier et surtout pour rendre à la production sidérurgique de la Communauté sa compétitivité, face à la production sidérurgique des pays tiers grands producteurs d'acier, et garantir une rentabilité satisfaisante de ses prix.

A cet effet, ainsi que je l'ai déjà indiqué au début de cet exposé, le Conseil spécial de ministres a décidé, sur proposition de la Haute Autorité, et parallèlement à ce qui a été fait avec succès dans le secteur du charbon, de constituer un comité ad hoc pour l'acier. Il appartiendra tout d'abord à ce comité d'étudier le mémorandum que la Haute Autorité a présenté au Conseil spécial de ministres, mémorandum qui rappelle les thèses, les indications et les propositions que nous avons formulées à l'intention du Conseil et que je viens de résumer ici.

Nous estimons que c'est là un moyen efficace de parvenir à une solution communautaire. Et nous sommes convaincus également que puisque nous avons abordé le problème dans les meilleurs délais, il ne sera pas trop difficile de parvenir à une solution qui puisse trouver l'agrément et des gouvernements et des catégories professionnelles intéressées.

Avant de conclure, Monsieur le Président, je voudrais encore établir une comparaison entre les arguments que j'ai eu l'occasion d'exposer aujourd'hui et ceux qui ont fait l'objet du débat auquel le Parlement a procédé au cours de sa séance d'hier. Com-

Del Bo

ment les Communautés économiques pourront-elles atteindre leur stade définitif ? Il s'agit là d'une question qui ne pourra vraisemblablement jamais trouver de réponse définitive, étant donné que l'intégration économique doit être considérée comme un phénomène en constante évolution et que, dans le cadre des Six — qui se trouvent à un stade avancé de développement dans le domaine industriel — cette intégration ne cesse de soulever de nouveaux problèmes qui n'avaient pas été prévus d'ailleurs, ni dans leur importance ni dans leurs conséquences, par les précurseurs et les pionniers de l'intégration économique.

D'autre part, si je puis établir un rapport entre les arguments que j'ai soumis au Parlement aujourd'hui et le débat que ce même Parlement se prépare à engager au sujet des problèmes liés à une politique économique à moyen terme, il me semble pouvoir affirmer que notre Communauté — la Communauté du charbon et de l'acier — ne se contente pas de procéder, ne serait-ce que dans le cadre de secteurs limités, à un processus d'intégration économique, mais qu'en fait elle pratique une véritable politique économique à l'échelle européenne. En d'autres termes, il me semble que le processus industriel est caractérisé par une évolution tellement rapide que les problèmes qu'il pose se modifient sans cesse dans leurs effets et peut-être aussi dans leur nature même.

Il existe bien peu d'éléments qui, dans le vaste cadre de la production industrielle de la Communauté, peuvent être considérés comme immuables et permanents. C'est pourquoi la Communauté européenne du charbon et de l'acier, forte des compétences que lui accorde son traité, s'emploie à mettre en œuvre une politique industrielle qui, par certains aspects, prend une signification exemplaire et qui, demain, lorsqu'on procédera à la fusion des Communautés, pourra offrir un exemple valable et un modèle susceptible d'être appliqué dans d'autres secteurs de la production. Cela d'ailleurs, mes collègues le démontreront mieux que moi lorsque, à l'occasion d'une de ses prochaines sessions, votre Parlement évoquera les problèmes de notre Communauté et discutera de la façon dont la Haute Autorité affronte les questions de politique économique à moyen terme.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ainsi que je l'ai déjà souligné, la Haute Autorité s'est trouvée, surtout ces derniers temps, assaillie tantôt dans le secteur du charbon, tantôt dans celui de l'acier, par des problèmes qui n'auraient certainement jamais pu être résolus si l'on s'en était tenu à la lettre du traité. Néanmoins, nous nous trouvons aujourd'hui devant un dénouement positif, qui pourrait également constituer un présage heureux pour l'avenir.

Cela s'est produit et cela se produira encore parce que deux conditions essentielles ont été respectées

et qu'elles le seront encore, du moins nous l'espérons, à l'avenir.

La première de ces conditions, c'est que, dans l'accomplissement scrupuleux des devoirs que leur imposent les traités qui régissent leur activité, les institutions communautaires remplissent pleinement leurs fonctions et endossent leurs responsabilités à 100 %. La seconde, c'est que les États membres de notre Communauté européenne continuent à administrer la preuve qu'il existe entre eux un climat d'entente et de liens de solidarité indissolubles. C'est ce climat d'entente, ce sont ces liens de solidarité qui nous sont apparus la semaine dernière à Luxembourg comme le dénominateur commun de la session du Conseil spécial de ministres, et nous sommes heureux de pouvoir en donner acte ici et en rendre hommage aux gouvernements des pays membres de la Communauté.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je félicite, au nom du Parlement tout entier, la Haute Autorité de l'action qu'elle vient de mener pour sauvegarder le marché du charbon et de l'acier dans un esprit communautaire.

Le Parlement européen lui est reconnaissant de faire tous les efforts nécessaires pour que la première institution de l'Europe unie n'accepte pas passivement la situation dans laquelle elle se trouve, comme d'ailleurs les deux industries qui la concernent.

Merci à vous Monsieur le Président, merci aux membres de la Haute Autorité et aussi, sans doute, au Conseil spécial de ministres !

6. Renvoi en commissions

M. le Président. — La commission du marché intérieur demande que l'exposé de M. le Président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. lui soit renvoyé pour examen au fond et que la commission du commerce extérieur et la commission économique et financière en soient saisies pour avis.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ces renvois sont ordonnés.

Mes chers collègues, nous allons suspendre maintenant nos travaux pour les reprendre à 15 h.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 13 h 10, est reprise à 15 h 05)

M. le Président. — La séance est reprise.

7. Résolution relative à la catastrophe en Italie

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de résolution de M. Pleven et plusieurs de ses collègues, relative à la catastrophe qui a frappé plusieurs régions d'Italie (doc. 131).

Je rappelle que le Parlement a précédemment décidé de procéder à cette discussion selon la procédure d'urgence et sans renvoi en commission.

J'indique en outre que sur accord des quatre groupes politiques, une nouvelle rédaction signée en leur nom vous est soumise dans le document 131 révisé.

La parole est à M. Pleven, auteur de la proposition.

M. Pleven, président du groupe des libéraux et apparentés. — Monsieur le Président, mon commentaire sera très bref. Je remercie le bureau du Parlement d'avoir bien voulu retenir la suggestion que j'avais faite au cours de la dernière réunion de la commission politique.

Tout à l'heure, vous avez bien voulu citer mon nom comme étant celui de l'auteur de la résolution. Mais je manquerais à la vérité et à la justice si je ne soulignais pas que les représentants de tous les groupes du Parlement représentés à la commission politique ont eu simultanément la même idée. La chance a voulu que j'aie été appelé à exprimer le premier ce qui était le sentiment et le vœu de tous. C'est donc là une initiative qui émane du Parlement tout entier. Et d'ailleurs, comment pourrait-il en être autrement ?

Florence n'est pas seulement une ville italienne, c'est une ville européenne, c'est une ville universelle. Lorsque le malheur frappe l'un de nos pays, il est naturel que l'ensemble de la Communauté européenne se sente saisi par l'émotion qui nous a tous empoignés lorsque nous avons appris les dimensions de la catastrophe qui a frappé l'Italie.

Je remercie donc encore une fois le bureau d'avoir bien voulu retenir notre proposition.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Battaglia.

M. Battaglia. — (I) Monsieur le Président, je pourrais, moi aussi, souscrire entièrement aux paroles de M. Pleven. Je désire néanmoins ajouter quelques mots pour exposer certaines de mes réflexions. En effet, Monsieur le Président, en y réfléchissant mieux, je dois m'avouer que j'ai peut-être mal fait, lors de la réunion de notre commission des budgets et de l'administration, qui s'est tenue à Paris en présence du président en exercice du Conseil de ministres, tout de suite après l'immense et

bouleversante catastrophe qui a frappé l'Italie, de laisser échapper, le premier peut-être parmi les Italiens, un cri de douleur mais aussi un appel au secours désolé.

Je pense que j'ai mal fait de n'avoir pas su voir alors que l'exécutif de la C.E.E. n'avait pas besoin d'appels de cette sorte pour être sensible à ce malheur et qu'aucune intervention n'était nécessaire pour sensibiliser le Conseil de ministres.

J'ai donc sans aucun doute commis une erreur ; j'espère que vous me la pardonnerez. Elle peut se justifier par ce choc psychologique qui a frappé tous les Italiens, même ceux qui, comme moi, n'avaient été que des spectateurs de cette catastrophe.

Monsieur le Président, comment ne pas être bouleversés par un désastre de cette ampleur, que l'on ne peut comparer qu'aux scènes fantastiques du déluge universel de Michel-Ange, représentées sur les peintures de la Chapelle Sixtine à la Cité du Vatican ?

Comment ne pas être terrifiés devant un tel cataclysme qui dépasse l'imagination ?

Mes chers collègues, c'est un désastre sans précédent qui s'est abattu sur l'Italie et qui a dévasté des centaines de villes, parmi lesquelles deux centres de la culture mondiale — Florence et Venise — des milliers de bourgs et de villages de la Toscane, de l'Emilie, de la Vénétie, du Frioul et du Trentin.

Plus de 6.000 magasins éventrés, leur contenu ravagé par la boue ; des boutiques d'artisans détruites ; des usines mises hors d'état de fonctionner ; 30.000 ouvriers sans travail ; des milliers de familles sans abri ; des milliards et des milliards de lires, représentant le fruit d'épargnes acquises péniblement, ont été engloutis par les eaux, une richesse artistique qui est également la base de la richesse touristique, bien compromise.

J'ai dit, mes chers collègues, « une richesse artistique bien compromise » et cette expression m'est dictée par ma volonté ou peut-être davantage par un besoin de mon esprit de considérer les choses sous un angle optimiste.

En effet, les dommages subis par le patrimoine artistique et bibliographique de la ville qui est le berceau de l'humanisme et la patrie spirituelle de la Renaissance en Occident sont véritablement incalculables.

Ce que nous pouvons et devons, Monsieur le Président, considérer comme le sommet des valeurs spirituelles a été affreusement mutilé par une boue immonde : des centaines d'œuvres d'art entreposées dans les caves de la Galerie delli Uffizi ont été submergées, et les volumes de la Bibliothèque nationale — qui en abrite des millions — ont été endommagés par la fange. Un grand nombre de ces ouvrages qui étaient le symbole de notre culture, de la cul-

Battaglia

ture universelle, sont malheureusement perdus à jamais.

Ces dommages irréparables n'ont pas seulement compromis le patrimoine artistique : c'est toute la structure touristique sur laquelle s'appuie la « cité du lys » qui a été mise hors d'usage.

Florence, les rives de l'Arno dévastées, son Ponte-Vecchio défiguré, ses musées et ses œuvres d'art en grande partie endommagés, ses ressources hôtelières provisoirement inutilisables, est aujourd'hui une cité sans vie, un corps sans âme.

Et si elle vient de rouvrir ces jours-ci son théâtre lyrique, c'est qu'elle a voulu donner une preuve de son courage, de sa foi et surtout de sa volonté indestructible de renaître, fondée sur la solidarité nationale et internationale.

Mais les ruines de Florence ne sont, hélas, pas les seules qui affligent l'Italie. Il faut ajouter à cette liste, nous l'avons dit, Venise, Belluno, Grosseto.

Et ce n'est pas tout, Monsieur le Président.

Un cinquième du territoire national a été complètement inondé ; 300.000 hectares de champs fertiles ont été entièrement dévastés.

En vérité, c'est un désastre sans précédent au cours de l'histoire de ces derniers siècles. Le président Hallstein a donné une preuve de sa grande compréhension et il a déclaré :

« que la catastrophe qui a frappé l'Italie ne peut être décrite qu'en termes bibliques et que l'on n'en a pas connu de semblable depuis le XII^e siècle ».

Mes chers collègues, dans les régions dévastées, pas une ferme, pas une usine, pas une exploitation agricole qui aient été épargnées par la violence des éléments qui, dans leur puissance destructive, ont également emporté tout ce qui est nécessaire à la vie de ces exploitations : le bétail, l'équipement, les machines agricoles, les récoltes... tout. C'est un véritable tableau apocalyptique.

Et nous ne sommes pas encore au seuil de l'hiver, cette saison s'annonce très pénible pour les centres atteints par la catastrophe.

Pensons aux milliers de sans-abri, aux centres habités encore privés d'eau, de lumière, de chauffage, aux villes où les vivres, les vêtements, les médicaments se raréfient.

Il est donc indispensable d'apporter de l'aide concrètement et d'urgence, de fournir un secours financier rapide et important qui permette de normaliser la situation économique et la production des régions sinistrées. Voilà comment se présente la situation en Italie après le désastre, et voilà quels sont, en résumé, les besoins des régions sinistrées.

Mais, Monsieur le Président, loin de moi l'idée de vouloir lancer à nouveau un appel à l'aide. Je voudrais seulement donner acte des manifestations de solidarité qui nous ont fait verser, à nous Italiens, des larmes d'émotion. Je fais, Monsieur le Président, allusion aux télégrammes que vous avez adressés aux présidents des deux Chambres du Parlement italien ; je me réfère aux décisions du bureau du Parlement européen de manifester, cela matériellement, son émotion ; je fais allusion à la même décision adoptée par le conseil municipal de cette noble cité de Strasbourg ; je me réfère aux déclarations du président Hallstein empreintes d'une si grande compréhension ; je me réfère encore à la volonté manifestée par la Commission de la C.E.E. d'intervenir dans cette situation aussi désastreuse par des aides d'une certaine importance et des prêts à faible taux d'intérêt. Je me réfère, enfin, aux témoignages de solidarité que, vous tous sans exception, mes chers collègues, vous nous avez adressés.

Voilà pourquoi j'accepte avec une joie émue la résolution en discussion, élaborée par les groupes politiques : cette résolution prévoit des secours importants en faveur de mon pays durement éprouvé par une catastrophe aux proportions terrifiantes.

(Applaudissements)

M. le Président. — Vous vous rappelez sans doute, mes chers collègues, qu'hier le Parlement européen a pu apprendre, de la part du président des Conseils de ministres et de la part des représentants des différents exécutifs, les dispositions qui ont déjà été prises.

La parole est à M. Lückner, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Lückner. — (A) Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots, au nom du groupe démocrate-chrétien, sur la présente proposition de résolution.

Vous avez vous-même, Monsieur le Président, dès l'ouverture de la séance d'hier, exprimé en termes très émouvants et très prenants la sympathie de cette Assemblée, plus particulièrement à l'égard des pertes en vies humaines que cette catastrophe a provoquées en Italie. Vous n'avez pas manqué non plus d'attirer l'attention sur les dégâts matériels qu'a entraînés la catastrophe.

Je suis, avec vous, très reconnaissant au président du Conseil de ministres d'avoir saisi hier spontanément l'occasion qui s'offrait à lui de prendre la parole dans la même intention, en sa qualité de président. Je suis également très reconnaissant à Monsieur le président Hallstein d'avoir, s'exprimant au nom de la Commission européenne, fait part qu'il était disposé à faire tout ce qui était au pouvoir de l'exécutif et des Communautés pour venir en aide aux victimes de la catastrophe.

Lücker

Ma mission en cet instant n'est pas très étendue. En vous rappelant les paroles prononcées hier, je voudrais simplement montrer quel moment émouvant fut celui où, deux jours après la catastrophe, la commission politique et la commission du commerce extérieur se réunissaient à Paris et où les porte-parole de tous les groupes rassemblés autour de M. Pleven, et ne disposant d'aucun mandat particulier, se déclaraient spontanément prêts à lancer l'initiative que vous-même, Monsieur le Président, ainsi que le bureau de cette Assemblée, représentant l'ensemble du Parlement européen, avez reprise. Je voudrais, au nom de mon groupe, vous en remercier, Monsieur le Président, et aussi le bureau. Puisse notre Parlement ne pas hésiter en de tels moments à manifester de manière éclatante sa solidarité européenne. C'est, je crois, ce qui s'est produit.

Dans la présente proposition de résolution, il est demandé au Conseil et à la Commission de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour atténuer les maux que cette catastrophe a déversés sur la population et sur le pays.

Notre collègue Battaglia vient de nous exposer en détail l'étendue des dégâts causés par cette catastrophe. Je lui en suis très reconnaissant. Cela ne peut que nous confirmer dans notre intention non seulement de témoigner notre solidarité humaine, mais également de nous déclarer disposés à procurer toute l'aide matérielle qu'il nous sera possible d'apporter.

Voilà, Monsieur le Président, ce que je voulais dire, au nom de mon groupe, en déclarant qu'en cette occasion nous sommes solidaires de tous les groupes de cette Assemblée.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Terrenoire, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

M. Terrenoire. — Monsieur le Président, il n'est pas nécessaire de prononcer un long discours pour dire combien notre groupe de l'Union démocratique européenne s'associe pleinement et de tout cœur à la proposition de résolution que nous allons être invités à adopter.

Si la Communauté économique européenne est par définition vouée à des tâches matérielles dans la plupart des cas, il y a des jours où elle se sent une âme et un cœur. Ce fut, me semble-t-il, le cas lorsque nous apprîmes l'étendue du désastre qui s'abattit sur nos amis italiens, sur le peuple de cette noble nation.

Lorsque l'appel des détresses humaines résonne à nos oreilles, il me semble aussi que nous nous

sentons pleinement européens et d'une manière très spontanée.

Certes, il y a la peine des hommes et il faudra qu'elle soit soulagée. C'est pourquoi nous souhaitons que cette proposition de résolution soit suivie d'effets aussi larges et aussi concrets que possible.

Mais nous pensons aussi à tous ces trésors artistiques qui ont été menacés. Bien sûr, cela, en vérité, compte peu à côté de la détresse des hommes, mais lorsqu'il s'agit de l'Italie, lorsqu'on sait à quel point ses trésors artistiques sont mêlés à son génie, nous pouvons aussi y penser et souhaiter que le maximum en soit sauvé.

Monsieur le Président, je répète que nous nous associons de tout cœur à cette proposition de résolution. Nous assurons nos amis italiens qu'en cette occasion, plus que jamais, nous nous sentons près d'eux comme des frères auprès d'autres frères.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vals, au nom du groupe socialiste.

M. Vals. — Monsieur le Président, le groupe socialiste, puisqu'il est cosignataire de la proposition de résolution, s'associe naturellement à toutes les paroles qui ont été prononcées dans cette enceinte. C'est dans le malheur que l'on connaît ses amis, dit un commun proverbe. Dans la situation difficile, douloureuse, que connaît l'Italie, le groupe socialiste du Parlement européen tient à lui manifester sa sympathie.

Nous pourrions, dès les prochains jours, par notre vote, à l'occasion des propositions qui ont été faites par la Commission, et de l'avis que nous avons à donner à leur sujet, indiquer que ces propositions, si elles sont importantes, représentent à nos yeux un minimum.

Nous voulons espérer que l'effort qui est envisagé par les Communautés en faveur de l'Italie sera plus grand encore. De toute façon, le groupe socialiste répondra à l'appel du gouvernement italien et participera à la souscription ouverte par celui-ci pour porter secours aux populations sinistrées.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Hallstein.

M. Hallstein, président de la Commission de la C.E.E. — (A) Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion, hier, d'exprimer les sentiments qui animent la Commission de la Communauté économique européenne devant la terrible catastrophe qui vient de frapper le peuple italien. Quelles ont été les mesures prises par la Commission pour traduire ces sentiments en actes ? Je crois que le moment est favo-

Hallstein

nable pour donner à cette Haute Assemblée une réponse à cette question.

La Commission a pris trois décisions. La première a pour objet une déclaration générale sur l'orientation, l'attitude que la Commission adoptera en ce qui concerne les décisions qu'appelle cette catastrophe. Dans cette déclaration, la Commission affirme sa volonté d'user de son pouvoir d'initiative pour présenter tout d'abord au Conseil, dans le cadre du traité de Rome, toutes les propositions qui permettraient de contribuer à remédier aux conséquences des inondations en Italie et de faciliter une reprise normale de l'activité économique dans les régions sinistrées.

En exécution des tâches que lui a confiées le traité, la Commission prendra, d'autre part, dans le domaine de sa compétence, toutes les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif.

Mais outre cette affirmation générale, la déclaration donne les précisions suivantes :

La Commission exprime un préjugé favorable aux demandes qui seraient présentées par la République italienne en vue d'obtenir la suspension des droits de douane ou l'octroi de contingents tarifaires. Des mesures correspondantes devraient être prises pour les produits agricoles pour lesquels, on le sait, l'instrument tarifaire assure une protection plus faible que dans le secteur industriel.

La Commission constate d'autre part, dans sa déclaration, que les mesures d'aide immédiate prises par le gouvernement italien en vue de remédier aux dommages subis, telles que la reconstruction des édifices détruits ou la reconstitution des réserves perdues, sont compatibles avec le Marché commun, conformément aux dispositions de l'article 92, paragraphe 2, alinéa b), du traité de Rome.

La Commission est favorable en outre aux aides à plus longue échéance, visant à promouvoir la reprise ou la reconversion des activités économiques dans les régions affectées.

La Commission considère enfin qu'il est opportun d'adresser aux services compétents de la Banque européenne d'investissement une invitation pour qu'ils favorisent, par des interventions financières supplémentaires aux conditions les plus avantageuses, la réalisation des projets destinés à la remise en état des structures de production dans les régions sinistrées.

Les deux autres décisions de la Commission ont déjà pour objet la réalisation pratique du programme qui vient d'être esquissé.

La première de ces décisions est une proposition de la Commission au Conseil concernant un règlement relatif à la contribution du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole en faveur de l'agriculture en Italie. Un montant de 5 millions

d'u.c. pour l'année 1966 et un montant de 5 millions d'u.c. pour l'année 1967 sont ouverts pour les mesures à prendre dans les régions d'Italie victimes des inondations catastrophiques. Ces sommes pourront paraître modestes, si on les compare aux crédits que, comme nous venons de l'apprendre avec admiration, le gouvernement italien a ouverts précisément pour la réparation des dommages causés à l'agriculture. Mais ce n'est là qu'une aide qui peut être réalisée rapidement, car nous n'avons pas voulu perdre une minute pour nous acquitter de notre devoir.

La seconde décision concrète se présente, elle aussi, sous forme de proposition de la Commission au Conseil, ayant pour objet la mobilisation de moyens financiers supplémentaires. Elle propose d'utiliser les crédits du budget de la Communauté qui ne sont pas encore utilisés actuellement à des mesures d'aide sociale pour un montant de 15 millions d'u.c. La Commission espère pouvoir accorder ainsi une aide supplémentaire, même si, en raison des possibilités limitées de la Communauté, cette aide peut toujours paraître modeste par rapport à l'ensemble des dépenses.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur le Président.

La parole est à M. Margulies.

M. Margulies, membre de la Commission de l'Euratom. — (A) Monsieur le Président, la Commission partage entièrement les sentiments qui ont inspiré la proposition de résolution en discussion. Elle est prête à répondre à son tour à l'appel qui lui a été adressé et à participer aux mesures d'aide par les moyens dont elle dispose. Permettez-moi d'exposer en quelques mots quelle aide la Communauté européenne de l'énergie atomique a pu apporter. Hier, je n'ai pu indiquer que les grandes lignes ; je possède de maintenant des précisions détaillées.

A Ispra, la Communauté européenne de l'énergie atomique dispose du personnel spécialisé et du matériel dont on a besoin dans les régions sinistrées. C'est ainsi que le soir même de la catastrophe, le 6 novembre, une équipe de médecins a été envoyée dans la région de Pontedera, où elle a pu prodiguer les premiers soins avec l'aide d'ambulances, d'infirmières, etc.

Un groupe de travail composé de techniciens, c'est-à-dire d'ingénieurs et d'électriciens, se trouve à Florence depuis le 7 novembre afin de participer au séchage des livres et des manuscrits à l'aide de pompes de gros calibre et de groupes électrogènes de secours.

Le 9 novembre, des avions de l'aéroclub d'Ispra — les fonctionnaires disposent là-bas d'un groupe d'avions particuliers — ont été mis en service pour

Margulies

transporter des médicaments et des vaccins à Venise.

D'autre part, douze techniciens équipés de matériel pour la transmission des informations ont été envoyés dans la région de Belluno et ils ont pu remettre en état le réseau d'information à l'aide des appareils techniques que nous avons mis à leur disposition. Il a été possible ainsi de sauver des vies humaines.

En outre, les moyens de transport qui servent d'habitude au ravitaillement du centre d'Ispira ont été utilisés pour approvisionner la population en vivres et en eau, et pour évacuer les enfants des régions sinistrées.

Comme nous disposons également de géologues à Ispira, ceux-ci ont été chargés d'étudier sur place si des masses de boue instables risquaient de mettre en péril des maisons ou des installations dans les régions frappées par la catastrophe. Un examen géologique du terrain dans les zones dangereuses a été effectué et des photographes et des avions ont été mis à la disposition pour prendre des photos aériennes. Les autorités compétentes ont été informées des dangers qui ont pu être constatés.

Nous avons pu, d'autre part, déplacer une ligne électrique longue de 5 km et remettre en marche, dans un endroit, les moteurs électriques des chaudières et nous avons surtout pu contribuer à remettre en état le laboratoire d'un hôpital, ce qui était particulièrement important à ce moment-là.

Cette action de secours continue.

Toutes ces mesures d'aide ne sont certes qu'une contribution minime. Leur valeur réside uniquement dans le fait que cette aide a été apportée rapidement.

Le financement en a été assuré par les dons bénévoles des fonctionnaires. Le secrétariat du Conseil de ministres y a également participé.

Entre-temps, 11 tonnes de vêtements et literie, 8,5 t de vivres et 600 kg de médicaments ont été acheminés vers les régions touchées.

Monsieur le Président, je crois que je dois aux fonctionnaires de l'Euratom, qui n'ont pas hésité à accorder leur aide désintéressée, dans un esprit vraiment européen, de porter ces faits à la connaissance du Parlement.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur Margulies.

La parole est à M. De Block.

M. De Block, président en exercice des Conseils. — (N) Monsieur le Président, je voudrais ajouter quelques mots aux paroles de réconfort que mon

ministre a prononcées hier à propos de la catastrophe qui a frappé l'Italie. Je tiens à répéter combien nous sommes reconnaissants à la Commission de la C.E.E. des initiatives rapides et efficaces qu'elle a prises. Ces initiatives figuraient déjà à l'ordre du jour de la première réunion du Conseil de ministres du 24 novembre, au cours de laquelle le Conseil avait manifesté sa solidarité. Le Conseil a décidé de prendre les mesures les plus appropriées en vue d'apporter une aide réelle à la population dans les divers domaines relevant de la compétence de la Communauté.

Par ailleurs, je me plais à souligner que le Conseil espère que les propositions de la Commission de la C.E.E. seront élaborées pour le 6 décembre, si bien qu'à cette date, nous pourrions réellement octroyer une aide à l'Italie. Beaucoup de dommages irréparables ont été causés sur le plan humain et sur le plan matériel, mais nous espérons vivement pouvoir contribuer à la réparation des dommages, pour autant qu'ils soient réparables.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur le Président. Avant de mettre aux voix la proposition de résolution, je donne la parole à M. Vredeling pour une explication de vote.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, j'ai demandé la parole pour une explication de vote dans le but de communiquer au Parlement, à la Commission de la C.E.E. et au Conseil que la commission de l'agriculture se propose d'examiner dès demain, et conformément à la procédure d'urgence, la proposition que nous venons de recevoir, et qu'elle envisage de donner son avis cette semaine encore.

Nous pouvons marquer notre accord complet sur ce qu'a dit M. De Block au nom du Conseil. La commission de l'agriculture estime également qu'il s'agit d'une affaire tellement importante que le Parlement doit se prononcer à ce sujet dès cette semaine.

Par ailleurs, nous voudrions réserver les vœux que nous avons encore l'intention de formuler sur ces propositions de la Commission de la C.E.E. — et nous sommes reconnaissants à la Commission d'avoir présenté ces propositions aussi rapidement — pour notre débat de jeudi, au cours duquel ce problème fera l'objet d'un examen approfondi.

M. le Président. — La parole est à M. Edoardo Martino pour une explication de vote.

M. Edoardo Martino. — (I) Monsieur le Président, vous avez trouvé hier les paroles qui convenaient pour exprimer la solidarité du Parlement européen envers les victimes des inondations en Italie.

Edoardo Martino

Le ton de votre discours traduisait la profonde émotion de l'Assemblée pour la terrible catastrophe qui a frappé un des pays membres et, par là, toute la Communauté.

Comme vous avez parlé avec tant d'autorité au nom du Parlement, j'estime qu'il n'est pas nécessaire de faire d'autres remarques, sinon peut-être celle-ci : qu'en exprimant un avis favorable à l'adoption de la proposition de résolution qui est soumise à notre vote, je voudrais que soit prise en considération la série de propositions présentées par la Commission et que le président du Conseil — si j'ai bien compris — a déclaré dignes d'être prises en considération.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Estève.

M. Estève. — Monsieur le Président, ainsi que l'a dit, tout à l'heure, M. Terrenoire, c'est avec la plus grande tristesse que mes amis de l'Union démocratique européenne et moi-même avons appris les immenses dégâts occasionnés par les inondations du début de cet hiver dans certaines régions italiennes. De tout cœur, nous nous associons tous à la proposition de résolution que nous voterons, bien sûr.

Nous nous inclinons devant les victimes et devant le deuil de leurs familles et de leurs compatriotes. Nous déplorons également toutes les pertes matérielles et exprimons le désir que les institutions européennes veuillent bien envisager d'apporter une aide substantielle et la plus large possible à la réparation des dommages dans le plus grand esprit de solidarité européenne.

Mais je voudrais profiter de ce débat pour signaler qu'une région française et, en particulier, le département d'Ille-et-Vilaine — plus spécialement les villes de Rennes, Vitré et Redon et leurs environs — ont eu à subir pendant la même période des dégâts énormes, résultant d'une crue subite et imprévue de la Vilaine.

Les membres de la Commission de la C.E.E. connaissent bien ce fleuve puisque cette Commission a pris la décision, au titre de l'exercice 1965, d'allouer des crédits d'investissement, importants d'ailleurs, à l'établissement de plans d'eau et de barrages à son estuaire sur l'océan Atlantique par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

Les dégâts en biens publics et privés de cette année, en cours d'évaluation, s'élèveront à 2 ou 3 milliards d'anciens francs.

Ils n'ont certes aucun rapport avec les dégâts immenses constatés en Italie. Je voudrais néanmoins demander à la Commission exécutive de bien vouloir se pencher sur ce problème et d'accueillir favorablement toute demande pouvant être faite par des comités de sinistrés constitués si le gouvernement français en décide ainsi.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution qui fait l'objet du document 131 révisé.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution relative à la catastrophe qui a frappé plusieurs régions d'Italie

Le Parlement européen,

— profondément ému par la catastrophe qui a frappé plusieurs régions d'Italie et qui constitue un deuil pour la Communauté européenne tout entière,

1. Souhaite vivement que les Conseils et les exécutifs élaborent des propositions concrètes visant à accorder par tous moyens appropriés une aide qui contribue à la reprise de l'activité économique et sociale dans les régions ravagées ;

2. Décide de répondre à l'appel lancé par le gouvernement italien et de participer à la souscription ouverte par celui-ci pour porter secours aux populations sinistrées.

M. le Président. — La parole est à M. Oliva.

M. Oliva, secrétaire d'État aux affaires étrangères. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai déjà exprimé hier, en ma qualité de re-

présentant du gouvernement italien, les sentiments de gratitude qui m'animent en ce moment devant un aussi vaste mouvement de solidarité de l'ensemble du Parlement européen à l'égard du peuple italien si durement éprouvé. Dieu sait que l'Italie

Oliva

aurait préféré que le Parlement européen n'ait pas à s'occuper de tels événements ; mais puisqu'une antique sagesse nous enseigne qu'il est inutile de penser qu'un coup de baguette magique peut faire disparaître ce qui est arrivé, je prends acte avec une profonde émotion de ce qui a été confirmé aujourd'hui par les Conseils des Communautés.

Face à l'exceptionnel des événements, tout ceci me donne l'absolue certitude que l'Italie pourra compter sur la solidarité et l'aide concrète de l'Europe. Les hommes auront une fois de plus l'occasion d'apprécier les bienfaits de la bonne volonté, quand cette bonne volonté est inspirée par un sens de grande et profonde fraternité, telle celle que vient d'exprimer le Parlement européen.

(Applaudissements)

8. Budget de la C.E.E. pour 1967

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Charpentier, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration, sur le projet de budget de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1967 (doc. 132).

Avant de procéder à cette discussion et de passer aux votes sur les projets de budgets, je propose au Parlement de ne pas suivre dans toute sa rigueur la procédure de vote par appel nominal sur les propositions de modifications, décidée hier.

En effet, des crises politiques retiennent un certain nombre de nos collègues dans leurs pays respectifs.

Nous sommes toutefois en nombre pour délibérer valablement. J'ai tenu à constater que le nombre des membres de notre Parlement qui ont signé la liste de présence de ce jour atteint la majorité absolue.

Je propose donc, en raison des circonstances et en accord avec M. le Président de la commission des budgets et de l'administration, de procéder tout à l'heure à des votes à mains levées sur les propositions de modification aux projets de budgets.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

La parole est à M. De Block.

M. De Block, président en exercice des Conseils. — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai déjà eu, il y a trois ans, le privilège de présenter au Parlement les projets de budget des Communautés européennes. Je suis très heureux d'avoir à nouveau l'occasion de le faire aujourd'hui.

Je devrai me limiter au projet de budget de la Communauté économique européenne et au projet de budget de fonctionnement de l'Euratom pour le prochain exercice. Malgré tous ses efforts, le Conseil de l'Euratom n'est pas parvenu à établir en octobre le projet de budget de recherche et d'investissement pour 1967. Comme je l'ai déjà dit aux membres de votre commission des budgets et de l'administration, le Conseil exprime tous ses regrets à ce sujet.

Le Conseil n'a pas encore pu se prononcer sur les propositions d'adaptation du deuxième programme que la Commission de l'Euratom avait présentées en même temps que son avant-projet de budget. Je puis vous assurer que le Conseil mettra tout en œuvre pour pouvoir vous soumettre dès que possible le budget de recherche et d'investissement.

Pour ce qui est des projets de budgets de fonctionnement, je signalerai tout d'abord que les Conseils se sont fixé comme ligne de conduite générale d'essayer d'assurer un certain équilibre entre les besoins découlant des activités de la Communauté et les possibilités financières des États membres. La recherche de cet équilibre entre les besoins et les moyens s'impose d'ailleurs impérativement à toute autorité budgétaire. Elle s'impose d'autant plus aux Conseils qu'il s'est révélé nécessaire de maintenir, dans certaines limites, l'accroissement des budgets des pays de la Communauté. L'incidence budgétaire des décisions prises en matière d'agriculture a rendu plus difficile encore la recherche de cet équilibre, ce qui a contraint les Conseils à prévoir des économies plus fortes encore dans d'autres secteurs. Cette nécessité a, bien entendu, pesé également sur les prévisions relatives aux dépenses de fonctionnement, mais à cet égard, il a fallu veiller aussi à ne pas compromettre le fonctionnement normal des institutions.

Après ces quelques remarques de caractère général, je me bornerai à examiner quatre points précis, au sujet desquels vous paraissez nourrir, pour diverses raisons, certaines inquiétudes : je m'en suis rendu compte à l'occasion de l'échange de vues que j'ai eu à ce sujet avec la commission parlementaire compétente. Il s'agit des points suivants :

les promotions dans les services du Parlement européen, les crédits relatifs aux affaires sociales, les effectifs de la Commission de la C.E.E. et, *last but not least*, le Fonds agricole.

Tous ces points sont traités en détail dans les rapports de MM. Charpentier, Battaglia et Merten, que je félicite et remercie pour la qualité de leur travail.

C'est avec satisfaction, vous ne vous en étonnerez pas, que le Conseil a appris que la commission des budgets et de l'administration de votre Parlement est tombée d'accord avec le Conseil, dans de nom-

De Block

breux cas, sur la nécessité de réexaminer certains des postes prévus par la Commission de la C.E.E.

J'en arrive maintenant au premier point, celui des promotions que votre Parlement souhaite pouvoir accorder. Si les Conseils ont estimé devoir adopter à cet égard une attitude modératrice, c'est uniquement parce qu'ils entendaient s'en tenir à une ligne de conduite qui n'est pas nouvelle. En effet, d'une façon générale, les Conseils estiment qu'il n'est pas souhaitable de modifier, par des promotions, les organigrammes actuels. Ils constatent que ces organigrammes permettent aux institutions de pratiquer une politique budgétaire assez souple, surtout lorsqu'il s'agit d'institutions dont l'effectif est considérable et caractérisé, comme c'est le cas en l'occurrence, par une rotation assez rapide.

Les Conseils renvoient à ce propos aux rapports des organes de contrôle, qui formulent des remarques dans ce sens. Chaque année, ces organes signalent qu'un nombre important de promotions ont pu être accordées au cours de l'exercice budgétaire. Les Conseils estiment que leur point de vue, auquel ils souhaiteraient que chacun se rallie, n'a rien de rigide. Ils ne refusent jamais d'examiner, en se référant aux dispositions du statut des fonctionnaires, les difficultés auxquelles la position qu'ils ont adoptée pourrait donner lieu dans telle ou telle institution. Mais après avoir examiné et réexaminé les demandes de promotion présentées par votre institution, ils ont abouti à la conclusion que la situation dans votre secrétariat ne justifie pas de dérogation à la règle générale qu'ils se sont imposée.

Le deuxième point est celui des crédits relatifs aux affaires sociales que la Commission avait prévus dans l'avant-projet de budget, mais qui n'ont pas été repris dans le projet de budget. Je n'aurai pas à m'étendre sur la question, M. Luns en ayant déjà parlé hier.

A un chapitre spécial du Fonds social, la Commission avait prévu un crédit d'environ 3 millions d'u.c., destiné à couvrir la participation financière de la C.E.E. à l'aide accordée aux travailleurs licenciés des mines de soufre italiennes, ainsi qu'un crédit d'environ 500 mille u.c. destiné à l'octroi de bourses aux enfants des travailleurs de cette industrie.

Si ces crédits n'ont pas été prévus au projet de budget, ce n'est pas que le Conseil se refuse à les octroyer ; cela signifie simplement que les principes budgétaires s'opposent à ce que des estimations de crédit soient inscrites au budget sans qu'une décision de principe fixant le montant des sommes à prévoir ait été prise.

Le Parlement a insisté hier, une fois de plus, sur toute l'importance qu'il attache aux mesures à prendre en faveur des travailleurs des mines de soufre italiennes frappés de licenciement. Je suis en mesure de vous confirmer que le travail d'élaboration de la décision que le Conseil doit prendre en la matière

est très avancé. Par conséquent, si, comme on peut l'espérer, une décision favorable est prise le 19 décembre prochain au cours de la réunion des ministres des affaires sociales, il sera sans doute encore possible de prévoir au budget, avant que celui-ci soit définitivement arrêté, les crédits dont l'octroi nous apparaît, à nous aussi bien qu'au Parlement, comme nécessaire et urgent.

Si cet espoir ne se réalise pas, nous devons malheureusement recourir au système de budget supplémentaire. J'espère que s'il en va ainsi, ce budget pourra, grâce à la collaboration de votre Parlement, être arrêté rapidement, de façon que nous puissions liquider sans tarder toutes les mesures voulues.

Les estimations de la Commission relatives à un programme communautaire de formation professionnelle accélérée n'ont pas été reprises non plus au projet de budget, car là aussi, la décision de principe du Conseil faisait défaut. J'espère que ce problème pourra, lui aussi, être résolu le 19 décembre, bien qu'on ne puisse être absolument affirmatif à ce sujet.

Vous n'êtes pas sans avoir remarqué que les crédits prévus pour le Fonds social européen ont été réduits. Le montant des crédits est tombé de 21,6 à 19,8 millions d'u.c. Ce dernier montant correspond à peu près à celui de 1965. La réduction porte sur les crédits de réinstallation et de reconversion et n'appelle aucune remarque particulière. En fait, les estimations au Fonds social découlent de dispositions réglementaires et ont fait l'objet d'un avis favorable du Comité du Fonds.

Comme l'a fait remarquer votre rapporteur, elles correspondent aux opérations effectuées par le Fonds sous sa forme actuelle. Bien entendu, on pourrait être amené à modifier ces chiffres en fonction des résultats de l'examen, auquel le Conseil procède actuellement, des propositions de la Commission relatives aux interventions du Fonds social. L'incidence financière des décisions qui seront prises en la matière ne trouvera vraisemblablement son expression que dans le budget de 1968, en raison des dispositions applicables à l'introduction des demandes de remboursement au titre du Fonds social.

J'en arrive ainsi au troisième et, à mon sens, au plus important des points que je me proposais d'examiner avec vous, la question des effectifs de la Commission.

Je puis vous assurer que le Conseil a étudié avec une attention toute particulière les demandes de personnel de la Commission qui ont été présentées dans les avant-projets de budgets supplémentaires pour 1966 et dans l'avant-projet de budget pour 1967. Le Conseil a tenu compte comme il se devait du fait que les décisions récentes du Conseil imposent à la Commission l'obligation de faire face, en matière d'agriculture, à de nouvelles tâches et à une extension des tâches qui lui incombent déjà.

De Block

Le Conseil n'ignore pas non plus qu'il y a eu également accroissement des tâches, bien que dans une mesure moindre, dans d'autres secteurs en extension, tels que ceux du marché intérieur, de l'Outre-mer et du contrôle financier du Fonds européen de développement et du Fonds agricole.

Un examen judicieux des demandes d'extension de l'effectif suppose que l'on ait égard à trois éléments indispensables, à savoir l'organisation des services, la politique du personnel et le budget. Les demandes de création de nouveaux postes ne doivent jamais être considérées isolément.

Or, la Commission organise ses services comme elle l'entend et a sa propre politique du personnel. Si ce sont là des choses dont nous n'avons jamais voulu nous mêler, le Conseil n'en a pas moins le droit, mieux, le devoir de tenir compte de tous les éléments voulus d'appréciation des demandes.

Le premier de ces éléments, c'est incontestablement le nombre de postes accordés. Permettez-moi de vous rappeler quelques chiffres, je ne citerai que les principaux.

La Commission dispose actuellement pour ses propres services de quelque 2 700 postes, dont 750 de la catégorie A, 500 de la catégorie B et 1 000 de la catégorie C. Elle dispose en outre, dans la section C.E.E. des services communs, de plus de 285 postes, dont 115 de la catégorie A.

Eu égard à l'importance de cet effectif, le Conseil a le devoir de s'assurer qu'il est pleinement utilisé, avant d'envisager la création de nouveaux emplois.

J'ajouterai que lorsqu'on dispose d'un effectif aussi important, la nécessité de faire face à des tâches nouvelles n'implique pas nécessairement la création de nouveaux emplois. Le Conseil ne doute d'ailleurs pas que la Commission s'efforce d'utiliser aussi rationnellement que possible le personnel dont elle dispose.

Après un examen approfondi de la situation et des échanges de vues avec la Commission, le Conseil estime que la Commission devra intensifier ses efforts dans ce sens. Le Conseil a fait à ce propos à la Commission quelques suggestions qui figurent dans l'exposé des motifs. Le Conseil estime, par exemple, que lorsqu'un poste devient vacant, il faut examiner s'il ne conviendrait pas de l'affecter, au moins temporairement, à un autre secteur.

En outre, le Conseil est d'avis qu'il ne faut pas hésiter à recourir au détachement temporaire de fonctionnaires, en tenant compte du volume et de l'ordre de priorité des différentes tâches. Il estime enfin que le regroupement des tâches dans un nombre plus restreint d'unités administratives permettrait de libérer des fonctionnaires au bénéfice d'autres secteurs.

Pour toutes ces raisons, le Conseil estime avoir accordé à la Commission un supplément d'emplois

suffisant pour qu'elle soit en mesure de mener à bien les travaux qui lui incombent.

Un mot du nombre d'emplois qui a été accordé. Il est de 186 emplois, dont 80 de la catégorie A, qui, comme je viens de le dire, compte 750 fonctionnaires. Le nombre des emplois de catégorie A augmente donc d'environ 12 %. La plupart de ces emplois seront attribués à la direction générale « agriculture », à raison de 60 emplois de la catégorie A, 8 de la catégorie B et 60 de la catégorie C.

Vu l'urgence des travaux à mener à bien dans ce secteur, le Conseil a autorisé la Commission à engager dès à présent les procédures de recrutement, de façon qu'il puisse être pourvu à ces emplois dans le plus bref délai.

A ces nouveaux emplois s'ajoutent ceux que le Conseil de ministres a créés pour la section C.E.E. des services communs, notamment pour l'Office statistique, qui s'est vu attribuer 15 nouveaux postes.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'en arrive au dernier point : le Fonds agricole. Les prévisions relatives à ce Fonds s'élèvent à 537 millions d'u.c., soit 403 millions pour la section « garantie » et 134 millions pour la section « orientation ». Il ne s'agit que d'évaluations et de montants arrêtés provisoirement. Pour les apprécier en pleine connaissance de cause, il faut d'abord savoir qu'ils se rapportent, en partie, à des dépenses relatives à la période de comptabilisation 1964/1965. Le budget de 1966 prévoyait déjà des crédits relatifs à cette période. Il convient d'en tenir compte lorsque l'on compare les montants mis à la charge du Fonds agricole, respectivement en 1967 et en 1966.

Si des crédits ont encore été prévus au budget de 1967 pour l'année comptable 1964/1965, c'est tout d'abord en raison de l'état d'avancement des opérations de remboursement des dépenses nationales dans le cadre de la section « garantie ».

D'autre part, en ce qui concerne la section « orientation », la Commission de la C.E.E. s'est trouvée, en raison des dates auxquelles les projets avaient été introduits, dans l'impossibilité de prendre toutes les décisions voulues avant la fin de l'exercice budgétaire en cours, si bien que les crédits prévus au budget de 1966 tomberont en annulation.

L'exposé des motifs indique clairement pourquoi les crédits prévus pour cette période au budget de 1967 sont un peu inférieurs à ceux qui avaient été prévus au budget de 1966.

Les prévisions relatives au Fonds agricole se rapportent, quant au reste, aux dépenses de la période de comptabilisation 1965/1966. Ces dépenses ne seront sans doute pas liquidées pendant l'exercice budgétaire 1967, mais les règlements existants imposent de les prévoir au budget de 1967.

De Block

Avant de terminer, je voudrais encore dire un mot d'un problème spécifique qui intéresse toutes les institutions.

Comme le dit l'exposé des motifs, les dépenses des institutions pourraient encore augmenter à la suite des propositions en matière de rémunération du personnel dont les Conseils ont été saisis par les Commissions. Les Conseils espèrent pouvoir se prononcer à ce sujet dans un proche avenir. Il n'est donc pas exclu que les crédits permettant de couvrir les dépenses à résulter de leurs décisions puissent encore être prévus aux budgets avant que ceux-ci soient arrêtés définitivement.

Le Conseil de ministres saurait gré au Parlement européen de réserver cette possibilité à la fin du débat de façon à éviter le dépôt d'un budget supplémentaire et tous les retards qui en résultent habituellement.

J'espère, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, que vous serez satisfaits de ces précisions portant spécialement sur les points qui ont été discutés avec la Commission de la C.E.E. et dont il est fait état dans les rapports que vous avez consacrés aux budgets. Je reste bien entendu à votre entière disposition pour répondre de mon mieux aux questions et aux suggestions qui pourraient encore être formulées dans cet hémicycle.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie Monsieur le Président des Conseils d'avoir groupé les trois débats.

Nous passons à la discussion du budget de la C.E.E.

Après avoir entendu le rapporteur, M. De Block voudra sans doute répondre séparément aux questions posées sur chaque budget.

La parole est à M. Charpentier.

M. Charpentier, rapporteur. — Monsieur le Président, je ne reprendrai pas dans le détail l'examen des crédits budgétaires de la C.E.E. pour 1967, me réservant, s'il y a lieu, de répondre aux questions qui pourraient être posées à la commission des budgets et de l'administration.

Je désire seulement, avant de présenter des conclusions plus personnelles, et après avoir marqué la satisfaction de la commission compétente du dialogue devenu traditionnel avec le Conseil, me limiter à quelques observations sur des problèmes essentiels soulevés par ce budget, à savoir les crédits sociaux, ceux du personnel, les fonds spéciaux.

Avant de présenter ces observations, je tiens toutefois à assurer nos amis italiens de la vive sympathie des membres de la commission des budgets et de l'administration qui, pour reprendre

la formule de la commission politique, ont désiré manifester « par toutes mesures utiles et de toute urgence » leur profonde solidarité à l'Italie si cruellement éprouvée. A cet effet, la commission a déposé un amendement tendant à inscrire au chapitre 14, article 145, une ligne budgétaire spéciale. La commission des budgets et de l'administration n'a pas cru devoir y inscrire des crédits pour la seule raison qu'elle ne possédait pas d'éléments suffisants pour le faire. Elle compte que le Conseil le fera en collaboration avec la Commission de la C.E.E. En dehors d'un secours immédiat, l'aide à fournir devrait, comme M. le président Hallstein vient de le confirmer, pouvoir se manifester, entre autres, par le moyen du F.E.O.G.A. et de la Banque européenne d'investissements.

J'en viens à mes différentes observations, Monsieur le Président.

Sur le plan social tout d'abord, il est vrai que les projets sociaux nécessitent en général d'importants moyens financiers. Il est vrai que l'harmonisation progressive des législations sociales pose de bien difficiles problèmes. La commission des budgets, comme la commission sociale, en a parfaitement conscience.

Mais comment qualifier la carence complète des ministres des affaires sociales qui ne se sont pas réunis depuis octobre 1964 ! Le Conseil veut-il réserver aux problèmes sociaux une part secondaire ? Une réponse franche serait nécessaire. Certains se demandent, en effet, si le Conseil ne déploie pas son imagination pour se livrer à un petit jeu de retardement. Ainsi se retranche-t-il, pour refuser des crédits, derrière le fait qu'il n'a pas arrêté de décision de principe. Mais il ne trouve pas le temps de prendre cette décision ! Ou encore, au moment de la discussion des budgets, il pense prévoir l'inscription des crédits à un budget supplémentaire. Mais les mois passent, et il arrive un moment où il devient préférable d'attendre le budget de l'année suivante.

Le président De Block a bien voulu, il est vrai, affirmer à la commission des budgets — et il vient de le faire à nouveau — que des crédits pratiquement promis il y a un an par le ministre Fischbach et le président Werner seraient sans doute accordés en temps utile pour être inscrits au budget ou feraient l'objet d'un budget supplémentaire. Il s'agit de crédits destinés à la formation professionnelle des enfants des travailleurs de l'industrie du soufre en Italie, et à la formation professionnelle accélérée pour parer à une certaine pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans la Communauté.

Forte de l'assurance de M. De Block, la commission des budgets et de l'administration a adopté un amendement tendant à bloquer un crédit en recettes et en dépenses de 380 500 u.c., en vue de réaliser ainsi au moins la moitié de l'effort prévu par la

Charpentier

Commission de la C.E.E., amendement que le Conseil voudra sûrement accepter.

D'une façon générale, la commission demande au Conseil de faire sortir les problèmes sociaux de leur enlisement. La Communauté européenne était et devrait encore être une grande espérance populaire. Que les progrès économiques se traduisent par des avantages sociaux, c'est indéniable et c'est heureux, mais si un jour la Communauté rétrécissait son point de vue et son champ d'action pour n'être pratiquement, sauf pour l'agriculture, qu'une union douanière, l'idéal européen aurait été bafoué.

L'inquiétude ne diminue pas, Monsieur le Président, je serais tenté de dire au contraire, après avoir examiné les crédits accordés pour la création de nouveaux postes de personnel demandés par la Commission de la C.E.E.

Il est certes normal que le Conseil soit davantage préoccupé par des soucis financiers et la Commission de la C.E.E., elle, par le désir de mener à bien ses lourdes tâches. La commission des budgets et de l'administration a donc le devoir de chercher objectivement ce qui peut être économisé. Elle a, dans cet esprit, approuvé un certain nombre de décisions du Conseil qui représentaient des économies importantes, et déclaré s'opposer aux économies qui mettent en cause la tâche même que la Commission doit accomplir pour progresser.

Or, sur le plan de ces tâches, dans quelle situation se trouve la Commission ? Elle doit bien admettre que malgré l'effort considérable fourni par tant de membres de son personnel, elle n'a pas bien souvent pu mener en temps utile les tâches qui lui étaient confiées.

Ainsi, malgré la crise et un certain ralentissement de son activité, elle n'a pas pu, par exemple, répartir les charges entre les États membres pour les campagnes agricoles 1962-1963 et 1964-1965 ; elle n'a pas non plus été capable, et pour cause — j'y reviendrai — de contrôler véritablement les dépenses du Fonds de garantie.

La Commission devrait pouvoir également accélérer davantage l'examen des dossiers du Fonds d'orientation. Quant au droit d'établissement et à la libre prestation des services, le retard est manifeste. La Commission a déjà dans le passé réclamé des effectifs plus importants qu'elle n'en a reçus ; elle a aussi déposé des demandes dans deux budgets supplémentaires pour 1966. Le Conseil s'est borné à autoriser les recrutements en 1966 pour qu'ils soient effectifs dès le début de 1967. Mais la Commission ne doit pas seulement rattraper un certain retard, elle doit surtout permettre la mise en application des décisions capitales du Conseil et aussi les tâches prévues au traité.

La principale de ces tâches consiste à achever pour le 1^{er} juillet 1968 l'ensemble de la politique

agricole commune pour laquelle déjà tant de réalisations positives ont été faites, mais cela représente quelque 321 textes pour lesquels un calendrier très serré et impératif a été établi. Pour accomplir une telle tâche, un personnel d'appoint temporaire serait-il suffisant ? Certainement non. Il ne s'agit pas seulement d'élaborer des textes, mais bien davantage encore de suivre de près la vie des différents marchés organisés, ceux déjà existants et ceux à créer.

Serait-ce là un acte de foi dans l'avenir auquel nous devrions renoncer ? Pour cette même date du 1^{er} juillet 1968, le Conseil a décidé que les produits devraient librement circuler à l'intérieur de la Communauté. Cette décision en entraîne de très nombreuses autres, tendant, par exemple, à une harmonisation en matière douanière et fiscale, au règlement du problème des ressources communautaires ou, au pire, à l'établissement d'un système général de péréquation, à l'institution d'une politique commerciale commune. Comment chaque pays pourrait-il régler ses propres accords commerciaux sans affecter directement ses propres partenaires ?

D'autres décisions s'imposent encore :

- obtenir des solutions concrètes en matière de brevets, de liberté d'établissement, de création de sociétés de type européen ;
- réaliser une politique commune des transports et de l'énergie, une politique sociale et régionale ;
- assurer le bon fonctionnement du F.E.D., pour suivre les négociations du *Kennedy round*, continuer à négocier avec un certain nombre de pays comme l'Autriche, Israël et les pays africains.

La Commission et le Parlement sont aussi bien conscients — le Conseil semble bien plus réticent et pourtant le temps perdu sera difficile à rattraper — bien conscients, dis-je, de la nécessité d'une politique de recherche commune et d'une politique de l'industrie commune.

Quel travail, Monsieur le Président, attend la Commission ! Et pourtant je n'ai pas voulu établir, loin de là, un catalogue complet de ce qu'il y aurait à faire. Pour réaliser ces tâches, la Commission estime nécessaire le concours de 547 agents nouveaux. Le Conseil, en réponse, nous en attribue 186. L'écart est tel que la demande de crédits correspondants ou le montant des crédits accordés ne peut être a priori qu'irraisonnable pour ne pas employer le mot de déraisonnable.

En tout cas, pour la première fois, la Commission de la C.E.E. dégage officiellement toute responsabilité concernant le respect des délais imposés par le Conseil. Pour justifier son refus, le Conseil invoque d'abord la possibilité de muter les agents.

Charpentier

L'exécutif, interrogé par la commission des budgets et de l'administration, a fait état, en dehors d'un certain nombre de mesures de réorganisation de service, d'assez nombreuses mutations.

Sans doute de plus nombreuses auraient été rendues possibles par la fusion des communautés, mais quand se produira-t-elle ? En outre, certaines mutations ne sont pas possibles, car elles concernent des postes très spécialisés.

Le Conseil de ministres invoque encore la nécessité d'une grande rigueur financière, mais la diminution de crédits représente 8 % environ du total des crédits demandés pour le personnel et moins de 4 pour 1 000 du crédit du F.E.O.G.A.

Devant une telle situation, la commission des budgets et de l'administration s'est interrogée. Elle n'est pas compétente pour indiquer le nombre exact de postes nécessaires, mais elle tient à ce que la Communauté progresse, et que les décisions du Conseil ne restent pas lettre morte. Elle dégagerait donc totalement sa responsabilité si le Conseil se refusait à reconsidérer sa position. Elle a l'impression très nette que l'exécutif a besoin de la totalité ou de la plus grande partie des postes nouveaux qui sont demandés.

Aussi, sans aller jusqu'à repousser l'ensemble du budget, elle a, pour amener le Conseil à réviser sa position, déposé un amendement qui ne porte pas, en réalité, sur le chiffre nécessaire d'agents nouveaux. Il se borne à indiquer la proportion de postes B et C qu'il lui semble logique d'accorder en concordance avec les postes A.

Si, en effet, le Conseil a accordé un poste A nouveau sur deux demandés, il a accordé un seul poste B sur les huit demandés, et un seul poste C sur quatre demandés, malgré l'accroissement marqué des tâches de gestion et d'exécution. Se tournant vers le Conseil, la commission des budgets et de l'administration lui demande la vraie raison du rejet de deux nouveaux postes sur trois. Le Conseil désire-t-il progressivement déposséder la Commission de ses prérogatives et charger des fonctionnaires nationaux des tâches qui doivent, d'après le traité, revenir à la Commission ? N'attache-t-il aucun prix à la tenue des échéances qu'il a lui-même fixées ? Croit-il sérieusement que les tâches à accomplir puissent l'être ?

Le 1^{er} juillet 1968 ne doit-il pas être une date fondamentale pour les six pays de la Communauté ?

J'en viens, Monsieur le Président, à mes observations concernant le Fonds social et le F.E.O.G.A. Toutefois, je désire auparavant faire une remarque plus secondaire. Elle a trait à un crédit nouveau qui apparaît au F.E.O.G.A. : 1,5 million d'u.c., en effet, ont été demandés par la Commission de la C.E.E. et 200 000 accordées par le Conseil, en vue

de faire face aux différences de taux de change pouvant exister entre les différents États membres.

Les prix des produits agricoles ont pourtant été fixés en unités de compte. Ainsi ils étaient indépendants des mouvements de change et présageaient l'établissement, un jour, d'une monnaie européenne. Cela reste toujours vrai, mais le texte d'application financier prévoit que les règlements se feraient en monnaie nationale, et suivant le cours du jour. N'est-il pas possible de modifier ce texte financier pour que les échanges soient réglés en unités de compte ? Le calcul n'en serait-il pas autrement simple, avantageant ou désavantageant tantôt un pays, tantôt un autre ? Ne resterait-on pas davantage dans la ligne des décisions déjà prises en matière de fixation des prix ? C'est en tout cas l'avis de la commission des budgets.

J'en viens maintenant à mes observations. Un simple examen permet tout d'abord de constater qu'il ne s'agit pas de crédits de caractère budgétaire. Les titres I, II, III et IV représentent, eux, des crédits de tel caractère. Ils portent sur un total de 55 753 920 u.c., réduit par le Conseil à 48 375 960 u.c., crédits d'ailleurs insignifiants relativement à ceux des budgets nationaux.

Les fonds spéciaux portent, eux, sur 560 396 605 u.c. et représentent environ 90 % des crédits demandés.

Ces crédits ne peuvent même plus être discutés. Les sommes correspondantes ne regardent pas l'avenir, mais le passé. Elles sont déjà engagées, décidées. Les parlements nationaux, comme le Parlement européen, sont là pour les entériner.

L'essentiel des crédits intéresse le F.E.O.G.A.

Pourtant, ce n'est pas, contrairement à ce que pensent certains de nos collègues, le montant des crédits qui m'effraie. Il ira du reste en augmentant. Dans un monde où la loi de l'offre et de la demande prime, il n'est possible à aucun pays — en tout cas en Europe — de se passer d'organisation de marchés, de prix plus ou moins garantis, pour assurer la double sécurité du producteur et du consommateur contre les aléas du marché. En contrepartie, chacun de nos pays doit pouvoir économiser sur certaines de ses dépenses nationales. Une politique agricole commune doit surtout permettre, outre un minimum de sécurité, une expansion de l'ensemble de l'économie communautaire.

Mais je reviens au fait que les crédits du Fonds concernent des dépenses engagées pour soulever le problème de leur contrôle technique et politique.

Sur le plan technique, tout d'abord, existe-t-il un contrôle digne de ce nom ? Certainement pas. La Commission n'en est pas responsable. Elle dispose en effet dans la catégorie A de deux agents — plus un troisième qui a été muté — et de deux

Charpentier

experts pour contrôler, au cours de la campagne 1965-1966, 403 millions d'u.c. de la section garantie du F.E.O.G.A.

Sur le plan de la *section orientation*, la situation n'est pas beaucoup plus brillante, et 500 projets attendent d'être étudiés. Le Conseil trouve-t-il cette situation normale ?

Est-il certain qu'une fois les remboursements opérés par le Fonds de garantie à 100 %, les administrations ne seront pas tentées de présenter, comme relevant de la Communauté, des dépenses d'ordre national ?

Il faut donc étoffer le service existant, qui fait tout son possible mais ne peut rattraper son retard, et procéder à un contrôle sérieux, même par sondages. Il faut également établir les critères pour les produits laitiers et, d'une manière générale, préciser au maximum tous les critères pour éviter une marge d'appréciation qui ne peut être que source d'injustices et d'abus.

Il faut enfin que le contrôle soit possible. S'il ne faut pas, sans doute, à ce stade, doter la Commission de pouvoirs d'investigation, ce ne peut être qu'à la condition, pour elle, de trouver dans chacun des six pays le concours loyal, sincère, actif, nécessaire.

Il faudra enfin créer un jour un corps douanier européen.

Mais un contrôle technique ne suffit pas. Il faut également un contrôle politique.

A priori, ce contrôle politique est d'abord fonction de la présentation des dépenses. Certes, il aurait été très difficile d'opérer au départ autrement qu'il n'a été fait. Certes également, les prévisions en matière de F.E.O.G.A. seront assez fragiles. Elles ne peuvent avoir qu'un caractère évaluable.

Le montant des crédits nécessaires dépendra du niveau des prix de la Communauté et de celui des cours mondiaux, de l'importance de la production et des besoins de la Communauté, de l'ampleur des échanges intracommunautaires, du degré de développement des organisations mondiales du marché, etc.

Mais, même avec ces crédits, une présentation prévisionnelle serait intéressante. Une solution transitoire devrait être prévue dès le prochain budget, en y annexant les prévisions de dépenses pour l'exercice suivant. Dans la période définitive, il faudrait, au contraire, porter en annexe au budget les dépenses réelles effectuées la campagne précédente. Encore faudrait-il connaître plus en détail les différentes dépenses. Si je prends l'exemple des céréales, il faudrait connaître le montant des prélèvements engagés et celui des restitutions accordées pour chaque céréale. Ainsi renseigné sur les dé-

penses passées et celles prévues pour l'exercice suivant, le Parlement européen pourrait alors discuter des dépenses du F.E.O.G.A. dans le cadre d'un large débat sur la politique agricole et contribuer à dégager des orientations peut-être différentes de celles qui existaient. Cela est d'autant plus nécessaire que l'addition des six politiques agricoles nationales doit disparaître non seulement au bénéfice d'une série d'organisations des marchés communautaires, mais au bénéfice d'une vraie politique agricole commune, ce qui signifie aussi des spécialisations de production plus poussées, des échanges intra- et extracommunautaires différents de ceux qui existent.

Dans cet esprit, le F.E.O.G.A., *section garantie*, ne peut pas et ne doit en aucun cas devenir une simple caisse chargée de régler bilatéralement les affaires opérées par chaque pays.

Ces observations valent de la même façon pour le F.E.O.G.A., *section orientation* et pour le Fonds social, autant pour le contrôle technique que pour le contrôle politique.

Comment ne pas rappeler que des réformes du Fonds social — en vue d'accroître son efficacité — ont été soumises depuis deux ans par la Commission de la C.E.E. au Conseil, sans que ce dernier se soit encore prononcé à leur égard ?

Les opérations devraient être faites dans le cadre d'une politique régionale européenne débattue au Parlement européen, politique qui fasse abstraction des frontières nationales.

La création d'un marché de 200 millions d'habitants ne se fera pas sans amener, si des précautions ne sont pas prises, de grandes concentrations dans certaines régions.

Assisterons-nous impuissants à la misère de certaines régions excentrées, à leur dépopulation au profit de grands centres ou ne chercherons-nous pas — et qui davantage que le Parlement européen doit s'en préoccuper ? — à maintenir un certain équilibre grâce à l'action des deux Fonds ?

Les mêmes observations peuvent être faites concernant leur fonctionnement ; leur rôle ne doit pas se limiter à des opérations bilatérales entre une caisse commune et chacun des pays membres pris séparément.

Les dépenses de ces Fonds, même si elles sont actuellement conformes à certains critères communautaires, ne font même pas, semble-t-il, l'objet d'une coordination de projets entre les pays, alors qu'elles devraient être pensées, discutées, arrêtées dans le cadre d'une politique régionale européenne. Cette dernière doit sortir des grandes formules où elle est jusqu'ici enfermée pour se concrétiser par la réalisation d'un programme, d'un plan à l'échelle de la Communauté.

Charpentier

En bref, le budget devrait être l'expression d'une politique à l'échelle de l'Europe des Six. S'il n'en était pas ainsi, nous aurions failli à notre mission.

Le contrôle politique devrait, bien entendu, être aussi rendu possible grâce à l'existence d'un vrai parlement dont les pouvoirs augmenteraient progressivement.

D'une façon générale, le Conseil, dont je voudrais savoir s'il partage le même point de vue, la Commission et le Parlement portent une lourde responsabilité à l'égard des populations de nos six pays.

Je conclus, Monsieur le Président, par quelques observations personnelles.

Comme tous les vrais Européens je me pose plus que jamais trois questions : l'Europe est-elle démocratique ? Est-elle communautaire ? Progresses-t-elle ?

Est-elle démocratique ? Force est de constater qu'elle ne fonctionne pas d'une manière démocratique. Je reconnais volontiers qu'il était difficile, les premières années, d'éviter que le Conseil ne se borne pas à prendre des décisions, mais légifère et garde même un certain secret de ses délibérations, le Parlement ayant des pouvoirs limités.

Mais, en contradiction avec le traité, le Parlement n'est toujours pas élu au suffrage direct et le Conseil refuse d'accorder au Parlement des pouvoirs accrus.

Ainsi le Conseil prend, sur proposition de la Commission, et semble même tenté de le faire en dehors d'elle, des décisions sans, bien souvent, être pratiquement responsable devant les parlements nationaux et le Parlement européen. Le Conseil décide du montant des dépenses dont la plupart échappent à tout contrôle. Enfin, il conserve toujours le secret de ses délibérations.

Ce système a tous les inconvénients. Le secret filtre forcément plus ou moins, mais donne lieu à des interprétations assez variables suivant les pays.

En s'adressant au président en exercice du Conseil, la personnalité du président De Block n'est nullement en cause, le Parlement a en face de lui un ministre qui assume une responsabilité le plus souvent collective, vague, insaisissable. Il ne peut pas faire état des positions des pays membres ; il ne peut que s'aligner sur la position la plus en recul de celles des six pays.

Il est difficile d'engager un vrai dialogue dans de telles conditions.

Si le secret était levé, la responsabilité de chaque pays serait mieux connue et les positions plus claires.

En bref, c'est une série de réformes qui devrait progressivement s'instaurer et aller jusqu'à prévoir

un sénat européen, cher à M. Dehousse, sénat représentant des collectivités locales.

L'Europe est-elle communautaire ? Il semble que le communautaire disparaisse de plus en plus pour faire place au bilatéral ou au multilatéral, et ceci sur le plan de la C.E.C.A., de l'Euratom comme sur celui de la C.E.E.

Chaque pays pense, semble-t-il, chaque jour davantage, les problèmes en fonction de ses seuls intérêts, plutôt qu'en fonction de l'intérêt communautaire ; et encore, les Commissions, par leur rôle, tempèrent cette évolution.

Allons-nous aboutir à une caricature de la Communauté ? A la place des ressources propres à celle-ci, permettant d'appliquer une véritable politique économique et sociale commune, chaque pays va-t-il, en fin de compte, apporter sa contribution suivant une série de clefs pour se répartir ensuite avec les autres pays de la Communauté les ressources devenues communes ?

Enfin, l'Europe progresse-t-elle ?

Je commence à en douter. Certes, la Communauté a connu au départ une expansion économique et sociale qui a été un stimulant et, inversement, la poursuite de la Communauté a favorisé à son tour sa propre expansion. Aujourd'hui, cette expansion est un peu ralentie !

Certes, les progrès se sont faits par à-coups et des étapes ont été franchies un peu à l'arraché et les dernières encore récemment.

Certes, les nombreuses demandes d'association sont une preuve de vitalité.

Mais il manque au Conseil, pour progresser, une volonté politique, et un véritable climat de confiance ne semble plus régner.

Certaines méthodes en sont en partie responsables, mais aussi des divergences plus ou moins profondes entre les pays membres sur la politique extérieure et sur la conception de l'Europe elle-même.

La fusion des exécutifs se présente un peu comme un test à cet égard. Elle devait avoir lieu le 1^{er} janvier 1966, puis en octobre dernier. Aucune date n'est plus prévue... Ce renvoi à une date indéterminée est inquiétant. Si cela continue, le problème de la fusion rejoindra celui du siège. Cette incertitude est dissolvante, cette attente pourrait à la longue devenir mortelle. Pour ma part, je préférerais encore que le Conseil, s'il ne peut pas fixer une date vraiment rapprochée, la repousse au 1^{er} juillet 1968.

Au moins, les hommes en place, qui ont fait leur preuve, sauraient-ils qu'ils sont responsables de la tâche à accomplir d'ici à cette date.

Charpentier

De toute façon, si le principe de la rotation de la présidence de la Commission est très acceptable, celle-ci ne devrait en aucun cas être appliquée tous les deux ans, alors qu'une certaine stabilité est nécessaire pour accomplir une œuvre de cette importance.

Le refus du Conseil d'accorder à la Commission le personnel nécessaire peut, sur un autre plan, être considéré comme un certain désintéressement du respect des échéances fixées.

Bien entendu, l'intérêt des six pays est de poursuivre la construction de l'Europe ; leurs entreprises ont investi, ont organisé leur marché dans cette perspective. Mais si l'Europe devait un jour se réduire à une énorme affaire commerciale, l'immense espérance qui s'était levée dans le cœur de ceux qui voulaient voir plus haut et plus loin risquerait d'être cruellement déçue.

(Vifs applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse, au nom du groupe socialiste.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, je désire tout d'abord m'associer aux paroles que vous avez prononcées tout à l'heure, lorsque vous avez constaté que nous étions dans l'impossibilité d'appliquer une disposition de procédure que nous avions cependant arrêtée nous-mêmes, et cela la première fois où le problème de cette application se posait.

Trois crises ministérielles, à différents stades d'évolution, existent pour le moment en Europe occidentale. Elles ont évidemment pour effet de creuser des vides dans nos rangs. Je ne veux en tirer qu'un seul enseignement. C'est qu'il est temps, grand temps, si l'on veut que ce Parlement vive, je serais même tenté de dire survive, d'obtenir qu'il soit enfin élu au suffrage universel, car c'est la seule façon pour lui de s'acquitter des tâches qui lui sont confiées.

(Applaudissements)

M. le Président. — Mon cher collègue, après cette déclaration, revenons-en au budget si vous le voulez bien !

M. van der Goes van Naters. — Oh, Monsieur le Président !

M. Dehousse. — Je crois, Monsieur le Président, que ma déclaration a un rapport direct avec la discussion du budget.

M. van der Goes van Naters. — Un rapport cent pour cent !

M. Dehousse. — Elle en découle en droite ligne. En effet, l'auditoire que nous avons sous les yeux est la démonstration de l'exactitude des paroles que je viens de prononcer !

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ma tâche va se trouver considérablement facilitée non seulement par l'excellent rapport de M. Charpentier, mais par le commentaire verbal très circonstancié qu'il vient de nous en donner.

Le budget de 1967 présente un certain nombre de caractéristiques bien particulières par rapport aux budgets des années précédentes.

C'est un budget record : il est en augmentation de près de 240 millions d'u.c. par rapport à 1966. La principale augmentation, de 236 millions, a trait aux dépenses pour le F.E.O.G.A.

Pour la première fois aussi, des crédits importants ont été prévus en ce qui concerne la politique agricole commune : plus de 537 millions d'u.c.

C'est également le premier budget qui fait suite à la crise qu'a traversée, l'année dernière, la Communauté économique européenne. Cependant, Monsieur le Président, ce budget se ressent encore à bien des égards de la crise à laquelle je viens de faire allusion. Il suffit de le parcourir pour constater tout de suite combien sont nombreuses les décisions que le Conseil de ministres aurait dû prendre et qu'il n'a pas prises.

M. Charpentier a cité le cas du domaine social. La Commission de la C.E.E. a introduit, il y a déjà plus de deux ans, plusieurs propositions d'ordre social. Elle a fait davantage : elle a normalement tiré les conséquences financières de la mise en œuvre que l'on pouvait attendre de ces propositions dans son avant-projet de budget pour 1967.

Ainsi qu'on l'a souligné devant nous, le Conseil a purement et simplement supprimé ces crédits et il s'est servi pour la circonstance d'un bien pauvre, j'allais dire d'un bien piètre motif. Il a allégué qu'il n'avait pas pris préalablement de décisions de principe sur de telles dépenses. Mais ce qu'il se garde bien d'expliquer, c'est pourquoi il n'a pas pris de décisions de principe. S'il ne les a pas prises, c'est tout simplement parce que, depuis deux ans, il ne s'est plus réuni pour traiter des problèmes sociaux, lesquels apparaissent comme bien secondaires dans la C.E.E., comme mon ami Troclet aura l'occasion de le rappeler dans quelques instants.

Le budget que nous avons sous les yeux aurait dû être aussi — et l'on n'y pense pas sans une certaine amertume — le premier budget préparé par la Commission unique, par la Commission issue de la fusion des trois exécutifs. Cela aussi, Monsieur le Président, malgré les apparences, c'est un point qui a un rapport direct avec le sujet que je suis en train de traiter...

Dehousse

Il est bien évident que nous ne devons perdre aucune occasion, fût-ce la discussion du budget, pour rappeler que le problème de la fusion des exécutifs et, par-delà, le problème de la fusion des Communautés appelle des solutions urgentes. En l'occurrence, pour la petite fusion, la fusion des exécutifs, un traité a été signé à Bruxelles le 8 avril 1965, il y a donc plus d'un an et demi. Les parlements des six pays ont tous donné l'approbation requise par leur droit constitutionnel. On en vient donc à se demander pourquoi, ces approbations étant obtenues, les gouvernements ne passent pas à la ratification du traité et ne mettent pas ce dernier en vigueur. Aussi longtemps qu'il en sera ainsi, nous trouverons dans une situation à laquelle je me référerais dans un discours prononcé ici même le mois passé : c'est que le mandat des membres de la Commission a pris fin depuis le 1^{er} janvier 1966 et que s'il se prolonge, si nous avons le bonheur d'avoir encore un gouvernement communautaire, c'est en vertu d'un artifice de procédure. Une disposition prévoit, en effet, que, comme les parlementaires, les membres de l'exécutif restent en fonction jusqu'à l'installation effective de leurs successeurs.

Le budget de 1967, malgré les inquiétudes que l'on éprouve sur le problème de la fusion, malgré le non-renouvellement du mandat des membres de l'exécutif, devait être le budget non pas seulement de la reprise — avec dynamisme — des activités communautaires, mais aussi le budget qui aurait permis de rattraper le retard qui s'est accumulé durant les six mois de crise européenne.

Où en sommes-nous à cet égard ? Il n'est pas mauvais de revenir sur la question, malgré l'excellente exégèse de M. Charpentier.

Le Conseil a pris, le 11 mai 1966, toute une série de décisions.

Il a décidé de réaliser la politique agricole commune au plus tard pour le 1^{er} juillet 1968, et selon un calendrier impératif.

Il a décidé d'achever l'union douanière à la même date.

Comme « chapeau », il a décidé aussi d'assurer le développement équilibré de la Communauté, ce qui implique non seulement un volet économique, mais aussi et même surtout — pour ne pas dire enfin — un volet social.

Il faut donc du personnel. Il faut un personnel important pour s'acquitter de ces différentes tâches, et cela pour de très nombreuses raisons.

Les décisions du 11 mai 1966 représentent au point de vue politique un *package deal*, un compromis réalisé entre les six gouvernements. Si, pour quelque motif que ce soit, l'un quelconque des éléments de ce compromis vient à être retardé dans son application, on court le risque de voir le com-

promis tout entier remis en cause ; on court peut-être le risque aussi de voir réapparaître, à la faveur de tels événements, une autre crise européenne...

On nous dit, et je vous avoue que c'est un argument qui me laisse rêveur, on nous dit que le Conseil a dû opérer des coupes sombres, des coupes sévères dans les demandes de recrutement de personnel présentées par la Commission, mais qu'il y a du personnel qui n'est pas entièrement actif et que ce personnel-là pourrait être affecté à des tâches nouvelles.

Je ne sais pas du tout si l'on projette de transformer les immeubles des Communautés à Bruxelles et d'y installer des tapis roulants ou des escalators de façon à avoir un personnel suffisamment mobile pour se transporter d'un bureau à l'autre (*Sourires*). Je me demande aussi ce que feront les chefs de service. Seront-ils prêts à faire hara-kiri, à accepter qu'on vienne occasionnellement leur emprunter des éléments (qu'ils ne reverront peut-être jamais plus) pour les affecter à d'autres services ? Tout cela n'est vraiment pas très rationnel. Ce sont des expédients auxquels on peut recourir dans une période de crise, mais on ne construit pas une administration, une administration de longue durée, sur des bases semblables. Ce n'est pas sérieux !

On attend aussi une justification des abattements massifs opérés par le Conseil. La Commission avait peut-être présenté des propositions discutables, du moins les avait-elle justifiées. Elle avait établi tout un mémorandum expliquant les raisons pour lesquelles elle réclamait 547 emplois.

Qu'est-ce que le Conseil répond ? Rien ! Je ne sais pas si l'on pourrait encore appeler cela « le fait du prince », ce serait plutôt « le fait des princes qui nous gouvernent » (*Sourires*), le fait des ministres, membres du Conseil, agissant de façon arbitraire. On a l'impression qu'ils suivent, en réalité, leur bon plaisir. En tout cas, du point de vue démocratique, il est profondément regrettable de constater qu'ils ne prennent pas la peine de fournir d'explications de leur attitude.

Je comptais traiter également du domaine social. M. Charpentier l'a remarquablement fait tout à l'heure. M. Troclet, ainsi que je l'ai dit, le fera encore dans quelques instants. Je vais me borner, par conséquent, à quelques remarques générales.

A travers le budget de l'exercice 1967, il apparaît encore une fois que les problèmes sociaux font figure de parents pauvres dans les activités de la Communauté économique européenne.

Je ne sais pas si les responsables de pareille politique se rendent compte à ce propos de la difficulté dans laquelle ils placent quelques-uns des meilleurs et des plus vigilants défenseurs de l'œuvre européenne. Je leur recommande d'aller expliquer dans certains milieux, notamment dans les milieux ou-

Dehousse

vriers, la carence, le retard continu de la Communauté économique européenne sur son programme social. Mentionnerai-je le fameux exemple des mines de soufre en Sicile ? Je me bornerai à rappeler que l'un des membres les plus influents de la commission parlementaire compétente déclarait l'autre jour qu'il n'oserait plus se montrer en Sicile, ni lui ni les membres de la commission, de crainte qu'on ne leur fasse un mauvais parti après les engagements qu'ils ont pris là-bas, après les espoirs qu'ils ont fait luire aux yeux d'une population déshéritée.

Voilà quelques observations au sujet du domaine social. Je termine par une réflexion de caractère général, et ma pensée à cet égard coïncide intégralement avec les conclusions de M. Charpentier.

Tout budget, Monsieur le Président, doit être en définitive l'expression comptable d'une politique projetée sur l'avenir. Tout budget doit être aussi un acte politique. Un acte politique fait l'objet d'un débat parlementaire. Tout budget alimenté par les deniers publics doit être soumis à un contrôle démocratique. Le budget de la Communauté économique européenne répond-il réellement à ces exigences, à ces critères ? Sauf pour quelques dépenses opérationnelles, ce budget n'est pas l'expression comptable d'une politique projetée sur le futur. La très grande majorité des crédits qui y sont prévus, c'est-à-dire les 537 millions d'u.c. pour l'agriculture, ne constituent que l'inscription comptable de décisions prises auparavant dans un autre cadre et qui n'ont, en aucune manière, été délibérées par le Parlement européen.

Le budget de 1967, d'une façon générale, ne tient pas suffisamment compte des délibérations de ce dernier sur un certain nombre de sujets, et particulièrement les sujets sociaux.

Enfin, aux yeux du groupe socialiste, le reproche le plus grave que l'on puisse adresser à ce budget c'est que, dans les conditions actuelles, il n'est pas soumis, de la part du Parlement européen, à un véritable contrôle démocratique.

Cependant, Monsieur le Président, après ce réquisitoire, plus modéré que celui du rapporteur, parce que moins compétent, le groupe socialiste votera quand même le budget et les amendements qu'il a été suggéré d'y apporter. Il le fera sans enthousiasme. Il le fera dans la pensée, surtout, d'encourager, de ne pas compromettre les premiers pas de la Communauté économique européenne. Mais encore une fois, sur le plan des principes, et notamment des principes démocratiques, le groupe socialiste tient à marquer toutes les réserves que lui inspire l'analyse d'un tel document.

(Applaudissements)

M. le Président. — Mon cher collègue, tout à l'heure je n'ai nullement voulu vous reprocher la

remarque fort pertinente que vous avez faite. Je voulais simplement dire qu'il ne fallait pas faire reproche de leur absence aux collègues de certains pays qui connaissent actuellement des crises ministérielles. M. le Président de la commission des budgets cherche à faciliter le vote. S'il y a quelques absences, elles sont dues à des circonstances exceptionnelles ; ce qui n'empêche que le Parlement européen a intérêt à obtenir de ses membres la plus grande assiduité, ce qui n'est pas toujours le cas.

M. Dehousse. — Et cela prouve que mon observation était fondée...

M. le Président. — La parole est à M. Troclet, au nom du groupe socialiste.

M. Troclet. — Monsieur le Président, c'est plutôt en mon nom personnel que j'interviens et non véritablement en tant que porte-parole du groupe socialiste. Bien que je n'aie pas été mandaté par la commission sociale, je suis certain de traduire ses sentiments unanimes. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire le rapport de M. Müller sur l'état de la situation sociale de la Communauté, rapport que nous examinerons dans les prochains jours.

Lors du colloque avec le Conseil de ministres hier, je n'ai pas voulu aborder les aspects de technique budgétaire, préférant en parler aujourd'hui.

Je désire tout d'abord remercier, au nom de la commission sociale, M. De Gryse de son rapport de l'an dernier, et M. Charpentier que nous venons d'entendre, mais aussi la commission des budgets et de l'administration tout entière, qui a bien compris que, cette année comme l'an dernier, le drame budgétaire principal était constitué par les carences en matière sociale.

Comme M. Charpentier l'a exposé verbalement il y a quelques instants et comme vient aussi d'en parler M. Dehousse, on peut affirmer qu'un débat budgétaire offre l'occasion d'une prise de conscience des limites étroites dans lesquelles se trouve actuellement la politique sociale et des carences de certaines institutions. Il est évident que, pour ce dernier point, nous songeons surtout au Conseil de ministres, mais aussi un peu à la Commission qui nous paraît parfois un peu trop timide.

Nous aurons l'occasion de revoir d'ailleurs le problème dans son ensemble quand nous examinerons l'excellent rapport rédigé par M. Müller, au nom de la commission sociale, sur l'état social de la Communauté.

Étudions plutôt brièvement maintenant les trois sujets qui revêtent une grande importance, à savoir la formation professionnelle, le Fonds social européen et, dans le cadre de celui-ci, les mesures pour les travailleurs de l'industrie du soufre. Si l'on cher-

Trochet

che des bases juridiques pour la mise en œuvre d'initiatives concrètes qui engagent des dépenses qui, pour une fois ne concernent pas les betteraves ou la peste porcine, il y a, à notre avis, des fondements très solides pour ces trois sujets qui rencontrent des obstacles et qui « traînent » au sein du Conseil.

Il faut dire tout de suite que l'exécutif a su se servir des instruments juridiques à sa disposition et a déployé son pouvoir d'initiative de façon satisfaisante. Malheureusement, il y a eu un cas tout récemment où l'exécutif lui aussi a fauté envers le Parlement européen.

Il y avait, à notre avis, une base juridique certaine pour la présentation d'un programme de formation accélérée : celle des normes contenues dans les principes généraux pour la politique commune de formation professionnelle, en particulier les principes 4, 9 et 10 selon la décision du Conseil du 2 avril 1963. D'après des informations fournies par la presse, que nous espérons inexacts car le contraire serait grave, l'exécutif aurait retiré son programme de formation accélérée, sans même consulter le Parlement européen, qui a dû apprendre cette nouvelle par une agence de presse. Et pourtant, le Parlement européen, par le biais de la résolution adoptée à la suite du rapport de M. De Gryse sur le budget de la C.E.E. pour 1966, avait donné son appui à cette initiative nécessaire et remarquable prise par l'exécutif de la C.E.E. La Commission exécutive n'aurait-elle pas dû renseigner le Parlement à l'occasion de l'examen des budgets, au sein de la commission compétente, le 14 novembre dernier à Paris, d'autant plus que le seul amendement au budget de la C.E.E. contenu dans le rapport Charpentier, à part celui concernant l'Italie et certains postes d'effectifs, concerne exactement la mise en œuvre d'un programme commun de formation professionnelle accélérée ?

La commission sociale a toujours lutté pour que soit défini clairement le principe que la politique sociale doit être là plutôt pour prévenir que pour réparer des dégâts, si elle veut être particulièrement efficace et ne pas revêtir un caractère de pure assistance. Or, paraît-il, les objections que l'on a faites au programme de formation professionnelle concernent la détente qu'il y aurait maintenant sur le marché de l'emploi, ce qui rendrait inutile le programme précédemment élaboré. Mais la commission sociale pense que c'est exactement le contraire d'une saine politique sociale et nous avons vu, hier encore, que dans un document officiel le groupement patronal européen lui-même s'impatientait aussi à ce sujet comme d'ailleurs au sujet du Fonds social européen.

La Commission exécutive, sur ce dernier point, pour rendre effective l'application du traité, avait très exactement envisagé une réforme de cet organe qui est le pilier de la politique sociale commune

et qui, dans certains domaines — par exemple en matière de politique de reconversion — ne réussissait pas à jouer le rôle auquel il était appelé.

La réforme du Fonds social ne comportait pas à très brève échéance des conséquences budgétaires, au moins pas dans le budget de cette année, sauf pour les mesures d'aide aux mineurs de soufre en Italie. C'est pour cela d'ailleurs, sans attendre la réforme générale de cet organisme, que l'exécutif avait présenté un règlement en application de l'article 235 du traité. Est-ce que les auteurs du traité auraient introduit cet article par pure fiction ou l'auraient-ils inséré afin que l'on s'en serve lorsque les nécessités l'imposeraient ?

Mais, le poste qui avait des conséquences budgétaires immédiates puisqu'il concernait des mesures en faveur des mineurs de soufre en Italie, avait également sa base juridique dans un accord pris par les six États en 1960 à l'époque de la libéralisation de la liste G du traité, lorsqu'on avait adopté un protocole n° 3 concernant le soufre italien.

Le Parlement européen et, en particulier, sa commission sociale, avaient toujours insisté pour que les mesures sociales n'aient pas un caractère de pure assistance, mais s'intègrent dans les mesures d'ordre économique général. La commission sociale s'était pour cela rendue en Sicile. Elle avait su, par la dialectique qui est propre au régime démocratique, porter une parole d'espoir et de confiance là où il y avait le désespoir et la méfiance. Or, après des années de tâtonnement entre le gouvernement régional et le gouvernement central d'Italie et grâce aux travaux de la Commission exécutive et du Parlement européen, on peut dire que des mesures sérieuses avaient été envisagées qui, si elles étaient appliquées, permettraient d'acheminer vers une solution globale la crise du secteur du soufre dans les régions qui ont été plus particulièrement atteintes, à savoir les trois provinces siciliennes d'Agrigento, d'Elna et de Caltanissetta ?

En juin a été signé un accord entre l'établissement qui a la responsabilité du secteur minier en Sicile, l'E.N.I. et le puissant groupement financier « Edison », sur la base duquel plusieurs initiatives sont prises qui permettront, à la fois de récupérer une partie du soufre sicilien, de restructurer le secteur minier et d'absorber les travailleurs licenciés dans des activités qui pourront également contribuer à un développement, fût-il à l'heure actuelle embryonnaire, des provinces que je viens de citer.

Certes, tout à l'heure, on nous a fait espérer que le Conseil de ministres qui devait se réunir en novembre, mais dont la séance a été reportée au 6 décembre — et l'on vient de nous dire qu'elle serait encore reportée au 19 décembre — s'occuperait enfin de ce problème. Mais je dois dire, répondant à la critique que j'ai formulée hier, que les

Trochet

travailleurs ont déjà entendu tant de promesses à la suite des réunions antérieures du Conseil de ministres, qu'il devient maintenant fort difficile d'accorder quelque importance à des promesses comme celles qui nous sont faites et qui constituent, en réalité, un nouveau recul de la réunion du Conseil des ministres des affaires sociales. Cette promesse comportait donc d'abord un élément négatif. C'est évidemment en présence de cet élément négatif qu'on est bien obligé de faire une fois de plus une nouvelle promesse qui portera ainsi à 54 mois le délai qu'il aura fallu pour réunir le Conseil des ministres des affaires sociales de la Communauté.

Or, si au moment où toutes les conditions semblent remplies pour que ces mesures puissent être vraiment efficaces, on retarde encore une fois leur application en éliminant du budget de cette année les crédits nécessaires, c'est le principe même d'une Europe communautaire qui sera mis en danger car c'est là, à notre avis, et nous le répétons sans craindre d'arriver jusqu'à l'ennui, un symbole de l'esprit et de la solidarité communautaires.

Je demande instamment, au nom de la commission sociale et, j'en suis sûr, au nom du Parlement lui-même, qui restera fidèle aux décisions antérieures qu'il a prises, je demande, dis-je, au Conseil de ministres de se décider une bonne fois à prendre définitivement en mains les problèmes que j'ai indiqués et, à titre d'encouragement et de promesse cette fois plus que verbale, d'inscrire au budget de 1967 les crédits indispensables à la solution des trois problèmes fondamentaux en matière sociale que je viens d'avoir l'honneur d'énumérer une fois de plus.

J'espère qu'à la suite de notre dixième appel le Conseil de ministres donnera enfin une suite aux revendications légitimes que le Parlement européen exprime par ma voix en la matière, et je veux cette fois encore, mais j'espère que ce sera la dernière, faire confiance au Conseil de ministres.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je crains, Monsieur Trochet, que vous ne soyez trop optimiste. Vous me donnez l'occasion, puisque M. le Président des Conseils a l'amabilité d'assister à nos débats et d'y prendre une part active, de lui dire que le Parlement européen a vraiment le sentiment que ses vœux et ses propositions ainsi que les votes qu'il émet n'ont pas grand succès auprès des Conseils de ministres.

Je tiens à faire cette déclaration, Monsieur le Président, connaissant votre courtoisie et le respect que vous avez des institutions démocratiques, pour que, le cas échéant, vous vous fassiez l'écho de l'attitude unanime de notre Parlement et de sa sensibilité sur les points que M. Trochet, lui qui a appartenu à plusieurs Conseils, vient de souligner avec éloquence.

Je vous prie de m'excuser, Monsieur le Président des Conseils, mais mon devoir de président de cette Assemblée était de rappeler ce fait qui est grave.

La parole est à M. Levi Sandri.

M. Levi Sandri, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'excellent et ample rapport présenté par M. Charpentier, l'introduction détaillée qu'il nous a été donné d'entendre, les explications apportées à cette Assemblée par le président en exercice du Conseil ainsi que les interventions de MM. Dehousse et Trochet ont fait clairement apparaître l'importance et les lacunes mêmes de ce budget et me dispensent d'un plus long discours.

Je voudrais revenir seulement sur quelques points déjà soulignés au cours de la discussion, auxquels la Commission attribue une importance particulière. Avant tout, je dois faire, au nom de la Commission, une déclaration préalable : confirmer devant cette Haute Assemblée ce que j'ai déjà eu l'occasion de déclarer au Conseil et à la commission des budgets et de l'administration, à savoir que les requêtes que nous avons présentées dans l'avant-projet de budget respectent les limites indispensables et compatibles avec les tâches qui incombent à la Commission. Nous avons, autrement dit, tenu compte de la situation actuelle de la Communauté et des perspectives de la fusion.

Cette remarque vaut surtout pour les demandes de personnel, le point noir qui revient chaque année. Et pour apprécier le bien-fondé de nos requêtes qui étaient toutes motivées, et je tiens à le souligner, largement motivées, comme votre commission parlementaire a pu le constater, pour apprécier également les conclusions auxquelles est parvenu le Conseil dans le projet qu'il a soumis à votre examen, j'estime qu'on devrait tenir compte d'éléments autres que ceux relevés par le président du Conseil au cours de son intervention : en premier lieu, par exemple, le fait que la Commission a désormais épuisé — comme je crois l'avoir montré à la commission parlementaire — toutes les possibilités de rationalisation et de simplification des services ainsi que de transfert à l'intérieur de l'institution. Le fait aussi que si un service, un secteur d'activité est déclaré prioritaire, cela ne doit pas être une raison pour négliger complètement les autres services si l'on veut assurer un développement équilibré et harmonieux à notre Communauté, et toutes les institutions se trouvent d'accord à ce sujet.

J'estime ensuite qu'on devrait prendre en considération le sort qui a été réservé ces dernières années à nos demandes d'effectifs ; je pourrais rappeler, par exemple, qu'en 1962, nos requêtes ont été réduites de 84 % ; en 1963, de 63 % ; en 1964, de 74 % et en 1966, de 100 % puisqu'aucune demande n'a été agréée.

Levi Sandri

Il ne faut donc pas s'étonner s'il y a accumulation de besoins et cumul de demandes. Et, par conséquent, les 547 postes répartis en divers grades et catégories que nous avons réclamés cette année (et qui comprennent les emplois au service linguistique, service d'une importance particulière dans une institution qui doit utiliser quatre langues officielles), les 547 postes, disais-je, qui semblent un chiffre si élevé, ne pourraient même pas répondre à tous les besoins de la Commission.

Nous n'avons en fait pris en considération dans notre demande que les besoins de trois secteurs que nous avons estimés prioritaires par rapport aux autres : le secteur agricole, le secteur du marché intérieur et le secteur du développement d'outre-mer ; nous avons négligé, je dois le reconnaître, des secteurs pour lesquels le Parlement, à diverses reprises, a manifesté son intérêt. A regret, je dois dire que nous avons laissé de côté le secteur social et celui de la protection sanitaire. Nos demandes se sont tenues aux trois secteurs que je viens d'énumérer.

Tout ceci, Monsieur le Président, pour vous dire que la Commission ne peut estimer satisfaisantes, même partiellement, les décisions prises jusqu'ici par le Conseil et qui se retrouvent dans le projet de budget sur lequel vous êtes appelés à donner votre avis.

Je voudrais toutefois donner acte au président en exercice du Conseil et le remercier des efforts qu'il a faits pour parvenir à la décision la moins défavorable possible pour la Commission. En dépit de cet effort, l'exécutif, je le répète, ne peut s'estimer satisfait.

Je rappellerai aussi à cette Assemblée ce que le président Hallstein a eu l'occasion de déclarer au Conseil, à savoir que les réductions draconiennes apportées à nos demandes pour le prochain exercice nous empêcheront de garantir l'exécution intégrale, dans les délais impartis, des tâches qui incombent à la Commission.

Il n'est pas utile de rappeler quels sont les devoirs qui incombent à la Commission au cours des mois et des années à venir, d'abord parce qu'il en a été discuté hier en assemblée pendant le colloque, ensuite parce que M. Charpentier nous en a entretenus récemment. Je tiens seulement à déclarer que la réalisation de ces tâches sera très vraisemblablement compromise. Ce n'est pas là une constatation alarmiste car des retards se sont déjà produits dans le passé, ainsi que l'a souligné M. Charpentier dans son intervention. Aux retards qu'il a indiqués, je voudrais simplement ajouter ceux qui sont apparus et qui apparaissent encore dans le secteur du marché intérieur en ce qui concerne la mise en œuvre du droit d'établissement et l'harmonisation des législations douanières. Je voudrais rappeler les retards qui se manifestent dans le fonc-

tionnement du Fonds européen de développement. Au cours de ces derniers mois, en raison des difficultés et des retards intervenus dans l'étude de divers projets, le Comité du Fonds s'est vu contraint de diminuer de moitié le nombre de ses réunions. Jusqu'à l'an dernier, il se réunissait une fois par mois, il ne le fait plus maintenant qu'une fois tous les deux mois.

Il faut encore rappeler, parmi les secteurs où apparaissent des retards, le secteur agricole, pour les actions autres que la politique des marchés, c'est-à-dire les actions relatives aux structures, à la politique commerciale, à la politique sociale.

L'accumulation de ces retards — et je n'ai voulu mentionner que les plus importants — prouve que la politique du personnel suivie jusqu'ici par le Conseil a déjà eu des effets négatifs sur le développement harmonieux et équilibré de la Communauté. Et je ne peux pas ne pas mettre en garde contre les périls qui peuvent apparaître également dans le domaine de la politique des marchés agricoles, si la Commission n'était pas en mesure de remplir en temps opportun les devoirs que lui assignent en ce secteur les règlements et les décisions du Conseil. Mais je pense que mon collègue Mansholt pourra vous donner des informations plus détaillées à ce sujet.

Pour conclure sur ce point, et tout en remerciant la commission parlementaire des efforts qu'elle fait pour appuyer nos demandes, surtout celles concernant les emplois de catégorie B et de catégorie C, je ne peux faire autrement — et je le ferai encore devant le Conseil lors de la procédure d'adoption définitive du budget — que de réitérer nos exigences et nos demandes de postes pour toutes les catégories d'emploi.

En ce qui concerne les autres crédits demandés par la Commission, je ne peux là non plus qu'exprimer à nouveau mon regret, surtout du manque de crédits pour le secteur social. Il est vrai — ainsi que l'a rappelé le président du Conseil — que la décision prise par celui-ci l'a été après qu'il eût constaté que les décisions de fond n'avaient pas encore été arrêtées sur les différentes propositions de la Commission. Lorsque ce sera chose faite, les décisions budgétaires qui s'imposeront suivront. Mais il est vrai également, de nombreuses interventions l'ont montré, qu'on attend depuis bien trop longtemps les décisions de fond. Nous verrons si le prochain Conseil de ministres des affaires sociales, convoqué à la date du 19 décembre, pourra nous fournir une réponse satisfaisante ; mais il sera alors vraisemblablement trop tard pour inscrire ces sommes au budget de l'exercice 1967 et il faudra recourir à un budget supplémentaire avec tous les inconvénients que cela comporte. En réponse à une remarque de M. Troclet, je voudrais dire à ce dernier que la Commission n'a pas retiré son projet de programme de formation professionnelle accélérée.

Levi Sandri

Ce document sera donc soumis à l'examen du Conseil mais je ne peux toutefois faire de prévisions sur l'issue de cet examen.

Pour ce qui est du Fonds social, je souscris à la remarque faite par le rapporteur à propos de l'importance que l'action du Fonds social devrait revêtir dans le cadre d'une politique régionale. En définitive, ces exigences ont inspiré les deux propositions d'amendement qui sont présentées au Conseil et auxquelles quelques orateurs intervenus dans le débat ont fait allusion.

Je ferai enfin une brève remarque sur une question particulière soulevée par le rapporteur au cours de son intervention de ce jour et qui a trait aux différences de change qui peuvent résulter de l'exécution des opérations de la *section garantie*, du F.E.O.G.A., différences de change pour lesquelles a été prévu un nouveau poste au budget. La Commission prend acte de la demande de la commission parlementaire de revoir la question ; nous le ferons et tiendrons au courant la commission parlementaire, mais je pense qu'il sera difficile de modifier l'article du règlement financier qui stipule que les transferts de fonds entre deux États membres doivent s'effectuer selon la cote du jour où a lieu le transfert, puisque cette disposition tient compte de la règle en vigueur, précisément dans les instituts d'émission, pour des opérations de ce genre.

De toute façon, je le répète, nous réexaminerons ce problème et en référerons à la commission parlementaire, compte tenu du fait que chaque solution du problème comporte des avantages et des inconvénients attachés à la nature même de l'opération en question. Le change se fera toujours avec pertes ou bénéfices. Il s'agira de voir comment la répartition de ces pertes ou de ces bénéfices pourra s'effectuer. Car nous pourrions effectivement modifier cette répartition.

Pour conclure, Monsieur le Président, je tiens à adresser mes vifs remerciements à M. Charpentier, au président et à tous les membres de la commission du budget ainsi qu'aux présidents et aux membres des autres commissions qui ont pris une part aussi active aux discussions budgétaires, pour le concours qu'ils ont apporté à l'exécutif en ce domaine. Je désire également remercier l'Assemblée de la courtoisie avec laquelle elle a suivi mon intervention.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur Levi Sandri.

La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, j'aimerais ajouter une précision à l'exposé de M. Levi Sandri concernant le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole ainsi

que le problème des effectifs de l'administration de la Commission de la C.E.E., pour autant qu'il s'agisse de personnel s'occupant des affaires agricoles.

Je crois qu'en ce qui concerne la *section garantie* du Fonds agricole, les membres du Parlement ne sont pas tout à fait conscients — je voudrais également adresser cette observation au président en exercice des Conseils qui a parlé de la nécessité d'un budget équilibré — du fait que, grosso modo, la totalité des crédits inscrits à la *section garantie* pour l'exercice 1967 — mais ceci vaut également pour les exercices suivants — représente une diminution correspondante des budgets nationaux.

Ainsi, si on estime que le budget de la *section garantie* se chiffrera, en 1970, à environ 1,2 milliard d'u.c., cela signifie que les dépenses nationales pourront, pour leur part, être réduites, à ce moment-là, de 1,2 milliard d'u.c. Il s'agit donc, pour ainsi dire, d'un déplacement des budgets nationaux vers le budget communautaire. Il pourra certes se faire que l'on y ajoute ou que l'on en retranche quelque chose. Les consommateurs devront quelquefois payer un peu plus (il faudra y voir la conséquence de subventions moins élevées) ; quelquefois, les agriculteurs recevront un peu moins et d'autres catégories un peu plus, mais, dans l'ensemble, la situation est à peu près équilibrée. Je pense qu'il est important de vous faire cette communication, car j'ai maintes fois eu l'impression, au cours des débats, que l'on croit qu'il s'agit d'un nouveau budget comprenant de nouvelles dépenses. Il n'en est rien et j'espère que cette précision pourra peut-être aider le Conseil de ministres dans son appréciation du budget que nous avons présenté, notamment en ce qui concerne les problèmes du personnel.

J'en arrive maintenant au deuxième point, à savoir le budget du personnel. Je m'adresserai ici tout particulièrement au Parlement, étant donné que j'ai réellement épuisé tous les arguments pour faire accepter la proposition de la Commission de la C.E.E. par le Conseil de ministres. Je serais néanmoins très heureux si le président du Conseil de ministres voulait encore écouter cette déclaration.

La Commission de la C.E.E. a demandé la création de 94 postes A pour sa direction générale « agriculture », et d'un certain nombre de postes B et C dans un budget supplémentaire pour l'exercice 1966, qui existe encore en tant que tel, mais qui est, en ce qui concerne la procédure, incorporé au budget de 1967.

Je suis infiniment reconnaissant au rapporteur, M. Charpentier, d'avoir affirmé avec autant de vigueur qu'il faut mettre un frein aux mutations internes dont mon collègue Levi Sandri a déjà parlé, lui aussi. Il y aura sans aucun doute encore un certain nombre de mutations internes, mais cela signifie tout simplement que le travail est moins

Mansholt

abondant en d'autres secteurs, par exemple dans celui qui s'occupe de la coordination de la politique structurelle.

Nous avons besoin de ces fonctionnaires.

Le Conseil de ministres nous a attribué 60 fonctionnaires, mais je le répète, c'est trop peu. Les 94 emplois nouveaux constituaient un minimum ; le minimum absolu se situant, si l'on supprime provisoirement certaines tâches, aux alentours de 77 fonctionnaires de la catégorie A. C'est également le nombre que j'ai défendu au cours de la réunion commune de la commission de l'agriculture et de la commission des budgets et de l'administration.

Dans sa proposition de modification, le Parlement européen, il est vrai, a tenu compte du vœu de voir augmenter le nombre de fonctionnaires des catégories B et C. C'était d'ailleurs nécessaire, car si l'on manque de fonctionnaires de ces catégories, ce sont des fonctionnaires de la catégorie A qui doivent effectuer les travaux de fonctionnaires de la catégorie B, et des fonctionnaires de la catégorie B ceux de fonctionnaires de la catégorie C. Dans toute administration saine, on observe une relation entre les postes accordés en catégorie C et B et les postes accordés en catégorie A. A mon avis, le Conseil de ministres — si je puis me permettre d'employer un terme cru — viole cette relation nécessaire dans l'administration. Ce n'est pas là un procédé sain.

J'ai toutefois également l'impression que le Parlement a une attitude peu claire envers les fonctionnaires A. Je trouve cela d'autant plus singulier, qu'il insiste aux points 6 et 7 de la résolution qui nous est présentée pour que le Conseil de ministres réexamine sa position à l'égard des fonctionnaires A.

J'en viens dès lors à la conclusion qu'en ce qui concerne les points 6 et 7 de la résolution que le Parlement adresse au Conseil de ministres, j'aurais très bien pu dire, m'adressant au Parlement, au nom de la Commission de la C.E.E. ;

pour le point 6 :

« demande avec insistance au Parlement de réexaminer avec la Commission les demandes d'effectifs en prenant en considération le fait que les possibilités de réorganisation des services et de mutation du personnel déjà utilisées ne sont pas sans limite et surtout tant que la fusion des exécutifs n'aura pas été opérée » ;

pour le point 7 :

« souligne que le Parlement prend la responsabilité de ne pas voir respecter le calendrier fixé pour l'ensemble des décisions, notamment en matière agricole ».

Je puis m'exprimer ainsi parce que dans son amendement, le Parlement ne propose aucune augmentation du nombre des effectifs de la catégorie A.

Je me dois maintenant de dire au Parlement quelles seront les conséquences de cette carence. En premier lieu, la Commission peut d'ores et déjà affirmer que les décisions s'en trouveront retardées, ce qui empêchera, selon toute vraisemblance, de respecter le programme politique qui a été adopté par le Conseil au cours des mois de mai et juin de cette année. Le retard sera généralisé et les conséquences très sérieuses.

Ces conséquences n'affecteront pas seulement le secteur agricole, mais aussi le secteur industriel, car ces deux secteurs suivent en l'occurrence des lignes parallèles. Je crains même que les négociations du *Kennedy round* n'en souffrent elles aussi du fait que, politiquement, elles sont liées aux deux secteurs précités. Pourquoi ? pourrait-on demander. Pour la simple raison, Monsieur le Président, qu'il ne s'agit pas seulement d'élaborer une nouvelle conception, de faire une politique communautaire à la place d'une politique nationale. Si tel était le cas, je serais d'accord avec le Parlement et avec le Conseil, et je pourrais dire : on peut toujours temporiser.

Lorsqu'il existe une politique nationale, on peut toujours dire : à défaut de mieux, continuons à pratiquer cette politique. Nous nous sommes accommodés des politiques nationales, pendant six ans pour le sucre, et durant des années pour un certain nombre d'autres questions. Dans le cas qui nous intéresse, il existe cependant déjà une politique communautaire, il n'est plus possible de revenir à une politique nationale, et la gestion de cette politique exige, qu'on le veuille ou non, un minimum de fonctionnaires.

C'est à juste titre que le rapporteur souligne qu'il s'agit, à l'heure actuelle, de contrôler des crédits d'environ 500 millions d'u.c. Ces fonds sont destinés à financer d'innombrables restitutions et interventions sur le marché céréalier et dans le domaine des œufs, de la volaille, etc. Ces restitutions et ces interventions sont effectuées en des milliers d'endroits dans notre Communauté. Ces actions doivent être contrôlées, d'autant plus qu'il s'agit d'un budget qui se rapporte également à ce qui doit être fait à l'avenir. Cette année, il ne faut financer que les deux sixièmes, mais bientôt il faudra financer l'ensemble. Je crois que là où l'exécution est aux mains des fonctionnaires nationaux — et il ne faut rien changer à cette situation — il est souhaitable d'opérer un contrôle plus sévère si l'on veut prévenir les traitements discriminatoires. Pour ce qui est du personnel actuellement en fonction, le Parlement constate déjà que la situation n'est pas satisfaisante, par exemple en ce qui concerne le Fonds d'orientation et les programmes communautaires. Demain ou après-demain, l'ajournement d'un programme communautaire figurera à l'ordre du jour. S'il en est ainsi, c'est tout simplement parce que l'on ne dispose pas de personnel pour s'occuper de ce programme.

Mansholt

En second lieu, ceci concerne également la *section garantie*, le retard actuel risque de s'accroître si le nombre des fonctionnaires A n'est pas augmenté. Cette section emploie à l'heure actuelle 17 agents temporaires. Les 60 emplois qui seront mis à la disposition du secteur agricole devront notamment servir à régulariser la situation des 17 agents temporaires, c'est-à-dire à les titulariser. Cela signifie que si j'avais le pouvoir de titulariser, outre les 60 fonctionnaires A, ces 17 agents temporaires — ce n'est là évidemment qu'un exemple — la situation demeurerait inchangée.

Si le Parlement ne reprend pas dans sa proposition de modification ce qu'il exprime dans sa résolution, en insistant sur la nécessité d'augmenter le nombre de postes A — j'insiste vigoureusement — je puis d'ores et déjà vous informer que, si le Conseil de ministres n'estime pas devoir augmenter ce nombre, on enregistrera, en ce qui concerne le Fonds de garantie, un retard plus accentué encore à l'avenir.

J'insiste d'autant plus là-dessus que j'estime que l'on ne pourra, dans un, deux ou trois ans, accabler de reproches le membre de la Commission qui devra à ce moment-là défendre le présent problème, en lui disant : pourquoi avoir laissé traîner les choses ?

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur Mansholt.

La parole est à M. De Block.

M. De Block, président en exercice des Conseils. — (N) Monsieur le Président, je voudrais brièvement revenir sur les doléances de MM. Charpentier, Dehousse et Troclet, à propos du retard enregistré dans le domaine social.

Nous sommes effectivement obligés de constater que, comme M. Levi Sandri l'a dit, les ministres des affaires sociales ne se sont plus réunis depuis deux ans, et que les désirs de l'Italie surtout n'ont pas été satisfaits.

Eh bien, les ministres se réuniront donc le 19 décembre, je viens à l'instant encore de m'en assurer. Le 19 décembre prochain, on s'efforcera au moins de régler le premier point, à savoir l'aide aux travailleurs de l'industrie du soufre. Je viens d'entendre que la Commission a proposé hier de mettre à la disposition de ces travailleurs 4,5 millions d'u.c., dont 1,5 million en 1967.

En ce qui concerne la formation professionnelle, je dois malheureusement dire à MM. Charpentier et Dehousse que les articles 118 et 128 du traité soulèvent des difficultés juridiques en la matière, si bien que l'on ne sait pas encore si les mesures pourront être prises en vertu du traité, ou si elles ne pourront l'être que sur la base d'une décision qui devra être ratifiée par les différents pays.

Bien que je m' imagine votre insatisfaction et votre impatience, je vous invite tout de même à avoir confiance dans le Conseil de ministres. Après deux années, nous ne dirons certainement rien qui ne soit justifié. La réunion des ministres des affaires sociales aura bien lieu. Je connais trop M. Veldkamp pour qu'il en soit autrement.

J'en viens maintenant à la question très difficile des effectifs. Nous venons d'entendre la plainte de M. Levi Sandri : « Toutes les possibilités sont épuisées, nous n'avons pas eu satisfaction ». Nous venons d'entendre l'exposé de M. Mansholt : « Nous avions demandé 94 postes nouveaux, nous en avons obtenu 60 ». M. Levi Sandri s'est laissé porter par son tempérament méridional dans ses déclarations. Je connais ce genre d'exposés du temps où je travaillais au ministère des finances ; ils devraient me faire venir les larmes aux yeux et me bouleverser.

Monsieur le Président, j'ai travaillé pendant douze ans au ministère des finances sous la direction d'un ministre que M. Mansholt a également connu, et je puis vous dire que ces choses ne m'impressionnent guère. Nous les connaissons tous. Il faudra cependant arriver à un équilibre entre la perfection et le désordre. Qu'on le veuille ou non, la décision doit être arbitraire.

Si nous devons accepter les arguments développés dans les interventions de MM. Levi Sandri et Mansholt, tout se déroulerait sans aucun doute à la perfection, mais il est tout aussi certain qu'on ne ferait pas la moindre économie. Il s'agit d'une affaire arbitraire et nous devons l'accepter ainsi. Les ministres des finances de tous les pays acceptent cela. Ils s'en vont dormir tranquillement en disant : « à la fois prochaine, n'ayez crainte, il n'y a pas de catastrophe en vue. »

Je voudrais toutefois encore insister sur le fait que 186 nouveaux postes ont été créés. Il est exact que nous devons combler un grand retard, comme M. Dehousse l'a dit. Il est également exact, comme M. Charpentier l'a dit, que nous nous trouvons devant une tâche gigantesque, puisque nous avons à nous occuper du brevet européen, de la société de type européen, des transports et de la négociation Kennedy. Cette tâche nous attend effectivement mais nous devons, pour la réaliser, adopter un système qui permette de toujours agir avec la plus grande efficacité possible, de déplacer éventuellement les postes vacants, et de veiller à ce que toute concentration se fasse au profit de l'efficacité.

En ce qui concerne la relation entre les catégories de personnel, MM. Charpentier et Mansholt ont exprimé la crainte qu'il s'agissait d'un « système bancaire ». M. Mansholt, dont on connaît la franchise, a parlé d'une certaine violation.

Quelle est la bonne relation ? Dans mes précédentes fonctions, j'ai eu maintes fois affaire à des

De Block

experts en matière d'efficacité. Il leur était très difficile, à eux aussi, de dire combien il fallait de chefs — pour reprendre leur expression — et combien d'indiens chaque chef devait avoir sous ses ordres.

Lorsque je vois que dans une organisation aussi hautement qualifiée que la C.E.E. la relation entre le nombre de fonctionnaires A et B, d'une part, et C d'autre part, est de 1 670 à 1 100, soit 2 fonctionnaires A et B pour 1 fonctionnaire C, cela ne me semble pas tellement irraisonnable, car il faut pratiquement un expert dans chaque domaine.

Pour ce qui est du manque de fonctionnaires de la catégorie B, je voudrais dire ceci : lorsque je vois que cette année, 8 postes B ont seulement été accordés, mais qu'il y a 68 postes vacants dont 51 ont seulement été occupés par des agents auxiliaires, je trouve qu'il n'est pas tellement ahurissant que nous attendions d'abord que ces postes soient effectivement occupés.

M. Charpentier, de même que M. Mansholt, a mis l'accent sur le contrôle technique et politique des budgets. J'ai noté que M. Charpentier nous a parlé de « deux agents » et de « deux experts ».

D'après nos données, les effectifs du F.E.O.G.A se composaient, l'année dernière, de 16 fonctionnaires. Cette année, ce nombre passera à 24, du fait de l'adjonction de 5 postes A et de 3 postes B. M. Mansholt a dit à ce sujet que ce nombre ne lui permettrait jamais de s'acquitter des tâches qui lui incombent, et qu'il fallait s'attendre à l'apparition d'un certain retard, du fait qu'actuellement on ne finance que deux sixièmes, mais qu'il faudra bientôt financer la totalité. Je peux très bien m'imaginer qu'il nous faudra à l'avenir quelques fonctionnaires qualifiés de plus. Mais ce que je ne peux pas comprendre, c'est que tant de choses changent du point de vue du contrôle, selon qu'il s'agit de financer les deux sixièmes, les trois sixièmes ou la totalité. En outre, 8 postes nouveaux ont été créés.

En ce qui concerne le contrôle politique du F.E.O.G.A., je voudrais tout de même insister sur le fait que les versements effectués par ce Fonds reflètent en quelque sorte les décisions prises en matière de politique agricole. Le Parlement a pu donner son avis et proposer des amendements sur ces décisions qui, à une exception près, indiquaient toutes ce qu'il en coûterait à la Communauté.

Je conçois fort bien que vous déploriez un tel retard. J'entends cependant dire que ce retard est aussi en très grande partie imputable au fait que les différents pays de la Communauté tardent, en raison de la difficulté extrême de l'opération, à présenter leurs factures. Par conséquent, un retard est maintenant inévitable. J'espère que la crainte de M. Mansholt de voir ce retard aller en s'accroissant ne s'avérera pas. J'espère bien, au contraire, qu'il sera rattrapé. La déclaration postérieure est, en somme, la seule solution possible.

Je présume que M. Mansholt sera d'accord avec moi pour dire que le système en vigueur aux Pays-Bas, fondé sur la prévision, est lui aussi en somme peu efficace, puisqu'il apparaît chaque fois que les prévisions sont fausses (cette année, par exemple, l'erreur est de 50 %). Par conséquent, il est possible de choisir entre deux systèmes qui ne sont parfaits ni l'un ni l'autre, mais qui aboutissent tous deux au résultat souhaité.

J'en viens maintenant aux réflexions amères de MM. Charpentier et Dehousse sur la question de savoir si notre Europe est démocratique.

Je dois malheureusement reconnaître que le budget constitue ici un des grands problèmes. Ce point a été discuté et rediscuté, même au Parlement des Pays-Bas. On transmet à chaque fois une petite partie des compétences à Bruxelles. Bruxelles effectue de plus en plus de paiements qui, comme l'a dit M. Mansholt, étaient contrôlés auparavant par les parlements nationaux. La C.E.E. exerce une emprise de plus en plus grande sur les pays de la Communauté, et le contrôle effectué par le Parlement est loin de correspondre à cette emprise.

Ainsi que vous le savez, on a déjà beaucoup fait pour tenter de modifier les dispositions du traité sur ce point, mais le traité est une réalité et ne peut être modifié qu'à l'unanimité. Cette unanimité ne pouvant être réalisée pour l'instant, il nous faudra donc attendre — je dois malheureusement le dire — que la Communauté dispose de ressources propres. Nous devons attendre jusqu'en 1970 et je crains que si la situation ne change pas, tous les efforts entrepris avant cette date en vue de trouver une solution resteront stériles.

L'Europe est-elle communautaire ? Voilà une question qui, à vrai dire, est liée à la précédente. Il en va de même pour la question : l'Europe progresse-t-elle encore ?

Hier, M. Luns a fait remarquer avec un certain optimisme qu'il est apparu, en 1966, bien que cette année ait été précédée d'une crise de plus de six mois, que la politique agricole pouvait être mise en œuvre et que les choses avaient démarré dans tous les domaines, y compris le domaine social.

Nous pouvons quand même espérer et même croire que la Commission de la C.E.E., qui est l'élément moteur du traité, nous fera progresser en dépit du manque d'effectifs et de toutes sortes de difficultés qui ralentissent le rythme de réalisation.

En ce qui concerne la fusion, je puis seulement vous dire que du point de vue parlementaire, c'est une affaire réglée. A mon avis, c'est à juste titre qu'on ne la ratifie point. Nous devons attendre jusqu'à ce que nous puissions décider à l'unanimité de la nomination d'un président et de vice-présidents en lesquels tout le monde ait confiance, et jusqu'à ce que nous soyons certains que la fusion ne servira pas

De Block

à favoriser une certaine dénaturation du traité de Rome.

La fusion des exécutifs doit être considérée sous l'angle de la fusion des Communautés. Dans les deux cas, il faudra que nous soyons assurés que les grandes lignes du traité seront respectées, c'est-à-dire que le caractère supranational de l'exécutif et du président et des vice-présidents, dont tout dépend, sera assuré.

(Applaudissements)

M. le Président. — Monsieur le Ministre, je vous remercie, notamment de la précision de vos réponses.

Me permettez-vous d'ajouter que j'étais, il y a quelque dix-huit ans, dans la position qui est aujourd'hui la vôtre ; j'étais alors sévère et rigoureux. Les remords tels que ceux que vous avez eus ce soir ne me sont venus qu'avec l'âge. Vous n'en êtes peut-être pas quitte !

La parole est à M. Charpentier.

M. Charpentier, rapporteur. — Monsieur le Président, vous me permettrez avant tout de remercier vivement le président du Conseil, M. de Block, les membres de la Commission et mes collègues parlementaires des observations qu'ils ont bien voulu présenter et qui sont venues renforcer singulièrement le rapport de la commission des budgets et de l'administration.

Quant au fond, je me bornerai à demander au Parlement de voter les amendements que nous avons déposés.

Je ne parlerai évidemment pas du premier amendement, c'est celui qui concerne l'Italie.

Le deuxième amendement concerne le blocage des crédits sociaux. Je remarque que la réunion du Conseil de ministres, qui devait avoir lieu au début de décembre, est reporté à fin décembre : j'espère qu'elle aura cependant lieu en 1966 ! En bloquant les crédits, on facilite la tâche du Conseil. S'il veut, comme M. le ministre De Block nous le laisse entendre, voter des crédits plus importants, un budget supplémentaire pourrait être déposé, il serait examiné très rapidement par le Parlement européen, soyez-en persuadés !

Reste le grand problème du personnel. Je voudrais, en premier lieu, dire à M. le président Mansholt qu'il ne semble pas avoir compris la position de la commission des budgets ; elle est persuadée que la Commission exécutive a besoin, sinon de tous les postes qu'elle a réclamés, du moins de leur majorité, mais elle n'a pas compétence pour dire s'il faut 94, 77 ou 80 postes A nouveaux.

L'amendement de la commission des budgets a un double but : d'abord un but secondaire, celui d'obtenir une certaine relation entre les postes A, B et C, puisque l'on va de plus en plus vers des tâches d'exécution et de gestion. Le but essentiel est d'obliger le Conseil à revoir sa position et à accorder, bien sûr, des postes A ; la position de la commission des budgets est formelle sur ce point.

La forme de l'amendement ne correspond pas, au fond, à une révision du nombre des postes pour qu'un nombre suffisant soit attribué. Si on considère la composition des ministères de l'agriculture dans nos différents pays, si on considère la tâche considérable, je me place sur le seul plan agricole, que représentent l'établissement et le fonctionnement d'une politique agricole commune, le nombre de postes demandés par la Commission de la C.E.E. semble raisonnable.

C'est pourquoi je demande formellement au Conseil de ministres de revoir sa position qui me semble envisager avec une certaine facilité ce refus de postes. Quelle a été, Monsieur le Président, la tâche de la Communauté les premières années ? Elle a dû se concevoir, donc avoir une proportion importante de postes A ; il fallait tracer des orientations, établir des projets d'organisation des marchés et voir dans quel sens seraient développées les différentes activités économiques et sociales européennes.

Il faut maintenant passer du stade des conceptions au stade d'application, d'exécution. Le Conseil veut-il qu'il en soit ainsi ? Tout le problème est là.

Un effort important a été fait pour l'agriculture, mais peu d'efforts ont été faits en dehors. Si vraiment on veut respecter les dates qui ont été retenues pour qu'il y ait une libre circulation des produits, une tâche immense reste à faire.

L'avenir nous départagera ; je souhaite ardemment que cet avenir soit la réalisation de l'Europe. Je souhaite donc, Monsieur De Block, que vous serez plus convaincant avec vos collègues ministres qu'avec les parlementaires et que vous défendrez notre cause qui est celle de l'Europe.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous allons passer maintenant au vote des chapitres.

Sur le chapitre I, je n'ai ni inscription, ni amendement.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets le chapitre I aux voix.

Le chapitre I est adopté.

Président

Sur les chapitres II et III du titre I, je suis saisi de la proposition de modification n° 2 présentée par la commission des budgets et de l'administration, qui tend à augmenter le chapitre II de 256 580 u.c. et le chapitre III de 69 400 u.c., augmentations qui sont la conséquence de la modification proposée au tableau des effectifs de la Commission de la C.E.E.

M. Charpentier voudra sans doute donner quelques brèves explications avant le vote sur cette proposition de modification ?

M. Charpentier, rapporteur. — Je viens de le faire. Je me dispense donc de recommencer. Le Parlement est tout à fait éclairé et je suis persuadé qu'il votera la proposition de modification.

M. le Président. — Il s'agit des augmentations d'effectifs qui ont fait l'objet de la discussion de tout à l'heure.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de modification pour les chapitres II et III du titre I.

La proposition de modification est adoptée.

Je mets aux voix les chapitres II et III ainsi modifiés.

Ces chapitres sont adoptés.

Nous passons au titre II.

Sur les chapitres IV à XII, je n'ai ni inscription ni amendement.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces chapitres aux voix.

Les chapitres IV à XII sont adoptés.

Au chapitre XIV, la commission des budgets a proposé une modification tendant à insérer une nouvelle ligne budgétaire ainsi libellée :

« Mesures particulières en faveur de l'Italie, en raison de la catastrophe dont elle a été victime : p.m. »

La parole est à M. Charpentier.

M. Charpentier, rapporteur. — Tout le monde est d'accord ; une explication serait superflue.

M. le Président. — Nous en sommes persuadés après les débats qui ont eu lieu devant le Parlement.

Je mets aux voix cette proposition de modification.

La proposition de modification est adoptée.

Je mets aux voix le chapitre XIV ainsi modifié.

Le chapitre XIV ainsi modifié est adopté.

Sur les chapitres XVII, XVIII et XXI à XXV, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je mets ces chapitres aux voix.

Les chapitres XVII, XVIII et XXI à XXV sont adoptés.

Sur le chapitre XXXIV, je suis saisi de la proposition de modification n° 3 de la commission des budgets et de l'administration, tendant à augmenter le crédit de ce chapitre de 380 000 u.c.

Voulez-vous, monsieur Charpentier, en deux mots nous dire de quoi il s'agit ?

M. Charpentier, rapporteur. — Un mot, Monsieur le Président, pour redire que la commission des budgets et de l'administration demande que soient maintenus les chiffres qu'elle a proposés.

Si des crédits plus importants étaient dégagés par le Conseil de ministres, il suffirait de déposer un budget supplémentaire.

M. le Président. — Vous parlez du budget tel qu'il est proposé ?

M. Charpentier, rapporteur. — Oui, Monsieur le Président. Si des crédits plus importants sont dégagés, un budget supplémentaire serait vite agréé par le Parlement.

M. le Président. — Ces précisions sont indispensables car le Parlement doit savoir sur quoi il vote.

Je mets aux voix la proposition de modification n° 3.

La proposition de modification est adoptée.

Je mets aux voix le chapitre XXXIV ainsi modifié.

Le chapitre XXXIV ainsi modifié est adopté.

Sur les chapitres XXXIV à XXXVII et les chapitres XLV et XLVI, c'est-à-dire les autres chapitres de la section « Commission de la C.E.E. », je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Ces chapitres sont adoptés.

Je mets aux voix la partie C « effectifs » modifiée conformément au vote émis tout à l'heure sur les chapitres II et III du titre I.

La partie C « effectifs » ainsi modifiée est adoptée.

Je mets aux voix l'ensemble du projet de budget de la C.E.E., le chiffre des recettes étant modifié conformément aux votes qui viennent d'intervenir.

L'ensemble du projet de budget ainsi modifié est adopté.

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Président

Résolution

relative au projet de budget de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1967

Le Parlement européen,

- vu l'avant-projet de budget de la C.E.E. pour l'exercice 1967 dont la Commission a saisi le Conseil,
- vu le projet de budget de la C.E.E. pour l'exercice 1967 établi par le Conseil (doc. 124),
- vu le rapport fait par M. Charpentier au nom de la commission des budgets et de l'administration (doc. 132),
- après en avoir délibéré avec la Commission et le Conseil de la C.E.E.,
- se prononçant en application des paragraphes 3 et 4 de l'article 203 du traité,

1. Souhaite que la Communauté manifeste sa solidarité envers l'Italie, si cruellement éprouvée, et invite en conséquence le Conseil à inscrire au budget un crédit pour la mise en œuvre de la résolution du 29 novembre 1966 ;

2. Accepte, dans un souci d'économie budgétaire, certaines réductions de crédits apportées par le Conseil pour différentes dépenses de fonctionnement ;

3. Déplore qu'aucune décision n'ait été prise, notamment sur les propositions de la Commission concernant les travailleurs licenciés des mines de soufre en Italie, le programme de formation professionnelle accélérée et la révision du Fonds social européen ;

Considère qu'il eût fallu prévoir les crédits demandés à ces sujets par la Commission tout en les bloquant dans l'attente des décisions réglementaires qui ne sauraient désormais tarder ;

Désapprouve le fait que le Conseil, statuant en matière sociale, n'ait plus tenu de réunions depuis le 14 octobre 1964, si bien que rien n'a politiquement été fait par le Conseil dans le domaine social depuis plus de deux ans ;

4. Souligne l'importance des décisions et résolutions prises par le Conseil en mai, juillet et septembre 1966 ; est conscient de ce que la mise en œuvre de la politique agricole commune, la réalisation de l'union douanière au 1^{er} juillet 1968 et le développement équilibré de la Communauté, en dehors même des nombreuses décisions qu'il faudra poursuivre ou prendre, vont contraindre la Commission et les autres institutions de la Communauté à développer une intense activité en 1967 ;

5. Considère que les réductions opérées par le Conseil risquent d'empêcher la Commission de rattraper le retard apparu dans certains secteurs, d'assurer, de meilleure façon, des tâches de gestion et de contrôle technique de décisions déjà prises, et enfin, de mener à bien intégralement et dans les délais prévus les tâches qu'elle a à accomplir ;

6. Demande avec insistance au Conseil de réexaminer avec la Commission les demandes d'effectifs en prenant en considération le fait que les possibilités de réorganisation des services et de mutation du personnel déjà utilisées ne sont pas sans limite et surtout tant que la fusion des exécutifs n'aura pas été opérée ;

7. Souligne que le Conseil prend la responsabilité de ne pas voir respecter le calendrier fixé pour l'ensemble des décisions, notamment en matière agricole ;

8. Est convaincu, en tout état de cause, qu'il faut accorder à la Commission davantage de postes dans les catégories B et C pour les travaux d'application, de gestion et d'exécution, la disproportion entre les emplois de catégorie A, d'une part, et des catégories B et C, d'autre part, tels qu'ils ont été autorisés par le Conseil, étant par trop grande et risquant de porter atteinte à la bonne marche des services ;

Président

9. Invite la Commission à faire néanmoins preuve de tout le dynamisme nécessaire pour donner un élan nouveau à la marche de la Communauté et lui exprime sa confiance à ce sujet ;

10. Insiste sur la nécessité de permettre, en plus du contrôle technique, un contrôle démocratique véritable et suffisant sur les fonds spéciaux qui totalisent, dès à présent, des crédits dépassant le montant d'un demi-milliard d'u.c. ; demande notamment d'être appelé à se prononcer, en temps utile, sur des prévisions de dépenses ou au moins sur des éléments indicatifs et non plus, comme c'est le cas actuellement, à enregistrer l'inscription comptable a posteriori des décisions prises antérieurement, d'autant plus que ces fonds, dans leur composition et leur répartition, échappent déjà au contrôle des parlements nationaux ;

11. Rappelle que la présentation du budget doit lui permettre d'exercer pleinement ses pouvoirs et, ce faisant, d'ouvrir un large débat sur la politique future de la Communauté ;

12. Est inquiet du retard apporté à la mise en œuvre du traité du 8 avril 1965 instituant une Commission unique et un Conseil unique, souligne les difficultés pouvant résulter de ce retard tant sur le plan politique qu'administratif et considère comme désormais urgent d'opérer la fusion des trois exécutifs ;

13. Charge son président de transmettre au Conseil de la C.E.E. le projet de budget modifié conformément à l'article 203, paragraphe 4, 2^e alinéa, du traité, la présente résolution, le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1966 et le rapport de sa commission des budgets et de l'administration ;

14. Invite le Conseil à lui faire connaître le résultat de ses délibérations sur le projet de budget ainsi modifié et sur la présente résolution ;

15. Charge sa commission des budgets et de l'administration d'examiner le résultat de ces délibérations et, si elle l'estime utile, de lui faire rapport à ce sujet.

9. Budget du Parlement européen pour 1967

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Battaglia, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration concernant les modifications à apporter à la section I des projets de budgets de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour 1967 (doc. 135).

Avant de donner la parole à M. le Rapporteur, j'indique que les votes sur les propositions de résolution présentées en conclusion du rapport auront lieu lors de l'examen du projet du budget de l'Euratom pour 1967 qui fait l'objet du point suivant de l'ordre du jour.

La parole est à M. Battaglia.

M. Battaglia, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je serai bref, d'autant que la portée de mon rapport ainsi que les deux questions qui y sont traitées me semblent très claires.

Assurément, la seconde partie de ce rapport n'aurait pas été nécessaire si le Conseil de ministres avait

accepté les modifications que notre Parlement avait proposées à l'organigramme de son secrétariat. Quant à l'autre partie, elle concerne simplement un problème de procédure en liaison avec la répartition d'un crédit inscrit au budget. Le rapport portait par conséquent sur deux modifications : la première a trait au crédit de 300 000 u.c. prévu au chapitre XVIII au titre de « dépenses non spécialement prévues » ; la seconde procède de la nécessité de maintenir l'organigramme du Parlement pour 1967, tel qu'il a été approuvé le 28 juin 1966.

En ce qui concerne la première, il était précisé dans le rapport (document 84) que, afin de donner la preuve de sa conviction quant à la nécessité de regrouper les différents services du secrétariat en un seul édifice, la commission des budgets et de l'administration avait décidé à l'unanimité de proposer au Parlement de porter le crédit prévu au chapitre XVIII de 10 000 à 300 000 u.c. Le rapport ajoutait que les 290 000 u.c. supplémentaires resteraient toutefois bloquées jusqu'au moment où il serait possible de les répartir avec une absolue précision entre les différents chapitres et postes du budget du Parlement européen.

Battaglia

Il était encore dit, dans ce même rapport, que ces sommes seraient débloquées et réparties sur demande du président de notre Parlement. Et notre président, par lettre du 25 octobre 1966, a demandé à la commission des budgets et de l'administration de répartir le crédit de 290 000 u.c. entre les différents postes entrant en ligne de compte. De là les augmentations de certains postes du budget de notre Parlement.

La première majoration concerne le loyer, dont le montant passe de 70 000 à 310 000 u.c.

En ce qui concerne le transfert du secrétariat dans un autre local, une somme de 10 000 u.c. doit encore être prévue pour les frais de résiliation de certains contrats en cours et pour le paiement éventuel, pour un certain temps, de l'ensemble ou d'une partie des loyers dus actuellement, en plus de celui du nouvel édifice.

L'article 42 prévoit une augmentation de 44 400 à 66 400 u.c. pour l'accroissement des dépenses de consommation d'eau, d'électricité et de chauffage. Il est également prévu une augmentation de 70 000 à 97 000 u.c. pour les dépenses majeures qu'impliquent le nettoyage et l'entretien des nouveaux locaux (article 43).

L'article 62 prévoit 20 000 u.c. supplémentaires pour les dépenses de déménagement. Le crédit figurant à l'article 113 est également majoré — de 8 000 à 10 000 u.c. — afin de permettre une amélioration et une rationalisation de l'équipement du dispensaire. L'article 121 comporte une augmentation de 15 000 u.c. destinée à couvrir l'achat des meubles nécessaires à l'installation des bureaux qui seront mis à la disposition des parlementaires et à subvenir aux autres besoins du même ordre.

A l'article 122 enfin, il a été prévu de porter la somme initialement inscrite de 13 000 à 21 000 u.c., afin de pouvoir couvrir les différents achats que l'amélioration du matériel technique et la rationalisation des services de dactylographie rendront nécessaires. Toutes ces données sont contenues dans le tableau de la page 11, tandis que les explications suivent à la page 12. C'est ainsi qu'ont été réparties les 290 000 u.c. qui avaient été allouées et bloquées et qui devaient être débloquées sur demande du président de notre Parlement.

J'ai déjà dit que le second problème n'aurait pas dû être posé si les Conseils avaient fait preuve d'une plus grande compréhension et — pourquoi pas ? — à l'égard du Parlement européen lui-même, qui a fait siennes les requêtes de son secrétariat. Ce problème a déjà fait l'objet de deux rapports : l'un en juin et l'autre en octobre dernier. Sans vouloir être désagréable, j'estime pour le moins paradoxal qu'il faille discuter d'un problème d'aussi peu d'importance et encore plus que le Conseil de ministres ait fait preuve d'autant d'obstination à son propos.

De quoi s'agit-il en fait ? Il s'agit de modifier légèrement l'organigramme de notre secrétariat ou, plus précisément, de créer deux nouveaux postes de grade A 4, de supprimer parallèlement deux postes de grade A 5 et, en outre, de créer sept postes de grade C 2 en rayant de l'organigramme un nombre correspondant de postes C 3. Le Conseil s'est adressé au Parlement pour obtenir des éclaircissements en la matière, éclaircissements qui ne lui ont pas manqué, comme on peut clairement s'en rendre compte en lisant le rapport d'octobre dernier. Mais bien que notre Assemblée ait exposé les raisons pour lesquelles elle insistait pour obtenir une légère modification de l'organigramme de son secrétariat, force nous fut de constater, non sans surprise, que cette modification n'avait pas été apportée.

A cet égard, le président du Conseil a répété ici même ce qu'il avait dit au sein de la commission des budgets et de l'administration, à savoir que les Conseils n'ont pas jugé bon d'accéder à la demande du Parlement, étant donné que l'organigramme actuel avait donné la possibilité de procéder aux promotions normales.

Il me semble toutefois que les Conseils n'ont pas tenu compte des considérations formulées dans notre rapport d'octobre dernier, où l'on faisait remarquer notamment :

- a) que les Conseils, au moment même où ils invitaient le Parlement à ne pas modifier les structures de son organigramme, prévoyaient pour leur secrétariat un nouveau poste de grade A 2, un de grade A 5 et deux de grade A 6, l'attribution d'un poste de grade A 2 à titre personnel ainsi que la création de huit autres postes dans les catégories C et D.
- b) que le Parlement s'opposait à la demande des Conseils de ne pas modifier l'organigramme de son secrétariat en démontrant que la pyramide de répartition des postes n'était équitable ni au sens absolu ni au sens relatif, surtout si elle était comparée à celle du secrétariat du Conseil de ministres.

Dans ce rapport enfin, on faisait remarquer que si le gonflement des tâches justifiait l'augmentation des effectifs du secrétariat du Conseil de ministres (et je suis convaincu qu'il le justifie), il comportait du même coup une augmentation du personnel de notre secrétariat. Il est évident en effet, mes chers collègues, qu'à mesure que se développent les travaux de la Communauté, non seulement le travail du secrétariat du Conseil s'accroît, mais aussi celui du secrétariat du Parlement. Du reste, nous n'avons pas demandé de nouveaux postes, mais seulement une meilleure qualification d'un petit nombre d'entre eux.

Cela étant, Monsieur le Président, je ne pense pas que l'on puisse dire en toute objectivité qu'il y ait

Battaglia

des raisons sérieuses au refus que nous a transmis le président en exercice du Conseil. C'est pourquoi je pense qu'il est légitime de notre part d'insister pour que le budget du Parlement européen soit modifié en ce qui concerne l'organigramme du secrétariat du Parlement.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. VENDROUX

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. De Block.

M. De Block, président en exercice des Conseils. — (N) Monsieur le Président, j'aborderai tout d'abord le point le plus facile. Je remercie M. Battaglia pour les explications qu'il nous a données au sujet des 300 000 dollars. J'en informerai volontiers le Conseil de ministres.

Et maintenant le point difficile : le refus d'accorder des promotions. Je dois me garder de rendre M. Battaglia encore plus inquiet qu'il ne l'est déjà. Je ferai de mon mieux. Il me faut, malheureusement, me rallier à une partie de son argumentation. Dans certains cas, des promotions ou des transformations de postes ont eu lieu et, dans d'autres, il a été procédé à une augmentation des effectifs. Je ferai cependant une exception pour la Cour de justice. Vous connaissez les raisons profondes des transformations massives de postes qui ont eu lieu à la Cour. Pour aucune des institutions, ces événements ne peuvent constituer un précédent et ne seront jamais, je l'espère, invoqués comme tel.

Je vous dirai, pour un cas précis, les motifs qui ont amené le Conseil de ministres à ne pas approuver les promotions. Le Conseil estime en effet qu'il n'est pas nécessaire d'encourager ces transformations ou ces promotions. Il y a environ 450 fonctionnaires en service auprès du secrétariat du Parlement. Lorsque je constate que 64 promotions ont été accordées en 1964 et 48 en 1965, j'en déduis que 15 % du personnel ont été promus en 1964 et 10 % en 1965. C'est là, malgré tout, un pourcentage très honnête de promotions. Était-il vraiment nécessaire, c'est la question que nous nous sommes posée, d'augmenter encore ce pourcentage ?

Je n'en dirai pas davantage. Mais je ferai part au Conseil du plaidoyer de M. Battaglia avec la même ardeur que celle qu'il a mise à le prononcer. J'espère que ce débat passionné aboutira aux résultats espérés.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie le président en exercice des Conseils de sa réponse.

La parole est à M. Battaglia.

M. Battaglia, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, je ne suis absolument pas en colère ; j'ai peut-être mis dans mon exposé plus de passion que n'en méritaient les arguments que j'ai développés et que je maintiens pour répondre à ce que vient de dire le président du Conseil. C'est, à mon avis, par une énorme erreur qu'il s'est référé à 64 promotions qui auraient eu lieu pendant l'année 1964.

Je voudrais demander au président en exercice des Conseils où il a pris ce chiffre ? Certainement dans le rapport de la commission de contrôle. Mais dans ce rapport, on lit quelque chose de différent de ce qu'il nous a dit. On y lit en effet (au second alinéa de la page 12) qu'au cours de l'exercice 1964, 69 agents ont bénéficié d'une promotion qui, pour 64 d'entre eux (voilà le 64), s'est traduite par un avancement d'un ou de deux grades à l'intérieur de leur catégorie.

S'il en est ainsi, la commission de contrôle a bien parlé d'avancements divers à l'intérieur de différentes catégories, mais non de promotions au sens où ce terme est employé dans le statut du personnel, c'est-à-dire du passage d'un grade inférieur au grade supérieur de la même carrière. Nous ne devons pas confondre ce qu'on lit dans le rapport de la commission de contrôle avec les promotions, car il s'agit de deux choses différentes.

Cela étant précisé, je souhaite, Monsieur le Président, que le président du Conseil veuille bien se faire notre interprète auprès des membres du Conseil afin que notre demande soit acceptée. Je vous en remercie dès maintenant, Monsieur le Ministre.

M. le Président. — Je pense que M. le Président en exercice des Conseils a bien voulu noter la portée de ces précisions complémentaires.

Comme il a été indiqué tout à l'heure, j'appellerai le vote sur les propositions de résolution à l'occasion de l'examen du projet de budget de l'Euratom que nous allons examiner ensuite.

10. Ordre des travaux

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse qui l'a demandée pour une question d'ordre.

M. Dehousse. — Je vous remercie, Monsieur le Président, de bien vouloir me donner la parole.

D'accord avec M. Jean Rey, dont j'ai préalablement pris les convenances, je voudrais demander au Parlement de bien vouloir reporter à demain mer-

Dehousse

credi, de préférence dans l'après-midi, la question orale sans débat que j'ai introduite au sujet des négociations avec la Tunisie.

M. le Président. — Le Parlement est maître de son ordre du jour.

M. Dehousse propose de reporter à demain l'examen de la question orale n° 5.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Cette proposition est adoptée.

M. Dehousse. — Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. le Président. — Comme il nous faut situer cette question orale dans l'ordre du jour de demain, je propose de l'insérer après le rapport de M^{me} Elsner.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

11. *Budget de fonctionnement de la C.E.E.A pour 1967*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Merten fait au nom de la commission des budgets et de l'administration, sur le projet du budget de fonctionnement de l'Euratom pour l'exercice 1967 et sur certaines autres questions budgétaires de cette Communauté (doc. 133).

La parole est à M. Vals, président de la commission des budgets et de l'administration, en remplacement de M. Merten.

M. Vals. — Monsieur le Président, je dois tout d'abord excuser notre collègue M. Merten qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, ne peut être présent aujourd'hui parmi nous et qui m'a demandé, ce que je fais bien volontiers, de présenter son rapport sur le budget de fonctionnement de l'Euratom.

Ce rapport ne me paraît pas devoir, en raison de son objet même, soulever des débats passionnés. Je crois, en effet, que nous sommes d'accord sur le budget de fonctionnement de l'Euratom, mais que le problème le plus important, celui qui intéresse le budget de recherche et d'investissement, n'y est pas traité. Ceci, parce que le Conseil n'a pas été en mesure d'établir ce projet dans les délais prévus par le traité et, par conséquent, d'en saisir le Parlement européen à l'occasion de la présente session.

Votre commission des budgets et de l'administration ne peut pour le moment que déplorer vivement

l'absence de projet de budget de recherche et d'investissement, élément supplémentaire hypothéquant l'avenir de l'Euratom, qui nous paraît un peu inquiétant.

On aurait pu penser pourtant que l'établissement de ce projet de budget de recherche et d'investissement ne devait pas rencontrer beaucoup de difficultés, puisqu'il était celui qui devait traiter de la dernière année du deuxième plan quinquennal intéressant l'Euratom. Nous aurions pu croire que cela devait se faire très facilement ; malheureusement des difficultés ont surgi. Il y a, d'une part, une difficulté qui provient de ce que les États membres doivent faire converger leur point de vue sur la politique de la recherche à mener par l'Euratom sur le plan de la Communauté, et, d'autre part, une difficulté supplémentaire qui est représentée par le fait peut-être que la Commission de l'Euratom, estimant devoir tirer les conséquences d'une expérience assez récente, a considéré devoir proposer au Conseil une modification au deuxième plan quinquennal de recherche.

Or, sur une telle proposition, il faut l'unanimité du Conseil. Celle-ci n'a pu être réunie. De plus, comme la proposition de la Commission a été faite peut-être un peu tardivement, puisqu'elle l'a été seulement au moment de la présentation de l'avant-projet de budget, le rapport de M. Merten, qui portait essentiellement sur le budget de fonctionnement, n'a pu qu'effleurer ce problème du budget de recherche.

Cependant, au point 2 de la proposition de résolution, il est insisté à juste titre auprès du Conseil et de la Commission pour qu'un projet de budget de recherche et d'investissement soit établi dans les plus brefs délais.

Vous verrez au point 3 qu'une date limite est très nettement sous-entendue. Nous espérons que cela ne devrait pas dépasser le 31 décembre.

Le projet de budget de fonctionnement n'a pas soulevé beaucoup d'enthousiasme de la part de votre commission des budgets. Celle-ci, cependant, n'a pas estimé utile de le modifier. Comme chaque année, il y a eu un certain déraillement entre le Conseil et la Commission au sujet des demandes de personnel. Je suis obligé de reconnaître d'ailleurs que, cette année, les demandes de personnel présentées par la Commission étaient beaucoup moins importantes que les années précédentes et que les réductions opérées par le Conseil ont été, aussi bien, moins importantes que par les années passées.

Il reste donc que les réductions opérées ont suscité quelque souci au sein de votre commission des budgets et de l'administration ; celle-ci estime que, si l'Euratom veut assurer toutes ses tâches dans les délais voulus, la Commission de l'Euratom doit, pour ce faire, disposer du personnel nécessaire.

Vals

Je dois vous dire, Monsieur le Président des Conseils, que la commission des budgets et de l'administration a une autre préoccupation. Elle provient du montant minime des crédits qui ont été inscrits dans le budget de fonctionnement pour les dépenses concernant le contrôle de la sécurité et de la protection sanitaire.

Quant aux états prévisionnels ainsi que ceux des institutions communes, qui figurent cette année dans le budget de fonctionnement de l'Euratom, ils n'ont pas généralement donné lieu à d'importantes observations de la part de votre commission. Les seules remarques qu'il convient cependant de faire concernent le service de presse et d'information. L'une est positive et la commission a constaté avec satisfaction que les crédits « Kreyssig » pour la jeunesse et l'éducation des adultes ont été relevés de 300 000 à 400 000 u.c. On peut considérer ainsi qu'une première suite a été donnée à la résolution qui a été adoptée dernièrement par notre Parlement sur la base d'un rapport de M. Scarascia Mugnozza en vue de la mise en place de ce centre européen de la jeunesse.

Si nous avons eu un motif de satisfaction, nous avons eu aussi un regret qui réside dans le fait que, cette année, aucun échange de vues n'a eu lieu entre le Conseil et la commission puis avec le Parlement européen sur les activités à déployer par le service commun de presse et d'information et, en général, sur la politique à pratiquer en ce domaine.

Pour les institutions communes, M. Battaglia, dans son rapport, a principalement traité d'un conflit né entre le Parlement européen et le Conseil à propos de l'organigramme de ce dernier. Et tout en étant moins passionné peut-être que le rapporteur, je voudrais entendre le président de la commission redire à M. le Président en exercice du Conseil que nous attendons beaucoup de son intervention auprès des Conseils, afin que soit réglé, en respectant la dignité du Parlement, un problème qui nous est apparu comme mineur. Ce conflit qui existe à propos de la transformation de deux ou trois postes de grade A 5 en grade A 4, et de 7 postes de catégorie C 3 en catégorie C 2 ne devrait même pas exister. Monsieur le Président, comprenez que cela n'élève pas un débat budgétaire que de voir le Parlement être obligé par deux fois d'indiquer au Conseil que les deux postes dont il demande la création par la suppression d'autres postes correspondent simplement à des nécessités. Je vous l'ai déjà dit et je le répète, nous ne voudrions pas que vous nous obligiez à adopter des mesures « subalternes » en demandant la création de dix postes de façon que vous en accordiez deux, ce qui ne manquerait pas de se faire si nous le demandions. Nous aurions ainsi satisfaction. Ce problème devrait être réglé d'une façon un peu plus digne à la fois pour ce Parlement et pour le Conseil.

En ce qui concerne le financement des charges du secrétariat des Conseils, sans vouloir revenir sur cette question qui a été longtemps évoquée par M. Battaglia, votre commission soutient un point de vue récemment exprimé par la Haute Autorité, et selon lequel la contribution de la C.E.C.A. devrait être revue en ce qui concerne les frais du secrétariat du Conseil. Au début de l'application du traité de Rome, il avait été convenu entre les autorités budgétaires de la C.E.E. et de l'Euratom, d'une part, et de la C.E.C.A., d'autre part, que les frais des Conseils seraient répartis par tiers, et ce par analogie avec les dispositions de la convention relative aux institutions communes, le Parlement étant donc concerné.

Depuis, l'évolution a fait apparaître que le secrétariat des Conseils travaille pour une part négligeable pour la Haute Autorité de la C.E.C.A. Cette institution connaît à l'heure actuelle certaines difficultés financières, et je n'aurai pas la cruauté d'insister sur le fait que si elle avait suivi l'avis donné voici trois ans par le Parlement, elle ne connaîtrait peut-être pas ces difficultés. Quoi qu'il en soit, votre commission vous propose de soutenir le point de vue de la Haute Autorité en demandant que soient réexaminées les règles de répartition concernant les frais du secrétariat des Conseils. Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ce que M. Merten a indiqué dans son rapport.

Je me permets d'insister à nouveau auprès de la Commission et des Conseils pour que nous soyons saisis, avant la fin de l'année, du budget de recherche et d'investissement, et j'invite le Parlement, après avoir formulé ce souhait, à voter la proposition de résolution qui fait suite au rapport de M. Merten et pour laquelle tout à l'heure un amendement a été déposé ; j'inviterai le Parlement à le voter.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie le président Vals d'avoir bien voulu présenter lui-même le rapport sur le projet de budget de fonctionnement de l'Euratom.

La discussion générale est ouverte.

La parole est à M. Aigner, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me permettrai de formuler quelques remarques au nom de mon groupe.

Je dirai tout d'abord ma gratitude à M. le Ministre ainsi qu'au président de la commission des budgets qui, par ce nouveau mode de discussion au niveau des commissions parlementaires, ont permis d'instituer un dialogue entre le Conseil de ministres et le Parlement. Ce dialogue est nécessaire. Cette nouvelle méthode de travail devrait être développée et adoptée par toutes les commissions. Je tiens à re-

Aigner

mercier le Conseil de ministres d'avoir voulu y prêter son concours.

J'ai toutefois une critique à formuler. La discussion au niveau des commissions a fait clairement apparaître que le Conseil de ministres doit prendre conscience, plus que ce ne fut le cas jusqu'ici, de son rôle d'organe communautaire. Il ne faut pas qu'il s'acquitte de sa tâche européenne comme d'un devoir pénible. Nous savons que sur le plan national les membres du Conseil assument des charges importantes. Mais nous n'avancerons guère si nous continuons à travailler comme nous l'avons fait jusqu'ici. Un des centres de gravité de la Communauté doit se situer au niveau du Conseil de ministres qui doit, de surcroît, faire preuve d'un plus grand dynamisme.

Comme l'a signalé le président de la commission des budgets, nous adoptons le budget de fonctionnement sans avoir la moindre idée du budget de recherche, de sorte que le premier est pour ainsi dire complètement dépourvu de fondements. Dans chacun des États membres, les discussions vont bon train sur le point de savoir si, sur le plan de la science et de la recherche, cette Europe ou les États qui la constituent n'ont pas un retard d'une ou de deux décennies sur les grandes puissances. De plus en plus on revendique l'alignement sur le niveau mondial, le renforcement des investissements scientifiques, la construction de fusées, de satellites, de réacteurs etc.

Aucun observateur impartial ne manquera de déceler là l'amorce d'une évolution dangereuse. C'est pourquoi, à l'adresse du Conseil de ministres, je tiens à proclamer que le fossé qui s'est creusé ici est désormais impossible à combler sur le plan national ; il ne peut plus l'être que par la coordination et le groupement des forces européennes.

Mon point de vue n'est ni dogmatique ni idéologique, mais purement pragmatique. Si les États membres ne parviennent pas à se convaincre de la nécessité de combler ce fossé, non pas sur le plan national, mais par la conjugaison de leurs efforts, ils gaspilleront leur énergie et leurs capitaux tout en agissant contrairement aux principes qui sont à la base du traité de l'Euratom.

Le document qui nous a été soumis a été corrigé — c'est dans le souci d'être suffisamment clair que j'ai recours à une expression sans doute un peu forte — par l'appareil administratif, par le corps de fonctionnaires du Conseil de ministres. Loin de moi de vouloir rabaisser le travail de ces fonctionnaires. Mais il est évident que si le Conseil de ministres manque de conceptions politiques au moment où sur le plan national l'action s'essouffle et que sur le plan communautaire on déploie trop peu d'énergie, il est impossible d'imprimer une orientation politique non seulement au budget des investissements, mais surtout au budget de fonctionnement.

Force nous a malheureusement été de constater l'absence de toute conception politique fondamentale. Nous devons dire au Conseil de ministres qu'il n'y a que deux façons de sortir de ce dilemme. Ou bien, on déploie plus d'énergie sur le plan européen. Cela demande davantage de temps et exige, par exemple, que l'on se réunisse un jour à huis clos, que l'on définisse des options à prendre, toutes choses qui n'ont encore jamais été faites. Ou bien, si l'on ne veut pas de cette solution, on renforce la Commission pour la mettre davantage en mesure d'opérer l'aiguillage politique, éventuellement sous le contrôle du Parlement. Mais s'en tenir au système actuel ne peut mener qu'à une impasse.

J'estime, d'autre part, que l'on a placé dans la Communauté européenne tant de capitaux, tant de foi mais aussi tant d'espérance, que la manière dont le Conseil de ministres s'acquitte de ce travail est quasiment indigne.

Tout observateur extérieur constatera — et même pas pour des raisons tactiques, saurions-nous encore le taire — que nos fonctionnaires européens en sont arrivés à une certaine résignation. S'ils se résignent, c'est en partie parce qu'on ne peut plus leur montrer un idéal. Peut-être leur dit-on : « La Communauté fonctionne encore, certes, mais la vision d'un avenir grandiose tel que l'envisageaient les fonctionnaires au moment où elle prit naissance a malheureusement disparu ». Nous devons rendre vie à cet idéal. Je pense que nous devons susciter de nouveaux espoirs et c'est en premier lieu — qu'il me soit permis de le répéter — au Conseil de ministres qu'incombe cette tâche.

Il est deux autres points sur lesquels j'aimerais encore prendre position, et d'abord sur la demande d'effectifs.

Quiconque s'est occupé de politique budgétaire au sein d'un parlement national conviendra avec moi que tout corps de fonctionnaires — et celui de la Communauté européenne ne fait pas exception — est régi par ses propres lois qui veulent que, lors même que les tâches n'augmentent pas, les postes passent à un niveau supérieur et se multiplient pour ainsi dire spontanément, si l'on n'exerce pas un contrôle sévère. Il est inutile de nous dissimuler que c'est également le cas en Europe.

Nous n'avons pas la possibilité, nous parlementaires débordés, d'entrer dans le détail pour dire que tel ou tel poste n'est pas nécessaire. Nous pouvons, si je puis dire, travailler d'une façon quelque peu spéculative, en faisant intervenir dans notre appréciation certaines intuitions et certains éléments spéculatifs. Mais il nous est tout à fait impossible d'effectuer un contrôle détaillé.

Je pense que la plupart de mes collègues sauront apprécier comme moi le travail d'élagage délicat auquel se livrent les fonctionnaires du Conseil de mi-

Aigner

nistres. Nous aussi, nous savons, et je l'ai dit en commission, qu'il y a dans nos Communautés comme partout ailleurs des oisifs qui parviennent, grâce aux dimensions de l'organisation, à se mêler à la masse de ceux qui font honnêtement leur travail. Je ne pense cependant pas que l'on puisse dans tous les cas parler de mauvaise volonté. La faute en est souvent à la mauvaise affectation du personnel. Le Parlement et la commission ont fréquemment demandé que nos Communautés assurent une certaine mobilité à l'appareil administratif. L'affectation des fonctionnaires doit avoir un caractère dynamique et non statique. Certes, cela est plus difficile à réaliser dans le cas de l'Euratom, où les carrières sont spécialisées : nous n'avons évidemment pas le pouvoir de transformer un technicien en médecin ou un savant en spécialiste des questions administratives. Néanmoins, ici aussi, il convient d'assurer un minimum de mobilité.

La discussion nous a donné l'impression — et je puis sur ce point appuyer la remarque de M. Vals — que c'est uniquement en vertu de considérations budgétaires que le Conseil a décidé certaines économies de personnel. Il n'est pas bon, me semble-t-il, de nous engager dans cette voie et, pour reprendre l'exemple qui a été cité, d'être obligé de demander dix postes pour en obtenir deux. Si nous n'envisageons les choses que du point de vue budgétaire, nous courons le risque de devoir, faute de disposer du personnel nécessaire, nous dérober aux tâches politiques que pourrait proposer le Conseil — et il est à espérer qu'il en proposera bientôt de nouvelles. En aucun cas, me semble-t-il, les restrictions de personnel ne devraient aller si loin.

Permettez-moi encore d'aborder rapidement un second point : la presse et l'information. Moi aussi, j'accueillerais avec faveur — on l'a également souhaité en commission — un renforcement des contacts entre le Conseil de ministres et le conseil d'administration du service de presse et d'information. Nous l'avons demandé à maintes reprises ; hélas, cette fois encore le Conseil n'a pas exaucé la requête du Parlement.

Il y aurait évidemment à dire et à redire du travail de notre service de presse et d'information, mais telle n'est pas notre tâche aujourd'hui. Une seule remarque cependant avant de conclure. Si nous nous permettons de critiquer le manque de fantaisie, le conventionalisme excessif qui caractérise les méthodes de travail alors que l'Europe demande que dans ce domaine également, l'on s'engage dans des voies nouvelles, il faut que dans le secteur politique nous dégagions l'énergie nécessaire pour définir une nouvelle ligne directrice ; alors seulement ces critiques seront justifiées. Rien n'est plus périlleux que le vide qui s'est largement répandu dans tous les États membres. La foi en l'Europe, jadis très puissante, a malheureusement perdu de son éclat. Les causes en sont nombreuses. Il serait extrêmement dange-

reux que, par déception, l'on comblât par des idéologies rétrogrades le vide qui s'est ainsi créé.

Je dirai, pour conclure, que dans notre appréciation de l'œuvre de l'Euratom, nous sommes arrivés à un point où il nous faut prier instamment le Conseil de ministres de remplir avec plus d'énergie, de fantaisie, d'information et de courage — je regrette de devoir le constater — les tâches qui lui incombent sur le plan européen.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Margulies.

M. Margulies, membre de la Commission de l'Euratom. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, M. Vals a constaté à juste titre — et je ne puis que partager son opinion — que, cette année-ci, le budget de fonctionnement de l'Euratom ne soulève pratiquement aucun problème, à l'exception du point qui par la suite a fait l'objet de l'amendement présenté par MM. Thorn et Vals, point sur lequel je reviendrai tout à l'heure.

Je n'attache pas moins au budget de fonctionnement de l'Euratom un peu plus d'importance qu'on n'a voulu lui en conférer lors des débats qui viennent d'avoir lieu, et cela, d'une part, parce que c'est cette question, et cette question seule, qui relève de ma compétence ; d'autre part, parce que, de toute façon, je ne puis comprendre entièrement l'entrain avec lequel le Conseil et le Parlement font leurs différends entre hommes de science que reflète le budget de recherche. Ces différends sont aussi vieux que la science elle-même et les éléments d'appréciation habituels font défaut qui, en règle générale, nous permettent de chiffrer les résultats et les perspectives de nos projets. C'est pourquoi, je le répète, je ne puis comprendre entièrement cet entrain. Bien qu'elle ne puisse évidemment jamais s'y dérober, la Commission, qui est coutumière de ces différends, les considère avec un peu plus de recul et de sérénité. A vrai dire, elle serait fort heureuse d'être investie des pouvoirs qui lui permettraient de les trancher en toute objectivité.

Voilà pourquoi j'accorde tant d'intérêt au budget de fonctionnement. Comme il ne suscite aucun problème, ma tâche pourrait se limiter à remercier très vivement le rapporteur et le président de la commission de l'accueil bienveillant qu'ils ont réservé au budget de fonctionnement de l'Euratom et à m'incliner devant les critiques exprimées dans le rapport. En effet, cette Assemblée a le droit et l'obligation de soumettre le travail des exécutifs à un examen critique. Je puis vous assurer que, pour autant qu'il soit fondé, la Commission s'efforcera d'en tenir compte, serait-ce au risque de ne plus avoir, l'année prochaine, de quoi discuter.

Je saisis néanmoins l'occasion pour souligner quelques points du rapport de M. Merten.

Margulies

Ce qui me frappe tout particulièrement, c'est la fameuse question du personnel, si souvent évoquée, figurant au point 21 du rapport. Je voudrais une fois de plus attirer votre attention sur le fait qu'il s'agit de tâches de caractère hautement politique, que la Commission doit remplir dans le cadre de la protection sanitaire et du contrôle de la sécurité. M. Aigner vient précisément de souligner l'importance de ces deux tâches. La notion de « protection sanitaire » implique la condition même de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire : donner à l'homme la certitude de ne courir aucun risque du fait d'un progrès technique qu'il considère encore avec méfiance. C'est l'un des deux aspects du problème.

L'autre aspect, du point de vue politique, est très délicat. Ce que l'on entend ici par « contrôle de la sécurité » ne saute pas immédiatement aux yeux. Il s'agit en fait de l'obligation qui incombe à l'Euratom de veiller à ce que la matière fissile ne soit utilisée qu'aux fins auxquelles elle était initialement destinée.

C'est précisément cette tâche qui exige un personnel hautement qualifié. A cet égard, nous sommes confrontés à une tendance qu'il nous est impossible de maîtriser. Les tâches des deux services compétents augmentent en fonction du nombre des applications de l'énergie nucléaire. Tous les ans, des installations nouvelles sont mises en service, de nouveaux réacteurs deviennent critiques : tous les ans, nous devons faire appel à de nouveaux effectifs spécialisés.

Il faut, cela va sans dire — et je pense qu'en l'espace mon opinion rejoint celle du Conseil — qu'au moins le contrôle de la sécurité soit reconnu sur le plan international et qu'il soit à l'abri de toute contestation. Pour cela aussi, il nous faut le personnel approprié. Je regrette vivement que le Conseil ne nous l'ait pas accordé cette année-ci et que nous devions nous efforcer de nous arranger avec les moyens dont nous disposons.

D'autre part, nous reconnaissons avec gratitude que le Conseil nous a accordé les postes des catégories C et D. Nous les lui avions demandés déjà l'année passée. Mais n'insistons pas ; avec une année de retard, on nous accorde les postes nécessaires pour régulariser la situation des agents non permanents qui, contrairement au statut, sont chargés de tâches permanentes. Comme vous le voyez, ce que M. Vals a qualifié de bagarre entre Conseil et Commission n'a pas tourné au seul désavantage de cette dernière. Je pense même que cette fois-ci nos désirs ont trouvé auprès du Conseil un peu plus de compréhension que les années précédentes.

Au point 24 du rapport, je trouve une remarque qui appelle de ma part quelques explications. L'on y établit un parallèle entre l'article 100 — publications — comportant un crédit de 31 000 u.c., et l'article 102 — dépenses de vulgarisation. Si les deux

fins paraissent semblables, elles sont néanmoins distinctes. C'est pourquoi l'on a prévu deux postes budgétaires différents. L'article 100 est destiné aux publications spéciales de la Commission, telles que l'impression du rapport général, alors que l'article 102 sert à l'information du public sous le thème de « vulgarisation de la technique nucléaire ». Cela se fait au moyen d'une série de publications dont la plus connue est le Bulletin de l'Euratom. Les deux fonds sont gérés par deux services entièrement distincts, et il ne serait pas bon de les fusionner.

Telles sont les observations que j'avais à présenter au sujet du budget de fonctionnement.

Le point 2 de la proposition de résolution soulève à nouveau la question du budget de recherche et d'investissement. A vrai dire, je croyais que la lettre adressée au Parlement par le président en exercice du Conseil avait exposé les raisons pour lesquelles le Parlement n'avait pu, jusqu'à présent, être saisi du budget de recherche de l'Euratom. Je lis au point 2 de la proposition de résolution que le Parlement insiste auprès du Conseil et de la Commission pour qu'un projet de budget soit établi dans les plus brefs délais. Permettez-moi de faire à ce sujet les observations suivantes :

C'est, bien entendu, dans les délais que la Commission a établi le budget de recherche et d'investissement et qu'elle l'a soumis à l'avis du Conseil ; c'est, comme d'habitude, dans les délais aussi, c'est-à-dire avant le 30 septembre, que le Parlement en fut saisi. L'objection est sans doute de pure forme, puisque nous savons tous pour quelles raisons — la lettre du président du Conseil est d'ailleurs explicite à ce sujet — les négociations au sein du Conseil n'ont pu jusqu'à présent être menées à terme. Permettez-moi néanmoins de souligner que nous ne sommes pas très heureux de voir que l'on établisse un rapport entre le budget pour l'exercice 1967 et le « deuxième aménagement du deuxième programme ». Si l'on songe aux débats consacrés au premier aménagement, l'expression semble quelque peu ambitieuse. En réalité, il s'agit seulement d'un déficit résultant de l'exécution du projet des sur-générateurs rapides, — déficit qui s'est formé d'une façon tout à fait courante, à savoir, par une hausse des coûts et des prix intervenue au cours de la période de construction, — et qui doit être couvert d'une façon ou d'une autre. Or, une décision du Conseil est nécessaire à cet effet. Nous reconnaissons que cette décision doit être prise tout d'abord, étant donné qu'elle peut, le cas échéant, avoir des incidences sur le budget de 1967. Nous ne l'espérons pas, mais nous ne pouvons en exclure l'éventualité.

Je regrette tout particulièrement, cependant, que la demande portant sur la présentation d'un troisième programme ait été mise en relation avec le budget de l'exercice 1967. En ce qui concerne les rumeurs qui circulent à ce sujet, je ferai remarquer

Margulies

qu'aucune divergence sur le troisième programme ne saurait exister au sein de la Commission, ne serait-ce que parce que ce troisième programme n'a pas encore vu le jour. Nous nous sommes tous imaginé — veuillez m'excuser de le dire sans ambages — que la fusion des exécutifs des Communautés était imminente et qu'en conséquence ce ne serait plus à nous qu'il incomberait d'élaborer un troisième programme.

Lorsque, au cours de l'été, nous avons dû constater qu'aucune date n'était encore fixée pour la fusion des exécutifs, nous avons institué, dès la fin des vacances, un groupe de travail qui s'applique activement à concrétiser les conceptions que la Commission, et notamment le groupe « recherche », ainsi que les services compétents se font d'un programme futur. Lorsque des propositions seront soumises aux membres de la Commission, ceux-ci les examineront, les voteront selon l'usage démocratique et avec toute la loyauté et l'esprit de corps dont ils sont capables pour finalement — cela vous pouvez en être sûrs — présenter unanimement leur décision.

Je voudrais donc souligner que la Commission a mis tout en œuvre afin de permettre à cette Assemblée d'examiner le budget de recherche dans les délais requis.

M. Vals ayant déjà motivé, je crois, l'amendement n° 1, je rappellerai brièvement ce dont il s'agit. A l'heure actuelle, le Conseil s'emploie précisément à revoir le niveau des rémunérations des fonctionnaires européens. Il n'a pas encore pris de décision. Il va de soi, cependant, que nous n'aurions pu prévoir des crédits à cet effet au budget de l'exercice 1967.

Étant donné que déjà l'année passée, à la suite d'une majoration de 6% des rémunérations avec effet rétroactif au 1^{er} octobre, nous n'avons pu équilibrer qu'à grand-peine notre budget, l'on comprendra que nous soyons désireux de tenir compte dans le budget de 1967 d'une majoration des rémunérations susceptible d'être décidée ces prochains jours. L'espoir que nous avons à l'origine de voir le Conseil prendre sa décision avant les débats de cette Assemblée n'a malheureusement pas été réalisé. Au contraire, il faut plutôt s'attendre à ce que la décision n'intervienne qu'en décembre. Quoi qu'il en soit, nous saurions gré au Conseil s'il voulait — comme il nous l'a laissé entrevoir — tenir compte de ces majorations en mettant les crédits nécessaires à notre disposition.

C'est pourquoi la Commission vous serait très reconnaissante d'approuver la proposition de résolution ainsi que l'amendement présenté par MM. Thorn et Vals.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie Monsieur Margulies.

La parole est à M. De Block.

M. De Block, président en exercice des Conseils. — (N) Monsieur le Président, avant tout, je voudrais en revenir aux promotions au sein du secrétariat du Parlement européen. Je retire volontiers les termes que j'ai employés tout à l'heure à l'adresse de M. Battaglia. Plutôt que de violence, je voulais parler d'« élan ».

A l'égard de M. Vals, je confirme volontiers que l'appel urgent qu'il a lancé au sujet de ces promotions ne m'a en aucune manière laissé indifférent.

Avant de passer au problème de l'Euratom, je voudrais encore dire quelques mots au sujet de la contribution de la C.E.C.A. au frais du secrétariat du Conseil. En effet, la C.E.C.A. a fait connaître, le 15 novembre, qu'elle envisageait un taux de 10%. Ce point doit encore être examiné ; nous devons calculer si les demandes relatives à une réduction de la contribution de la C.E.C.A. sont justifiées ou non.

Je voudrais remercier M. Vals ainsi que M. Aigner d'avoir approuvé dans les grandes lignes le budget de fonctionnement de l'Euratom.

M. Margulies a déjà répondu à l'inquiétude exprimée par M. Vals quant au contrôle de la sécurité. Je voudrais simplement ajouter que trois agents de la catégorie B sont venus grossir cette année-ci l'effectif affecté au contrôle de la sécurité.

Je partage entièrement l'opinion de M. Vals, selon laquelle le budget de fonctionnement de l'Euratom ne peut donner lieu à des débats passionnés. Comme MM. Vals et Aigner l'ont fait observer, la situation est malheureusement quelque peu différente pour ce qui est de la préparation du budget de recherche et d'investissement de l'Euratom pour l'exercice 1967. Je n'ose être aussi optimiste que M. Vals, qui espère que ce budget sera établi avant le 31 décembre 1966. Les difficultés à surmonter sont nombreuses.

Je voudrais dire à M. Margulies que si l'Euratom a bien observé tous les délais, le budget pour l'exercice 1967, ainsi que l'aménagement du budget pour l'exercice 1966, proposé par la Commission de l'Euratom, n'en étaient pas moins incompatibles avec le deuxième plan quinquennal, dont 1967 est la dernière année.

Le deuxième plan quinquennal est une question extrêmement complexe. Il présente des difficultés sur le plan scientifique. On se demande de quel côté on doit s'orienter. On se demande également quel doit être le montant des crédits alloués. Sur toutes ces questions, le Conseil doit statuer à l'unanimité.

Je voudrais dire à M. Aigner que le Conseil de ministres consacre de sérieux efforts à l'Euratom et qu'il s'y intéresse de très près. Qu'il veuille bien se rendre compte, cependant, que le Conseil doit adop-

De Block

ter à l'unanimité la résolution relative à l'aménagement du deuxième plan quinquennal, qui devra intervenir en 1967 et qui se répercute sur le budget de l'exercice 1967. Sur ce point, les avis divergent profondément au sein du Conseil de ministres. L'Italie et la France expriment des désirs particuliers, de telle sorte que nous nous trouvons actuellement dans une impasse totale.

J'espère qu'il sera au moins possible de régler dans les plus brefs délais la question du financement du plutonium, sous-section de l'ensemble. Je partage entièrement l'avis de M. Aigner, lorsqu'il déclare que nous ne pouvons combler le retard que nous avons sur le plan de la technique à l'échelon national, mais que nous devons le faire dans un contexte international. C'est pourquoi du reste l'Euratom est une institution si importante et cela explique aussi l'importance des relations qu'elle entretient avec le monde entier.

Au sujet du service de presse et d'information, on a parlé d'un manque d'imagination. Je crois qu'il est assez difficile de trouver le juste milieu en cette matière. Cela s'applique au domaine de l'information aussi bien qu'au domaine scientifique. Quel est le moyen approprié de faire connaître à l'étranger les intérêts de l'Euratom ?

Je voudrais en outre remercier M. Aigner de son appréciation relative au système actuel des débats budgétaires ainsi que de l'hommage qu'il a adressé aux fonctionnaires chargés de préparer toutes ces questions. Il a fait preuve de compréhension pour les difficultés que soulève l'appréciation de la poli-

tique du personnel. Le dynamisme s'impose, mais nous devons trouver le juste milieu entre celui que nous pouvons réaliser à la Commission de la C.E.E. et à l'Euratom, en mettant à leur disposition un personnel approprié, et les dangers d'un dynamisme trop poussé, qui est tout simplement trop onéreux.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie Monsieur le Président des Conseils.

Nous passons à l'examen des dispositions du projet de budget de l'Euratom pour 1967.

Sur la partie A « Recettes », je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

La partie A « Recettes » est adoptée.

Sur la partie B « Dépenses administratives », section I « Assemblée », je suis saisi de la première proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de M. Battaglia et qui concerne la répartition des crédits prévus au chapitre XVIII de l'état prévisionnel des dépenses et des recettes du Parlement pour 1967.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ce texte aux voix.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

I**Résolution**

relative à la répartition du crédit prévu au chapitre XVIII de l'état prévisionnel des dépenses et des recettes du Parlement européen pour 1967

Le Parlement européen,

- vu le rapport de la commission des budgets et de l'administration (doc. 135) ;
- en application de la résolution⁽¹⁾ sur l'état prévisionnel des dépenses et des recettes pour l'exercice 1967, adoptée le 28 juin 1966 ;
- se référant à la résolution du 21 octobre 1966⁽²⁾ sur la consultation demandée par les Conseils de la C.E.E.A. et de la C.E.E. ;
- vu la section I des projets de budget de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour 1967 établis par les Conseils ;
- rappelant que conformément au texte des deux résolutions citées, le crédit global de 300.000 u.c. serait ventilé entre les divers chapitres et articles du budget, dès que le Parlement serait en possession de tous les éléments nécessaires ;

(1) J.O. n° 130 du 19 janvier 1966, p. 2433/66.

(2) J.O. n° 201 du 5 novembre 1966, p. 3470/66.

Président

— donnant suite aux décisions de principe relatives à l'installation du secrétariat dans un seul immeuble, prises par son bureau en date du 4 octobre 1966 ;

1. Répartit le crédit de 300.000 u.c. inscrit au chapitre XVIII de la manière suivante :

244.200 u.c. au chapitre IV
 20.000 u.c. à l'article 32
 2.000 u.c. à l'article 113
 15.000 u.c. à l'article 121
 8.000 u.c. à l'article 122
 10.800 u.c. au chapitre XVIII, article 180.

2. Constate qu'en conséquence le montant des crédits inscrits aux chapitres et articles considérés subit les modifications suivantes :

Chapitre IV — Immeubles	de 242.800 à 487.000 u.c.
Article 40 : loyers	de 104.000 à 303.000 u.c.
Article 42 : eau, gaz, électricité et chauffage	de 44.400 à 66.400 u.c.
Article 43 : nettoyage et entretien	de 70.000 à 97.000 u.c.
Article 45 : autres dépenses courantes	de 15.800 à 12.000 u.c.
Article 62 : dépenses diverses de fonctionnement	de 69.600 à 89.600 u.c.
Article 113 : dispensaire	de 8.000 à 10.000 u.c.
Article 121 : mobilier	de 10.000 à 25.000 u.c.
Article 122 : matériel et installations techniques	de 13.000 à 21.000 u.c.

3. Constate enfin que cette répartition a pour effet de faire passer le crédit inscrit à l'article 180, pour les dépenses non spécialement prévues, de 300.000 à 10.800 u.c.

4. Souligne qu'il appartient toutefois à son bureau de décider du transfert du secrétariat après l'approbation du contrat de location ;

5. Charge son président de transmettre la présente résolution, le rapport auquel elle fait suite et le document qui y est annexé aux Conseils et aux Commissions de la C.E.E.A. et de la C.E.E. ainsi qu'à la Commission visée à l'article 78 du traité instituant la C.E.C.A.

Nous passons à l'examen de la section I, modifiée conformément à la résolution qui vient d'être adoptée.

Sur cette section, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je la mets aux voix.

La section I, ainsi modifiée est adoptée.

Sur la section II « Conseil », la section III « Commission » et la section IV « Cour de justice », je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces sections aux voix.

Ces sections sont adoptées.

Sur la partie C « effectifs », je suis saisi de la seconde proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de M. Battaglia, concernant l'organigramme du Parlement européen.

Personne ne demande la parole ?...

Je la mets aux voix.

La seconde proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Président

II

Résolution

concernant l'organigramme du Parlement européen annexé aux projets de budgets de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour 1967, établis par les Conseils

Le Parlement européen,

- vu les projets de budgets de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour l'exercice 1967 établis par les Conseils (doc. 124 et 125) et plus particulièrement son organigramme figurant en annexe ;
- vu le rapport de sa commission des budgets et de l'administration (doc. 135) ;
- a) Considérant que les modifications apportées à son organigramme sont minimes et amplement justifiées par l'évolution qualitative et quantitative des tâches ;
- b) Convaincu que les Conseils ne peuvent justifier qu'il est nécessaire de n'apporter aucune modification aux cadres du personnel du secrétariat du Parlement, étant donné qu'outre les importantes modifications qu'ils ont apportées à leur propre organigramme, ils ont autorisé des transformations d'emplois à la Cour de justice et à juste titre une augmentation de personnel à la Commission de la C.E.E. ;
- c) Considérant qu'au vu de la situation de fait exposée ci-avant, l'attitude des Conseils apparaît non seulement comme contradictoire et illogique, mais implique également de telles restrictions qu'elle interdit aux autorités responsables du Parlement européen toute possibilité de répartition correcte des postes ;

1. Décide de modifier comme suit le tableau de l'organigramme relatif au Parlement européen, inséré dans les projets de budgets de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour 1967 établis par les Conseils :

18 postes de grade A 4 au lieu de 16
 19 postes de grade A 5 au lieu de 21
 65 postes de grade C 2 au lieu de 58
 80 postes de grade C 3 au lieu de 87 ;

2. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite aux Conseils et aux Commissions de la C.E.E.A. et de la C.E.E. ainsi qu'à la Commission visée à l'article 78 du traité instituant la C.E.C.A.

Je mets aux voix la partie C « effectifs » modifiée conformément à la résolution qui vient d'être adoptée.

La partie C « effectifs » ainsi modifiée est adoptée.

Je mets aux voix l'ensemble du projet de budget.
 L'ensemble du projet de budget est adopté.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution présentée en conclusion du rapport de M. Merten sur le projet du budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour 1967 et sur certaines autres questions budgétaires de cette Communauté.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 9, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Le préambule et les paragraphes 1 à 9 sont adoptés.

Après le paragraphe 9, je suis saisi d'un amendement n° 1 présenté par MM. Thorn et Vals et dont voici le texte :

Insérer, après le paragraphe 9, un paragraphe 9 bis ainsi conçu :

« 9 bis. — *Souhaite* que les décisions actuellement en instance devant le Conseil pour une augmentation des coefficients correcteurs applicables aux rémunérations des fonctionnaires et agents de la

Président

Communauté ainsi que pour l'Exposition de Montréal soient complétées par des dispositions comportant un relèvement correspondant des dotations budgétaires afférentes auxdits postes. »

La parole est à M. Vals.

M. Vals. — Monsieur le Président, M. Margulies a déjà indiqué au cours de son intervention que la commission des budgets et de l'administration — puisque cet amendement est devenu, à la suite de la réunion de ce matin, un amendement de la commission — serait très désireuse que le Conseil tienne compte des nécessités de modifier les crédits demandés par l'Euratom à la suite de l'adoption du coefficient correcteur et en même temps de l'augmentation des frais qui résultent de l'augmentation des tarifs pour l'Exposition de Montréal.

Au moment où le projet du budget était établi, la Commission n'avait pas à sa disposition les éléments nécessaires pour en faire état dans l'avant-projet de budget qui nous avait été soumis. Ainsi donc, la commission des budgets et de l'administration serait très désireuse que le Conseil, lorsqu'il réexaminera le projet de budget de l'Euratom, tienne compte de ces considérations.

Naturellement, et bien que le rapport concernant le projet de budget de la C.E.E. ait été adopté, les remarques que nous faisons sur le budget de l'Euratom sont valables pour le budget de la C.E.E.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté.

Sur les paragraphes 10 à 12, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 10 à 12 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution, modifiée par l'amendement qui vient d'être adopté.

La proposition de résolution ainsi modifiée est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

sur le projet de budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour l'exercice 1967 et sur certaines autres questions budgétaires de cette Communauté

Le Parlement européen,

- vu l'avant-projet de budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour l'exercice 1967 dont la Commission a saisi le Conseil ;
- vu le projet de budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour l'exercice 1967, établi par le Conseil (doc. 125) ;
- vu le rapport de sa commission compétente des budgets et de l'administration (doc. 133) ;
- après en avoir délibéré avec la Commission et le Conseil de la C.E.E.A. ;
- en application de l'article 177, paragraphes 3 et 4, du traité ;

1. Regrette qu'il ne soit pas encore saisi du projet de budget de recherche et d'investissement pour l'exercice 1967, bien que l'article 177 du traité instituant la C.E.E.A. stipule expressément que « l'Assemblée doit être saisie des projets de budget au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède celle de leur exécution » ;

2. Insiste auprès du Conseil et de la Commission pour qu'un projet de budget de recherche et d'investissement soit établi dans les plus brefs délais ;

3. Regretterait vivement que le budget de recherche et d'investissement pour l'exercice 1967 ne soit pas définitivement arrêté au plus tard à la date du 31 décembre 1966 et que l'on en vienne alors à appliquer le système des « douzièmes » provi-

Président

soires pour une activité aussi étendue et aussi importante que celle déployée par l'Euratom en matière de recherche et d'investissement ;

4. Déplore que le Conseil n'ait pas accordé les emplois demandés par la Commission de l'Euratom et plus spécialement ceux des catégories A et B ;

5. Invite la Commission à intensifier son activité dans le domaine du contrôle de sécurité et de la protection sanitaire et d'utiliser aussi efficacement que possible les crédits destinés à cette fin ;

6. Regrette que le Conseil n'ait pas accordé les deux emplois de la catégorie B demandés par les exécutifs pour le service juridique, et en ce qui concerne les emplois demandés pour le service de presse et d'information, au moins un emploi de la catégorie B et un de la catégorie C, en plus de l'emploi A 3 déjà approuvé ;

7. Regrette en outre que cette année encore, aucun échange de vues sur l'activité du service de presse et d'information n'ait eu lieu, ainsi qu'il l'avait recommandé, avant les discussions sur les budgets entre le conseil d'administration de ce service et les Conseils de ministres, et insiste pour qu'à l'avenir il soit procédé à un tel échange de vues ;

8. Se félicite toutefois qu'à la suite de la résolution du Parlement européen du 9 mai 1966 ⁽¹⁾, les crédits dits « Kreyssig » inscrits dans le budget du Service commun de presse et d'information sous la rubrique « Jeunesse-Education des adultes » aient été portés de 300.000 à 400.000 u.c. ;

9. Déplore que les Conseils n'aient pas tenu compte de l'avis formulé par lui au cours de la session d'octobre 1966 ⁽²⁾ sur les propositions de modifications relatives à son propre organigramme pour l'exercice 1967 et rappelle à ce propos le rapport de sa commission compétente ;

10. Souhaite que les décisions actuellement en instance devant le Conseil pour une augmentation des coefficients correcteurs applicables aux rémunérations des fonctionnaires et agents de la Communauté ainsi que pour l'Exposition de Montréal soient complétées par des dispositions comportant un relèvement correspondant des dotations budgétaires afférentes auxdits postes ;

11. Arrête le projet de budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour l'exercice 1967 conformément à l'article 177, paragraphe 4, du traité instituant la C.E.E.A., à l'exception des modifications prévues par le Parlement européen pour son budget dans le rapport susmentionné et la proposition de résolution qui lui fait suite ;

12. Demande à la Commission des quatre présidents ainsi qu'aux Conseils de la C.E.E. et de la C.E.E.A. de réexaminer la part des dépenses du secrétariat général des Conseils à charge de la C.E.C.A. dans l'esprit d'une révision équitable ;

13. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite, ainsi que le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1966, aux Conseils et aux Commissions de la C.E.E. et de l'Euratom ainsi qu'à la Commission prévue à l'article 78 du traité instituant la C.E.C.A.

(1) J.O. n° 96 du 28 mai 1966, p. 1502/66.

(2) J.O. n° 201 du 5 novembre 1966, p. 3470/66.

12. *Budgets supplémentaires de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour 1966*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Leemans, fait au nom de la commission des budgets et de l'administration, sur le projet de budget supplémentaire de fonctionnement de la C.E.E.A. et sur le projet de budget supplémentaire de la C.E.E., établis par les Conseils pour l'exercice 1966 (doc. 147).

La parole est à M. Vals.

M. Vals, président de la commission des budgets et de l'administration. — Le rapport de M. Leemans, que celui-ci m'a prié de présenter en s'excusant de ne pouvoir le faire lui-même, est très simple. Il tient compte, en effet, des décisions qui ont été prises concernant plus particulièrement le coefficient correc-

teur et de l'augmentation des contributions du Parlement européen au régime d'assurance-maladie.

Il n'y a pas d'augmentation de la contribution des États membres en ce qui concerne ces dépenses puisqu'on pourra dégager ces crédits à l'intérieur du budget du Parlement européen. C'est la raison pour laquelle je vous demande d'approuver le rapport qui a été présenté par M. Leemans.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

Il n'y a pas d'opposition ?...

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

relative au projet de budget supplémentaire de fonctionnement de la C.E.E.A. et au projet de budget supplémentaire de la C.E.E.

Le Parlement européen,

— vu sa résolution du 21 octobre 1966, par laquelle il a établi un état prévisionnel supplémentaire de ses dépenses et de ses ressources pour l'exercice 1966 ⁽¹⁾ ;

— vu le rapport de sa commission des budgets et de l'administration (doc. 147) ;

1. Constate que les projets de budgets supplémentaires de la C.E.E.A. et de la C.E.E. établis par les Conseils pour l'exercice 1966 tirent les conséquences de son propre état prévisionnel supplémentaire ;

2. Donne son approbation au projet de budget supplémentaire de fonctionnement de la C.E.E.A. et au projet de budget supplémentaire de la C.E.E. (doc. 146) pour l'exercice 1966, lesquels sont donc, conformément aux dispositions du paragraphe 4, 1^{er} alinéa, des articles 177 du traité de la C.E.E.A. et 203 du traité de la C.E.E., réputés définitivement arrêtés ;

3. Charge son président de transmettre la présente résolution aux Conseils et aux Commissions de la C.E.E.A. et de la C.E.E. ainsi qu'à la Commission prévue à l'article 78 du traité instituant la C.E.C.A.

(1) J.O. n° 201 du 5 novembre 1966, p. 3471/66.

13. *Demande de suspension de séance*

M. le Président. — La parole est à M. Battaglia.

M. Battaglia. — (1) Monsieur le Président, je voudrais faire une proposition. Certains de nos collègues ont des obligations auxquelles ils ne peuvent

se soustraire. Je vous propose donc de suspendre la séance pour une heure ou une heure et demie.

M. le Président. — Selon M. Battaglia, certains de nos collègues ont pris des engagements pour l'heure où nous sommes, et M. Battaglia souhaiterait que la séance fût suspendue. Mais il se trouve

Président

que d'autres collègues se sont engagés pour la soirée. Donc, le problème ne serait pas résolu pour autant. D'autre part, M. le Président des Conseils a lui-même son mot à dire.

Peut-être pourrais-je demander aux orateurs ici présents de concentrer leurs interventions et je suppose que, si chacun y mettait du sien, nous pourrions en terminer assez vite malgré l'importance du sujet qui va maintenant nous être soumis. Je voudrais connaître l'avis de l'Assemblée sur la proposition de M. Battaglia.

La parole est à M. Carcassonne.

M. Carcassonne. — Vous avez exprimé exactement ce que je voulais dire, Monsieur le Président. Si certains de nos collègues ont pris des engagements pour l'heure présente, d'autres en ont pris pour plus tard. Je demande donc que la discussion soit prolongée jusqu'à 20 h ou même 20 h 15.

M. le Président. — J'en suis désolé, Monsieur Battaglia, mais j'ai l'impression que l'ensemble de l'Assemblée désire continuer la discussion et en terminer au plus vite.

Vous avez la parole, Monsieur Battaglia.

M. Battaglia. — (I) Bien entendu, Monsieur le Président, je ne puis que m'en remettre à la volonté de l'Assemblée. Mais je voudrais que vous la consultiez, car je ne crois pas qu'elle soit personifiée seulement par notre collègue M. Carcassonne.

M. le Président. — Nous sommes en présence de deux propositions : ou suivre nos débats ou suspendre la séance.

Je mets aux voix la poursuite des débats.

La poursuite des débats est ordonnée.

Monsieur Battaglia, la majorité s'est prononcée contre votre proposition.

14. Association C.E.E.-Nigéria

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Moro, fait au nom de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement, sur l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la république du Nigéria et les documents annexes (doc. 134).

La parole est à M. Moro.

M. Moro, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, l'accord d'association entre la Communauté économique européenne et la république du Nigéria,

sur lequel notre Parlement est appelé à donner son avis, s'inscrit certainement parmi les événements saillants de la vie de la Communauté, non seulement par sa teneur, mais par la place qu'il occupe dans le vaste contexte des rapports régissant notre continent et le continent africain. L'importance de cet accord tient au fait qu'il associe notre Communauté à un grand pays, qui est l'État le plus peuplé d'Afrique. Avec ses 50 millions d'habitants, le Nigéria groupe, sur un territoire trois fois plus grand que l'Italie, un septième de la population de l'ensemble du continent. La république du Nigéria égale ainsi à elle seule les 18 États associés de la Convention de Yaoundé. Mais l'importance du Nigéria ne résulte pas seulement du potentiel démographique et des données géographiques, mais également de la répartition des ressources naturelles, notamment dans le domaine énergétique, et de l'abondance des produits agricoles. Le Nigéria fournit à lui seul 3 % de la production mondiale d'oléagineux.

Certes, ce pays traverse une période difficile. Mais nous ne devons pas pour autant sous-estimer l'importance de cet État, et qui plus est, nous voulons espérer que son association au Marché commun servira à faciliter la solution de ses problèmes.

L'accord de Lagos, Monsieur le Président, revêt une importance particulière parce qu'il associe au Marché commun un État membre du Commonwealth. On est donc en droit de penser que les obstacles réputés insurmontables entre la zone C.E.E. et la zone sterling ont été franchis et qu'un pays peut très bien appartenir aux deux systèmes de préférences. Cette double appartenance pourrait-elle durer ? Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu d'en douter. Mais une chose est certaine : l'accord de Lagos montre à la face du monde le caractère ouvert de notre Communauté, prouve une fois de plus qu'elle s'engage en faveur des pays en voie de développement, renforce, sur un plan d'égalité, de solidarité, de coopération mutuelle, les liens entre nos six États membres et les États africains.

Monsieur le Président, je ne m'attacherai pas à examiner l'accord de Lagos. Mes collègues trouveront dans le rapport une description détaillée de ce document. Qu'il me soit permis cependant d'en souligner certains aspects. L'accord de Lagos trouve son fondement dans l'article 238 du traité de Rome, en vertu duquel « les accords d'association sont conclus par le Conseil agissant à l'unanimité et après consultation de l'Assemblée ».

Notre Parlement a toujours voulu que sa consultation soit quelque chose d'efficace. Mais pour qu'elle le soit, il faut qu'elle intervienne au cours des négociations, avant que le texte de l'accord ne soit définitif. A ce stade, en effet, la consultation du Parlement se réduirait, et c'est malheureusement le cas cette fois encore, à une simple formalité sans effet pratique.

Moro

Notre Parlement ne dispose pas d'un pouvoir de ratification, et c'est précisément la raison pour laquelle l'article 238 doit être interprété de façon à permettre au Parlement d'avoir une influence sur le contenu des accords soumis à son examen. De précédents débats sur ce thème, en d'autres occasions, la dernière ayant été l'examen de l'accord entre la Communauté économique européenne et la Turquie, ont conduit à une formule de compromis, la procédure dite du président Luns ; mais cette procédure ne saurait satisfaire les exigences d'un Parlement qui prend son rôle au sérieux, même dans les limites restreintes de ses pouvoirs. Au sujet de cette procédure, qui a été appliquée pour la première fois aux accords de Lagos, la commission politique, avec l'avis très clair de M. Dehousse, et la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement ont estimé devoir exprimer dans leurs documents leur insatisfaction.

Mais ce n'est pas seulement à l'égard du Parlement que la procédure prévue par l'article 238 du traité de Rome n'a pas été observée ; nous nous trouvons, d'une autre façon encore, en présence d'une altération des termes du traité. En vertu des dispositions de l'article 238, la partie contractante communautaire dans les accords d'association, c'est la Communauté, et non pas les États membres. Cet article, en effet, confie la conclusion des accords d'association au Conseil de la Communauté lequel — stipule le traité — doit agir à l'unanimité. Les États membres ne sont mis en cause que si les accords impliquent des amendements au traité, cas pour lequel on doit recourir à la procédure de l'article 236. On ne voit donc pas pourquoi les États membres ont voulu, pour cet accord de Lagos, intervenir comme parties contractantes conjointement à la Communauté. Il a été dit — cela figure dans les documents du Conseil — que cette procédure particulière qui entraîne la pénible et longue procédure des ratifications par les six États membres a été choisie parce que l'accord porterait également sur des matières qui ne sont pas de la compétence de la Communauté et comporterait des engagements directement à charge — ou en faveur — des États membres.

Mais quelles sont donc ces matières qui échappent à la compétence communautaire, si tout le contenu de l'accord de Lagos est prévu point par point dans les dispositions du traité de Rome ? Il a été dit également que l'intervention des États membres était dictée par l'importance politique particulière de l'accord. Mais alors, de ce point de vue, toutes les matières communautaires ont cette importance. On ne peut objecter non plus que l'accord crée des obligations financières qui appellent de la part des États un acte de disposition particulière. L'accord, par exemple, ne prévoit pas non plus d'unité du compte dépenses, parce qu'il ne contient aucune clause d'assistance, d'aide, de coopération économique.

Il est donc difficile de nous convaincre de l'excellence des procédures adoptées. Et, en fait, ni la commission politique, ni la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement n'ont réussi à se convaincre elles-mêmes du bien-fondé de cette argumentation ; si bien que dans les documents qu'elles présentent au Parlement, qui manifestent leur désaccord avec les procédures adoptées — comme d'ailleurs la Commission a manifesté son désaccord sur le même point —, elles estiment devoir inviter le Parlement à soumettre à un examen particulier et définitif toute la partie relative à la définition des procédures à suivre pour les accords d'association, de façon à instaurer, à l'avenir, des procédures plus orthodoxes et plus conformes à la lettre et à l'esprit du traité de Rome.

L'accord de Lagos se fonde sur la déclaration d'intentions annexée à la convention de Yaoundé, en vertu de laquelle les gouvernements des États membres se déclaraient disposés à des négociations avec les pays tiers dont la structure économique serait analogue à celle des États associés, en vue de conclure des accords qui pourraient aboutir à l'une des formes suivantes : 1) adhésion à la convention de Yaoundé selon la procédure prévue par l'article 58 de cette convention ; 2) accords d'association comportant des droits et des obligations réciproques, en particulier dans le secteur des échanges commerciaux ; 3) accords commerciaux en vue de faciliter et de développer les échanges entre la Communauté et ces pays.

Le Nigéria, qui satisfaisait à toutes les conditions pour se prévaloir de la déclaration d'intentions, a opté pour la seconde possibilité. En d'autres termes, il n'entendait pas se lier à la C.E.E. suivant la formule de Yaoundé et il n'estimait pas souscrire un simple accord commercial qui n'aurait pu lui permettre — en raison des obligations qui en seraient résultées du fait des dispositions du G.A.T.T. — de retirer les bénéfices espérés. M. Briot, membre de la commission du commerce extérieur, a bien mis ce fait en lumière dans son document.

Les négociations ont été longues et elles n'ont pas été faciles, car les négociateurs ont dû concilier les préférences tarifaires dont bénéficiait le Nigéria sur le marché britannique et les liens économiques particuliers existant au sein de l'association C.E.E. — E.A.M.A. Ils ont dû en outre surmonter les difficultés soulevées par les pays tiers comme les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni qui ont manifesté une opposition parfois même dure à l'accord en cours de négociation.

Son contenu une fois défini, l'accord a été rédigé sur le modèle de la convention de Yaoundé. Bien des articles et même la plupart d'entre eux reproduisent littéralement le texte de la convention de Yaoundé.

L'accord de Lagos se distingue de la convention de Yaoundé par les deux particularités suivantes : il

Moro

ne prévoit aucune forme de coopération financière et technique ; le régime préférentiel accordé au Nigéria est plus limité que celui dont bénéficient les E.A.M.A., alors que la réciprocité accordée à la Communauté ne porte que sur un nombre limité de produits.

L'accord avec le Nigéria vise essentiellement à intensifier les relations entre les parties signataires et à développer les échanges internationaux. Il prévoit l'élimination des droits de douane et des taxes d'effet équivalent, ainsi que des restrictions quantitatives pour toutes les exportations du Nigéria vers les États membres, à l'exception de quatre produits dits sensibles, qui sont le cacao en fèves, l'huile d'arachide, l'huile de palme, les bois plaqués et contreplaqués.

Ces produits peuvent être exportés dans les limites d'un contingent calculé d'ailleurs sur la base de la moyenne des exportations des années 1962 à 1964, contingent qui est augmenté de trois pour cent chaque année.

Il a été ainsi possible de satisfaire aux exigences essentielles du Nigéria et de concilier ses intérêts avec ceux des E.A.M.A.

Pour les quantités exportées qui dépassent les contingents, le tarif pour les pays tiers sera appliqué. Pour les exportations communautaires, la Communauté a accepté que la réciprocité soit très limitée ; c'est ainsi que le désarmement douanier sera appliqué à l'égard de vingt-six produits qui représentent moins de neuf pour cent des exportations de la C.E.E. vers le Nigéria et un peu plus de quatre pour cent des importations nigériennes globales.

Le Nigéria pourra continuer à prélever ou introduire des droits et taxes qui répondent aux nécessités du développement de son économie et de son industrialisation, ou qui ont pour but d'alimenter son budget, mais à la condition que ces mesures ne donnent pas lieu à des discriminations quantitatives. Le Nigéria pourra encore, pour réaliser ses objectifs économiques, imposer des droits aux exportations de ses produits, pourvu que ces droits ne constituent pas de discriminations à l'encontre de la Communauté ou d'un État communautaire.

L'accord, comme la convention de Yaoundé, pose le principe qu'il ne fait pas lui-même obstacle aux unions douanières ou aux zones de libre échange que le Nigéria pourrait réaliser avec un des États membres ou avec des pays tiers. De cette manière, l'accord apporte une contribution au développement de la coopération économique interafricaine. L'accord ne peut non plus interdire les dérogations à la libération des échanges qui sont dictées par des motifs de moralité, d'ordre public, etc...

L'article 11 de l'accord prévoit enfin que les parties à l'accord s'informent mutuellement en ma-

tière de politique commerciale. C'est là, Monsieur le Président, une des quelques dispositions qui laissent entrevoir l'objectif de coopération et de collaboration économique qui est le propre d'une association.

C'est de ce point de vue également qu'il faut considérer la règle arrêtée à l'article 10 et en vertu de laquelle la Communauté s'engage à prendre en considération les intérêts du Nigéria dans la détermination de sa politique agricole et à procéder à des consultations pour fixer le régime applicable à l'importation des produits agricoles. On réussira ainsi à harmoniser avec ce régime les intérêts et les espoirs des États africains et malgache associés.

Cette disposition a une importance particulière en ce qui concerne les matières grasses. Nous avons déjà mentionné, à cet égard, Monsieur le Président, l'ampleur de la production d'oléagineux du Nigéria. Nous rappelons ici que les exportations de ces produits sont équivalentes à celles de tous les États associés pris ensemble.

Les dispositions relatives au droit d'établissement, à la prestation des services, aux paiements et aux mouvements de capitaux donnent son contenu à la formule de l'association. Elles vont en effet au delà du simple accord commercial. Ainsi, en vertu de l'article 14 de l'accord, les personnes physiques et morales de tous les États membres de la C.E.E. sont placées sur un pied d'égalité absolue.

De ce point de vue, l'accord de Lagos est plus large et a un effet plus immédiat que la convention de Yaoundé dans laquelle la non-discrimination doit se réaliser dans un délai de trois ans et à condition qu'il y ait réciprocité.

Le droit d'établissement est défini par l'article 16 de l'accord dans les mêmes termes que ceux dans lesquels il est stipulé à l'article 31 de la convention de Yaoundé, qui s'inspire à son tour de l'article 52 du traité de Rome.

Il en va de même pour les sociétés. A la différence de la convention de Yaoundé, qui prévoit un vaste pouvoir d'intervention de la part du Conseil d'association, aucune intervention n'est prévue de la part du Conseil d'association pour la mise en œuvre des dispositions relatives au droit d'établissement et de prestation des services.

L'accord de Lagos prévoit également la libération des paiements, mais seulement dans la mesure nécessaire aux paiements afférents aux échanges de marchandises et de services.

En revanche, la libération ne s'applique pas aux échanges de capitaux, ni aux salaires, ni aux paiements afférents à la libre circulation des capitaux et des personnes, ce qui ne semble pas, en fait, compatible avec le principe de la liberté d'établissement et de prestation des services.

Moro

Si l'accord, ainsi qu'on l'a vu, ne prévoit pas à proprement parler de coopération économique et technique, on ne doit pas en conclure que celle-ci est exclue des objectifs du traité.

Évidemment, les parties contractantes entendent atteindre les objectifs fixés par les instruments commerciaux, par la réglementation des échanges et par d'autres formes directes de coopération sur le plan financier, technique et culturel.

Quant aux institutions prévues par l'accord, elles ne sont constituées que par le Conseil d'association.

L'accord se borne en fait à préciser qu'il se compose à part égale des membres du Conseil de ministres et de l'exécutif de la Communauté, d'une part, et de membres du gouvernement du Nigéria, d'autre part.

Le Conseil prend toutes les décisions obligatoires pour les parties contractantes, examine toutes les questions relatives à l'application de l'accord, se réunit une fois par an et formule des recommandations appropriées.

Les différends relatifs à l'interprétation et à l'application de l'accord sont soumis au Conseil d'association. Si celui-ci ne parvient pas à les régler, chaque partie au différend désigne un arbitre ; le Conseil en nomme un troisième et le collège arbitral ainsi constitué statue de façon définitive et obligatoire pour les parties.

L'association ne prévoit pas la constitution d'un organe parlementaire, mais l'article 26 stipule que les parties contractantes facilitent les contacts qui pourraient avoir lieu entre le Parlement européen et le Parlement nigérien.

La formule est analogue à celle qui a été employée pour la Grèce et la Turquie.

La commission pour la coopération avec des pays en voie de développement estime, en accord avec la commission politique, qu'en l'état actuel des choses, le problème de ces contacts ne se pose pas. Ce n'est que lorsqu'il y aura à nouveau un Parlement nigérien qu'il deviendra possible d'envisager de tels contacts.

En vertu de l'article 28, le Conseil d'association est informé de toute demande d'adhésion ou d'association. Cependant, il n'est pas consulté à cet égard, alors que le traité de Yaoundé le prévoit dans le cas d'un rapport d'association avec des pays africains.

Enfin, l'article 30 stipule que l'accord est valablement conclu par une décision du Conseil de la Communauté notifiée aux parties à l'accord. Il est ratifié ensuite par les États signataires.

L'accord d'association du Nigéria viendra à expiration le 31 mai 1969, date d'expiration de la convention de Yaoundé.

Cette coïncidence fait apparaître l'intention évidente des parties contractantes de pouvoir harmoniser à cette date les deux instruments juridiques qui ont donné naissance à l'association à la C.E.E. de pays en voie de développement.

Cette durée très abrégée de l'accord d'association du Nigéria fait ressortir le caractère provisoire de l'accord, précédemment souligné par M. le ministre Rochereau au cours de la discussion devant les commissions parlementaires.

Ce caractère provisoire explique peut-être l'aspect fragmentaire de certaines dispositions de l'accord que nous avons rappelées au cours de notre exposé.

Le rapport que j'ai eu l'honneur de présenter au Parlement fournit une série de données sur les courants commerciaux du Nigéria. Je ne les citerai pas une nouvelle fois, mais je ne peux conclure mon exposé sans rappeler avec M. Briot que le Nigéria représente pour la Communauté économique européenne un partenaire commercial d'une remarquable importance et qu'il le sera d'autant plus qu'il pourra renforcer ses courants d'échanges.

(Applaudissements)

M. le Président. — La discussion générale est ouverte. Je ne voudrais pas paraître vouloir influencer nos collègues, mais je signale qu'il y a encore 7 orateurs inscrits. Il serait peut-être de l'intérêt de tous qu'ils fussent aussi brefs que possible.

La parole est à M. Briot, au nom de la commission du commerce extérieur, saisie pour avis.

M. Briot. — Monsieur le Président, me référant à votre conseil, je serai très bref, d'autant plus que le rapporteur de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement, M. Moro, a bien voulu, à plusieurs reprises, faire référence au texte que j'ai eu l'honneur de présenter au nom de la commission du commerce extérieur.

Qu'il me soit permis de vous dire que celle-ci se félicite de cet accord. Elle a borné son étude à l'analyse très stricte du traité sans s'occuper d'autre chose, comme vous pouvez le penser. Toutefois, je voudrais, en son nom, présenter quelques observations.

Quelles sont les raisons qui ont amené le Nigéria à passer un accord avec la Communauté ? Ce sont des raisons d'ordre géographique et d'ordre économique. D'ailleurs, j'ai tenu que figure au dos du rapport présenté une carte qui illustre bien cette situation géographique et la composition de ce pays, car il s'agit d'un État fédéral. Il est très composite,

Briot

ayant été enfermé dans des frontières administratives que l'Angleterre, à un certain moment de l'histoire, a bien voulu tracer. C'est ce qui explique que certaines parties du pays tendent à l'est, d'autres à l'ouest et d'autres encore au nord. C'est pourquoi, sans doute, il était plus simple d'avoir des accords dans le cadre de la C.E.E. et, mieux encore, des accords bilatéraux qui constituaient, dans l'optique du moment, un certain élément de stabilité. Je n'en dirai pas plus puisque, depuis lors, les événements se sont chargés de nous démontrer autre chose.

Je voudrais dire également que les échanges commerciaux entre le Nigéria et certains pays de la Communauté sont très importants. Leur importance est telle que le Nigéria se trouve être, à cet égard, le deuxième pays d'Afrique et le plus peuplé. C'est ce qui justifie tout l'intérêt que présentait cet accord. J'ajoute que le Nigéria est entouré des pays signataires des accords de Yaoundé. Il était donc — je ne dirai pas obligé — mais incliné à tenir compte de ce voisinage et de ces accords pour devenir partie demandante, si je puis dire. C'est ce qui a conduit à ces accords dès l'instant où l'Angleterre n'entrait pas avec le Commonwealth dans le Marché commun. Comme, quelque temps après, intervenaient les accords de Yaoundé, l'accord de Lagos a été conclu. Il préfigurait l'avenir, c'est-à-dire qu'en 1969, le Nigéria pourrait postuler avec les autres nouveaux États d'Afrique dans les nouveaux accords de Yaoundé ou tout au moins dans leur reconduction.

Nous apprécions que ce pays qui appartient au Commonwealth soit le premier à entrer dans la Communauté grâce aux accords de Lagos. C'est un exemple à retenir. Il existe donc une contagion en Afrique, et l'influence de l'Europe demeure, sans pour autant rompre les liens particuliers qui existent avec le Royaume-Uni.

J'ajoute également, ce qui est curieux d'ailleurs, que l'article 1 des accords stipule : « Par le présent accord une association est établie entre la Communauté et le Nigéria. » On nous annonce un accord d'association au titre I de l'accord et, tout au long de celui-ci, on demande un accord commercial. C'est ce qui explique l'intervention de la commission politique qui a également son mot à dire dans ce domaine.

L'article 238 était-il valable ou fallait-il en retenir un autre ? Cette question n'est pas de la compétence de la commission du commerce extérieur, mais nous tenions à la souligner comme l'a fait M. Moro.

Nous comprenons que cette situation particulière de ce pays du fait de ses liens avec deux communautés, obligeait, à mon sens, le Nigéria à certaines précautions. C'est ce que les négociateurs ont parfaitement compris. J'irai même plus loin; il y avait

d'autres aspects particuliers en ce qui concerne le pétrole.

Chacun sait que jamais, au sein même de la Communauté, rien de concret n'a pu être établi pour déterminer l'origine des produits. Dans ces conditions, il en est de même en ce qui concerne le traité avec le Nigéria. Le moins qu'on puisse faire est de demander au Conseil d'examiner la chose d'un peu plus près.

Enfin, il est un autre point de l'accord, l'article 14, qui est à souligner parce qu'il concerne le droit d'établissement. Nous allons donc voir les ressortissants de la Communauté aller s'établir dans ce pays qui fait toujours partie du Commonwealth et qui naguère faisait partie du Royaume-Uni. C'est donc la première fois que des sociétés et des particuliers seront confrontés avec des ressortissants du Royaume-Uni au sein même d'un État faisant partie à la fois du Commonwealth et de la Communauté économique européenne. C'est très intéressant. La commission tenait à souligner l'imbrication de ces influences de l'Europe commerciale.

Au surplus, il existe des échanges bilatéraux considérables entre le Nigéria et les États de la Communauté. D'autre part, il était prévu un dispositif qui limiterait dans le temps la progression des échanges, afin de ne pas apporter, comme l'ont demandé les États signataires des accords de Yaoundé, des perturbations dans nos échanges commerciaux. Il ne faut pas oublier, en effet, que les accords de Yaoundé stipulent, à l'article 11, que la politique avec ces États sera déterminée par notre politique agricole commune. Par le traité d'association dont on discute la forme, un nouvel État, le Nigéria, dépend, par ricochet, de cet article 11. C'est dire que le mouvement se démontre en marchant. Ce sera difficile pour les négociateurs et pour ceux qui seront obligés d'interpréter le traité. C'est pourquoi j'ai tenu à souligner cet aspect devant la commission qui a bien voulu me suivre.

Cet accord a recueilli l'unanimité de la commission et aucune objection n'a été soulevée à cet égard. C'est dire que la commission se rallie à la position que vient de prendre le rapporteur. Celui qui vous parle est très heureux de vous faire part de cette approbation de la commission. Il semble donc bien que le Parlement européen donnera son accord à ce sujet.

Je ne pense pas avoir été trop long, Monsieur le Président, et je m'excuse d'avoir peut-être été trop bref, car j'ai volontairement laissé de côté de nombreux points essentiels.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur Briot, d'avoir donné le bon exemple.

Président

La parole est à M. Carcassonne, au nom du groupe socialiste.

M. Carcassonne. — Monsieur le Président, mes chers collègues, au nom du groupe socialiste, je remercie vivement M. Moro.

Nous approuvons sur le fond son excellent rapport et nous considérons comme très importantes les réserves qu'il a formulées, notamment sur le problème de la procédure suivie pour parvenir à cet accord de Lagos, dont nous apprécions avec satisfaction l'importance politique. Mon éminent ami Fernand Dehousse, qui est le rapporteur pour avis de la commission politique sur ce sujet, présentera ses remarques touchant aux problèmes fondamentaux de la procédure et des institutions.

Certains aspects sociaux préoccupent quelques-uns parmi nous, et notamment notre ami le président Troclet.

Il serait intéressant que M. Rey, qui veut bien remplacer M. Rochereau auquel nous souhaitons un prompt rétablissement, nous renouvelle les assurances qui ont été données en commission, c'est-à-dire la volonté politique des auteurs du traité de Lagos, qui est de rendre celui-ci aussi rigoureusement parallèle que possible au traité du Yaoundé.

L'article 35 de ce traité comporte l'engagement des États « d'autoriser les paiements afférents aux salaires ainsi que le transfert de ces paiements ». Or, l'article 19 de l'accord de Lagos, qui est homologue à l'article 35 du traité de Yaoundé, élimine les salaires de l'énumération sans que l'on discerne la raison valable de cette omission. Il est possible, bien sûr, d'invoquer le fait qu'il y a peu de travailleurs de la Communauté au Nigéria et inversement, et que, dans les deux cas, il faudrait au préalable libérer la circulation des personnes. Mais le problème existe pour les travailleurs en cause. En outre, la liberté d'établissement entraînera certainement un accroissement du nombre de travailleurs intéressés par ce problème dans la mesure où ils accompagnent les bénéficiaires du droit d'établissement, techniciens, ouvriers spécialisés, etc.

On a bien voulu nous dire qu'on sera attentif, dans ces hypothèses, à faire bénéficier ces travailleurs du droit de transfert de leur salaire. Nous espérons que cette intention sera confirmée ici ; la différence entre les textes de Yaoundé et ceux de Lagos pourrait en effet être interprétée au détriment des travailleurs. Nous espérons que, lors d'une reconduction du traité, ce problème ne sera pas oublié.

En second lieu, je voudrais attirer l'attention sur une rédaction équivoque des traités de Yaoundé et de Lagos, du moins au regard du droit français et des droits nationaux qui dérivent du code Napoléon. Dans ces régimes juridiques, en effet, le terme « service » vise le louage de services, c'est-à-dire le

louage de travail salarié. L'utilisation du terme « service » qui n'a pas été définie comme l'a été par exemple le droit d'établissement à l'article 31 du traité de Yaoundé et à l'article 16 de l'accord de Lagos, pourrait créer des conflits d'interprétation.

Cependant, Monsieur le Président, mes chers collègues, d'une manière générale le groupe socialiste est satisfait, sous les réserves que vous développerez mon ami Dehousse, de l'importance politique de cet accord et ceci pour deux raisons.

D'abord, cet accord de Lagos concerne un pays qui, jusqu'à présent, avait des liens très étroits avec le Royaume-Uni, mais peu de relations avec nous, bien que, depuis quelques années, la Communauté économique européenne soit le deuxième partenaire commercial du Nigéria. Grâce à cet accord de juillet 1966, la république du Nigéria, tout en conservant ses relations avec le Commonwealth — puisque le fameux principe de la double appartenance a été admis ici — va pouvoir développer des relations étroites avec notre Communauté.

Mais, surtout, cet accord provisoire, qui expire en 1969, pourra vraisemblablement servir de modèle pour développer nos relations avec d'autres pays, par exemple ceux de l'Est africain — Tansanie, Ouganda, Kénia — et même avec certains pays d'Amérique latine. Cet accord dépasse le simple traité commercial et témoigne, comme le souligne M. Moro, « de la volonté des parties contractantes de rendre possible une coopération large et efficace entre la C.E.E. et le Nigéria ».

C'est pourquoi, Monsieur le Président, mes chers collègues, malgré certaines réserves, le groupe socialiste marquera son accord à la conclusion de l'accord d'association de la Communauté économique européenne avec la République nigérienne en votant la proposition de résolution qui est soumise à votre approbation.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse, au nom du groupe socialiste.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je suis chargé par le groupe socialiste de formuler, sur le plan juridique, un certain nombre d'observations, dont vous ne tarderez pas à constater qu'elles ne sont pas uniquement des nuances, mais souvent aussi des réserves.

Ainsi que M. Roger Carcassonne vient de vous le déclarer, ces réserves n'altèrent pas notre position fondamentale. Nous voterons la proposition de résolution, donc en faveur de l'accord d'association.

Ma première observation concerne la procédure. Il existe une procédure relative à la conclusion des accords d'association. Elle est déterminée dans le

Dehousse

traité de Rome et elle prévoit que le Parlement européen doit être consulté par le Conseil de ministres avant la conclusion des accords.

Le Conseil, à notre très grand regret, a toujours interprété cette stipulation comme signifiant qu'il pourrait en réalité nous consulter après la signature, c'est-à-dire à un moment où l'avis que le Parlement européen est appelé à donner ne peut plus matériellement avoir aucune influence sur le contenu de l'accord.

Mes chers collègues, bien souvent, quand la cérémonie de la signature a eu lieu et surtout lorsqu'elle a revêtu un certain lustre, un certain éclat, l'opinion publique des pays associés comprendrait mal qu'une assemblée, — en l'occurrence la nôtre — adopte une position qui conduirait à l'ouverture de négociations nouvelles et peut-être à l'abandon du projet.

Sous l'influence de notre Parlement, la procédure a été améliorée par l'un des rares libéraux que compte le Conseil de ministres, je fais allusion à M. Luns, son président en exercice. C'est grâce à lui qu'a été introduite ce qu'on appelle maintenant « la procédure Luns ». Elle comporte certains assouplissements. Quand on a signé le traité avec le Nigéria, on a pris soin, cette fois-ci, de nous consulter quelques jours auparavant. Les commissions compétentes ont reçu, le 11 juillet, un émissaire qui est venu leur apprendre qu'on allait procéder à la signature le 16, c'est-à-dire cinq jours plus tard. Il y avait donc déjà un progrès ; si vous préférez, notre dignité était tout de même moins offensée. Mais ce progrès se bornait à cela car, dans « la procédure Luns » comme dans la procédure antérieure, la consultation du Parlement avait lieu dans des conditions telles qu'elle ne pouvait plus rien changer au fond de l'accord.

Jadis, le Parlement avait brandi ses foudres à propos des conditions dans lesquelles il était consulté. J'en ai un souvenir personnel et direct. C'était à l'occasion du traité d'association dont j'étais rapporteur, le traité d'association avec la Turquie. A ce moment-là, nous avons juré nos grands dieux que plus jamais nous ne donnerions notre consentement si une procédure n'était pas trouvée qui nous permettrait d'exprimer notre avis en temps utile.

Voici maintenant l'accord avec le Nigéria. Allons-nous nous servir de nos foudres ? Aucune des commissions consultées et, en leur sein, aucun de leurs membres, je crois, ne l'a préconisé.

Il faut tenir compte de ce que nous sommes, pour un accord comme celui-ci et pour d'autres à intervenir plus tard, en présence de pays qui ne sont pas au fait de nos procédures et qui feraient peut-être mal la différence entre des réserves basées sur des considérations d'ordre purement formel et des réserves qui porteraient sur le fond même de l'accord.

J'ai cité un exemple. Je crois qu'il a eu une certaine influence sur la commission politique : c'est l'exemple de l'arrêt qui a été rendu l'été passé par la Cour internationale de justice dans une affaire qui intéressait le sort de l'ancien mandat de l'Afrique du Sud sur l'ancien Sud-Ouest africain allemand.

Deux pays qui avaient été autrefois membres de la Société des Nations, l'Éthiopie et le Libéria, avaient porté l'affaire devant la Cour internationale. Celle-ci les a déboutés, en leur déniaut qualité pour parler au nom de l'ancienne Société des Nations.

Mais la réaction dans le tiers monde a été toute autre qu'une simple réaction fondée sur un incident ou un accident de procédure. Le tiers monde a interprété cet arrêt-là comme une approbation indirecte, tacite, de la politique d'apartheid menée par l'Afrique du Sud et comme une couverture donnée au maintien du mandat de celle-ci sur le Sud-Ouest africain allemand.

Nous ne pouvons pas nous offrir un tel luxe, ni aller au-devant de tels risques. C'est pourquoi nos foudres ne seront pas employées en l'occurrence.

Je pense que nous accomplissons ainsi un acte de sagesse. Je crois que nous avons raison, nous, membres du Parlement européen, de procéder comme nous le faisons. Mais cela ne doit pas nous empêcher de continuer à soutenir que le bon droit est de notre côté et que c'est le Conseil de ministres, une fois de plus, qui a de ses prérogatives une conception extensive et qui est dans l'erreur.

Par conséquent, l'acquiescement que donne le groupe socialiste ne signifie pas qu'il y ait la moindre modification dans notre prise de position sur l'interprétation à donner à la procédure de conclusion des accords d'association. Pour nous, le Parlement doit être consulté avant la signature selon des modalités à déterminer, mais qui lui permettent d'exercer une influence.

Ma deuxième observation concerne également l'article 238 du traité de Rome.

M. Moro, dans son rapport, estime que le Conseil de ministres a eu tort de prévoir l'approbation à donner par les six parlements nationaux. La raison que fournit M. Moro à l'appui de cette thèse est que l'accord avec le Nigéria a une portée si faible, si modeste, tellement inférieure à celle des accords précédents qu'en réalité on aurait pu parfaitement se dispenser d'introduire une procédure devant les parlements nationaux.

C'est une des rares fois où je me permets d'être en désaccord avec mon estimé collègue et ami M. Moro, dont j'apprécie tant la lucidité et la sûreté de jugement, en même temps qu'une amitié déjà fort ancienne.

Je pense, quant à moi, qu'il n'y a pas lieu du tout, sur la base de l'article 238, de consulter les parle-

Dehousse

ments nationaux et je me fonde sur l'interprétation à donner au mot « conclure ».

Les accords d'association sont conclus par le Conseil en tant qu'organe communautaire. C'est cela, à mon sens, la saine interprétation à donner à cette disposition du traité de Rome.

Mais là aussi nous sommes en échec. Sur quoi d'ailleurs notre Parlement n'est-il pas en échec ? Chaque fois que nous intervenons, c'est sans cesse pour constater des carences ou des lacunes ou, comme c'est le cas ici, un recul. La véritable conception communautaire, c'est évidemment que le Conseil traite en tant que Conseil avec les futurs pays associés et conclue avec eux, conformément au traité, les accords d'association nécessaires.

On aboutit actuellement à un assez curieux système : on en arrive à faire signer les accords par le Conseil — j'expliquerai dans un instant dans quelles conditions — à demander ensuite l'approbation des parlements nationaux, et à réclamer également la consultation du Parlement européen. C'est vraiment beaucoup, je dirai même que c'est trop !

Si le traité de Rome a prévu la consultation du Parlement européen, c'est parce qu'il éliminait en l'espèce l'intervention des parlements nationaux sous forme d'approbation. Vouloir à la fois l'approbation des parlements nationaux et la consultation du Parlement européen est, à mon avis, une exigence qui dépasse les limites de ce qui est raisonnable. C'est une thèse que nous avons soutenue autrefois, que j'ai moi-même naguère développée ici ; et je crois pouvoir dire que dans cet hémicycle, elle avait reçu d'éminents encouragements. Mais elle a été mise en échec par le Conseil de ministres qui n'interprète pas du tout le texte de l'article 238 comme je viens d'essayer de le faire.

Si vous voulez apprécier matériellement le recul de l'esprit communautaire, vous n'avez qu'à vous reporter à la fin du traité et à jeter un coup d'œil sur la manière dont il est signé. Vous y voyez figurer le représentant de Sa Majesté le Roi des Belges, de M. le Président de la République française, etc. Exactement comme s'il s'agissait de procéder à la signature d'un traité diplomatique. Il est fait simplement mention du Conseil comme tel, représenté par MM. Untel et Untel. C'est évidemment incohérent. Il devrait y avoir le Conseil tout seul ou les représentants diplomatiques seuls. Mais là, on fait place aux deux à la fois, avec une priorité aux représentants diplomatiques.

C'est bien la preuve que le Conseil a abandonné, là comme ailleurs, la conception communautaire pour en revenir à des procédures diplomatiques qui sont proches de la tradition et qui ne sont pas celles que les auteurs du traité de Rome ont voulues.

Sur ce point-là également, mon groupe maintient énergiquement la position qui a toujours été la sien-

ne. Ce n'est pas parce qu'elle est en échec dans le moment présent qu'elle le sera perpétuellement. Il faut donc, à tout le moins, réserver l'avenir.

Ma troisième et dernière observation, Monsieur le Président, concerne un aspect politique du problème : l'opportunité de notre consultation. A cet égard, il y a eu bien des hésitations et bien des réticences. Le rapport pour avis que j'ai établi au nom de la commission politique et que M. Moro a bien voulu reproduire en annexe à son rapport personnel, se faisait l'écho de ces réticences. Que concernaient-elles ?

Faisons un peu d'histoire. Le Nigéria a été, non pas une des grandes pensées du règne, mais une des grandes pensées de la fin du règne britannique en Afrique. C'était une sorte de modèle que l'on proposait à l'attention et à l'approbation des peuples africains. On était même allé — car on ne se refusait aucun luxe, aucun raffinement — jusqu'à le concevoir comme un État fédéral. Mes chers collègues, le fédéralisme est une chose déjà tellement difficile à faire fonctionner et à introduire en Europe que l'on peut rester rêveur, circonspect et hésitant devant un État africain à forme fédérale !

L'expérience, en tout cas, n'a pas été heureuse. Le Nigéria se débat actuellement dans des convulsions graves, au point qu'il est assez difficile de dire avec certitude qui détient l'autorité réelle dans ce pays et comment ces convulsions se termineront.

Certains de nos collègues hésitaient par conséquent à fournir une consultation. Attendons la fin des luttes, des rivalités de tribu, disaient-ils. A ce moment seulement, nous nous prononcerons.

La thèse inverse a prévalu et, pour ma part, j'estime que ce fut très raisonnable. La commission politique a estimé qu'il y avait pour nous une obligation constitutionnelle de nous acquitter de notre mission. Là aussi, nous restons les fidèles exégètes du traité de Rome et les honnêtes dépositaires de sa pensée. Que nous demande-t-on, en effet ? Un avis. Nous le donnons au moment où il nous est demandé et nous le remettons aux autorités à qui il appartient de s'en servir dans les conditions qu'elles détermineront. C'est par conséquent, dans l'esprit de beaucoup, aux gouvernements des six pays qu'il appartiendra de décider, au vu et au su des conditions qui régneront dans quelque temps au Nigéria, s'il y a lieu ou non de passer à la ratification et à la mise en vigueur du traité. Quant à nous, Parlement, nous nous serons correctement acquittés de la mission constitutionnelle qui nous est impartie par les traités et nous aurons ainsi honnêtement rempli notre tâche.

Telles sont les quelques observations, principalement d'ordre juridique, comme vous pouvez le cons-

Dehousse

tater, Monsieur le Président, que je tenais à présenter.

Je compte beaucoup me livrer à des exercices de ce genre dans le proche avenir, non pas pour transformer notre Parlement, qui n'en a nul besoin, en séminaire de droit constitutionnel ou de droit international public, mais parce que nous sommes à un moment où, les principes étant méconnus, leur pureté doit être sans cesse, invariablement et énergiquement rappelée en attendant le jour où ils reviendront en honneur et où ils prévaudront à nouveau.

(Applaudissements)

M. le Président. — Les pronostics sur la durée de cette séance ne correspondent pas exactement à ce que nous avions supposé tout à l'heure. Il est juste de reconnaître que l'importance de cet accord et la courtoisie que nous devons au Nigéria nous imposent de ne pas traiter ce problème à la sauvette.

La parole est à M. Battaglia.

M. Battaglia. — *(I)* Monsieur le Président, j'aimerais que la suite de la discussion soit renvoyée à demain. Je pense que cette proposition répond au désir de tous les collègues. Je vous prie de la soumettre à l'Assemblée.

M. le Président. — Monsieur Battaglia, vous n'êtes pas un gêneur, bien au contraire. L'Assemblée vous sait gré de chercher la solution la plus agréable pour elle, mais peut-être conviendrait-il d'apporter une légère modification à votre proposition.

Dans la mesure où M. le Président des Conseils désirerait prendre la parole dès ce soir, je vous propose de l'écouter dès maintenant. Ensuite, l'Assemblée décidera si elle entend reporter la suite de ce débat à demain.

M. Pedini. — Combien y a-t-il encore d'orateurs inscrits ?

M. le Président. — Il en reste quatre.

M. Pedini. — Nous pourrions en terminer rapidement.

M. le Président. — L'Assemblée prendra position après l'intervention de M. De Block, à qui je donne la parole.

M. De Block, président en exercice des Conseils. — *(N)* Monsieur le Président, je vous remercie vivement de me donner, déjà maintenant, la parole. J'au-

rais, bien entendu, été disposé à intervenir à une heure plus avancée, mais je dois malheureusement partir à Paris ce soir ou, au plus tard, demain matin à l'aube, si bien que j'apprécie particulièrement le fait de pouvoir parler maintenant. Je serai très bref.

Le Conseil de ministres se réjouit particulièrement de ce que tous les membres du Parlement qui ont pris la parole jusqu'à présent, approuvent la convention d'association avec le Nigéria. Il a fallu des années pour voir aboutir cet accord. Il revêt, à nos yeux, une importance particulière non seulement parce qu'il règle les relations entre cet État et les Six, mais aussi parce qu'il servira de modèle à d'autres accords qui seront conclus avec des pays semblables au Nigéria.

Monsieur le Président, l'exposé que j'avais préparé est assez long. Je l'ai mis par écrit et communiqué au secrétariat afin d'accélérer les débats, mais aussi parce que les points les plus importants de l'accord d'association avec le Nigéria sont tous examinés en détail dans le rapport de M. Moro et ont encore une fois été repris par lui dans son exposé.

Je voudrais seulement revenir sur les critiques que les orateurs qui m'ont précédé ont formulées sur la façon dont cette association s'est réalisée.

MM. Moro et Dehousse ont rappelé les critiques qui ont déjà plus d'une fois été faites dans ce Parlement quant à la procédure suivie lors de la consultation par le Conseil de ministres. Je n'insisterai pas sur les différents arguments de nature juridique qui ont conduit le Conseil à adopter le point de vue que vous connaissez en ce qui concerne la procédure à suivre pour consulter le Parlement européen. Je ne puis que répéter que la position du Conseil est celle qui semble la plus conforme aux usages internationaux parce qu'elle répond assez exactement au rôle politique et institutionnel du Parlement. En outre, elle nous permet de recueillir à tout moment, au cours des négociations, l'approbation des Six, si bien que la procédure que nous suivons est plus rapide que celle que voudraient nous voir adopter MM. Moro et Dehousse. Voilà pour ce qui est des principes.

Je signalerai par ailleurs que le Conseil de ministres est tout disposé à tenir compte, dans la plus large mesure, des aspirations légitimes du Parlement et c'est volontiers qu'il a souscrit à une réglementation proposée par le Parlement lui-même et appliquée maintenant, pour la première fois, dans le cadre des négociations avec le Nigéria.

Vous vous souviendrez d'ailleurs que j'ai fait un exposé à Bruxelles, le 11 juillet dernier, devant trois commissions du Parlement européen sur le contenu de l'accord et qu'à cette occasion, j'ai répondu à de nombreuses questions.

MM. Moro et Dehousse ont également émis des critiques sur la date à laquelle le Parlement a été

De Block

informé. Cette date a été fixée à la suite d'un regrettable concours de circonstances. Selon un arrangement pris avec mes collègues luxembourgeois, vous auriez dû être informés trois semaines plus tôt. En raison des nombreuses réunions du Conseil de ministres et de l'impossibilité dans laquelle se trouvaient les commissions de votre Parlement de se réunir à certaines dates, il est arrivé, malheureusement, que le Parlement ne fut informé de la convention d'association avec le Nigéria que cinq jours seulement avant sa signature. A l'avenir, nous veillerons à éviter pareils mécomptes.

MM. Moro et Briot ont élevé des objections à l'égard de la participation des États membres en tant que tels à la convention. Pour votre Parlement, cet aspect de la question n'est pas non plus nouveau. Au nom du Conseil, je rappelle que, juridiquement, la participation des États membres comme parties contractantes est absolument justifiable. Un certain nombre de dispositions de cet accord, telles que celles qui ont trait aux contingents et à la circulation des capitaux, font l'objet d'un engagement contracté par les États membres et non pas par la Communauté.

D'ailleurs, M. Moro ne s'est pas fait faute de le signaler lorsqu'il a exprimé sa satisfaction de voir figurer certains de ces engagements dans l'accord et, notamment, celui qui concerne le droit d'établissement et la libéralisation des services. Il y a encore d'autres dispositions de ce genre, à savoir les dispositions fiscales et les dispositions déjà mentionnées relatives aux paiements et aux investissements, pour ne citer que celles-là. Bien entendu, on peut toujours objecter que ces dispositions n'ont qu'une importance toute relative si on les compare à celles qui relèvent de la compétence de la Communauté. C'est une question d'appréciation. Il n'empêche que ces dispositions existent et qu'elles justifient la participation des États membres à l'accord en tant que parties contractantes.

Enfin, nous estimons que la participation des États membres à la convention avec le Nigéria ne présente pas que des inconvénients. En effet, elle démontre très clairement que chaque État membre, pris individuellement, attache une grande importance à l'intensification des rapports avec ce pays.

Monsieur le Président, je terminerai en exprimant une nouvelle fois ma satisfaction de voir que cet accord est approuvé par tous les membres du Parlement qui, jusqu'à présent, ont pris la parole. J'espère que les représentants qui sont appelés à intervenir demain auront à cet égard la même attitude.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. le Président des Conseils.

15. *Ordre des travaux*

M. le Président. — M. Battaglia a proposé de renvoyer à demain la suite du débat en cours sur l'association C.E.E.-Nigéria.

Il faut que nous arrivions à une solution raisonnable. Nous ne sommes pas seuls en cause, il y a aussi les fonctionnaires de cette Assemblée qui sont sur la brèche depuis six heures sans désespérer. M. Rey a bien voulu me faire savoir qu'il serait disposé à intervenir demain au début de l'après-midi. Si MM. Pedini, Martino et Moro dans la mesure où ce dernier, à titre de rapporteur, aura peut-être à reprendre la parole, acceptaient cette solution, je proposerais à l'Assemblée de lever maintenant sa séance et de terminer cette discussion calmement demain, après la question orale sans débat de M. Dehousse.

M. Pedini. — A quelle heure, Monsieur le Président ?

M. le Président. — D'après ce que nous pouvons savoir sur le temps que prendra la discussion du rapport de M^{me} Elsner et de la question orale de M. Dehousse, la suite de la présente discussion pourrait être appelée demain vers 16 h, pour autant que de tels pronostics puissent être confirmés dans une assemblée où, naturellement, de nombreux collègues ont beaucoup de choses à dire.

Il n'y a pas d'opposition à la proposition tendant à renvoyer à la séance de demain la suite du débat sur l'association C.E.E.-Nigéria ?...

Il en est ainsi décidé.

16. *Ordre du jour de la prochaine séance*

M. le Président. — La prochaine séance aura lieu demain, mercredi 30 novembre, à 12 h et à 15 h, avec l'ordre du jour suivant :

- Rapport de M^{me} Elsner sur la politique économique à moyen terme ;
- question orale n° 5, sans débat, de M. Dehousse : association avec la Tunisie ;
- suite de la discussion du rapport de M. Moro sur l'accord d'association C.E.E.-Nigéria ;
- rapport de M. Dichgans sur la politique monétaire ;
- rapport de M. Drouot L'Hermine sur des directives concernant les véhicules à moteur.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 35)

SÉANCE DU MERCREDI 30 NOVEMBRE 1966

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal 110

2. Politique économique à moyen terme. — Discussion d'un rapport de M^{me} Elsner, fait au nom de la commission économique et financière :

 M^{me} Elsner, rapporteur 110

 M. van Campen, au nom du groupe démocrate-chrétien 115

 Suspension et reprise de la séance 118

 MM. Oele, au nom du groupe socialiste ; Battaglia, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Borocco, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne ; Coppé, vice-président de la Haute Autorité ; Bersani, au nom du groupe démocrate-chrétien ; M^{lle} Lulling, au nom du groupe socialiste ; MM. Pedini, Riedel, Armengaud, Gerlach, au nom du groupe socialiste ; Sabatini, De Clercq, Dichgans, Marjolin, vice-président de la Commission de la C.E.E. ; Levi Sandri, vice-président de la Commission de la C.E.E. ; Margulies, membre de la Commission de l'Euratom ; M^{me} Elsner, rapporteur . 118

 Proposition de résolution :

 Préambule et paragraphes 1 à 7. — Adoption 154

 Paragraphe 8 :

 Amendement de M. Armengaud : MM. Armengaud, Dichgans, Armengaud, de Winter, M^{me} Elsner. — Adoption du paragraphe 8 modifié 156

 Paragraphes 9 à 18. — Adoption 156

 Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution 156

 Texte de la résolution adoptée 156

3. Ordre des travaux 158

4. Question orale sans débat de M. Dehousse sur l'association C.E.E.-Tunisie :

 MM. Dehousse, Rey, membre de la Commission de la C.E.E. ; Dehousse, le président, Rey, le président 158

5. Association C.E.E.-Nigéria. — Suite de la discussion du rapport de M. Moro :

 MM. Edoardo Martino, président de la commission politique ; Rey, membre de la Commission de la C.E.E. 161

 Adoption d'une proposition de résolution 163

 Texte de la résolution adoptée 164

 Suspension et reprise de la séance 164

6. Politique monétaire. — Discussion d'un rapport de M. Dichgans, fait au nom de la commission économique et financière :

 M. Dichgans, rapporteur 164

 M. De Winter, au nom du groupe démocrate-chrétien ; M^{me} Elsner, au nom du groupe socialiste ; MM. Sabatini, Marjolin, vice-président de la Commission de la C.E.E. 168

 Clôture de la discussion générale 172

 Examen de la proposition de résolution :

 Adoption du préambule et des paragraphes 1 à 3 172

 Amendement n° 1 de M. Oele au paragraphe 4 :

 MM. Breyne, Sabatini, Armengaud, M^{me} Elsner, M. Dichgans, rapporteur . 172

 Rejet de l'amendement 173

 Adoption de la résolution 173

 Texte de la résolution adoptée 174

7. Dépôt de documents 175

8. Ordre du jour de la prochaine séance 175

PRÉSIDENCE DE M. POHER

(La séance est ouverte à 12 h 5)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Politique économique à moyen terme

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M^{me} Elsner, fait au nom de la commission économique et financière, sur la proposition de la Commission économique au Conseil (doc. 68), relative au projet de programme de politique économique à moyen terme (1966-1970) (doc. 129).

La parole est à M^{me} Elsner.

M^{me} Elsner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, avant d'aborder le contenu du rapport qui vous est soumis, permettez-moi de faire deux remarques.

Voici la première : on nous a pressés de présenter notre rapport à bref délai, si possible déjà à la session d'octobre. Si nous nous étions conformés à ce vœu, le Parlement n'aurait pu examiner que de manière très superficielle un document auquel nous sommes tentés d'accorder une importance historique. Aussi étions-nous unanimes à estimer que nous devons seulement nous engager dans cette voie en pleine connaissance de tous les problèmes en cause.

Nous pensions qu'un maximum d'unanimité était requis pour cette première tentative d'organiser en commun notre avenir dans le cadre du Marché commun. Et en fait nous avons réalisé cette unanimité en commission.

Mais ce n'était pas là notre seule ambition. Nous voulions aussi que les groupes politiques puissent disposer du rapport à une date leur permettant de l'étudier de manière approfondie et d'en discuter longuement. A cet égard, nous avons cependant sur-estimé le progrès technique dans la Communauté. Qu'un rapport adopté en commission le 4 novembre puisse être distribué maintenant seulement, je ne puis l'expliquer moi-même et je n'ai encore rencontré personne qui puisse me l'expliquer.

La commission de votre Parlement, en tout cas, a travaillé avec la plus grande célérité possible. Je dois toute ma gratitude à mes collègues de la commission pour avoir collaboré de manière si intense et fructueuse à l'établissement du présent rapport qui a été adopté à l'unanimité. Je dois de même remercier la Commission européenne et le comité de politique économique à moyen terme. N'oublions pas surtout que c'est aux efforts inlassables de

M. Marjolin que nous devons de pouvoir entreprendre aujourd'hui la discussion sur un programme à moyen terme pour la politique économique de la Communauté.

Et voici ma seconde remarque : le volume de la documentation que nous avons à examiner — avec les annexes, cela représente cinq volumes — nous a incités à adopter pour notre travail une autre méthode que la méthode habituelle. Nous ne nous sommes pas attardés aux points qui n'étaient que faiblement controversés. Nous n'avons pas tenté d'établir un contre-rapport. Nous n'aurions d'ailleurs pas disposé des moyens de le faire, comme le sait quiconque a eu l'occasion de se pencher sur cette matière fort complexe. Nous nous sommes bornés, bien au contraire, à mettre en relief les problèmes auxquels le programme ne fournit qu'une réponse insuffisante ou que ses auteurs ont abordé de manière trop théorique et que le contexte politique quotidien ne permet pas de résoudre de cette façon. Même lorsqu'il s'agit d'un programme axé sur l'avenir, nous ne pouvons pas perdre de vue ce qui est réalisable en pratique et cela veut dire aussi : ce que nous pouvons attendre de chaque individu dans la Communauté.

Le rapport que nous présentons est moins volumineux. Mais, du moins je l'espère, il met d'autant plus nettement l'accent sur les aspects politiques et met en relief les demandes que nous formulons à propos des programmes qui suivront. La proposition de résolution dont vous êtes saisis résume ces mêmes demandes.

Il a été question très souvent en cette Assemblée de prix, de stabilité et de politique budgétaire anticyclique. Et très souvent, en pareilles occasions, on a crié au feu pour éteindre les incendies déclenchés par la surchauffe de la conjoncture. Je crois que nous avons tous ressenti au cours des années une inquiétude croissante devant le nombre de ces incendies. Nous avons tous senti que notre système de contrôle n'est sans doute pas suffisant, qu'il doit présenter des lacunes, qu'il ne suffit pas d'avoir des pompiers capables d'étouffer plus ou moins rapidement le feu mais que nous devons nous attaquer aux causes mêmes de ces incendies. En termes techniques cela signifie que nous devons veiller à ce que l'expansion soit mieux équilibrée et éliminer dans une large mesure les points de friction et les tensions.

L'établissement d'un programme de politique économique à moyen terme constitue une telle tentative. C'est la tentative de découvrir les forces productrices qui existent encore mais qui sont mal employées, d'établir quels sont les efforts qu'il convient d'entreprendre afin de parvenir, avec les hommes et les moyens financiers dont nous disposons, à un rendement meilleur et mieux équilibré de manière à maintenir notre position dans la concurrence internationale tout en réduisant les écarts dans

Elsner

la structure sociale de notre Communauté et en continuant de relever le niveau de vie.

Le programme met en relief les points faibles de notre développement économique ; pour les surmonter, des efforts seront nécessaires. Et pourtant ce programme n'est qu'une tentative, un début qui n'a pas encore réellement pris corps. Il ne faudra pas le perdre de vue lorsque nous formerons notre jugement. Quiconque verrait les choses autrement serait déçu. Quiconque s'attend à voir poser avec précision les premiers jalons dans la voie qui mène aux objectifs communs, celui qui attend des propositions concrètes les cherchera en vain, mais constatera que sur bon nombre de pages on nous dit seulement ce que nous savions déjà. Mais le fait que l'on ait fixé dans un document ce qui n'était jusqu'alors qu'une simple supposition constitue déjà une valeur en soi. Personne ne pourra plus désormais esquiver les faits et obligations gênants comme s'il n'en avait pas eu connaissance. Cela à titre de précision préalable.

Comme je crois cependant que personne en cette assemblée, contrairement à ce que nous avons pu constater il y a quelques années, ne conteste plus la nécessité d'établir un pareil programme à moyen terme, même si la première tentative reste en deçà de notre attente, je ne voudrais pas m'attarder aux généralités mais passer à un certain nombre de problèmes particuliers que l'analyse du programme a fait surgir devant nous.

Tout d'abord un problème qui relève plus ou moins directement de l'organisation mais qui n'est pas négligeable lorsqu'on considère ses répercussions.

A l'origine on voulait — et cette idée est justifiée et largement répandue en science économique — séparer les études prospectives et le programme de politique économique. Les prévisions devaient être établies par des experts indépendants, ce qui garantit un maximum d'objectivité de sorte que chacun puisse y souscrire.

Ces prévisions devaient s'accompagner de calculs alternatifs, c'est-à-dire que l'on voulait ménager la possibilité de fonder les décisions de politique économique sur un choix. Ce choix devait être le fait d'une deuxième institution composée de hauts fonctionnaires des États membres, le comité de politique économique à moyen terme qui devait soumettre ensuite à la Commission un avant-projet de programme.

Cette construction n'a pas tenu, ne pouvait pas tenir ce qu'elle promettait. Pour établir des prévisions tant soit peu sûres sur l'évolution future, il faudrait un appareil beaucoup trop vaste. C'est pourquoi, dans tous les États membres où il exerce déjà — dans quelques-uns d'entre eux, ce n'est pas le cas — il se rattache au gouvernement. Les États membres cependant, qui disposent déjà de leur propre programme à moyen terme, d'un plan dont

la programmation est conçue sur la base d'études prospectives, et qui ont par conséquent déjà fait leur choix, ont communiqué naturellement ce plan comme contribution aux réflexions communautaires. Tout ce qu'on pourrait leur demander, c'est qu'ils acceptent de modifier leur plan pour qu'il s'insère mieux dans le programme communautaire : mais il n'était pas possible de tout remettre en question en posant de nouvelles alternatives. Cela est compréhensible, et pour le moment on ne peut rien y changer. Et c'est ce qui explique que la Communauté ne dispose pas pour le moment d'une institution neutre et indépendante qui établisse des pronostics pour l'ensemble de la Communauté et les calculs alternatifs s'y rapportant.

Dans ces conditions, il faut bien, bon gré mal gré, que nous nous contentions d'additionner et d'adopter les programmes nationaux. Notre ambition devrait être, cependant, tout au moins à plus longue échéance, de parvenir à une meilleure solution soit sous la forme d'une institution européenne indépendante, soit sous la forme d'institutions ad hoc que nous devrions rattacher à la Commission européenne.

Cette première tentative a fait apparaître un autre handicap dans le domaine de la prévision : ni nos statistiques ni nos méthodes d'analyse ne sont suffisantes pour recenser et évaluer bon nombre de phénomènes économiques. Nous manquons encore d'expérience pour l'emploi de cet instrument relativement récent qu'est la programmation à moyen terme. Les auteurs des prévisions et les auteurs du programme le savent fort bien. Si je tiens à le rappeler c'est pour éviter que naisse la fausse impression que cet instrument ne répond pas à notre attente. L'instrument de la programmation doit encore être complété et amélioré très largement. Il faut que les parlementaires le sachent afin qu'ils soient en mesure de demander avec la dernière énergie et d'appuyer les mesures nécessaires à cet effet.

J'en arrive maintenant au contenu du premier programme et à un certain nombre de problèmes qu'il nous pose.

Chose surprenante, cette première tentative a fait apparaître plus de points communs entre nos six États membres qu'on ne pouvait l'attendre. Partout l'accroissement probable de la population jusqu'en 1970 ne déterminera qu'un faible accroissement du nombre des personnes actives ; l'Italie connaîtra encore l'accroissement le plus fort ; sans l'immigration, la république fédérale d'Allemagne serait déjà en régression. Dans la mesure où la croissance économique dépend du nombre de nouveaux travailleurs disponibles elle devra être assurée par la reconversion structurelle, de l'agriculture notamment où on prévoit une désaffectation moyenne de 3,1 % par an dans la C.E.E., c'est-à-dire une régression moins forte que celle des cinq dernières années. Si cette régression ne dépassait effectivement pas les 3,1 %,

Elsner

l'agriculture occuperait encore, en 1970, 13,8 % de la population active en France et presque 21 % en Italie. En d'autres termes, la Communauté disposerait encore de réserves de main-d'œuvre suffisantes, à condition toutefois que l'on mette en œuvre une politique régionale active et qu'une politique plus poussée en matière de formation professionnelle et de réadaptation permette d'ouvrir à cette main-d'œuvre de nouvelles possibilités d'emploi.

Ce qu'il n'est pas possible de discerner et par conséquent d'expliquer, à l'heure qu'il est, ce sont les répercussions éventuelles d'une automatisation accrue. Là encore nous rencontrons d'importants facteurs d'incertitude pour nos prévisions.

En tout cas, la situation du marché du travail requiert la plus grande attention, des mesures de réadaptation et des cours de perfectionnement en plus grand nombre, des efforts accrus dans le domaine de la formation professionnelle là où elle accuse encore des retards, et sans doute aussi une réforme de la formation professionnelle même afin d'atteindre une plus grande mobilité professionnelle. Tout cela coûte de l'argent. De même qu'une politique régionale plus active coûte, elle aussi de l'argent. Il faut de l'argent également — je l'ajoute tout de suite — pour la recherche. Il est vrai que le programme y fait seulement allusion pour le moment, mais nous savons tous qu'elle absorbera des sommes considérables et que les pouvoirs publics devront, inéluctablement, l'encourager. Il faut de l'argent encore pour réaliser le progrès technique, la rationalisation nécessaire de notre industrie.

Je ne veux pas vous ennuyer en poursuivant cette énumération. Toujours est-il que le programme met en évidence que nous devons investir plus que dans le passé surtout dans le secteur public. C'est à cette condition seulement que nous pourrions maintenir une expansion économique appropriée. Le chiffre avancé est de 4,3 % par an, ce qui est moins que les 4,9 % des cinq dernières années.

Mais ne nous attardons pas aux décimales. Il est un point qui est bien plus intéressant. Si l'accroissement du revenu national brut devait effectivement se ralentir dans les années à venir dans la Communauté — à des degrés différents sans doute dans les divers pays —, les recettes fiscales, elles aussi, augmenteraient moins rapidement que dans les dernières années — et cela au moment où tous les budgets publics sont placés devant la nécessité d'investir davantage et non pas moins que par le passé.

C'est là, Mesdames et Messieurs, un grave problème. Et c'est là que l'homme politique doit affronter une difficulté que nous ne saurions esquiver. Je m'exprimerai très clairement : Il serait insensé et superflu d'établir de pareils programmes si nous n'avions pas le courage d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Ces conclusions sont désagréables sur le plan des budgets publics. En effet, les voici : réduire

les dépenses de consommation dans les budgets publics, restreindre les subventions et autres dépenses, toutes choses, nous le savons, qui se conçoivent fort bien en théorie, mais qu'il est difficile de mettre en pratique.

Si tout cela ne suffit pas pour financer les dépenses publiques nécessaires à l'expansion, il sera inévitable de relever les impôts afin d'augmenter les recettes fiscales. La Commission nous conjure quasiment à nous engager dans cette voie et les réflexions du comité de politique économique à moyen terme ont également mené à cette éventualité. Malheureusement les propositions que nous trouvons dans le programme même sont fort peu précises et, de plus, contradictoires.

Nous avons tenté de combler cette lacune en fournissant quelques précisions dans le rapport. Mais on s'engage là, et on le sent tout de suite, sur un terrain extrêmement incertain. Tout d'abord il n'existe aucun calendrier pour l'harmonisation fiscale. La seule remarque que l'on trouve est que le relèvement de l'impôt ne devrait pas gêner l'harmonisation fiscale. Dans ces conditions les conseils que l'on peut donner en matière fiscale sont peut-être utiles aux uns mais non pas aux autres. Ensuite il n'existe ni dans la Communauté, ni dans les divers États membres aucun aperçu des finances valable à plus longue échéance. L'évaluation des investissements nécessaires dans l'avenir est faite tout à fait grossièrement, celle des recettes et dépenses publiques malheureusement aussi. C'est pour cette raison que la recommandation d'établir des projets de budgets pluri-annuels nous semble extrêmement importante et peut-être est-ce même l'élément le plus important du programme.

Mesdames et Messieurs, que notre pratique budgétaire actuelle soit surannée, il me semble que nous le savons tous. Plus de 30 à 40 % du revenu national s'en vont aujourd'hui dans les caisses publiques, sont investis, redistribués ou utilisés par les pouvoirs publics. Et comment mettons-nous de l'ordre dans cet ensemble gigantesque ? Au moyen de plans partiels ? Il y en a à profusion. Mais où s'occupe-t-on de les coordonner ? Dans le cadre de budgets annuels qui ne font apparaître que les dépenses à court terme mais passent sous silence les dépenses auxquelles il faudra faire face dans les années à venir. Les gouvernements sortants se font bien voir chez les électeurs en arrêtant les lois prometteuses que les gouvernements suivants ne sont pas en mesure d'exécuter. Depuis des années nous parlons de politique budgétaire anticyclique mais nulle part on ne parvient à la mettre sur pied. Les intérêts de groupes pullulent et parviennent à prendre le dessus parce qu'on n'a pas de vue très claire des choses et qu'il ne se forme pas, par conséquent, de résistance sérieuse d'autres groupes.

Point n'est besoin que je vous décrive encore plus longuement ce malaise que personne n'ignore. La

Elsner

planification budgétaire pluri-annuelle pourrait effectivement offrir aux parlements, et aux gouvernements, cette vue d'ensemble sans laquelle il n'est plus possible désormais de pratiquer une politique économique et financière raisonnable. Elle forcerait les gouvernements à assigner des objectifs à leur politique et des objectifs suffisamment concrets pour qu'on puisse les exprimer en chiffres.

Et puisque ces prévisions budgétaires devront aussi réserver une place à des tâches à venir, il ne sera plus possible d'ajouter tout simplement de nouveaux projets aux anciens, ce qui était si commode. Il faudra expliquer comment on entend financer ces nouvelles tâches. Si vous vous décidez à faire cela, je souhaite que vous soit épargnée la frayeur qui s'est emparée de nous lorsque le bilan de la République fédérale nous a été présenté il y a quelques jours. Personne n'avait imaginé un déficit aussi impressionnant pour les années à venir.

Nous aboutissons ainsi, pour toute une série de tâches publiques, à une situation entièrement nouvelle qui nous force à reconsidérer également les décisions relatives à la politique économique et les mesures des pouvoirs publics qui, dans le passé, étaient prises séparément et sans coordination aucune. Vous voyez que c'est une expérience plutôt salutaire dont les répercussions vont très loin.

Je ne m'attarderai pas ici aux suggestions concernant les modalités de ces projets de budgets pluriannuels. Elles se trouvent dans le rapport. Je me contenterai de faire une seule remarque à ce sujet. Tout d'abord, ces prévisions budgétaires sont précieuses pour les divers États membres eux-mêmes. Mais de plus elles constitueraient pour la Communauté un excellent point de départ pour mieux grouper nos forces. Sachant quels moyens financiers les États membres consacrent à leurs diverses tâches, à quelles tâches particulières ils entendent consacrer ces moyens, quel est l'ordre de priorité qu'ils choisissent, il doit être possible d'accroître l'efficacité de ces moyens par une coordination au niveau de la Communauté. Des actions isolées peuvent être groupées et faire naître ainsi une impulsion beaucoup plus puissante. Les solutions proprement communautaires apparaîtront en plus grand nombre.

Je ne tenterai pas, Monsieur le Président, de m'arrêter à toutes les questions qu'aborde le programme. Je ferai simplement un choix parmi les suggestions problématiques. Permettez-moi donc de faire quelques remarques au sujet de la politique des revenus et de la politique des patrimoines.

La vérité toute simple selon laquelle celui qui veut investir davantage doit moins consommer, est convaincante. J'en ai déjà parlé pour autant que cela touche les investissements publics, mais à l'aide des seuls impôts le problème ne pourra pas être résolu. Il y a des limites à l'impôt et ce qui est

accaparé par les budgets publics vient en déduction de l'épargne privée.

Aussi le programme cherche-t-il une autre voie en recommandant une politique des revenus plus modérée dont le but est de maintenir la consommation dans certaines limites afin d'empêcher que les prix n'augmentent. Mais en même temps elle doit garantir aux entreprises des bénéfices suffisants pour leur permettre d'investir. La formule proposée dans le programme est la suivante : maintenir l'accroissement du revenu global nominal dans les limites de l'accroissement réel de la production.

Je crains que cette proposition ne dirige les partenaires sociaux vers un rôle qu'ils ne peuvent pas accepter, les syndicats doivent s'y opposer parce que les travailleurs supporteraient alors tout le poids de la hausse des prix qui absorberait l'augmentation de leurs revenus et il ne subsisterait plus guère pour eux de bénéfice sur la productivité. Prenons un exemple. Supposons que l'accroissement réel du revenu national brut de 4,3 % par an soit atteint et supposons que l'on parvienne à comprimer la hausse annuelle des prix à 2 % — ce que nous considérons tous, sans doute, comme un succès inouï. Il resterait alors pour les travailleurs un accroissement réel du salaire de 2,3 % dans lequel l'impôt sur les salaires avec son taux progressif doit avoir sa part. Et cela en période de plein emploi ! Il n'est sans doute pas nécessaire que je vous dise que les syndicats subiraient une forte pression de la part de leurs membres s'ils acceptaient une pareille formule.

Et les chefs d'entreprises, de leur côté, ne pourront pas s'en tenir à cette formule si les cinq années à venir se caractérisent par la rareté de la main-d'œuvre, et des investissements accrus comme le souhaite et l'espère le programme. Dans ce cas, les entreprises offriront des salaires allant à la limite de la marge des coûts salariaux de leur branche. S'ils ont opéré des investissements et si le rendement de leurs installations augmente en conséquence, ils seront d'autant plus disposés à offrir davantage à la main-d'œuvre rare.

Je doute donc fort qu'il soit juste — compte tenu des connaissances insuffisantes que nous avons des rapports entre productivité et salaires — d'inscrire à propos des revenus une formule aussi théorique dans un pareil programme. Elle constituerait une sorte de *moral guide* ou même de *moral pressure* pour les syndicats, et sans doute est-ce là l'intention. Mais l'évolution du marché ne s'en soucierait guère. Les hypothèses du programme et les faits prendraient à coup sûr un cours divergent : c'est désavouer le programme ; en même temps on suscite la méfiance des syndicats — et c'est déjà fait — et, à leurs yeux, on jette le discrédit a priori sur toute politique des revenus. Or, une attitude conciliante de la part des syndicats est la condition nécessaire à la mise en œuvre d'un programme de politique économique à moyen terme.

Elsner

Je partage donc le point de vue de tous ceux — et ils sont nombreux — qui sont encore très sceptiques quant au succès de toute politique des revenus. Et sans doute le comité de politique économique à moyen terme est-il lui-même sceptique, sans quoi il n'aurait pas confié à un groupe de travail spécial la suite de l'étude de ce problème. Personnellement je crois qu'il faut d'abord que nous apprenions à faire un meilleur usage de tous les autres instruments de la politique de conjoncture et de la politique des structures avant de pouvoir tenter, avec des chances de succès, de mettre en œuvre une politique des revenus.

A cet égard, les points de vue divergeaient au sein de notre commission, ce que je me dois de signaler par souci de loyauté.

Ne serait-il pas possible après tout d'atteindre plus rapidement notre but en empruntant une autre voie ? S'il faut investir davantage, ne faut-il pas épargner davantage, épargner et cela dans les catégories de revenus où l'épargne n'est pas encore la règle aujourd'hui ? Dans les États membres, 60 à 70 % des détenteurs de revenus sont des travailleurs. La part des travailleurs s'accroît continuellement. Que faire pour les amener à mettre de côté une partie de leurs revenus, et cela dans une plus large mesure que par le passé ? Cette question va même au delà du financement des investissements croissants. Nous touchons ici le problème d'une meilleure répartition de la fortune, la question de savoir comment éviter la concentration des biens, indésirable du point de vue social, celui d'une plus grande sécurité et indépendance des hommes. Il s'offre de plus la possibilité de faire en sorte qu'une part moindre des revenus soit absorbée par la consommation et que la conjoncture suive une courbe plus régulière, les prix étant plus stables.

Le programme traite ce problème, mais de manière très superficielle. La Commission propose d'encourager l'épargne des travailleurs par la voie fiscale. C'est un moyen. Mais d'autres expériences ont été tentées. Je crois qu'il faudrait les réunir toutes. Je sais qu'il y a des objections, des objections visant notamment certaines institutions et les canaux vers lesquels sont dirigés les fonds épargnés. Mais il existe aussi, d'un autre côté, des idées nouvelles sur la manière de rassembler et de placer cette épargne. En tout cas, la Commission européenne devrait s'occuper plus activement de ce problème et présenter bientôt un rapport à ce sujet à cette Assemblée et à sa commission compétente.

Si je renonce à parler maintenant de la politique régionale et de la politique en matière de formation professionnelle, c'est que le programme présente pour ces deux secteurs des suggestions valables, encore qu'elles ne soient pas nouvelles. Nous sommes heureux en tout cas que des thèses préconisées par notre Assemblée soient adoptées.

En revanche nous sommes déçus, je le dis très franchement, que les problèmes de structure très délicats qui se posent dans la Communauté n'aient pas été traités dans le premier programme et que le problème le plus délicat de tous, celui du charbon, n'apparaîtra même pas, si j'ai bien compris, dans les programmes suivants.

Nous espérons bien entendu que ce programme de la politique économique à moyen terme anticiperait sur la fusion encore différée en incluant les trois Communautés dans l'aperçu qu'il fournit et dans les décisions à prévoir. Pourtant, ni notre conscience ni notre politique économique ne sont dédoublées simplement parce qu'il existe trois Communautés européennes. Si nous nous refusons à voir les interdépendances, si nous ne coordonnons les domaines qui jusqu'ici ne l'ont pas été, malheureusement, le programme ne nous fera pas avancer d'un seul pas, surtout en ce qui concerne les questions les plus délicates. Le jeu de l'isolement arbitraire n'a que trop duré.

Je ne sais pas, et pour cette raison je dois poser la question, si le fait que le problème du charbon, par exemple, ait été laissé de côté ne fausse pas largement les prévisions énoncées, le cours que l'on escompte pour l'évolution future. Lorsqu'un secteur est frappé d'un tel malaise structurel, surtout lorsqu'il s'agit d'une région où la population est aussi dense que dans la Ruhr, par exemple, le virus peut se propager avec une rapidité insoupçonnée et infecter d'autres branches de l'économie. Et lorsque commencent les licenciements en masse, toutes les prévisions relatives au marché du travail s'effondrent évidemment. Peut-être faudra-t-il alors prendre d'autres mesures, et très rapidement. La valeur d'un pareil programme devient donc douteuse, simplement parce qu'il laisse de côté certains problèmes.

J'ai suivi avec beaucoup d'intérêt ce que M. Del Bo a pu nous annoncer hier au sujet du charbon. Tout en écoutant, je me suis rappelé ce que le chancelier Erhard, qui est encore en fonction, a dit à l'époque, devant cette Assemblée : il faut rejeter a priori la programmation parce qu'elle mène inéluctablement au dirigisme.

Or, ce que nous avons entendu ici, hier, au sujet de la sidérurgie, prouve le contraire. C'est précisément lorsque chacun doit s'en remettre à sa propre sagesse et lorsqu'il est entièrement livré à lui-même face aux incertitudes du marché que l'on glisse vers le dirigisme car un jour, seules des mesures draconniennes permettront encore de remédier au chaos qui s'est établi. J'ajouterai que je ne me réjouis nullement de ce qui a été fait maintenant pour aider la sidérurgie à sortir de sa situation difficile.

Je ne puis qu'en tirer la conclusion que la programmation, ou comme on préfère l'appeler, l'orientation globale plus souple gagne du terrain et qu'on la prend au sérieux. Il faut donc qu'elle prenne la

Elsner

forme d'un pronostic toujours plus précis des phénomènes économiques, que nous n'hésitions pas à la corriger immédiatement lorsque des faits ou des conditions changent. Peut-être découvrirons-nous alors un jour que nous obtenons une vue plus claire des possibilités des diverses branches économiques qu'avec l'actuelle évaluation globale. Je ne voudrais pas me prononcer aujourd'hui sur ce point.

Mais ce qu'il faut demander avec la dernière énergie dès aujourd'hui, c'est que les problèmes structurels tout au moins, qui nous causent tant de tracasseries — il est inutile que j'énumère en particulier les diverses branches en cause — soient analysés en priorité et inclus dans les programmes suivants.

Et nous devons demander avec une insistance égale à la Commission européenne de définir un programme d'action pour le reste de la période de transition. Nous savons sans doute qu'il reste encore de nombreuses tâches à résoudre dans les prochaines années au niveau de la Communauté dans le domaine fiscal, du droit de la concurrence, du droit des sociétés, sur le marché des capitaux dont nous parlerons tout à l'heure au cours de la discussion du rapport de M. Dichgans, et surtout dans le domaine social. Même nous, nous ignorons l'ordre et le rythme prévus dont la connaissance serait très importante pour l'économie de nos pays en vue des décisions à prendre.

Je conclurai ici mon exposé, Monsieur le Président. Je disais au début que nous nous sommes concentrés sur les points contestés. Pour prévenir tout malentendu, je dois donc répéter une fois de plus que nous sommes heureux que ce travail difficile ait été entrepris. Nous souhaitons qu'il soit poursuivi et élargi et nous userons de notre influence à cet effet.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. van Campen, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. van Campen. — (N) Monsieur le Président, je considère comme un grand honneur de pouvoir exposer ici, sur la base du remarquable rapport de M^{me} Elsner, le point de vue de notre groupe sur le projet de programme de la Commission de la C.E.E. relatif à la politique économique à moyen terme. Ce projet constitue un pas important si l'on veut assurer pour l'avenir une croissance économique suffisante telle que l'a connue notre Communauté au cours de la première décennie de son existence. Nous ne pouvons cependant pas nous en contenter pour l'avenir. La Commission de la C.E.E. s'en est fort bien rendu compte. Les enseignements du passé le plus récent font que nous souhaitons que la future croissance économique s'accompagne d'un équilibre économique approprié. Cet équilibre doit s'exprimer dans la balance des paiements avec l'étranger —

l'équilibre extérieur — et dans le pouvoir d'achat constant de la monnaie qui circule dans les pays de la Communauté — l'équilibre intérieur.

Quelles sont les conditions au maintien d'une croissance économique suffisante s'accompagnant d'un équilibre économique équitable ?

Compte tenu de la progression réelle du processus d'intégration entre nos pays et de l'interpénétration croissante de leurs économies, la première condition à remplir est une coordination poussée de la politique conjoncturelle. Dans le cadre d'une politique conjoncturelle efficacement coordonnée, les États membres devront synchroniser leur politique monétaire, leur politique budgétaire et leur politique des revenus. Mais alors il faudra éviter de mettre trop fortement l'accent sur les instruments de la politique monétaire, en premier lieu sur la politique de l'escompte et les restrictions au crédit.

Les conséquences fâcheuses d'une pareille manière d'agir n'ont été que trop évidentes dans le passé. Il suffira de se rappeler l'exemple de l'Italie qui a pratiqué dans les années 1960 à 1965 une politique de stabilisation s'appuyant presque exclusivement sur les instruments monétaires que je viens d'énumérer. Il en est résulté que la moyenne annuelle des investissements a été plus faible pendant cette période que dans les cinq années précédentes. Cela, nous voulons l'éviter pour l'avenir. Nous voulons atteindre dans l'avenir un niveau d'investissement tel que l'accroissement ultérieur de la prospérité soit assuré et, en ce qui concerne l'Italie en particulier, que le retard qui s'est établi puisse être rattrapé. A cet effet, la politique conjoncturelle coordonnée devra, de l'avis de notre groupe, se concentrer davantage sur la politique financière des pouvoirs publics, à savoir la politique budgétaire et la politique fiscale, ensuite sur la politique des revenus et ses principaux éléments, la politique des salaires et la politique des prix.

Une politique conjoncturelle coordonnée ainsi conçue ne saurait cependant être pratiquée efficacement — tout comme M^{me} Elsner, nous nous rallions ici aux propositions de la Commission de la C.E.E. en cette matière — si l'on ne voit pas plus loin chaque fois que d'une année à l'autre.

Une politique conjoncturelle harmonieuse, c'est également l'avis de notre groupe, pourra seulement être pratiquée efficacement si elle se greffe sur une expansion structurelle et une planification à moyen terme conçue avec celle-ci. Une telle planification doit être mise sur pied, sur le plan national aussi bien que sur le plan communautaire.

Notre groupe se félicite que les institutions compétentes s'occupent actuellement dans tous les pays membres de cette planification à moyen terme : des bureaux indépendants établissent les pronostics et les gouvernements ou les organes gouvernementaux

Van Campen

définissent ensuite les lignes de conduite à observer pour réaliser ces pronostics.

Même lorsqu'on est convaincu de la nécessité d'une planification à moyen terme — et notre groupe, permettez-moi de le souligner une nouvelle fois, en est intimement convaincu — il faut en même temps reconnaître que la tâche des pouvoirs publics est en quelque sorte limitée en ce qui concerne sa réalisation. En effet, dans ce cas également, les pouvoirs publics auront une tâche complémentaire à remplir ou devront, si l'on veut, « créer les conditions nécessaires ».

Dans notre esprit la tâche des pouvoirs publics dans le cadre de la planification à moyen terme pourrait principalement avoir le contenu suivant. Tout d'abord il s'agira de veiller à ce que le climat macro-économique demeure sain en maintenant la demande totale de biens de consommation et de biens d'équipement dans des proportions raisonnables par rapport à l'accroissement du potentiel de production dans son ensemble. C'est ici que s'exprimera le souci de préserver l'équilibre économique intérieur qui doit s'accompagner aussi du souci de sauvegarder l'équilibre économique extérieur que reflète la balance des paiements.

Notre groupe est extrêmement satisfait de voir que ces points de départ ont également été clairement posés dans le rapport de M^{me} Elsner et qu'ils ont de plus été mis en relief dans la proposition de résolution, à savoir aux paragraphes 4 et 7 où il est question de la nécessité d'accroître les investissements publics et de porter les investissements directement productifs à un niveau élevé tout en maintenant un équilibre économique approprié.

De l'avis de notre groupe, les instruments de la planification à moyen terme doivent être appliqués selon le principe de l'intervention globale sur des points stratégiques. Cela vaut notamment pour la politique budgétaire dont le problème crucial se ramène au rapport entre l'épargne et les investissements et ses répercussions sur le financement du déficit budgétaire ; bien entendu, la politique fiscale aura un rôle à jouer à cet égard. Le principe de l'intervention globale en des points stratégiques s'appliquera évidemment aussi à la politique de l'intérêt dont une des manifestations est la fixation du taux d'escompte officiel. L'intervention globale devra cependant aussi englober la politique des revenus en ce qui concerne les prix et les salaires, sans que cette dernière puisse se dispenser d'influencer les hausses de salaires en conformité de l'accroissement de la productivité du travail.

Les instruments de la politique financière des pouvoirs publics et de la politique des revenus devront servir à mettre sur pied, dans le cadre du plan quinquennal qui nous occupe, en collaboration avec les partenaires sociaux, le schéma de base de la politique à moyen terme qui consistera à infléchir

les dépenses de manière à freiner la consommation privée et publique au profit des investissements du secteur privé et du secteur public. Notre groupe peut se rallier à ce schéma selon lequel les besoins d'investissements publics ne doivent pas s'accroître au détriment des investissements dans les entreprises. Si l'on considère alors, comme cela a été fait dans les divers rapports, que les marchés des capitaux ne suffiront pas à financer tous les investissements requis, il ne sera effectivement pas possible d'échapper au relèvement de l'impôt. Mais quels sont les impôts qui pourraient entrer en ligne de compte ? La Commission de la C.E.E. et le comité de politique économique à moyen terme n'ont pas esquivé cette question. A mon sens, et je puis dire que notre groupe partage cette manière de voir, la Commission de la C.E.E. et le comité de la politique économique à moyen terme ont parlé un langage fort clair. Je pense, Monsieur le Président, que cela n'a rien de surprenant pour les autorités fiscales si l'on affirme que l'augmentation des impôts devra frapper en premier lieu les dépenses de consommation afin de porter le moins de préjudice possible à l'épargne privée et aux investissements des entreprises. Il est clair, en effet, que lorsque les barèmes de l'impôt sur les revenus et de l'impôt sur la fortune ont déjà atteint un certain niveau — et cela est indéniablement le cas pour certains États membres dont les barèmes se placent en tête par rapport aux autres États membres — un nouvel accroissement affaiblirait à coup sûr l'épargne privée, c'est-à-dire qu'il réduirait le volume global de l'épargne. Pour ces pays, seule une augmentation de l'impôt à la consommation pourra entrer en ligne de compte, notamment aussi pour éviter de compromettre l'harmonisation des fiscalités.

Dans ces conditions, notre groupe estime que ces mesures, pour impopulaires qu'elles soient, sont le prix auquel pourront être intensifiés les investissements que seuls les pouvoirs publics sont en mesure d'opérer, à savoir les investissements dans le domaine de l'enseignement, des routes, de la santé publique etc. Notre groupe est convaincu qu'un niveau satisfaisant d'investissements publics favorise autant la prospérité de l'individu que le relèvement du niveau disponible pour les dépenses privées.

Une politique des investissements publics ainsi conçue aboutira seulement au résultat souhaité si elle s'inscrit dans le cadre de budgets pluriannuels sur la base desquels pourront être établis des ordres de priorité. Je n'hésiterai pas à dire qu'il faut réserver à la politique budgétaire une importance primordiale si l'on veut atteindre le fonctionnement optimal d'un ordre économique fondé sur le libre-échange, dans lequel l'initiative privée remplit ses fonctions stimulatrices mais dans lequel on tient également compte de la nécessité d'interventions de la part des pouvoirs publics dont le but est de remplir les tâches publiques que l'économie libre n'est pas en mesure d'accomplir par ses propres moyens. A cet égard il

Van Campen

convient notamment de mentionner la tâche de veiller au maintien d'un niveau suffisant de l'emploi.

Lorsqu'on part de ces principes, il ne fait pas de doute que les finances publiques doivent avoir sur les structures un effet compensatoire ou stabilisateur. Dans certaines circonstances et selon l'état de la situation de l'emploi, un excédent budgétaire en faveur des structures sera nécessaire lorsque l'épargne du secteur privé est insuffisante pour financer les investissements privés. Ce déficit de l'épargne devra alors être comblé au moyen du budget, c'est-à-dire au moyen d'un excédent budgétaire. Dans le cas contraire, l'excédent d'épargne doit être absorbé par un déficit budgétaire. Si c'est ainsi qu'on voit les choses, nous sommes entièrement d'accord sur le paragraphe 7 de la proposition de résolution qui insiste, en considération de l'accroissement des investissements publics qu'il est nécessaire d'opérer à bref délai, sur la nécessité de mettre en œuvre une politique financière propre à couvrir les dépenses sans qu'il en émane toutefois des impulsions inflationnistes sur l'économie générale. Bien que la question ne soit pas d'actualité, nous tenons néanmoins à préciser que le budget ne doit pas davantage avoir des effets déflationnistes, lorsque le rapport entre l'épargne et les investissements dans le secteur privé fait apparaître un excédent d'épargne et par conséquent un déficit d'investissements dans ce secteur. Dans ce cas également, les pouvoirs publics auront une tâche compensatoire à assumer qui devra se traduire éventuellement dans leur politique financière par des déficits budgétaires.

Notre groupe attacherait du prix à ce que la Commission de la C.E.E. donne mandat au comité de politique financière d'examiner de plus près s'il ne serait pas possible de définir des normes communautaires que les États membres devraient appliquer à leur politique budgétaire nationale afin d'assurer la croissance économique au moyen d'investissements publics et privés accrus tout en sauvegardant un équilibre économique approprié. A notre avis, il faut cependant rejeter énergiquement toute croissance économique obtenue au prix d'une dévaluation continue.

Il est évident que pour cela il faut aussi mener une politique des revenus compressive. L'expérience nous a cependant montré que la modération est difficile à observer en matière de politique salariale lorsque le marché de l'emploi est tendu. Si l'on veut obtenir simultanément la stabilité des prix et l'équilibre du marché de l'emploi, il faut assouplir les liens entre l'emploi et la hausse des salaires. Pour ce faire, il faut que toute la politique économique soit axée sur ces objectifs. La politique des salaires et la politique des prix ne suffisent pas à elles seules.

Nous comprenons fort bien que si l'on modère la politique des salaires il apparaîtra en même temps le vœu de faire participer les travailleurs à la cons-

titution du patrimoine résultant de l'épargne dans l'économie privée. Il faut cependant tenir compte de l'effritement des bénéfices que provoque la concurrence croissante. Ce phénomène est également d'actualité, me semble-t-il. S'il en résulte pour les entreprises des possibilités moindres pour le financement intérieur, il sera peut-être plus facile de répondre au vœu de faire participer les travailleurs à la formation du patrimoine des entreprises, à condition que le fisc modère en même temps ses exigences en ce qui concerne des bénéfices dont on a le plus grand besoin pour financer les investissements non encore amortis.

On pourrait songer à cet égard à une pratique fiscale que l'on connaît dans la plupart de nos pays, à savoir l'amortissement anticipé. Là encore un examen détaillé s'impose au niveau communautaire, de l'avis de notre groupe, dans le cadre de l'harmonisation souhaitée des politiques fiscales. Cette enquête devrait se poursuivre parallèlement aux activités du groupe de travail institué pour l'étude du problème de la politique des patrimoines en faveur des travailleurs, étude dont nous attendons les résultats avec beaucoup d'intérêt.

A cet égard, nous nous laissons guider par l'idée que, dans un marché où se réalisent toujours davantage les caractéristiques d'un grand marché commun, les mesures tendant à faire participer les travailleurs à la formation du patrimoine des entreprises ne pourront plus guère recevoir une application purement nationale. Il est évident qu'elles agissent si profondément sur la situation concurrentielle des entreprises des États membres que l'harmonisation est de rigueur également en ce domaine.

Lorsqu'on entreprend une planification à moyen terme, la tâche des pouvoirs publics ne se limite pas à sauvegarder un climat macro-économique sain. Il leur appartiendra aussi d'éliminer les points de friction que fait surgir la progression et l'élargissement du processus économique. Il s'agit d'obstacles liés à la structure des marchés, d'obstacles inhérents aux facteurs de production, travail, capital, *know-how*, et enfin de problèmes régionaux.

Les instruments auxquels on peut faire appel sont des mesures d'ordre financier et des mesures d'ordre institutionnel qui soient de nature à favoriser une ventilation plus efficace des marchés des capitaux. En même temps, des dépenses publiques seront nécessaires, éventuellement aussi des dépenses communautaires pour lesquelles il sera fait appel aux Fonds existants — le Fonds social et le F.E.O.G.A. — ainsi qu'à la Banque européenne d'investissement aux fins de la revalorisation et de l'équipement des régions attardées.

Je sais que divers orateurs de notre groupe parleront encore plus longuement des divers aspects de cette partie de la tâche des pouvoirs publics dans la planification à moyen terme, à savoir l'élimina-

Van Campen

tion des obstacles d'ordre structurel. Je puis donc être bref, bien que je sache que cette concision n'est pas en rapport avec l'importance de cette tâche. Cela vaut aussi bien pour la planification sectorielle que pour la politique régionale.

Nous comprenons que l'on ait fait preuve de retenue dans ce premier programme au sujet de la politique sectorielle des structures. On a dit à juste titre que la politique sectorielle doit mettre l'accent sur le dynamisme de l'économie de la Communauté. Elle ne doit pas avoir pour effet de maintenir artificiellement en vie des secteurs non rentables. C'est pourquoi nous attendons avec impatience les résultats de l'enquête annoncée par le comité de politique économique à moyen terme sur les secteurs où existent ou menacent de surgir des problèmes structurels particuliers. Je citerai notamment l'agriculture, les transports et le secteur de l'énergie.

Nous avons constaté avec satisfaction que la Commission de la C.E.E. a développé et approfondi ce que le comité de politique économique à moyen terme avait dit à propos de la politique sectorielle en y ajoutant notamment davantage de considérations d'ordre social.

Les mesures de réadaptation nécessaires devront souvent, elles aussi, avoir un caractère régional, et il me semble important de distinguer à ce propos les problèmes régionaux qui existaient déjà auparavant dans les États membres et les problèmes régionaux auxquels le fonctionnement de la Communauté même a donné naissance.

Pour ce qui est des premiers, il appartient essentiellement aux autorités nationales d'y pourvoir. En revanche, la Communauté devra intervenir en premier lieu lorsqu'il s'agira de pallier les répercussions défavorables qu'entraîne pour certaines régions le développement du marché commun, répercussions qui peuvent être la conséquence du processus de concentration industrielle dont le développement de la Communauté a donné le signal. Les problèmes que pose la concentration devront être résolus au moyen d'un programme de travaux d'infrastructure se rapportant notamment aux voies de communication.

Nous serions heureux si la Commission de la C.E.E. pouvait examiner à bref délai quels importants travaux d'infrastructure sont souhaitables ou nécessaires afin que les effets du marché commun en voie de devenir puissent être interceptés de manière à écarter dans toute la mesure du possible les déséquilibres régionaux.

Telles sont les remarques, Monsieur le Président, que le rapport de M^{me} Elsner sur la politique économique à moyen terme appelle de la part de notre groupe.

On a dit que ce premier programme était un véritable tour de force ; c'est également notre avis.

Mais, comme l'a dit notre rapporteur, ce sera un tour de force au moins égal que de le mettre en pratique.

Nous nous associons volontiers aux remerciements qui ont été exprimés à l'adresse des experts, du comité de politique économique à moyen terme et de la Commission de la C.E.E. pour le travail considérable que représente l'établissement de ce programme. Notre gratitude va de même à notre rapporteur pour l'avoir traité d'une façon si remarquable. Tout comme M^{me} Elsner nous espérons de tout cœur que l'on poursuivra avec succès dans la voie de la planification à moyen terme dans laquelle on vient de s'engager.

(Applaudissements)

M. le Président. — Nous allons interrompre maintenant nos travaux jusqu'à 15 heures.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 13 h 10, est reprise à 15 h 5)

PRÉSIDENCE DE M. WOHLFART

Vice-président

M. le Président. — La séance est reprise.

Dans la suite du débat, la parole est à M. Oele, au nom du groupe socialiste.

M. Oele. — (N) Monsieur le Président, un des principaux griefs que nous, socialistes, nourrissons à l'encontre de l'économie décentralisée, telle que nous la connaissons actuellement, se dirige contre le mal chronique lié à cette forme d'économie : elle est à courte vue.

Nous avons pu nous rendre compte jusqu'ici qu'il s'agit d'un mal particulièrement tenace. A côté de la dureté avec laquelle sont traités les économiquement faibles, c'est la déficience la plus frappante de l'économie de l'Occident. On est en retard sur les faits, on a trop peu coordonné et tout cela peut faire apparaître et a fait apparaître dans le passé des phénomènes dont les effets s'accroissent automatiquement et qui ont gravement troublé nos budgets nationaux.

La programmation à moyen terme offre en principe la possibilité de se débarrasser de ce mal. Elle fournit la documentation et permet de saisir les possibilités qui s'offrent pour la mise en œuvre d'une politique des structures économiques en même temps que les limites auxquelles elle se heurte.

Oele

Un autre mérite de la programmation, Monsieur le Président, réside dans le fait que l'on obtient une vue claire de la marge, des limites dans lesquelles pourront être réalisés certains desiderata relevant de la politique sociale.

A l'intérieur de ces limites pourront être réalisés par priorité certains vœux auxquels on tient particulièrement et qui sont particulièrement vivaces parmi la population d'un pays.

C'est pourquoi nous apprécions grandement, en tant que groupe politique de cette Assemblée, le travail de tous ceux qui ont coopéré à l'établissement de ce programme économique que nous discutons aujourd'hui. Notre gratitude s'adresse aussi bien aux experts qui ont établi les pronostics à l'aide des moyens dont ils disposaient qu'à la Commission européenne à laquelle nous sommes redevables de cette importante initiative. Nous nous rendons fort bien compte qu'il s'agit d'un premier pas et nous tiendrons compte de ce fait lorsque nous formulerons nos critiques.

En ce qui concerne l'élaboration de ce programme économique, le rapporteur, M^{me} Elsner, a déjà fait un certain nombre de remarques qui méritent de retenir notre attention.

Il nous tient d'ailleurs à cœur de souligner que M^{me} Elsner mérite notre gratitude à tous pour la manière dont elle a traité cette vaste matière avec concision et néanmoins en profondeur. C'est là un mérite qui force l'estime.

Le rapport de M^{me} Elsner montre déjà clairement que les évaluations de ce premier programme et les lignes directrices pour notre future politique qui y sont tracées à partir de ces évaluations ont le caractère d'une première ébauche, d'une sorte de travail préparatoire en vue d'autres programmes plus complets et plus étoffés. Nous espérons vivement que les moyens dont elle dispose permettront à la Commission de la C.E.E., après avoir fait ce premier pas, d'avancer sans faiblir dans la voie qui s'ouvre devant elle. L'étape suivante, à savoir un programme encore mieux préparé et dans lequel les contributions des divers pays seront mieux mises en concordance, devra comporter moins d'imperfections.

Nous nous rendons fort bien compte que, telle que se présente actuellement notre coopération, il n'est pas possible d'établir des pronostics qui ne soient entachés d'aucun défaut.

Nous avons néanmoins l'impression que, même à ce stade, il eût été possible de mieux faire. A notre regret, nous devons constater qu'un des gouvernements tout au moins est intervenu au cours de la préparation de ce programme et en a modifié les données scientifiques.

Il ne nous a pas échappé, en effet, lorsque les divers pays ont transmis leurs évaluations, que celles

des experts de la république fédérale d'Allemagne ont été adaptées brusquement aux conceptions que nourrissait, à ce moment, en matière de politique économique le gouvernement de la République fédérale maintenant démissionnaire, sans que l'on ait examiné et pris en considération les répercussions de cette intervention pour les pays voisins qui sont étroitement liés à l'économie de la République fédérale. A nos yeux, cette façon d'agir est peu élégante. Nous ne pensons pas — je le précise pour éviter tout malentendu — qu'il faille en tout cas écarter du programme les difficultés conjoncturelles du jour même ou de l'année en cours lorsqu'on établit un pronostic scientifiquement valable. Il y a évidemment des points de tangence, c'est-à-dire le point de rencontre de ce que l'extrapolation scientifique permet d'escompter et ce qu'il faut estimer souhaitable du point de vue politique. Il est néanmoins inadmissible, au premier stade de la préparation du programme, lorsqu'on rassemble les perspectives, que des modifications soient apportées aux évaluations des experts se fondant sur ce qui est souhaitable politiquement dans un seul de nos pays.

Lorsqu'on veut s'informer sur les conséquences d'une expansion quelque peu atténuée, il est plus normal de développer par extrapolation, à côté des évaluations purement scientifiques établies par les experts, une autre alternative basée sur une nouvelle politique financière dans le secteur économique.

Nous espérons que lorsque le prochain programme économique sera établi, et il faut que cela se fasse bientôt, les experts indépendants auront une plus grande liberté d'action, afin qu'ils puissent élaborer une ou plusieurs alternatives de l'évolution économique, aussi près des réalités et de façon aussi indépendante que possible.

Je ne m'attarderai pas davantage aux autres lacunes que nous trouvons, inévitablement, dans ce programme. L'une d'elles aurait cependant pu être évitée, à notre avis. M^{me} Elsner a dit clairement et avec raison dans son rapport que la programmation n'a de chance de succès que si elle recueille le libre assentiment de tous les groupes de la population. Le caractère indicatif et non obligatoire d'un pareil plan et la nature de notre économie décentralisée l'exigent.

Si l'on veut obtenir l'appui nécessaire à la mise en œuvre des mesures de politique économique résultant du programme, il faut au fond être convaincu d'avance que les partenaires sociaux et les groupements économiques, eux aussi, sont intimement convaincus des exigences que renferme le programme.

Nous nous demandons si l'on a bien saisi cet aspect en préparant le programme. Nous savons que les syndicats notamment avaient quelque chose à dire, mais nous avons l'impression que leur contribution était plutôt indirecte au lieu de directe et

Oele

qu'ils ne sont pas entendus automatiquement. A notre avis, il eut été normal que tous les partenaires sociaux participent largement à la préparation. Il se peut que l'on ait manqué du temps nécessaire. Cela pourrait être une excuse en soi, mais c'est une raison de plus de veiller la prochaine fois à consulter le plus largement possible tous les intéressés.

Nous soulignons ces faits parce que nous pensons qu'on ne peut pas aspirer en principe au progrès sur le plan de la croissance économique sans se prononcer en même temps en toute clarté au sujet du progrès social. C'est pourquoi il faut en définitive réserver une place dans la programmation aux exigences propres dans le domaine social et culturel.

Je voudrais faire encore une autre remarque. Sans vouloir diminuer l'utilité de la programmation économique en tant qu'activité dirigée vers l'avenir, nous ne devons pas perdre de vue qu'il nous restera toujours un choix politique à faire entre le volume à prévoir pour les dépenses et les diverses possibilités d'expansion. En soi le programme constitue un pas important, mais non pas un pas décisif du point de vue politique. On conçoit certes que la Commission de la C.E.E. ne puisse pas, en l'état actuel, poser en toute clarté des objectifs politiques plus précis. Elle n'a encore ni les moyens, ni les pouvoirs de le faire. Aussi un programme tel que celui qui nous occupe, est-il un instrument qui peut être manipulé de manière très unilatérale dans la lutte des intérêts politiques. A cet égard, nous restons suffisamment critiques pour ne pas battre des mains d'avance lorsqu'on établit des programmes, d'une façon ou de l'autre. La question qui nous intéresse tout autant est de savoir ce qu'on fera de ce programme.

J'en arrive maintenant aux questions proprement politiques. Dans le programme sont énoncés un certain nombre de problèmes particulièrement pressants de nature macro-économique et générale. Les plus importants d'entre eux se rapportent à l'évolution du marché du travail et au volume des investissements combien urgents, tant dans le secteur privé que dans le secteur public.

Deux de mes amis politiques parleront plus en détail de ces questions et de la manière dont il s'agit de les résoudre. Ils s'attacheront plus particulièrement au problème de l'emploi et à la politique des revenus. Pour ma part, je me contenterai de faire une remarque d'ordre général. Je ne prétends nullement que ces effets macro-économiques, ces points de tension qui caractérisent l'actualité politique sont sans importance.

La politique ne se ramène pas seulement à une question d'objectifs, elle concerne aussi les instruments. La question qu'il faut se poser est donc la suivante : quels sont les instruments dont dispose

ou disposera la Commission de la C.E.E. pendant la période couverte par le programme à moyen terme afin de réaliser ces objectifs ?

Il me semble raisonnable, lorsqu'on définit des objectifs, de se limiter à ceux pour lesquels on obtiendra les instruments nécessaires à leur mise en œuvre. Et il s'agira alors de retenir les objectifs axés sur les points de tension les plus graves et les plus frappants qui risquent d'entraver le progrès dans plusieurs secteurs. En effet, il existe d'ores et déjà dans certains secteurs de nos pays des difficultés d'ordre structurel qu'ils ne sont plus en mesure de résoudre chacun de son côté. Il me suffira de rappeler la politique énergétique ou les problèmes de l'industrie sidérurgique.

De même le problème de l'industrie textile et ceux de la construction navale doivent être abordés sur le plan communautaire. La Commission de la C.E.E. se rend manifestement compte que toutes ces questions ne souffrent plus de délai. Aussi sommes-nous très heureux qu'un groupe de travail ait entrepris de définir une politique de structures sectorielles pour l'industrie textile et la construction navale.

Mais à notre avis, il ne faudra pas s'en tenir là. Bientôt des problèmes surgiront également dans d'autres secteurs. Il n'est pas impensable qu'ils surgissent dans l'industrie automobile européenne ou dans l'industrie chimique des pays de la Communauté. Il s'agit maintenant de donner les impulsions appropriées au bon endroit pour assurer la croissance économique également dans ces secteurs. Nous sommes convaincus qu'il est possible d'entreprendre à cet égard une action concrète et qu'une action communautaire offre de meilleures chances de succès, précisément si elle s'exerce dans ces secteurs, que si elle avait une portée plus générale. C'est pourquoi nous demandons que soit entrepris une politique communautaire active dans le domaine des structures, qui serait une superstructure, réaliste à ce programme.

Dans nombre de secteurs les solutions nationales ne sont plus d'aucun secours. Hélas, les faits vont actuellement dans un sens contraire, et ce non seulement dans le secteur de l'énergie et de la sidérurgie. Dans d'autres secteurs aussi, où le vent contraire se lève et où de graves difficultés structurelles menacent de s'installer, nous voyons que l'on érige des positions de défense par la concentration nationale des entreprises qui peuvent être autant d'obstacles dans la voie de l'intégration.

Non seulement dans le domaine de l'industrie mais aussi dans celui de la politique régionale pratiquée dans les régions où une réorganisation structurelle est requise, une évolution qui menace de prendre un cours analogue, à rebours en quelque sorte, se prépare. Les méthodes totalement divergentes que l'on applique de part et d'autre des

Oele

frontières intérieures d'une certaine région de la Communauté afin de ranimer et de reconverter l'économie de cette région le montrent clairement. Nous espérons vivement que la Commission, qui a pris conscience de ce problème, obtiendra la coopération du Conseil pour agir contre cette concentration croissante d'intérêts économiques nationaux avant qu'il ne soit trop tard.

Notre remarque suivante a trait au rôle que la politique fiscale des pouvoirs publics devra assumer dans les années à venir lorsqu'il s'agira d'insérer dans notre économie un certain nombre de mécanismes financiers de la plus haute nécessité. Je songe en premier lieu à des mesures complétant les investissements privés afin d'assurer la croissance économique.

Il s'agit de crédits qui seront mobilisés pour les routes, pour la création de meilleures conditions de départ dans certaines régions. Il s'agit surtout aussi de l'argent que les pouvoirs publics investissent dans la recherche scientifique et dans les travaux d'étude afin de renforcer la compétitivité et la capacité de renouvellement de notre industrie. Les moyens financiers ainsi libérés par la voie de l'impôt ne devront plus être fournis par des personnes privées.

Il ne saurait être question, en ce qui concerne ces dispositions complémentaires relatives à l'infrastructure, de ménager le contribuable aisé que l'on peut considérer comme étant le citoyen de la Communauté auquel il appartient de mobiliser les ressources permettant d'opérer d'autres investissements dans le secteur privé en arguant de la nécessité de préserver sa capacité d'épargne.

Il ne faut pas qu'il y ait de malentendu, précisément à propos de ces mécanismes complémentaires. L'épargnant privé profitera de la croissance économique à garantir par les pouvoirs publics, également dans les secteurs de placement auxquels il destine son épargne et pour cette raison il doit, lui aussi, consentir des sacrifices, non seulement pour en tirer directement avantage, mais aussi pour servir les intérêts de la collectivité dans le sens d'une prospérité accrue.

Monsieur le Président, la Commission a souligné à juste titre la nécessité de donner à notre économie de nouvelles et puissantes impulsions en développant la recherche scientifique et l'étude de techniques nouvelles. Nous en avons déjà longuement parlé au cours des séances plénières du mois d'octobre. Entretemps, un certain nombre de faits nouveaux sont apparus qui appellent encore quelques remarques pour compléter tout ce qui a déjà été dit à ce sujet.

Une première remarque d'abord : la situation difficile dans laquelle se trouve actuellement la Communauté européenne de l'énergie atomique. Il appa-

rait que la situation est plus grave qu'il ne semblait initialement. Nous regretterions au plus haut point si la Communauté devait perdre de précieuses connaissances et de précieux collaborateurs à cause du malaise qui règne à l'Euratom.

C'est pourquoi nous sommes d'avis qu'il pourrait être nécessaire, par anticipation sur la fusion des exécutifs et la fusion des traités, d'attribuer à l'Euratom de nouvelles tâches dans le domaine le plus vaste de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée. Nous demanderons à la Commission d'y contribuer également de son côté. Nous attacherions du prix à ce que les délibérations à venir au sein du comité interexécutif aboutissent à des propositions à ce sujet.

Une deuxième remarque se rapporte à l'offre très importante qu'a faite dans l'intervalle le président du Conseil du Royaume-Uni en vue de mettre sur pied, en coopération avec les Six, une politique commune de la science. Nous accueillerons avec joie cette proposition qui ouvre un terrain nouveau et très vaste à la coopération dans un cadre élargi, et nous sommes intimement convaincus que la nécessité de parvenir, dans le domaine scientifique à une coopération fondée sur un schéma général, apparaîtra avec de plus en plus de force. Il est apparu que la coopération restreinte qui existe entre les pays industriels, sur une base bilatérale quelquefois et qui ne va pas au delà d'un projet particulier, n'est guère fructueuse à la longue et qu'elle peut même donner lieu à des déceptions. De plus, nous nous félicitons de la proposition anglaise, qui a une très vaste portée, parce qu'on peut dire sans exagération que le Royaume-Uni est en avance dans maints domaines, ce qui peut contribuer au renforcement de nos économies.

Puisque j'ai abordé le thème de la politique de la science et le rôle qui revient à cet égard aux divers organes de la Communauté dans le cadre d'une programmation à moyen terme, je profiterai de l'occasion qui m'est donnée pour attirer l'attention sur un point important, une grave lacune dans nos connaissances, lacune qu'il importe de combler précisément au regard de la matière dont nous discutons aujourd'hui. Cette grave lacune s'est manifestée avec le plus d'acuité dans la connaissance que nous avons des phénomènes macro-économiques qui peuvent déterminer une évolution équilibrée ou tout aussi bien une évolution non équilibrée de la croissance économique.

Permettez-moi, pour montrer la gravité de cette lacune, de citer une déclaration d'un économiste réputé, le professeur Giersch, au sujet de la politique économique rationnelle dans la société pluraliste qui est la nôtre. Le professeur Giersch a dit : « Car bien que l'on soit généralement d'avis que seuls les enseignements tirés de l'expérience permettent d'agir, la recherche — si importante en matière de politique économique — fait partie des

Oele

domaines les moins étudiés au cours des deux siècles d'histoire de l'économie. Et aujourd'hui encore il en est ainsi, ou presque. »

Cette déclaration montre de manière frappante combien nous sommes embarrassés pour défendre les intérêts vitaux de notre économie à un moment où nous risquons d'être pris de vitesse par les sciences naturelles et le progrès technique. Cela n'est pas sans effet sur le domaine économique où la restriction des dépenses tenait lieu jusqu'ici de pierre philosophale dans de nombreux pays.

Je reconnais qu'en ce domaine nous ne sommes pas de beaucoup en retard sur les États-Unis. On y manque également d'expérience dans le domaine économique. Mais il leur est un peu plus facile de remédier aux difficultés car les structures économiques sont beaucoup plus vastes, ce qui permet de mieux garder en main l'évolution des choses. L'Europe occidentale, à cause de son morcellement historique et de la densité de sa population, son système d'économie ouverte, est beaucoup plus sensible à cette lacune que les États-Unis ou l'Union soviétique. C'est pourquoi une politique équilibrée et raisonnable dans le domaine scientifique est nécessaire en ce domaine et en ce moment. Le seul moyen d'y parvenir est que ce programme nous permette d'obtenir en plus grand nombre des renseignements fondés scientifiquement. Or, on ne dispose au niveau communautaire ni des hommes, ni des moyens financiers nécessaires. Un bureau européen du plan disposant d'une bonne équipe scientifique pourrait servir à écarter ces difficultés et à combler ces lacunes.

A cet égard nous devons construire sur ce qui a déjà été réalisé dans les divers pays et sur les capacités disponibles. Le premier pas à faire est de bien coordonner. C'est pourquoi il nous semble qu'un centre de coordination devrait être créé à Bruxelles, et il aurait pour tâche d'harmoniser les activités des bureaux nationaux, puis viendrait le deuxième pas, entreprendre une programmation sectorielle dans les secteurs menacés pour s'acheminer peu à peu vers une véritable programmation communautaire.

Monsieur le Président, une remarque sur la contradiction interne dont souffre notre économie de marché dont le programme est conçu globalement, une contradiction que l'on discerne très clairement lorsqu'on applique les critères de la démocratie politique à l'évolution économique. Je puis me référer à la déclaration que M^{me} Elsner a faite dans son rapport. M^{me} Elsner a signalé que notre économie en forte expansion exigera, dans une mesure croissante, de gros investissements, mais qu'aux yeux de la masse des citoyens on dissimule cette nécessité derrière la façade de l'économie de marché. En effet, ils sont à la fois consommateurs et travailleurs. Leur rôle est double. Consommateurs, ils sont

sollicités pour qu'ils dégarnissent le plus possible les étalages de notre économie, mais en tant que travailleurs ils ne doivent pas gagner suffisamment pour pouvoir compromettre la stabilité de l'économie en expansion.

Cela irait trop loin à notre avis que d'exiger des travailleurs qu'ils réagissent comme le chien de Pavlov à l'offre alléchante de la publicité et des vitrines et de leur mettre en même temps le garrot en leur faisant supporter l'entière charge des efforts de stabilisation de notre économie.

Nous pensons qu'il faut faire participer consciemment les hommes aux mécanismes tendant à maintenir notre économie et son expansion ultérieure. Cela signifie que nous devons trouver et mettre à l'épreuve de nouvelles formules afin de faire participer activement la masse des consommateurs et des travailleurs à la formation du patrimoine de l'économie. Je songe aux formules bien connues du salaire-épargne et de la participation à l'accroissement du capital.

Ce n'est certainement pas le summum de la sagesse mais il est tout aussi certain qu'avec un peu d'esprit d'invention il sera possible d'imaginer d'autres moyens appropriés qui nous permettraient de progresser dans cette direction.

On part du principe que la fortune confère de l'autorité car elle établit un lien avec les structures existantes de la puissance économique. Nous n'avons pas d'objection contre ce lien. Nous considérons même que c'est un élément favorable lorsque la puissance économique peut être étendue aux travailleurs et à leurs organisations, lorsqu'elle peut être étalée de sorte que le domaine économique soit aussi en harmonie avec les principes démocratiques qui régissent notre société.

Nous regrettons, dans ces conditions, que certaines autorités et certains experts dans quelques-uns des pays de notre Communauté rejettent l'idée du salaire-épargne et de la participation à l'accroissement du capital sans rechercher et proposer de meilleures formules. Rien ne saurait nous être plus agréable que d'obtenir la possibilité, grâce à notre politique économique communautaire, d'inaugurer des nouvelles formes d'étalement du pouvoir et de la puissance économique.

En soi, il n'est pas nécessaire de placer en tête la condition de l'enrichissement sur le plan macro-économique. Au fond, la question qui importe encore bien plus est de savoir comment nous pouvons employer les possibilités élargies que nous voulons créer ensemble, d'une manière qui soit directement visible et attrayante, en faveur de l'étalement des richesses dont nous disposons et de tout ce qui s'y rattache : l'émancipation, la liberté, la cogestion.

Il ne faut pas que nous établissions tout simplement l'axiome que chacun y participe automatique-

Oele

ment lorsque, tout compte fait, nous nous enrichissons collectivement. Il faut surtout que nous parions du principe politique que la volonté d'accroître la prospérité grâce à la coopération mutuelle dépend essentiellement de la volonté d'établir une société plus juste, également du point de vue économique. C'est pourquoi, nous devons mettre en balance nos objectifs purement économiques qui traduisent notre désir d'accroître notre prospérité, et le désir tout aussi justifié de faire accéder tous ceux qui contribuent par leur travail intellectuel et par le travail de leurs mains au développement de l'économie européenne, à l'émancipation et à la conscience de leurs responsabilités et de les faire participer à la prospérité acquise.

C'est dans cet esprit, Monsieur le Président, que notre groupe politique peut approuver le rapport de M^{me} Elsner et la proposition de résolution qui y fait suite.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Battaglia, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Battaglia. — (I) Monsieur le Président, chers collègues, c'est avec un vif plaisir que je donne acte du travail digne d'éloges accompli par les services compétents pour la mise au point du programme de politique économique à moyen terme de la C.E.E. bien qu'il faille admettre avec la commission économique et financière que ce premier document ne résout pas, et d'ailleurs ne pouvait pas résoudre de manière définitive, les problèmes complexes qui se posent en ce domaine.

Quoi qu'il en soit, il s'agit là d'un travail fort utile, car la réalisation de marchés unifiés étant proche, on ne voit pas très bien comment les États membres pourraient continuer à adopter des politiques économiques qui ne seraient pas uniformes ou tout au moins comparables entre elles.

Ce programme, comme l'a fort pertinemment fait observer le rapporteur dans son excellent rapport, dont je le félicite, doit donc être considéré comme une première tentative de rapprochement des politiques économiques des six pays du fait qu'il établit déjà une comparaison entre elles.

D'une manière générale, on peut être d'accord avec ce qu'a dit notre commission parlementaire, et pour elle, son rapporteur, sur les orientations et les objectifs du programme en vue d'un développement équilibré et général. Sont considérés comme indispensables l'augmentation des investissements publics, un niveau constant des investissements directement productifs, un ralentissement des dépenses de consommation devant permettre une accélération des investissements, la stimulation de l'épargne, la politique de l'emploi dont vient de parler M. Oele, la formation et le perfectionnement professionnels

ainsi que la mise en œuvre d'une sage politique des revenus.

Pour ce qui est de la mise en œuvre de cette politique des revenus, le projet de programme attire l'attention sur le fait que, dans le cadre d'une politique tendant à imprimer la modération nécessaire à l'expansion de l'ensemble des revenus, afin que ne se perpétuent pas les processus inflationnistes que nous avons connus dans le passé, il est nécessaire d'éviter les majorations excessives de salaires pour pouvoir réaliser une stabilité suffisante des coûts unitaires de production. Et cela non pas parce que les salaires sont le revenu le plus facile à contrôler, mais parce que le produit brut des revenus salariaux qui se situe, selon les pays, entre trois cinquièmes et deux tiers du revenu national, constitue de loin la fraction la plus importante.

Il est par ailleurs à noter que le projet de programme prévoit que la réglementation de l'évolution salariale sera le fait de négociations entre les partenaires sociaux et qu'il ne mentionne nulle part d'éventuels blocage des salaires. Mais par contre le projet de programme prévoit la possibilité de mesures de blocage dans le cadre de la réglementation de la hausse des autres revenus du processus productif. Il y est dit en effet, que le contrôle de l'évolution des revenus non salariaux sera réservé aux pouvoirs publics qui l'exerceraient entre autres par l'intermédiaire de la politique des prix. Une telle politique pourrait se traduire pour de brèves périodes, et dans des circonstances exceptionnelles, par des mesures de blocage des prix.

Ceci étant, si une réserve doit être formulée à propos des mesures envisagées par le projet de programme en matière de politique des revenus, elle concernera les instruments prévus pour la réglementation des revenus non salariaux et, en particulier, la politique de contrôle des prix. Il s'agit là, en fait, Monsieur Marjolin, d'un instrument qui, si l'on en juge d'après les effets négatifs qu'il peut avoir sur le développement de l'économie, pourrait avoir sur le plan théorique une certaine efficacité à condition qu'il comporte un important et même énorme appareil administratif dont on peut mettre en doute qu'il puisse être utile.

De toute manière, sur le plan concret, les conditions ne sont pas données dans la réalité économique actuelle en Europe pour qu'un tel instrument puisse donner des résultats positifs. Par ailleurs, même dans les économies totalement planifiées, l'expérience a montré les difficultés et parfois aussi l'impossibilité d'obtenir les résultats souhaités par l'intermédiaire du contrôle des prix.

Il est donc à exclure que la politique des prix envisagée dans le projet de programme puisse être considérée comme l'expression d'un autoritarisme qui modifierait radicalement le système économique de la Communauté basé sur la libre initiative privée.

Battaglia

Pour ce qui est plus particulièrement des objectifs sociaux, il faut rappeler que le projet de programme fixe, parmi les objectifs généraux de la politique économique à moyen terme, la réalisation d'objectifs sociaux tels que l'amélioration continue des conditions de vie et de travail de toutes les catégories de la population, dans les limites des possibilités économiques. Selon le projet, une telle amélioration exigera, outre une croissance optimale et la stabilité monétaire, un haut degré de l'emploi et une répartition équitable du revenu et de la propriété.

En outre, le projet de programme dédie deux chapitres entiers à des problèmes d'ordre non seulement économique mais également social, tels que l'emploi et la formation professionnelle, s'attachant ainsi, comme le reconnaît le rapport, à une bonne partie des problèmes sociaux. D'autres problèmes comme ceux des dépenses publiques et de la politique régionale sont également examinés sous le point de vue des implications sociales, outre qu'économiques, qu'ils comportent.

En conclusion, force est de reconnaître que le programme n'a pas oublié, dans le cadre de la politique économique commune, les exigences de l'évolution sociale. Il faut, d'autre part, se rappeler que la croissance économique est la condition indispensable de la réalisation du progrès social et que, par conséquent, une politique tendant à une croissance maximum de la richesse, sur la base de la stabilité monétaire et de critères économiques, recèle dans ses multiples aspects un élément de portée hautement sociale.

Pour ces motifs, je ne puis me rallier à certaines critiques sur le fait que l'exécutif s'est trop attaché à des critères à prédominance économique alors qu'il aurait dû s'attacher tout autant aux aspects sociaux. En effet, une politique sociale qui ne se baserait pas sur le principe de la réalité économique se révélerait, dans l'ensemble, anti-sociale, du fait qu'à moyen et à long terme, elle finirait par provoquer des coûts pesants et improductifs à charge de l'ensemble de la collectivité, ce qui ne contribuerait ni au progrès économique ni au progrès social.

En revanche, je partage les doutes exprimés quant à la valeur des perspectives élaborées par les experts sur l'évolution future de la Communauté. De tels travaux prospectifs cherchent à fixer la réalité au moyen de projections élaborées qui présentent deux caractéristiques principales : en premier lieu, elles se basent sur un ensemble d'hypothèses formulées dans le programme ou dans le rapport du groupe d'experts, en second lieu, elles ne fixent pas d'objectifs quantitatifs, se limitant à une estimation de la marge de croissance possible dans des conditions déterminées. En même temps, sont relevés les problèmes essentiels auxquels devra faire face la politique à moyen terme au cours des prochaines années.

Il faut aussi ajouter que puisque la programmation a pour but de provoquer des mutations, elle

ne peut bien entendu consister uniquement, comme il semble au contraire ressortir du document, dans l'extrapolation des tendances du passé. Il importe de définir, outre les objectifs économiques et sociaux que l'on veut atteindre dans un temps donné, les instruments politiques que l'on veut et que l'on doit employer pour atteindre ces objectifs.

Cependant, mes chers collègues, ces remarques ne peuvent et ne doivent pas nous faire oublier — je tiens à le souligner — que le programme contient de nombreuses thèses très acceptables tant au point de vue économique que social. A ce propos, j'estime qu'il est utile de souligner le passage où il est affirmé que « le libre jeu du marché est, dans les secteurs où la concurrence s'exerce de manière satisfaisante, l'un des moyens les plus importants de réaliser aussi les objectifs de la politique économique à moyen terme et, en particulier, d'assurer la répartition la plus rationnelle des facteurs de production. Ainsi donc, les forces du marché constituent un facteur de progrès économique essentiel ».

Sont également du plus haut intérêt les références du projet de programme à la nécessité pour les États de rationaliser leurs propres interventions dans les secteurs qui relèvent de leur compétence et d'établir entre les diverses tâches un ordre de priorité qui tienne compte des disponibilités financières.

Je dois ici, mes chers collègues, formuler une réserve sur les méthodes définies dans le projet de programme pour encourager et favoriser la propension à investir. En effet, les interventions opportunément prévues dans le projet de programme (peut-être toutefois d'une manière trop générale) afin de créer un climat, une atmosphère qui encourage et favorise constamment les entrepreneurs à investir, se réfèrent exclusivement à la situation en Belgique et en France où se fait sentir la nécessité de telles interventions spécifiques. Par contre, Monsieur Marjolin, le projet ne fait aucune mention de la situation en Italie qui, c'est bien connu, a été caractérisée ces dernières années par une contraction importante des investissements productifs. Ce n'est que l'année dernière que des signes de reprise se sont manifestés, insuffisants toutefois, et je dirai même tout à fait insuffisants, pour garantir que les hypothèses de développement économique émises dans le programme pour l'Italie en tant qu'élément des perspectives de développement économique de la Communauté puissent se retrouver dans la réalité.

Ceci dit, mes chers collègues, j'en viens à la politique régionale sur laquelle je serai bref. Il faut noter à ce propos que les organes communautaires chargés de l'élaboration du programme de politique économique à moyen terme ont, à juste titre, souligné l'importance que, dans le contexte général du développement économique, il faut accorder à la politique régionale, qui est considérée comme un élément de base pour l'obtention de bons résultats. La commission économique et financière a expres-

Battaglia

sément apprécié la réaffirmation selon laquelle il est nécessaire que le développement économique général s'accompagne d'une participation régionale équilibrée afin de réduire et finalement d'annuler le retard des régions défavorisées. Ceci est un point fondamental si l'on tient compte aussi du fait que, malgré le niveau élevé des progrès réalisés dans la Communauté au cours de ses premières années d'existence et malgré les progrès imposants qu'ont connu les économies des six pays, la répartition sociale du bien-être n'est pas encore celle que l'on pourrait souhaiter et certaines disparités ont même tendance à s'aggraver. Aussi, si certains secteurs et certaines régions ont largement bénéficié des avantages d'un marché plus large, d'autres secteurs, hélas, et d'autres régions défavorisées ont vu leur situation empirer par rapport aux conditions pré-existantes. La situation actuelle pourrait sans aucun doute être normalisée si les priorités fixées par la Commission de la C.E.E. pour les régions qui devraient bénéficier d'aides plus larges et plus rapides que celles accordées à d'autres régions étaient respectées tant dans le temps qu'en ce qui concerne les modalités qui ont été notamment prévues par le Parlement européen dans son rapport sur la politique régionale. Je me réfère à ce propos à l'excellent rapport de M. Bersani.

Dans le domaine de la politique régionale, le programme met l'accent sur l'importance qui, dans un processus évolutif, revient aux infrastructures des transports et aux pôles de développement groupant les entreprises qui sont susceptibles de se développer spontanément après les interventions initiales. Pour avoir une réelle capacité de développement économique-social, de tels pôles devraient toutefois s'accompagner d'un réseau équilibré de centres secondaires.

Et ici, Monsieur le Président, je crois nécessaire d'ajouter qu'il ne me semble pas qu'il faille faire confiance, en ce qui concerne un rapprochement rapide entre les régions, au système traditionnel des encouragements et des facilités accordées aux entreprises pour en stimuler l'implantation dans des régions déterminées, car l'expérience de mon pays, et en particulier du *Mezzogiorno*, a montré qu'une telle politique ne suffisait pas pour provoquer une accélération du développement économique.

Il serait souhaitable que les plans prévoient, tout au moins pour des zones déterminées, et ayant priorité sur les investissements pour de nouvelles implantations de caractère industriel, des mesures appropriées en vue d'une exploitation intégrale des capacités productives déjà existantes et, dans le même temps, des moyens plus élevés pour un accroissement de la productivité dans l'agriculture en accordant à celle-ci l'importance qui lui revient par rapport à l'industrie.

Ce vœu prend toute sa valeur pour les régions dont l'économie est basée essentiellement, sinon

même exclusivement, sur l'agriculture. C'est là un secteur de la production auquel le programme de développement économique à moyen terme n'a pas accordé la place qui lui revient.

En effet, la politique agricole commune devant s'inspirer de principes établis et viser par conséquent des objectifs bien déterminés, il eût été nécessaire d'exposer en détail les objectifs fondamentaux d'un développement organique du secteur agricole et non seulement les énumérer. Il eût fallu que l'on tienne compte — et tout le monde en est d'accord — que dans le cadre d'une politique générale de développement, l'agriculture doit être considérée comme un des secteurs moteurs de l'économie, c'est-à-dire un secteur où la concentration des investissements a pour but de créer de nouveaux stimulants pour d'autres secteurs de manière à permettre un processus rapide d'expansion de tout le système économique.

En d'autres termes, il ne faut pas considérer le secteur agricole comme un secteur à la traîne, mais comme un secteur moteur situé au même niveau que les autres secteurs principaux d'activité.

Mais, je le répète, le projet de programme n'accorde pas à l'agriculture la fonction qui est la sienne et certains passages qui la concernent sont pour le moins superficiels. Et l'un de ces passages m'a inquiété et a fait naître de sérieux doutes en moi. C'est dans la partie dédiée à la politique intersectorielle en matière de structure qu'il est affirmé qu'une telle politique devrait avoir pour tâche « de ne pas s'attacher à conserver les structures existantes, voire à maintenir artificiellement en vie des secteurs non rentables, mais tendre à faciliter les programmes d'adaptation et à créer les conditions favorables pour le développement de secteurs d'activité ».

Si une telle conception devait être pleinement appliquée, une fois de plus les problèmes de l'agriculture ne trouveraient pas de solution du fait que, comme chacun sait, les milieux communautaires ont toujours considéré que l'activité agricole est pour une large part moribonde et ne peut être soutenue que dans des conditions bien déterminées.

Il faut donc une fois de plus rappeler que si, aujourd'hui, l'agriculture ne représente plus l'activité prépondérante dans les différents pays, elle n'en demeure pas moins le secteur d'activité primaire du fait que son développement a une incidence sur toutes les autres activités économiques. Aussi, le passage cité est-il plus ou moins exact en tant que généralisation.

Avant de conclure, qu'il me soit permis de féliciter vivement la Commission de la C.E.E. d'avoir souligné les mesures par lesquelles elle veut s'attacher au problème du progrès scientifique et technologique. Le programme prévoit, en effet, une politique sérieuse de la recherche scientifique qui

Battaglia

pourrait nous libérer de la position de dépendance dans laquelle nous nous trouvons à l'égard des nations plus avancées et notamment des États-Unis d'Amérique. La fuite des cerveaux continue. C'est là une expression de M. Pleven et la pénétration croissante d'entreprises étrangères dans la Communauté exige que le programme tienne dûment compte du problème de la recherche scientifique, tant de la recherche fondamentale que de la recherche appliquée, si l'on ne veut pas que nous devenions — comme je l'ai dit en une autre occasion — les sujets passifs d'une colonisation économique.

Monsieur le Président, je dirai pour conclure que l'ensemble du projet de programme de politique économique à moyen terme, compte tenu de ses lacunes et de ses aspects négatifs, peut être considéré comme un premier pas sur la voie de la mise en œuvre d'une politique économique à moyen terme.

Le comité de politique économique à moyen terme qui l'a élaboré s'est rendu compte qu'il était nécessaire, lors des mises à jour du programme, de mieux approfondir de nombreux problèmes qui, bien qu'énumérés dans le programme, ont été étudiés trop rapidement et n'ont pas été analysés de manière appropriée, notamment du point de vue des mesures à prendre pour les résoudre.

Je me réfère, en particulier, au problème du développement des entreprises et aussi aux problèmes de la recherche, du marché des capitaux, de la politique des revenus et de la politique des finances publiques.

Il ne fait aucun doute que les efforts futurs devront porter sur ces problèmes afin de donner un contenu concret à la politique économique commune à moyen terme, une politique indispensable au développement harmonieux de l'économie européenne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Borocco, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

M. Borocco. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chers collègues, afin de situer aussi exactement que possible notre propos dans le cadre de la proposition sur laquelle notre collègue, M^{me} Elsner, nous a fait un rapport si talentueux, nous considérons qu'il n'est pas inutile de rappeler que c'est par une décision du 15 avril 1964 déjà que le Conseil de la C.E.E. a institué, dans le cadre de la coordination générale de la politique économique des États membres, un comité chargé d'élaborer un projet de programme de politique économique à moyen terme et de suivre les politiques nationales en vue d'examiner leur compatibilité avec le programme.

Ce comité est constitué de hauts fonctionnaires des administrations nationales et sa présidence est actuellement assurée par M. Länger, secrétaire d'État au ministère fédéral de l'économie. Ces experts ont préparé un projet de premier programme quinquennal qui a été transmis, le 15 avril 1966, par la Commission au Parlement et au Comité économique et social pour consultation et avis. Le texte du comité n'a pas été modifié par la Commission, mais précédé d'une introduction qui en infléchit certains aspects, notamment dans un sens de politique régionale.

Le document préparé par les experts du comité comporte également des annexes rédigées sous la responsabilité des groupes de travail du comité et dont le contenu présente un intérêt technique important.

Après l'avis des organismes consultatifs, le projet de programme sera soumis à la délibération des ministres au Conseil de la C.E.E. C'est dans cette enceinte que se réalisera l'adhésion des gouvernements, c'est-à-dire leur engagement à respecter les orientations du programme dans la conduite de leur politique économique nationale.

Le programme constitue, par conséquent, pour l'essentiel, un instrument de coordination de politique économique, au même titre que les travaux qui sont menés par ailleurs dans le domaine de la politique de conjoncture et de la politique monétaire. Ces différents travaux relèvent des procédures prévues par les articles 103 à 109 du traité. La programmation à moyen terme réalise toutefois un pas supplémentaire en instituant une discipline commune dans l'action économique des gouvernements et non pas une simple confrontation occasionnelle ou périodique selon les termes stricts du traité de Rome en la matière.

Il convient, à notre avis, de préciser le rôle de la programmation économique à moyen terme et sa place dans la construction économique européenne avant d'exposer les orientations de fond. Tous les États modernes ont éprouvé le besoin de faire des projections sur l'avenir pour éclairer leur décision économique. Dans certains pays, comme en France, cette nécessité s'est traduite par une institution : le Plan. Des procédures analogues ont été mises en place dans différents pays. Tel est le cas également de la Belgique, des Pays-Bas, de l'Italie. La république fédérale d'Allemagne ne connaît pas d'institution semblable, mais elle a reconnu la nécessité d'un cadre permettant un passage de l'optique budgétaire à l'optique de comptabilité.

Le rapporteur de la commission économique et financière s'en est fait l'écho dans son rapport à propos des budgets pluriannuels.

La préparation d'un programme économique de la Communauté constitue, dans la même ligne, une tentative pour rassembler dans un guide commun

Borocco

l'ensemble des informations et des projections permettant d'éclairer l'évolution économique des six pays.

Il va de soi que tout était à inventer dans ce domaine et que les problèmes de méthode y ont tenu une place essentielle.

Le premier programme ne pouvait pas être trop ambitieux, au risque de se traduire par un échec qui eût compromis l'avenir. C'est pourquoi les experts du comité s'en sont délibérément tenus à un certain nombre de grands thèmes de l'observation économique : évolution de la population active, croissance globale du produit intérieur, investissements productifs et part relative des investissements publics, niveau de la consommation privée.

De nombreuses questions n'ont pu être abordées — elles constituent le plan de travail des années à venir — telles l'estimation des revenus, qui a été à peine ébauchée, ainsi que l'analyse de ce que l'on pourrait appeler les « politiques des moyens et des investigations sectorielles » : aides, fiscalité, incitations financières, modalités de financement des investissements.

Il n'a pas été possible non plus d'intégrer dans le rassemblement des données disponibles les prévisions relatives aux répercussions du Marché commun lui-même sur les données économiques nationales : conséquences de la politique agricole commune, fixation des prix agricoles notamment ; évolution des échanges avec les pays tiers.

Ces grandes questions n'ont pas été tenues à l'écart pour limiter la portée du programme, mais parce qu'il n'était pas encore techniquement possible de procéder à des raisonnements tenant compte de toutes les données nationales et de la situation globale de la Communauté.

Notre collègue, M^{me} Elsner, souhaite pour sa part que les projections nationales soient complétées par des « variantes » communautaires. Il nous semble que c'est peut-être aller un peu vite en besogne. Les comptes nationaux des six pays en sont encore à confronter, sur les sujets sélectionnés précités, les données disponibles à mettre en place pour l'avenir des instruments complémentaires d'observation et à réfléchir aux méthodes qui permettront d'intégrer la totalité des éléments rassemblés.

Il faut préciser que, même dans un pays comme la France qui possède une expérience de la programmation déjà ancienne, il est difficile de tenir compte de l'évolution des données du commerce extérieur et encore plus des répercussions récentes et du Marché commun notamment. Les travaux de programmation à six permettront d'abord aux comptes nationaux de chaque pays d'y voir plus clair pour leur propre compte et ce n'est qu'à une étape ultérieure que l'on peut espérer voir surgir dans le raisonnement des économistes les « variantes » com-

munautaires, chères au rapporteur de la commission parlementaire.

L'essentiel est que l'effort de cohérence dans l'analyse économique ait été entrepris. Il donnera lieu dans les années prochaines à bien des ajustements et à des influences réciproques de méthodes.

La méthode de la programmation économique européenne étant de la sorte précisée, il convient d'en examiner l'aspect institutionnel.

Le rapporteur de la commission économique et financière a manifesté la crainte que les orientations très générales, contenues dans le programme, n'aient aucune efficacité sur les décisions des gouvernements. Il va de soi pourtant que les États qui adopteront telle ou telle conclusion des experts du comité manifesteront ainsi la décision de suivre de telles orientations. L'élaboration de la programmation économique à moyen terme ne soulève, par conséquent, aucun problème institutionnel particulier.

Ce n'est pas en renforçant les prérogatives de la Commission — notamment dans le domaine de la consultation des partenaires sociaux — que l'on pourrait améliorer les mécanismes mis en place. Bien au contraire, le succès de l'entreprise est attaché avant tout à son aspect de coordination intergouvernementale.

D'ailleurs, les orientations de fond contenues dans le programme ne devraient soulever aucune difficulté particulière en raison de leur caractère volontairement général. Le point important était de matérialiser les lignes directrices des investigations futures. Il ne saurait y avoir d'affrontement sérieux entre les représentants des six gouvernements sur la nécessité de sauvegarder la stabilité économique et de développer les investissements productifs.

Certaines prises de position du rapporteur sur les problèmes institutionnels posés par la programmation appellent une dernière remarque : l'exemple de la création du comité de politique économique, à moyen terme et des travaux qu'il a entrepris, montre que les États membres sont capables d'initiatives fécondes pour l'avenir de la Communauté, et que le rôle qu'ils peuvent jouer ne consiste pas uniquement à s'efforcer de paralyser les initiatives des institutions bruxelloises.

Le danger ne réside pas tant dans un manque de dynamisme des membres de la Communauté que dans les erreurs qui pourraient être commises et compromettre le succès des instruments de travail mis en place.

On observe à ce propos que l'idée de confier à la Commission le rassemblement des informations économiques, priverait le comité de sa vocation essentielle qui est de réunir autour d'un axe de réflexions

Borocco

communes les experts les plus hautement qualifiés des six pays, experts qui ont derrière eux le puissant appareil des services économiques et financiers.

Une autre erreur à ne pas commettre, semble-t-il, au stade actuel des travaux, serait d'infléchir, comme le voudrait la Commission, les orientations du programme en vue de le transformer en un instrument de politique régionale dans la Communauté.

Les études sectorielles sont en effet à peine ébauchées et surtout « la politique des moyens » reste à définir. La Commission elle-même, dans sa première communication sur la politique régionale, a dû s'en tenir à un recensement des moyens utilisés par les gouvernements et des bases d'action offertes par le traité. Aucune réflexion précise n'existe encore ou ne paraît exister. Il serait dangereux de plaquer sur le premier programme des orientations de politique régionale mal étudiées, qui, au demeurant, soulèveraient de délicats problèmes d'arbitrage entre les États membres.

Avant d'intégrer dans un « plan européen » des aspects de politique régionale, il conviendrait d'abord que chaque État ait réussi à systématiser sa propre politique régionale dans un cadre de prévision économique nationale, ce qui est encore loin d'être le cas, même pour les pays les plus avancés dans cette voie.

Au surplus, la définition d'une politique régionale de la Communauté poserait un problème politique, alors que la meilleure chance de réussite des travaux des experts du comité de politique économique à moyen terme est de demeurer sur le plan purement technique de l'observation économique.

En ce qui concerne les budgets pluriannuels, il convient également d'éviter tout débat sur les réformes constitutionnelles qui pourraient être envisagées de ce point de vue. Le budget pluriannuel n'est intéressant, du point de vue des travaux, qu'en tant qu'instrument d'analyse et non en tant qu'instrument du contrôle parlementaire. Il doit permettre de passer des termes de comptabilité budgétaire aux termes de prévision économique.

Et j'en viens, naturellement, aux orientations de fond.

Le projet de premier programme contient un code de bonne conduite ainsi qu'une approche des grands problèmes. Il s'agit, en fait, d'une réflexion sur les principaux termes de la croissance économique :

D'abord, du côté de l'offre, l'accent est mis sur :

- les données de l'emploi et la nécessité de développer la formation professionnelle ;
- le développement des investissements, particulièrement des investissements publics ;

- le retard relatif en matière de recherche scientifique et technique des pays de la C.E.E. ;
- les obstacles juridiques et fiscaux à la mobilité des facteurs de production ;
- la nécessité d'avoir une politique de concurrence qui favorise les efforts de rationalisation et de concentration d'entreprises indispensables.

Les questions relatives à la politique des structures, à la politique agricole, à celle des transports, de l'énergie et de la distribution sont simplement mentionnées. Elles donneront lieu à des études plus approfondies en prévision d'un programme ultérieur ou de compléments au premier programme.

On ne peut que souscrire aux indications des experts en matière d'emploi et de formation professionnelle. Les initiatives récentes du gouvernement français — la loi Debré sur la formation professionnelle et la promotion sociale — montrent que la France est déterminée à faire face à ses responsabilités conformément aux orientations du comité. Elle supportera la charge de la formation de la moitié de l'afflux des jeunes travailleurs sur le marché de l'emploi dans la C.E.E.

En ce qui concerne les investissements, il est exact que les investissements publics ont pris du retard dans les six pays et qu'un effort s'impose de ce point de vue. A noter cependant que les remarques de M^{me} Elsnér portent, en définitive, sur les moyens de financement, sujet sur lequel le projet du programme ne prend pas position. En outre, il convient de ne pas perdre de vue, à ce sujet, qu'il ne saurait y avoir de croissance possible sans équilibre financier.

Le rapporteur ne poursuit pas plus avant l'étude des conditions propres à favoriser le développement de l'offre. Ses remarques portent principalement sur des considérations de politiques fiscales et budgétaires, matières qui n'ont pas été véritablement traitées par les experts du comité et qui donnent lieu à des opinions sur les moyens de réduire la « consommation publique » et de favoriser l'épargne, que nous ne pouvons pallier du point de vue de la doctrine économique.

Parmi les politiques visant à agir sur la demande, les recommandations du comité portent principalement sur :

- la nécessité de modérer la consommation privée et de stabiliser les prix ;
- les mesures intéressant la monnaie, le crédit et le marché financier, susceptibles de favoriser l'épargne ;
- l'évolution des revenus ;
- l'équilibre des échanges extérieurs.

Borocco

Ces deux dernières questions devront toutefois faire l'objet d'approfondissements ultérieurs.

On observera par ailleurs que le freinage de la consommation publique et privée est jugé par le rapporteur d'un point de vue politique. En réalité, la consommation est douée d'un dynamisme propre et appelle, du point de vue de l'analyse économique, des traitements appropriés qui n'ont pas nécessairement de signification politique.

Quant au marché financier, il faut rappeler une fois de plus qu'un marché unifié des Six n'est que la réunion des capitaux des pays membres et que ce rassemblement ne suffirait pas en soi à faire disparaître la pénurie de capitaux européens.

Un court développement sur une « politique des patrimoines » révèle — en s'y montrant favorable — l'idée d'associer les travailleurs au capital. Vous le savez, la France est très favorable à cette idée.

En résumé, vouloir réduire les orientations du premier programme à la proposition suivante : freiner la consommation pour investir, ne nous paraît conforme ni à l'esprit, ni à la lettre, des réflexions du comité. De ce fait, il nous a paru indispensable de préciser ici que celles-ci ont un caractère de point de repère pour la mise en œuvre de projections cohérentes dans l'avenir.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, vice-président de la Haute Autorité. — Monsieur le Président, une très brève intervention seulement. Dans son rapport remarquable, que j'ai lu avec beaucoup d'intérêt, M^{me} Elsner émet, au nom de la commission, le vœu que la C.E.C.A. puisse participer aussi étroitement que possible aux travaux sur la programmation à moyen terme.

Je voudrais tranquilliser les membres de la commission et du Parlement. Depuis le début, la Haute Autorité de la C.E.C.A. a été invitée à participer aux travaux du comité de politique à moyen terme. Pendant un certain temps j'ai eu moi-même le plaisir de l'y représenter. Je ne crois pas que cette coopération fructueuse soit menacée dans l'avenir. Nous avons d'ailleurs — la Commission de la C.E.E. en conviendra — une certaine expérience dans ce domaine, ayant commencé déjà depuis dix ans des travaux de prospective et de programmation indicative, avec nos « objectifs généraux ». Si on n'y retrouve pas le secteur charbonnier, c'est parce que jusqu'ici l'approche sectorielle n'a pas été abordée.

Quand on abordera, ou dois-je dire : si jamais on aborde — mais je ne veux pas me prononcer à ce sujet maintenant —, donc quand ou si on aborde le problème de l'approche sectorielle, il va sans

dire que la Haute Autorité ne voit que des avantages à ce que le secteur charbonnier et le secteur de l'acier soient traités dans le programme de politique à moyen terme. Mais cela n'aurait évidemment pas de sens de le faire pour un secteur, en laissant d'autres de côté, puisque c'est seulement par la relation entre les différents secteurs — des secteurs en avance et des secteurs en retard, des secteurs de pointe et des secteurs un peu moins forts — c'est par l'interrelation de ces différents secteurs qu'un tel programme se développe. Par conséquent, je dis que nous le ferons aussitôt qu'on abordera ce point de la politique à moyen terme.

C'était, Monsieur le Président, la seule explication que j'avais à donner et que je devais, je crois, à la suite de la demande formulée dans son rapport et dans son discours par l'honorable rapporteur.

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur Coppé, de vos explications.

La parole est à M. Bersani, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Bersani. — (1) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'excellent rapport de M^{me} Elsner est, comme l'a déjà dit M. van Campen ce matin, largement approuvé par le groupe démocrate-chrétien qui, par ailleurs, approuve également les grandes orientations qui caractérisent le programme de politique économique à moyen terme que nous a présenté la Commission de la C.E.E. Nous nous rendons parfaitement compte de la grande importance que revêt ce programme tant du point de vue économique et social que du point de vue plus large de la politique de la Communauté. En effet, avec ce programme, nous passons d'une politique à court terme, liée principalement à des situations et problèmes conjoncturels, à une politique plus vaste qui se concilie mieux avec la mise en œuvre systématique et rationnelle des grands objectifs qui ont donné naissance à la Communauté. Il s'agit donc d'un grand pas en avant qui reflète une conception sociale positive. Notre adhésion d'ensemble a donc été emportée par notre conviction.

Le programme pose donc un ensemble de problèmes sur lesquels les collègues qui m'ont précédé et, avant eux, M^{me} Elsner, ont attiré notre attention. Il ne s'agit pas uniquement de problèmes ou de questions spécifiques.

En passant d'une politique liée à la conjoncture à une politique d'une telle ampleur, il est inévitable que soient mis en cause les jugements et les points de vue fondamentaux, les thèses et les conceptions propres à chacun de nos partis, les choix et les synthèses concernant les critères et les méthodes les plus aptes à mettre en œuvre les principes qui ont inspiré la Communauté et les traités sur lesquelles elle se fonde.

Bersani

Les lignes générales du programme de la Commission de la C.E.E. ne semblent pas, de l'avis du groupe démocrate chrétien, s'opposer à ses propres conceptions fondamentales en matière de politique économique et sociale, même si nous y retrouvons, que se soit le fait de la méthode employée pour les élaborer ou la manière dont certaines parties ont été rédigées, des lacunes importantes et des aspects dignes de nouvelles réflexions et peut-être de révision. D'ailleurs, l'introduction que la Commission exécutive elle-même a donnée au texte élaboré par le comité de politique économique à moyen terme, dénonce certaines de ces lacunes. Je pense notamment à la politique à l'égard de certains secteurs en crise (chantiers navals, industrie textile, secteur charbonnier) ainsi qu'à la politique régionale. La Commission exécutive a indiqué qu'en ces domaines, le texte du comité de politique économique à moyen terme prête le flanc à critiques.

Pour ce qui est de l'aspect plus particulièrement social du programme, la commission sociale en a discuté longuement, tout comme l'avait fait avant elle le Comité économique et social.

Dans les grandes lignes, tant la commission sociale que le Comité économique et social ont relevé que l'ensemble du programme dénotait une tendance à insister sur les politiques visant à agir sur la demande et sur le contrôle de son évolution alors que l'on peut constater une nette tendance au pessimisme à l'égard des mesures qui pourraient assurer un développement plus rapide et équilibré de l'offre. Une observation analogue se retrouve d'ailleurs dans certaines parties de l'introduction de la Commission exécutive au texte du comité de politique économique à moyen terme. En fait, c'est par un plus grand équilibre entre les deux groupes de politiques (celles qui tendent à agir sur le développement de l'offre et celles destinées à contrôler le développement de la demande) que nous pourrions mieux définir les grandes lignes d'une politique de progrès réel, unissant la stabilité à l'évolution dynamique de la technique et des structures.

On peut dire de manière générale que dans l'élaboration du programme, les problèmes sociaux ont été traités de telle façon que l'on peut s'y rallier. A plusieurs reprises, il y est affirmé que le développement économique et le développement social doivent aller de pair parce qu'ils sont interdépendants. Cependant, dans certaines parties, nous avons pu constater qu'à côté de cette affirmation de principe que nous avons lue avec beaucoup de satisfaction, se retrouvent des mesures ou des déclarations qui ne sont pas conciliables avec cette affirmation. Dans l'avis que j'ai eu l'honneur d'élaborer au nom de la commission sociale, certains de ces aspects qui méritent d'être relevés et donnent lieu à critique ont été analysés et je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'y revenir ici.

Ce matin, M. van Campen a déjà examiné, pour le groupe démocrate chrétien, les grandes lignes du programme qui nous est soumis en accordant une attention toute particulière à la politique des investissements, à la politique fiscale, aux aspects monétaires, aux liens entre la politique d'investissement et les incitations à l'épargne. Je ne reviendrai donc pas sur ces questions si ce n'est pour quelque remarque marginale et je me concentrerai sur les autres aspects et notamment sur la politique sociale, la politique des revenus, la politique régionale et les mesures qui tendent à favoriser l'accès du travailleur à la propriété.

Il est vrai, comme M^{me} Elsner le reconnaissait dans son introduction orale, que ce n'est pas avec les seuls impôts que nous pourrions résoudre tous les problèmes relatifs aux crédits nécessaires à une politique de plus larges investissements sociaux et, dans le même temps, d'investissements directement productifs que nous tous considérons comme essentiels en vue d'une saine politique de développement à moyen terme. Outre la recherche de nouveaux moyens fiscaux, nous devons porter notre attention, comme l'a fait d'ailleurs la Commission exécutive, sur la nécessité de diriger une partie de l'épargne non pas vers la consommation mais vers le soutien de la politique d'investissement. On ne peut préjuger ce que sera dans nos économies l'élément le plus important du revenu national brut, les salaires, comme l'ont rappelé différents collègues, représentent dans les six pays de la Communauté des moyennes variant entre 60 et 65 % de l'ensemble des revenus. Et la Commission nous dit que l'on ne peut faire une politique de l'épargne sans politique des revenus.

Depuis quelques années, la politique des revenus revient sans cesse comme un des thèmes fondamentaux de la politique économique tant au niveau communautaire qu'au niveau national. Dans les récentes discussions que le Parlement italien a consacrées au programme quinquennal présenté par le gouvernement, la politique des revenus a eu une place de choix. Il est de fait qu'elle nous pose une série de problèmes économiques, sociaux et politiques et, en particulier, celui du rôle que doivent jouer les organisations ouvrières dans la mise en œuvre d'une telle politique. C'est tellement vrai que dans la récente assemblée des syndicats libres qui s'est tenue il y a quelques jours à Rome, comme du reste dans celle de la Confédération des syndicats chrétiens, la politique des revenus a été un des thèmes centraux des débats.

Elle pose, en particulier, de délicats problèmes à propos de l'autonomie des syndicats, problèmes relatifs aux prérogatives des pouvoirs publics dans un domaine qui, au cours des dernières décennies, a été peu à peu conquis par l'initiative des organisations syndicales.

Bersani

Face à cet ensemble complexe de problèmes, je crois que nous pouvons d'une part nous rallier à l'opinion de la Commission exécutive selon laquelle la politique des revenus doit, dans cette perspective, être considérée comme un des éléments clés du système, et que nous devons d'autre part reconnaître que nous sommes encore loin de la précision nécessaire tant en ce qui concerne les objectifs que leur portée et les procédures à suivre, précision indispensable si l'on veut compter sur la collaboration des organisations ouvrières et des partenaires sociaux et sur une attitude qui leur permettrait de jouer un rôle actif dans l'élaboration de cette politique.

Dans le programme qui nous est soumis tant les objectifs que leur portée sont à peine effleurés. Il reconnaît la nécessité de suivre cette voie, mais en termes encore trop imprécis surtout si l'on considère les éléments qui composent, ainsi que je viens de le souligner, la politique des revenus et, surtout aussi, si l'on considère — comme l'a fait la commission sociale — que malgré tous les efforts pour démontrer le contraire, cette politique semble actuellement présenter le danger de se limiter pour une grande part à contenir les salaires. Je suis donc d'accord que, tout au moins sur une ligne que j'appellerai de tendance, la politique des revenus doit être conçue comme un des éléments fondamentaux d'une programmation à moyen terme, mais en gardant présente à l'esprit, le temps nous étant mesuré, la nécessité de dépasser cette conception afin que cette politique puisse être mieux précisée, mieux mise en œuvre par une définition parallèle des méthodes et des instruments efficaces de contrôle des prix et des produits, accompagnés de dispositions efficaces relatives aux monopoles et aux sociétés.

Pour ce qui est de la procédure, je dirai de manière générale que celle que prévoit le programme est acceptable. En fait, dans ce domaine, on rejette toute idée de contrôle, on renvoie pratiquement la définition de certains niveaux maxima et minima à respecter, aux consultations tripartites auxquelles devraient participer les gouvernements et les deux partenaires sociaux.

On songe donc à fixer certains cadres dans lesquels interviendrait l'action conventionnelle des partenaires sociaux pour déterminer les niveaux moyens d'augmentation des salaires.

Les indications sont également fort générales en ce qui concerne le rapport entre le niveau des salaires, la productivité et les prix. Elles ne nous offrent donc que l'occasion de positions plutôt vagues. Mais chacun de nous se rend compte que nous nous trouvons confrontés ici à des problèmes fondamentaux.

Ce n'est que si nous sommes capables de résoudre ces problèmes en les plaçant dans un contexte plus

précis que la politique des revenus pourra faire un pas en avant sur une voie acceptable.

Il est certain cependant que dans les prochains temps nous ne pourrions mettre cette politique en œuvre que graduellement, par expériences successives. Il importe de constater qu'entre les différents partis politiques de cette assemblée, il y a aujourd'hui, encore qu'avec des gradations dans les réserves exprimées, un accord de principe en ce domaine et que dans les organisations — qu'elles soient ouvrières ou patronales — il y a une acceptation de principe bien qu'avec des réserves importantes sur le fond de la part des syndicats ouvriers dont j'ai tenu à me faire l'écho ici.

Un problème connexe de la politique des revenus est celui de la politique en faveur de l'accès des travailleurs à la propriété. En fait, jusqu'ici les classes épargnantes ne se concevaient que dans un certain cadre traditionnel, les travailleurs étant depuis toujours considérés comme un élément marginal. Les considérations que j'ai faites tout à l'heure et qui ont été analysées de manière approfondie dans le programme et dans le rapport de M^{me} Elsner, nous amènent à modifier substantiellement cette manière de voir les choses. Ce n'est que si nous réussissons à canaliser une partie de l'épargne dans cette direction que nous pourrions réaliser une participation des travailleurs à la formation du patrimoine, une meilleure défense de leur position dans le cadre de la société moderne et un encouragement à une plus large politique des investissements.

Dans ce domaine, nous pouvons constater que depuis quelques années des tendances extrêmement intéressantes existent dans chacun de nos six pays. C'est ainsi que, récemment, les milieux syndicaux ouvriers ont défini des orientations positives. En Italie, la Confédération des syndicats libres a élaboré un schéma de mesures législatives qui prévoit une épargne contractuelle des travailleurs et qui invite les syndicats à collaborer institutionnellement à une politique de ce genre. Les lois dont on parle aux Pays-Bas, en Allemagne et en France tendent également à résoudre ce problème. Je ne dirai pas que le programme renferme des idées fort claires sur la manière de faire progresser cette politique. Ici encore, nous nous trouvons devant des orientations sur lesquelles je crois que nous serons largement d'accord pour les motifs que j'évoquais tout à l'heure. Mais il est certain que dans ce domaine aussi, nous devons abandonner au plus tôt cette manière vague et abstraite de cerner le problème et chercher à montrer des voies concrètes pour la réalisation de cette politique.

Je souscris à ce que disaient tant M^{me} Elsner que M. van Campen, c'est-à-dire qu'il faudrait beaucoup de fantaisie, beaucoup d'efforts pour inventer des formules neuves, appropriées à notre temps.

Bersani

Pour ce qui est de certains autres aspects sociaux du programme, je voudrais m'arrêter à deux de ceux-ci : l'emploi et la politique de la formation professionnelle. Pour l'une comme pour l'autre, nous pouvons donner notre accord sur l'ensemble. Ils ont fait l'objet de deux annexes substantielles au programme. Ces annexes montrent éloquemment que ces deux problèmes tellement importants du programme ont été abordés avec le sens des obligations souscrites et beaucoup de compréhension. Nous devons donner acte à la commission économique et financière et au comité de politique économique à moyen terme que tous deux ont fait un gros effort pour mettre en lumière ces deux aspects de la politique sociale.

Certains aspects pourraient encore être discutés ; ils ont fait l'objet d'une étude analytique dans l'avis de la commission sociale auquel je me permettrai de renvoyer.

En ce qui concerne, en particulier, la formation professionnelle, je dirai que nous nous trouvons à un moment où il est plus que jamais nécessaire de passer d'expériences qui ne sont pas toujours convaincantes à quelque chose de plus organique et de plus constructif au niveau européen. Je ne dirai pas, si je me réfère aussi aux expériences faites dans mon propre pays, que ces dernières années de véritables progrès ont été accomplis dans le sens d'une adaptation des formes et des méthodes de la formation professionnelle aux nouvelles exigences de la société industrielle que nous sommes en train de construire et dans laquelle nous vivons. A mon avis, il est nécessaire dans ce domaine de procéder à une courageuse révision et à une mise à jour qui tiennent compte — comme l'a souligné la commission sociale — du rythme rapide de l'évolution technique que l'application de nouvelles techniques productives favorise de plus en plus.

Pour ce qui est des aspects plus particulièrement économiques et à larges incidences sociales, je voudrais m'arrêter brièvement sur la politique régionale et sur la politique en quelques autres secteurs.

En matière de politique régionale, nous devons donner acte avec satisfaction à la Commission exécutive d'avoir placé cette politique, comme il est dit dans le texte, au premier rang des priorités dont on a tenu compte. Cette affirmation est certes fort importante surtout si l'on considère les motifs qui l'accompagnent et qui placent réellement la politique régionale avec toutes ses implications, au centre des efforts destinés à surmonter les déséquilibres, à éliminer les goulots d'étranglement dont parlait ce matin M. van Campen, à promouvoir énergiquement une évolution plus harmonieuse et à réaliser en toute justice le développement global de notre Communauté. Si, au delà de ces grandes orientations, nous analysons surtout les instruments que l'on veut donner à cette politique et la mise en place de ses objectifs dans une succession de

délais et de modalités qui tiennent compte de la réalité, je crois que nous devrions avec plus de raison encore répéter ce que nous disions il y a quelques mois en parlant justement de cette politique, c'est-à-dire que nous sommes encore loin d'avoir défini le minimum d'instruments indispensables à sa mise en œuvre concrète.

Si la politique régionale est, comme le dit le programme, au premier rang de nos préoccupations, si elle occupe un point réellement central dans la lutte menée pour surmonter les goulots d'étranglement et pour éliminer les déséquilibres, nous ne pouvons manifestement pas la maintenir dans le vague et sur un plan trop éloigné de la réalité des choses. C'est à ce propos que nous devrions, je crois, rappeler ce que nous disions il y a quelques mois avec l'entière approbation de M. Marjolin, c'est-à-dire que dans ce domaine un progrès réel et une concrétisation du problème se révèlent nécessaires. Le problème des politiques sectorielles a été pour une large part négligé. Dans son introduction, la Commission exécutive en fait le reproche au comité de politique économique à moyen terme. Et ce matin, M^{me} Elsner a renforcé cette critique en faisant observer que parmi les politiques sectorielles, le secteur du charbon et de l'acier acquiert une importance particulière.

Or, le comité ayant mis de côté momentanément les politiques sectorielles et la politique en faveur des secteurs en crise, il est évident que le débat en cette matière pourrait être immédiatement clos en renouvelant l'espoir que ces problèmes seront repris dans un programme à moyen terme mieux adapté.

Il est vrai, par ailleurs, que la structure de notre Communauté est telle qu'il est peut-être difficile en ce moment de considérer l'ensemble de ces secteurs dans le cadre strictement communautaire auquel nous devons progressivement tendre. Ceci remet sur le tapis le délicat problème de l'avenir de notre Communauté. Il est évident que la politique économique à moyen terme ne peut que s'insérer dans la réalisation fondamentale que représente notre unification. Une politique de programmation de toutes les économies, de toute la vie sociale ne peut que viser à surmonter la division des trois Communautés, l'inévitable fractionnement de nos politiques qui exigent, ce dont chacun de nous se rend parfaitement compte, une utilisation totale et appropriée par exemple de l'Euratom dans le cadre d'une politique de la recherche scientifique tant fondamentale qu'appliquée et qui exigent probablement aussi de s'attaquer, dès aujourd'hui, au problème du secteur en crise du charbon et de l'acier dans le contexte d'une politique organique commune.

Ce n'est que si nous parvenons à surmonter ces divergences dans un temps relativement bref, à réaliser non tant la fusion des exécutifs que celle des communautés que nous serons en mesure de

Bersani

mettre en œuvre cette politique. S'il n'en est pas ainsi, nous nous trouverons face à une masse d'entraves et d'obstacles qui s'opposeront de tout leur poids à la réalisation d'une réelle politique économique à moyen terme.

Monsieur le Président, mes chers collègues, je crois qu'il n'est pas utile de m'arrêter davantage à tous ces problèmes. Pour terminer, je voudrais répéter que nous sommes d'accord avec les grandes lignes du programme, que nous espérons que les orientations de principe, les tendances qu'il contient se transformeront au plus tôt en de véritables objectifs qui engagent la volonté politique des États et des gouvernements comme celle de la Communauté enfin fusionnée. Et ce n'est que par cette voie que nous pourrions amener la politique économique à moyen terme à s'attaquer aux problèmes de structures que de nombreux collègues ont évoqués ici et qui sont fatalement le point central d'une politique qui conçoit le progrès économique et social non seulement en termes d'adaptations limitées, mais de manière à consentir un développement harmonieux tendant à la définition de situations et de rapports nouveaux. Une politique donc qui tendrait non seulement vers une Europe plus riche, une Europe dans laquelle le progrès économique serait stabilisé et assuré dans sa continuité, mais aussi vers une Europe basée sur la justice, dans laquelle la politique des revenus obtiendrait une plus équitable répartition en faveur des milieux les moins aisés, dans laquelle se créeraient de nouveaux équilibres permettant que naisse cette nouvelle société que nous appelons de tous nos vœux.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M^{lle} Lulling, au nom du groupe socialiste.

M^{lle} Lulling. — Monsieur le Président, Madame, Messieurs, il n'est pas d'usage que les membres d'un même groupe politique se jettent mutuellement des fleurs. Vous comprendrez cependant que je tiens à m'associer ici aux éloges et aux remerciements des orateurs précédents à l'adresse de notre rapporteur, M^{me} Elsner.

Comme mon groupe, je souscris pleinement à l'excellente analyse et surtout à la critique constructive que contient son rapport sur le projet de programme de politique économique à moyen terme présenté par la Commission de la C.E.E.

Le principe moderne de la division du travail a été appliqué par mon groupe pour la désignation des orateurs socialistes désireux d'intervenir dans ce débat. Il en résulte, Monsieur le Président, que je limiterai mon intervention à un seul aspect du programme de politique économique à moyen terme, à savoir le problème de la politique des revenus.

Je dis « problème », car la politique des revenus, selon les objectifs et les composantes souvent contradictoires étalés dans le projet de programme, apparaît bien plus comme l'énoncé d'un problème que comme une proposition de politique homogène. Votre rapporteur, dans son rapport écrit, mais surtout dans son exposé de ce matin, a très bien mis en lumière certaines contradictions inhérentes à la politique des revenus telle qu'elle est préconisée par le projet de programme de politique économique à moyen terme. Selon la conception de ce programme, la politique des revenus a pour objectif la modération dans la progression des revenus et cela comme élément d'une politique anti-inflationniste. Elle a comme objectif le développement suffisant des investissements et aussi l'amélioration du sort des catégories les moins favorisées. A cet effet, et toujours selon le programme, la politique des revenus doit embrasser tous les revenus, s'accompagner d'une politique active des prix et se doubler d'une politique des patrimoines qui est très vaguement esquissée dans le programme.

C'est un fait, Monsieur le Président, que les revenus salariaux constituent, selon les pays membres de la C.E.E., des trois cinquièmes aux deux tiers du revenu national de nos pays. C'est, bien sûr, essentiellement sur la politique salariale qu'on veut agir parce que, comme le disait aussi à très juste titre notre rapporteur, paragraphe 66 : « On ne connaît pas encore de méthode utilisable pour englober dans une politique des revenus tous les types de revenus. » Cela vaut surtout pour les revenus non salariaux. L'accent reste indéniablement mis sur les salaires parce que la Commission de la C.E.E. elle-même, dans un de ses derniers rapports trimestriels sur la situation économique, met hors de cause les marges bénéficiaires et l'auto-financement des dépenses d'investissement des entreprises pour préconiser, en tout premier lieu, la stabilisation des coûts salariaux par unité produite.

Dans le résumé des objectifs de la politique de revenus que j'ai essayé de donner, il apparaît très clairement que la politique des revenus sera forcément et essentiellement une politique anti-inflationniste. Aussi, est-ce la liaison des salaires à la productivité qui constitue le principal moyen proposé de cette politique.

Je crois qu'il faut s'arrêter un peu sur ce point.

A ce sujet, il y a lieu tout d'abord de souligner que la corrélation entre l'évolution des prix et l'évolution des coûts du travail n'est pas absolument démontrée. En effet, d'autres facteurs que les salaires contribuent à la hausse des prix, par exemple les décisions des pouvoirs publics qui fixent notamment les prix agricoles, les prix des services, mais il y a aussi des causes structurelles telles que le manque de possibilités de rationalisation de certains services et des causes conjoncturelles.

Lulling

Je crois donc pouvoir dire que l'équation : prix-salaires moins productivité n'est pas absolument exacte. Outre ce fait, il faut souligner que la liaison des salaires à la productivité, même si elle était défendable dans ce contexte, poserait d'autres problèmes, à savoir des problèmes de mesures de productivité et des problèmes de choix entre productivité nationale, productivité des secteurs, productivité des entreprises, productivité des produits.

Dans cet ordre d'idées, il faut, me semble-t-il, aborder le problème des relations entre les industries ou secteurs très productifs et les autres. M^{me} le rapporteur l'a déjà fait dans son rapport, lorsqu'elle a cité M. Giersch.

L'amélioration du sort des catégories les moins favorisées, qui est l'un des objectifs de la politique des revenus, signifie que l'on se trouve confronté avec la thèse selon laquelle les secteurs à productivité élevée devraient transférer leur avance aux autres sous forme de diminution de prix.

Or, ce sont, et vous le savez tous, généralement les industries d'exportation qui ont un haut degré de productivité. Cette thèse revient donc à demander aux industries exportatrices de diminuer leurs prix pour des raisons de stabilité interne et de justice sociale interne, même si les conditions du marché mondial ne l'exigent pas. Cela est très peu réaliste dans une économie de marché et en présence des rapports de force existants tout comme il est assez irréaliste, dans cette économie de marché où nous sommes bien obligés de nous placer, de demander aux travailleurs de certains secteurs de modérer leurs revendications et de renoncer aux surplus de productivité qui se répercutent quand même dans le bilan des employeurs.

Au fond, dans une économie de marché, la politique des revenus, telle qu'elle est préconisée par la Commission et par le programme de politique économique à moyen terme, revient tout simplement à mettre en cause les lois de l'économie de marché pour les seuls travailleurs. En outre, cette politique ignore la loi de la rareté qui est une loi fondamentale de l'économie des marchés. Ainsi conçue, la politique des revenus risque aussi de figer la répartition actuelle du revenu national et elle demande aux travailleurs, dans une période de plein emploi, de renoncer tout simplement au prix que peut obtenir le travail devenu rare.

Monsieur le Président, parce que la politique des revenus telle qu'elle est proposée serait, en dernière analyse, une politique des salaires — et notre rapporteur a souligné à juste titre au paragraphe 66 de son rapport que l'appel à la modération s'adresse surtout aux travailleurs — nous devons aussi dans cette enceinte nous demander quelle est la position des travailleurs à l'égard de cette politique des revenus et surtout quelle est la position dans laquelle se retrouvent les organisations des travailleurs à l'égard de cette politique des revenus.

Le plus grand reproche que les syndicats, et je parle notamment des syndicats libres de la Communauté, font à la politique des revenus préconisée par les institutions communautaires, c'est précisément que cette politique revient à figer la répartition actuelle du revenu national et qu'elle ne trouve pas sa place dans une politique dynamique de l'emploi.

Dans une résolution adoptée lors de la dernière assemblée générale des syndicats libres, qui s'est tenue à Rome, au début de ce mois, les confédérations C.I.S.L. des six pays de la Communauté ont déclaré à ce sujet :

« La répartition équitable du revenu national ne peut pas résulter de la direction rigide des salaires mais doit notamment reposer sur la négociation collective libre des conditions de travail entre représentants des employeurs et des travailleurs. »

Et la résolution ajoutait :

« La programmation économique doit servir à l'expansion économique et au progrès social. »

Monsieur le Président, nous partageons cette façon de voir et nous insistons sur ce dernier élément. Pour nous aussi, la programmation économique est un instrument de l'expansion économique ; ce n'est pas un instrument de la répartition des fruits de cette expansion.

Est-ce à dire que les syndicats refuseraient leur concours à une politique d'ensemble des revenus réaliste et donc réalisable ? Je ne crois pas qu'ils pourraient s'y refuser si une telle politique était d'abord réaliste et j'espère avoir démontré que celle qui est préconisée actuellement par la Commission et dans le programme ne l'est pas. Mais les syndicats ne s'y refuseraient certainement pas si une série de conditions était remplie en ce qui concerne la procédure de l'élaboration et de la définition des objectifs de la programmation.

A ce sujet, je voudrais insister sur une vérité incontestable : pour éviter la confusion dans les responsabilités et aussi pour des raisons de démocratie tout simplement, il est indiqué de faire participer le plus possible tous les intéressés à l'élaboration, à la définition et à l'application d'un programme de politique économique à moyen terme et de la politique économique et sociale qui s'ensuit.

Il ne faut pas perdre de vue dans ce débat, que les gouvernements disposent d'instruments pour influencer la politique économique. Les entreprises elles aussi, de par la liberté de leurs décisions, ont de l'influence.

Dans ce contexte, le seul instrument d'influence des travailleurs ou de leurs organisations est la politique salariale.

Lulling

Si on leur enlève cet instrument pour renforcer l'action des pouvoirs publics sur les revenus — et la tendance à renforcer l'intervention de l'État dans le domaine de la politique des revenus apparaît assez clairement dans le document des hauts fonctionnaires — si on enlève, dis-je, l'instrument de la politique salariale aux syndicats, on affaiblit leur influence sur la politique économique.

Il y avait lieu de le dire très clairement ici, et je crois pouvoir en conclure que, pour gagner les syndicats au principe d'une politique d'ensemble des revenus, il conviendrait, outre la définition d'objectifs plus réalistes et le choix d'instruments plus adéquats, de leur assurer une participation réelle tout au long du processus de l'élaboration, de la définition et de l'application de la programmation économique.

Ce n'est que dans ces conditions, ce n'est que si les pouvoirs publics, les entreprises et les syndicats se mettent d'accord sur l'orientation de la politique et sur une conception commune des mesures concrètes à prendre, que la participation librement consentie des organisations syndicales démocratiques, sur la base de leur autonomie, à une politique des revenus coordonnée pourrait être acquise.

Monsieur le Président, si nous faisons abstraction des formules et des mots, et si nous regardons uniquement d'où est venue cette politique des revenus sur le plan de la Communauté, et comment elle essaie de se justifier, nous constatons que l'origine de la politique des revenus se situe en France et qu'elle prend ses arguments à l'exemple néerlandais. Or, en France, les organisations syndicales sont malheureusement les moins fortes de la Communauté ; aux Pays-Bas, il existe un sens civique qu'on ne trouve guère dans les autres pays.

On est tenté d'en conclure que la politique des revenus et la procédure à suivre pour y arriver, qui est actuellement préconisée par la Commission, veulent tout simplement extrapoler sur le plan de la Communauté, la force relative des organisations syndicales françaises et le sens civique des syndicats néerlandais. Ces derniers ont d'ailleurs été gravement trompés. Après s'être tenus à une discipline très stricte en matière salariale pendant des années, ayant été forcés par des circonstances que je ne veux pas décrire ici, d'abandonner le système, ils n'ont, dernièrement rien obtenu en matière de revendications qui touchent à la structure même de la société, c'est-à-dire en matière de salaire-épargne et d'avantages aux seuls syndiqués. Je dois dire que quinze années de modération ont été très mal récompensées.

Monsieur le Président, pour conclure cet exposé dans lequel j'ai tenté de situer les objectifs et la procédure d'une politique des revenus dans un cadre qui nous paraît plus raisonnable et plus réaliste, permettez-moi aussi de rappeler que la justice so-

ciale est une notion qu'on ne peut pas scientifiquement traduire en pourcentage et en quote-part du gâteau à attribuer aux uns et aux autres.

Ce qui importe, c'est d'avoir le sentiment que la justice sociale règne. Et pour qu'il en soit ainsi, il importe que les travailleurs — par le truchement de leurs organisations démocratiques — participent à la fixation de leurs conditions de vie et de travail.

En d'autres termes, dans une société comme celle où nous vivons, la justice sociale résulte toujours du rapport des forces, de la négociation permanente entre pouvoirs publics, employeurs et travailleurs. En faisant cette constatation, je ne prêche pas la lutte des classes ; j'essaie d'indiquer l'objectif principal de la politique des revenus, en même temps que ses limites.

A notre avis, l'objectif principal de la politique des revenus doit être d'éviter au maximum les heurts, les difficultés de cette négociation permanente. En aucun cas il ne doit constituer le renforcement de l'autorité de l'État dans le domaine de la politique salariale, renforcement qui tendrait à la création de l'État providence.

L'État providence, vous le savez tous, crée des administrés et non des citoyens. Les États autoritaires font des administrés ; les démocraties ont besoin de citoyens.

Monsieur le Président, nous sommes d'avis qu'il serait utile et opportun de ne pas négliger ces considérations que j'ai eu l'honneur de développer au nom de mon groupe, lorsqu'on poursuivra l'étude des possibilités et des modalités d'une politique d'ensemble des revenus comme le mentionne le projet de programme. J'espère surtout que, lorsqu'il sera procédé à cette étude des possibilités et des matières on n'oubliera pas la participation réelle des premiers intéressés à cette étude.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Pedini.

M. Pedini. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne ferai que peu d'observations dans ce débat au cours duquel tant de problèmes de fond ont déjà été évoqués.

Je m'associe également aux félicitations adressées à la Commission de la C.E.E. qui a pris l'initiative de mettre au point ces prévisions de développement à moyen terme. Et, je tiens, moi aussi, à exprimer ma reconnaissance à M^{me} Elsner, notre excellent rapporteur. Il est certain que le fait que la Commission de la C.E.E. soumette aujourd'hui aux six gouvernements de la Communauté — et non en dernier lieu à l'opinion publique de nos pays — ces orientations pour le développement de notre Communauté économique européenne, représente une

Pedini

contribution fondamentale à la relance, que nous souhaitons tous, de la politique même de la Communauté. Rien n'est plus important que la certitude du futur pour donner consistance aux institutions. Et quand on considère toute cette documentation, toutes ces prévisions, on ne peut pas ne pas être convaincu que, si nous travaillons à l'harmonisation des économies de nos pays, il sera réellement possible de construire la Communauté économique européenne et de passer de celle-ci à une communauté politique, c'est-à-dire non seulement de créer une entité économique mais d'en tirer les grandes lignes d'un nouvel État auquel nos nations pourront transférer leur personnalité et leurs caractéristiques même économiques.

Et, je dirai que c'est opportunément que ce débat a fait suite à l'échange de vues que nous avons eu avec le Conseil. En effet, en lisant ces prévisions pour le développement économique à moyen terme de la Communauté, la question se pose, indépendamment des appréciations d'ordre technique auxquelles elles peuvent donner lieu, de l'autorité des institutions qui pourront donner corps à la politique commune à moyen terme. Ces prévisions nous donnent donc également motif pour reconnaître l'urgence de cette fusion des exécutifs qui devrait, dès maintenant, donner à la politique à moyen terme de notre Communauté, un meilleur moyen d'action.

Le programme qui nous est soumis n'est pas un programme impératif. S'il a un défaut, c'est peut-être celui d'être un programme de prévisions générales. Et l'on peut évidemment se demander comment les institutions de la Communauté économique européenne pourront arriver à persuader les gouvernements afin que, dans les six pays de la Communauté, les options économiques soient orientées selon le schéma que nous aurons approuvé.

Je crois que c'est justement pour réaliser cette programmation spontanée, cette programmation libre qui requiert le consentement des gouvernements, qu'il importe tout d'abord de mettre en œuvre les parties du traité de Rome qui n'ont pas été réalisées jusqu'ici, et ensuite d'agir par persuasion en se basant sur la précision des analyses économiques présentées par l'autorité communautaire. Voilà pourquoi, à mon avis, ce schéma de développement économique acquerra une valeur d'autant plus grande qu'il sera possible de l'articuler en prévisions sectorielles, en prévisions qui se baseront sur des études complètes de marché pour certains secteurs traditionnels qui se trouveraient en difficultés, en prévisions pour certains secteurs qui représentent les industries et les possibilités futures.

Je me demande si la Commission de la C.E.E. envisage de présenter aux gouvernements et, par conséquent, aussi au Parlement, des programmes suffisamment précis pour les industries actuellement en difficultés. Cela n'aurait aucun sens de

parler de programme à moyen terme si l'on n'accordait pas à l'industrie sidérurgique et à la crise qui la frappe la place qui lui revient, c'est-à-dire si nous n'acceptons pas les prévisions que le président de la Haute Autorité nous a décrites hier avec tant d'autorité. Un schéma général n'aurait aucun sens s'il ne se traduisait par une analyse des prévisions de développement et donc par un appel à l'action en faveur d'une grande industrie aujourd'hui en crise, comme l'industrie textile ou les chantiers navals.

Je pense que pour l'avenir ce développement devrait préluder à la mise au point de schémas particuliers en faveur des industries nouvelles. Que peut nous dire la Commission européenne sur le développement de l'industrie électronique ? Que pense-t-elle et que propose-t-elle en ce qui concerne la création et les prévisions de développement d'une véritable industrie aéronautique de la Communauté ? Quels seront les programmes possibles et concrets à proposer aux gouvernements pour une réglementation de l'important marché de l'automobile, compte tenu de l'assaut dont sera l'objet notre marché, en prévision aussi de la réalisation du *Kennedy round* et compte tenu encore du rapport direct entre motorisation, consommation et budgets familiaux ?

Ces observations que je me suis permis de présenter doivent être considérées comme une approbation de l'excellence des points de vues exposés dans le document qui nous est soumis, mais aussi, Monsieur le Président, comme le souhait que l'on engage les analyses détaillées des secteurs dont je viens de parler. La Commission exécutive n'ayant pas de pouvoirs impératifs pour imposer le choix des investissements, il ne suffit pas que nous parlions de la nécessité d'augmenter ou non nos investissements. Il faut que nous présentions aux gouvernements, aux entreprises, à l'opinion publique intéressée des prévisions justifiées par secteur de manière que la valeur des analyses communautaires puisse convaincre les entrepreneurs et les gouvernements qu'il est juste de planifier non plus au niveau national mais en se basant sur une prévision communautaire.

J'en viens à une autre observation. La discussion a été tout particulièrement intéressante en ce qui concerne la philosophie économique qui est à la base du programme à long terme, c'est-à-dire la politique dite des revenus, pour laquelle il y a toutefois, malgré l'acceptation d'ensemble qui se dégage en cette assemblée, des divergences d'appréciation et d'opinion.

Je dirai, Monsieur le Président, que justement une perspective comme celle de la politique des revenus, qui devrait en fait caractériser la position de la Communauté économique européenne en matière de politique sociale, ne peut pas ne pas susciter de discussions, de débats et parfois des oppo-

Pedini

sitions. Personnellement, je me félicite de ce que la Commission de la C.E.E. nous ait proposé cette orientation de la politique économique. A mon avis, elle représente un point culminant auquel arrive l'Europe dans la longue histoire de son économie.

Nous ne pouvons pas nier que le succès, l'ampleur prise par la Communauté économique européenne en ces années, l'augmentation du revenu de ses populations, la croissance des capacités de son industrie ont trouvé leur fondement dans les règles de la liberté de marché et nous sommes donc heureux de constater que, de manière générale, ceux qui discutent aujourd'hui de la politique des revenus ne peuvent faire moins que de reconnaître, même s'ils sont adeptes d'autres écoles économiques, le succès d'une économie qui se fonde sur les critères de la liberté de marché.

D'autre part, les profondes transformations que l'économie marxiste d'au delà du rideau de fer connaît ces dernières années, ne font que nous confirmer que tant la révision critique que la redécouverte de l'économie donnent raison à ceux qui pendant toutes ces années ont cru à la justesse des lois économiques fondamentales, mais que le sens des responsabilités a amenés à se rendre compte que les lois économiques doivent être adaptées aux exigences du social dans l'intérêt même du développement économique.

Aussi me semble-t-il que la politique des revenus est un point de rencontre fort intéressant des écoles philosophiques et économiques européennes qui se sont combattues pendant des décennies et qui trouvent aujourd'hui de nombreux points de rencontre grâce aux dimensions d'un marché qui ouvre de nouvelles espérances.

Je partage donc la pensée de ceux qui font observer qu'une politique des revenus ne peut donner de résultats équitables si elle n'assure pas en même temps, dans la Communauté, la pleine dignité de la politique syndicale et de la responsabilité du syndiqué. N'est-il pas exact peut-être qu'une politique qui cherche à assurer une répartition du revenu en rapport avec la productivité est une grande occasion pour transformer une démocratie d'abord économique, telle que la nôtre, en une démocratie sociale ? Elle ne peut donc être couronnée de succès que si les travailleurs et le monde syndical participent, de manière plus responsable, à la direction de la vie économique et à l'étude approfondie des règles indispensables régissant la vie de l'entreprise et de l'économie.

Je voudrais encore faire deux observations. On a parlé, à juste titre, de la nécessité d'un engagement plus poussé de nos entreprises et de notre économie en ce qui concerne la recherche technologique. Je crois que cette idée fort juste pose un problème que la Commission exécutive doit soumettre aux

gouvernements, le problème de la politique fiscale de notre Communauté. Une politique de recherche n'est pas possible si l'on n'assure à l'économie les possibilités d'auto-financement indispensables pour trouver les fonds nécessaires à la recherche scientifique.

De même, je tiens à le dire, je fais miennes les observations que M. Bersani a présentées tant dans son avis que dans son intervention en ce qui concerne la nécessité d'épauler — face à un marché commun qui doit trouver sa ligne de développement — nos efforts dans le domaine de la coordination des critères de la formation professionnelle. Mais je crois qu'il y a quelque chose de plus dont on n'a pas parlé et qui mérite notre attention. Si la Communauté économique européenne se développe selon le schéma qui nous est proposé et si les gouvernements acceptent d'appliquer le traité de manière à ce qu'il soit l'instrument de la mise en œuvre de ce schéma, j'ai l'impression qu'alors il faudra préparer les administrations publiques des six pays de la C.E.E. à savoir agir non plus en termes nationaux, mais avec la compréhension et le sens des dimensions qui leur permettront d'affronter les problèmes à mesure communautaire.

C'est là un thème très important et vous savez fort bien que l'augmentation de la productivité dépend aujourd'hui, pour une large part, de l'efficacité de la formation professionnelle, pour une part moins importante, de la disponibilité du matériel, mais aussi, pour une large part, de l'efficacité de l'administration publique et de l'organisation de l'État moderne.

Il me reste une dernière observation à faire. Le document qui nous a été soumis — le rapporteur l'a également signalé — révèle des carences dans les parties consacrées, dans le schéma de développement à moyen terme, à la politique commerciale extérieure de la Communauté. Je ne suis pas le seul à faire cette observation qui, si je suis bien informé, a été également présentée par le Comité économique et social qui justement, dans un passage de son avis, dit ceci : « L'activité exportatrice des entreprises des pays membres de la C.E.E. exige une coordination au niveau communautaire, assurée par la mise en œuvre d'une politique commerciale commune qui considérerait les aspects suivants : harmonisation des systèmes nationaux d'aide aux exportations ; politique coordonnée d'assistance financière et technique aux pays en voie de développement ; politique commerciale coordonnée vis-à-vis des pays à économie d'État ; études approfondies et comparées des marchés étrangers ; utilisation rationnelle de l'accord d'association ; création d'organismes communautaires en vue de développer la politique des exportations ».

Il est vrai aussi, mes chers collègues, que la Communauté a connu un grand succès en accroissant le rythme de ses échanges commerciaux intérieurs.

Pedini

Mais dans peu d'années, ce phénomène sera un phénomène de politique intérieure et non de politique extérieure. Si nous regardons la balance commerciale de notre Communauté, nous voyons qu'elle est en déficit. Dans le même temps pourtant, nous voulons et nous devons pratiquer une politique en faveur des pays en voie de développement. Il ne fait aucun doute que nous devons nous préoccuper d'accroître nos possibilités communautaires d'implantation sur les marchés étrangers. Et cette nécessité s'accroît encore si l'on songe au *Kennedy round*.

J'estime donc qu'un schéma de développement de la Communauté qui se préoccupe à juste titre de l'harmonisation des différents facteurs de l'économie communautaire ne peut pas ne pas s'engager davantage en ce qui concerne les échéances fixées par les articles 110 et suivants du traité de Rome pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune.

Cette exigence prend plus de relief encore pour les parties du programme qui ont trait à la politique agricole, une politique importante, une politique de premier plan, mais qui pousse davantage la Communauté vers des positions d'ordre autarcique et interne que vers une ouverture des échanges internationaux.

Dans ce domaine encore, je tiens à souligner devant cette assemblée combien juste est l'observation présentée à ce propos par le Comité économique et social.

Voilà les raisons pour lesquelles je considère ce programme comme un pas en avant dans la voie du développement de la Communauté économique européenne et, parallèlement, comme un accroissement de la responsabilité de la Communauté et du Parlement. Il importe toutefois de définir de manière précise les orientations relatives au développement sectoriel, tout comme il importe d'appliquer les dispositions du traité qui permettront de mettre en œuvre le projet qui nous est soumis d'une politique de développement à moyen terme de la Communauté.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Riedel.

M. Riedel. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, notre rapporteur, M^{me} Elsner, a dit en présentant, de manière fort claire, son précieux rapport, qu'un des objectifs de la politique économique à moyen terme doit être de rendre possible une croissance plus équilibrée de nos économies nationales. Si j'ai bien compris, notre rapporteur a surtout en vue l'intensité inégale des activités économiques dans les diverses régions.

Ensuite, mon collègue, M. van Campen, parlant au nom de notre groupe, a déclaré que parmi les

objectifs de cette politique économique à moyen terme, il fallait compter le freinage de la hausse des prix et la lutte contre l'inflation.

Permettez-moi de faire quelques remarques se rapportant à un secteur qui semble être l'une des sources de la hausse des prix et de la tendance à l'inflation. Je veux parler des prestations de services industrielles et commerciales et des prestations des services publics. Dans ce domaine nous avons affaire parfois à des idéologies d'économie politique et de politique sociale qui ne reconnaissent pas les services comme des prestations économiques qui valent leur prix.

J'ai lu récemment dans une perspective sur les années à venir pour mon pays que dans l'économie allemande toujours plus industrialisée, l'agriculture n'occupera plus que 6 % environ de la population, 25 % des personnes participant au processus économique seront dans l'économie productrice et presque 70 % seront formés pour le secteur des services.

Qu'est-ce que cela signifie ? L'homme sera écarté, dans une mesure croissante de la production et travaillera dans le secteur des services. Nous sommes sans aucun doute tous d'avis qu'il faut maintenir le plein emploi en dépit de toutes les mesures de rationalisation et d'automation afin de permettre aux larges couches de nos populations d'avoir leur part dans la croissance économique et dans la prospérité. Mais alors nous devons aussi payer pour les services le prix correspondant. Jusqu'ici cela se fait dans la plupart de nos économies par le biais des subventions, qu'il s'agisse de denrées alimentaires, de services de transport, ou bien qu'il s'agisse de l'assurance sociale, de la prévoyance des maladies ou de mesures sur le plan de la formation. La responsabilité en incombe aux gouvernements aussi bien qu'aux parlements et aux partis parce qu'on continue de croire, comme à l'époque du paupérisme, à la première époque du capitalisme, que toutes ces choses relèvent du domaine de la prévoyance sociale en tant que conditions premières de l'existence et qu'elles doivent, si tant est qu'il faut les payer, coûter fort peu. Ainsi nous ne parvenons pas à ce qui est nécessaire dans une économie où l'industrialisation va en croissant : à savoir que celui qui fait appel à un service doit en payer le prix.

A ce propos, je me permettrai de rappeler ce que notre collègue M^{lle} Lulling a dit à propos de la politique des revenus. Elle a dit que la justice sociale dans l'économie commande que ces prix ne soient pas trop élevés et néanmoins elle a parlé par la suite de l'effet des lois du marché, également dans le secteur des services. Je suis d'avis, en considération de l'importance que revêtent et revêtiront à l'avenir les services du secteur public et du secteur industriel et commercial dans notre économie, que des prix conformes aux marchés doivent être payés également pour les services si l'on veut créer les

Riedel

conditions nécessaires à la poursuite de l'expansion économique ; car, je l'ai déjà dit, les prestations de service sont des prestations économiques au même titre que les autres.

Je serais très heureux, si les représentants de la Commission européenne pouvaient suggérer aux gouvernements d'examiner toutes les subventions qui se rapportent d'une façon ou de l'autre, à des prestations de service. La notion de la liberté individuelle englobe, dans un ordre démocratique de liberté, que chacun puisse organiser sa vie comme il l'entend sans dépendre d'aucune institution. Le progrès technique et la multiplication des formes d'organisation entraînent de toute façon un haut degré de collectivisation. Dans toutes les économies, cela est fort heureux, les revenus que procure le travail à la masse de la population sont suffisants pour leur permettre de se procurer plus que ce qui est indispensable pour vivre. C'est pourquoi nous devrions avoir le courage de demander qu'à l'avenir il ne soit plus accordé, sous la forme que nous avons connue jusqu'ici, des subventions en faveur de la prévoyance pour tous et de consacrer plutôt des subventions à l'amélioration de l'infrastructure et des conditions d'investissement. Ainsi pourrait-on promouvoir la stabilité économique et permettre une nouvelle croissance de l'économie.

(Applaudissements)

PRÉSIDENCE DE M. BATTAGLIA

Vice-président

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord adresser mes remerciements à la Commission de la C.E.E. et à M^{me} le rapporteur.

A la Commission d'abord, parce que nous nous trouvons devant un programme de politique économique à moyen terme et devant des vues prospectives que certains de nos collègues avaient demandées depuis des années. Mes remerciements vont aussi à M^{me} Elsner pour avoir bien voulu marquer dans son rapport l'intérêt qu'elle attachait à cette programmation de la politique économique à moyen terme.

En effet, ce programme constitue un élément d'informations important non seulement pour l'action de la Communauté européenne, mais également pour les actions des gouvernements des Six.

Malheureusement, jusqu'à présent, faute d'une intégration suffisante des industries de la Commu-

nauté, le programme de politique économique à moyen terme élabore les données de l'action propre à chaque gouvernement dans l'optique d'une croissance harmonieuse dans ces différents pays membres, plutôt qu'il ne jette la base d'une politique de croissance communautaire où les intérêts économiques et sociaux des partenaires seraient effectivement et complètement interpénétrés.

C'est en fait ce que laisse entendre M^{me} Elsner, quand elle parle du programme du plan communautaire, dont elle craint qu'il ne s'impose pas aux gouvernements des États membres et, a fortiori, à leurs entreprises principales, lesquelles — chacun le sait — sont responsables à l'échelon de la Communauté comme à l'échelon des gouvernements des États nationaux, de l'élévation du produit national, puisque, de leur activité, dépend le sort de la majorité des travailleurs de nos pays.

Aussi, je salue l'expression employée dans le rapport de M^{me} Elsner, selon laquelle il s'agit d'un heureux début pour le programme de politique économique à moyen terme qui nous a été présenté. Cela signifie dans son esprit, j'en suis certain, que ce n'est pas la dernière fois que nous parlerons de ce programme à moyen terme et que les résultats des réflexions de la Commission, voire de nos gouvernements, nous seront régulièrement présentés.

Comment, en effet, atteindre l'objectif que nous recherchons ? Cet objectif est l'élévation concomitante, parallèle, harmonieuse des niveaux de vie. C'est la coprosperité de l'Europe pour que le continent européen ne se sente pas trop faible par comparaison aux nations-continentes. C'est également la politique des revenus transposée à l'échelle européenne pour réduire les différences des niveaux de vie entre les différentes zones de la Communauté.

Il ne suffit toutefois pas de prévisions globales. J'oserai dire — je prie mes collègues français d'excuser ce néologisme — de prévisions « globalistes ». Il ne suffit pas d'indiquer des taux de croissance moyens ou globaux, car lorsqu'on fait des moyennes de ce genre, on cache les points d'ombre, on cache les éléments en relief et on ignore les difficultés des régions appauvries.

Je demande donc à la Commission de nous fournir le plus tôt possible des monographies professionnelles et régionales accompagnées de l'inventaire des moyens de production ainsi que, j'insiste sur ce point, leur taux de charges par branche d'activité. Y pense-t-on ? Si nous survolons les différentes activités des principales industries européennes, nous constatons que certaines d'entre elles possèdent des ressources naturelles ou des capacités de production pléthoriques, mais voient décroître leurs débouchés. Il en est ainsi pour l'industrie du charbon, un peu pour celle de l'acier, beaucoup pour celle du textile. Certaines industries sont abusivement dispersées : celle de la mécanique générale, celle de la machine-

Armengaud

outil, et Dieu sait si cette dernière est importante pour l'avenir de nos activités. J'en veux pour preuve un rapport que j'ai déjà cité ici, et dont avait parlé M. Hirsch lorsqu'il était commissaire de l'Euratom : le rapport Seymour - Melman présenté à l'O.C.D.E., il y a huit ans. J'en veux pour preuve aussi l'avance américaine dans le domaine des machines-outils à commande numérique.

D'autres industries sont financièrement essouffées et demandent des ballons d'oxygène sous forme de subventions gouvernementales ou sous forme de réfections fiscales, voire sous forme de bonifications d'intérêt. Nous avons vu récemment en France un emprunt octroyé à la sidérurgie française dans des conditions totalement différentes de celles du marché financier normal. D'autres industries ne sont pas à l'échelle mondiale : matériel d'aviation, ordinateurs, calculatrices, même l'industrie automobile. D'autres industries sont sous contrôle étranger ou presque, l'industrie alimentaire européenne pour ne citer qu'elle, et une large part de l'industrie du raffinage, réserve faite de quelques sociétés nationales, notamment en France et en Italie.

D'autres industries sont étatisées chez les uns, municipalisées chez les autres, parfois réservées aux secteurs privés, mais partiellement seulement, c'est le cas du charbon, du gaz, de l'électricité. Certaines industries sont subventionnées à l'échelle nationale, par l'État ou par le moyen de transferts provenant de prélèvements sur des productions concurrentes : c'est le cas du charbon qui, en France, se trouve subventionné par le truchement de l'aide apportée aux charbonnages de France, en Allemagne par prélèvement sur le fuel.

Les recherches partent dans tous les sens au sein des Six et au gré des initiatives des uns et des autres. En fait nous nous trouvons devant des entreprises qui, en général, n'ont pas à l'échelle mondiale une puissance compétitive.

J'ai eu l'occasion de feuilleter dans la soirée d'hier un ouvrage que j'ai trouvé en vente ici, à la librairie. Il s'intitule : *L'industrie européenne face à la concurrence étrangère*, édité par le Centre de recherches européennes à Lausanne. Celui-ci publie de temps à autre des documents intéressants qui montrent à quel point des monographies des industries fondamentales européennes sont nécessaires pour bien faire ressortir, dans une vue prospective, leur situation et ce qu'il faut faire pour la redresser.

En fait, nous sommes en plein désordre du point de vue industriel à l'échelle des Six.

Seule la répartition des tâches, en fonction du potentiel humain, matériel et financier, à l'échelle nationale comme à l'échelle régionale, peut nous sortir de ce désordre.

Cela signifie, et ici je m'adresse à la Commission et à M^{me} le rapporteur, l'élaboration d'un plan avec

tout ce que ce mot comporte de passionnant, plan à l'intérieur duquel la plus grande initiative est laissée à chacun pour atteindre les objectifs, quitte à prévoir, sous l'égide des Commissions, les accords professionnels nécessaires dans les industries fondamentales.

D'ailleurs le mot « plan » ne doit pas dresser les uns contre les autres ceux qui appartiennent à des écoles d'économie différentes. Un plan souple ne signifie pas liberté pour chacun de faire ce qu'il veut. Il signifie : capacité d'adaptation des moyens mis en œuvre en fonction des résultats atteints et de l'écart entre ces résultats et ceux à atteindre, et qui sont définis par la vue prospective du plan à l'échelle communautaire.

Cela signifie aussi sécurité d'emploi, quantitative et qualitative, dans la limite des objectifs prévus et de la productivité, comme du degré d'automation atteint.

M. le Président de la Haute Autorité n'a-t-il pas jeté hier les linéaments d'un plan sidérurgique sous forme d'un contrôle général des investissements ?

Il m'a dit, il y a quelques mois dans cette enceinte — et je ne voudrais pas lui faire de querelles, d'autant moins qu'il n'est pas là — que les plans à cet égard n'étaient pas dans le domaine des pouvoirs de la Haute Autorité et que j'extrapolais les vertus du traité, dont il était le gardien fidèle !

Je ne voudrais pas non plus rappeler les débats que nous avons eus, depuis dix ans avec la Haute Autorité. Je ne voudrais pas qu'elle puisse croire que je veuille la voir aller à Canossa ! Mais, le bon sens régnant, il y a un rapprochement tout naturel entre ceux qui croient que le plan préparé par des hommes raisonnables peut avoir ses vertus, et ceux qui croient que l'indépendance individuelle a, elle seule, toutes les qualités. Je suis heureux de voir, et je crois qu'il est dû à l'influence de la Commission, ce rapprochement entre ces tendances.

M^{me} Elsner et M. van Campen ont parlé de la fiscalité. Je suis d'accord avec eux. Il faut que cette fiscalité soit équitable, il faut qu'elle tienne compte également de la différence des structures entre nos pays, car on ne peut pas transposer du jour au lendemain la fiscalité d'un pays déterminé qui n'a, par exemple, qu'une faible part d'agriculture dans ceux qui en ont une part très importante, parce que les recettes fiscales directes en provenance de l'agriculture ont toujours été beaucoup plus faibles que celles fournies par l'industrie. Par conséquent, le rapprochement des législations fiscales et des mécanismes fiscaux doit tenir compte de ces différences de structures.

Mais quelle que soit l'équité de cette fiscalité il faut qu'elle soit motrice, dynamique, il faut qu'elle incite à l'épargne selon la formule de Keynes *inducement for investment*, il faut

Armengaud

qu'elle favorise les investissements dans le cadre d'un plan, ceux qui sont faits dans l'intérêt de la collectivité et qui, par ricochet, profitent bien entendu, aux investisseurs et aux épargnants.

Ici, il faut prévoir la différenciation nécessaire entre les revenus et profits dépensés en biens de consommation et ceux épargnés en vue d'investissements, de manière à réserver aux seconds une taxation moins sévère.

Enfin il faut également, et M^{me} Elsner a bien fait d'y faire attention, éviter les formules qui, au titre des revenus du travail, peuvent créer de fausses espérances. A cet égard, la rédaction des paragraphes de la résolution qui s'y rapportent doivent être aussi positifs et incitants que possible mais également raisonnables.

J'aurais souhaité, Monsieur le Président, que la résolution reprît certaines idées de l'exposé des motifs du rapport sur les limites de la politique de concurrence — personne ne sera étonné que je le dise ainsi — sur la primauté du plan commun aux Six et l'obligation morale qu'il impose, et sur l'incitation à l'investissement ; sur ces trois points j'aurais souhaité, dis-je, que la résolution fût plus ferme.

J'aurais souhaité aussi que la résolution parlât de l'inventaire des moyens de production humains et matériels et des moyens de remédier à leur déficience.

En résumé, seule une politique dynamique, coordonnée, dont toutes les mailles seront tissées avec suffisamment de rigidité pour que rien ne lui échappe, peut rendre à notre Europe, celle que nous voulons construire, sa foi et sa confiance dans la recherche d'un objectif commun, dans la définition des moyens communs, dans la création d'unités européennes de production qui la mettent en position de compétitivité nécessaire à l'échelle mondiale mais travaillent pour le bien commun. C'est là qu'il appartient à la Commission de faire des suggestions pour que nous allions vers ces entreprises nouvelles avec toute la prudence qui convient du fait des problèmes sociaux que ces créations peuvent faire naître.

Est-ce là faire preuve d'idéalisme ? Peut-être. Mais sachons que les produits qu'utiliseront nos petits-enfants seront pour au moins 50 % d'entre eux des produits dont nul parmi nous n'a la moindre idée aujourd'hui, tellement le progrès technique va vite, tellement l'invention se développe.

Alors permettez que, par le plan, par la programmation et la mise en commun de nos moyens dans le cadre des vues prospectives amorcées par la Commission, nos petits-enfants disposent de produits nés de leurs cerveaux et non pas de ceux importés et, par là-même, venus de cerveaux des pays tiers.

C'est pourquoi je demande aux auteurs du programme à moyen terme de parfaire leur travail, de

le rendre plus précis, de l'ajuster aux besoins ou aux déficiences de nos industries essentielles afin que nous en discutons à nouveau, année après année, et que les vues prospectives nous soient faites profession par profession. Nous pourrions alors, dans nos différentes commissions comme au Parlement, discuter sur des choses précises, la tête froide, comparant notre effort à celui de nos grands partenaires américains et soviétiques, afin que nous donnions à l'Europe la structure communautaire solide sans laquelle, comme je l'ai dit avant-hier, nous risquons d'éprouver les plus grandes et sévères déceptions.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Gerlach, au nom du groupe socialiste.

M. Gerlach. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, sans vouloir diminuer la valeur du programme et des rapports qui en traitent, je voudrais souligner qu'il ne faut en aucun cas attendre de ce programme qu'il définisse des objectifs définitifs immuablement valables jusqu'en 1970. On n'y trouve pas la mention « sous réserve de modifications » mais il serait bon de l'ajouter d'autant que les points de départ et les perspectives sont fort contestés, tout au moins dans certains secteurs.

Un coup d'œil sur les déclarations qui se rapportent à la situation du marché du travail et de l'emploi le prouve. Pour d'autres secteurs, le programme propose des alternatives. Mais il est certain que nous assisterons sur le marché du travail à des fluctuations pour lesquelles il est muet. C'est pour cela que je disais que le programme devra sans doute être modifié.

En ce qui concerne la république fédérale d'Allemagne, les indications relatives au nombre probable des personnes actives se fondent sur des chiffres fournis par le gouvernement fédéral.

Il est dit que les faits pour les travailleurs étrangers sont très élevés et qu'il convient de restreindre les possibilités d'embauche qui leur sont réservées, cette constatation ne laisse pas de surprendre.

Je crois que nous devrions changer nos habitudes et ne pas parler de travailleurs étrangers dans ce programme mais de travailleurs de la Communauté. Cela nous permettrait d'éviter les qualificatifs de *Fremdarbeiter* et *Gastarbeiter* qu'on n'entend que trop souvent.

Il n'est pas exact, comme l'affirme notre document, que le chômage saisonnier sera inchangé cet hiver. Bien au contraire, le chômage d'hiver, c'est-à-dire le chômage conjoncturel augmentera très fortement dans certains secteurs. Par ailleurs, il est certain, et le programme et les perspectives ne mentionnent pas ce fait, que les possibilités de rationalisation ne sont pas non plus entièrement épuisées

Gerlach

dans les professions qui s'exercent en plein air. Ce qui n'est pas dit dans le programme et qui est quasiment souhaitable, c'est que l'afflux de travailleurs de l'agriculture se poursuit encore.

D'un autre côté, il est exact que le pourcentage des personnes actives est utilisé jusqu'à la dernière limite. Mais il semble que l'on ait perdu de vue que le regroupement dans certaines branches fera encore apparaître une réserve, et que l'on prélève peu à peu sur les réserves qui se sont constituées.

Les indications concernant la France, en revanche, semblent être un peu plus près de la réalité. L'accroissement du nombre de personnes actives d'un million correspond aussi aux chiffres du plan français. On peut en même temps partir de l'hypothèse que le nombre des travailleurs étrangers traditionnels et des travailleurs frontaliers ne changera pas sensiblement en France.

Pour l'Italie, plusieurs hypothèses sont établies pour les années à venir, à savoir l'allongement de la scolarité obligatoire — ce dont il faut se féliciter — le nivellement des disparités régionales et la création de nouveaux emplois dans des secteurs partiels non agricoles. Mais pour l'Italie précisément les perspectives apparaissent sous un jour tout à fait différent après la catastrophe naturelle qui s'est abattue sur ce pays. Ces conditions nouvelles, combien regrettables, personne ne pouvait en tenir compte dans le programme.

Un coup d'œil sur le chapitre des Pays-Bas fait également apparaître que les indications que nous y trouvons sont valables sous réserve de modification. A la page économique du dernier numéro du journal « Die Welt », celui d'aujourd'hui donc, nous pouvons lire à propos des Pays-Bas : On escompte que le chômage augmentera plus rapidement au début de la nouvelle année. Il est vrai que le nombre des chômeurs a augmenté de 1 000 unités seulement depuis le 1^{er} septembre. Mais ce qui est bien plus significatif c'est que le nombre d'emplois disponibles est tombé de 127 000 à 65 000. Voilà un fait qu'il ne faut pas négliger.

Précisément en ce qui concerne les Pays-Bas, le pronostic est nullement satisfaisant. On s'est efforcé, et cette tentative mérite des éloges, de mettre sur pied une conception à moyen terme aussi réaliste que possible, par laquelle l'État pourrait lui aussi se laisser guider. Il est dit que le pourcentage des personnes actives féminines augmentera tandis que le pourcentage des classes d'âge les plus jeunes et les plus âgées diminuera par rapport au total des personnes actives féminines. Mais malheureusement, les indications relatives à l'accroissement de la productivité ou à la stagnation ne se réfèrent qu'au seul nombre des personnes actives sans se préoccuper des mesures de rationalisation dont les effets deviennent toujours plus sensibles et manifestes, précisément dans l'industrie néerlandaise.

En son annexe, qui me semble particulièrement intéressante en ce qui concerne la situation du marché du travail et de l'emploi, le rapport renferme des sections qui reflètent la réadaptation globale et structurelle. La question que je me pose est de savoir s'il est juste de recommander le relèvement de l'âge de la retraite afin de garder les travailleurs plus longtemps dans la profession. A mon avis, il ne faut pas voir les choses de cette façon, surtout — je songe par exemple au secteur du charbon — lorsqu'on abaisse ailleurs l'âge de la retraite. Je crois que nous nous prononcerons contre cette proposition du programme : en l'adoptant on priverait aussi les jeunes de possibilités d'avancement.

En ce qui concerne le travail des femmes, je me permets de signaler une erreur de calcul. On nous dit qu'en République fédérale le pourcentage des femmes actives est de 31 %. En réalité il est de 36,7 %. Lorsqu'il est question de l'apport supplémentaire de personnes actives féminines, on a omis de préciser que des mesures de réadaptation supplémentaires devraient être prévues dans ce domaine pour les travailleurs féminins qui retournent dans leur ancienne profession maintenant changée ou qui désirent travailler dans une nouvelle profession leur offrant plus d'avantages. Outre l'emploi à temps partiel, il y a encore beaucoup à faire à cet égard.

Dans le programme sont aussi exprimées certaines idées tendant à enrayer la réduction de la durée du travail ; il en est question à plusieurs reprises dans les quatre volumes que comporte le programme. J'exhorterai cependant mes auditeurs à considérer qu'on ne peut pas appuyer de pareilles idées. Surtout à l'heure actuelle où les travailleurs doivent fournir de tels efforts à leur poste, le surmenage et l'invalidité précoces doivent entrer dans nos calculs. A mesure que progresseront la rationalisation et l'automatisation, les travailleurs devront encore satisfaire à des exigences accrues. La seule compensation possible est de réduire la durée du travail journalier ou hebdomadaire ou de prolonger les congés.

L'immigration et l'émigration : le principe premier doit être le renforcement de la libre circulation. Je tiens à réitérer ma demande de ne pas parler de travailleurs étrangers recrutés à l'intérieur ou à l'extérieur, mais de travailleurs de la Communauté et de travailleurs de pays tiers. Ce serait là une terminologie appropriée.

Nous trouvons encore dans le rapport, en ce qui concerne le domaine structurel, des indications sur certains secteurs particuliers. Dans le programme, ce n'est malheureusement pas le cas. Mais nous sommes reconnaissants qu'on nous ait annoncé un rapport complémentaire qui sera consacré à la situation de la sidérurgie, du textile et des chantiers navals. Pour ce qui est de la formation professionnelle des jeunes, mes collègues y ont déjà fait allusion. Je renoncerai donc à en parler une nouvelle fois.

Gerlach

Notre collègue, M. Armengaud, a demandé que l'on établisse des perspectives par branche professionnelle. Je voudrais faire une réserve à cet égard. Il ne faudrait pas concevoir l'orientation professionnelle telle qu'elle est présentée dans le programme. Il avait déjà été question de l'orientation professionnelle dans d'autres rapports. Ce qui n'existe absolument pas chez nous, c'est l'orientation professionnelle où l'on ne se contente pas de demander à l'adolescent vers quelle profession il désire se diriger et où on lui attribue ensuite un emploi selon la situation du marché du travail. L'orientation professionnelle qualifiée a pour tâche d'aider l'adolescent à trouver la profession qui lui convient ; ensuite elle doit le guider pendant les premières phases de la vie professionnelle et elle doit l'assister plus tard pour les questions de placement et de prévoyance — non pas de prévoyance au sens propre du terme mais dans le sens d'organisation de la vie professionnelle.

Cela vaut également pour la formation et le perfectionnement des adultes. La réadaptation des adultes précisément mérite d'être examinée de plus près. Une large place lui a été réservée dans le programme, et cette question a déjà été traitée dans d'autres rapports.

Permettez-moi de revenir brièvement à la question des travailleurs étrangers. Si les dépenses qu'ils occasionnent sont très élevées, cela est imputable au fait qu'on n'a pas tenu compte, dès le début, des conditions géographiques, de la situation professionnelle et de la mobilité des travailleurs et que l'on a embauché les travailleurs étrangers sans distinction dans certaines professions.

Il y a lieu de se féliciter de la promotion projetée dans de vastes domaines pour les adolescents et les adultes grâce à une formation de base. A partir de là, il leur sera plus facile de trouver la voie vers ce qui sera leur véritable profession que s'ils sont confinés dans une profession spécialisée, spécialisation à laquelle on renonce déjà en partie aujourd'hui parce qu'elle est dépassée.

Lorsque nous examinons le programme, nous ne devons pas négliger les problèmes de l'emploi, de la formation professionnelle, de la politique régionale, la politique des structures et la politique de reconversion qui sont traités dans l'annexe. Il faut situer ces problèmes dans leur contexte général. Je puis constater avec satisfaction que l'on a évité les redites et que la commission des affaires sociales a fait preuve d'une sage réserve et ne s'est pas penchée une nouvelle fois sur ces questions qui ont été déjà discutées de nombreuses fois.

Il est un autre fait qu'il convient de signaler en parlant de la commission des affaires sociales. Dans son excellent rapport M. Bersani a dit — et il faut lui en savoir gré — que la commission des affaires sociales pourrait renoncer à présenter un rapport séparé sur la politique sociale si le programme éco-

nomique remplissait les conditions nécessaires au progrès social. Je crois que la conception qui est à la base du programme remplit ces conditions comme on peut s'en rendre compte lorsqu'on le considère dans son ensemble. Qu'il s'agit d'une première ébauche, d'une première tentative et qu'il ne peut s'agir d'un programme figolé jusque dans les détails, cela est clair pour chacun. Et que ce programme ne pourra pas être appliqué jusque dans sa phase ultime si les conditions devaient changer entre-temps, cela est tout aussi clair.

Ce à quoi il faudrait tendre, c'est que la Commission européenne ne se contente pas de porter les objectifs à la connaissance des gouvernements nationaux, mais qu'elle tente aussi de transposer au niveau de la C.E.E. les objectifs qui se cristallisent dans le domaine national, de faire des recommandations et de prêter son assistance, de tirer enfin du présent programme les conclusions utiles pour l'établissement du programme suivant, c'est-à-dire de recueillir des expériences.

Personnellement, je souhaiterais très vivement qu'un bilan intermédiaire nous soit présenté environ à l'expiration de la moitié du temps sur lequel porte le programme, bilan qui fera apparaître dans quelle mesure les perspectives se sont confirmées et dans quelle mesure le programme a pu être traduit dans les faits. J'espère qu'il nous réservera des surprises heureuses.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — (1) Monsieur le Président, cette première proposition de la Commission de la C.E.E. pour un programme de politique économique à moyen terme est sans aucun doute un élément positif. Que la Communauté souligne la nécessité d'un programme économique est un fait que nous ne devons pas sous-estimer et un pas en avant qui pourrait se révéler fort important.

D'autre part, les propositions de la C.E.E. étaient attendues avec un certain intérêt dans tous nos pays et, tous, nous étions curieux de savoir avec quels critères, quelles orientations et quels instruments on songeait à donner le coup d'envoi à une programmation à moyen terme sur le plan communautaire.

Il a déjà été signalé que ce programme se présente davantage comme la description d'une orientation politique que comme une définition de moyens et d'instruments pour une action politique. Or, un programme de caractère économique doit également mettre en évidence ces moyens et ces instruments et laisser entrevoir comment ils seront utilisés dans les différents secteurs. Ces instruments devraient d'ailleurs — et les orateurs qui m'ont précédé l'ont également signalé — être analysés, approfondis et

Sabatini

mis au point sur le plan européen. Il suffit de songer qu'une programmation économique implique toute une appréciation, une orientation, un certain mode de concevoir l'action qui en résulte, une politique monétaire ; que stimuler les investissements est de première importance pour l'orientation ; que la programmation doit surtout englober la politique salariale que l'on devra, sans aucun doute, considérer sur le plan général de la distribution des revenus. Et il ne faut pas oublier un autre aspect, c'est-à-dire qu'une partie du revenu doit être destinée à l'assistance et à la prévoyance sociale.

Je ne veux pas reprendre tous ces arguments qui ont déjà fait l'objet d'amples discussions en commission. Certains d'entre eux réclament d'ailleurs une compétence que je n'ai pas. Mais je tiens à souligner que la mise en œuvre d'une programmation économique n'a que fort peu de chances de succès sans le concours actif et la co-responsabilité des partenaires sociaux. Quelques-uns de nos collègues ont déjà parlé de cet argument aujourd'hui. Je l'avais vivement défendu en commission, mais je n'avais pas eu l'impression qu'on accordât beaucoup d'importance à ces nécessités sociales. Ce serait, à mon avis, une grave erreur de ne pas tenir compte de l'importance qui lui revient.

Je sais fort bien que cette opinion n'est pas très partagée et qu'elle soulève de nombreuses questions et notamment celle du mode de concevoir le rapport entre le pouvoir politique et le pouvoir des partenaires sociaux, que ce soit sur le plan de la direction des entreprises ou sur celui de la conclusion de conventions qui fixent le niveau des salaires. Notre collègue, M^{lle} Lulling, a également attiré l'attention sur cet argument qui, par ailleurs, a récemment été souligné par le Congrès des syndicats libres qui s'est tenu à Rome.

Il n'est sans doute pas inutile de s'arrêter un moment pour considérer les raisons qui exigent cette participation directe des partenaires sociaux à la définition des orientations d'un programme économique. Ce serait une erreur, de nos jours, de penser que l'activité et les pouvoirs des syndicats devraient se limiter à la conclusion de conventions fixant le niveau des salaires et les conditions de travail. Nous savons tous que le niveau des salaires n'a pas de signification en tant que tel et qu'il n'acquiert de l'importance que par rapport au pouvoir réel d'achat qu'il représente dans une situation économique donnée. Je crois que tous ceux qui se sont attachés à cette question conviendront qu'il faut aujourd'hui donner une plus large assise aux conventions conclues par les syndicats qui devraient inclure par exemple la fixation de pourcentages déterminés d'épargne qui seraient versés dans des fonds d'épargne et pourraient constituer un patrimoine commun des travailleurs intéressés.

Nous ne pouvons oublier que nous sommes dans une phase de développement productif dynamique,

Nos entreprises se trouvent aujourd'hui devant des conditions variables ; les unes bénéficient de conditions de marché particulières et de marges de gain importantes ; les autres, par contre, arrivent tout juste à équilibrer leur budget et ne réussissent même pas, sinon à grand peine, à réaliser des pourcentages suffisants d'amortissement. Or, on peut légitimement estimer que la politique des revenus doit être menée sur la base d'un programme économique prévoyant que les salaires seront déterminés par les indices moyens de productivité. Mais il y a un risque, celui que le revenu, en tant que résultat d'une prestation due en grande partie à la maîtrise spécialisée, ne soit pas réparti de manière équitable. Aussi, je pense — et comme moi pensent tous ceux qui s'occupent de ces problèmes — qu'il vaudrait la peine, si de telles conditions sont données, de définir dans une convention entre partenaires sociaux la quote-part de rétribution pour une prestation donnée, quote-part qui serait destinée à l'épargne et, par conséquent, aux fonds destinés à de nouveaux investissements.

A mon avis, on sousestime la portée de ce problème. Et même les économistes ne lui accordent pas suffisamment d'importance. Les structures productives modernes, marquées par une telle variabilité, doivent songer à élargir la portée des conventions qui devraient s'étendre également à la détermination de la part du revenu destiné aux nouveaux investissements.

D'autre part, les travailleurs eux-mêmes ont intérêt à ce que le pourcentage des investissements s'accroisse comme d'ailleurs il est conseillé et souligné dans le document sur la programmation à moyen terme.

Je ne sais pas si pour ce faire l'épargne volontaire suffit, car le risque existe que certaines catégories puissent accéder à un plus haut pourcentage de revenu et cela d'une manière qui n'est pas toujours équitable. Il est difficile de donner une définition de l'équité, de la justice. Mais j'estime que cette matière ne doit pas être réglée uniquement par les méthodes traditionnelles et qu'elle peut certainement faire l'objet de conventions et de discussions entre les partenaires sociaux (et, éventuellement, de discussions avec les autorités politiques). Ce problème me semble être un des problèmes les plus intéressants, les plus actuels de notre temps et les organisations syndicales ne sont pas sans en ressentir les exigences et sans en être préoccupées.

Dans ce domaine, on a beaucoup de peine à accepter et à admettre que ce programme, cette manière de voir les choses exige un alignement des positions des partenaires sociaux, même et surtout sur le plan communautaire. Mais si nous considérons les contacts qui ont lieu, nous devons convenir que dans le camp des travailleurs, cet alignement des orientations existe déjà dans l'activité syndicale. Il y a quelques jours, ici même, le président de la

Sabatini

commission sociale a justement souligné que des contacts avaient lieu — il s'agissait de la coordination des prestations sociales — également avec les entrepreneurs. Je ne vois pas pourquoi, dans le cadre de la mise au point d'une programmation à moyen terme, on ne pourrait pas exiger des partenaires sociaux une action de ce genre.

A mon avis, ce sont les gouvernements qui, lors de l'élaboration des programmes économiques sur le plan national, n'ont pas fait intervenir dans les travaux préliminaires les partenaires sociaux en leur donnant la possibilité de confronter leurs thèses, leurs idées et les conditions qu'ils voudraient voir introduire dans un programme. Je doute quant à moi que les économistes disposent de tous les éléments nécessaires pour nous donner sur les orientations de la politique économique des conseils et des appréciations qui seraient plus à jour que ceux que peuvent recueillir par des contacts directs les hommes qui mûrissent leur expérience soit en tant que représentants des travailleurs, soit par une responsabilité directe dans une activité productive en tant qu'industriels. Ces hommes ont bien plus de possibilités d'établir des prévisions et des programmes économiques.

Il est donc nécessaire de s'attacher à ne pas formuler ces programmes uniquement selon des modèles déterminés qui pourraient être dépassés par une réalité très dynamique et difficilement décelable sur le plan des études et des considérations abstraites.

Pour ce qui est du développement technique, je crois qu'il nous réservera plus d'une surprise. Mais en ce domaine, je suis moins pessimiste que d'autres. N'entend-on pas dire que seules les entreprises aux dimensions suffisamment grandes pourront en ce domaine apporter une contribution active. Je ne crois pas tellement aux entreprises de dimensions exceptionnelles. Je penche davantage vers des entreprises de petite et moyenne dimension. J'estime que c'est dans ces entreprises que l'on peut développer au maximum les capacités, la compétence et la compétitivité. Il est des entreprises aux structures modestes mais au rendement fort élevé.

Ceci vaut également pour la recherche scientifique. Dans ce domaine, nous ne pouvons rester dans le vague et nous ne pouvons pas non plus accepter l'idée que dans les grandes entreprises seulement se retrouvent les conditions nécessaires à la réalisation d'une plus grande productivité. Dans ce contexte, on ne peut songer à la mise en œuvre d'un programme économique sans la participation directe et responsable des partenaires sociaux, notamment pour réaliser un minimum de politique des revenus. C'est là une question d'importance, mais il faut faire bien attention à ne pas mettre en œuvre une politique des revenus à sens unique, c'est-à-dire visant uniquement à l'acquisition de revenus par les salaires.

Ce problème du salaire dans le contexte des autres réalités économiques doit également être reconsidéré dans une vision plus dynamique faisant une juste part à l'élément de la participation directe du travailleur. D'autant plus que les termes mêmes du progrès économique nous amènent à en reconsidérer tous les éléments, et je tenais à souligner les aspects dont je viens de vous parler.

J'ai déjà dit en commission que je ne désapprouvais pas le rapport. Mais il me semble que tant le document qui nous a été soumis que le rapport éludent par trop quelques points que je considère d'importance fondamentale. Si nous voulons considérer ceci comme un premier pas, comme une première approche d'un thème aussi important et impérieux que celui de la programmation économique, nous pouvons donner notre accord et aussi donner acte à la Commission exécutive d'avoir abordé ce problème. Mais si dans un esprit communautaire, nous voulons vraiment faire en sorte que ce programme réponde aux exigences qui résultent de la situation économique, actuellement en mutation ; je crois que nous ne pouvons nous déclarer satisfaits de ce qu'il énonce.

C'est dans cet esprit que nous devons approuver et le document et le rapport, non pas qu'il soit question de déprécier le travail et la bonne volonté notamment de notre rapporteur, mais parce que, pour bien situer le problème, il faut en considérer également les perspectives et les conséquences.

Il est inutile de continuer à parler d'économie de marché. Économie de marché en tant que conception de base, certes, mais économie qui doit être organisée et réglementée. Ce qui est en cause, c'est une économie programmée et harmonisée. Le terme économie de marché nous réserve encore de grandes surprises. Peut-être ne sommes-nous pas préparés et les cadres dirigeants de nos gouvernements nationaux ne le sont-ils pas non plus à des tâches de ce genre qui se créent, plus qu'on ne le croit, dans les faits. Il nous faut accélérer le rythme d'une enquête plus approfondie, car le progrès technique a posé le problème qui ne peut être résolu ni par l'initiative des différents entrepreneurs privés ni par l'initiative des pouvoirs publics. Il y a des pouvoirs intermédiaires qui finissent par avoir du poids et des incidences sur l'économie.

Il importe de faire participer aux responsabilités tant les syndicats ouvriers que les industriels afin de résoudre de manière plus appropriée le problème de la programmation économique qui, dans les conditions actuelles, s'impose comme une exigence de l'équilibre économique que la Communauté doit réaliser.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. De Clercq.

M. De Clercq. — (N) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, en lisant l'excellent rapport de M^{me} Elsner, que je tiens à féliciter tout particulièrement de ce remarquable travail, le point 5 du chapitre IV qui traite de la politique régionale a particulièrement retenu mon attention, surtout ce qui est dit aux alinéas 2 et 5 du paragraphe 82. D'une part, le rapporteur y souligne la nécessité « d'établir de grands axes de transport vers les régions périphériques » et de « s'accorder sans tarder sur leur aménagement » et de « trouver la possibilité de les réaliser » d'autre part, sur la nécessité de « procéder à des études de fond sur les structures régionales » et d'« établir des programmes pluriannuels souples en priorité pour les régions confrontées aux problèmes les plus difficiles ».

La visite d'un certain nombre de personnalités et de maires belges qui forment un groupe de travail s'occupant de problèmes régionaux m'a incité à prendre la parole car je partage leurs vives préoccupations.

Je tiens à rappeler à ce propos l'insuffisance de certains éléments d'infrastructure, le manque de routes, de canaux et de chemins de fer dont les régions, qui sont tributaires les unes des autres à cause du progrès économique et industriel toujours plus rapide, ont un besoin urgent et qui doivent être réalisés le plus rapidement possible.

Je songe par exemple, en ce qui concerne notre Europe, à l'absence de voies de communication entre le sud de la Belgique, par la Belgique du nord, et les Pays-Bas. La séparation de 1830 a eu pour conséquence, en l'absence de liens politiques, que des routes, des canaux et des chemins de fer allant d'est en ouest ont été construits tandis que les voies de communication nord-sud n'ont plus été utilisées parce que les deux États se sont repliés sur eux-mêmes.

Or, il apparaît aujourd'hui que ces voies de communication sont de la plus haute nécessité. Le fait qu'on se soit soucié principalement des communications est-ouest a aujourd'hui des répercussions extrêmement fâcheuses sur le développement harmonieux de l'économie et de l'industrie de nos deux pays. La Belgique et les Pays-Bas avec leurs ports en pleine croissance, leurs centres industriels qui ne cessent de se développer, sont deux pays qui ont certainement besoin l'un de l'autre. J'ai cité cet exemple parce que je le connais bien, mais des situations analogues dont l'origine est peut-être différente existent sans doute aussi dans d'autres régions de la Communauté européenne.

C'est pourquoi il faut sans relâche attirer l'attention sur ces problèmes d'infrastructure afin que de bonnes communications soient établies le plus rapidement possible pour le plus grand bien de nos pays et de l'intégration européenne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dichgans.

M. Dichgans. — (A) Monsieur le Président, l'heure est déjà fort avancée. Je ne céderai pas à la tentation de traiter en détail les déclarations de nos collègues, M^{lle} Lulling et M. Oele que j'approuve pour une large part mais non pas en tous les points.

Il me semble qu'il y a contradiction à demander d'un côté des salaires plus élevés et à refuser de l'autre de supporter les charges qui résultent de ces salaires plus élevés, charges qui se traduisent par des prix plus élevés pour les moyens de transport, qui se traduisent aussi par des loyers plus élevés. Je crois que ce que M. Riedel vient de dire à ce sujet est tout à fait exact.

Il me semble de même qu'il y a contradiction d'une part à revendiquer une influence toujours plus grande des syndicats sur les affaires de l'État, sur nos affaires et les affaires de la gestion des entreprises tout en rejetant avec la même énergie toute immixtion de l'État dans la politique salariale des syndicats. Je suppose que nous reparlerons plus tard de cette question.

J'ai seulement demandé la parole pour répondre à deux attaques qui ont été lancées contre le gouvernement fédéral.

Monsieur Oele, vous avez dit, tout à l'heure, qu'il était regrettable que le gouvernement fédéral ait indiqué pour les pronostics relatifs à l'évolution future, des chiffres moins élevés que ceux qui avaient été avancés par les experts. Je ne saisis pas très bien le sens de cette critique. Ce qui importe en fin de compte, c'est que vous receviez les chiffres exacts. Il me semble tout à fait légitime que le gouvernement fédéral ait communiqué les chiffres qui lui semblent exacts après avoir fait réexaminer les choses par ses propres experts. Tout ce qu'on peut demander d'un gouvernement, c'est qu'il nous indique les chiffres exacts. Ce serait une erreur d'exiger des gouvernements qu'il nous donnent les chiffres qui nous plaisent ; il me semble que ce serait une très mauvaise politique.

Quelques mots encore à l'adresse de notre président, M^{me} Elsner. Je voudrais, pour ma part, encore ajouter un immense bouquet aux fleurs que M^{lle} Lulling lui a déjà présentées. J'ai lu ce rapport dont j'ai suivi l'élaboration dans toutes ses phases, avec le plus grand intérêt. C'est un rapport très personnel, très dense, qui complète fructueusement les constatations de la Commission européenne.

Nous avons tous nos traits de caractère particuliers que l'on peut qualifier de sympathiques même lorsqu'on n'est pas toujours d'accord sur la manière dont ils se manifestent. Un des traits de caractère particuliers de M^{me} Elsner consiste à attaquer de temps en temps en cette Assemblée le chef du gouvernement fédéral en exercice.

(Interruption de M^{me} Elsner)

Dichgans

Il y a quelques années j'ai déjà dû prendre la défense d'un chancelier allemand. Aujourd'hui je prendrai la défense du professeur Erhard.

Quant au fond, Madame Elsner, sur les questions concernant les perspectives, nos avis concordent largement. Je pense, moi aussi, qu'il faut prendre à temps des mesures préventives pour ne pas devoir faire trop si l'on agit trop tard. Mais sur ce point je voudrais expressément prendre la défense du professeur Erhard. Il a entrevu, il y a longtemps déjà, les difficultés avec lesquelles est aux prises la sidérurgie allemande et il s'est demandé très sérieusement si le gouvernement fédéral ne devrait pas intervenir sur le plan national. S'il ne l'a pas fait, c'est uniquement pour éviter qu'on le soupçonne de vouloir s'immiscer dans les compétences des organes européens. Je trouve que cette attitude, qui est celle d'un Européen, devrait lui valoir nos éloges, le dernier jour où il exerce encore ses fonctions.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Marjolin.

M. Marjolin, vice-président de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, étant donné la richesse du débat, je n'essaierai pas de répondre à toutes les questions qui ont été adressées à la Commission, explicitement ou implicitement, ni de dissiper tous les doutes que suscite inévitablement un rapport aussi complexe que le programme présenté par la Commission au Conseil de ministres.

Je m'efforcerai simplement de traiter les points qui m'apparaissent les plus importants. Tout d'abord, au nom de la Commission, je formulerai à l'égard de M^{me} Elsner les remerciements les plus chaleureux pour l'excellent rapport qu'elle a rédigé, rapport lucide, à la fois critique et constructif qui sera extrêmement utile à la Commission du Marché commun dans la suite des travaux sur la politique économique à moyen terme.

Je veux également remercier tous les orateurs des paroles amicales qu'ils ont eues à l'égard de la Commission et de l'effort qu'elle a fait pour élaborer ce qu'on peut appeler maintenant, sans provoquer je crois de mouvements de séance, ni une indignation excessive, une « programmation européenne ». Il est vrai, comme l'a dit M^{me} Elsner, que ce premier programme, dans une large mesure, enregistre les programmes, projections ou plans nationaux auxquels les experts indépendants n'ont pas essayé de substituer un programme véritablement européen.

Cependant, je voudrais souligner ici le fait que, dans les travaux des experts indépendants, les constructions nationales se sont trouvées fréquemment modifiées, ou, plus exactement, les gouvernements eux-mêmes ont été amenés, à la suite des discussions qui ont eu lieu au groupe des experts

indépendants et au comité de politique économique à moyen terme, à modifier leurs vues initiales. Cela est évidemment très important.

Même dans un pays, les difficultés surgies au sujet des prévisions concernant ce pays ont amené son administration nationale à faire des projections nationales, ce qui n'avait pas encore été le cas jusque-là. Cela nous permettra, je l'espère, d'éviter à l'avenir les difficultés auxquelles je viens de faire allusion.

Il est vrai, Monsieur le Président, comme M^{me} Elsner l'a souligné, que les experts indépendants n'ont pas proposé de variantes. En réalité, il existe au comité de politique économique à moyen terme un courant favorable à l'examen de variantes. Mais, les difficultés techniques, le volume et la lourdeur de la tâche ont empêché les experts indépendants d'élaborer les variantes. Cette question, bien entendu, reste ouverte pour l'avenir.

Je suis tout à fait d'accord avec M^{me} Elsner quand, ayant constaté dans les termes que je viens de rappeler la situation existante, elle nous invite à chercher une meilleure solution. Je tiens à dire que cette solution sera difficile à trouver.

M. Oele nous a parlé de la création d'un bureau européen du plan. Il nous a invités à créer à Bruxelles un centre de coordination. Tout cela constitue pour la Commission un encouragement — du moins je l'interprète ainsi — à s'engager dans la voie d'une programmation indépendante. Je manquerais à la vérité si je vous disais que je nourris un grand espoir quant à une proche réalisation. En effet, primo, je ne vois pas les gouvernements donnant leur accord à la création d'un bureau du plan à Bruxelles et, secundo, même s'ils donnaient leur accord, il faudrait à la Commission infiniment plus de personnel qualifié qu'elle n'en a actuellement pour mener à bien cette tâche. Pour un certain nombre d'années au moins, nous devons donc travailler dans les cadres actuels.

M^{me} Elsner, avec beaucoup de courage, nous a invités à tirer les conséquences des considérations générales qui sont développées dans le projet de programme à moyen terme. Elle a rejoint, ce faisant, les considérations développées par la Commission dans la note introductive ajoutée au rapport du comité de politique économique à moyen terme. Oui ! Il faudra réaliser le maximum d'économies et notamment réduire les subventions partout où cela sera possible. Si nécessaire, il ne faudra pas hésiter à créer les impôts indispensables si l'on veut à la fois atteindre un rythme suffisant de développement des investissements publics et privés et, en même temps, maintenir les prix dans des limites raisonnables.

M^{me} Elsner insiste également sur l'importance des prévisions budgétaires pluriannuelles. Sur ce point, l'accord est complet entre elle et la Commis-

Marjolin

sion. Elle a eu parfaitement raison de souligner que ces prévisions budgétaires permettraient de prendre conscience de l'effort financier à accomplir et de confronter les priorités retenues par les différents gouvernements et parlements et peut-être, de jeter plus de lumière sur l'action des uns et des autres, ce qui n'existe pas actuellement.

M^{me} Elsner a exprimé un certain scepticisme à l'égard de la politique des revenus, scepticisme qui a été souligné et renforcé par M^{lle} Lulling, scepticisme qu'à la vérité je partagerais si je guidais mes désirs uniquement sur ce qui est probable et possible dans un avenir immédiat. Mais je demande à tous ceux qui, cet après-midi, se sont exprimés en termes soit critiques soit sceptiques sur la politique des revenus, de se demander ce qui se passera dans notre Communauté si nous maintenons, comme c'est notre devoir et notre intérêt, un état de plein emploi constant, sans chômage, mais si en même temps nous ne réussissons pas à parvenir à un accord entre les gouvernements et les partenaires sociaux pour une répartition équitable des produits de l'expansion. Si nous n'arrivons pas à cette politique des revenus, alors, Monsieur le Président, je crains que toutes les idées, qui ont été développées abondamment au cours du débat, que tous nos projets de stabilité et de stabilisation ne soient aussi, disons une chimère !

C'est parce que nous voulons maintenir à la fois le plein emploi et une stabilité relative des prix qu'une politique des revenus est nécessaire. Sinon nous continuerons dans la voie dans laquelle nous sommes engagés depuis un certain nombre d'années déjà, et les gouvernements étant obligés de prendre des mesures contre les tendances inflationnistes, le plein emploi ne pourra pas être maintenu.

Tel est le dilemme devant lequel nous nous trouvons. C'est pourquoi j'invite tous ceux qui ne croient pas à la politique des revenus, à comprendre que celle-ci est peut-être difficile mais qu'elle est indispensable. Quand nous voyons les difficultés dans lesquelles se débat un gouvernement socialiste qui n'est pas suspect de sympathie pour les puissances d'argent, je parle du gouvernement travailliste actuellement au pouvoir en Angleterre, et avec quelle peine ce gouvernement essaie de construire une politique des revenus et des prix, il faut bien reconnaître que le problème posé est d'importance.

Je n'en veux pas dire davantage sur ce point aujourd'hui ; nous aurons l'occasion d'y revenir abondamment à l'avenir puisque le problème n'est pas vraiment traité dans ce premier programme de développement économique et que c'est seulement dans le deuxième ou dans le troisième programme que des considérations plus positives seront formulées.

Je suis également d'accord avec M^{me} Elsner lorsqu'elle invite les gouvernements et les autorités

communautaires à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour encourager l'épargne des travailleurs : personne plus que moi n'est désireux de voir se constituer un patrimoine des travailleurs. Cela dit, la discussion souffre d'une certaine confusion car lorsque l'on parle d'une épargne contractuelle — c'est l'expression que l'on utilise habituellement — veut-on dire qu'une partie des augmentations de salaires, négociées librement entre patrons et ouvriers, sera donnée sous forme d'épargne contractuelle, ou veut-on dire qu'aux augmentations de salaires sur lesquelles on se serait mis d'accord, s'ajouterait un supplément qui sera l'épargne ? Il est évident que selon la réponse que l'on donne à la question, la signification de toute l'entreprise est extrêmement différente.

Je voudrais dire, sans vouloir entrer dans le fond du sujet, qu'épargner ou non les sommes qui sont versées par l'entrepreneur à son personnel constitue un coût de production et que par conséquent, il y a là une limite qui ne dépend pas simplement de la bonne volonté de ceux qui reçoivent le revenu d'en épargner une partie.

Je ne dirai rien sur le dernier point de l'exposé de M^{me} Elsner. Elle a été déçue de voir que le charbon n'ait pas été compris dans ce premier programme de politique économique à moyen terme. M. Coppé, cet après-midi, lui a donné une réponse sur ce point. J'ajouterai simplement que nous aurions introduit beaucoup de désordre dans cette affaire du charbon, déjà si compliquée, si, aux efforts que nos amis de la Haute Autorité accomplissent à Luxembourg pour y trouver une solution, nous avions ajouté des discussions à Bruxelles, au sein du comité de politique économique à moyen terme. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas traité de la question.

J'en arrive maintenant à l'intervention de M. van Campen. Je suis d'accord avec lui sur la nécessité d'une croissance dans l'équilibre ainsi que sur l'erreur qui a consisté, et qui consiste encore de nos jours, à ne mettre l'accent que sur la politique monétaire.

Ce qu'il a dit sur la politique de patrimoine rejoint mes propos d'il y a quelques minutes.

Quant à la politique régionale et à la politique sectorielle, sur laquelle je dirai quelques mots supplémentaires tout à l'heure, j'admets comme lui qu'il ne faut pas maintenir en vie des entreprises non rentables.

Je reviens à l'exposé de M. Oele. Celui-ci a exprimé des regrets à propos de l'ajustement qu'ont subi les chiffres des experts allemands. Vous savez que le comité de politique économique à moyen terme n'a pas repris exactement les chiffres présentés par les experts allemands du groupe des experts indépendants.

Marjolin

Dans son addition au rapport du comité de politique économique à moyen terme, la Commission a refusé de prendre une position ferme et précise sur la question. Elle s'est contentée d'indiquer que les chiffres des experts lui semblaient trop élevés et les développements récents de la situation économique de l'Allemagne ne font que confirmer ce point de vue.

Non seulement 1966 sera une année de ralentissement marqué de l'activité économique dans la République fédérale, mais la majorité des instituts de recherches économiques estiment désormais que l'année 1967, sauf imprévu évidemment, sera également une année caractérisée par un faible accroissement du produit national brut. Ainsi les deux premières années du programme, 1966 et 1967, seront des années de faible expansion, ce qui justifie un chiffre pour l'ensemble de la période qui soit plus bas que celui suggéré par les experts allemands.

Je ne répondrai pas à l'indication de M. Oele suivant laquelle il aurait été préférable d'avoir plus de variantes : j'ai dit tout à l'heure combien de difficultés s'y étaient opposées.

En ce qui concerne la recherche scientifique sur laquelle M. Oele a insisté, je suis d'accord avec lui sur la définition du rôle qu'il a donné de l'inter-exécutif.

M. Battaglia s'est prononcé avec beaucoup de force contre le contrôle des prix. La Commission est d'accord avec lui. Le contrôle des prix n'est pas une chose désirable en règle générale, même si parfois, pour de courtes périodes, il ne peut pas être évité. Mais, entre le contrôle et la liberté absolue des prix, il y a une solution intermédiaire que nous avons appelée, dans le projet de programme la « surveillance des prix ».

En effet, si l'on peut laisser les prix livrés à eux-mêmes dans tous les secteurs où l'on est sûr que la concurrence joue efficacement, il y a de nombreux secteurs où ce n'est pas le cas et où, par conséquent, il importe de surveiller ce qui se passe pour utiliser éventuellement les armes dont dispose la puissance publique. Ce ne sont pas des armes dirigistes, mais ce sont des armes comme la réduction des droits de douane, si des hausses de prix injustifiées venaient à se produire, ou le recours à la capacité de l'État d'intervenir comme acheteur. Il y a donc toute une gamme de moyens qui doivent permettre de refréner les tentations que pourraient éprouver les entreprises dans certains secteurs où il n'existe pas une concurrence suffisante.

M. Battaglia a dit que le développement économique était la condition du progrès social. En tant qu'économiste, je reconnais que c'est vrai, que le développement économique est la condition nécessaire du progrès social, mais il n'est pas toujours la condition suffisante, car il y a des cas fréquents

où, dans une société en plein progrès économique, non pas l'ensemble de la population ouvrière, mais des groupes particuliers de la population ouvrière et aussi d'autres classes sociales se trouvent dans un état d'infériorité qui exige une intervention de la puissance publique pour rétablir un certain équilibre.

A M. Borocco, qui ne semble pas apprécier particulièrement les additions que la Commission a faites au rapport du comité de politique à moyen terme, je réponds qu'on aurait tort de considérer que la politique régionale est une affaire purement nationale, sous prétexte que ce sont des intérêts locaux qui sont le plus souvent en jeu.

En réalité, nous avons déjà démontré dans le passé mais il n'est pas inutile de le redire que la politique régionale doit être sinon une politique communautaire, du moins un exemple de politiques nationales considérées sous l'angle communautaire.

Comme la politique régionale consiste souvent, par exemple, à créer des entreprises nouvelles soit dans les zones périphériques à prédominance agricole, soit dans des zones industrielles en déclin, il faut tenir compte non seulement de la concurrence nationale, mais de l'ensemble de la concurrence au sein du Marché commun. C'est une des raisons pour laquelle une étroite coordination des actions nationales nous paraît nécessaire à cet égard ; et c'est pourquoi nous avons demandé que l'on renforçât les termes utilisés par le comité de politique à moyen terme dans ce domaine.

A M. Bersani, je voudrais dire très amicalement que je ne suis pas d'accord avec lui lorsqu'il déclare que le projet de programme insiste trop sur l'aspect « demande » et pas assez sur l'aspect « offre ».

En réalité, l'ensemble du projet de programme est consacré au développement de l'offre. Tout ce qui concerne en particulier la formation professionnelle qui est une des parties les plus précises, et les plus constructives du programme, affecte la capacité d'offre de notre économie. Cependant il nous apparaît clairement que même si l'effort maximum est fait pour développer l'offre dans la Communauté au cours des prochaines années, et si l'on maintient, comme nous le croyons nécessaire et même indispensable, un état de plein emploi, les prix, eux, auront tendance à monter.

Dans ces conditions, il sera indispensable de toujours contrôler la demande. Je ne dis pas qu'il sera toujours nécessaire d'intervenir pour limiter la demande, mais il faudra toujours la suivre de très près pour être sûr qu'elle ne dépassera pas les capacités de l'offre même considérablement accrue.

A M^{lle} Lulling, j'ai déjà répondu à propos de la politique des revenus, ou plus exactement j'ai dit tout ce que je peux dire aujourd'hui à cet égard, sans dissimuler le fait que nous n'avons pas encore été au fond du débat. Mais M^{lle} Lulling a soulevé

Marjolin

un deuxième problème, celui de la participation réelle des travailleurs à la programmation et ce même point a été également souligné par M. Sabatini, parmi d'autres questions.

En ce qui concerne la participation des travailleurs à la programmation dans les différents pays établissant soit des plans, soit des programmes, soit même simplement des prévisions, cette participation nous semble utile et même nécessaire, à condition qu'elle ne dégénère pas évidemment en un corporatisme.

Il est en effet indispensable que ce soit toujours l'autorité politique qui ait le dernier mot, une autorité politique comprenant, bien entendu, comme pièces maîtresses, les parlements nationaux.

En ce qui concerne la Communauté, j'ai cru comprendre qu'à ses yeux nous n'avions pas suffisamment consulté les organisations de travailleurs pour l'élaboration du programme à moyen terme. Je ne sais pas si cette consultation a été suffisante, mais je sais que nous avons consulté l'organe de la Communauté créé spécialement pour cet objet, c'est-à-dire le Comité économique et social. A notre demande, il a créé un sous-groupe qui a suivi de très près les progrès de l'élaboration du programme de développement à moyen terme. Je me suis même laissé dire que les membres du Comité économique et social, en particulier les syndicalistes qui y travaillent, n'étaient pas mécontents de la façon dont ils avaient été consultés.

J'en arrive maintenant aux observations de M. Pedini que je lierai à celles de M. Armengaud en ce qui concerne les prévisions sectorielles. Je m'adresserai à M. Armengaud, puisque c'est lui qui a donné à cette thèse le maximum de développement. Je pense que M. Armengaud aura lieu à l'avenir d'être relativement satisfait. Nous allons en effet certainement faire une décomposition des chiffres globaux en chiffres par région et par secteur. Je dis « nous allons », sans savoir encore avec quelle rapidité le mouvement se développera ni s'il sera complet.

Mais j'avoue avoir beaucoup de difficultés à suivre M. Armengaud lorsqu'il nous propose de fixer, pour les différents secteurs industriels de la Communauté, des objectifs assez contraignants. Cette suggestion vient d'ailleurs à un moment où le gouvernement français, à propos des industries particulières a substitué des « prévisions » à des « objectifs ». Cela est justifié par le fait que la fixation d'objectifs pour des industries particulières devient quasiment impossible pour un État dans un marché ouvert comme le Marché commun. En outre, la concurrence non seulement entre les pays, mais entre les produits rend pratiquement impossible, dans une économie complexe, la fixation d'objectifs pour des industries soumises à concurrence. C'est un point sur lequel nous aurons encore l'occasion de nous expliquer à l'avenir,

et qu'il me semble difficile de développer davantage aujourd'hui.

Dans la dernière partie de son intervention, M. Armengaud a insisté sur les limitations de la concurrence. Il a eu raison. Il est des secteurs, je l'ai déjà indiqué tout à l'heure, où la concurrence ne joue pas ou joue insuffisamment. Toutefois, à mesure que mon expérience s'enrichit, je me convaincs chaque jour davantage qu'une grande société industrielle ne peut pas fonctionner sans une concurrence très active. Lorsque je regarde les États-Unis d'Amérique, je me convaincs encore davantage que ce qui fait la force de ce pays est précisément le maintien d'une concurrence active dans un très grand nombre de domaines. Cela ne signifie pas que cette concurrence prenne des formes simples, celles auxquelles nous sommes habitués. Je serai le premier à reconnaître que la concurrence en ce qui concerne les prix est considérablement limitée aux États-Unis, dans toutes les industries qui sont en situation d'oligopole. Il est d'autres formes de concurrence que celle des prix comme par exemple, celles de la qualité du produit ou du service donné avec le produit. Il est une infinité de moyens pour les entreprises de se faire concurrence sans que ce soit directement sur les prix.

J'en arrive maintenant aux observations de M. Gerlach. J'ai été très intéressé par ses propos au sujet des réserves de main-d'œuvre qui existent encore dans la République fédérale.

En ce qui concerne les plans italiens ils ont été modifiés après que nous ayons arrêté notre projet de programme. Nous examinerons cette nouvelle modification du plan italien pour voir dans quelle mesure nous pourrions en tenir compte. Je pense avoir déjà répondu à M. Sabatini sur les deux points essentiels de son intervention, c'est-à-dire la participation des partenaires sociaux à la programmation et l'épargne ouvrière.

Nous prenons note, Monsieur De Clercq, de vos remarques en ce qui concerne l'insuffisance des infrastructures de transport, notamment entre la Belgique et les Pays-Bas mais aussi dans l'ensemble de la Communauté.

Je désire une fois encore rappeler, Monsieur le Président, pour que l'Assemblée sache que c'est l'expression d'une opinion sincère, toute la gratitude que nous devons à M^{me} Elsner pour son rapport. Nous nous préoccupons de procéder à une étude extrêmement attentive de ce document et, dans toute la mesure du possible, d'en suivre les indications. Nous sommes aussi reconnaissants à la commission économique et financière pour sa proposition de résolution qui est à la fois, comme je le disais tout à l'heure, critique et constructive.

Je formulerai maintenant quelques remarques de caractère général qui se rapportent à des questions

Marjolin

qui, ou bien n'ont pas été soulevées cet après-midi, ou bien l'ont été sous une autre forme.

Pour moi, ce qui est peut-être l'essentiel de cette première phase de nos travaux qui approche de sa conclusion, c'est l'élimination des oppositions idéologiques qui régnaient encore il y a deux ou trois ans, entre les différents pays. De ce fait, les représentants de ces pays ne pouvaient pas se parler, car ils n'avaient pas de langage commun. Aujourd'hui, le rapprochement est tel qu'on pourrait mettre en présence les représentants du ministère de l'économie de la République fédérale et ceux du commissariat au plan à Paris. Les deux se comprendraient et auraient une large base commune d'accord qui est précisément le rapport du comité de politique économique à moyen terme. Ce document a été accepté par les représentants des six gouvernements. A mon avis, le programme, et c'est là son importance essentielle, est un langage commun dont les gouvernements vont maintenant pouvoir user tout comme la Commission. M. Pedini l'a d'ailleurs très justement souligné.

Un autre point que je veux moi-même mettre en lumière, est la liaison étroite qui existe dans ce projet de programme, entre l'économique et le social. Trop souvent dans nos délibérations, nous avions pris l'habitude d'opposer l'économique et le social. Si le progrès économique conditionne le progrès social, ce dernier est lui-même la condition d'un progrès économique suffisant. C'est ainsi, par exemple, que l'effort pour aboutir à une formation professionnelle beaucoup plus développée est social, puisqu'on améliore de ce fait les conditions d'existence d'un grand nombre de travailleurs qui, jusqu'à présent, ne peuvent pas déployer leurs qualités dans toute la mesure où ils le désireraient ; mais il est également économique, puisqu'on augmente ainsi la productivité moyenne.

Il en est de même de la politique régionale. Le fait d'amener des entreprises dans les régions où existe actuellement une main-d'œuvre inemployée, est un fait de politique sociale. Il s'agit, en effet, d'améliorer le bien-être de la population de ces régions, mais c'est en même temps un fait de politique économique puisqu'on relève ainsi la productivité moyenne de l'économie considérée dans son ensemble.

Je ne veux pas développer davantage cet argument, sinon pour souligner que dans ce projet de premier programme l'économique et le social sont associés, me semble-t-il, d'une façon harmonieuse, sans être mis, comme c'est souvent le cas, en opposition.

Enfin, j'en arriverai à une troisième et dernière observation. Comme M. van Campen l'a dit dans son intervention, la première tâche des pouvoirs publics, gouvernements et autorités communautaires, c'est de pratiquer une bonne politique macro-

économique ou plutôt une bonne politique d'équilibre économique, une politique qui utilise les différents instruments de la politique économique d'une façon équilibrée. Telle est la première tâche, mais il en reste une seconde : donner à l'industrie européenne ses chances maxima dans la lutte pour les marchés, dans la lutte pour l'existence qui caractérisera de plus en plus le monde occidental.

Il y a donc là toute une série d'actions qui doivent être menées avec le concours de la puissance publique, pour qu'elles puissent aboutir aux résultats cherchés.

Il en est ainsi, par exemple, de la recherche scientifique et technique. Point n'est besoin d'insister sur le rôle décisif que le gouvernement des États-Unis joue dans la recherche scientifique et technique en Amérique.

Il en est de même de l'élimination des obstacles qui s'opposent actuellement à la formation d'entreprises de dimension européenne, qu'il s'agisse de la création de sociétés européennes ou de mesures fiscales qui permettront aux entreprises de fusionner sans être pénalisées, en ce qui concerne leurs plus-values d'actif.

C'est encore le cas pour le marché européen des capitaux dont la création est nécessaire si nous voulons que des entreprises de taille européenne puissent s'approvisionner en moyens financiers d'une façon libre et suffisante.

C'est encore le cas pour la formation professionnelle, qui est inconcevable sans une intervention active de la puissance publique.

C'est enfin le cas pour un certain nombre au moins de politiques sectorielles, lorsqu'il s'agit d'industries dont les difficultés sont telles qu'elles requièrent l'intervention de gouvernements. L'expérience de nos amis de la Haute Autorité dans le domaine du charbon et de l'acier montre bien qu'à partir d'un certain degré de difficultés l'affaire devient nécessairement une affaire des pouvoirs publics.

Il faut, et c'est ce que nos amis de la Haute Autorité font avec tout notre appui, que ces politiques sectorielles soient, dans toute la mesure du possible, des politiques communautaires car, si elles ne le sont pas, nous assisteront, malgré la disparition des droits de douane et malgré l'élimination d'autres obstacles, à une fragmentation du Marché commun en un certain nombre de marchés isolés, ce qui sera la fin de la grande entreprise à laquelle nous sommes tous attachés.

Pour terminer, je voudrais indiquer que ce débat m'a profondément encouragé. En effet, j'ai été frappé par le fait qu'il existait dans cette Assemblée, un accord quasi total avec la Commission. Il y a encore peut-être certains points mineurs de divergences ; il est en effet des problèmes que nous

Marjolin

n'avons pas creusés suffisamment, mais, chaque fois que nous avons examiné un problème, au fond nous sommes arrivés, les uns et les autres, à des conclusions identiques.

C'est pour moi la garantie que la Commission, dans ses efforts pour développer la coordination des politiques économiques, répondra au désir du Parlement.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur Marjolin.

La parole est à M. Levi Sandri.

M. Levi Sandri, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (I) Monsieur le Président, j'avais demandé la parole pour exposer quelques idées sur les aspects sociaux du programme de politique économique à moyen terme. Mais M. Marjolin a déjà fait connaître — tout au moins sur les points essentiels — l'opinion de la Commission de la C.E.E. Vu l'heure tardive et les points qui sont encore à l'ordre du jour, vu aussi que nous devons discuter demain le rapport Müller sur la situation sociale dans la Communauté qui traite des mêmes problèmes, je pourrai à ce moment-là exposer toute ma pensée.

Je renonce donc à la parole, non sans remercier cependant M^{me} Elsnér d'avoir mis en évidence, dans son rapport, les aspects sociaux de la politique économique à moyen terme.

M. le Président. — Je remercie M. Levi Sandri.

La parole est à M. Margulies.

M. Margulies, membre de la Commission de l'Euratom. — (A) Monsieur le Président, je n'aurais pas demandé d'intervenir dans ce débat, si M. Oele n'avait pas parlé de la gravité de la situation de la Communauté européenne de l'énergie atomique. M. Oele a déjà témoigné à plusieurs reprises de son intérêt pour l'Euratom, et la Communauté de l'énergie atomique lui en sait gré. Je ne songe nullement pour ma part à mettre en doute que la situation de l'Euratom ne puisse donner lieu à certaines réflexions. Mais je tiens à opposer aux conclusions que M. Oele a tirées de cette situation le point de vue de la Commission.

Certes, la situation est grave lorsqu'on met en doute dans certains États membres que l'Euratom existera encore dans l'avenir. Mais l'existence d'opinions diverses est le propre de la démocratie. Cela ne nous émeut pas de prime abord. Mais ce qui nous paraît critiquable — je me suis déjà permis hier, d'en toucher un mot — c'est lorsqu'on transporte les controverses des hommes de sciences sur le plan politique. Dans le domaine scientifique, il

faut que les esprits s'affrontent, même si la controverse prend une tournure acerbe, elle est légitime et nécessaire. Mais je me demande comment on peut en arriver à ce que le projet d'une installation expérimentale par exemple — il est vrai qu'elle coûterait dans les conditions actuelles quelques millions d'unités de compte — devienne en quelque sorte une philosophie d'État, que certains ministres et même un gouvernement tout entier s'emploient avec tous les moyens de pression politique en faveur de ce projet, sans que l'on puisse juger, aujourd'hui, si, une fois appliqué, il répondra effectivement à l'attente des chercheurs.

Lorsque la question de savoir, nous l'avons vécue, si les réacteurs doivent être refroidis au gaz ou à l'eau bouleverse les fondements de la Communauté européenne de l'énergie atomique, ou lorsqu'un type de réacteur qui semblait acceptable à l'origine, et qui l'est toujours à mon avis, devient subitement la cible de la critique de ceux qui ont participé à l'époque à la décision de construire une installation expérimentale, et lorsqu'une controverse politique éclate subitement avant même que l'on n'ait la moindre preuve pour affirmer qu'elle est bonne ou mauvaise, je trouve que cela est grave, Monsieur Oele. A mon avis, il ne faut pas faire sortir les controverses scientifiques du domaine auquel elles appartiennent, celui des hommes de sciences, et enfin on devrait s'en remettre à la Commission européenne de l'énergie atomique et à son rôle ordonnateur pour que le progrès ne s'enlise pas dans la controverse.

Nous disposons d'ailleurs d'un moyen très sûr pour ramener la discussion sur le terrain des réalités. Il nous suffit de rappeler que ces esprits belliqueux seraient bientôt privés de l'objet de leur querelle si nous veillions à ce qu'ils puissent disposer de matériel fissile que seul l'Euratom peut leur procurer.

Il ne faut pas oublier non plus que l'Euratom a encore bien d'autres tâches à remplir. Actuellement une évolution politique est en cours qui provoquera peut-être déjà dans les prochains jours ou les prochaines semaines, une attitude entièrement nouvelle de la part des États membres à l'égard de la Communauté européenne de l'énergie atomique. Peut-être les États européens qui se sont groupés au sein de cette Communauté devraient-ils reprendre conscience des liens qui les unissent, face à certaines tendances politiques dans le monde, et placer au premier plan l'idée de leur communauté. Pour ma part, j'espère du moins qu'il en sera ainsi, et c'est en ce sens seulement que je suis prêt à accepter que l'on dise que la situation est effectivement grave. Les membres de la Commission tout au moins espèrent que nous surmonterons ce malaise.

Il ne sert à rien non plus, excusez-moi si je m'exprime aussi brutalement — qu'on nous abreuve de belles promesses en attendant la fusion des exécu-

Margulies

tifs. Cette rengaine, nous l'entendons déjà depuis plusieurs années sans que personne ne puisse nous dire à quel moment se fera cette fusion. Je ne puis obtenir de mes fonctionnaires qu'ils travaillent avec dynamisme si je dois leur dire que la fusion aura lieu peut-être déjà la semaine prochaine. Je crois qu'il conviendrait de peser les choses. A notre avis, il faut que nous tenions compte des nécessités devant lesquelles nous sommes placés, que la fusion des Communautés se fasse ou non.

Je voudrais en cet endroit adresser une demande au rapporteur au sujet du paragraphe 14 de la proposition de résolution où il est dit :

« ... souhaite que des propositions pour une politique commune de la science et de la recherche soient incluses dès que possible dans le programme ».

Je tiens à rappeler que, le lundi de cette semaine, le professeur Carelli, membre de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique, en sa qualité de président du groupe de travail interexécutif science et technique, a fait précisément ce que vous demandez au paragraphe 14. Après une préparation minutieuse, il a en effet présenté ses idées à cette Assemblée et a attendu avec beaucoup d'intérêt une réaction du président en exercice du Conseil de ministres ou d'un membre du Parlement mais a dû se contenter de voir ses déclarations reproduites dans la presse, cela sous un jour fort réjouissant, il est vrai. Nous attendons avec impatience que cette Assemblée nous dise lequel des projets et de quelle manière l'un ou l'autre d'entre eux doit être mis en chantier.

Je vous prie surtout de ne pas croire qu'il y a un quelconque conflit de compétence entre les Communautés. Si M. Marjolin et M. De Groote ont formulé chacun de son point de vue la même demande devant l'Assemblée, il n'y a pas plus de différence que si l'on dit : la bouteille est à moitié pleine ou la bouteille est à moitié vide. En fin de compte cela revient au même. Et nous ne perdrons pas un instant à nous demander qui de nous doit faire telle ou telle chose. Si vous nous dites ce qu'il faut faire, celui dont le domaine se rattache le plus directement à cette question en entreprendra l'exécution sans que l'un doive accaparer quelque chose qui revient à l'autre.

Pour ce qui est de la date à laquelle nous devons mettre en route notre politique économique commune, je dirais que cela devait se faire hier de préférence. Si nous attendons quelques délais indéterminés, le retard sera de plus en plus grand. Je crois que le débat public a fait apparaître qu'il faut s'attaquer à cette question sans délai, que nous devons nous attaquer à ce problème au groupe de travail interexécutif science et technique et entreprendre quelque chose.

Mais, je l'ai déjà dit, nous attendons que cette assemblée ou le Conseil de ministres nous dise comment nous devons nous y prendre, ce que nous devons faire. Nous avons, me semble-t-il, formulé des propositions en nombre suffisant à ce sujet.

Je me permettrai de suggérer de remplacer le paragraphe 14 par le renvoi aux déclarations que M. Carelli a faites lundi, ici même, à la commission compétente pour examen et avis. Cela nous avancerait d'un grand pas et nous pourrions commencer de travailler.

M. le Président. — Je remercie M. Margulies. La parole est à M^{me} Elsner.

M^{me} Elsner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, on dit que les femmes aiment avoir le dernier mot, mais dans le cas présent je suis un peu embarrassée car l'orateur éminemment compétent qu'est M. Marjolin, a répondu à toutes les questions qui ont été posées. Je choisirai donc la méthode la plus simple et répondrai d'abord au dernier orateur.

Monsieur Margulies, je crois que vous avez mal interprété notre pensée ; car notre proposition de résolution s'adresse naturellement aux auteurs du programme auxquels il appartient précisément de coordonner les divers domaines et qui doivent inscrire dans ce programme — vous l'avez dit avec raison — ce qui existe déjà et qui doit être mis en œuvre.

Le mandat dont vous aimeriez voir que nous l'accomplissions est déjà rempli du fait que nous invitons la Commission et le comité de politique économique à moyen terme à reprendre ce point à leur compte et à l'insérer.

Pour le reste, je n'ai plus que quelques remarques à faire. Je trouverais regrettable si l'impression avait pu naître que nous sommes opposés à toute politique des revenus. Je crois que M. Marjolin n'a pas l'impression que mes connaissances de sciences économiques sont si faibles que je ne sache pas qu'un marché où règne le plein-emploi ne saurait se passer d'une politique des revenus. Cela est tout à fait clair pour moi aussi bien que pour lui-même.

Mais le remède proposé par le programme me semblait un peu trop simple et c'est contre cela que nous nous sommes élevés ; sans doute a-t-il été inscrit à titre d'essai et ne faut-il pas l'entendre aussi sérieusement. En effet, les auteurs du programme ont dit eux-mêmes que les fondements de la politique des revenus devaient encore faire l'objet d'un examen approfondi de sorte que nous ne pouvons pas accepter, ou tout au moins ne pouvons-nous pas l'accepter sans critique, cette recette si simple.

Permettez-moi de dire encore un mot à ce sujet ! J'ai étudié très attentivement ces derniers jours les

Elsner

évaluations relatives aux recettes fiscales de la République fédérale pour les années à venir. Il est très intéressant de noter que l'on se fonde là aussi sur l'accroissement nominal du produit social brut pour calculer à partir de là l'accroissement nominal des revenus. De cette façon on obtient évidemment des recettes fiscales légèrement plus élevées que si l'on fonde les calculs sur l'accroissement réel du revenu national. Je ne trouve pas que cela soit correct.

Pour ce genre de choses, il ne suffit pas de frapper à une seule porte. C'est cela que nous voulions dire. Si nous nous décidons à prendre de telles mesures, il faut que tous en soient également touchés et il faut encore considérer un grand nombre de choses.

M. Coppé a dit que la Communauté européenne du charbon et de l'acier n'avait pas l'impression jusqu'ici d'avoir été appelée à coopérer. Il doute, a-t-il dit, qu'il suffise de se borner au charbon et à l'acier et estime qu'il faut aussi englober les industries apparentées et les industries de remplacement. Cela est tout à fait exact, et je crois que la plupart des membres de notre commission sont d'accord sur ce point. Et si nous avons traité cette question avec une certaine retenue dans le rapport, nous avons fait preuve d'autant de tact que la Commission européenne elle-même, parce que la situation d'un de nos pays nous est connue, et nous ne voulions pas faire des dégâts dès l'abord. Nous pensions, et M. Marjolin partage certainement cette manière de voir, qu'il faut aborder ce cas avec beaucoup de précaution pour ne pas susciter de la résistance et fournir à ses adversaires un prétexte pour compromettre toute la programmation.

M. Armengaud a dit que nous aurions dû étoffer davantage notre résolution. Je dois dire qu'une motion correspondante en commission aurait certainement abouti à ce résultat. La motion n'a pas été déposée et pour le moment notre propre imagination s'est épuisée au texte que nous proposons.

M. Marjolin a regretté, du moins à ce que j'ai compris, que je n'ai pas parlé une nouvelle fois de la politique régionale. Je pensais qu'en juin nous en avions suffisamment parlé ; nous étions d'accord pour dire que la coordination est indispensable et qu'il n'est pas possible d'opérer avec la formule échappatoire du programme. Je dois rappeler que cette idée se trouve dans la proposition de résolution de sorte qu'il ne devrait pas y avoir de doute à ce sujet.

Je ne voudrais pas répéter ce qui a déjà été dit. Je voudrais bien au contraire remercier tous ceux qui ont manifesté leur vif intérêt pour la programmation et ont contribué au débat et je souhaite que ce sujet rencontre aussi à l'avenir le même appui et suscite le même enthousiasme.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 7 je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Le préambule et les paragraphes 1 à 7 sont adoptés.

Sur le paragraphe 8, je suis saisi d'un amendement n° 1 de M. Armengaud et dont voici le texte :

Rédiger comme suit le paragraphe 8 de la proposition de résolution :

« 8. Estime qu'il est nécessaire de mettre en même temps sur pied une politique qui, *d'une part*, renforce le marché des capitaux et augmente la propension à épargner, *d'autre part*, fasse participer davantage les travailleurs aux fruits du développement des entreprises. »

La parole est à M. Armengaud pour défendre son amendement.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, cet amendement est essentiellement rédactionnel. Il est né d'une initiative prise ce matin avec certains de mes collègues. Il tend plus particulièrement à mieux faire ressortir au paragraphe 8 de la proposition de résolution l'intérêt qui s'attache d'une part, à renforcer le marché des capitaux et à augmenter la propension ou l'incitation à l'épargne — ce qui est un peu différent du texte de la proposition de la Commission — d'autre part, à faire participer davantage les travailleurs aux fruits du développement des entreprises. Cet amendement fait ressortir la différence qu'il peut y avoir entre deux vœux différents, l'un tendant à favoriser l'épargne d'investissement, l'autre tendant à favoriser la répartition aux travailleurs des fruits des produits des entreprises en fonction de l'augmentation de la production et de la productivité de celles-ci.

La rédaction de mon amendement est plus générale que celle de la proposition de résolution, laquelle demande simplement que les travailleurs participent davantage à la formation du patrimoine.

Il faut que le personnel puisse bénéficier d'une augmentation de rémunération à la fois du fait de l'accroissement de la production et de la productivité des entreprises.

La question de la participation à la formation du patrimoine est, à mon avis, secondaire par rap-

Armengaud

port à celle, plus générale, de l'augmentation du profit réservé aux travailleurs.

C'est dans cet esprit, Monsieur le Président, que j'ai déposé mon amendement à la dernière minute. Je m'en excuse auprès de la commission à laquelle je n'ai pas l'honneur d'appartenir et je demande à M^{me} le rapporteur qui d'ailleurs connaissait mes préoccupations de bien vouloir accepter mon amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Dichgans.

M. Dichgans. — (A) Monsieur le Président, Monsieur Armengaud, je suis d'avis qu'il faudrait se demander encore une fois si cet amendement doit effectivement être déposé. Tel qu'il figure actuellement dans la proposition de résolution, le paragraphe 8 est le résultat d'une longue délibération au sein de la commission. Nous nous sommes demandés en commission, s'il était utile de demander que le travailleur participe au développement économique de l'entreprise, ce que l'on pourrait interpréter en disant que le salaire du travailleur doit dépendre du profit que l'on obtient spécialement dans l'entreprise ou dans la branche économique en cause. Il en résulterait que les mineurs en Allemagne gagneraient très peu actuellement, les travailleurs de l'industrie chimique par contre toucheraient un salaire très élevé. Je ne crois pas que cela irait dans le sens d'un développement économique raisonnable. Car le travail doit être rémunéré selon sa valeur objective et non pas selon les contingences auxquelles est soumise l'entreprise qui occupe le travailleur. Pour cette raison, je préférerais que nous nous en tenions à la version que la commission parlementaire a adoptée après une longue discussion.

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — J'avoue ne pas avoir été convaincu par l'argumentation qui vient d'être soutenue. Je comprends très bien les raisons psychologiques qui ont conduit notre collègue à penser qu'il vaut mieux ne pas modifier une résolution rédigée finalement après beaucoup de difficultés et de nombreux compromis.

Mais j'ai le défaut, en ma qualité de Français, d'examiner un texte à la loupe, afin d'en tirer des conclusions éventuelles. La proposition de résolution précise qu'il faut « faire participer davantage les travailleurs à la formation du patrimoine ». De quel patrimoine s'agit-il ? S'agit-il du patrimoine collectif de la nation ? Alors, ce serait clair. S'il s'agit du patrimoine de l'entreprise elle-même, un débat pourrait être engagé sur l'opportunité ou la non-opportunité de prévoir la participation du personnel à la propriété d'une partie du capital de l'entreprise.

Par conséquent, la rédaction que vous avez envisagée présente, pour moi, Français, l'inconvénient d'être ambiguë. C'est pour lever cette ambiguïté que je vous ai proposé une rédaction plus générale ne présentant pas l'inconvénient prévu, puisque je maintiens les mots :

« fasse participer davantage les travailleurs aux fruits du développement des entreprises »

ce qui ne porte aucun jugement de valeur sur les relations salariales ou les proportions de salaires qui peuvent exister entre l'industrie en expansion et l'industrie en récession.

C'est la raison pour laquelle, Monsieur le Président, sans vouloir engager une querelle avec la commission ou avec son rapporteur, j'essaie d'expliquer pourquoi ma proposition rédactionnelle me paraît aller davantage dans les vues exprimées par l'ensemble du rapport de M^{me} Elsner que la rédaction prévue par la commission.

Je m'excuse encore une fois d'avoir déposé cet amendement en dernière minute, sans avoir eu l'honneur de participer aux travaux de votre commission.

M. le Président. — La parole est à M. De Winter.

M. De Winter. — Je voudrais faire une proposition transactionnelle en demandant à M. Armengaud de remplacer les mots « développement des entreprises » par les mots « développement économique ». Cette rédaction plus générale serait compréhensible pour tout le monde.

M. Armengaud. — Je suis tout à fait d'accord.

M. le Président. — La parole est à M^{me} Elsner.

M^{me} Elsner, rapporteur. — (A) Je dois m'y opposer, car ce n'est plus la même chose. Cela ne répond plus à l'intention initiale. On peut très bien bénéficier des fruits du développement économique uniquement du fait de l'accroissement des revenus ou du salaire. Or, nous voudrions aussi inciter à la formation de patrimoine chez les travailleurs ; il est vrai que la formule que nous avons mise au point est très générale, et nous l'avons conçue dans un sens très général parce qu'on s'est engagé dans des voies fort divergentes dans les divers États membres. Nous avons dû essayer de trouver un dénominateur commun.

Je crois qu'il faut faire une distinction très nette entre développement des revenus et développement du patrimoine et pour cette raison il ne faudrait pas écarter entièrement cette différenciation de notre proposition de résolution.

Elsner

M. van Campen propose à l'instant de modifier cette phrase comme suit : « participer davantage à la formation générale du patrimoine ». Je n'ai pas d'objection contre cette modification. Ce qui m'importe, c'est que l'on distingue d'une part le développement des revenus et d'autre part la politique des patrimoines. Les modalités ne peuvent pas être fixées pour le moment, me semble-t-il.

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, j'accepte la rédaction que M. van Campen a suggérée à M^{me} Elsner puisqu'il s'agit de la formation générale du patrimoine.

Je retire donc mon amendement.

M. le Président. — La parole est à M^{me} Elsner.

M^{me} Elsner, rapporteur. — (A) Pour qu'il n'y ait pas de malentendu, je m'expliquerai une nouvelle fois. M. van Campen a proposé de maintenir le texte actuel du paragraphe 8 mais d'insérer le mot « générale » après le mot « formation ». C'est ainsi que j'ai compris et je pense aussi que cela est juste. Il ne s'agit donc pas de modifier le texte proposé par M. Armengaud mais d'amender le texte initial.

M. le Président. — Si j'ai bien compris, M. van Campen vient de suggérer une modification au texte original du paragraphe 8 tendant à rédiger comme suit la fin de ce paragraphe :

« ... fasse participer davantage les travailleurs à la formation générale du patrimoine. »

Il semble que cette modification réponde aux préoccupations de MM. Armengaud et De Winter.

Je mets aux voix cette proposition de modification.

La proposition de modification est adoptée.

Je mets aux voix le paragraphe 8 ainsi modifié.

Le paragraphe 8 ainsi modifié est adopté.

Sur les paragraphes 9 à 18, je n'ai ni amendements, ni orateur inscrit.

Je mets ces paragraphes aux voix.

Les paragraphes 9 à 18 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution avec la modification adoptée.

La proposition de résolution est adoptée.

Nos félicitations à M^{me} Elsner.

(Applaudissements)

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative au projet de programme de politique économique à moyen terme (1966-1970)

Le Parlement européen,

— consulté par le Conseil de la C.E.E. sur la proposition de la Commission (doc. 68),

— vu le rapport de sa commission économique et financière (doc. 129),

A — Sur la présentation du programme

1. Est convaincu que l'ouverture des marchés, déjà très avancée et proche de la réalisation, rend indispensable une orientation communautaire de la politique économique ;

2. Exprime donc sa satisfaction de la présentation du programme de politique économique à moyen terme qui ouvre une nouvelle phase dans la coopération en matière de politique économique entre les six États membres ;

3. Félicite la Commission de la C.E.E., le comité de politique économique à moyen terme et les experts pour le travail accompli, auquel il convient d'accorder une importance fondamentale ;

B — Sur les orientations générales

4. Estime que des investissements publics accrus et des investissements directement productifs, maintenus à un niveau élevé, sont indispensables au cours des

Président

prochaines années pour assurer la croissance économique tout en sauvegardant l'équilibre intérieur et extérieur ;

5. Se rallie donc à l'objectif défini dans le programme selon lequel les dépenses de consommation doivent être maintenues à un niveau approprié au profit des investissements ;

6. Insiste pour que soient établis des programmes d'investissements pluriannuels des pouvoirs publics et des états prévisionnels pluriannuels dont résultent les intentions des gouvernements en matière de politique économique, afin que le reste de l'économie puisse y trouver des orientations ;

7. Recommande, en considération d'une expansion inéluctable et rapide des investissements publics, une gestion budgétaire des plus économe, une révision des subventions et une politique fiscale permettant de couvrir les dépenses, sans pour autant déclencher des impulsions inflationnistes pour l'ensemble de l'économie ;

8. Estime qu'il est nécessaire de mettre en même temps sur pied une politique des patrimoines qui renforce les marchés des capitaux, augmente la propension à épargner et fasse participer davantage les travailleurs à la formation générale du patrimoine ;

9. Approuve les propositions en matière de politique régionale, mais sous réserve que les différents programmes régionaux soient coordonnés le plus étroitement possible au niveau communautaire, afin de rapprocher, avec le moins de heurts possibles, l'état de développement des régions défavorisées de celui des régions développées ;

10. Appuie d'autant plus la politique de l'emploi préconisé en ce qui concerne la formation professionnelle, le perfectionnement et la mobilité de la main-d'œuvre que, par une action plus poussée en matière de réadaptation et de rééducation professionnelles, la transformation nécessaire des structures dans la Communauté pourrait être accélérée, tant en vue de la production que de la science et de la recherche ;

11. Rappelle une fois de plus à cet égard le règlement modifié du Fonds social européen et exhorte le Conseil à l'adopter sans retard ;

C — Sur la poursuite des travaux

12. Invite les gouvernements des États membres à donner priorité à l'élargissement nécessaire des statistiques et à l'adaptation des méthodes de prévisions ;

13. Estime indispensable qu'un programme de politique économique à moyen terme de la Communauté traite des problèmes d'ordre structurel et, le cas échéant, indique les mesures de politique économique et sociale à prendre en faveur des industries en difficulté ;

14. Souhaite que des propositions pour une politique commune de la science et de la recherche soient incluses dès que possible dans le programme ;

15. Souligne l'intérêt qu'il y a à poursuivre l'étude des possibilités et des modalités d'une politique d'ensemble des revenus ;

16. Espère qu'un programme d'action portant sur les décisions concrètes de politique économique et sociale à prendre au niveau communautaire sera présenté pour la dernière étape de la période de transition ;

17. Apprécierait que soit donnée à la présentation du programme, qui devrait si possible se poursuivre d'année en année, une forme qui lui assure la publicité nécessaire ;

18. En appelle de manière pressante au Conseil et aux États membres pour qu'ils suivent les orientations générales définies dans le programme, en coopération étroite avec tous les milieux intéressés et, en particulier, avec les partenaires sociaux, et invite la Commission à lui faire à intervalles réguliers rapport sur l'exécution du programme.

3. *Ordre des travaux*

M. le Président. — Mes chers collègues, nous devons fixer maintenant la suite de l'ordre de nos travaux.

J'ai été saisi de la proposition suivante : examen des deux points à l'ordre du jour, à savoir la question orale n° 5 sans débat de M. Dehousse et la suite de la discussion du rapport de M. Moro ; puis, suspension de séance pour une heure et enfin discussion du rapport de M. Dichgans.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Par ailleurs, la commission des transports a demandé de renvoyer à une session ultérieure la discussion du rapport de M. Drouot l'Hermine, primitivement prévue comme dernier point de l'ordre du jour.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Je dois vous avertir également que MM. Müller et Lückner ont demandé d'intervertir l'ordre de discussion de leurs rapports inscrits à l'ordre du jour de la séance de demain jeudi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

4. *Question orale n° 5 sans débat de M. Dehousse Association C.E.E.-Tunisie*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la question orale n° 5 sans débat de M. Dehousse relative aux négociations préalables à l'établissement d'un régime d'association économique avec la Tunisie.

Je rappelle que conformément à l'article 45 du règlement, l'auteur de la question peut parler sur le sujet dix minutes au maximum, et qu'après la réponse de l'institution intéressée l'auteur de la question peut poser une ou deux questions complémentaires.

La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, mes chers collègues, conformément à l'article 45 du règlement, je dois d'abord donner lecture de la question que j'ai posée à la Commission de la Communauté économique européenne. En voici le texte :

« Le 8 octobre 1963, la Tunisie faisait parvenir à la Communauté une demande en vue d'entamer des conversations exploratoires préalables à l'éta-

blissement d'un régime d'association économique. Cette éventualité avait été prévue par les six gouvernements qui, dans une déclaration annexée au traité de Rome, s'y étaient proclamés favorables. Le 15 juin 1965, le Conseil a arrêté un mandat permettant à la Commission d'engager ces négociations. Toutefois, il allait suffire de trois jours de conversations avec une délégation tunisienne, du 6 au 8 juillet suivant, pour souligner que ce mandat n'était pas assez large pour ouvrir la voie à des négociations efficaces. Un mandat complémentaire, couvrant certains secteurs importants pour le partenaire tunisien, est donc indispensable. »

Voici ma question proprement dite :

« La Commission peut-elle m'indiquer où en est la préparation de ce mandat nouveau, sur quels domaines il est envisagé de le faire porter et pour quelle époque son adoption par le Conseil peut être escomptée ? »

Je voudrais faire tout d'abord un rapide historique.

Les pourparlers entre la Tunisie et la Communauté économique européenne remontent en réalité à 1959. Ils se sont engagés sur la base de la déclaration d'intention annexée au traité de Rome en vue de l'association à la Communauté économique européenne de la Tunisie, pays indépendant appartenant à la zone franc.

Voici comment les six gouvernements s'exprimaient dans cette déclaration :

« ... soucieux de maintenir et d'intensifier les courants traditionnels d'échanges entre les États membres de la Communauté économique européenne et ces pays indépendants et de contribuer au développement économique et social de ces derniers, se déclarent prêts, dès l'entrée en vigueur du traité, à proposer à ces pays des négociations en vue de la conclusion de conventions d'association économique à la Communauté. »

Sur cette base, des conversations ont donc commencé à la fin de 1959, mais elles ont été rapidement interrompues et elles n'ont repris que quatre années plus tard, à la suite de l'introduction par la Tunisie d'une demande formelle à la Communauté en date du 8 octobre 1963. Des contacts ont été pris en 1963 et 1964, mais ce n'est en réalité que le 15 juin 1965 que le Conseil de ministres de la C.E.E. a donné à la Commission le mandat auquel j'ai fait allusion.

Ce mandat était très limitatif. Il laissait complètement en dehors de son champ d'application certains produits essentiels pour le partenaire tunisien. Aussi n'est-il pas surprenant qu'après trois jours à peine

Dehousse

de conversations les pourparlers de Bruxelles aient été encore une fois interrompus et, cette fois-ci, pour assez longtemps encore puisqu'un an et demi s'est écoulé depuis lors et que la situation est toujours la même qu'en 1965.

La Tunisie insiste par ce qu'elle ne veut pas attendre indéfiniment, et je dois dire que, dans la modeste mesure de mes moyens, je fais entièrement mien son point de vue.

La Tunisie a établi un plan de développement économique qui est inscrit dans des perspectives décennales. Elle a évidemment retenu dans ce plan la part afférente à son commerce avec les six pays de la Communauté, et il me faut attirer l'attention sur le fait que, faute d'un accord d'association avec la Communauté, la Tunisie subit depuis plusieurs années un préjudice réel.

J'ai sous les yeux des chiffres qui indiquent l'augmentation de ses importations en provenance des six pays du Marché commun et, en sens inverse, la diminution de ses exportations. En fin de compte, tout cela engendre un déficit de plus en plus considérable de la balance commerciale de la Tunisie avec les pays de la Communauté.

Voici quelques chiffres exprimés en dinars. Je rappelle que le dinar est approximativement égal à 100 francs belges : en 1962, le déficit était de 24 029 000 dinars, en 1963 de 24 100 000, en 1964 de 27 446 000 et en 1965 de 40 148 000 ; l'on estime qu'en 1966, le résultat sera plus dramatique encore.

Comme vous le voyez, il y a donc véritablement urgence pour une action de la Communauté en faveur de ce pays vis-à-vis duquel des engagements formels ont été annoncés dans une déclaration qui, je le rappelle, remonte à l'origine même du traité de Rome.

Me permettez-vous d'ajouter, Monsieur le Président, qu'à toutes ces raisons vient encore s'adjoindre un motif politique ? Il n'y a aucune honte à en convenir. Qui peut prétendre qu'on sépare une négociation économique ou commerciale d'objectifs politiques ?

La Tunisie est un des pays du tiers monde qui a le plus courageusement fait son choix en faveur de l'Occident. Le président Bourguiba a pris énergiquement et formellement position en faveur de la coopération avec le système occidental de relations internationales. Sans vouloir assimiler la Communauté à un organisme de distribution de prix, et en particulier de prix de vertu, il y a tout de même, dans l'attitude de la Tunisie à notre égard, un élément qui mérite considération.

Aussi, suis-je persuadé, Monsieur le Président, que, joint à tous les autres, il emportera la conviction de la Commission, puis du Conseil de ministres.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Rey.

M. Rey, membre de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le souci du Parlement en général et de notre collègue, M. Fernand Dehousse, en particulier, concernant le retard apporté à la conclusion favorable des négociations entre la Tunisie et la Communauté, est parfaitement légitime.

A la vérité, ces négociations ont pâti d'un certain nombre de circonstances, et sans vouloir développer à nouveau l'historique de la question, je voudrais tout de même souligner que nos rapports avec la Tunisie ont été marqués par deux malheurs successifs.

Le premier fut la guerre d'Algérie car, aussi longtemps que cette guerre a duré, le gouvernement de Tunis, comme le gouvernement de Rabat, a considéré que les circonstances politiques rendaient impossible toute négociation, et ce n'est qu'après les accords d'Evian que des conversations véritables ont pu s'instaurer. Le second malheur a été la crise de la Communauté. C'est en effet à la veille de cette crise que nous avons entamé nos négociations avec le gouvernement tunisien. La crise a éclaté au mois de juin 1965 ; et, quand nous avons voulu interroger les États membres sur les problèmes posés par l'exécution du mandat — du reste très restreint — qui nous avait été donné, nous avons eu le regret de constater que les États membres n'étaient pas en mesure de répondre, aussi longtemps que le Conseil n'était pas de nouveau capable de délibérer normalement.

Ce n'est donc qu'après la fin de la crise qu'il a été possible de faire vraiment un travail constructif ; et, à ce moment-là, la Commission, faisant le tour du problème, a estimé qu'on perdrait son temps si l'on voulait continuer à négocier sur la base du mandat très étroit qui nous avait été donné et qu'il valait mieux approcher le problème sur un plus large front, c'est-à-dire traiter l'ensemble des questions que cette négociation posait aux trois pays.

Les six États membres ont partagé notre sentiment, au printemps de l'année 1966. Nous nous sommes en conséquence attelés à la tâche consistant non seulement à faire rapport sur les négociations poursuivies avec Tunis et Rabat et les conversations exploratoires seulement poursuivies avec Alger, mais à faire en même temps un ensemble de propositions sur tous les problèmes économiques actuellement posés.

Monsieur le Président, il n'y a aucun mystère et aucune honte à déclarer que ce travail a été plus difficile, plus ardu, et plus long que nous ne l'avions pensé. Notamment au sein de notre Commission et de nos administrations des discussions — amicales, faut-il le dire, mais très vives — se sont déroulées

Rey

pendant des mois pour tâcher d'aboutir à une vue commune des problèmes.

Ils sont en effet très compliqués. Il ne faut pas perdre de vue que nous nous trouvons en présence de deux pays, la Tunisie et le Maroc, qui jouissent sur le territoire français d'avantages économiques qui sont confirmés par le traité de Rome lui-même dans le protocole n° 4. D'autre part, ils sont bénéficiaires d'une déclaration d'intention en vertu de laquelle on doit s'associer avec eux, et d'une façon plus extensive, en vue d'améliorer leur situation économique et non pas simplement la maintenir telle qu'elle est.

Enfin, l'Algérie elle-même jouit d'un statut imprécis, non prévu par le traité. Elle fut territoire de la Communauté pendant sept ans ; après quoi, elle a cessé de l'être sans qu'on puisse la traiter comme un pays tiers ; et l'on vit dans un régime *de facto* dans lequel les différents États membres appliquent à l'Algérie des règles différentes.

Il fallait en conséquence essayer de rapprocher les points de vue sur ces problèmes. Ce fut d'autant plus compliqué que parmi ces problèmes, certains concernaient l'agriculture méditerranéenne qui intéressent au premier chef d'autres pays, notamment l'Espagne et Israël.

Enfin chacun sait que la concurrence économique agricole des pays méditerranéens pèse d'une façon particulière sur l'économie d'un des États membres et que c'est un problème qui complique plutôt qu'il ne facilite l'élaboration de solutions d'ensemble.

Monsieur le Président, la date à laquelle la Commission a fini par se mettre unanimement d'accord sur tous les problèmes dont elle doit parler avec le Conseil de ministres, cette date c'est celle d'aujourd'hui. Ce matin, à Strasbourg, dans la séance de la Commission que nous avons tenue avant la séance publique, nous avons tranché le dernier problème encore en suspens et une décision unanime est intervenue. Il en résulte que, dans quelques jours, le Conseil de ministres sera saisi de ce volumineux rapport. Dès cet instant, il sera en mesure, j'imagine, à son tour, d'empoigner le document et d'élaborer la décision que nous attendons pour reprendre nos négociations.

M. Dehousse s'inquiète de la date à laquelle l'adoption par le Conseil peut être escomptée. Il comprendra que je réponde avec prudence : il me semble qu'il sera impossible au Conseil de s'occuper activement de cette question en décembre, tellement le calendrier de ce mois est chargé par la préparation des négociations du *Kennedy round*. Par contre, janvier sera certainement, dans ce domaine, un mois de travail intensif, et si le Conseil veut bien ne pas trop se diviser sur les solutions que la Commission unanime lui propose, nous pourrions espérer une décision fin janvier. Honnêtement, il est

plus sage et plus prudent d'espérer l'avoir à la fin février. Nous pourrions à ce moment-là, reprendre l'ensemble de la négociation.

Lorsque M. Dehousse demande sur quel domaine il est envisagé de faire porter le mandat, je lui réponds : sur tous les domaines, industriel, agricole, sur l'ensemble de la négociation.

Voilà, Monsieur le Président, les perspectives.

Je voudrais en terminant ajouter qu'il n'est pas étonnant — je trouve cela à la fois fondé et légitime — que, des trois pays avec lesquels nous sommes actuellement en négociations dans le bassin méditerranéen, ce soit la Tunisie qui insiste le plus pour obtenir une solution rapide. Elle ne dispose pas des avantages de l'Algérie qui, territoire communautaire, jouit en ce moment d'une situation manifestement privilégiée. Elle ne dispose plus des avantages qu'elle possédait sur le territoire français, que le Maroc a conservés et qui lui donnent, en conséquence, un délai évident. Les problèmes marocains, tout en étant urgents, ne présentent pas le même caractère contraignant. Au contraire, la Tunisie a perdu, voici deux ans, tous les avantages économiques dont elle jouissait sur le territoire français. Ils viennent d'être récemment rétablis, mais en partie seulement. Par conséquent, il est très clair que, des trois pays en cause, c'est la Tunisie qui mérite la priorité.

Je voudrais dire à M. Dehousse que ceci n'a jamais été perdu de vue par la Commission. Nous l'avions dit à M. le président Bourguiba, lorsque nous avons eu l'honneur de le recevoir le 14 juillet dernier. Et en regrettant beaucoup tous les délais écoulés, je voudrais assurer le Parlement que la Commission ne négligera aucun effort pour que les négociations concernant le nouveau mandat soient poursuivies avec toute la célérité possible.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Rey.

La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Le règlement me donne le droit de formuler une ou deux remarques complémentaires. Je vais les formuler, mais avec une extrême modération, étant donné l'heure avancée.

Je remercie M. Jean Rey des précisions qu'il a bien voulu donner et aussi des assurances qu'il a bien voulu exprimer à l'intention du Parlement. Je n'aurais pas l'immodestie d'attribuer à ma question l'effet accélérateur dont nous avons aperçu des traces dans l'intervention de M. Rey. Je me contenterai simplement de me réjouir que ce soit précisément ce matin que des dispositions aient été prises pour rendre vie à une affaire qui somnolait depuis longtemps.

Dehousse

Cela dit, M. Jean Rey — et moi qui le connais depuis de longues années, je n'en ai pas été étonné — a plaidé en avocat consommé les circonstances atténuantes. Je les lui accorderai volontiers, Monsieur le Président, mais en faisant remarquer que ce ne sont tout de même que des circonstances atténuantes, car s'il est vrai que la guerre d'Algérie...

M. le Président. — Monsieur Dehousse, le règlement vous permet seulement de poser une ou deux questions complémentaires. Or, pour l'instant, vous faites des commentaires.

M. Dehousse. — Le règlement me donne le droit — consultez-le, je vous prie — de formuler une ou deux observations complémentaires. C'est ce que je suis occupé à faire.

M. le Président. — Je répète que vous ne pouvez pas faire d'observations mais seulement poser des questions.

M. Dehousse. — Je puis vous assurer, Monsieur le Président, que dans les débats auxquels j'ai précédemment assisté, les choses se sont toujours déroulées de la façon dont je les ai décrites.

J'en ai pour deux minutes, et si vous n'aviez pas suscité cet incident de procédure absolument inutile, je me serais déjà rassié.

Voici ce que je pense...

M. le Président. — Monsieur Dehousse, mon interruption n'est pas du tout inutile. Elle vise à faire connaître à l'Assemblée quels sont les droits de chacun dans les cas de questions orales sans débat.

M. Dehousse. — Je répète, Monsieur le Président, que les choses se sont toujours passées de la façon que j'ai décrite.

Les accords d'Evian datent de 1962 ; la demande de la Tunisie de 1963. Il s'est écoulé trois ans depuis lors.

La crise de la Communauté s'est terminée depuis les accords de Luxembourg intervenus au mois de janvier dernier, c'est-à-dire depuis près d'un an. C'est pourquoi j'ai pu parler de circonstances atténuantes...

Je comprends que M. Rey considère que le problème de la Tunisie ne peut être un problème isolé et ne peut être traité indépendamment de l'ensemble des autres. A mes yeux, ce serait cependant un mauvais système que de vouloir mener trop de négociations à la fois et de subordonner celles-ci à trop de problèmes simultanément.

J'en ai terminé, Monsieur le Président.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Rey.

M. Rey, membre de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, je désire seulement relever dans la réponse de M. Dehousse, le mot « somnoler ».

Si M. Dehousse avait assisté aux débats animés qui ont eu lieu dans notre administration de septembre à novembre, à ceux qui se sont déroulés dans mon bureau et en séance de Commission, il ne pourrait pas dire que la Commission a somnolé.

M. Dehousse. — Je retire le mot « somnoler » Monsieur le Président et tout est réglé.

M. le Président. — Je vous remercie Monsieur Rey de ces éclaircissements complémentaires.

5. Association C.E.E. — Nigéria (suite)

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport fait par M. Moro, au nom de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement, sur l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la république du Nigéria, et les documents annexes (doc. 134).

La parole est à M. Edoardo Martino.

M. Edoardo Martino, président de la commission politique. — (1) Monsieur le Président, je ne voudrais pas laisser passer l'occasion qui m'est offerte par ce débat sur l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la république du Nigéria sans répéter une sorte de *ceterum censeo*, sans reprendre un refrain qui, dans la bouche de Caton, et étant donné l'objectif à atteindre, avait un ton franchement hostile alors que dans ma bouche, il ne représente qu'une répétition insistante destinée à attirer l'attention du président du Conseil sur un problème qui attend encore — et depuis longtemps — une solution raisonnable, le problème relatif à la procédure appliquée pour les accords d'association, ou pour le dire plus exactement, le problème relatif à la consultation de notre Parlement avant que les parties contractantes n'approuvent définitivement les accords.

Vous vous souvenez, Monsieur le Président, qu'il nous a fallu attendre trois ans, de 1961 à 1964, avant que le Conseil ne tienne compte de la demande que lui avait adressée cette Assemblée.

Et lorsqu'il sembla donner son consentement, partiellement tout au moins, la procédure de consultation du Parlement fut réduite à un compromis que le président du Conseil alors en exercice, Mon-

Edoardo Martino

sieur Luns, (et le hasard veut qu'il soit aujourd'hui ici dans la même fonction et que je puisse donc m'adresser à une personne connaissant fort bien la question), a défini comme « extrêmement maigre », ce qui ne satisfaisait ni lui-même, ni son gouvernement et encore moins ce Parlement.

Cependant, l'intervention de M. Luns amena le Conseil à reconnaître ce que tous appellent aujourd'hui la « procédure Luns », selon laquelle les commissions parlementaires sont régulièrement informées, durant le cours des négociations, par l'exécutif et, lorsque les traités ont été paraphés mais avant la signature, par le Conseil de ministres. Mais même avec cette nouvelle procédure, le Parlement continue à donner son avis sur la base de textes déjà signés.

La discussion qui s'est instaurée jusqu'ici dans les diverses instances peut être considérée sous un double aspect : un aspect juridico-constitutionnel et un aspect politico-juridique.

Pour ce qui est de l'aspect juridico-constitutionnel, on peut se limiter à une simple considération. La controverse portait sur l'interprétation du mot « conclusion ». L'avis du Conseil a toujours été que l'accord international est réputé conclu au moment du dépôt des instruments de ratification. Or, l'article 238 du traité prévoyant que le Parlement européen doit être consulté avant la conclusion de l'accord, il est parfaitement légitime, selon le Conseil, que cette consultation ait lieu après la signature de l'accord qui ne constitue pas la « conclusion » dont parle le traité.

Notre opinion à ce sujet est que l'échange des instruments de ratification sert à rendre applicable l'accord international et n'a aucune incidence sur la conclusion de celui-ci qui est acquise au moment de la signature. C'est pourquoi nous soutenons que même du point de vue juridique, l'avis du Parlement devrait intervenir avant la signature de l'accord par les représentants des gouvernements intéressés.

La controverse a des aspects plus significatifs du point de vue politico-juridique.

Vous n'ignorez pas, Monsieur le Président, que dans l'ordre constitutionnel du régime démocratique parlementaire, les parlements n'interviennent dans la procédure de conclusion des accords internationaux que lorsque ces accords ont été négociés et conclus par les gouvernements. Les parlements nationaux ont, en effet, le pouvoir, même lorsqu'ils ne l'exercent pas, d'accepter ou de rejeter l'ensemble des accords internationaux, et ils n'interviennent pas au cours des tractations parce qu'il semble opportun d'éviter des débats publics pendant les négociations qui, de par leur nature, sont confidentielles sinon même secrètes. Une intervention du parlement pendant les négociations serait peut-être concevable en régime d'assemblée, régime qui n'a pas été retenu

par l'ordre constitutionnel des six pays de la Communauté.

Toutefois, ce qui se fait sur le plan de l'ordre constitutionnel des six pays de la Communauté ne pourrait être repris sur le plan de l'ordre communautaire qui ne peut encore être considéré comme un ordre constitutionnel, mais plutôt comme un *tertium genus* des régimes de coopération internationale. C'est d'autant plus vrai que le Parlement européen, contrairement aux parlements nationaux, ne dispose d'aucun pouvoir de ratification des accords internationaux conclus par la Communauté. Il ne peut ni approuver ni rejeter l'accord international comme il ne peut d'ailleurs ni approuver ni rejeter les propositions de lois communautaires, le pouvoir de décision appartenant, en définitive, au seul Conseil de ministres.

Il en résulte, pour ce qui est de la procédure de conclusion des accords internationaux, que l'intervention du Parlement européen ne peut se référer aux schémas reconnus du droit constitutionnel appliqués dans la réglementation intérieure des différents États. Aussi semble-t-il évident que l'on ne puisse définir le problème en recourant aux analogies avec les procédures adoptées dans les parlements nationaux et qu'il faille le placer dans le contexte des structures communautaires.

Nul n'ignore que celles-ci prévoient un équilibre entre les pouvoirs des institutions dans les processus de formation de la volonté de la Communauté.

Il ne fait aucun doute que les actes communautaires sont des actes complexes en ce sens que leur formation est l'œuvre de la volonté de plusieurs organes qui sont la Commission exécutive, le Conseil et le Parlement européen. La volonté du Parlement, exprimée par l'avis obligatoire bien que non impératif prévu dans les traités, n'est pas et ne peut pas être considérée du seul point de vue d'un simple acte procédural, d'une inutile formalité. Elle doit contribuer par son essence même à la formation de l'acte définitif. Mais si cette volonté trouve son expression après la signature du traité, signature qui intervient généralement sous forme fort solennelle, elle perd toute utilité, car il est impensable que les gouvernements puissent, après avoir signé et après avoir solennellement célébré cette signature, revenir même très partiellement sur leur décision à la suite de l'avis donné par le Parlement.

Notre Parlement connaît fort bien ses tâches et ses limites, mais c'est justement pour cela qu'il entend apporter au Conseil — et c'est là sa fonction — la contribution de son expérience politique et de son sens démocratique que j'estime précieux. C'est pourquoi, je suis d'avis qu'il faudrait trouver au plus vite, en accord avec le Conseil, des procédures qui permettraient au Parlement d'exprimer un avis réellement utile.

Edoardo Martino

En attendant que ces procédures soient établies, on pourrait tenir compte d'une exigence dictée par le simple bon sens. Toute décision du Conseil en vue d'engager des négociations tendant à la conclusion d'un accord d'association devrait donner lieu immédiatement à une discussion générale dans notre assemblée. Ce débat préliminaire général et approfondi rendrait moins « maigre » la procédure en vigueur. Il permettrait au Parlement d'intervenir avant que des décisions définitives sur l'objet des négociations ne soient prises. Et il permettrait au Conseil de connaître les jugements portés en la matière par la représentation démocratique de la Communauté, à commencer par le jugement qu'elle pourrait porter sur la politique générale des associations.

Je sou mets donc cette requête à l'attention du président du Conseil en sachant fort bien qu'il est, tout comme moi, convaincu que la situation actuelle est absurde et ne peut donc durer.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie Monsieur Martino de cette dissertation juridique si intéressante.

La parole est à M. Rey.

M. Rey, membre de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, à cette heure tardive, je crois devoir concentrer mon intervention sur deux ou trois points essentiels.

J'excuse tout d'abord l'absence de mon collègue et ami, M. Rochereau, malheureusement souffrant, que je représente en conséquence dans ce débat et, tandis qu'il garde la chambre, moi, je garde l'assemblée.

(Sourires)

En second lieu, j'aurais voulu dire à M. le président De Block, s'il n'avait pas été contraint de s'absenter, que c'est un heureux hasard qui fait que ce soit lui qui défende cet accord devant le Parlement. En effet, c'est le gouvernement des Pays-Bas, le gouvernement de son pays, qui a le plus insisté au moment de la signature de la convention de Yaoundé pour que celle-ci soit ouverte à d'autres pays africains. C'est en somme le résultat de ses efforts que le président du Conseil de ministres, qui est précisément un Néerlandais, récolte aujourd'hui.

J'aurais aussi voulu souligner avec gratitude la peine que se donne M. De Block dans le problème spécial des rapports entre la Communauté et les États africains. Il a vraiment droit à notre gratitude.

Sur le fond, Monsieur le Président, je ne dirai rien, car le rapport qui a été déposé en séance pu-

blique et qui a fait l'objet du commentaire détaillé et excellent de M. Moro, hier, me dispense d'ajouter quoi que ce soit.

Je voudrais dès lors me borner à deux remarques, l'une relative à la procédure pour dire à M. Dehousse d'abord, qui a parlé hier, et en second lieu, à M. Edoardo Martino, que notre Commission partage entièrement le point de vue du Parlement européen en ce qui concerne l'interprétation de l'article 238 du traité.

Nous pensons que le Conseil de ministres se trompe en confondant la procédure communautaire du traité avec la procédure nationale dans son rapport avec les parlements nationaux. J'espère qu'un jour, à force d'insistance, le Parlement d'une part, la Commission d'autre part, pourront convaincre nos ministres de revoir leur position.

Dans l'intervalle, à l'initiative du président Luns, la procédure de consultation que vous connaissez, a fonctionné dans le domaine de l'accord avec le Nigéria. Elle fonctionne en ce moment, M. Martino le sait, en ce qui concerne les négociations avec l'Autriche par exemple, où nous nous efforçons d'avoir avec les commissions compétentes les débats les plus approfondis possibles.

Ma seconde remarque, Monsieur le Président, est relative aux questions posées hier par M. Carcassonne. Ayant remarqué dans deux problèmes, qui ont une incidence sociale, une différence entre le texte de la convention de Yaoundé et le texte de l'accord de Lagos, M. Carcassonne qui, du reste était je crois l'interprète de M. Troclet, a raison : ces différences sont réelles. Je voudrais lui faire une seule réponse pour l'instant : ces textes ont été rédigés de façon différente à la demande du Nigéria, et non à la demande de la Communauté, pour tenir compte de certaines circonstances spéciales sur lesquelles la délégation du Nigéria a attiré l'attention des négociateurs. Mais il est dans l'intention de mon collègue, M. Rochereau, d'adresser à M. Carcassonne une note plus détaillée lui indiquant quelle est notre interprétation des textes et les efforts qui pourraient être accomplis pour les améliorer.

Je n'en dirai pas davantage, Monsieur le Président.

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur Rey.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la proposition adoptée est le suivant :

Président**Résolution**

sur l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la république du Nigéria, et les documents annexes

Le Parlement européen,

- vu la consultation demandée par le Conseil de la C.E.E. sur l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la république du Nigéria, signé à Lagos le 16 juillet 1966 et sur les documents annexes (doc. 113),
- vu le rapport de sa commission pour la coopération avec des pays en voie de développement (doc. 134),

1. Se félicite de la conclusion de cet accord en tant que réaffirmation de la prise de conscience de la part de la Communauté européenne de ses responsabilités croissantes vis-à-vis des pays en voie de développement ;

2. Approuve le texte de l'accord et des documents annexes ;

3. Demande que l'application de l'accord se fasse en tenant compte des commentaires formulés dans le rapport de sa commission compétente ;

4. Souhaite que l'accord entre en vigueur dans les plus brefs délais ;

5. Exprime des réserves quant à l'interprétation que le Conseil donne des dispositions de l'article 238 du traité concernant la consultation du Parlement ;

6. Souligne l'importance de l'activité déployée par la Commission de la C.E.E. au cours des négociations qui ont conduit à la conclusion de l'accord et souhaite que la Commission continue à jouer un rôle actif dans l'application de l'accord et des documents annexes ;

7. Se réserve de se prononcer à titre définitif sur l'application de l'article 26 de l'accord dès qu'il sera possible de prendre les contacts nécessaires avec les représentants parlementaires du peuple nigérien ;

8. Charge son président de transmettre la présente résolution, ainsi que le rapport auquel elle fait suite, au Conseil et à la Commission de la C.E.E. et au gouvernement du Nigéria, ainsi qu'aux parlements des États membres de la Communauté.

La séance est suspendue pour une heure.

(La séance, suspendue à 20 h 30, est reprise à 21 h 40)

PRÉSIDENCE DE M. POHER

M. le Président. — La séance est reprise.

6. Politique monétaire

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Dichgans, fait au nom

de la commission économique et financière, sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne (Doc. 138).

La parole est à M. Dichgans.

M. Dichgans, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je vous suis extrêmement reconnaissant que vous soyez encore disposés, malgré l'heure avancée, à vous occuper de la monnaie européenne. Monsieur le Président, je vous demande votre accord si j'abrège quelque peu mon exposé oral en raison de l'heure.

Un rapport sur des questions monétaires comporte nécessairement un grand nombre de détails tech-

Dichgans

riques. A cet égard, je me permets de renvoyer à mon rapport écrit. Je voudrais seulement parler de trois questions politiques, à savoir l'union monétaire, le marché des capitaux et les investissements américains dans la Communauté.

Voyons d'abord l'union monétaire. Votre commission a examiné très soigneusement les progrès réalisés dans la voie de l'unification des monnaies de la Communauté. Nous avons constaté à ce propos que le rapport des monnaies entre elles n'est pas encore fixé définitivement sur le plan juridique mais que sur le plan pratique cela est déjà chose faite dans une large mesure. Cela nous le devons à nos amis de l'agriculture. Le système des prélèvements et des subventions que nous avons introduit dans le secteur agricole a rendu pratiquement impossible de modifier les rapports entre les monnaies européennes.

Nous nous sommes maintenant demandés comment nous pourrions rendre visible ce phénomène vers l'extérieur, une des tâches de la politique étant de faire apparaître concrètement ses objectifs et ses conséquences. Dans cet esprit, la commission économique et financière vous propose de faire un pas vers l'union monétaire européenne et de frapper des pièces de monnaie européennes, des pièces d'un et de cinq euro-francs.

L'euro-franc, qui correspondrait au franc français se rattacherait d'une part à la tradition de l'union monétaire latine et en même temps à la tradition du trafic postal international qui repose également sur le franc.

Votre commission se rend compte que le calcul du taux de change susciterait quelque difficulté. L'euro-franc vaudrait environ 81 pfennig en République fédérale, 127 livres en Italie. Dans ces conditions, on peut se demander s'il est possible d'introduire des monnaies uniformes en Europe qui auraient cours à côté des monnaies nationales. Recherchant une solution à cette question, votre commission s'est livrée à des études historiques approfondies. Elle s'est notamment penchée sur l'union monétaire austro-bavaroise qui avait été conclue il y a cent ans environ. Il existait, à côté des monnaies nationales qui subsistèrent, c'est-à-dire le Gulden autrichien et le Gulden bavarois, une monnaie nouvelle : le Vereinstaler. Le rapport entre ces deux monnaies pouvait seulement s'exprimer à l'aide d'un chiffre comportant quatre décimales.

Nous sommes d'avis, qu'avec quatre décimales on pourrait également exprimer avec une exactitude suffisante le rapport entre toutes les monnaies de la Communauté et si cela ne suscitait pas de difficultés insurmontables il y a cent ans, il devrait aussi être possible de nos jours d'utiliser des monnaies européennes de cette sorte.

Nous ne voulons certes pas surestimer l'importance de ces monnaies. L'importance des monnaies diminue sans cesse pour les opérations quotidiennes et le système des virements se généralise partout. Mais la commission m'a demandé particulièrement de souligner que nous ne minimisons aucunement la signification des monnaies.

Pour la plupart de nos citoyens certaines notions européennes, la notion de supranationalité par exemple ou celle de taxe compensatoire sur le chiffre d'affaires, ne représentent pas grand-chose. Mais si chacun a en main une monnaie européenne montrant une jeune femme à la silhouette agréable qui est enlevée par le taureau, cette image donnera peut-être l'impulsion à un renforcement de la conscience européenne, et c'est cela que vise notre proposition.

(Sourires)

Je passerai maintenant, si vous le permettez, Monsieur le Président, au deuxième point, à savoir le marché des capitaux. Votre commission a tout d'abord examiné attentivement la situation du marché des capitaux et a constaté à ce propos que le taux d'intérêt pour les placements à long terme aux États-Unis était actuellement de 5 % environ, alors que dans la République fédérale et peut-être aussi dans un autre pays de la Communauté, il se situe autour de 10 %. Il faut bien nous rendre compte que de pareils écarts grèvent très lourdement la concurrence. Ils empêchent la modernisation et de plus les taux d'intérêt aussi élevés agissent dans une certaine mesure dans le sens de l'inflation. D'un côté, ils freinent les investissements et agissent donc contre l'inflation. Mais les entreprises qui empruntent à un taux d'intérêt aussi élevé doivent répercuter les intérêts sur les coûts et cela entraîne des hausses de prix.

Nous nous sommes demandés quelle était la cause de ce taux d'intérêt élevé. Tout d'abord on pourrait penser que la formation de capital est insuffisante en Europe. Ce n'est pourtant pas le cas. La commission a examiné cette question très en détail. Une annexe est jointe au rapport dans laquelle figurent les résultats statistiques de son enquête et ils font apparaître que la formation de capital atteint un niveau plus élevé dans la plupart des pays européens qu'aux États-Unis. On a dit par ailleurs que la demande de capitaux était plus élevée en Europe car il y aurait encore à combler un retard résultant de la guerre. Mais nous ne sommes pas convaincus que ce soit là une explication suffisante.

J'ai eu des conversations à ce sujet avec des banquiers américains. Ils étaient unanimes à estimer que le taux d'intérêt pour les placements à long terme se situerait également autour de 5 % en Europe si nous avions un marché des capitaux normal. Que faut-il entendre par un marché des

Dichgans

capitaux normal ? Un marché des capitaux normal est un marché des capitaux qui n'est pas trop fortement mis à contribution par les pouvoirs publics.

Le recours au marché des capitaux par les pouvoirs publics peut revêtir plusieurs formes, celle de l'emprunt public ou celle de la subvention au taux d'intérêt. Je me rends parfaitement compte que c'est là un sujet explosif et je ne me risquerais peut-être pas à l'aborder si l'assistance n'était pas relativement peu nombreuse. Les subventions au taux d'intérêt sont la grande tentation pour tout homme politique responsable des finances. Permettez-moi de rappeler ce qui s'est passé en République fédérale : dans le temps on a encouragé la construction de logements en prélevant directement sur le budget des crédits destinés à la construction de logements. Il y a quelques années quelqu'un a eu l'idée de dire que l'opération serait beaucoup moins onéreuse si l'on accordait une subvention au taux d'intérêt à tous ceux qui désirent construire. Ainsi la charge pour l'État est évidemment beaucoup moins lourde la première année que s'il doit mobiliser la totalité des crédits.

Quelle en est la conséquence pour le marché des capitaux ? Rien que de poser la question, est déjà dangereux, je l'ai déjà dit. Je commencerai donc par dire que personne n'a la moindre objection contre les projets qui sont encouragés au moyen de subventions au taux d'intérêt. Nous approuvons pleinement que la construction d'habitations soit encouragée, nous approuvons pleinement aussi que l'agriculture bénéficie de mesures d'encouragement et je tiens à préciser expressément que dans certains cas les subventions au taux d'intérêt ont aussi eu un effet favorable. Mais il ne faut pas oublier que ces subventions à l'intérêt ne sont qu'un moyen parmi d'autres et qu'il faut se demander dans chaque cas particulier : dans quelle mesure la subvention au taux d'intérêt a-t-elle un effet favorable, dans quelle mesure a-t-elle un effet défavorable.

La subvention au taux d'intérêt est génératrice d'une demande supplémentaire de capitaux. Lorsqu'un emprunteur a la possibilité d'obtenir un crédit à 1 % d'intérêt — ces cas existent sans doute dans presque tous les pays de la Communauté — des capitaux sont employés à des fins qui ne permettent pas de rémunération normale du capital.

Je le répète : nous admettons que des capitaux doivent être mobilisés à des fins qui ne sont pas rentables pour l'économie privée. Il nous faut des écoles, des hôpitaux, des routes, c'est évident. Mais il faut veiller à écarter les effets secondaires néfastes.

Je citerai un exemple pour illustrer ce que j'entends par effets secondaires néfastes. Supposons que sur un marché des capitaux sur lequel il n'existe pas de subventions au taux d'intérêt, le taux d'intérêt

s'équilibre autour de 5 %, comme les Américains prévoient que ce serait le cas chez nous. Si les subventions au taux d'intérêt déterminent une demande excessive qui a pour effet de faire monter le taux d'intérêt général à 8 %, cela signifie que nous relevons d'une manière générale de 3 % le coût du capital pour tous les emprunteurs qui ne bénéficient pas des subventions. C'est comme si l'État frappait d'un impôt de 3 % par an les capitaux destinés aux investissements. Aucun parlement du monde n'aurait jamais l'idée d'instaurer un pareil impôt. C'est pourquoi nous devrions nous opposer aux subventions au taux d'intérêt dans tous les cas où elles aboutiraient à ce résultat.

En d'autres termes : dans chaque cas où il sera question de subventionner l'intérêt, il faudra examiner les avantages qui en résultent pour le secteur particulier et les inconvénients que cela comporte pour la collectivité. Lorsque la demande devient excessive, les inconvénients sont souvent plus grands que les avantages. Dans ce cas, nous ne pouvons pas approuver les subventions au taux d'intérêt.

La commission parlementaire s'est demandée ce qu'il faut faire si nous ne dépensons plus d'argent aux fins de la subvention du taux d'intérêt. Je suis heureux de pouvoir rapporter que votre commission était unanime à estimer que dans ces conditions, c'est-à-dire en cas d'accroissement de la demande de capitaux, il est préférable d'accorder des subventions directes financées au moyen d'une augmentation de l'impôt que de recourir au marché des capitaux et de provoquer l'effondrement de celui-ci. Nous nous rendons compte que dans ces cas il faut nous accommoder d'une augmentation de l'impôt pour ne pas bouleverser le marché des capitaux.

Monsieur le Président, votre commission a aussi examiné à ce propos les rapports entre la politique budgétaire et le marché des capitaux. La politique budgétaire générale a évidemment une très grande importance pour le marché des capitaux. Nous savons tout aussi bien que la politique anticyclique, c'est-à-dire une politique qui va à l'encontre de la tendance conjoncturelle et la normalise, est nécessaire aussi bien sur le plan de la politique budgétaire que sur celui de la politique du marché des capitaux.

En pratique cela signifie que les pouvoirs publics devraient s'abstenir dans toute la mesure du possible d'opérer sur le marché des capitaux lorsque la demande de capitaux est forte et le taux d'intérêt élevé. Mais il n'y a aucune objection, bien au contraire, cela est même souhaitable, à ce que les pouvoirs publics s'adressent au marché des capitaux, plus tard, lorsque l'intérêt sera tombé, et transforment, du point de vue de la technique financière, en emprunts, des subventions qu'ils finançaient initialement directement au moyen de l'impôt.

Dichgans

Et voici maintenant mon troisième point, à savoir les placements de ressortissants de pays tiers, plus spécialement les placements américains dans la Communauté.

Comme vous savez, les placements américains dans la Communauté ont été l'objet de vives discussions, de discussions qui, souvent, manquaient totalement d'objectivité. On ne saurait nier que la participation américaine est extrêmement importante dans certaines branches. Il me suffira de mentionner l'industrie pétrolière. La question qu'il faut se poser est la suivante : comment cela se fait-il ?

Il a été avancé que cela pourrait provenir du fait que le taux de change par rapport au dollar est faussé. Certains prétendent que d'après son pouvoir d'achat intérieur le dollar ne vaut que 3 Deutsche Mark et non pas 4 Deutsche Mark et que le dollar afflue donc par la force des choses vers les marchés où son cours est plus élevé. Je ne pense pas que cela soit juste. Car si on analyse le pouvoir d'achat du dollar, il apparaît que la contre-valeur peu élevée est due principalement au fait que les services, depuis les hôtels jusqu'au coiffeur, sont particulièrement chers aux États-Unis ; c'est une conséquence des salaires élevés. Les biens d'équipement et les matières premières par contre, sont plutôt moins chers qu'en Europe.

Je ne crois donc pas que le taux de change puisse expliquer ce phénomène. Je crois plutôt que l'afflux de capitaux américains est tout simplement la conséquence du fait que la productivité du travail est plus élevée en Europe qu'aux États-Unis, même si l'on tient compte des salaires moins élevés. De plus, il est certain que les Américains désirent prendre pied sur un marché qui leur semble très prometteur pour l'avenir. Nous devrions considérer comme un compliment que les Américains, qui savent pourtant calculer froidement, croient à un riche avenir du marché européen.

Votre commission estime qu'il faut considérer le problème des investissements en toute objectivité. Elle croit que les avantages de ces investissements l'emportent sur les inconvénients qu'ils entraînent. Cela vaut surtout pour ce qu'on appelle les investissements directs, c'est-à-dire pour les installations américaines en Europe et pour l'acquisition de participations. Les placements de cette sorte en provenance de pays tiers s'accompagnent généralement d'un apport de connaissances techniques dont nous tirons profit. De plus, c'est un moyen d'intéresser fortement ces pays à la prospérité de l'Europe. Voilà un argument politique.

Lorsqu'on parle de ce problème, on jette toujours le mot de « pénétration étrangère » dans la discussion. Voilà encore un fait qu'il faudrait analyser objectivement. Lorsque nous étudions l'histoire économique du continent européen nous constatons

qu'au siècle passé, du capital étranger, surtout du capital anglais à l'époque, était investi dans tous les pays du continent européen. Cela n'a fait aucun mal, bien au contraire ! A la longue toutes ces installations sont pratiquement devenues la propriété de ressortissants du pays. Ces investissements ont été un puissant stimulant.

On dit encore que ces investissements ont pour effet de détourner les bénéfices vers les pays tiers. Cela me semble tout à fait légitime. Nous frappons tout d'abord ces bénéfices d'un impôt assez élevé ; dans la plupart des pays de la Communauté il est de 60 %. Si le reste est retransféré, il n'y a rien à objecter à cela. Nous n'avons actuellement pas même d'objection si nos propres citoyens transfèrent les bénéfices obtenus en Europe dans un pays tiers.

Au fond le danger d'une « pénétration étrangère » est seulement donné lorsque des valeurs européennes passent en mains étrangères à des prix de beaucoup inférieurs à la valeur réelle. Ainsi nous sommes ramenés aux problèmes du marché des capitaux. Un marché des capitaux qui est excessivement mis à contribution, un marché des capitaux où les intérêts atteignent un niveau excessif tel qu'il se présente actuellement dans certains pays européens, mène fatalement à des cours bas, non seulement pour les obligations mais aussi pour les actions. Les cours fort bas que l'on enregistre actuellement chez nous pour les actions sont évidemment une tentation pour des puissances étrangères disposant des capitaux nécessaires d'acquérir des valeurs européennes à des prix qui sont souvent de beaucoup inférieurs à la valeur réelle. C'est un accroissement de la fortune pour les étrangers qui va au détriment de la fortune des ressortissants. Je sais qu'à la bourse le contraire peut également se produire. Mais c'est un grave sujet d'inquiétude et nous devrions aussi nous occuper plus sérieusement du problème de la bourse lorsque nous cherchons à mettre de l'ordre dans le marché des capitaux. Voilà ce que je voulais dire à propos des placements étrangers en Europe.

Pour terminer, quelques mots encore au sujet de la situation monétaire internationale. Vous savez que la réorganisation de la coopération monétaire internationale est de la plus haute actualité. Les dix plus grands pays industrialisés ont amorcé des entretiens auxquels succéderont à intervalles rapprochés d'autres entretiens dans les prochains mois. Un nouveau système est en voie de préparation. Les détails de ce système ne sont pas encore connus. En commission nous n'avons pas encore eu l'occasion d'en parler. Ces derniers jours nous avons seulement pu prendre connaissance dans les journaux de certaines propositions inquiétantes parmi lesquelles il était notamment question d'un retour à la monnaie-or. A mon avis, ce ne serait pas vraiment une solution constructive. Tout à l'heure M. Marjolin pourra peut-être nous dire quelque

Dichgans

chose à ce sujet. Pour le moment, je voudrais m'abstenir de porter un jugement.

Je me permettrai simplement de formuler un vœu de votre commission. Les pays européens devraient se présenter ensemble à ces négociations internationales ; car s'ils s'unissent, leur position est très forte dans ces négociations, tandis que les points de vue de chacun d'eux séparément sont de très peu de poids. Il faudrait donc faire tout ce qui est possible afin d'obtenir que les gouvernements des États membres de la Communauté se mettent tout d'abord d'accord sur une ligne commune, et je suis convaincu que les négociations sur la réforme de l'accord monétaire international s'en trouveraient fructueusement influencées.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. De Winter, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. De Winter. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'un de mes professeurs m'a appris dans mon jeune temps que, pour faire un discours valable, il fallait respecter trois conditions : d'abord savoir ce que l'on veut dire, ensuite le dire d'une façon aussi ramassée que possible, puis se taire. Je me propose d'appliquer ce soir ces trois conditions.

Je voudrais, en quelques mots, apporter l'appui et l'assentiment du groupe démocrate-chrétien de cette assemblée au rapport si parfaitement établi et si clairement rédigé par notre collègue, M. Dichgans, « sur la politique monétaire de la Communauté et la création d'une union monétaire européenne » et sur la proposition de résolution qui va être soumise à notre vote.

M. Dichgans a eu absolument raison de dire que si la coordination des politiques budgétaires et financières est indispensable au sein du Marché commun, celle de la politique monétaire ne l'est pas moins, cette coordination présentant même un caractère d'urgence de plus en plus caractérisé, en raison des perturbations et des faiblesses qui se manifestent depuis quelques temps de manière apparente dans les différents États membres.

Notre éminent rapporteur a fait un exposé détaillé des différents problèmes monétaires qui requièrent actuellement l'attention des partenaires du Marché commun.

Il a commenté les limites qui doivent être assignées à l'application d'une politique monétaire nationale et défini le but que doit se proposer d'atteindre une politique monétaire communautaire digne de ce nom.

Il a souligné, notamment, qu'il était indispensable et urgent de poursuivre, sans désespérer, la

libération du marché des capitaux, et plus spécialement celle des mouvements de capitaux à court terme.

Il n'est rien de tout ceci qui soit susceptible de soulever la moindre objection de notre part. Nous nous rallions au contraire, sans la moindre réticence, au diagnostic posé par notre rapporteur de même que nous nous rallions aux remèdes qu'il a indiqués en vue d'apporter les correctifs nécessaires aux défauts et imperfections constatés.

Je voudrais cependant m'arrêter quelque peu aux considérations que M. Dichgans consacre dans son rapport à la réalisation d'un embryon d'unité monétaire européenne.

Ici aussi, notre rapporteur a entièrement raison de prôner la création, dans un délai aussi proche que possible d'une nouvelle unité monétaire européenne avec l'accord conjoint des États membres, et avec la collaboration effective des différentes banques d'émission.

Cette initiative apporterait incontestablement un renforcement psychologique de valeur inestimable à la constitution de l'entité européenne vers laquelle s'orientent nos espoirs.

Les monnaies divisionnaires considérées, qui seraient affectées au règlement des dépenses courantes faites à l'occasion des voyages et des séjours dans les pays de la Communauté, constitueraient pour l'homme de la rue la preuve patente, la preuve visible et palpable, la seule preuve qu'il comprenne et à laquelle il lui est pratiquement donné l'occasion d'avoir accès, que l'Europe se fait et que l'on renoue enfin avec les bonnes traditions d'avant la première guerre, où l'on pouvait s'embarquer à la gare centrale de son pays pour des destinations éloignées sans passeport et sans monnaies étrangères.

Les plus longs voyages commencent toujours par un premier petit pas ; un seul petit cristal est à lui seul capable de faire cristalliser, dans des conditions déterminées, une masse qui, sans cela, resterait amorphe.

Nous souhaitons dès lors vivement que la coordination de la politique monétaire à l'intérieur du Marché commun puisse se réaliser dans un délai rapproché et que la création d'une union monétaire européenne ne demeure pas un vain mot. Dans ce même contexte, nous appuyons la suggestion de notre estimé rapporteur quant à la création d'une nouvelle monnaie divisionnaire européenne dans les conditions qu'il a excellemment définies dans son rapport.

Le groupe démocrate-chrétien de cette assemblée vous propose, dès lors, d'approuver la proposition de résolution qui est jointe au rapport de M. Dichgans.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M^{me} Elsner, au nom du groupe socialiste.

M^{me} Elsner. — (A) Nous sommes réunis ici toute la journée, et commençons à sentir le poids physique de ce marathon.

Je voudrais néanmoins, au nom du groupe socialiste, remercier M. Dichgans de son rapport, qui était nécessaire, à mon avis, pour faire sortir la politique monétaire de sa léthargie. Il s'agit donc en quelque sorte d'un complément de la politique économique à moyen terme, le sujet qui nous a occupés aujourd'hui toute la journée.

Il est vrai, malheureusement, que nous avons pu enregistrer des progrès appréciables dans le domaine de la libération de la politique monétaire mais que depuis un certain temps nous assistons à une stagnation presque totale. Dans ces conditions, un pareil rapport est tout à fait indiqué pour amener un vent nouveau dans une situation à laquelle il est assez difficile de trouver une issue.

Il est regrettable que le marché des capitaux de la Communauté n'ait pas acquis la signification que devraient au fond avoir l'industrie européenne, le commerce européen et notre position dans le monde. Je suis tout à fait de l'avis de M. Dichgans lorsqu'il dit que nous avons tout lieu de faire quelque chose en ce domaine et d'inviter la Commission de la C.E.E. à entreprendre toutes les démarches possibles. Nous savons qu'il existe certaines restrictions sur le marché des capitaux parce que les banques d'émission voudraient encore garder en mains la politique de la conjoncture tant que nous n'aurons pas de politique conjoncturelle proprement européenne. En dépit de ces restrictions il faudrait cependant faire tout ce qui est possible.

Je tiens à remercier M. Dichgans de ce qu'il a dit à propos de la signification de la restriction des subventions au taux d'intérêt. Il a dit que cela ne signifiait nullement que les aides et les subventions directes devaient être interdites pour autant. Cette manière de voir, je ne le cacherai pas, a suscité quelques objections au sein de notre groupe et a suscité des difficultés. Elle nous a amenés à proposer un amendement au paragraphe 4.

Il ne faut pas oublier que les subventions au taux d'intérêt ont été à l'origine, après les terribles destructions de la guerre, un instrument fort appréciable qui nous a été d'un précieux secours dans beaucoup de cas dans lesquels nous n'aurions pas trouvé d'autre issue. Il s'agit maintenant de trouver une transition afin de rendre le marché des capitaux plus transparent. Mais sur ce point, il y a certaines réserves à faire, je l'ai déjà dit, parce qu'il existe à cet égard dans les divers pays des pratiques totalement divergentes. Je viens d'apprendre qu'en Belgique les subventions au taux d'intérêt jouent encore à l'heure actuelle un rôle très important, plus impor-

tant peut-être même que chez nous, dans la République fédérale et Dieu sait qu'elles y occupent une large place.

Je voudrais souligner ce qu'a dit M. Dichgans : pour inaugurer une plus grande libération, il faudrait peut-être placer des émissions des institutions européennes, simultanément dans tous les pays membres ou encore les rendre convertibles dans les six monnaies, ce qui est une autre possibilité. Ou encore pourrait-on offrir une chance dans les six pays en ce qui concerne les émissions, aux plus grandes entreprises qui présentent réellement un intérêt sur le plan européen. De même cette autre proposition de M. Dichgans d'organiser les transactions financières de manière qu'elles ne constituent plus des opérations entre pays étrangers mais soient assimilables aux transactions que nous connaissons chez nous, mérite à mes yeux d'être prise en considération, car ce serait là une réforme que chacun ressentirait comme une innovation qui lui ferait prendre conscience que nous ne sommes pas à classer au même rang que n'importe quel autre pays en dehors des frontières de son pays.

Je puis m'exprimer de façon analogue au sujet de l'union monétaire ou quel que soit le nom qu'on voudra donner à la construction dont M. Dichgans a conçu le schéma. Je puis entièrement me rallier à cette idée. Je connais les risques qui y sont liés mais je crois qu'ils ne sont pas suffisamment graves pour l'emporter sur l'effet psychologique favorable qui en résulterait. A mon avis nous devrions tenter cette entreprise. Elle ne peut pas faire beaucoup de mal et je crois même qu'elle aurait un effet favorable.

Je partage de même l'avis de M. Dichgans en ce qui concerne les relations monétaires internationales. Je trouve un peu regrettable que les opinions soient si divergentes dans la Communauté, alors que nous devrions nous rallier à une politique, à savoir la constitution d'un marché des capitaux communs, solidement charpenté, qui nous permettrait d'acquiescer une forte position sur le marché mondial. Il me semble que l'on s'engage dans la mauvaise voie en réagissant négativement aux intentions d'un des pays à monnaie-clé au lieu d'entreprendre une action positive qui nous permettrait d'acquiescer la position qui pourrait être la nôtre si l'on considère le nombre de notre population, notre industrie et le volume extraordinaire de notre commerce extérieur.

Quant aux déclarations de M. Dichgans concernant les importations de capitaux, je puis y souscrire pleinement. Les craintes que l'on exprime parfois ne sont nullement fondées, nous devrions avoir confiance et ne pas hésiter à « accepter qu'on nous donne de l'argent », si je puis m'exprimer ainsi. En définitive, c'est aussi un signe de confiance à notre égard, si les autres sont prêts à placer leur argent dans la Communauté et à nous le confier. Je trouve que l'appréhension n'est pas de mise car les importa-

Elsner

tions de capitaux peuvent être pour nous d'une très grande utilité.

Peut-être est-ce là un point qui joue un rôle dans l'ensemble de ce problème, également pour le problème que M. Dichgans a mentionné en dernier lieu, celui du cours des titres. Nous savons tous que les placements de capitaux étrangers ne reflètent pas une image fidèle de notre industrie. Ils sont l'instrument qui permet de mesurer la confiance politique ou les fluctuations de la confiance politique. Mais ils ne reflètent pas l'image de notre force économique et moins encore du volume des capitaux investis.

Je trouve ces appréhensions extrêmement regrettables. Au fond elles montrent que nous jugeons nous mêmes notre avenir peu sûr, que nous n'avons pas suffisamment confiance, que ce soit en la Communauté ou dans le développement futur du continent européen.

J'en reviens ici à ce que nous avons dit cet après-midi : il faudrait que le programme de la politique économique à moyen terme devienne l'instrument sur lequel notre population fonde sa confiance en soi.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Müller.

M. Müller. — Je renonce à la parole, Monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — (1) Monsieur le Président, je désire apporter une précision en ce qui concerne le quatrième paragraphe de la résolution, car je ne voudrais pas que mon approbation à cette résolution soit mal comprise. Il est dit dans ce quatrième paragraphe que des situations peuvent intervenir dans lesquelles l'octroi de bonifications d'intérêts stimulerait l'inflation. Il faudrait donc éviter de créer des bonifications d'intérêts particulières pour des initiatives économiques déterminées. Je crains, je le répète, qu'une telle affirmation puisse être mal interprétée.

Je suis convaincu que les initiatives économiques privées ne peuvent pas être toutes mesurées à la même aune. Je rappelle le cas de l'Italie où, si les bonifications d'intérêts n'existaient pas en faveur de l'agriculture, le volume déjà peu élevé des investissements dans ce secteur diminuerait encore. Nombreux sont ceux qui n'investiraient plus, s'il n'y avait un encouragement, un soutien quelconque. Une telle situation se traduirait bien entendu par des dommages tant généraux qu'économiques et so-

ciaux. C'est pourquoi j'estime que dans le cadre général d'un équilibre de la situation économique, les encouragements et les aides dans certains secteurs sont utiles.

Certes, l'affirmation relevée dans la résolution n'est pas formelle, mais on ne peut écarter l'éventualité d'une interprétation formelle et cela m'inquiète compte tenu des situations économiques multiples et complexes. Nous ne pouvons oublier, pour en revenir à l'exemple cité, que le secteur de l'agriculture a une importance économique et sociale de premier plan bien que n'ayant pas toujours les possibilités dont disposent les autres secteurs économiques. C'est pourquoi, à mon avis, il est opportun que dans le secteur de l'agriculture, — tout comme dans ceux de la petite industrie et de l'artisanat — on applique un des moyens de la politique économique moderne, l'encouragement, le soutien des investissements, dans le cadre, bien entendu, d'une conception générale rationnelle et équitable. Il est extrêmement difficile d'apprécier dans quelle mesure de telles situations peuvent conduire à des équilibres de l'économie et donc aussi du système monétaire et du système de crédit. Or, s'il est vrai que cette sorte de bonifications en faveur des investissements peuvent créer des conditions telles qu'il en résulte des impulsions inflationnistes, il est vrai aussi que beaucoup d'autres causes peuvent provoquer l'inflation.

Je tiens à souligner qu'une politique économique bien équilibrée ne peut négliger la nécessité d'utiliser ces formes de soutien, adaptées à une appréciation dynamique de la situation économique.

Voilà comment il faut comprendre mon vote favorable et non pas dans le sens qu'il faut rejeter l'instrument que représente la bonification d'intérêts en tant que soutien de la productivité en faveur de secteurs déterminés. Cet instrument s'insère bien plutôt dans la ligne d'un intérêt politique général qu'il ne faut jamais perdre de vue dans une économie planifiée. J'ajouterai que le système des bonifications d'intérêts peut être un excellent instrument de la sélection des investissements.

M. le Président. — La parole est à M. Marjolin.

M. Marjolin, vice-président de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, je suivrai l'exemple des orateurs de ce soir, je serai bref.

Je veux d'abord remercier M. Dichgans de l'excellent rapport qu'il a élaboré et le féliciter. Je me limiterai à présenter quelques observations sur les quatre points qu'il a lui-même distingués.

En ce qui concerne l'union monétaire, M. Dichgans a parfaitement raison de dire que nous devrions être dans une union monétaire *de facto* et que le

Marjolin

principal facteur qui pousse à ce résultat est la politique agricole commune. Cependant, il ne faut pas ignorer que l'unité monétaire *de facto* peut encore être brisée, car rien actuellement n'empêche un parlement de mener une politique économique telle qu'une dévaluation soit rendue inévitable. En conséquence, cette unité monétaire de fait est quelque chose de solide, mais qui n'est pas complètement à l'abri de tous les accidents.

En deuxième lieu, toujours sous la rubrique « union monétaire », j'ai promis déjà à la commission économique et financière, et je répète cet engagement devant le Parlement, de faire étudier par les services de la Commission l'idée de la création d'une frappe de monnaie divisionnaire dans les conditions que M. Dichgans a indiquées. Il est lui-même conscient des problèmes nombreux que la question soulève. Je n'entrerai pas dans ces problèmes ce soir. Nous les étudierons et en reparlerons, tout d'abord au sein de la commission économique et financière, ensuite dans cette enceinte.

Toujours à propos de l'union monétaire, je voudrais enfin souligner que, comme l'indique le rapport de M. Dichgans, cette union monétaire est inséparable dans la réalité d'une plus grande liberté dans les mouvements de capitaux que celle qui existe. En fait, une union monétaire véritable ne souffre pas de restrictions aux mouvements de capitaux, qu'il s'agisse des émissions sur les places des autres pays du Marché commun ou qu'il s'agisse de la libre circulation des capitaux à court terme. Mais il faut bien comprendre que le jour où serait édictée cette totale liberté de circulation des capitaux, les politiques monétaires nationales deviendraient impossibles et devraient être remplacées par une politique monétaire commune. Ceci est un point évidemment très sérieux.

J'ai tenu à faire cette remarque déjà à la commission économique et financière. Je la répète ici parce que nous sommes en présence d'une situation où l'on peut se demander si, en réalité, l'union monétaire n'entraîne pas d'autres conséquences et n'est pas subordonnée à la réalisation d'autres conditions peut-être plus difficiles, telle qu'une discipline en matière de finances publiques.

A propos du deuxième point soulevé par M. Dichgans et qui a trait au marché des capitaux, je voudrais me rallier entièrement à ses observations. Il est clair que le taux d'épargne dans le Marché commun est plus élevé qu'aux États-Unis. Autrement dit, nous épargnons une proportion de notre revenu communautaire plus élevée que les Américains et cependant nous avons ce sentiment qu'il n'existe pas de marché des capitaux en Europe. Ceci m'amène à la conclusion que l'épargne n'est pas ce qui manque ; ce qui est défectueux, c'est l'utilisation qui en est faite. Pour des raisons que je ne peux examiner ce soir, la masse d'épargne créée

en Europe n'est pas utilisée de façon entièrement satisfaisante.

Une de ces raisons tient peut-être à ces subventions de caractère divers : bonification d'intérêts et autres, qui sont monnaie courante dans la Communauté.

Une autre raison tient peut-être au fait qu'une partie trop forte de cette épargne ne se dirige pas vers le marché des capitaux et doit transiter par les circuits publics.

Troisièmement, en ce qui concerne les investissements américains dans l'ensemble de la Communauté, je sympathise, Monsieur le Président, avec les réflexions de M. Dichgans. Je voudrais cependant dire que c'est un domaine dans lequel il convient d'être raisonnable.

Je suis convaincu qu'il est de l'intérêt de la Communauté de recevoir la plus grande masse possible de capitaux du monde extérieur. En même temps, il y a des précautions psychologiques et politiques à prendre pour éviter que l'impression ne se crée que des industries entières de la Communauté passent pratiquement sous contrôle extérieur.

Sur le quatrième et dernier point abordé, la situation monétaire internationale, M. Dichgans m'a très aimablement invité à commenter certaines propositions récentes qui auraient pour conséquence un retour à l'étalon or. Je m'abstiendrai de le faire ce soir et je le renverrai au discours que j'ai prononcé en mars 1965. Ce que j'ai dit alors répond, me semble-t-il, aux exigences de la situation d'aujourd'hui.

Cependant, à propos de la situation monétaire internationale, un des problèmes qui n'a pas été envisagé avec tout le sérieux nécessaire, c'est le danger de destruction des liquidités. En effet, on parle constamment de la création de liquidités nouvelles par le cas hypothétique où les liquidités existantes se révéleraient insuffisantes pour financer le développement du commerce international. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que cette situation n'existe pas aujourd'hui et qu'il y a abondance plutôt que pénurie de liquidités. Mais cette situation pourrait apparaître le jour où la balance des paiements des États-Unis serait de nouveau en équilibre.

Ce raisonnement est cependant un peu défectueux car, à la vérité, le déséquilibre de la balance des paiements américaine, qui existe encore aujourd'hui, n'alimente plus la création de liquidités nouvelles étant donné que les banques centrales des pays autres que les États-Unis n'augmentent pas d'une façon appréciable leurs réserves en dollars.

En fait, le déficit de la balance des paiements des États-Unis, s'il se maintenait, pourrait conduire plutôt à la destruction des liquidités étant donné

Marjolin

qu'une diminution de la confiance dans le dollar provoquerait des conversions en or et une réduction de la masse des liquidités existantes. A mon avis, c'est une hypothèse théorique car, malgré les difficultés auxquelles les États-Unis ont à faire face, leur déficit se maintient maintenant dans des limites qui, probablement, ne constituent plus de danger.

S'il y a un problème auquel on devrait s'attacher, c'est plutôt celui qui résulterait de la destruction des liquidités existantes que celui qui résulterait de l'insuffisance de la masse totale des liquidités.

Je terminerai, Monsieur le Président, en affirmant mon accord avec M^{me} Elsner quand elle s'inquiète des lignes divergentes qui, sur beaucoup de ces problèmes dont nous discutons ce soir, sont suivies par les États membres.

Il est clair qu'une unité commerciale et économique de l'importance de la Communauté économique européenne, bien qu'elle ne constitue pas une unité monétaire, devrait avoir une politique monétaire commune. Nous avons fait des efforts dans ce sens, le comité monétaire nous a appuyés efficacement, des conversations ont eu lieu sur tous les problèmes qui se posaient notamment, au mois de septembre dernier, avant la réunion du Fonds monétaire international, lors du Conseil des ministres des finances, il a été demandé que les Six adoptent une position commune au cours des discussions qui allaient avoir lieu quelques jours plus tard à Washington.

Il demeure cependant important que, dans ce domaine, s'affirme l'unité des Six d'une façon beaucoup plus nette qu'elle ne s'affirme aujourd'hui, car, bien que les Six n'aient pas une balance des paiements commune, on n'imagine pas une union douanière complétée par une politique agricole commune sans au moins une unité monétaire de fait qu'on devrait s'appliquer à maintenir d'une façon constante. Et maintenir l'unité monétaire de la Communauté, c'est empêcher les variations des taux de change grâce à une coopération beaucoup plus étroite que celle qui existe jusqu'à présent.

(Applaudissements)

M. le Président. — Merci, Monsieur Marjolin. Il est regrettable qu'il n'y ait pas un plus grand nombre d'auditeurs pour entendre un tel débat qui honore l'Assemblée.

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 3, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Le préambule et les paragraphes 1 à 3 sont adoptés.

Sur le paragraphe 4, je suis saisi d'un amendement de M. Oele, présenté au nom du groupe socialiste, et qui propose une nouvelle rédaction de ce paragraphe :

« 4. Est convaincu que, pour accroître l'efficacité de la politique conjoncturelle, la demande de capitaux émanant des pouvoirs publics doit être mieux dosée et que certaines formes de bonification d'intérêts accordées aux secteurs privés devraient être peu à peu supprimées, et invite la Commission de la C.E.E. à présenter au Conseil et aux gouvernements des États membres des propositions en ce sens ; »

La parole est à M. Breyné.

M. Breyné. — (N) Monsieur le Président, tout d'abord je voudrais excuser mon ami, M. Oele, qui est empêché d'être présent ce soir et qui m'a demandé de défendre son amendement.

Son argumentation est la suivante. Le texte initial dans le rapport de M. Dichgans est trop vague. Il est entendu qu'il n'est pas bon que les pouvoirs publics fassent trop fortement appel au marché des capitaux. Le texte initial est de nature à susciter des malentendus. On pourrait en déduire que seuls les pouvoirs publics sont la source de facteurs de perturbation ou en d'autres termes que lorsque les pouvoirs publics se présentent sur le marché des capitaux privé le seul résultat en est l'inflation. L'objet de l'amendement de M. Oele est d'écarter ce malentendu.

Les banques privées, elles aussi, peuvent pousser à l'inflation par leur politique des crédits lorsque la banque centrale ne s'exerce pas un contrôle monétaire suffisant.

Je recommanderai donc l'adoption de l'amendement de M. Oele.

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — (I) Monsieur le Président, en relation justement avec ce que j'ai dit tout à l'heure, je ne puis approuver cet amendement car s'il est vrai qu'il écarte certaines préoccupations, il élimine aussi certains avantages. La politique des bonifications d'intérêts peut, à certains moments, stimuler les investissements dans des secteurs qui, à défaut de ce stimulant, ne bénéficieraient pas d'investissements, et dans un processus de développement, l'encouragement aux investissements est parfois essentiel. Nous devons donc considérer les effets inflationnistes des bonifications, mais aussi les fonctions

Sabatini

qu'elles peuvent avoir en vue d'un équilibre général. J'aurais voulu que l'auteur de l'amendement soit présent. De toute manière, l'amendement proposé finirait, à mon avis, par porter préjudice à certaines exigences sociales. Il ne faut pas seulement tenir compte de l'aspect purement économique mais aussi de l'objectif des investissements. Nous savons tous que la possibilité d'influer sur les taux d'intérêt est un instrument permettant de poursuivre cet objectif. Voilà pourquoi j'estime que cet amendement ne peut être approuvé.

M. le Président. — La parole est à M. Armengaud.

M. Armengaud. — Monsieur le Président, mon propos sera très bref.

Les explications données par M. Dichgans, tout à l'heure dans l'exposé de son rapport, ont montré qu'il convenait de supprimer les bonifications d'intérêt. Mais, prendre la formulation aussi rigide que celle que prévoit M. Oele me semble ne rien apporter, surtout après les inquiétudes que M^{me} Elsner elle-même a évoquées à propos des bonifications d'intérêt accordées dans certains pays dont le mien et l'Allemagne, en faveur de la construction de logements.

Par conséquent, pour ces raisons je pencherai vers le maintien de la rédaction de M. Dichgans et, malheureusement, je décevrai M^{me} Elsner en votant contre l'amendement.

M. le Président. — La parole est à M^{me} Elsner.

M^{me} Elsner. — (A) Je trouve presque amusant ce que nous sommes en train de faire. Initialement je n'avais pas d'objections contre le texte de M. Dichgans ; je l'ai approuvé. Puis je me suis heurtée aux objections de mon groupe, et ces objections m'ont incitée à coopérer à une proposition de compromis qui ne devrait pourtant en aucun cas aller au delà de ce que disait M. Dichgans, mais avoir une portée moindre. Si l'amendement est interprété comme M. Sabatini vient de le dire c'est-à-dire comme allant plus loin que le point de vue exposé par M. Dichgans, alors c'est faux. L'amendement ne devait pas avoir cette signification.

On a eu l'impression que la proposition de M. Dichgans renfermait l'idée que les pouvoirs publics devaient, autant que possible, ne pas pouvoir s'adresser au marché des capitaux. Dans mon groupe on était d'avis qu'il ne serait pas indiqué de dire cela ; car les pouvoirs publics doivent pouvoir s'adresser au marché des capitaux. Cela, je crois que M. Sabatini le pense aussi. C'est pour cette raison que la phrase a reçu une nouvelle rédaction et on a dit qu'il fallait doser la demande des

pouvoirs publics. Cela veut dire qu'il faut aussi l'échelonner dans le temps. Il ne faut pas qu'elle apparaisse subitement avec un volume considérable. C'est donc une proposition qui devrait aussi aller dans le sens que vous désiriez.

Il en va de même de la proposition relative aux subventions au taux d'intérêt. M. Dichgans a dit très clairement dans son rapport qu'il était contre les subventions au taux d'intérêt. Vous avez repris cette idée tout à l'heure. Et maintenant nous proposons un compromis selon lequel les subventions au taux d'intérêt doivent être comprimées progressivement — il n'est donc pas question de les interdire — non pas d'un seul coup, mais peu à peu.

Telles sont les idées de mon groupe que j'expose ici. J'ai l'impression qu'elles répondent au fond à vos conceptions, Monsieur Sabatini, ainsi qu'à celles de certains autres de nos collègues et ne vont nullement au delà des propositions de M. Dichgans ; sinon, nous nous serions très mal exprimés.

M. le Président. — En tant que président, je ne puis me contenter d'impressions, je dois m'appuyer sur des textes. Un amendement est déposé sur lequel le rapporteur doit donner l'avis de la commission.

La parole est à M. Dichgans.

M. Dichgans, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, la discussion entre M. Breyne et M. Sabatini montre clairement combien il est difficile de mettre au point un texte qui donne satisfaction à tout le monde. Le texte du paragraphe 4 tel que vous le trouvez dans le rapport, est le résultat d'une discussion en commission qui a duré plusieurs heures. Rien en ce monde n'est parfait, et il est sans doute toujours possible de trouver une rédaction qui soit encore meilleure. Mais la discussion qui s'est engagée maintenant m'incite précisément à vous proposer de s'en tenir au texte que la commission a laborieusement mis au point.

M. le Président. — Le rapporteur maintient le texte de la commission. Il n'accepte donc pas l'amendement.

Je mets aux voix l'amendement n° 1 proposé par M. Oele, qui vient d'être défendu par M. Breyne.

L'amendement est rejeté.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution présentée par M. Dichgans.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Président**Résolution**

sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne

Le Parlement européen,

- vu les dispositions des articles 104 à 109 du traité instituant la Communauté économique européenne,
- vu ses avis antérieurs sur les questions de politique monétaire et financière, et notamment ses résolutions du 17 octobre 1962 ⁽¹⁾ faisant suite aux rapports de M. van Campen (doc. 17/1962-1963) et de M. Bousch (doc. 19/1962-1963) ainsi que sa résolution du 21 janvier 1964 ⁽²⁾ faisant suite au rapport de M. Vals (doc. 103/1963-1964),
- vu le rapport de sa commission économique et financière élaboré par M. Dichgans (doc. 138) dont il approuve la teneur,

Quant aux questions monétaires internes :

1. Est d'avis que les tâches de politique monétaire prennent un caractère d'urgence de plus en plus marqué, du fait que les perturbations et les faiblesses qui se manifestent dans les différents États membres, en particulier les développements inflationnistes et déflationnistes, s'étendent de plus en plus rapidement et de plus en plus durablement au reste de la Communauté ;

2. Se réjouit du progrès qu'a constitué, sur le plan institutionnel, la création d'un certain nombre d'organes consultatifs et approuve les initiatives prises jusqu'à présent par la Commission en matière de politique monétaire, en soulignant toutefois à cette occasion que la Communauté est encore très éloignée d'un marché des capitaux unifié, dont la réalisation s'impose d'urgence, et d'une politique monétaire coordonnée ;

3. Estime qu'il est indispensable et urgent de poursuivre la libération du marché des capitaux de la Communauté, notamment des mouvements de capitaux à court terme et des émissions d'entreprises de la Communauté, et souhaite qu'à cet effet, les politiques économiques, monétaires et budgétaires des pays de la Communauté soient coordonnées de manière satisfaisante ;

4. Est convaincu qu'une demande trop importante de capitaux, émanant des pouvoirs publics, et certaines formes de bonifications d'intérêts accordées par les États au secteur privé peuvent grever le marché des capitaux de façon telle qu'il en résulte des impulsions inflationnistes et invite la Commission de la C.E.E. à saisir le Conseil de ministres et les gouvernements des États membres de propositions en vue de supprimer ces facteurs de perturbation ;

5. Recommande, comme premier pas vers une union monétaire européenne, de frapper des pièces de monnaie européennes ayant cours dans tous les pays de la Communauté ;

6. Propose que ces pièces de monnaie européennes soient frappées par les États membres, auxquels le bénéfice de frappe serait réservé ;

Quant aux questions monétaires internationales :

7. Est d'avis que les États membres doivent contribuer à rapprocher leurs positions sur les problèmes monétaires internationaux, y compris celui de l'amélioration du système monétaire mondial actuel, et qu'ils doivent contribuer, en se présentant en tant que Communauté, à une coordination des politiques monétaires et financières dans le cadre de l'organisation de coopération et de développement économique, ainsi que dans le cadre du Fonds monétaire international ;

⁽¹⁾ JO n° 116 du 12 novembre 1962, p. 2664/62 et p. 2666/62.

⁽²⁾ JO n° 24 du 8 février 1964, p. 409/64.

Président

8. Rappelle que les importations de capitaux en provenance de pays tiers, en particulier sous la forme d'investissements directs, peuvent être profitables à l'économie de la Communauté, mais estime toutefois qu'une politique concertée des pays de la Communauté est indispensable en ce domaine ;

9. Souhaite un accroissement des exportations de capitaux de la Communauté et se réjouirait de voir la Commission étudier les modalités d'une uniformisation de l'assurance contre les risques encourus par ces exportations.

7. Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu :

- un rapport de M. Vredeling fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement dérogeant à certaines dispositions du règlement n° 17/64/C.E.E. concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, pour les années 1966 et 1967 ;
- un rapport de M. Kriedemann fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive modifiant la directive du Conseil du 5 novembre 1963 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées à l'alimentation humaine ;
- un rapport de M. Vredeling fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à la contribution du F.E.O.G.A., à la réparation des dommages intervenus à la suite d'inondations catastrophiques dans certaines régions d'Italie durant l'automne 1966.

Ces documents seront imprimés et distribués respectivement sous les numéros 148, 149 et 150.

8. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — Je suis saisi d'une demande de la commission de l'agriculture tendant, d'une part, à inscrire en tête de l'ordre du jour de la

séance de demain le rapport de M. Vredeling sur la consultation sur le règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. aux sinistrés d'Italie et, d'autre part, à inscrire à la suite de l'ordre du jour de demain le rapport de M. Kriedemann sur les agents conservateurs.

Étant donné qu'il s'agit de rapports sur deux consultations pour lesquelles le Conseil a demandé l'urgence, je vous propose de réserver une suite favorable à cette demande.

S'il n'y a pas d'opposition, l'ordre du jour de la séance de demain sera donc fixé comme suit :

15 h :

- Rapport de M. Vredeling sur un règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. aux sinistrés d'Italie ;
- rapport de M. Lückner sur les marchés mondiaux de produits agricoles ;
- rapport de M. Müller sur la situation sociale de la C.E.E. ;
- rapport de M. Vredeling sur le règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. (1967) ;
- rapport de M. Dupont sur le règlement relatif aux échanges d'ovoalbumine et de lactoalbumine ;
- rapport de M. Kriedemann sur les agents conservateurs.

Je remercie les survivants de la séance de ce soir.
(Sourires)

La séance est levée.

(La séance est levée à 22 h 45)

SÉANCE DU JEUDI 1^{er} DÉCEMBRE 1966

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	177
2. Renvoi en commissions	177
3. Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. aux régions sinistrées d'Italie. — Discussion d'un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
M. Vredeling, rapporteur	178
MM. Boscary-Monsservin, président de la commission de l'agriculture ; Vredeling, rapporteur ; Lückner, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. ; Sabatini	178
Adoption de la proposition de résolution	181
Texte de la résolution adoptée	182
4. Marchés mondiaux des produits agricoles. — Discussion d'un rapport de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
M. Lückner, rapporteur	184
MM. Vredeling, au nom du groupe socialiste ; Lefebvre, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Briot, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne ; Sabatini, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. ; Vredeling, Boscary-Monsservin, Breynne, Mansholt, Lückner	
Examen de la proposition de résolution :	
M. Vredeling	205
Vote des paragraphes par division ..	205
Adoption des considérants	205
Adoption des paragraphes 1 à 10 ...	205
Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution	205
Texte de la résolution adoptée	205
5. Situation sociale dans la C.E.E. — Discussion d'un rapport de M. Müller, fait au nom de la commission sociale :	

M. Müller, rapporteur	206
MM. Pètre, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Laudrin, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne ; Darras, au nom du groupe socialiste ; Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Sabatini	208
6. Ordre des travaux. — Renvoi au lendemain des trois derniers rapports figurant à l'ordre du jour	221
7. Situation sociale dans la C.E.E. — Suite de la discussion du rapport de M. Müller :	
MM. Levi Sandri, vice-président de la Commission de la C.E.E. ; Müller, rapporteur	221
Adoption de la proposition de résolution	226
Texte de la résolution adoptée	226
8. Ordre du jour de la prochaine séance	227

PRÉSIDENCE DE M. WOHLFART

Vice-président

(La séance est ouverte à 15 h 05)

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Renvoi en commissions

M. le Président. — Le bureau élargi a autorisé :
— la commission du commerce extérieur à faire rapport sur les problèmes relatifs à l'harmonisation des législations en ce qui concerne les aides aux exportations des produits industriels,

Président

la commission du marché intérieur étant saisie pour avis de ce problème ;

- la commission de la protection sanitaire à faire rapport sur les problèmes posés par l'application dans les États membres de la Communauté du droit d'établissement aux activités relevant de la santé ;
- la commission de la recherche et de la culture à faire rapport sur l'adoption par les États membres de la Communauté d'un système harmonisé de télévision en couleurs, en ce qui concerne ses aspects politiques et culturels.

D'autre part, le bureau élargi a décidé de saisir pour avis la commission du commerce extérieur du problème des objectifs généraux « acier », problème pour lequel la commission économique et financière reste compétente au fond.

3. Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. aux régions sinistrées d'Italie

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à la contribution du F.E.O.G.A. à la réparation des dommages intervenus à la suite d'inondations catastrophiques dans certaines régions d'Italie durant l'automne 1966 (doc. 150).

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, les membres de la commission de l'agriculture se sont mis d'accord — vu le caractère de cette proposition — pour demander à notre président, M. Boscary-Monsservin, de présenter un certain nombre d'observations comme suite à l'examen auquel notre commission a soumis ces problèmes dans sa réunion d'hier.

La commission de l'agriculture estime qu'il serait opportun que son président puisse présenter quelques observations à ce sujet.

C'est pourquoi je vous prie de lui donner la parole en premier.

M. le Président. — La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Boscary-Monsservin, président de la commission de l'agriculture. — Monsieur le Président, mes chers collègues, tout récemment, un cataclysme d'une sévérité exceptionnelle endeuillait nos amis italiens et causait à l'Italie des dommages considérables. Il y a trois jours, le Parlement européen, dans une fervente communion de solidarité, déclara-

rait que la Communauté européenne devait, dans les meilleurs délais, apporter son concours à nos amis italiens.

La Commission exécutive, après avoir fait des recherches dans l'arsenal des moyens juridiques et financiers mis à sa disposition, propose aujourd'hui au Parlement un moyen pratique d'accorder une aide immédiate à l'Italie.

La commission de l'agriculture a délibéré hier sur le projet de règlement qui lui était soumis. Elle a dégagé, au vu des propositions qui lui avaient été faites par la Commission exécutive, un certain nombre d'observations essentielles.

Dès l'abord, elle a fait remarquer que l'aide à apporter à l'Italie au titre de la solidarité européenne devait être fournie par tous moyens, chacun d'eux étant recherché en fonction d'une situation déterminée. C'est ainsi, a pensé la commission de l'agriculture, rejoignant d'ailleurs les observations qui avaient été faites au cours de la session du Parlement européen, que la Banque européenne d'investissement, le Fonds social et d'autres organismes encore auraient certainement à intervenir.

Actuellement, le Parlement est saisi d'une proposition qui s'insère dans le cadre des actions du F.E.O.G.A. Il est donc bien entendu que, pour le moment, nous ne traitons que d'une modalité de réparations propre à l'agriculture, mais que, dans le même temps, nous entendons que soient recherchées toutes modalités de réparations des divers dommages subis par l'ensemble des autres secteurs.

Par ailleurs, j'ai précisé que la Commission exécutive avait été surtout animée d'un souci d'efficacité. Or, elle ne dispose, dans l'immédiat, que d'un nombre déterminé de moyens juridiques et surtout de moyens financiers. La commission de l'agriculture a pensé, elle aussi, qu'il convenait d'abord d'être efficace. C'est pourquoi elle a adopté à l'unanimité la proposition de résolution qui lui était soumise par la Commission exécutive.

Cependant, la commission de l'agriculture pense qu'il ne saurait, en toute hypothèse, s'agir là que d'une première étape et que, même sur le plan agricole, la Commission exécutive avait sans doute eu raison de rechercher le maximum de moyens qu'elle pouvait utiliser en fonction des crédits dont elle disposait et que la proposition formulée par la Commission exécutive devait être suivie d'autres propositions lorsqu'il aura été procédé à un inventaire exact de la situation, d'une part, en fonction des besoins qui peuvent exister en Italie et, d'autre part, en fonction des possibilités de la Communauté.

Une observation majeure a été formulée par la commission de l'agriculture : il existe dans la Communauté européenne un sens de la responsabilité communautaire. Je dirai même que cette notion est

Boscary-Monsservin

à la base même de notre Communauté. Sur le plan de l'agriculture, cette responsabilité communautaire a été définie par le F.E.O.G.A., un organisme qui intervient, d'une part, dans le domaine de la garantie des marchés et, d'autre part, dans celui d'une amélioration des structures.

Sur le plan agricole, il est maintenant admis comme un principe définitivement acquis, qu'il doit exister une solidarité maximum pour permettre à toutes les régions de la Communauté économique européenne et plus particulièrement aux régions sous-développées ou déshéritées d'acquérir les moyens de se trouver en état de compétition valable. Si cette notion de solidarité doit jouer au regard des régions déshéritées ou sous-développées, à plus forte raison doit-elle jouer — je préfère cette expression à celle de « au maximum » qui ne traduit pas toute ma pensée — à l'égard de régions qui, par suite de circonstances malheureuses, se trouvent dans une situation particulièrement pénible. La commission de l'agriculture demande au Parlement de prouver que nous sommes tous d'accord pour que joue au maximum la solidarité de la Communauté au profit de régions se trouvant dans un état de faiblesse résultant de catastrophes comme celle que vient d'éprouver l'Italie.

En conclusion, sous le bénéfice des propositions que fera tout à l'heure M. le Rapporteur, la commission de l'agriculture estime que dans l'immédiat nous devons faire preuve d'efficacité, en acceptant purement et simplement les propositions qui sont faites par la Commission exécutive et qui ne constituent qu'une première étape.

Il faut que cette notion de solidarité soit suivie de démonstrations ultérieures, étant bien entendu que nous ne sommes pas ici sur le plan de la charité, mais sur celui de la solidarité, solidarité que nous devons rechercher dans le cadre des institutions existantes et plus particulièrement dans le cadre du F.E.O.G.A.

Telles sont les conclusions que se permet de vous présenter votre commission de l'agriculture.

Je voudrais faire une dernière observation. La commission de l'agriculture pense que sur un problème de cet ordre il faut qu'il y ait toujours accord complet et harmonie de pensées complète entre le Conseil de ministres, la Commission exécutive et le Parlement. Elle estime qu'il n'aurait pas été heureux d'ouvrir une discussion et d'envisager éventuellement la présentation d'un certain nombre d'amendements au texte présenté par la Commission exécutive : il faut que, dès le départ, il y ait une unanimité que nous devons retrouver au regard des mesures à prendre ultérieurement.

En tant que président de la commission de l'agriculture, et au nom de l'ensemble de mes collègues, je souhaite qu'au cours de ce débat nous retrouvions une ardente ferveur, que nous évitions au maximum

à la fois les discussions et les amendements et que, dans une communion complète, nous assurions nos amis italiens non seulement de l'affectueuse sympathie de l'ensemble de l'Europe mais aussi, et surtout, d'une solidarité efficace à leur égard.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, comme le président de la commission de l'agriculture vient de nous préciser dans quel esprit cette commission a étudié la proposition de la Commission de la C.E.E., je pourrai être bref, d'autant plus qu'une certaine modestie est de rigueur lorsqu'on compare la gravité de la question qui nous occupe avec la proposition de la Commission de la C.E.E.

Cette proposition, notre commission l'a regardée et traitée comme une première mesure d'aide et de solidarité à l'égard de cette région d'Italie, de cette région qui vient d'être victime d'une catastrophe d'une ampleur telle que — espérons-le — elle ne se reproduira plus jamais dans notre Communauté.

Monsieur le Président, ce que nous devons absolument ajouter, c'est que d'autres mesures devront suivre cette première initiative. C'est pourquoi nous sommes d'avis que ce Fonds — et là je touche au problème même de l'aide à accorder par le F.E.O.G.A., qui aura pour mission d'exécuter ce programme — doit être alimenté par des crédits spéciaux ; nous espérons que ceci ne le sera pas au détriment d'autres tâches que le Fonds doit normalement accomplir dans toute la Communauté, y compris l'Italie.

Nous jugeons important de préciser ce point, afin que la Commission de la C.E.E. puisse en tenir compte dès maintenant pour l'élaboration de ses nouvelles propositions, élaboration à laquelle nous l'invitons d'ailleurs expressément à procéder.

Je voudrais en outre profiter de cette occasion pour demander, en ma qualité de rapporteur, si M. Mansholt peut nous promettre de présenter un rapport sur la situation en Italie, une fois que le gouvernement italien lui aura fourni toutes précisions utiles à ce sujet pour qu'il puisse nous soumettre ainsi qu'au Conseil de ministres, une série de propositions concrètes. A notre avis, ces propositions devraient avoir une portée plus grande que l'action symbolique de solidarité proposée par la C.E.E. — car c'est ainsi que nous la considérons — et sur laquelle le Conseil de ministres doit prendre une décision.

Nous sommes persuadés que ce serait déjà un très bon début, si nous pouvions mettre en œuvre le projet que la Communauté a l'intention de réaliser par le biais de sa politique agricole, je dirai

Vredeling

même de sa politique rurale, à savoir l'élaboration d'un programme communautaire qui engagerait tous les pays membres de la C.E.E., spécialement en ce domaine, car il est du devoir de la Communauté, à notre avis, d'intervenir chaque fois qu'un événement de ce genre se produit dans le secteur agricole et dans les régions rurales en général. Cette solidarité, nous l'avons mise en œuvre en ce qui concerne la politique de marché et les problèmes des débouchés. Nous pensons qu'il est nécessaire — la commission agricole n'a cessé de défendre ce point de vue — que la même solidarité se manifeste chaque fois que des problèmes graves se posent en agriculture, qu'ils soient de nature structurelle ou sociale.

C'est dans cet esprit que nous estimons devoir approuver la proposition de la Commission de la C.E.E.

Si nous devons examiner cette proposition du point de vue de la forme, nous serions obligés de faire des observations au sujet du texte même, nous y avons toutefois renoncé, ainsi que vient de l'expliquer le président, afin d'éviter tout retard. Nous pouvons y renoncer d'autant plus que nous invitons la Commission de la C.E.E. à présenter des règlements complémentaires dans le courant de l'année à venir, quand on aura un meilleur aperçu des dommages causés et surtout lorsqu'on pourra mieux juger — espérons-le, et espérons également que la Communauté assistera l'Italie dans cette tâche — de la façon dont il conviendra d'affronter les problèmes qui se posent.

Monsieur le Président, c'est dans cet esprit que nous avons traité cette proposition et présenté une proposition de résolution, proposition de résolution qui dépasse de beaucoup le cadre du règlement, dont la portée, au fond, est assez modeste.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Lückner, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Lückner. — (A) Monsieur le Président, il me semble utile que les membres de cette assemblée disent tout ce qu'ils ont à dire avant que le représentant de la Commission, M. Mansholt, prenne la parole.

Je serai très bref, premièrement, parce que notre rapporteur a fait un excellent travail, deuxièmement, parce que le président de la commission de l'agriculture nous a clairement exposé le point de vue de sa commission lors de la séance d'hier soir.

Lundi et mardi déjà, l'assemblée a exprimé de façon générale, en termes aussi solennels que sincères, la solidarité qu'elle ressentait à l'égard des victimes des inondations en Italie. Je ne puis que répéter que nous ne pouvons ni ne voulons aban-

donner nos amis italiens dans leurs efforts de réparation des dommages dus aux inondations catastrophiques, car nous considérons également ce geste comme un témoignage de notre union, de notre solidarité européenne.

C'est pourquoi, au nom du groupe démocrate-chrétien, je félicite l'assemblée de la célérité avec laquelle elle a agi. Je tiens à remercier tout particulièrement notre rapporteur, M. Vredeling qui, en l'espace de quelques heures, a soumis à la commission de l'agriculture les propositions qui lui semblaient appropriées, compte tenu de l'ampleur de la catastrophe et de l'importance des dommages. De même, je remercie chaleureusement le président de la commission de l'agriculture qui a su nous retenir et mener les délibérations hier jusqu'à dix heures du soir, heure à laquelle nous sommes tombés d'accord sur une proposition que nous soumettons aujourd'hui à cette haute assemblée. Je m'en félicite, car nos amis et moi sommes d'avis qu'il faut agir vite. On dit dans mon pays que « celui qui donne vite, donne deux fois ».

Pour ce qui est de la proposition de l'exécutif, je dirai non sans certaines réserves que nous eussions souhaité qu'en accord avec le Conseil, il donnât une autre forme à cette première manifestation de notre solidarité.

M. Mansholt nous a expliqué hier soir en commission, de façon très pertinente, quelles étaient les raisons qui avaient guidé le choix de l'exécutif, et pourquoi le contenu matériel de ce règlement ne correspondait en rien à l'idée que nous nous étions faite du secours que notre Communauté devrait apporter. Nous sommes prêts à nous incliner devant les considérations qui ont inspiré l'exécutif.

Lors de la réunion d'hier soir, la discussion très approfondie — au cours de laquelle, je tiens à le souligner, chacun a fait preuve de bonne volonté et de générosité pour faire tout ce qui était humainement possible — nous a conduits à une solution qui, je crois, répond malgré tout à la situation et à notre désir de venir en aide.

A nos yeux ce règlement, auquel nous donnerons nos voix, est uniquement un premier pas, une première mesure de secours en faveur des sinistrés d'Italie. Nous attendons de l'exécutif de la C.E.E. qu'il nous présente le plus rapidement possible un rapport sur l'ampleur des dommages intervenus en Italie et qu'il nous propose en même temps les mesures que nous pourrions prendre pour venir en aide à ce pays. Au sein de la commission de l'agriculture, nous avons trouvé une formule digne du jugement de Salomon. Nous tenons à ne pas perdre de temps. Il est bon que notre Communauté entreprenne une action, de concert avec le gouvernement italien. Nous attendons que, dans un délai de trois mois après que le gouvernement italien aura remis

Lücker

son rapport à Bruxelles, l'exécutif adresse au Conseil et à l'Assemblée un rapport sur les mesures qu'il prévoit afin que ces deux instances puissent donner leur avis.

Je m'en tiendrai à ces quelques remarques. Le groupe démocrate-chrétien approuve entièrement le projet de règlement et la proposition de résolution soumis par la commission de l'agriculture.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, après ce qu'a déclaré M. Hallstein, président de la Commission de la C.E.E., sur cette question, je n'aurai plus grand-chose à ajouter. Je partage largement les vues que viennent d'exposer le président de la commission de l'agriculture, le rapporteur et le porte-parole du groupe démocrate-chrétien, M. Lücker.

Je voudrais tout d'abord remercier le Parlement d'avoir donné si rapidement son avis.

Nous aussi, nous estimons qu'une catastrophe aussi grave que celle qui vient de se produire en Italie nécessite une intervention rapide de la Communauté. On peut sans doute discuter la forme que nous avons prévu de donner à cette intervention, mais la Commission de la C.E.E. estime qu'il n'y avait pas d'autre possibilité de réagir immédiatement.

Pendant la catastrophe, avant même qu'elle n'eût atteint son plus haut point, ou plutôt, avant que leurs victimes n'eussent atteint le fond de leurs épreuves, nous étions déjà réunis pour examiner les possibilités immédiates qu'offrait le traité de secourir et d'aider. Les moyens d'agir, nous les avons trouvés dans les possibilités qu'offre le traité d'intervenir immédiatement en recourant au Fonds social du F.E.O.G.A. et à certaines mesures relevant de la technique des marchés. Ainsi est née, pour ce qui concerne l'aide à l'agriculture, la proposition qui a été présentée.

Je comprends cependant fort bien les déclarations du président de la commission de l'agriculture, du rapporteur et de M. Lücker. Il est exact que d'une façon générale, c'est dans le secteur de l'agriculture que tout cela est possible, parce que c'est précisément dans ce secteur que la solidarité en matière de politique de marchés a vraiment pris corps ; c'est précisément dans le domaine de l'agriculture que les effets, bons ou mauvais, de la politique de marché qui sera pratiquée seront bientôt ressentis ou subis en commun et que la Communauté a décidé d'appliquer à une partie considérable de la poli-

tique structurelle un système de financement communautaire.

C'est ainsi que je considère aussi ce que la commission de l'agriculture propose actuellement au Parlement en ce qui concerne les mesures à long terme. La commission voudrait que cette solidarité communautaire, prévue par le traité en matière de politique structurelle, joue également lorsque l'agriculture doit faire face à des situations dues à des catastrophes comme celle qui vient de se produire en Italie. On se prépare actuellement à prendre des mesures en ce sens et la Commission de la C.E.E. est donc favorable à cette idée.

En réponse à sa question, je dirai à M. Vredeling que dès que le gouvernement italien nous aura fait parvenir un bilan de la situation découlant de la catastrophe, nous en ferons volontiers un rapport au Parlement. Nous y ajouterons d'ailleurs un exposé des mesures que, de concert avec le gouvernement italien, nous aurons décidé de prendre. Il va de soi que je ne puis rien vous dire, pour l'instant, des mesures que nous pourrions être amenés à prendre. Cela dépendra de la nature des situations auxquelles il s'agira de faire face et des moyens dont nous disposerons.

Je terminerai en remerciant une fois encore le Parlement d'avoir réagi si rapidement.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Mansholt de ses explications.

La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — (I) Je tenais simplement à exprimer mes remerciements pour l'esprit dans lequel cette proposition a été examinée et surtout pour la manifestation de solidarité à laquelle j'ai pu assister hier soir en commission et qui s'adressait à la population agricole victime des récentes inondations en Italie.

Cet esprit de solidarité me semble être la preuve d'un renforcement toujours plus grand de nos tâches communautaires.

M. le Président. — J'ai été très sensible aux paroles de remerciement que M. Sabatini vient d'adresser à notre assemblée.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Président

Résolution

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à la contribution du F.E.O.G.A. à la réparation des dommages intervenus à la suite d'inondations catastrophiques dans certaines régions d'Italie, durant l'automne 1966

Le Parlement européen,

- consulté par le Conseil de la Communauté économique européenne (doc. 141),
- vu la proposition de la Commission de la C.E.E. (VI/COM/66 478 final),
- ayant été informé de la déclaration de la Commission en date du 24 novembre 1966 ainsi que de la décision du Conseil prise ce même jour,
- après avoir adopté le 29 novembre 1966 une résolution relative à la catastrophe qui a frappé plusieurs régions d'Italie ⁽¹⁾.

1. Constate l'identité de vues entre les institutions de la Communauté sur l'urgence d'une action communautaire à l'égard des régions sinistrées ;

2. Se félicite que la Commission de la C.E.E. ait immédiatement présenté une proposition dans le domaine agricole et que le Conseil se soit déclaré prêt à se prononcer à ce sujet dès le 6 décembre 1966 ;

3. Attend d'autres actions communautaires, dont l'agriculture pourrait également bénéficier, sans préjudice des actions concrètes dans d'autres domaines également touchés ;

4. Rappelle le principe de la responsabilité communautaire à l'égard des régions défavorisées, responsabilité qui, a fortiori, doit jouer au profit de celles dont l'activité économique se trouve paralysée pour plusieurs années ;

5. Partant de ces considérations, formule les observations suivantes :

I. Au regard des mesures de première urgence :

Considère la proposition de règlement soumise à son examen comme un premier pas dans la voie d'une aide aux régions sinistrées ;

II. Au regard de mesures à long terme :

- a) Pense que la solidarité communautaire, à l'occasion de cette catastrophe, devrait s'exprimer par la mise à la disposition de la section orientation du F.E.O.G.A. de ressources exceptionnelles afin de ne pas porter atteinte aux actions normalement poursuivies par le Fonds ;
- b) Demande à la Commission de la C.E.E. de présenter, dans les trois mois suivant le dépôt par le gouvernement italien d'un inventaire des dommages, un rapport sur la situation et sur l'action à entreprendre en accord avec ce dernier ;
- c) Estime qu'un programme communautaire spécial doit être arrêté pour ces régions par le Conseil dans les conditions prévues à l'article 16 du règlement 17/64 ;
- d) Est d'avis que l'ensemble de ces mesures contribuerait à mettre les pouvoirs publics italiens en état de réaliser un plan de réaménagement judicieusement conçu, afin non seulement de réparer les dommages subis, mais encore de prévenir, autant que possible, d'éventuelles catastrophes ;

6. Approuve la proposition de règlement ;

7. Charge sa commission de l'agriculture de lui faire rapport sur la suite donnée à la présente résolution ;

8. Charge son président de transmettre le présent avis ainsi que le rapport y afférent (doc. 150) au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

⁽¹⁾ Voir page 000 du Journal officiel.

Président

Proposition de règlement du Conseil relatif à la contribution du F.E.O.G.A. à la réparation des dommages intervenus à la suite d'inondations catastrophiques dans certaines régions d'Italie durant l'automne 1966

(Texte proposé par la Commission de la C.E.E.
et approuvé sans modification)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu le règlement n° 25 du Conseil relatif au financement de la politique agricole commune⁽¹⁾,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que de nombreuses régions d'Italie ont été dévastées par des inondations catastrophiques ; que certaines zones agricoles ont été plus particulièrement atteintes ; que des bâtiments, du bétail, des récoltes engrangées ont été anéantis et les futures récoltes sur pieds très compromises ;

considérant que les dégâts occasionnés à l'agriculture atteinte sont si graves que dans beaucoup de cas l'individu seul ne peut plus se secourir lui-même ;

considérant qu'il est donc nécessaire que la Communauté contribue à la réparation des dommages ;

considérant que le meilleur moyen d'y parvenir consiste à rendre disponibles des ressources provenant du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « Orientation » ;

considérant que pour que l'aide puisse être rapide et particulièrement efficace, des conditions spéciales et une procédure simplifiée et accélérée doivent être établies pour la participation du Fonds ;

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article 1

1. Les dépenses du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « Orientation », peuvent concerner pour les années 1966 et 1967 : la reconstitution et l'amélioration :

- des conditions de production dans l'agriculture ou dans les exploitations agricoles,
- des installations de commercialisation ou de transformation des produits agricoles,

qui sont rendues nécessaires pour les régions italiennes frappées par les inondations catastrophiques intervenues au cours des mois d'octobre et de novembre 1966.

2. Un montant de 5 millions d'u.c. pour l'année 1966 et 5 millions d'u.c. pour l'année 1967 sont mis à la disposition des mesures prévues au paragraphe 1 dans le cadre des ressources de la section « Orientation » du Fonds et sont à utiliser suivant la procédure établie dans les articles suivants.

3. La République italienne participe au bénéfice des sommes restant disponibles à la section « Orientation » du Fonds, dans les conditions en vigueur et au même titre que les autres États membres.

Article 2

Pour les demandes de concours du Fonds présentées en vertu de l'article 1, paragraphe 1, les dispositions suivantes du règlement n° 17/64/CEE du Conseil du 5 février 1964 relatif aux conditions du concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole⁽¹⁾ ne sont pas applicables.

- article 11,
- article 14, paragraphe 1, alinéas *a* et *b*, ainsi que paragraphe 2, alinéa *b*,
- article 15,
- article 18, paragraphe 1,
- article 20, paragraphe 1,
- article 21, paragraphe 1.

Article 3

Pour la demande de concours du Fonds présentée en vertu de l'article 1, paragraphe 1, les conditions particulières suivantes sont établies pour le concours du Fonds :

1. Pour pouvoir bénéficier du concours du Fonds, le projet doit contribuer à permettre la reprise économique dans le secteur agricole en tenant compte de la nécessité d'accroître la productivité de l'agriculture, conformément à l'article 39, paragraphe 1 *a*), du traité, ou d'améliorer les débouchés des produits agricoles.

2. Pour un projet donné,

- les subventions accordées par le Fonds ne peuvent dépasser 45 % de l'investissement réalisé ;
- le bénéficiaire de la reconstitution ou de l'amélioration réalisée doit participer au financement ;

⁽¹⁾ J.O. n° 30 du 20 avril 1962, p. 991/62.

⁽¹⁾ J.O. n° 34 du 27 février 1964, p. 586/64.

Président

cette participation financière doit s'élever à 20 % au moins, s'il s'agit d'installations pour la commercialisation ou la transformation des produits agricoles.

3. La République italienne participe au financement du projet.

Article 4

Pour les demandes de concours du Fonds présentées en vertu de l'article 1, paragraphe 1, la procédure suivante est établie :

1. Les demandes de concours du Fonds peuvent être présentées à la Commission d'une manière permanente mais au plus tard jusqu'au 1^{er} novembre 1967 ;

2. La Commission doit prendre une décision au fond sur chaque cas particulier, au plus tard 6 semaines après la réception des données nécessaires pour sa décision.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

4. Marchés mondiaux des produits agricoles

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Lückner, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les problèmes relatifs à une organisation des marchés mondiaux des produits agricoles, en particulier des céréales (doc. 136).

Je rappelle que, dans sa séance du 25 mai 1965, le bureau élargi avait renvoyé cette question pour avis à la commission du commerce extérieur. Mais, par lettre du 21 novembre 1966, celle-ci m'a fait savoir qu'elle avait décidé de ne pas formuler d'avis.

La parole est à M. Lückner.

M. Lückner, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir déjà fait allusion devant cette haute assemblée aux difficultés soulevées par l'étude de ce rapport, qu'il était prévu de confier à la commission du commerce extérieur pour avis et à la commission de l'agriculture quant au fond. C'est avec regret que je me joins à vos paroles, surtout en ma qualité de rapporteur, mais je crois pouvoir affirmer également au nom de la commission tout entière que nous aurions souhaité que la commission du commerce extérieur présentât par écrit un avis sur ce rapport. Ceci ne signifie nullement, Monsieur le Président, que nous ayons rédigé notre proposition de résolution au sein de la commission de l'agriculture sans connaître parfaitement l'opinion de la commission du commerce extérieur.

Ce rapport relatif à un accord mondial sur les céréales que la commission de l'agriculture soumet à cette haute assemblée est le premier d'une petite série de rapports qui portent surtout sur les accords agricoles mondiaux prévus par les négociations Kennedy. Comme vous venez de le rappeler, Monsieur le Président, c'est en mai 1965 que le bureau

de notre Parlement a saisi les commissions intéressées. En disant cela, je tiens à insister sur le fait que ce rapport ne s'inscrit pas dans une procédure normale de consultation. Ce n'est pas le Conseil qui nous a consultés sur le texte d'un règlement ; ce rapport, de même que ceux qui suivront sur le même sujet, émane de la propre initiative de l'assemblée. Permettez-moi de rappeler que nous avons traité dans cet hémicycle — à commencer par M. Pedini, président de la commission du commerce extérieur — toute une série de rapports consacrés aux problèmes que posent soit le G.A.T.T. et les négociations Kennedy, soit la conférence mondiale du commerce. C'est dans ce cadre que nous devons situer le présent rapport.

Quel est le but de ce rapport ? Il répond à deux objets :

Il fait appel au rôle de catalyseur qu'assume le Parlement afin que, grâce à son avis, il informe les organes communautaires, en particulier l'exécutif de Bruxelles, des opinions politiques qui se font jour au sein du Parlement qui est le porte-parole de nos peuples européens.

D'autre part, n'oublions pas que ce Parlement est le seul organe communautaire où l'on puisse traiter de ces problèmes en public. Comme vous le savez, les négociations à l'échelon gouvernemental sont secrètes. Elles sont menées à huis clos. Cela n'empêche que — nolens volens — un certain nombre d'informations parviennent à l'opinion publique. Mais cela ne saurait suffire pour des entreprises aussi importantes que les négociations Kennedy ou la Conférence mondiale sur le commerce. Ce sont là des décisions de très vaste portée. Le public a le droit d'apprendre par les débats de notre assemblée de quoi il s'agit. En effet, l'avenir économique et social de nos peuples dépend dans une très large mesure des décisions qui font l'objet du présent débat.

Lücker

Je disais à l'instant que les négociations gouvernementales étaient secrètes. Nous n'ignorons pas de quoi nous parlons dans cet hémicycle ; nous le savons au contraire très bien. Les renseignements dont nous disposons sur les intentions de notre Communauté et sur celles des autres partenaires nous paraissent suffisants pour que nous puissions nous former une opinion à leur sujet.

Quant au moment auquel il convient de soumettre ce rapport, il dépend évidemment de la procédure et de l'état des négociations qui se déroulent actuellement à Genève. L'heure est certainement venue aujourd'hui, où l'on doit remettre au secrétaire général du G.A.T.T. à Genève les listes d'avertissements qui lui permettront de dresser une sorte de bilan provisoire des négociations. Le calendrier des négociations prévoit ensuite une période au cours de laquelle on essaiera d'améliorer ou de rapprocher les positions qui se dégageront du bilan provisoire. C'est vers le 15 janvier que débutera sans doute cette nouvelle phase, que l'on peut considérer comme la course finale des négociations du G.A.T.T. qui durent depuis des années et se situent également dans le cadre des négociations Kennedy.

La commission de l'agriculture est pleinement consciente de la responsabilité qu'elle a assumée en élaborant un rapport qui doit servir de base à ce débat. Je ne veux laisser subsister aucun doute sur nos intentions : nous ne prétendons nullement intervenir dans les négociations. J'irai même plus loin : nous ne désirons pas lier la délégation envoyée de Bruxelles à Genève et qui négocie — on ne saurait assez s'en féliciter — au nom de la Communauté tout entière. Comme je viens de le dire clairement, ce qui nous importe, c'est de donner une orientation politique, mais aussi d'informer le public sur la position que l'assemblée a adoptée au sujet de ces importantes questions.

Lorsque nous avons commencé à nous intéresser à cette question, à la commission de l'agriculture, nous nous sommes trouvés face à un triple dilemme. Le premier consistait à savoir si nous devions donner notre avis sur le programme amélioré d'aide alimentaire en vue de lutter contre la faim dans le monde — vous savez qu'un tel programme existe, bien qu'à notre avis, il soit insuffisant — ou si nous devions plaider en faveur d'un accord qui servirait en premier lieu à équilibrer l'offre et la demande sur les marchés mondiaux dans une perspective plus commerciale.

On connaît la crise que traversent les marchés agricoles mondiaux, même si elle a été un peu moins aiguë ces deux dernières années, au cours desquelles les achats effectués par les pays d'Asie et l'Union soviétique ont quelque peu réduit les excédents gigantesques qui pesaient sur les marchés mondiaux des céréales pendant la période précédente. Mais il nous semblerait imprudent de fonder nos considérations sur l'évolution de ces deux der-

nières années. En dépit de cette tendance à court terme, la crise structurelle des marchés mondiaux subsiste.

Nous avons donc à trancher cette question et à décider si, oui ou non, nous tiendrions compte des exigences qui risquaient de découler de la faim qui sévit dans certaines régions du monde et des excédents que présentent d'autres pays. Au sein de la commission de l'agriculture, il nous a été à tous très pénible de résister à la tentation de chercher à remédier à la faim en recourant aux excédents, et d'opter pour l'amélioration de l'équilibre entre l'offre et la demande au sens commercial du terme. Nous avons pris cette tâche au sérieux. Je me permets de rappeler que notre commission — conjointement d'ailleurs avec la commission du commerce extérieur — a tenu une réunion spéciale à Rome, pour discuter en détail de la situation avec les représentants de la F.A.O. et du programme mondial d'aide alimentaire et en tirer des conclusions. Nous avons été très impressionnés par la position officielle que les autorités compétentes de l'organisation mondiale défendaient à l'époque.

J'aimerais vous citer quelques chiffres. Il ressort des renseignements qui nous ont été donnés là-bas, si on les soumet à une évaluation réaliste, que nous devons compter en 1980 sur un déficit de produits alimentaires supérieur à 20 milliards de dollars, ce qui correspond à 200 ou 220 millions de tonnes de blé. On peut évaluer à cet ordre de grandeur le déficit alimentaire des quinze prochaines années, si les chiffres ne sous-estiment pas l'évolution, mais il n'y a aucune raison de le supposer.

D'après ces prévisions, il sera impossible de combler le déficit au moyen des excédents ou grâce à l'expansion de la production dans le monde.

Vous comprendrez donc, Monsieur le Président, qu'il n'a pas été facile aux membres de la commission de l'agriculture de se décider pour l'avis que nous soumettons aujourd'hui à l'assemblée, avis qui plaide en faveur de la conclusion d'un accord mondial ayant pour objet de créer et d'améliorer l'équilibre entre l'offre et la demande, comme le préconise, grosso modo, le point essentiel du plan que la Communauté a proposé par l'intermédiaire de la Commission de Bruxelles.

Permettez-moi d'ajouter qu'à l'occasion de sa réunion à Rome, la commission de l'agriculture a une fois de plus beaucoup insisté sur le fait que l'on devra lier cet accord — qui est plutôt un accord commercial — à un programme amélioré d'aide alimentaire qui sera organisé sur une base multilatérale, la responsabilité financière étant elle aussi assumée de façon multilatérale.

Je crois qu'à l'avenir le Parlement européen ne pourra se contenter de consacrer son attention au seul aspect commercial de ce problème dans le

Lücker

cadre d'un tel accord mondial : tout au contraire, il lui incombera d'accorder une attention particulière à ce problème et d'exposer clairement dans ce rapport que nous désirons lier cet accord commercial à un programme amélioré d'aide alimentaire, et cela en usant de toute son autorité et de toute son influence, si limitées qu'elles soient du point de vue du traité et du droit, mais je pense surtout ici à l'autorité qu'il a en sa qualité de porte-parole politique des pays de notre Communauté.

Nous savons, Monsieur le Président, qu'un tel programme d'aide alimentaire ne peut résoudre le problème des pays en voie de développement. Sous la forme que nous pouvons lui donner, il apportera certes une aide appréciable mais qui contribuera uniquement aux efforts d'auto-assistance des pays en voie de développement. En d'autres termes, nos efforts doivent viser plus énergiquement que par le passé à permettre à ces pays, grâce à notre aide, de développer leur agriculture et cela dans de nombreux secteurs si nous voulons vraiment organiser sur une meilleure base l'alimentation de la population mondiale pendant les décennies à venir.

Le deuxième dilemme auquel nous avons à faire face consistait à décider si, dans cet accord mondial, nous tiendrions compte des points de vue fort compréhensibles des grands pays exportateurs de produits agricoles d'outre-mer, qui visent à s'assurer un meilleur accès aux marchés mondiaux, ou bien si nous essayerions de développer le système de la politique agricole européenne de notre Communauté qui a fait ses preuves et de l'appliquer à l'échelon mondial.

Il est normal que les grands pays exportateurs de produits agricoles d'outre-mer, dont les capacités de production sont quasi illimitées, essaient de plus en plus de pénétrer sur les marchés de notre Communauté. De leur point de vue c'est même légitime. Mais il est tout aussi normal que nous opposions à ces intérêts les besoins vitaux de notre Communauté.

On ne saurait toutefois en rester à ce dualisme, à cette polarité : il faut essayer, à partir de ces positions de départ, de trouver un instrument commun, capable de servir à tous ceux qui se déclarent expressément parties contractantes de cet accord.

Dans notre Communauté nous avons créé avec notre politique agricole, telle qu'elle a été décidée et qu'elle sera appliquée dorénavant, un instrument qui assure pour l'avenir un équilibre économique et social en son sein.

Mais, au cours des négociations à Genève, nous devons également tenir compte de la sécurité des approvisionnements dont notre Communauté a besoin. Nous ne devons pas l'oublier.

A ce propos, je voudrais m'arrêter à quelques considérations. Si l'on observe l'évolution de la production agricole dans nos pays et dans ceux qui

participent à la Conférence de Genève, on voit très rapidement que l'agriculture européenne n'a pas le taux de croissance le plus élevé. C'est pourquoi j'ai annexé quelques statistiques au rapport.

Dans le domaine des échanges commerciaux également, la Communauté économique européenne enregistre un certain retard. Dans l'annexe statistique du rapport de la commission de l'agriculture, j'ai reproduit quelques chiffres qui illustrent l'évolution des courants commerciaux des trente dernières années. Ils sont très instructifs. Si l'on considère les différentes zones géographiques traditionnelles du monde, on constate qu'en Europe occidentale et dans la Communauté économique européenne, le chiffre des importations de céréales est demeuré constant au long de cette période, à quelques fluctuations près. Il y a trente ans, l'Europe occidentale importait 24 millions de tonnes de céréales ; le chiffre correspondant est à l'heure actuelle de 23 millions de tonnes. Cela est dû au fait que le volume des récoltes dépend du temps. En revanche, les exportations de céréales d'Amérique du Nord ont augmenté de 1.500 % au cours de ces trente années.

Il ressort de cette comparaison que l'Europe occidentale, à laquelle appartient notre Communauté, peut se targuer de représenter un facteur d'équilibre sur les marchés agricoles mondiaux, tant du point de vue de la production que dans les échanges.

On a souvent reproché à notre Communauté économique européenne d'appliquer des principes dépassés et protectionnistes, ou de viser à l'autarcie. A cela je répondrai, au nom de la commission de l'agriculture, que ces deux reproches sont faux si l'on suit l'évolution intervenue jusqu'ici. Dans le rapport qu'elle a présenté il y a quelques semaines, M^{me} Strobel a affirmé que, de 1958 à 1965 compris, les importations agricoles de la C.E.E. avaient augmenté de 50 % environ. C'est là — et cela paraît presque un effet du hasard — un taux de croissance identique à celui des échanges mondiaux pris dans leur ensemble. En effet, ils se sont, eux aussi, accrus de 50 % pendant la même période. La politique agricole appliquée jusqu'à présent en accord avec l'exécutif prouve que la commission de l'agriculture n'a pas eu pour objet de créer une autarcie.

Quant au troisième et dernier dilemme, il s'agissait de savoir si nous poursuivions nos politiques agricoles nationales entièrement indépendantes les unes des autres, ou si nous étions au contraire prêts à les adapter à un système mondial. J'illustrerai ce dilemme par un exemple. A l'article 23 de l'accord mondial sur le blé, qui est toujours en vigueur, il est dit expressément que les clauses dudit accord ne portent préjudice ni aux politiques agricoles ni aux souverainetés nationales. On a donc conclu un accord commercial, mais en préservant expressément la position particulière des politiques agricoles

Lücker

nationales. On n'a même pas essayé de les soumettre à une discipline internationale ou à un code international de bonne conduite.

Tout comme nous avons désormais adopté, en tant que base de notre politique, le principe d'une collaboration à parts égales dans tous les domaines, nous devrions introduire ce même principe dans notre politique agricole. C'est là un pas de géant par rapport au passé : en effet, cela nous oblige à insérer les politiques agricoles nationales dans une conception internationale, dans une organisation mondiale, ce qui ne pourra se faire que si tous les membres ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, en d'autres termes, s'ils reconnaissent la réciprocité de leurs droits et devoirs. Les négociations Kennedy sont la première tentative que l'on fait — à juste titre, je crois — de fixer dans des normes internationales la dépendance réciproque des politiques agricoles des pays membres du G.A.T.T., normes qui sont indispensables au fonctionnement futur des marchés mondiaux et de l'accord mondial prévu sur les céréales.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de rappeler que nous nous sommes trouvés pour la première fois devant une tâche analogue lors des négociations avec la Grande-Bretagne. Les questions qui étaient apparues alors ne différaient guère de celles qui se posent maintenant, dans un cadre géographique plus vaste, à Genève.

Si l'on veut qu'un tel accord fonctionne, les pays importateurs et les pays exportateurs devront se soumettre à une discipline internationale. Comme dit un proverbe allemand « aux mêmes frères, les mêmes bonnets » ; en d'autres termes, les partenaires doivent avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs.

La commission de l'agriculture souscrit au plan que la Communauté a proposé à Genève ; elle souscrit donc de ce fait aux trois principes importants qu'il contient, à savoir le prix de référence mondial, la consolidation des montants de soutien et le degré d'auto-provisionnement. Je ne m'y arrêterai pas en détail, puisque le rapport de la commission de l'agriculture les a commentés de façon approfondie. Je suis certain — bien que je ne veuille pas anticiper sur le débat — que ces principes permettront d'assurer le bon fonctionnement de l'accord mondial prévu sur les céréales. Je me limiterai à quelques observations sur l'appréciation de la commission de l'agriculture.

Au nom de la commission de l'agriculture je désire remercier l'exécutif et en particulier M. Mansholt, de l'idée ingénieuse qu'ils ont avancée et dont je crois que vous êtes, Monsieur Mansholt, le principal auteur. Je souhaite que vos efforts en vue de la défendre et la faire adopter à Genève soient couronnés de succès. Vous pouvez compter sur l'entier appui de la commission de l'agriculture et de ce Parlement.

Je passerai maintenant à quelques commentaires critiques en commençant par le prix de référence mondial. D'après M. Mansholt, il devra être fixé de telle sorte que la production *Red Winter-II* des États-Unis puisse être vendue sans subventions sur le marché mondial. La commission de l'agriculture n'est pas tout à fait sûre de son jugement, mais il lui semble, non sans raison, que le prix de référence mondial proposé à Genève par la Communauté ne répond pas entièrement à cette condition. La commission de l'agriculture n'est pas à même de proposer d'autres chiffres en une matière aussi délicate. Mais nous prions instamment l'exécutif de revoir une fois encore l'ensemble du système sur la base de chiffres incontestables. Nous avons l'impression que ceux qui nous sont proposés à présent ne sont pas tout à fait justes. Avant tout, ils ne tiennent manifestement pas compte de la tendance actuelle de l'évolution des prix sur le marché mondial des céréales, tendance qui se maintiendra sûrement au cours des prochaines années.

Deuxièmement, en fixant le rapport entre le prix du blé et celui des céréales fourragères, nous prenons une mesure essentielle du point de vue de la politique agricole, car nous dressons ainsi les jalons qui orienteront les effets de la production, tant sur les importations que sur les exportations. Face à l'évolution que l'on constate depuis quelques années dans ce domaine, la commission de l'agriculture a l'impression que les rapports prévus ne sont pas tout à fait corrects. C'est pourquoi nous proposons de les ajuster en fonction des valeurs fourragères ou alimentaires, telles que la science les a déterminées de façon si remarquable. Si nous adoptons ce principe, nous assurerions une meilleure orientation à la production et à l'utilisation des céréales à l'intérieur de la C.E.E. Nous contribuerions également, de façon indirecte, à établir un équilibre sur les marchés mondiaux des céréales.

Quant au troisième point, il porte sur la durée de validité de l'accord. Il est prévu de le reconduire tous les trois ans. Après mûre réflexion, la commission de l'agriculture a donné son accord de principe ; mais pour la première période de validité, elle a exprimé un avis quelque peu différent dans les détails et cela pour deux raisons :

Si nous partons du principe que l'accord sera conclu en 1967, sa première période de validité expirera après le 1^{er} janvier 1970, si elle est prévue pour trois ans. Or, d'après le traité de Rome, la période transitoire de la Communauté s'achève le 31 décembre 1970, de sorte qu'à cette date, des décisions essentielles pour la réalisation d'une union économique entreront en vigueur.

Telle est l'une des raisons qui nous font penser que la première période d'application de l'accord devrait expirer en 1969. A partir de 1970, on pourra vraisemblablement envisager une durée de trois ans.

Lücker

L'autre réside dans le fait que les prix des céréales ont été fixés le 15 décembre 1964 par le Conseil de ministres. Jusqu'à présent, le Conseil de ministres a refusé de les réviser. Il a ses raisons pour cela ; Monsieur Mansholt, la commission de l'agriculture, tout au moins la majorité de ses membres, n'a pas été très contente de ce refus, mais nous en avons pris acte et nous nous sommes inclinés.

Si nous mettons l'accord en vigueur pour une durée de trois ans, cela signifie par ailleurs que les prix des céréales resteront les mêmes de 1964 à 1970. Vous comprendrez, Monsieur le Président, que la commission ait marqué quelque étonnement. Elle a crié : « attention ! », et à juste titre. Car si dans la conjoncture actuelle nous lions pour une si longue période les revenus du marché d'une branche de l'économie, telle que l'agriculture, la commission de l'agriculture se doit de redouter les inconvénients qui en découleront pour ce secteur, non point par égard uniquement pour les intérêts des producteurs agricoles, mais pour des raisons plus que défendables. C'est là une question de mesure, de morale et de justice et c'est de ce point de vue qu'il faut envisager ce qui se passera, pendant cette période, si on lie à si long terme une branche aussi importante de l'économie.

A une autre occasion, j'ai déjà dit dans cet hémicycle que si M. Marjolin pouvait nous assurer qu'il sera à même, en collaboration avec les gouvernements membres de notre Communauté, d'orienter l'évolution de la conjoncture de telle sorte, pendant cette période, qu'elle reste stable, nous pourrions accepter d'un cœur bien plus léger un engagement à si long terme.

J'en arrive ainsi au dernier point. Il s'agit des problèmes que pose l'adaptation pendant la période transitoire, que nous devons, en pratique, considérer de 1964 à la fin de 1969. A ce propos, dans un souci conforme à sa responsabilité, la commission a recommandé à l'exécutif qu'au moment où il s'apprêtera à parapher cet accord, il s'accorde encore un instant de réflexion pour vérifier, à la lumière de l'évolution intervenue entre-temps, s'il n'est pas nécessaire d'apporter un correctif aux chiffres donnés pour les prix. Nous savons parfaitement, Monsieur le Président, que ce que nous demandons est délicat, mais je crois qu'il est non seulement permis, mais nécessaire d'attirer l'attention sur ces faits.

J'en arrive à la question des éventuelles mesures de compensation. Dès lors que l'agriculture est liée pour une si longue période, mais que l'évolution conjoncturelle n'en tient pas compte, la nécessité d'assurer une compensation au secteur agricole se pose automatiquement. On ne peut y échapper si l'on veut être équitable.

Je sais que dans l'Athènes antique, Solon a cherché sans succès à résoudre cette question. Saint Augustin, lui aussi, a essayé en vain de forger la

notion du *jus pretium*. Jusqu'à présent, je n'ai trouvé aucun auteur, ni aucun homme politique, qui ait réussi à en donner une définition acceptable pour tous. Nous devons néanmoins étudier ces problèmes dans le cadre de notre politique pratique.

J'en arrive à ma conclusion. La commission de l'agriculture a présenté ce rapport qui contient un exposé historique de l'évolution et une évaluation des faits passés, présents et futurs. Elle se rallie à la conception de l'exécutif de la C.E.E. et lui souhaite plein succès à Genève.

En même temps, la commission de l'agriculture a formulé quelques critiques sur l'ensemble des questions. Compte tenu de la situation à Genève, elle sait qu'elle ne peut exiger que M. Mansholt fasse des déclarations qui engagent l'exécutif. Nous n'avons d'ailleurs nullement l'intention de le lui demander, car nous comprenons combien la situation de l'exécutif est délicate à Genève. Ce que nous voudrions — et telle est notre requête — c'est livrer ces considérations à M. Mansholt et à l'exécutif à titre d'orientation pour le cours ultérieur des négociations ; nous aimerions avoir la certitude que l'exécutif tiendra compte également des commentaires critiques. Nous serions surtout heureux d'entendre, de la part de M. Mansholt et de l'exécutif, qu'ils se sentent engagés dans ce sens envers le Parlement et notre Communauté.

Du reste, l'opinion publique européenne — et je pense non seulement aux agriculteurs et aux producteurs, mais à tous les milieux économiques intéressés qui aimeraient tirer profit de cet accord — devrait également apprendre et savoir que notre assemblée, consciente de sa responsabilité, se consacre à ces questions et qu'elle est en ce moment en train de fixer des points d'orientation. Tel est aux yeux de la commission de l'agriculture le sens du mandat dont nous sommes chargés.

Je me permets de prier cette haute assemblée d'approuver la proposition de résolution présentée par la commission de l'agriculture.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, le groupe socialiste a montré à plusieurs reprises dans le passé qu'il attachait une grande valeur aux négociations Kennedy. Ces négociations sont le résultat d'une initiative des États-Unis, rejoignant une conception qui nous tient fort à cœur.

Je ne reviendrai donc pas sur l'importance qui s'attache au *Kennedy round*, en particulier sur le plan politique, mais je tiens quand même à faire une remarque sur le rapport et la proposition de résolution qui nous sont présentés par la commission de

Vredeling

l'agriculture. Si, pour des raisons politiques, nous estimons que les négociations Kennedy, dont l'agriculture constitue une partie essentielle, doivent aboutir, nous devons, partant de ce préalable politique, évidemment faire en sorte que ces négociations soient assurées d'un maximum de chances de réussite. Et nous devons éviter, au long de ces négociations, d'arrêter certaines choses ou de nous montrer trop catégoriques sur certaines autres, dont nous pouvons déjà supposer qu'elles feront l'objet de concessions réciproques; il en va d'ailleurs ainsi dans toute négociation.

Je suis d'accord sur certains passages de la résolution. Le début, par exemple :

« Considérant que le déséquilibre sur les marchés mondiaux des produits agricoles est de nature structurelle et que les causes doivent en être recherchées en premier lieu dans les politiques agricoles nationales ».

Ceci est parfaitement exact, Monsieur le Président.

Mais si nous poursuivons la lecture de cette résolution, et si à la manière de M. Lückner nous la suivons de près, nous constatons, à travers différents passages, que la commission de l'agriculture pratique dans cette résolution une politique agricole absolument unilatérale. Les divers points, pris un à un, ne donneraient pas aussi aisément lieu à discussion, s'il s'agissait de la seule politique agricole de la C.E.E. Mais si les États-Unis, la Grande-Bretagne et les pays scandinaves en faisaient autant et fixaient tous les éléments de leur politique agricole, éléments qui seraient justes pour chacun d'eux considéré isolément, le *Kennedy round* ne progresserait plus d'un pas vers la solution recherchée. En ce cas, chacun assurerait la réalisation des objectifs de sa propre politique agricole et jamais l'on ne parviendrait à la solution que la commission de l'agriculture entend promouvoir. Nous ne voulons nullement dire que la consolidation des montants de soutien ne puisse pas entraîner avec elle de graves conséquences sur le plan économique et social et que c'est donc pour cela que nous sommes contre cette résolution. Je tiens à vous dire, Monsieur le Président, que personnellement — je l'ai dit aussi devant la commission de l'agriculture — je partage cette préoccupation, mais à mon avis, on ne doit pas, dans ces négociations, arrêter des éléments, tels que les hausses de prix, etc., dont il est question en l'occurrence et qui constituent précisément les points épineux des négociations.

Que le *Kennedy round* offre une excellente occasion d'arriver à contrôler la crise du marché mondial des produits agricoles et d'assainir les marchés d'une manière durable par le moyen d'accords mondiaux, nous voulons bien l'admettre, encore faut-il que le *Kennedy round* n'en vienne pas à compliquer la

situation, au point de rendre impossible la réalisation de ces accords mondiaux.

J'en viens maintenant, d'une manière concrète, aux différents points de la résolution. Il y est dit que le prix de référence du marché mondial doit être revu, qu'il paraît trop bas.

Monsieur le Président, c'est naturellement le point de vue d'un négociateur participant aux travaux de la Conférence de Genève. Je ne dirai rien de la manière dont ce négociateur procède, mais je vous parlerai de celle dont procède le Parlement. Au fond, cette résolution contient un certain nombre d'observations qui ont trait au caractère purement technique des négociations. Ce n'est pas ainsi qu'un Parlement doit faire; un Parlement doit formuler des avis qu'il puisse encore défendre le lendemain. Nous ne pouvons pas dire, comme nous le faisons en l'espèce, que le prix de référence du marché mondial est trop bas, que la consolidation ne devrait pas être prévue pour trois, mais pour deux ans. Ce sont toutes questions qui intéressent les négociateurs et qui ne sont pas tellement essentielles. Ce sont, somme toute, des éléments donnés à la Commission de la C.E.E. qui doit les avoir. Si nous étions un véritable Parlement, nous traiterions ces questions autrement que ne le fera M. Mansholt tout à l'heure, je suppose.

M. Mansholt sait fort bien que notre Parlement dit des choses qui ne l'engagent nullement. Si ce Parlement était un parlement national et si nous disions que le prix est trop bas et déclarions par motion qu'il doit être relevé, un gouvernement qui n'en tiendrait pas compte aurait à s'attendre à des réactions de la part d'un tel parlement.

Ce que je veux dire par là, c'est que la position de notre Parlement n'étant pas bien assurée — à l'égard des exécutifs non plus — la commission de l'agriculture croit devoir combler le vide, les lacunes, en déposant, elle aussi, ses propres propositions sur la table des négociations. La voie que nous suivons ainsi, nous Parlement, est absolument inadmissible. Dans les parlements nationaux où la défense des intérêts de l'agriculture ne vient assurément pas en dernier lieu dans leurs débats, il n'arrive pas que l'action d'un ministre appelé à discuter ces questions en Conseil de ministres soit paralysée par des motions. Le Parlement exprime sans doute des vœux, mais il ne formule pas des avis de nature à faire obstacle à l'action du ministre chargé d'établir avec d'autres quelque mandat relatif aux négociations Kennedy.

La principale critique de mon groupe à l'encontre de cette proposition de résolution est que le Parlement prend en quelque sorte la place des négociateurs. Je puis le montrer en vous citant divers passages. On dit par exemple que le prix des céréales doit être relevé. J'imagine que cela ne déplaît pas à un négociateur de la valeur de M. Mansholt — s'il

Vredeling

ne l'avoue pas, il le pense sans doute — de se savoir soutenu par un Parlement qui dit, pareillement, que les prix doivent être relevés.

Cela convient évidemment, Monsieur le Président, dans le cadre même des négociations, mais le Parlement, quant à lui, ne peut s'engager dans cette voie. Nous pouvons évidemment souhaiter aller de l'avant, nous pouvons dire que le Conseil de ministres doit songer aux intérêts des agriculteurs mais, nous le savons bien, en tant que Parlement, nous ne pourrions donner une appréciation que sur le résultat final. Nous pourrions nous prononcer pour ou contre ce qui aura été décidé, mais nous n'avons pas à importuner les négociateurs dans leur travail.

Je relève encore un point qui ne se rapporte pas tellement aux objections que j'ai exposées jusqu'ici, mais qui nous rend plus réservés encore à l'égard de cette résolution. Tout ceci n'est pas dirigé contre la résolution de la commission de l'agriculture, mais bien contre le Conseil de ministres. Je vise ici la décision du Conseil de ministres de mettre 500 000 tonnes de céréales à la disposition des pays en voie de développement au titre de l'aide alimentaire, etc.

Nous avons discuté mainte fois la question à la commission de l'agriculture. De temps à autre, nous avons obtenu certaines informations. L'une d'elles disait : « 500 000 t de céréales sont mises immédiatement à la disposition de ces pays ». La commission tout entière y a vu un geste magnifique. J'ai eu moi-même cette réaction, pensant moi aussi qu'il en était ainsi. Jusqu'au moment où nous avons reçu d'autres informations auxquelles personne ne comprenait rien. J'ai donc vérifié attentivement les unes et les autres. Et j'ai vu alors que la Communauté n'avait absolument rien fait, qu'elle ne met rien à la disposition de ces pays. La Communauté a simplement décidé de faire ce geste lorsque son taux d'auto-provisionnement de 90 % sera dépassé.

Si nous ne disons pas ceci aux Américains au cours des négociations Kennedy, mais au cours des négociations avec les pays en voie de développement, qui sont également membres du G.A.T.T., ceux-ci ne manqueront pas de nous dire : N'avez-vous donc rien de mieux à nous offrir que la décision d'assurer votre auto-provisionnement à 90 % et de vous soucier seulement de nous lorsque ce taux aura été atteint ? Monsieur le Président, on renverse complètement la question quand on s'exprime ainsi : lorsque le taux d'auto-provisionnement de 90 % aura été dépassé, on mettra le surplus à disposition dans le cadre de l'aide alimentaire.

Je sais bien que cette ligne de conduite s'explique par le fait que la Commission de la C.E.E. — et aussi la commission de l'agriculture, comme le dit le rapport de M. Lückner, bien que l'avis de celle-ci ait été différent à un moment donné — estime que

l'aide alimentaire ne peut rentrer dans le cadre de cet accord mondial.

Monsieur le Président, je me demande où l'on peut voir qu'il en est ainsi. Nous avons traité cette question ensemble, mais si après on vient nous dire : cette aide alimentaire n'est pas possible, cette question doit être résolue dans un contexte tout autre, on recule simplement le problème, et c'est une échappatoire. Ainsi, la question restera toujours sans solution. Lorsqu'il s'agit d'un accord mondial sur les céréales, encore doit-il mériter ce nom et ne pas être un arrangement d'un club de riches, ce qu'il risque en l'occurrence de devenir.

Il est symptomatique que cet accord sur les céréales soit discuté dans le cadre du *Kennedy round* et non dans celui de l'U.N.C.T.A.D. Tous les autres accords internationaux sont discutés dans le cadre de l'U.N.C.T.A.D. de même que ceux sur tous les autres produits tels que le cacao et le café.

Je veux simplement dire par là que manifestement, quand on est producteur, les intérêts passent avant ceux des consommateurs. Et dans le cas présent, les consommateurs sont, vous le devinez, les pays en voie de développement.

A cet égard, je trouve que nous procédons dans le cadre des négociations Kennedy d'une manière absolument erronée — et les Américains sont aussi coupables que nous. Nous ne devons pas seulement négocier entre les États-Unis et la C.E.E. — je l'ai déjà répété à maintes reprises — mais les autres pays doivent aussi avoir une part.

Je ne comprends pas que dans cette proposition de résolution nous montrions si parcimonieux en ce qui concerne cette aide alimentaire. C'est là une conséquence de la manière dont les ministres ont établi le mandat de négocier pour la Commission de la C.E.E.

Cette manière d'agir, notre groupe ne l'apprécie guère. En fin de compte, on ne fait pas de l'aide alimentaire à des pays, comme l'Inde par exemple, un objet de négociations. Voilà la grosse difficulté. On aurait pu déclarer de manière unilatérale que 500 000 t de céréales étaient mises à la disposition des pays en voie de développement, abstraction faite de l'auto-provisionnement à 90 %. C'eût été mieux et l'on aurait pu faire rentrer la question dans le volet agricole du *Kennedy round*.

Notre groupe apprécie en tout cas la manière dont la Commission de la C.E.E. s'efforce de faire l'approche des problèmes agricoles dans le *Kennedy round*, mais j'estime que le défaut que j'ai montré dépare tout l'édifice pour lequel j'ai du reste beaucoup d'admiration.

Telles sont, Monsieur le Président, les critiques que notre groupe voulait formuler relativement à la proposition de résolution. Comme vous le compren-

Vredeling

drez sans doute, notre groupe votera contre cette proposition. Cependant, étant donné que les intérêts des agriculteurs sont en cause, un certain nombre de mes amis politiques désirent éviter de donner l'impression, en émettant un vote négatif, qu'ils s'opposent aux intérêts légitimes des agriculteurs. C'est pourquoi ils s'abstiendront du vote.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Lefebvre, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Lefebvre. — Monsieur le Président, le groupe des libéraux et apparentés votera le rapport de M. Lücker sur les problèmes relatifs à l'organisation des marchés mondiaux des produits agricoles. Il n'entend pas remettre en cause ici l'organisation des marchés ni la consolidation des montants de soutien en ce qui concerne les céréales notamment. Mais, sur la base des alinéas 2 et 4 de la résolution, il pense que le prix de référence devrait pouvoir être revu et qu'il serait dangereux, sur le plan économique et social, de consolider les prix pour une période trop longue. C'est un problème extrêmement préoccupant pour les agriculteurs. C'est la raison pour laquelle, à l'occasion de cette discussion, je désire présenter quelques brèves observations sur l'évolution du revenu des agriculteurs et les répercussions des accords commerciaux sur leur avenir.

Il n'échappe à personne que, dans la plupart des pays, il a toujours existé une discordance considérable entre le revenu agricole et le revenu des autres catégories sociales.

Cette situation n'a cessé de s'aggraver depuis douze ou quinze ans. Il est facile de constater que si le revenu de la plupart des classes sociales a pu s'élever — et il faut s'en réjouir — celui des agriculteurs n'a guère progressé, car, pour eux, le rapport entre la valeur des produits et les frais de production n'a cessé de diminuer, la progression des frais de production ayant été beaucoup plus rapide que celle de l'augmentation des prix.

Les agriculteurs ont fini par réagir contre cette situation en réclamant la parité. Cela ne signifie nullement qu'ils revendiquent l'égalité, mais des adaptations leur permettant de rapprocher leur situation économique et sociale de celle des autres catégories.

Dans certains pays de la Communauté, il a été fait droit à leurs revendications et des lois établissant le principe de la parité ont obligé les gouvernements à déposer un rapport annuel et, sur cette base, à proposer des mesures capables de corriger leur situation.

Si l'on est amené à reconnaître loyalement que de ce fait, et par suite aussi de beaucoup d'autres

raisons qu'il est inutile de souligner au cours de ce débat, le revenu agricole s'est amélioré durant ces dernières années, il n'en est pas moins vrai que l'accroissement des revenus agricoles ne suit pas l'évolution des revenus nationaux et que leur progression reste nettement inférieure à l'accroissement du revenu des salariés notamment.

On peut en conclure que si les prix des produits agricoles et des céréales, notamment fixés en 1964 pour entrer en vigueur en 1967, devaient être consolidés jusqu'en 1970, durant cette longue période et sans pouvoir espérer une amélioration de ses recettes, l'agriculture devrait supporter d'inévitables accroissements de frais de production : fermage, impôts, salaires, coût du matériel, etc. Par conséquent, son revenu s'en trouverait directement affecté.

Si l'on tient compte que pour cette période il est possible de prévoir d'une façon générale que le revenu national évoluera dans une proportion de 5 à 6 %, on peut affirmer que le revenu général ou le revenu de chacune des autres catégories peut évoluer dans le sens d'une amélioration allant de 25 à 30 %, tandis que le revenu agricole restera fixé à son niveau antérieur.

Pendant une période assez longue, l'agriculture a pu faire face à des augmentations de charges ou de frais de production, grâce à l'accroissement de sa production et de sa productivité, mais les étapes franchies à cet égard au cours des dix dernières années ont été considérables à tel point que, bien que poursuivi, l'effort ne peut plus donner de résultats suffisants pour redresser la situation économique.

Il ne pourrait, dès lors, qu'en résulter une détérioration de plus en plus grave de la situation des revenus agricoles par rapport aux autres revenus. Semblable situation apparaîtrait pour le producteur — qu'il soit producteur de céréales panifiables ou de céréales secondaires — d'autant plus inacceptable que les fabricants de produits de transformation — qu'il s'agisse, dans le cas que je cite, par exemple, des meuniers, des boulangers ou des fabricants d'aliments composés — auraient la possibilité d'incorporer dans leurs prix les accroissements de charges auxquels ils ne peuvent échapper.

Pendant que nous discutons les problèmes dont dépend l'avenir de nos agricultures, notre groupe a cru utile d'attirer l'attention du Parlement européen sur ces aspects du problème car, pour la stabilité économique de l'Europe et, j'ajoute, pour sa tranquillité sociale, il ne serait pas sain de se trouver bientôt en présence d'une agriculture qui, plus qu'autrefois encore, serait minorisée et se trouverait dans une situation qui ne concorderait pas d'ailleurs avec les objectifs de la Communauté en ce qui la concerne.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Briot, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

M. Briot. — Monsieur le Président, en abordant la discussion de ce rapport au nom de mon groupe, je voudrais tout d'abord établir un rapprochement entre le sujet, c'est-à-dire les problèmes relatifs à une organisation des marchés mondiaux, et ce qui se fait aujourd'hui dans différentes régions du monde et qui revêt une très grande importance. Il s'agit tout simplement de la lutte contre la faim dans le monde et je constate que l'exportation des céréales et des produits agricoles est financée par les mêmes États.

Je souhaite que ces deux actions se conjuguent : organisation des marchés et lutte contre la faim. S'il y a trop de produits, il convient de les utiliser pour lutter contre la faim sans financer deux organisations qui visent le même but.

Si à l'heure actuelle, la C.E.E. est tellement sollicitée, c'est parce qu'elle est importatrice de tonnages de produits considérables et qu'elle est également l'un des marchés les plus solvables du monde. C'est sans doute la raison pour laquelle autant de pressions s'exercent sur elle.

D'ailleurs, il n'y a pas, pour l'instant, d'équilibre entre l'offre et la demande. Pourquoi donc ? Tout simplement parce qu'on ne veut considérer comme marchés mondiaux que les pays de l'Ouest. Je considère qu'en ce qui concerne les marchés mondiaux, ces pays de l'Ouest dits du monde libre sont incontestablement de gros producteurs ayant beaucoup de produits en excédent.

Il en est d'autres qui sont venus sur les marchés mondiaux dernièrement, ceux du monde noir en particulier dont les produits homologues et concurrents des nôtres sont apparus en grandes quantités sur les marchés mondiaux et pour lesquels les États producteurs demandent une plus juste rémunération de leurs produits.

Il en est d'autres, les pays d'Asie, qui aujourd'hui sont les plus gros acheteurs de ces produits et je ne saurais comprendre ni admettre — il y a beaucoup de gens qui pensent comme moi — qu'on négocie entre pays qui sont exportateurs sans avoir à la même table ceux qui sont importateurs. En d'autres termes, on n'appelle à la négociation mondiale qu'à peu près la moitié de la planète.

C'est pourquoi j'attire l'attention sur le fait qu'il est indispensable pour nous de faire connaître notre avis. Tout à l'heure, j'écoutais M. Vredeling qui disait que nous ne devons pas intervenir ; il avait raison. Nous devons faire seulement connaître notre opinion, car, en définitive, lorsque des négociateurs sont rassemblés autour d'une table, on sait bien que, sur chacun d'eux, s'exercent des pressions extérieures. Mais comment un État peut-il résister à la pres-

sion d'un autre État s'il n'est pas en mesure d'exercer une pression identique pour se défendre contre ceux qui sont en face de lui, de l'autre côté de la table des négociateurs ?

C'est pourquoi il apparaît indispensable qu'une discussion comme celle-ci ait lieu au Parlement européen afin qu'il fasse connaître son point de vue. Je ne dirais pas qu'il faut absolument que les négociateurs le suivent, mais je prétends qu'il est indispensable de le donner, car vous avez lu, comme moi, dans la presse qu'aux États-Unis en particulier, certains ressortissants disent à leurs négociateurs : N'allez pas trop loin ! Nous disons, nous, aux nôtres : N'allez pas trop loin non plus ! C'est dans la rencontre des deux points de vue que nous trouverons peut-être le terrain d'entente et nous sommes dans notre rôle en faisant valoir nos arguments aujourd'hui comme d'autres les font valoir dans d'autres enceintes.

Nous sommes liés également par la confiance des États qui naguère étaient associés à notre destin, qui, aujourd'hui, sont devenus des pays indépendants, mais qui sont liés à nous par des accords. Nous devons penser dans les négociations à leurs intérêts. Si nous n'y pensions pas, je vous demande de faire appel à vos souvenirs. N'est-il pas vrai qu'il y a quelque temps, à Genève, nous nous sommes rendu compte que les pays d'Afrique, estimant que nous n'allions pas assez loin, ont réagi. Ils ont été appuyés par les pays de l'Est.

Cela prouve qu'il est indispensable que nous tenions compte de toutes les tendances car, d'une manière sous-jacente, il existe un problème important.

Je désire rappeler, en outre, que lorsqu'on a discuté ici-même les moyens de créer cette Communauté européenne, nous étions dans les années 50. Bien des choses se sont passées depuis lors. Je voudrais rappeler qu'en 1952, 1953, voire 1954, 56 États avaient la capacité de passer des accords commerciaux, autrement dit étaient indépendants. Aujourd'hui, ils sont 120. C'est dire que beaucoup de choses ont changé.

N'oublions pas non plus que de l'autre côté de l'Oural vivent les deux tiers du monde. L'O.C.D.E. d'ailleurs le fait observer dans ses rapports lorsqu'elle déclare qu'elle a beaucoup d'inquiétude en ce qui concerne l'alimentation de toutes ces populations dans dix, quinze ou vingt ans d'ici.

Avec elle, je pense qu'il est peut-être bon de tenir compte de la faim de tous ces peuples. Je souligne ce que disait tout à l'heure M. Lückner : des surfaces considérables sont à mettre en valeur, et l'on pourrait accroître sans limite le volume des productions. La natalité très importante enregistrée dans d'autres États fait apparaître que des débouchés peuvent être trouvés. Le seul ennui possible réside dans la solvabilité des acheteurs éventuels.

Briot

Prenons l'exemple d'un pays aussi peuplé que la Chine. La comparaison entre la surface utile et la surface totale fait apparaître qu'une population de plus de 700 millions d'habitants est concentrée sur 90 millions d'hectares. C'est dire que la terre fait défaut. Si l'on examine ce que j'appelle l'appendice de l'Asie, l'Indochine, où un peuple considérable vit sur une terre trop exiguë pour le nourrir, si l'on voit des pays qui ont été approvisionnés dernièrement par les États-Unis et par nous-même — je pense notamment à l'Inde, ce pays de 500 millions d'habitants qu'il faut nourrir et soutenir par solidarité humaine — si l'on voit les plaines du Pakistan occidental, ces plaines arides, sans eau, il nous faut penser à alimenter toutes ces régions. Quelle responsabilité pour nous !

Comme vous aviez raison, Monsieur le Rapporteur, de soumettre à nos méditations certains projets qui recueillent l'approbation du président Mansholt, que je voudrais féliciter pour sa compréhension de ces problèmes et pour l'imagination dont il fait preuve pour leur trouver une solution.

C'est pourquoi j'insiste beaucoup sur notre responsabilité qui doit se traduire dans les négociations de Genève, car, s'il faut négocier, il faut négocier dans la clarté et, surtout, dans l'équité. Nous avons fait des propositions, et nous savons que d'autres États les ont plus ou moins admises. Certains veulent négocier en diminuant de 50 % les taux de protection. Mais 50 % de diminution sur 70 % de protection, cela donne encore 35 % et la protection demeure, alors que d'autres ne sont protégés que par 10 ou 15 %. Si la protection tombe à 5 ou 8 %, ils ne sont plus protégés du tout. En d'autres termes, pour qu'une négociation porte son fruit, il importe que chacun soit traité sur un pied d'égalité et que la négociation ne soit pas un marché de dupes.

C'est dans cet esprit que mon groupe voit les négociations de Genève. Nous tenons certes à ce qu'elles aboutissent, mais nous tenons aussi à ce qu'elles soient rédigées d'une manière telle qu'elles supportent l'épreuve du temps et que nous sortions de l'anarchie dans laquelle nous sommes.

Je voudrais, à cet égard, rappeler que tous les États quels qu'ils soient, y compris la C.E.E., subventionnent l'exportation des produits agricoles en question qui arrivent ainsi sur les marchés mondiaux à de très bas prix. Voici un exemple qui n'est pas péjoratif à l'égard du pays dont je vais parler ; c'est une simple constatation, peut-être à son avantage. Le Japon, un des premiers importateurs de céréales du monde, les paye très bon marché parce que les pays producteurs les subventionnent à l'exportation. On les transporte à bon marché car c'est l'État qui possède les cargos les plus importants. Mais le Japon lance lui-même sur les marchés mondiaux des produits industriels qu'il a fabriqués à meilleur marché puisqu'il se nourrit avec nos produits alimentaires

qu'il achète à bas prix, puisque nous les subventionnons. Par ailleurs, il faut subventionner les produits industriels de nos propres pays afin qu'ils soutiennent la concurrence de ceux que le Japon met également sur les marchés mondiaux. En d'autres termes, nous subventionnons à la fois les produits dont il a besoin et ceux que nous vendons parce que, précisément ses prix de revient sont d'autant plus bas que nous avons mieux subventionné l'exportation de nos produits alimentaires.

Vous considérerez avec moi que cette situation ne pourrait durer, car nous nous apercevons que ces subventions servent à enrichir nos concurrents alors qu'on nous les présente comme une dépense d'aide aux produits agricoles. Ce que nous ne voudrions également pas admettre, c'est de voir que tous les pays d'Afrique s'endettent parce que nous ne payons pas leurs produits à des prix suffisamment élevés et que l'argent donné par la suite, soit à titre d'aide, soit à titre de prêt, crée une nouvelle subordination, une autre forme de colonisation.

C'est la raison pour laquelle nos pays et notre civilisation se doivent de proposer des solutions. Je félicite M. Mansholt d'avoir de l'imagination pour trouver les moyens de sortir de cette anarchie mondiale dans laquelle on paraît se complaire et qui ne donne des avantages qu'à tous ceux qui commercent.

D'autre part j'ai écouté très attentivement, l'autre jour, M. le président en exercice Luns qui, dans son rapport, a fait état de la négociation Kennedy. Il nous a déclaré qu'il sera fait sous peu des offres complémentaires en cette matière et qu'au mois de décembre le Conseil procédera à un examen de l'état des négociations. Dans ce contexte, il évaluera notamment ce que représente, au regard des intérêts de la Communauté, l'offre faite par chacun des pays tiers dont le marché représente quelque importance pour les exportations des Six, en tenant compte des besoins de la Communauté. Voilà pourquoi je formule une telle remarque puisque les représentants de la Communauté et le Conseil vont donner ce mandat à la Commission. Il est bon que le Conseil et l'opinion mondiale connaissent notre attitude à cet égard. Je ne dis pas pour autant que l'on nous suivra, mais nous avons le devoir de dire notre sentiment. Cela me paraît ressortir de la plus stricte démocratie.

Par ailleurs, il a été question, à un certain moment, de l'organisation des marchés. Il en est question dans le rapport que vous avez sous les yeux et qui contient des propositions dans ce sens. Je pense qu'elles ont retenu l'attention de mes collègues et celle des observateurs « hors les murs ». On peut discuter ces propositions. On peut ne pas être d'accord. Mais elles ont un mérite : celui d'exister.

Si nous ne proposons jamais rien, nous n'obtiendrons jamais rien. Monsieur le Rapporteur, je suis très heureux que vous ayez présenté un rapport

Briot

aussi complet et que vous ayez au moins proposé une solution qui a d'ailleurs recueilli l'assentiment de M. le président Mansholt, que je félicite une fois de plus.

Je désire citer quelques passages de la proposition de résolution qui figure dans le rapport. On y lit : « Le Parlement européen... estime nécessaire d'établir une relation de prix entre le blé, d'une part, et les céréales fourragères, d'autre part, qui corresponde mieux à leur valeur fourragère respective. » Vous avez raison, Monsieur le Rapporteur. En effet, lorsque l'on discute « technique », il ne faut pas que prévale l'influence politique, car on brise l'équilibre des marchés, ce qui trop souvent est la règle. Nous sommes d'accord avec vous à ce sujet.

Vous mentionnez également dans cette proposition de résolution : « Le Parlement européen... attire l'attention sur le fait qu'une consolidation des montants de soutien pour trois ans implique un « gel » du niveau commun des prix des céréales, fixé le 15 décembre 1964, et insiste à cet égard sur les conséquences fâcheuses... »

C'est exact. Quand on conclut un accord et qu'on indexe de cette manière, il ne faut pas perdre de vue que l'on n'est pas maître de la conjoncture. Nos négociateurs doivent songer que des ennuis peuvent surgir et que l'avenir ne nous appartient pas. Si nous bloquons les prix au niveau de 1964 et que les coûts s'accroissent, comment ferons-nous admettre ce blocage à nos ressortissants ? C'est pourquoi je partage votre point de vue à cet égard.

Vous soulignez aussi, avec raison, que la période transitoire prendra fin en 1969. Ce n'est pas éloigné. C'est demain. C'est la raison pour laquelle je ne vois pas pourquoi nous nous engagerions, comme on l'a demandé, pour un grand nombre d'années. En effet, l'administration et le fonctionnement de la C.E.E. seront modifiés en 1969.

Je suis donc parfaitement d'accord sur la proposition de résolution que vous nous proposez, qui reflète non seulement l'opinion de la commission de l'agriculture, mais également celle de nos mandants. N'oublions pas que nous sommes dépositaires de leurs points de vues.

Tout en étant personnellement d'accord sur ce qui nous est proposé, parce que cela correspond très exactement à ma ligne de pensée, je conclus en apportant l'adhésion de tout mon groupe et en remerciant M. Lückner du travail que lui a occasionné la rédaction d'un tel rapport. Je souhaite que nous soyons unanimes à le voter.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Sabatini. — (I) Le groupe démocrate-chrétien approuve sans réserve la ligne politique dont s'inspire le rapport.

La C.E.E. se doit de donner un contenu politique aux dispositions de l'accord, afin que celui-ci serve non seulement à réglementer les échanges, mais aussi à les organiser de façon à améliorer l'équilibre de l'économie et de la production, et si je dis « organiser », c'est qu'à mon avis, l'époque du « libre-échange » est désormais révolue.

Nous devons renforcer de plus en plus les principes d'une économie réglementée et programmée afin qu'ils deviennent un élément distinct et caractéristique de nos rapports commerciaux avec le monde.

C'est pourquoi je tiens à insister sur l'orientation que la Communauté a donnée aux négociations. Cette orientation, qui a pour objet d'introduire à l'échelon international quelques-uns des principes qui sont à la base de notre politique agricole commune, devra s'imposer de plus en plus également aux autres pays qui participent aux négociations. Même si leurs préoccupations diffèrent, en raison de situations et d'évolutions particulières, ils devront eux aussi, à un moment donné, tenir compte de nos points de vue et de nos appréciations, et cela d'autant plus que, loin de réclamer des privilèges, nous demandons simplement à bénéficier ensemble de certains avantages et à assumer en commun certaines tâches en vue de resserrer notre collaboration avec les autres pays et de résoudre au mieux les problèmes auxquels se heurtent nos classes productives, et plus particulièrement nos agriculteurs.

Notre rapporteur a apporté un soin remarquable à l'étude des problèmes que soulèvent les négociations Kennedy, notamment dans le secteur agricole. Aussi son rapport est-il non seulement un document de grande valeur politique, mais il contribue en outre à éclaircir et à préciser la ligne politique que la Communauté s'est fixée et à propos de laquelle il convient de se mettre d'accord avec les autres parties.

Nous devons le féliciter du travail qu'il a accompli, car il a à la fois rendu un service précieux à notre Communauté et offert matière à réflexion à tous ceux qui participent aux négociations Kennedy.

Si nous passons en revue le vaste débat d'une tenue si élevée qui s'est déroulé dans notre Communauté, ainsi que les appréciations dont tous les points de la résolution ont fait l'objet, nous devons rendre hommage à la compétence et à la passion dont M. Lückner a témoigné dans son rapport, de même que nous devons exprimer notre gratitude à M. Mansholt et aux fonctionnaires de la direction de l'agriculture, qui nous ont donné toute l'aide et toutes les explications nécessaires afin que nous saisissons parfaitement l'esprit dans lequel avaient

Sabatini

été conçues les propositions. Ils nous ont ainsi permis de donner un point de départ à nos réflexions et à nos considérations.

Dès lors que nous contribuons à améliorer l'équilibre sur le marché mondial des produits agricoles en y établissant des prix analogues à ceux que nous avons fixés dans notre Communauté et en prévoyant des formes appropriées de soutien pour ces produits, et que nous contribuons également à introduire une politique d'utilisation des excédents agricoles, nous estimons que nous apportons un concours positif que nos partenaires sauront eux aussi apprécier, et cela non seulement en tant que mesure servant les intérêts de l'une des parties.

Certes, au cours des négociations, la coordination entre nos propositions et celles des autres participants soulèvera de nombreux problèmes. Il incombera à nos délégués d'exposer, avec toute la compétence qui est la leur, les aspects positifs de notre point de vue et de le concilier, sous forme d'appréciation critique, avec les autres propositions.

Quoi qu'il en soit, s'ils la considèrent objectivement, aucun des intéressés ne pourra contester que la ligne politique dont s'inspire notre résolution — résolution qui a été longuement discutée et qui ne contient rien d'excessif — offre un instrument utile et raisonnable pour des négociations aussi importantes et compliquées. Vus sous cet angle, j'estime que le rapport et la résolution, loin de faire obstacle aux négociations, contribuent au contraire à les faciliter.

Je ne m'arrêterai pas aux détails : les orateurs qui m'ont précédé ont déjà fait allusion à certains points, alors que d'autres ont été mis en lumière dans le rapport même. Je me bornerai à rappeler le point 5 de la proposition de résolution qui attire l'attention de la Commission sur le fait qu'elle devrait, en collaboration avec le Conseil, contrôler l'évolution de la politique conjoncturelle. Ce point rappelle également qu'il convient de prendre des mesures de soutien en vue de favoriser les prix agricoles et d'assurer un certain niveau de vie aux agriculteurs.

De même, le point 7 fait observer qu'avant de paraphraser l'accord, il conviendra de réviser les prix à la lumière de l'évolution intervenue entretemps, et cela afin de ne pas considérer comme définitif un facteur qui, étant soumis à un certain dynamisme, change constamment non seulement dans sa forme, mais aussi quant au fond.

Le point 8 mériterait un examen plus approfondi, mais je l'évoquerai seulement en passant, pour dire combien il serait opportun que, lors de la conclusion des accords mondiaux, les parties contractantes tiennent dûment compte du problème que pose l'aide alimentaire aux pays à faible revenu. Je rappellerai que notre commission a consacré un long débat à cette question lors de sa réunion de Rome et qu'elle

a insisté sur divers de ses aspects. Nous avons de tout temps été favorables à un esprit de solidarité mondiale qui permette d'aller au delà des grandes envolées oratoires pour entreprendre une action tangible en vue d'aider les pays à faible revenu à atteindre un niveau de vie qui les libère de la misère.

Je tiens à redire une fois encore qu'à nos yeux, les négociations sont non seulement le prélude à une nouvelle définition des rapports commerciaux, mais qu'elles entraînent également l'obligation de resserrer notre collaboration avec les autres parties contractantes.

Enfin, je voudrais répondre à M. Vredeling que je ne crois pas qu'en approuvant cette proposition de résolution, on risque d'entraver les activités de l'exécutif : il me semble au contraire que l'on contribuerait plutôt à les faciliter, en ce sens que l'exécutif connaîtrait ainsi le sens et la valeur que la commission de l'agriculture et cette haute assemblée attribuent à ces négociations, sans compter que leur appréciation servirait aussi de point de référence pour les négociations mêmes. C'est pourquoi, après avoir approuvé le rapport et la proposition de résolution qui lui est jointe, nous nous en remettons à la responsabilité et à la compétence de M. Mansholt, compétence qu'il n'est point besoin de rappeler ici, car elle est universellement reconnue, non seulement dans cet hémicycle, mais dans tous les milieux qui ont l'occasion de suivre les activités de notre Communauté.

Avec cet acte de foi, nous formulons également nos vœux les plus fervents pour le succès et l'heureuse conclusion des négociations.

Je suppose que l'exécutif, ses membres et son vice-président, M. Mansholt, reconnaîtront tous que la commission de l'agriculture et cette haute assemblée ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour chercher à localiser les problèmes que doivent affronter ces difficiles négociations et s'efforcer de leur trouver une solution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier la commission de l'agriculture pour le travail considérable qu'elle a fourni au cours de ces derniers mois, et tout spécialement le rapporteur, M. Lücker.

Il ne s'agit pas d'un problème dont on n'ait à s'occuper qu'en passant, pendant quelques mois. Il s'agit d'un problème d'organisation des marchés mondiaux des produits agricoles. Et c'est sous ce jour que j'examinerai le rapport de M. Lücker qui, je pense, a été approuvé par la commission de l'agriculture. Il s'agit d'un aspect aussi bien national

Mansholt

que communautaire de la politique agricole. Cette extension de la responsabilité de notre Communauté au commerce mondial, plan sur lequel elle joue un rôle si important, tant comme importatrice que comme exportatrice, ne peut être pleinement effective que si la Communauté précise clairement comment elle conçoit l'évolution des échanges mondiaux de produits agricoles.

C'est pourquoi je tiens à dire — et je rejoins ici les propos de M. Lückner — que les problèmes commerciaux qui sont actuellement à l'ordre du jour des négociations Kennedy constituent un élément de la politique agricole. Je parlerai tout à l'heure de l'aide alimentaire, qui constitue un autre problème sur lequel je dois encore m'entretenir avec M. Vredeling. Nous sommes en train d'examiner ce problème. Les négociations Kennedy nous y obligent, ce dont je ne puis d'ailleurs que me réjouir.

J'ajouterai qu'il était évidemment exclu que nous puissions faire des propositions en matière d'organisation du commerce mondial des produits agricoles — nous en sommes actuellement aux céréales — à défaut d'une idée précise des objectifs de notre propre politique. Pendant quelques années, nous avons dû nous battre avec ces problèmes et cette nécessité a été l'agent le plus puissant de la mise au point de notre politique agricole. Il fallait que nous nous mettions d'accord à ce sujet avant de pouvoir proposer à Genève ce qui pourra être une contribution au succès des négociations Kennedy.

Je suis très heureux que la commission de l'agriculture ne se soit pas contentée de nous suivre et qu'elle ait bien voulu, en outre, faire la critique de nos propositions.

L'expérience nous a appris depuis 1930 — je ne remonterai pas plus loin — qu'on ne peut aboutir à une organisation du marché mondial que si les parties contractantes sont disposées à sacrifier pour les besoins de la cause une partie de leur souveraineté. C'est cette idée qui a inspiré les propositions que nous avons faites pour les céréales et qui seront suivies de propositions relatives au sucre, aux graisses végétales, aux produits laitiers et à la viande, conçues en fonction des besoins.

Jamais aucun pays ni aucune communauté de pays n'a accepté d'abandonner, pour ce qui est de certains produits, comme nous le faisons en formulant nos propositions, une part aussi importante de sa souveraineté.

Je suis très heureux que cela soit possible. En l'occurrence, l'agriculture peut être citée en exemple pour d'autres branches de l'économie. Aucun secteur économique ne s'est jamais montré disposé à sacrifier une part aussi importante de sa liberté d'action que ne le fait à l'heure actuelle l'agriculture de l'Europe occidentale.

Je comprends fort bien que notre proposition qui, en un certains sens, est révolutionnaire, se soit heurtée à de fortes résistances à Genève, qu'elle n'ait pas été comprise et qu'elle ait suscité beaucoup de réactions défavorables.

Cependant, je me réjouis qu'après deux ans de négociations à Genève — nous en sommes actuellement, pour ce qui est des céréales, au deuxième mandat, à celui qui a trait à l'accord mondial — on commence à y faire preuve d'un peu plus de compréhension pour nos propositions.

Cette proposition relative à l'accord mondial sur les céréales est évidemment la conséquence logique des propositions linéaires que nous faisons pour tous les produits agricoles. Nous n'entendons pas nous limiter à quelques produits protégés. Tout ceci est basé sur l'idée qu'on doit être disposé à consolider l'ensemble de toutes les mesures de protection.

Certes, on peut différer d'avis quant au niveau et à la durée de cette consolidation. Du fait que nous sommes disposés à consolider l'ensemble des mesures de protection et à le subordonner à des consultations sur d'autres mesures à prendre dans le cadre du G.A.T.T., le secteur de l'agriculture, qui avait jusqu'ici échappé aux dispositions du G.A.T.T., en vient à s'inscrire, en quelque sorte, dans un nouveau chapitre de cet accord. Le G.A.T.T. prendra ainsi, enfin, toute sa signification dans le domaine de l'agriculture. Il n'y a aucun doute à ce sujet.

Je ne ferai pas une analyse détaillée de la proposition. Tout d'abord, nous disposons de l'excellent rapport de M. Lückner. Je suis vraiment très heureux que ce rapport fasse un historique si rigoureux de la question et décrive de façon si précise la réalité du moment, tout en faisant entrevoir l'avenir. Ensuite, je ne pourrais que répéter ce qu'a dit M. Lückner. Je ne m'étendrai donc pas sur ce point. Je me rallie entièrement aux idées qu'a exposées M. Lückner en présentant son rapport.

Il est cependant un point que je voudrais souligner, car il subsiste à son sujet un malentendu tenace, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Communauté. C'est pourquoi je pense qu'il serait bon d'y revenir une fois encore. Non seulement on en parle souvent dans les journaux, mais des professeurs d'université soulèvent parfois la question dans de grandes villes et dans certaines villes de province des Pays-Bas. L'erreur consiste à croire que tout ce que fait la Communauté a un caractère protectionniste.

Je voudrais souligner à ce propos que jamais encore le volume des importations agricoles des Six ne s'est accru autant qu'au cours des huit dernières années. Il en va ainsi non seulement pour l'ensemble des importations de produits agricoles, mais aussi

Mansholt

pour les importations des produits agricoles soumis à une organisation de marché.

D'autre part, il n'est pas de pays important — je songe à des pays qui tiennent une place comparable à la nôtre sur le marché mondial, par exemple aux États-Unis, au Japon, ou à la Grande-Bretagne — dont les importations agricoles aient augmenté dans la même mesure que celles des pays de la Communauté.

Comment ose-t-on prétendre que la politique de la Communauté soit protectionniste, et toujours sans se référer aux chiffres qui, eux, démontrent le contraire ? C'est vraiment pour nous un mystère insondable et, quant à moi, je ne comprends pas. C'est aussi à tort que l'on prétend que nous pratiquons une politique agricole tellement protectionniste qu'elle met les agriculteurs à l'abri de tout souci. Jamais on n'a rationalisé l'agriculture autant qu'au cours des huit dernières années.

Comprenez-moi bien, Monsieur le Président, je ne dis pas que ce soit grâce à la politique de la Communauté. Je constate simplement que la politique menée par la Communauté, y compris ce qui concerne les produits soumis à une organisation de marché, n'a pas freiné le processus de rationalisation. Au contraire, on constate que la rationalisation n'a jamais fait de progrès aussi rapides. L'accroissement de la productivité démontre qu'au cours des six dernières années, dans les pays d'Europe occidentale, la rationalisation a été plus poussée dans le secteur agricole que dans le secteur industriel.

Je ne crois donc pas que l'on puisse dire que la politique pratiquée jusqu'ici ait eu un caractère protectionniste et ait freiné la rationalisation. Et si j'ajoute que ce que nous proposons n'est que le prolongement d'initiatives prises dans le cadre de la politique agricole, je ne crois pas qu'on puisse y trouver à redire.

En fait, tout ceci ne s'adresse pas aux membres de cette assemblée, qui savent tous à quoi s'en tenir à ce sujet, et je n'argumente ici avec aucun d'entre eux, mais je tiens à mettre les choses au point.

Ce que nous proposons actuellement est-il vraiment de nature à soulager la misère qui sévit dans le monde ? M. Vredeling a posé une question à ce sujet et il semble qu'il désapprouve les propositions que nous faisons au G.A.T.T. Ce n'est pas là, estime-t-il, la réaction qu'on attendait.

M. Vredeling se trompe s'il pense que l'on peut attendre des négociations qui se déroulent actuellement au sein du G.A.T.T. la solution du problème de l'aide alimentaire et de l'équilibre entre les besoins réels en denrées alimentaires et les possibilités de production.

Je pense qu'il ne conviendrait absolument pas que les pays occidentaux tentent de résoudre ce problème dans le cadre du G.A.T.T., car les pays qui souffrent de la faim et qui sont insuffisamment développés ne participent justement pas aux discussions.

C'est là un problème qu'on ne peut résoudre qu'avec les Nations unies, la F.A.O. et l'U.N.C.T.A.D. Ces organismes sont les seuls à pouvoir résoudre le problème de l'aide alimentaire, de la production ou, pour reprendre l'expression de M. Lückner, de l'auto-assistance. Il s'agit de la conférence sur le commerce mondial et du G.A.T.T., car l'accord qui régit cette organisation constitue un point de départ. Bien entendu, nous ne pourrions rien faire qui, par le biais de la libération du commerce mondial, aille à l'encontre du désir politique que nous avons tous de contribuer à une meilleure alimentation du monde.

Mais nous ne pourrions pas aboutir à une véritable solution du problème ; celle-ci suppose la mise en œuvre d'une tout autre politique.

M. Lückner, lui aussi, a soulevé le problème, en citant quelques chiffres. Il a précisé qu'il y aurait, en 1980, un déficit d'environ 20 millions de dollars par an. Il s'agira de quelque 220 millions de tonnes de blé et il est évident que le problème ne pourra pas être résolu par des mesures de politique commerciale. Cela montre bien que le problème n'est pas avant tout un problème d'élargissement des échanges mondiaux, mais qu'il s'agit plutôt de faire en sorte que ces pays eux-mêmes puissent augmenter leur participation à la production de denrées alimentaires.

Si l'on considère que dans ces pays, c'est-à-dire dans l'ensemble de l'Amérique Latine, de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient, la consommation de denrées alimentaires a baissé de 2 % par habitant depuis deux ans et même de 4 à 5 % l'an dernier, on ne peut que conclure à l'extrême gravité du problème et reconnaître que M. Vredeling a raison. Mais il est exclu qu'on puisse résoudre le problème — ce serait faire fi des réalités — en disant que nous donnerons 500 000 tonnes ou même 5 millions de tonnes de denrées alimentaires par an. Ce qu'il faut, ce sont des quantités de 100 à 200 millions de tonnes. Nous pouvons certes faire quelque chose pour pallier les crises alimentaires les plus aiguës. Nous pouvons intervenir en Inde, par exemple, ou ailleurs, en mettant à la disposition de ces pays cinq, dix ou vingt millions de tonnes de denrées alimentaires, pour autant que nous disposions des moyens de transport voulus pour les acheminer jusqu'à leur lieu de destination. Mais cela n'a rien à voir avec le problème alimentaire proprement dit.

Je ne vois d'ailleurs pas très bien où M. Vredeling se procurera ces 500 000 tonnes. Nous avons sim-

Mansholt

plement dit que nous étions disposés, pour des raisons de politique commerciale, à pratiquer une politique agricole qui tende à nous assurer un taux d'auto-approvisionnement en céréales de 90 %. Cela signifie que dès que nous dépasserons ce taux, nous devrons écouler l'excédent de céréales de façon à ne causer aucune perturbation du commerce mondial, c'est-à-dire sous forme d'aide alimentaire. Nous interviendrons donc dans ce sens, si bien que les pays, exportateurs conserveront des débouchés à l'intérieur de nos frontières.

M. Vredeling. — Cela ne signifie-t-il pas automatiquement que, du fait de cette décision, la Communauté en tant que telle ne pourra pas accorder d'aide alimentaire avant que le taux d'auto-approvisionnement de 90 % ait été atteint ? En effet, s'il en était autrement, le Conseil n'aurait pas dû décider que la Communauté ne fournira des céréales que lorsqu'elle aura dépassé le taux d'auto-approvisionnement de 90 %.

Je ne comprends pas encore très bien, Monsieur le Président, et je dois avouer que je me demande toujours pourquoi on n'envisage l'attribution d'une aide alimentaire — je conviens bien entendu qu'en égard à la politique agricole, ce n'est pas la solution mondiale — qu'à partir du moment où l'on aura dépassé le taux de 90 %. Pourquoi n'a-t-on pas pris pour base la situation actuelle, en prévoyant que l'aide alimentaire pourra être accordée dès qu'on aura dépassé le taux d'auto-approvisionnement de 86 %, qui est le taux actuel, ou même en renonçant au critère de l'auto-approvisionnement ?

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — Monsieur le Président, je répondrai immédiatement à cette question. Il s'agit là d'un problème qui ne peut pas être résolu dans le cadre du G.A.T.T.

De quoi s'agit-il ? Le G.A.T.T. nous demande de mener une politique agricole qui montre bien que nous ne sommes pas protectionnistes. Cela signifie dans un certain sens que nous devons faire en sorte que si notre production de céréales dépasse, par exemple, les 90 %, les conditions normales des échanges mondiaux de céréales, conditions dont le G.A.T.T. se préoccupe, ne se trouvent pas compromises. C'est à cette préoccupation que nous répondons en nous engageant à écouler notre excédent, lorsque nous dépasserons les 90 %, en accordant une aide financière, ou à en faire don aux régions du monde qui en ont besoin. Cela revient donc à accorder une aide financière.

Nous prenons donc ces engagements en matière de politique commerciale. Nous ne subventionnerons donc pas la vente de ces stocks pour les mettre ensuite dans le circuit du commerce mondial. Il n'empêche que nous sommes tout à fait libres — il

est possible que la question soit soulevée au sein de l'U.N.C.T.A.D. ou d'organisations analogues — d'exporter ou de donner une partie de notre récolte aussi importante que nous le voulons. Rien ne s'y oppose. La seule obligation que nous ayons, c'est de le faire en ayant égard aux conditions du commerce mondial, en veillant à ce que l'excédent n'entraîne pas de perturbations sur le marché mondial.

M. Vredeling voudrait — je vois bien qu'il n'a pas encore compris — que la Communauté se déclare disposée à donner, quel que soit le niveau de sa production, deux, trois ou cinq millions de tonnes de denrées alimentaires. Ce n'est pas là une question qui relève du G.A.T.T., mais bien des pays intéressés eux-mêmes. Le G.A.T.T. n'est pas compétent en la matière. Ce qui lui appartient, c'est d'organiser les échanges mondiaux de produits agricoles. Mais s'il est possible de prendre, dans le cadre de l'organisation du commerce mondial des céréales, une initiative qui puisse contribuer à soulager la misère dans le monde, nous n'y voyons aucun inconvénient.

Nous nous engageons donc à écouler les stocks au profit de l'aide alimentaire et à ne pas les mettre sur le marché mondial normal, dès que notre taux d'auto-approvisionnement dépassera les 90 %. Cela signifie donc que l'accord purement commercial passé au sein du G.A.T.T. ne s'oppose pas à l'aide alimentaire mais peut même susciter, à un moment donné, des mesures contribuant à l'assurer.

J'ai déjà montré que le problème de la pénurie des denrées alimentaires dans le monde n'est pas un problème d'accroissement de la production dans les régions industrialisées du monde, l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, mais un problème d'accroissement de la production de ces denrées dans les pays déficitaires.

Je voudrais encore faire quelques remarques sur la résolution, en me référant à ce qu'a dit M. Lefebvre et ce qu'a déclaré M. Briot, qui a notamment insisté sur la situation des pays en voie de développement. Avant de parler de cette résolution, il convient d'en définir le caractère.

Je regrette beaucoup — vous comprendrez, Monsieur le Président, que personnellement je le regrette vivement — que le représentant du groupe socialiste ait annoncé qu'il voterait contre la résolution. Je vais cependant tenter de le faire changer d'avis, bien que je sache, par expérience, qu'une fois qu'un groupe a pris position sur un problème, on ne peut plus y changer grand-chose. Je le regrette, car je ne vois pas bien pourquoi le groupe socialiste entend voter précisément contre cette résolution. Certes, ce n'est pas vraiment à moi qu'il appartient de défendre la résolution. Je laisserai ce soin à M. Lückner, qui l'a présentée au nom de la

Mansholt

commission de l'agriculture. Mais j'aimerais que M. Vredeling me dise exactement pourquoi il entend voter contre cette résolution.

Cette opposition signifie-t-elle que le groupe socialiste n'approuve pas le mandat que le Conseil de ministres a donné à la Commission de la C.E.E., sur proposition de celle-ci, en vue des négociations de Genève ? Le groupe socialiste désapprouve-t-il la politique suivie à Genève, dans le cadre de la politique agricole, par la Commission de la C.E.E. ?

M. Lückner a dit, en présentant son rapport, que pour lui — et c'est aussi mon point de vue — la résolution apporte à la politique de la Commission de la C.E.E. le soutien du Parlement, et il a fait quelques remarques à ce sujet. Lorsqu'on discute d'une résolution, et notamment d'une résolution relative à des négociations commerciales, il importe de savoir si cette résolution restreint la liberté de négociation.

Supposons que le Parlement ait les pouvoirs qui sont normalement ceux d'un parlement national. Si le gouvernement, en l'occurrence, le Conseil de ministres et la Commission de la C.E.E., ne se conforme pas à la volonté exprimée par la majorité du Parlement, il doit en rendre compte devant ce dernier et, à un moment donné, se retirer. Je partirai de cette hypothèse.

Je ne vois, dans la résolution, rien qui puisse contrarier le déroulement des négociations de Genève. Tout dépend des termes employés dans la résolution et de ce qui y est demandé. Si la résolution propose que le prix défini dans le mandat qui nous a été donné par le Conseil de ministres comme base du prix de référence mondial soit réexaminé à la lumière de nouveaux chiffres que nous avons également trouvés dans ce document, en ce qui concerne *Red Winter II*, je ne vois pas pourquoi je ne me rallierais pas à cette suggestion. C'est volontiers que je vous promets de réexaminer ces chiffres et de vérifier si le prix que nous voulons proposer comme prix de référence mondial convient vraiment. C'est tout à fait normal.

Nous avons déjà dit que ce prix doit être supérieur de 2,5 à 3 dollars au prix actuel du marché mondial. Nous estimons que le prix de référence mondial doit, comme le mandat le prévoit expressément, être tel que les pays exportateurs qui jouent un rôle appréciable sur le marché mondial puissent exporter sans accorder de subventions. Si les États-Unis d'Amérique disent que notre proposition les oblige encore, s'ils veulent pouvoir assurer à leurs agriculteurs un revenu acceptable, à accorder des subventions à l'exportation ou à charger leur organisme d'import-export de procéder à certaines interventions, nous aurons, en vertu du texte de notre proposition, à revoir notre point de vue. Je n'y vois aucun inconvénient.

A mon avis, il est normal que le Parlement estime nécessaire d'établir une relation de prix exacte entre le blé et les céréales fourragères. Nous aussi, nous estimons que c'est nécessaire.

Autre chose est la question de savoir si l'on peut affirmer dès maintenant que la relation entre le prix du blé, d'une part, et le prix de l'orge et du maïs, d'autre part, qui a été prévue, en ce qui concerne la Communauté, pour le 1^{er} juillet 1967, a été définie judicieusement.

J'ai déjà dit à plusieurs reprises devant le Parlement, au nom de la Commission, que nous ne sommes pas absolument certains que les relations de prix aient été correctement établies en fonction des conditions de production et de vente de ces deux céréales en Europe occidentale, mais que nous n'en avons pas jugé pour autant devoir proposer une révision des prix pendant l'année écoulée. Nous voulons d'abord voir comment les choses se passeront en 1967.

Mais il ne s'agit pas des relations de prix à l'intérieur de la Communauté. Qui dit prix de référence mondiaux dit relation judicieuse entre les prix du marché mondial, et cette relation peut très bien être différente de celle qui a été établie pour l'intérieur de la Communauté, le rapport entre la vente et la production y étant différent.

J'approuve le paragraphe 3, selon lequel il est nécessaire d'établir une relation de prix entre le blé et les céréales fourragères, qui corresponde mieux à leur valeur fourragère respective. Nous constatons, à l'heure actuelle, que sur le marché mondial, cette relation n'est pas ce qu'elle devait être, et il faudra tenter de l'améliorer.

Le paragraphe 6 de la résolution formule, lui aussi, une suggestion précise. Selon ce paragraphe, il conviendrait de ne prévoir la consolidation des montants de soutien pendant la première période d'application de l'accord mondial sur les céréales que pour une durée de deux ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de 1969, d'autant plus qu'à cette date, et conformément au traité de la C.E.E., prendra fin la période de transition et que la C.E.E. devra être parvenue au statut d'une union économique.

Cette suggestion me paraît, dans l'ensemble, très acceptable. Notre première proposition relative à un accord mondial sur les céréales a été faite en 1965. Cet accord a pris forme en 1966 et dès 1965, nous nous étions déclarés disposés à nous engager, en matière de politique agricole, pour une durée de trois ans. Maintenant que nous arrivons en 1967 et qu'un engagement de trois ans nous conduirait jusqu'en 1970, il convient d'examiner s'il ne faudrait pas, pour la première période, prévoir un délai plus court, de façon que nous puissions encore, après 1970, apporter certaines modifications à notre politique. Cela signifie qu'en fait, je n'ai aucune

Mansholt

objection à formuler contre la résolution, qui demande en outre que l'on continue à suivre les problèmes qui se présentent en la matière et qu'il en soit fait rapport en temps opportun.

J'aurais certes soulevé des objections si la résolution avait impliqué que le Parlement entendait, en quelque sorte, limiter notre liberté d'action. On n'engage pas des négociations dans ces conditions. Nous savons bien que le Parlement n'a le pouvoir d'imposer une ligne de conduite ni aux gouvernements ni à la Commission, mais à supposer qu'il en soit ainsi, même s'il s'agissait d'un parlement national disposant de pouvoirs réels, je n'aurais aucune objection à faire contre la résolution.

Cela dit, j'aimerais qu'on me dise exactement — je pense que ma qualité de membre de la Commission m'autorise à le demander — pourquoi le groupe socialiste votera contre cette résolution qui n'appelle aucune critique de la part de la Commission. J'aimerais également savoir si cela signifie que le groupe socialiste désapprouve la politique de la Commission.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Mansholt pour ses très intéressantes observations. La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — M. Mansholt m'a demandé ce que nous reprochons à la résolution et il faut bien dire qu'il a aussi posé une seconde question, d'une toute autre portée, à savoir : comment le groupe socialiste juge-t-il sa politique ? Il s'agit là de deux choses très différentes. La première question porte sur une résolution de la commission de l'agriculture, et la seconde, sur la politique de l'exécutif. Ce qui n'est pas fait pour me faciliter la tâche, c'est que M. Mansholt vient de reprendre à son compte — et, je le suppose, au nom de la Commission de la C.E.E. — tous les paragraphes de la résolution.

Je ne puis en conclure qu'une chose, c'est que M. Mansholt s'est manifestement mieux entendu avec M. Lückner qu'avec le groupe socialiste.

J'en viens à ma réponse à la question de M. Mansholt. Il ne s'agit pas de savoir dans quelles conditions il pourra mener les négociations. Il retient comme critère la question de savoir si la résolution porte atteinte à sa liberté d'action dans les négociations. J'ai déjà dit expressément que je conçois fort bien qu'un négociateur de la qualité de M. Mansholt puisse s'accommoder de la résolution. Mais il s'agit de savoir si le Parlement a à s'occuper des conditions dans lesquelles les négociations seront menées et à faciliter les choses aux négociateurs, alors que les problèmes que soulèvent les négociations Kennedy sont des problèmes politiques dont

il n'est pas question dans la résolution. M. Mansholt sait très bien à quoi je fais allusion lorsque je dis que les négociations Kennedy touchent à des intérêts qui débordent largement le cadre de l'agriculture ou même simplement des questions tarifaires. Le prolongement politique des négociations Kennedy est évidemment d'un tout autre ordre et notre groupe politique entend ne pas se limiter ici à un seul de ses aspects, ni l'examiner isolément, comme s'il ne s'agissait que d'une question agricole.

Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de dire tout à l'heure, en privé, qu'il est curieux que l'agriculture s'engage dans cette voie, alors que les négociations Kennedy intéressent des secteurs industriels qui ne vont pas jusqu'à s'engager, du moins sur le plan parlementaire. Je sais très bien qu'on me répondra que l'industrie veille elle-même à ses propres intérêts, et c'est vrai. Il ne faut cependant pas que ce qui constitue un groupe de pression dans l'industrie soit aussi un groupe de pression pour l'agriculture au sein d'un parlement, car il ne s'agit pas de grandeurs comparables. Je m'élève donc contre cette comparaison.

M. Mansholt me demande si je désapprouve la politique de la Commission de la C.E.E. Je lui dirai tout d'abord qu'on ne peut répondre à cette question en se référant à une résolution proposée par une commission parlementaire, et ensuite, que la Commission de la C.E.E. mène sa politique sur l'ordre du Conseil de ministres, qui a défini son mandat. M. Mansholt a beau dire qu'on devrait sans doute revoir le prix de référence, premièrement je ne sais toujours pas s'il formule ainsi le point de vue de la Commission de la C.E.E., et deuxièmement, j'ignore ce que le Conseil de ministres décidera de faire. Il est très possible que le Conseil de ministres estime, comme moi, qu'il n'est pas du tout opportun de dire dès maintenant, alors que les négociations sont encore en cours, que ce prix devra être augmenté. J'ai l'impression que c'est moi qui ai raison, plutôt que M. Mansholt. Bien entendu, ce ne sera pas le cas si M. Mansholt en parle avec les ministres de l'agriculture, qui ne tarderont pas à se mettre d'accord avec lui. Mais je pense que d'autres ministres, par exemple les ministres des affaires étrangères, pour ne pas parler des ministres des affaires économiques, pourraient bien ne pas être de son avis.

Monsieur le Président, je ne veux donc pas donner l'impression que je désapprouve la politique de la Commission de la C.E.E. mais je ne puis me rallier à une politique qui mette en œuvre ce que propose la résolution. Tout cela est naturellement bien présenté, mais la conclusion politique qu'il faut en tirer, c'est que les prix vont augmenter. C'est bien cela qu'implique la résolution. Bien entendu, nous devrions condamner la politique de la Commission. Mais c'est là une question que je ne puis aborder dans le cadre de ce débat.

Vredeling

La question du taux d'auto-approvisionnement de 90 % se pose toujours au Parlement. Je n'ai pas pu en parler dans mon groupe politique, mais je vous donnerai mon opinion personnelle. Je suis contre, mais je n'engagerai pas la discussion sur ce point. C'est que si je voulais le faire, ce devrait être devant mon parlement national, à La Haye. Je l'ai d'ailleurs fait, mais le ministre, M. Bisheuvel, m'a répondu qu'il était contre, lui aussi, et qu'il pensait que 90 %, c'était trop, mais qu'il avait été obligé d'accepter ce pourcentage au cours des négociations, faute de quoi il n'y aurait pas eu de mandat. C'est bien connu, au sein de la C.E.E., on se rejette les responsabilités de l'un à l'autre. Je ne vois pas pourquoi je dirais ici que je suis contre, alors que mon intervention au sein de mon parlement national a été vaine. Nous nous retrouvons dans la position difficile qui est toujours la nôtre.

Bref, Monsieur le Président, si nous sommes opposés à la résolution, c'est en raison de son contenu politique. Nous jugeons cette résolution non seulement en fonction de sa valeur nominale, comme vient de le faire M. Mansholt, mais nous nous préoccupons également de ce qu'elle implique et de ce à quoi elle vise. Ce à quoi elle vise, je viens de le dire, c'est une hausse des prix. M. Lückér l'a déjà dit dans une résolution antérieure, présentée l'été dernier au nom de la commission de l'agriculture.

Déjà alors, nous avons voté contre. Je mettrai les choses au point dès maintenant au sujet de cette résolution. Cela m'épargnera une explication de vote. Nous approuvons les paragraphes 4 et 5.

Le point 4 attire l'attention sur le fait qu'une consolidation des montants de soutien pour trois ans implique un « gel » du niveau commun des prix des céréales et insiste à cet égard sur les conséquences fâcheuses pour le secteur agricole que pourrait avoir, sur le plan économique et social, cet engagement à long terme. C'est un fait, c'est vrai et je souscris à la remarque de M. Mansholt, qui a demandé qu'on lui dise quels sont les secteurs industriels qui s'engagent aussi loin que le secteur agricole. Objectivement, cela est exact et nous approuvons ce passage de la résolution.

Nous comprenons également très bien qu'il peut en résulter de graves inconvénients. C'est pourquoi nous espérons nous aussi, comme le dit le paragraphe 5 de la résolution,

« que la Commission de la C.E.E., en collaboration avec le Conseil, contrôlera l'évolution de la politique conjoncturelle de telle sorte que ces difficultés du secteur agricole restent au moins limitées à des proportions supportables ou soient compensées par le programme de soutien approprié ».

Nous nous rallions donc également à ce paragraphe.

Nous aurions voulu, je pense que c'est clair, que la résolution ne contienne que ces points. Dans ce cas, nous l'aurions votée, mais elle va plus loin, donne des détails sur la fixation des prix et envisage des augmentations de prix, ouvrant ainsi des perspectives que n'implique pas la défense des intérêts sociaux et économiques de l'agriculture.

Mon groupe politique refuse de s'engager, en raison de l'importance politique des négociations Kennedy. Nous ne voulons pas faire échouer, pour obtenir une augmentation des prix intéressant une partie de la population, une affaire aussi importante que les négociations Kennedy, car c'est bien de cela, au fond, qu'il s'agit.

Ne comprend-on pas que les négociations Kennedy sont sur le point d'échouer parce que nous ne parvenons pas à rapprocher les positions en matière d'agriculture ? Je tiens à vous mettre expressément en garde : il n'est pas exclu que les négociations échouent, on pourrait très bien en arriver là. Dans ces conditions, je me refuse à assumer la responsabilité de l'échec, je ne veux pas qu'on puisse me dire plus tard, si les négociations Kennedy achoppent sur la question que nous discutons en ce moment, que nous en avons nous-mêmes pris la responsabilité en votant la résolution du Parlement européen. C'est la raison pour laquelle le groupe socialiste ne peut pas voter la résolution, bien qu'il en approuve les paragraphes 4 et 5.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Boscary-Monsservin.

M. Boscary-Monsservin. — Monsieur le Président, j'interviens en mon nom personnel.

Je voterai la proposition de résolution : je la voterai parce que je considère qu'elle contient des choses valables, qu'elle vient en son temps et qu'elle peut opportunément guider et éclairer nos négociateurs.

Pour moi, la politique forme un tout. Nous avons adopté une politique agricole commune. Cela n'a pas été sans difficulté. Nous nous sommes imposé de part et d'autre un certain nombre de sacrifices ; nous avons cherché et trouvé un dénominateur commun qui nous a permis d'asseoir définitivement une politique agricole.

Il reste maintenant à examiner comment nous allons insérer cette politique agricole commune dans nos relations avec les pays tiers. Comment plus précisément nous allons, maintenant que nous avons défini notre politique agricole commune, aborder d'une part les pays tiers, d'autre part amorcer des

Boscary-Monsservin

négociations qui me paraissent absolument indispensables pour réaliser des accords sur le plan du marché mondial et, notamment, en matière de céréales.

Je dis tout de suite que nous n'abordons pas cette seconde phase de la mise en place de la politique agricole sans un certain nombre de préoccupations, et je les indique à M. le président Mansholt comme on nous les a rappelées tout à l'heure.

Quand nous nous sommes préoccupés de savoir sur quoi nous allions déboucher dans le domaine des rapports avec les pays tiers, nous avions le choix entre un certain nombre de formules.

Une première formule nous était réclamée par les pays tiers qui disaient : Nous avons autrefois eu chez vous, en Europe, un certain accès au marché. Nous voulons maintenant que vous nous garantissiez cet accès de manière quantitative. C'est la seule méthode qui nous permettra d'arriver à un résultat valable dans le cadre du *Kennedy round*.

Cette formule a été écartée. Le Parlement a indiqué qu'il était bien qu'elle le soit. Le Conseil de ministres l'a écartée également en donnant un mandat formel à la Commission et il a été reconnu que la formule de garantie d'accès aux marchés étant écartée, nous traiterions avec les pays tiers par comparaison des montants de soutien, formule qui est maintenant définitivement acquise au sein de la Communauté et généralement reconnue par les partenaires au G.A.T.T.

La notion de garantie d'accès aux marchés étant définitivement écartée, nous pensions n'être plus en présence que de la seule formule de la comparaison des montants de soutien et de la consolidation de leurs niveaux. Or, la consolidation des niveaux de soutien — j'y reviendrai tout à l'heure — nous impose un certain nombre de sacrifices, ou en tout cas, suscite chez nous un certain nombre de craintes. Mais, Monsieur le président Mansholt, ne voyons-nous pas réapparaître la notion de garantie d'accès aux marchés ? Car, tout à l'heure on a très longuement discuté sur ces chiffres de 90 % et il semble qu'à compter du jour où nous aurons dépassé un taux d'auto-provisionnement déterminé — qu'il soit de 85, 87 ou 90 % — nous devons faire notre affaire propre des excédents, soit que nous les envoyions vers les pays sous-développés, soit que nous les stockions. Il est bien entendu que, de toute manière, il faut que nous prenions des mesures pour que, si nous dépassons le taux d'approvisionnement de 87 ou 90 %, le sort des 13 % ou 10 % restants soit réglé. Ce pourcentage serait alors réservé aux pays tiers qui pourraient par là avoir un accès à nos marchés.

Monsieur Mansholt, ne croyez-vous pas qu'à partir du moment où vous posez cette notion de 90 % de taux d'auto-provisionnement, vous revenez à cette garantie d'accès aux marchés qui avait

été écartée lorsque nous avons commencé les négociations ? Il me paraît certain pour ma part que nous nous trouverions à la fois devant une sorte de garantie d'accès au marché au profit des pays tiers et d'une consolidation des montants de soutien, qui suscite chez nous un certain nombre de craintes. Oh, je sais bien que vous faites la distinction, quoi qu'elle me paraisse un peu subtile, entre la consolidation des niveaux de soutien et la consolidation des prix. Je vous rappelle à cet égard ce qu'ont dit MM. Briot, Lefebvre et Lückner. Ce dernier a souligné que même pour l'agriculture, il s'agit-là d'un engagement extrêmement grave car, en réalité, vous bloquez nos prix pour x années. En ce qui concerne les céréales, c'est tout de même très important puisque nous avons bloqué les prix en 1965 pour six ans. Cette mesure, en matière agricole, est lourde de conséquences puisque vous ne pouvez pas nous garantir, que dans ce même temps, l'ensemble de la conjoncture économique sera bloqué.

D'autre part — et cela, M. le ministre Lefebvre l'a admirablement développé tout à l'heure — n'oublions pas qu'en agriculture, nous avons un retard de revenu à rattraper. Or, non seulement vous ne nous aidez pas à rattraper ce retard, mais vous nous parlez de consolidation du niveau de soutien actuel !

En définitive, je pense personnellement avoir le droit d'exprimer quelques inquiétudes au regard de ces négociations que vous allez mener à Genève, car la question que je me pose est la suivante : ne suis-je pas perdant sur tous les tableaux ; ne suis-je pas perdant sur la notion de garantie d'accès aux marchés sur laquelle nous revenons par la notion d'auto-provisionnement ? Ne suis-je pas perdant aussi puisque les prix sont bloqués alors que, fatalement, il y a une évolution de la conjoncture qui ira vers la hausse ? Est-ce que je ne risque pas une diminution de revenu ? C'est là une préoccupation qui me paraît extrêmement grave.

Je puis ajouter à cela le fait — il en est question dans le rapport de M. Lückner — que les prix sur le marché mondial sont trop bas. Sur le plan pratique, les prix tels qu'ils devraient être effectivement pratiqués devraient se situer au-dessus des prix de référence envisagés. Cette question doit donc être revue.

Cela étant, il faut aller de l'avant, quelles que soient les craintes. Comme je le disais tout à l'heure, la politique forme un tout. Nous avons un Conseil de ministres et une Commission. Cette dernière a admirablement travaillé sur le plan de la mise en place de la politique commune et est parvenue à vaincre les difficultés. C'est pourquoi nous devons lui donner un certain quitus pour aller à Genève. C'est une question de confiance. Vous avez fait preuve, Monsieur le président Mansholt, de vos qualités dans le passé ; nous devons faire confiance à vos qualités dans l'avenir. Mais un débat comme celui d'aujourd'hui est utile, car il est bon que vous

Boscary-Monsservin

sachiez ce que nous pensons. Vous prendrez les décisions les meilleures et les plus opportunes. Nous, parlementaires européens, avons l'obligation de vous faire un certain nombre de représentations en fonction de nos soucis et de nos préoccupations. J'espère qu'une majorité se dégagera de cette assemblée pour vous demander de ne pas perdre de vue à Genève le problème de l'agriculture européenne et des revenus agricoles. Certains estimeront peut-être — je pense qu'ils ne sont pas nombreux — que le revenu agricole est suffisant et qu'il n'y a pas lieu d'être préoccupé à cet égard ; c'est leur affaire. Mais vous trouverez sûrement ici une majorité pour vous suggérer d'être fort attentif à cette circonstance qu'en aucun cas les accords de Genève ne doivent porter préjudice au revenu auquel peuvent équitablement prétendre nos agriculteurs.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Breyne.

M. Breyne. — (N) Monsieur le Président, je regrette que du côté du Parlement aussi bien que du côté de la Commission de la C.E.E. on ait fait allusion au vote du groupe socialiste. Je signalerai qu'un certain nombre de membres du groupe socialiste ne voteront pas contre la résolution.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (N) Monsieur le Président, je serai bref car je ne voudrais pas que les problèmes agricoles empiètent sur les problèmes sociaux. Je reviendrai à ce qu'ont dit M. Boscary-Monsservin et M. Vredeling.

J'aurais déjà voulu dire plus tôt, notamment dans ma réplique à M. Lefebvre, et ce en guise d'excuse, qu'il n'est pas facile pour la Commission de la C.E.E. de donner une réponse. Nous sommes en pleine négociation. Cela signifie que je dois m'imposer certaines restrictions. Il en est de même en ce qui concerne ma réponse à M. Boscary-Monsservin.

Nous savons qu'il y a un problème : celui de prendre un engagement pour un certain laps de temps. Supposons, à titre d'exemple d'ailleurs purement gratuit, qu'on lierait les prix à un niveau fixé en 1964 pour être appliqué en 1966, et que cette application soit retardée jusqu'en 1967. Nous nous serions engagés alors — en admettant que cet engagement porte sur trois ans — pour une période d'environ six à sept ans. Il est clair que la chose est, en soi, inconcevable. On ne saurait exiger un tel engagement de personne. Je suis convaincu qu'aucune des parties contractantes ne serait disposée à s'engager dans ces conditions.

La question demeure donc entièrement ouverte : pour combien de temps peut-on s'engager et à quel

niveau ? Aucune proposition ne vous a encore été soumise en ce qui concerne le niveau. Il ne fait pas l'objet de discussions. Dans votre résolution vous donnez à entendre à demi-mot : prenez garde à choisir le niveau à un moment où il sera possible de dégager une meilleure vue de la situation, à savoir, immédiatement avant la fin des négociations.

Vous parlez de tarifications. Je n'aborderai pas le sujet car je veux garder ma liberté de mouvement sur l'ensemble de la question. Je ne manquerai cependant pas d'appeler l'attention de la Commission sur ce vœu. Je n'approfondirai pas le problème maintenant. Nous savons que la question de la durée et du niveau de l'engagement fait des difficultés ; en effet, en liant les prix on lie les revenus, du moins les revenus des agriculteurs, et cela poserait un problème même si la Communauté était à l'abri de toute inflation.

Lorsqu'on songe que l'inflation atteint quelques pour-cent par an et que ce sont les agriculteurs qui en subiraient immédiatement les conséquences, le doute n'est plus permis. Aucun gouvernement ne voudrait ni ne pourrait s'y prêter. Mais je ne puis en dire davantage pour le moment.

Il est proposé dans la résolution de reviser le prix de référence mondial qui paraît trop faible sur la base de données irréfutables. Cela laisse supposer que si j'y donnais suite, il en résulterait un avantage pour les ministres de l'agriculture ou pour les agriculteurs, dont, sans doute, je suis. Rien n'est moins vrai.

Nous parlons d'un prix de référence mondial. Aucun agriculteur de l'Europe occidentale n'a besoin d'en tenir compte étant donné que le prix de référence appliqué dans notre Communauté n'en dépend pas. Nous sommes uniquement liés aux prix à la production, prix que nous consolidons. Le prix de référence mondial, nous l'avons dit expressément, — doit être fixé — le rapport et la résolution y font allusion — de manière à ne plus avoir à accorder de subventions à l'exportation des céréales destinées à l'approvisionnement du marché mondial. Nous ne désirons donc absolument pas que la fixation du prix de référence mondial oblige le Canada, par exemple, à accorder des subventions pour l'exportation du *Red Winter II*.

Je suis tout disposé à revoir mes chiffres si l'on me dit qu'ils ne sont pas exacts et que d'autres calculs ont montré qu'il faut continuer à accorder des subventions à l'exportation du blé *Red Winter II* pour éviter que le prix de revient aux agriculteurs américains ne soit trop bas. Mais les Américains feront sans aucun doute de même. Ils verront bien, lorsqu'ils ne donneront plus de subventions, à quel niveau le prix devra se situer.

En fin de compte, plus ce prix monte, plus il est défavorable pour la Communauté. Nous importons

Mansholt

presque 9 millions de tonnes par an. Plus le prix de référence mondial est élevé, plus la Communauté en pâtit. Plus le produit des prélèvements est faible, plus les avantages sont grands pour les pays exportateurs, car cela signifie qu'ils obtiennent un prix plus élevé pour leurs produits.

M. Vredeling. — (N) Dans ces conditions, quel intérêt avons-nous à nous prononcer ?

M. Mansholt. — (N) Vous partez du point de vue que je parle uniquement dans l'intérêt des agriculteurs. C'est un état de choses que je déplore.

Nous avons déjà défini notre point de vue à l'égard du beurre ; il en sera de nouveau question tout à l'heure lorsque nous aborderons la question des produits laitiers. A notre avis il est absolument aberrant qu'un pays tel que la Nouvelle-Zélande qui produit du beurre bon marché soit obligé, alors que la production de ses agriculteurs est très rationalisée, d'accorder des subventions à l'exportation qui profitent aux consommateurs de Londres. Nous devons parvenir à une stabilisation — le Parlement a souscrit à ce principe car il figure dans le premier mandat — qui permette d'exporter sans subventions des denrées qui sont produites d'une façon rationnelle.

Cela étant posé — et nous nous y tenons — on ne pourra pas dire que nous sommes favorables à une hausse des prix. Nous ne sommes pas en faveur de prix plus élevés, nous sommes contre l'octroi de subventions à l'exportation lorsqu'il s'agit de denrées qui sont le fruit d'une production rationnelle.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je vous remercie, Monsieur Mansholt.

La parole est à M. Lücker.

M. Lücker, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser d'avoir, en tant que rapporteur, redemandé la parole à la fin de notre discussion. Mais je serai très bref.

Je tiens à remercier très cordialement tous les orateurs qui ont approuvé le rapport, ainsi que ceux qui ont exprimé leur désaccord. Nous sommes ici dans un parlement, et il est de bonne guerre qu'un rapport de ce genre rencontre aussi l'opposition de certains parlementaires. J'estime que c'est normal et je vais même jusqu'à penser que si, dans un cas semblable, un document recueillait une approbation unanime, il faudrait faire des réserves quant à la valeur de son témoignage.

Je me félicite, bien entendu, de ce que le rapport de la commission de l'agriculture ait aussi trouvé l'agrément de M. Mansholt. Je tiens en particulier à

le remercier très vivement des déclarations qu'il a faites ici même. Je répéterai ce que j'ai déjà dit dans l'introduction, à savoir que je n'attends pas des orateurs qu'ils entrent dans les détails. S'il reste des points à discuter, nous le ferons au sein de la commission, comme cela a été le cas jusqu'à présent.

Je voudrais encore faire deux remarques d'ordre pratique : vous avez demandé, Monsieur Vredeling, pourquoi la commission de l'agriculture présentait un rapport de ce genre, alors que l'on n'en a pas fait jusqu'à présent sur les négociations du G.A.T.T. relatives à l'industrie.

(Interruption de M. Vredeling)

Nous en avons discuté, Monsieur Vredeling. Dans le secteur industriel, il s'agit d'une réduction tarifaire dont la portée et le rythme sont fixés. Le reste fait maintenant l'objet des négociations. Dans le secteur agricole, il n'est pas question d'une réduction des droits de douane, mais de la conclusion d'accords internationaux qu'il faut considérer comme le prélude à une politique agricole mondiale, ce qui est une chose fondamentalement différente.

Je tiens à adresser une deuxième remarque à Monsieur Boscardy-Monsservin, président de la commission. Je comprends l'inquiétude que lui inspire le degré d'auto-provisionnement, inquiétude dont il a fait part ici. Cependant, permettez-moi de vous dire que je considère cette proposition relative au degré d'auto-provisionnement comme l'une des idées les plus ingénieuses de tout le système. Elle comporte évidemment un certain risque, mais offre également une chance. Le fait de se fonder sur le degré d'auto-provisionnement vaut non seulement pour la Communauté, mais aussi pour les États-Unis, par exemple. Nous devrions laisser cet instrument dans le système général de fonctionnement de l'accord mondial sur les céréales. Si nous continuons à penser qu'il peut fournir un point de départ à un programme multilatéral d'aide alimentaire, nous aurions trouvé la voie que nous avons toujours cherchée pour aborder ce problème.

C'est là-dessus que je terminerai mon intervention. J'aimerais remercier à nouveau les honorables parlementaires qui sont intervenus dans le débat pour discuter soit le rapport, soit la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — Si personne ne demande plus la parole, je vais mettre aux voix la proposition de résolution.

M. Vredeling. — Je la demande, Monsieur le Président.

M. le Président. — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je tiens seulement à signaler que le texte de la proposition de résolution commence par trois considérants. Si vous mettez aux voix le premier paragraphe ou le premier alinéa, il pourrait y avoir confusion sur la partie même de la résolution que vous allez mettre aux voix.

Je propose donc que l'on mette d'abord aux voix les considérants et ensuite les paragraphes 1 à 10.

M. le Président. — M. Vredeling demande que l'on vote par division. Toutefois, il semble que les considérants pourraient être mis aux voix en bloc.

Je pense que l'Assemblée est d'accord.

(Assentiment)

Nous passons donc au vote sur la proposition de résolution.

Je mets d'abord aux voix les considérants.

Il n'y pas d'opposition ?...

Les considérants sont adoptés.

Je mets aux voix le paragraphe 1.

Le paragraphe 1 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 2.

Le paragraphe 2 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 3.

Le paragraphe 3 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 4.

Le paragraphe 4 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 5.

Le paragraphe 5 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 6.

Le paragraphe 6 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 7.

Le paragraphe 7 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 8.

Le paragraphe 8 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 9.

Le paragraphe 9 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 10.

Le paragraphe 10 est adopté.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

(Applaudissements)

Le texte de la résolution adoptée est le suivant.

Résolution

**sur les problèmes relatifs à une organisation des marchés mondiaux des produits agricoles
notamment pour les céréales**

Le Parlement européen,

— vu les avis qu'il a émis précédemment sur ces problèmes (¹),

— vu le rapport de sa commission de l'agriculture (doc. 136),

- a) Considérant que le déséquilibre sur les marchés mondiaux de produits agricoles est de nature structurelle et que les causes doivent en être recherchées en premier lieu dans les politiques agricoles nationales ;
- b) Considérant qu'un assainissement des marchés agricoles mondiaux ne peut être réalisé que si les pays importateurs et exportateurs sont disposés à adapter leurs politiques nationales à une organisation internationale commune ;
- c) Considérant que le Kennedy round offre une occasion favorable de contrôler la crise des marchés agricoles mondiaux et de parvenir à un assainissement durable par la conclusion d'accords mondiaux ;

1. Souligne à nouveau les avantages que présente la proposition de la Commission de la C.E.E. au G.A.T.T., qui a pour objet la stabilisation des marchés agricoles

(¹) Cf. doc. 33, 1962-1963, 52, 1962-1963, 51, 1963-1964, 119, 1963-1964, 6, 1964-1965, 83, 1964-1965, 76, 1966-1967, 89, 1966-1967 et J.O. n° 64 du 24 juillet 1962, p. 1760/62 ; 106 du 12 juillet 1963, p. 1929/63 ; 177 du 6 novembre 1964, p. 2801/64 ; 130 du 19 juillet 1966, p. 2432 et 2458/66.

Président

mondiaux et qui prévoit, en ce qui concerne la méthode, de rapporter les engagements des parties contractantes à leurs montants de soutien respectifs et, en même temps, d'arrêter les règles selon lesquelles les montants de soutien seront fixés et appliqués ;

2. Fait observer qu'il convient de réviser le prix de référence mondial pour le blé (Red Winter II), proposé par la Communauté, en se basant sur des données irréfutables, car ce prix paraît trop faible eu égard notamment à la tendance du marché mondial ;

3. Estime nécessaire d'établir une relation de prix entre le blé, d'une part, et les céréales fourragères, d'autre part, qui corresponde mieux à leur valeur fourragère respective ;

4. Attire l'attention sur le fait qu'une consolidation des montants de soutien pour trois ans implique un « gel » du niveau commun des prix des céréales, fixé le 15 décembre 1964, et insiste à cet égard sur les conséquences fâcheuses pour le secteur agricole que pourrait avoir, sur le plan économique et social, cet engagement à long terme ;

5. Espère que la Commission de la C.E.E., en collaboration avec le Conseil, contrôlera l'évolution de la politique conjoncturelle de telle sorte que ces difficultés du secteur agricole restent au moins limitées à des proportions supportables ou soient compensées par des programmes de soutien appropriés ;

6. Juge utile de prévoir une première période d'application de l'accord mondial sur les céréales d'une durée de deux ans, c'est-à-dire jusqu'à fin 1969, d'autant plus qu'à cette date, et conformément au traité de la C.E.E., prendra fin la période de transition et que la C.E.E. devra être parvenue au statut d'une union économique ;

7. Fait observer qu'il convient, à la lumière de l'évolution intervenue entretemps, de réviser les prix avant que l'accord soit paraphé ;

8. Estime que lors de la conclusion des accords mondiaux, les parties contractantes doivent prendre dûment en considération le problème de l'aide alimentaire aux pays à faible revenu ; considère comme un bon point de départ la proposition de la Communauté sur les céréales, demandant que le programme multilatéral d'aide alimentaire qui sera placé sous la responsabilité financière commune, se fonde sur le degré d'auto-provisionnement fixé par accord entre les parties et pour chacune d'entre elles ;

9. Charge ses commissions compétentes de continuer à suivre les problèmes qui se posent en la matière et de faire rapport à ce sujet en temps opportun ;

10. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite à la Commission et au Conseil de la C.E.E.

5. *Situation sociale dans la C.E.E.*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Müller, fait au nom de la commission sociale, sur l'exposé de la Commission de la C.E.E. sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1965 (doc. 130).

M. Müller, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à cette haute assemblée le rapport que la commission sociale a consacré au neuvième exposé social.

Cet exposé porte sur une année dont huit mois ont été marqués par une crise violente, qui a été surmontée au printemps 1966 — c'est tout au moins ce que l'on a affirmé à plusieurs reprises et ce que d'aucuns ont même cru. Cependant, dans le domaine de la politique sociale, elle n'est pas terminée. Elle se poursuit, en effet, puisque, dans les dix mois qui ont suivi la soi-disant fin de cette crise, le Conseil n'a arrêté aucune décision en matière de politique sociale, bien que l'exécutif ait proposé toute une série de projets de règlement et de recommandations et que l'assemblée parlementaire ait déjà donné son avis sur plusieurs propositions.

Müller

Apparemment, le Conseil se rend compte de l'urgence qu'il y a à parvenir à des décisions concrètes et à arrêter les mesures correspondantes car, le 12 mai 1966, il s'est engagé formellement à adopter avant le 31 janvier 1967 tous les projets que la Commission lui avait adressés avant la fin du mois de mai 1966. A cet effet, il est évidemment indispensable que les ministres des affaires sociales des États membres se réunissent : une rencontre des ministres du travail et des affaires sociales avait été prévue pour octobre 1966, mais elle a été reportée à novembre, puis au 6 décembre et enfin au 19 décembre. On résiste difficilement à la tentation de décrire ces faits sous une forme satirique.

L'ajournement réitéré de cette réunion est dû au fait que ces ministres ne se sont plus rencontrés depuis plus de deux ans. Je ne dis là rien de nouveau. M. Illerhaus l'a déploré lundi dernier lors du colloque ; M. Troclet s'en est également plaint mardi. Aujourd'hui je dois à nouveau le répéter, et si cette haute assemblée décide de se rallier à l'avis de sa commission sociale, elle aussi demandera au Conseil qu'il rattrape son retard et ouvre la voie à de nouveaux progrès dans le domaine de la politique sociale.

Nous nous félicitons de l'initiative prise par M. Veldkamp, ministre néerlandais des affaires sociales, qui a envoyé ses fonctionnaires avec un mémorandum dans les capitales des six États membres en vue de créer un climat favorable à la réunion ministérielle de décembre, et nous l'en remercions. Lors d'un entretien que j'ai eu ce matin à Bonn avec le ministre du travail et des affaires sociales de mon pays, j'ai pu constater qu'il était entièrement disposé à collaborer à cette tâche. Si les honorables parlementaires de cette assemblée qui entretiennent des relations particulières avec les ministres compétents de leur pays participent également aux travaux préliminaires, nous devrions parvenir à des progrès réels dans la coopération. J'insisterai cependant sur un point — et vous me comprendrez tous — c'est que les six pays membres devraient abandonner les réserves qu'ils ont manifestées jusqu'à présent.

Je puis assurer à cette haute assemblée que la commission sociale ne perdra plus ce problème de vue. Nous faisons savoir au Conseil que nous saisissons toutes les occasions pour nous enquérir de l'état des travaux. Si vous acceptez la proposition de résolution, Mesdames et Messieurs, comme je vous invite instamment à le faire, nous appellerons par là, en notre qualité de parlement, l'attention du Conseil sur la possibilité de recourir au constat de carence prévu par le traité. De par son attitude, l'assemblée doit préciser qu'elle n'utilisera ce moyen extrême que si le Conseil persévère dans sa passivité.

A ce propos, permettez-moi de rappeler — et j'insiste là-dessus — qu'une seule session des ministres des affaires sociales ne saurait suffire. Cha-

que année, les ministres compétents doivent se réunir à plusieurs reprises, et à plus forte raison l'année prochaine, où il faudra liquider toutes les questions qui ont pris du retard. Même par la suite ils auront à intensifier leurs travaux si l'on tient vraiment à faire progresser la politique sociale.

Il convient de reconnaître que l'exécutif a déployé une activité remarquable dans le domaine social, compte tenu des limites que lui impose le traité. Il faut également mentionner que la commission sociale a établi avec lui une collaboration étroite et confiante dont on ne peut que se féliciter. Je dois cependant déclarer sans ambages, mais non sans inquiétude, que nous, les membres de la commission sociale, ne sommes plus certains qu'il sera possible de trouver, dans un proche avenir, de bonnes solutions communautaires en matière de politique sociale.

Il ne nous reste plus que trois ans sur les douze que nous nous étions fixés comme délai pour créer une Communauté économique européenne. Nul ne contestera que la politique économique et la politique sociale sont interdépendantes et qu'elles doivent se compléter. Si elles évoluent séparément, c'est nécessairement au prix de sérieux préjudices d'ordre économique.

L'introduction du neuvième exposé social est consacrée à une étude des tendances sociales qui se sont fait jour pendant les huit années d'existence de la C.E.E. Le bilan de ces huit années montre que tous les États membres ont réalisé des progrès importants dans le domaine de la politique sociale. Quelques données suffiront à l'illustrer : le produit social brut de la Communauté a augmenté notablement, l'emploi s'est accru, le chômage est en nette régression, le revenu réel des travailleurs a augmenté de 40 % environ ; dans tous les États membres, on a amélioré les régimes de sécurité sociale, augmenté les prestations et perfectionné les instruments de la politique sociale.

S'il est vrai que nous pouvons nous féliciter de l'amélioration qui en résulte pour les travailleurs, nous devons néanmoins déplorer que chaque progrès à l'échelon national aggrave les disparités au niveau européen. Il est absolument indispensable que les États membres s'entendent quant au cours qu'ils se proposent de donner, dans tous les secteurs, à leur politique sociale ou, tout au moins, qu'ils fixent des jalons obligatoires pour tous, afin d'éviter l'apparition de nouveaux écarts. La commission sociale et l'exécutif n'ont pas manqué de donner des suggestions et des encouragements en la matière.

Face à cette nécessité, il est temps que les États membres reconnaissent leur responsabilité et agissent en commun. Il est effrayant de devoir constater qu'ils ont l'intention de financer certains projets de politique sociale dans le cadre d'accords bilatéraux, alors

Müller

qu'à l'article 118, le traité prévoit des mesures communes. Si l'on s'engage dans de telles voies, on risque de vider le traité de sa substance.

A mesure que la date de l'entière réalisation de l'union économique approche, l'inégalité des conditions de concurrence dans lesquelles se trouvent les entreprises des États membres deviendra toujours plus évidente si l'on ne perçoit pas au moins un début d'harmonisation sociale. Tous les initiés savent combien il est difficile de parvenir à une harmonisation, étant donné que depuis près d'un siècle, les régimes de sécurité sociale ont évolué de façon différente dans chacun des États membres. On se heurte donc à des obstacles sérieux, mais non insurmontables. Je voudrais le prouver à l'aide d'un seul exemple.

Lorsqu'en 1958 elles ont commencé à ébaucher les grandes lignes d'une politique agricole commune, les institutions de la Communauté ont dû faire face à des problèmes qui paraissaient quasi insolubles, car pendant toute la période allant de la grande crise économique des années trente à l'après-guerre, chacun des États membres avait vu naître des systèmes agricoles qui n'étaient comparables ni dans leurs principes, ni dans les détails de leur application.

Et pourtant, aujourd'hui, nous avons presque achevé un système homogène d'organisation des marchés que tous les intéressés ont accepté et qui est même si solide qu'il peut servir de base commune aux six États membres dans les négociations du G.A.T.T. à Genève.

Nous savons que, dans le domaine de la politique agricole, le traité prévoit des dispositions détaillées et fixe des délais déterminés. Malheureusement, il ne contient aucune disposition analogue ou aussi importante pour la mise en œuvre d'une politique sociale commune. Néanmoins, l'esprit du traité nous oblige à édifier une Europe qui soit une véritable patrie pour tous ses habitants.

Tous les États membres ont déclaré solennellement qu'ils voulaient instituer une Communauté ayant pour objet d'assurer de meilleures conditions de vie à tous ses habitants. Nous ne saurions oublier que 75 % de la population de notre grande communauté européenne se compose de salariés, ce que l'on appelle « les petites gens ». Ils n'accepteront notre Communauté et ne la considéreront comme leur patrie que le jour où ils verront qu'elle améliore les conditions de vie de chacun d'entre eux.

Il en va de l'avenir de quelque 75 millions de travailleurs et de leurs familles. Nous ne devons rien négliger qui puisse contribuer à assurer cet avenir. Nous avons conscience de cette obligation.

Par ailleurs, nous constatons que le Conseil ne fait pas tout ce qui est en son pouvoir pour mener cette tâche à bien. C'est pourquoi nous critiquons

son attitude, non point pour le plaisir de critiquer, mais parce que nous sommes inquiets du cours que prendront les événements. C'est pour cette même raison que la commission sociale a achevé son rapport sur cette phrase conciliante :

« En conclusion, nous tenons à émettre l'espoir qu'il nous sera possible, lors de l'examen du prochain exposé sur l'évolution de la situation sociale, d'adopter une attitude plus favorable à l'égard de l'activité du Conseil dans le domaine de la politique sociale. »

C'est dans cet espoir que je tiens à terminer ici, Mesdames et Messieurs, cette introduction orale au rapport de la commission sociale.

(Applaudissements).

PRÉSIDENCE DE M. POHER

M. le Président. — La parole est à M. Pêtre, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Pêtre. — Mandaté par le groupe démocrate-chrétien, je tiens, au début de mon intervention, à féliciter chaleureusement M. Müller pour la clarté et la concision de son rapport.

La Commission de la C.E.E. a également droit à des éloges, car son exposé sur l'évolution de la situation sociale en 1965 est certainement un des plus complets, sinon le meilleur document, qu'elle a soumis à notre Parlement depuis son existence.

Le document de la Commission exécutive de même que l'excellent rapport de M. Müller méritent cette année une attention toute particulière étant donné qu'ils se rapportent à la dernière année de la deuxième étape de réalisation de la Communauté économique européenne, et qu'à cette occasion nous pouvons prendre mieux connaissance des progrès réalisés depuis le 1^{er} janvier 1958, date d'entrée en vigueur du traité de Rome, jusqu'au 31 décembre 1965.

A la lecture de ces documents importants, on peut noter avec satisfaction que l'expansion économique a été considérable dans tous les pays du Marché commun depuis 1958 jusqu'à la fin de 1965. On s'en rend particulièrement compte lorsqu'on relève que le produit brut a augmenté de 44 % grâce à l'accroissement rapide de la productivité et que la consommation privée, dont le caractère social est indéniable, a augmenté pour l'ensemble de la C.E.E. de quelque 4,2 % par an.

Certes, Monsieur le Président, les progrès réalisés n'ont pas été les mêmes dans les six pays de la Communauté ; mais chaque pays a enregistré une

Pèbre

augmentation notable de son produit national brut. Cette augmentation a dépassé 6 % par an en Italie, 4,5 % en Allemagne et en France, et environ 4 % dans les pays du Benelux.

Cet accroissement de l'activité économique a eu d'heureuses répercussions sur le plan social, et surtout dans le domaine de l'emploi, puisque le nombre de chômeurs a diminué, le pourcentage du chômage étant tombé dans la Communauté de 3,6 % en 1956 à 1,7 % en 1965.

Mais, les sentiments de satisfaction que nous éprouvons en évoquant les progrès réalisés ne peuvent faire oublier certains retards, certaines carences dans l'évolution sociale de la Communauté. M. Müller l'a d'ailleurs fort bien souligné en reprenant l'avis de la commission sociale qui n'a pas manqué de rappeler que, par rapport à l'harmonisation de la politique économique, le retard en matière de politique sociale est « considérable et décevant ».

Que ce retard soit imputé au Conseil de ministres et non à la Commission exécutive ne change rien au fait. On ne peut pas dire aujourd'hui qu'il existe une véritable politique sociale communautaire. M^{me} Strobel l'avait d'ailleurs souligné dans son rapport qui a été examiné à la précédente session.

Au chapitre IV de son rapport, M^{me} Strobel indiquait que même la coopération des États membres sur le plan de la coordination des mesures sociales laissait beaucoup à désirer et que, même les ministres du travail — M. Müller l'a rappelé dans son rapport — les ministres du travail et des affaires sociales des États membres ne se sont plus réunis depuis plus de deux ans.

Monsieur le Président, on doit regretter vivement pareille situation qui retarde l'unification européenne du point de vue social et nous comprenons les justes critiques, par exemple des forces syndicales européennes lorsqu'elles s'étonnent des réticences gouvernementales et du peu de progrès réalisé dans la politique sociale communautaire, qu'il s'agisse de la réforme du Fonds social européen, qu'il s'agisse de l'harmonisation des législations sociales, de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle, de la politique des revenus. A cet égard, soulignons que si les revenus nominaux des travailleurs ont sensiblement augmenté au cours des dernières années, les revenus réels, eux, n'ont pas augmenté dans la même mesure par suite de la hausse du coût de la vie dans les six pays de la Communauté.

Qu'il s'agisse aussi de la politique du logement, de la politique sanitaire, de la réadaptation des travailleurs, on doit bien considérer, Monsieur le Président, qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer la situation actuelle sur le plan communautaire. Nous pourrions passer en revue chacun de

ces points particuliers. Mais cela nous paraît superflu aujourd'hui, étant donné que M. Müller y a consacré une très large part dans son rapport.

Nous savons, Monsieur le Président, que les méthodes et les techniques mises en œuvre en matière sociale dans les pays membres, sont très diverses et très complexes, qu'elles sont souvent différentes dans le même pays, selon les secteurs professionnels et aussi les secteurs sociaux. Il existe également des législations différentes applicables aux régimes généraux, ainsi qu'aux régimes spéciaux et également de grandes différences en ce qui concerne le nombre impressionnant de réglementations d'application en matière de sécurité sociale.

Dès lors, on comprend que, devant une telle diversité et une telle complexité des régimes et des structures de sécurité sociale dans les différents pays, on en vienne à se demander quand il sera possible d'harmoniser effectivement la politique sociale et les régimes de sécurité sociale au niveau communautaire. C'est un travail de titan, Monsieur le Président. Que nous nous plaçons au point de vue juridique, au point de vue économique, au point de vue social, au point de vue financier, cette situation ne manque pas d'être inquiétante, car on voit mal comment on pourrait réaliser des progrès dans ces divers domaines. Et cependant, il ne fait aucun doute que, tout en étant peu précis sur ce point, le traité de Rome vise à réaliser une amélioration constante des conditions de vie et de travail des populations des États membres, ainsi qu'une harmonisation des législations sociales entre les pays.

Peut-être, Monsieur le Président, est-il bon de préciser ici, une fois de plus, que l'harmonisation en faveur de laquelle nous plaçons ne peut être considérée comme l'unification complète des législations sociales ? L'unification en cette matière ne peut être, selon nous, qu'une vue de l'esprit. L'harmonisation telle que nous l'envisageons n'est autre chose que la réalisation progressive d'une protection sociale efficace et plus ou moins équivalente dans les six pays, ainsi que la similitude des prestations et des charges de la sécurité sociale.

D'ailleurs, Mesdames, Messieurs, cette harmonisation, en éliminant progressivement les écarts entre les charges sociales différentes des pays, ne pourrait que favoriser la libre concurrence dans les entreprises du Marché commun. C'est pourquoi je me permets d'insister auprès de la Commission exécutive, plus particulièrement auprès de M. Levi Sandri et de ses collaborateurs, pour qu'ils restent très vigilants quant aux initiatives à prendre pour que soient jetées vraiment les bases d'une véritable politique d'harmonisation sociale portant notamment sur les points que je viens d'évoquer.

Certes, nous savons tous que la Commission exécutive multiplie ses efforts pour arriver à des résul-

Pêtre

tats probants sur la matière en discussion et qu'elle ne peut être rendue responsable de la lenteur de la politique sociale européenne. C'est un motif de plus d'assurer la Commission de notre appui et de multiplier, tous ensemble, nos efforts au sein de ce Parlement, pour l'aider à franchir les obstacles et à supprimer les disparités s'opposant à l'harmonisation et au progrès de la politique sociale.

De même, Monsieur le Président, nous insistons pour que la Commission considère tout particulièrement les conséquences sociales des décisions qu'elle est appelée à prendre dans le domaine de la politique économique. Mieux nous croyons qu'il importe de compléter tout programme de politique économique à court, à moyen ou à long terme par un programme de politique sociale de manière à établir, comme l'a souvent réclamé la commission sociale, une véritable programmation économique et sociale à la dimension européenne.

Il est bien évident que tout ceci devrait être conçu dans le respect de la liberté, de la dignité et de la responsabilité des travailleurs et des autres partenaires sociaux. C'est pourquoi nous croyons fermement à la nécessité d'une participation plus effective des partenaires sociaux à l'établissement et à la réalisation d'une programmation de la politique économique et sociale à l'échelon européen.

Quant à l'avis de la commission sociale, selon lequel le Conseil n'accorderait pas une valeur suffisante à la politique sociale communautaire, je pense qu'il ne suffit pas que notre Parlement constate ce fait et le déplore. Nous estimons, au contraire, que lorsque la volonté de notre Parlement est ignorée par le Conseil, une nouvelle consultation du Parlement s'impose afin de connaître, et d'en débattre, les motifs invoqués par le Conseil pour rejeter ou retarder les résolutions prises dans cette enceinte.

S'il est évident que ce Parlement, dans sa forme actuelle, est une institution parlementaire bien imparfaite — et nous le savons bien — il nous semble toutefois indispensable, en attendant les réformes nécessaires, de multiplier nos efforts pour défendre les principes fondamentaux d'une démocratie parlementaire européenne.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans la dernière partie de mon exposé qu'il me soit permis de formuler quelques réflexions sur un sujet qui me tient à cœur et qu'à plusieurs reprises j'ai déjà eu l'honneur d'exposer devant vous. Je veux parler des aspects culturels de la politique sociale et tout particulièrement du tourisme social.

J'ai déjà soulevé cette question en 1964 et en 1965 lors de la discussion du rapport de la Commission exécutive. M'adressant plus particulièrement à M. Levi Sandri, il m'a été répondu à l'époque qu'il s'agissait, en effet, de problèmes importants qui seraient pris en considération dans le meilleur délai. Mais au moment où je vous parle, je suis

toujours comme sœur Anne, je ne vois rien venir et le rapport en discussion fait à peine allusion à cette question.

Je regrette d'autant plus ce retard que nous avons appris récemment, par une communication de M. Meyers, président de la commission sociale de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe que le problème des loisirs et celui du tourisme social étaient inscrits à l'ordre du jour des travaux de 1967 du Conseil de l'Europe.

Dès lors, m'adressant une fois de plus à M. Levi Sandri, je lui demande qu'il nous dise comment il voit la possibilité d'approcher cet important problème et s'il est vraiment disposé à remplir cette tâche.

Mesdames, Messieurs, il faut savoir, en effet, que la démocratisation des congés payés et le développement du tourisme populaire sont devenus des réalités qu'on ne peut plus ignorer. Nous en trouvons une nouvelle preuve dans la documentation statistique comparative rassemblée dans le rapport du comité du tourisme de l'O.C.D.E., documentation la plus complète et la plus récente que l'on puisse trouver de nos jours dans les pays du marché commun.

Pour l'année 1965, les recettes du tourisme international pour les pays membres, à l'exclusion des recettes provenant des transports touristiques internationaux, peuvent être évaluées à environ 350 milliards de francs belges, soit 15 % de plus qu'en 1964.

Monsieur le Président, ces chiffres parlent d'eux-mêmes et démontrent mieux que de longues phrases le fait social autant qu'économique que constitue le tourisme grâce à la diminution des heures de travail, à l'octroi de jours de congé et des vacances.

Partir en vacances, disposer de plusieurs jours de temps libre par an, était naguère le propre des familles fortunées. Pendant plusieurs siècles, les voyages, les séjours touristiques étaient l'apanage des classes privilégiées. Il fallut cette grande conquête sociale que fut, dans mon pays, la loi du 8 juillet 1936 sur les congés payés, pour que naisse un phénomène social de masse, appelé à favoriser l'esprit et la mentalité des milieux populaires à l'égard des vacances.

Aujourd'hui, l'emploi constructif du temps libre et des jours de congés, les déplacements et les séjours touristiques, nécessitent sur le plan social des initiatives nouvelles en vue d'apporter à leurs bénéficiaires des distractions saines et l'enrichissement de l'esprit.

A cet égard, il faut regretter, sans pour autant ignorer les progrès déjà réalisés et l'importance des problèmes à résoudre, que le tourisme social ne soit pas encore doté de moyens permettant des

Pêtre

possibilités plus larges en matière d'hébergement et d'enrichissement culturel et intellectuel.

Plus particulièrement, en ce qui concerne le camping et le caravanning, qui réunissent de plus en plus d'adeptes, on doit bien constater, malgré les efforts louables accomplis jusqu'ici pour l'emplacement judicieux des terrains et leur agencement, que bon nombre d'entre eux n'offrent pas encore les garanties nécessaires au point de vue moral, au point de vue de l'hygiène et au point de vue du confort.

C'est vrai pour les six pays de la Communauté.

Il s'agit là, je me permets de le rappeler une fois de plus, d'un problème, parmi tant d'autres, qui se situe dans le cadre du tourisme populaire, et qui requiert des autorités locales, régionales, nationales et communautaires, une solution à court, à moyen et à long terme.

Monsieur le Président, puisque nous sommes arrivés à la libre circulation des personnes dans les pays du Marché commun, il convient de réaliser une politique européenne des vacances et des loisirs, une politique de promotion culturelle souhaitable ce qui implique l'organisation d'une structure administrative au niveau des États et de la Communauté elle-même.

Les organisations nationales sans but lucratif qui s'occupent de tourisme et de vacances populaires devrait pouvoir collaborer avec la C.E.E. à la mise en œuvre d'une politique commune de tourisme social, allant de la simplification des formalités douanières aux facilités d'hébergement et d'accueil.

A l'heure où l'on parle tant dans le monde du respect de la personnalité, l'action en faveur d'une meilleure utilisation des temps libres, favorable à l'éducation, à la culture et à la fraternisation avec les hommes d'autres pays, justifie suffisamment l'attention particulière et une aide efficace des États membres et de la C.E.E. qui ne peuvent que contribuer au progrès social et économique.

Monsieur le Président, le moment est venu de conclure.

M'écarter autant d'un pessimisme nullement justifié que d'un optimisme exagéré, j'ai tenu à souligner les progrès de la Communauté pendant la période 1961-1965, progrès qui ont eu les conséquences les plus heureuses sur l'évolution sociale. Toutefois, les progrès enregistrés ne nous satisfont pas en ce qui concerne l'élaboration d'une véritable politique sociale de même que l'harmonisation au niveau communautaire des législations de sécurité sociale.

Enfin, et on m'en excusera, j'ai tenu à rappeler une fois de plus qu'il existe un problème du tourisme social et culturel dont les aspects économiques et sociaux sont évidents et auxquels la Com-

mission et notre Parlement ne peuvent plus rester indifférents surtout s'ils ne veulent pas voir échapper un moyen essentiel appelé à favoriser les rapprochements et la promotion culturelle dans les pays de la Communauté.

(Applaudissements)

M. le Président. — Avec l'autorisation de MM. Darras et Merchiers, la parole est à M. Laudrin, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

M. Laudrin. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je commencerai par remercier mes collègues MM. Darras et Merchiers d'avoir bien voulu me permettre de répondre à une obligation ce soir et, en conséquence, de me céder leur tour de parole.

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du rapport très étudié que nous a présenté M. Müller sur le plan des réalisations sociales dans la Communauté. Son diagnostic est très précis, je dirai sévère dans son ensemble, bien qu'il relève d'importants progrès dans notre Communauté à travers les divers États.

Je voudrais donner à l'intervention de notre groupe, dont je suis ce soir le porte-parole, une expression peut-être plus nuancée que celle du rapporteur et plus motivée.

Il me semble indispensable, dans un souci de clarté, de préciser d'abord la politique sociale telle qu'elle est prévue par le traité de Rome, puis de voir où en sont les travaux de la Commission, qui relèvent de l'article 118 et enfin, ce que deviennent les dossiers en instance devant le Conseil.

A mon sens, le traité dans le domaine social établit trois degrés de compétence. Aux termes de l'article 117, qui ouvre le chapitre des dispositions sociales, la compétence pour promouvoir les conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre est dévolue aux États membres. C'est la base du système social dans la Communauté selon la lettre même du traité.

Cependant, et c'est un second degré, il découle de ce principe pour les États membres deux obligations juridiques précises : appliquer l'égalité des salaires comme le veut l'article 119, établir l'équivalence des régimes de congés pays comme le demande l'article 120. Et là encore, je le précise, cela ressort de la compétence des États comme une obligation juridique qui leur est faite par le traité.

Enfin, c'est le troisième degré de la compétence, la Communauté en tant que telle, à charge d'assurer la libre circulation des travailleurs, comme le précise les articles 48 et suivants. Elle crée et gère un fonds social européen, comme le précisent les articles 123 et suivants.

Laudrin

Je pense qu'il y aurait erreur à ne pas tenir compte, pour juger du travail de la Commission, de cette base juridique qui s'impose à elle, limite ses pouvoirs et sa responsabilité, mais qui lui fait aussi un devoir de promouvoir une collaboration étroite entre les États membres.

Nous nous demandons, mes amis et moi, si la proposition de résolution tient compte de ces données juridiques.

On peut rêver d'une idée européenne, de statut européen, d'unification : c'est le droit de chacun. Mais la Commission ne saurait être jugée que sur la tâche qui lui est dévolue et limitée par le traité.

Ce traité est imprécis évidemment : on n'a pas tout prévu dans le texte de 1957. Mais il faut dire que nous avons voulu « le rapprochement progressif des politiques économiques des États membres, une expansion, une stabilité, un relèvement du niveau de vie ». Ce sont les termes mêmes de l'article 2 du traité de Rome.

La politique sociale résulte donc, pour une large part, dans l'esprit du législateur — et ce n'est pas nécessairement faux — de l'évolution favorable de l'économie, du fonctionnement du Marché commun, comme le précise l'article 117. M. Müller analyse d'ailleurs très judicieusement tous les progrès sociaux qui ont été accomplis chez les partenaires de la Communauté européenne à mesure que se développe leur économie.

Le revenu, la propriété et le logement, les conditions de travail, l'enseignement, la sécurité sociale, l'aide aux personnes âgées, il y a dans ces divers domaines d'incontestables progrès, même s'ils ne sont pas harmonisés.

Ce serait une erreur de notre part, je le pense, de ne pas reconnaître qu'en beaucoup de ces domaines la Commission a joué un rôle d'incitation, dans chaque État.

Pouvait-elle et devait-elle faire davantage ? Nous sommes plusieurs à penser qu'il ne serait pas facile de faire admettre un Comité supranational de la main-d'œuvre par exemple.

La bureaucratie nécessaire risquerait de mettre en péril une certaine conception que nous avons de la liberté, du travail et des difficiles contingences humaines qu'il faut régler de près dans le problème de l'emploi.

Le rapporteur use et peut-être abuse, à notre sens, d'une volonté d'harmonisation, au point de proposer dans son paragraphe 47 l'établissement d'une « moyenne communautaire » des régimes sociaux.

Je vous comprends sans doute très mal, Monsieur Müller. On peut établir une moyenne quand il s'agit de prix, mais pas quand des régimes sociaux sont confrontés. Un travailleur français, un paysan alle-

mand accepterait-il de perdre des avantages sociaux qu'il s'est acquis à force de luttes, de grèves, de manifestations, sous le prétexte que ses voisins n'ont pas eu les mêmes résultats ?

Quand il s'agit de social et des droits qu'il a créés on ne prend pas une moyenne comme principe d'action. On établit ce que chacun doit avoir. A l'heure actuelle, nous n'avons pas le droit de dire que le minimum soit atteint dans chacun de nos États. Nous ne devons donc pas souhaiter une moyenne communautaire.

Je ne pense pas non plus — et je m'excuse, Monsieur Müller, de ne point partager votre avis — qu'il faille établir et imposer une définition de la main-d'œuvre qualifiée. Il serait meilleur à mon sens de favoriser la création de cours professionnels pour une formation accélérée, mais je reviendrai tout à l'heure sur ce point.

Nous mettons donc dans le jugement de l'Assemblée sur la « place de la politique sociale dans la Communauté » une note divergente, et je vous prie de m'excuser si je vous livre ainsi ma pensée sans détours.

Je voudrais apporter à la Commission — ce n'est pas souvent notre habitude — une autre raison de la justifier, en étudiant les travaux qui lui sont confiés en application de l'article 118.

La Commission a animé de très nombreux groupes de travail, réunissant une masse impressionnante de renseignements sur les régimes nationaux dans des domaines variés. Certaines enquêtes ont été réalisées avec un sérieux et une compétence auxquels il faut rendre le plus grand hommage par l'Office statistique des Communautés européennes, notamment dans le domaine des salaires, des rémunérations directes, de la durée du travail.

Des groupes ont entrepris de mettre sur pied des statistiques précises sur les dépenses sociales et abordé le difficile problème du financement des régimes de sécurité sociale. Je rends hommage au passage — je pense que ce sera l'avis de chacun d'entre nous — aux nombreux experts et fonctionnaires nationaux qui prêtent des services désintéressés en prenant, sur leurs tâches quotidiennes, le temps de rédiger d'importants rapports et de se rendre à des réunions fréquemment convoquées par la Commission à Bruxelles.

Ces travaux sont féconds et préparent l'avenir ; mais ils sont encore incomplets. Dans plusieurs cas, on en est encore à démêler des questions de méthode, tant il est vrai que la comparaison des situations nationales est difficile à faire sur des bases scientifiques, c'est-à-dire à l'abri des jugements de valeur hâtifs, de revendications sociales parfois passionnées et de l'influence des groupes d'intérêt. Si l'on veut y voir clair, il faut se garder des débats politiques avant d'avoir les éléments d'appréciation

Laudrin

sur la réalité des situations. Préservons la Communauté — il sera toujours temps d'y venir — des affrontements du type de ceux qui opposent, dans les pays membres, gouvernements et partenaires sociaux. Ce n'est pas l'œuvre que nous propose, à ce stade de la construction économique européenne, l'idée de coopération entre les États inscrite à l'article 116 du traité de Rome. Il ne faut pas brouiller le jeu, mais laisser les experts reconnaître méthodiquement les imbrications des régimes sociaux sur le développement du Marché commun. On doit se féliciter de cette sérénité scientifique qui préside aux études. Nous ne devons pas considérer comme un progrès réel certaines revendications qui s'expriment dans les services sociaux de la rue de Loxum à Bruxelles sans pouvoir déboucher sur une décision.

A côté des études se place l'action des gouvernements. Lorsqu'on lit l'exposé de la Commission, on est frappé par l'ampleur, parfois ralentie certes, des réformes sociales réalisées, qu'il s'agisse de logements, de sécurité, de formation professionnelle, d'accueil des travailleurs migrants, d'aide aux personnes âgées.

C'est ainsi que les assurances sociales couvrent une population de plus en plus nombreuse : 98 % de la population de mon pays sont désormais couverts par un régime de sécurité. L'Allemagne fédérale a profondément amélioré son régime d'allocations familiales et, dans un pays que je connais — la France — le gouvernement vient de charger son ministre des affaires étrangères de créer une délégation générale pour accueillir les travailleurs étrangers, afin qu'ils connaissent des conditions normales de travail et de vie.

L'heure viendra où les pays de la Communauté se voudront financièrement solidaires pour mener des actions communes. Il faudra alors se défier du rêve car l'esprit social suppose le sens des réalités sociales, le sens des réalités humaines. Il est injuste, à cet égard, d'accuser le Conseil de ministres de s'être laissé absorber par la politique agricole commune. L'organisation d'un marché, la fixation des prix, le soutien des exploitations et des transactions sont une des meilleures démonstrations de l'esprit social dans la Communauté.

J'en arrive aux dossiers en instance devant le Conseil.

Le rapporteur de la commission sociale énumère les dossiers en cours d'examen devant le Conseil et dresse un constat de carence avec une sévérité qui nous paraît excessive.

Le premier dossier porte sur la réforme du Fonds social prévue aux articles 123 et suivants. Les négociations sont en cours depuis plusieurs mois, mais le Conseil a décidé le 11 mai dernier de statuer sur les propositions en cours avant le 31 décembre. Nous sommes donc au terme de notre attente.

Le second dossier porte sur un programme de formation professionnelle accélérée de 3 000 travailleurs italiens que la Commission propose d'introduire dans trois autres pays membres après leur avoir fait subir un stage de formation. Ce projet est incontestablement un échec. Encore faut-il en indiquer les raisons exactes. Ce programme est calqué sur le modèle des accords bilatéraux habituellement conclus entre les États à l'occasion de certains types de conventions d'introduction de main-d'œuvre, c'est-à-dire de celles qui prévoient une formation professionnelle préalable de la main-d'œuvre introduite.

La France, pour sa part, a conclu plusieurs accords de cette nature avec l'Italie et, d'après les renseignements qui sont en ma possession, elle est toujours disposée à le faire. La délégation française a d'ailleurs appuyé constamment le projet en question.

Or, un accord de cette nature qui relève presque de la routine sur le plan bilatéral a donné lieu à plusieurs mois de négociations et cela sans succès. On se demande si le cadre communautaire est le plus approprié à l'aboutissement de ce genre d'initiative. Et on devient vraiment très perplexe lorsqu'on apprend que la Commission aurait l'intention de retirer sa proposition après avoir constaté que les six gouvernements s'apprêtaient à conclure un accord, non pas en forme de règlement communautaire, comme elle l'eût souhaité, mais en forme d'accord multilatéral. On sait qu'aucun article du traité ne permet de fonder juridiquement un règlement de la C.E.E. pour une question de cette nature. Ainsi, des discussions se sont déroulées pendant dix-huit mois pour aboutir au retrait par la Commission de sa proposition. La main-d'œuvre italienne sera néanmoins formée et introduite dans les autres États membres, mais simplement en bénéficiant d'accords bilatéraux.

Le troisième dossier concerne les aides aux travailleurs licenciés des mines de soufre en Sicile. L'accord est sur le point de se réaliser au Conseil, nous dit-on. Mais si nous sommes bien informés, un temps précieux fut perdu dans les discussions préalables : fallait-il doubler la décision du Conseil par un accord multilatéral qui serait ratifié par les parlements nationaux ? La procédure fut jugée trop lourde et les délégations nationales ont fini par reconnaître le mandat de la C.E.E. Mais là encore, que de temps perdu !

Le quatrième dossier a trait à l'égalité des salaires masculins et féminins, précisée à l'article 119. Sur ce point, le rapporteur a raison de souligner la mollesse et la lenteur des États membres. L'égalité des salaires devait devenir effective au 31 décembre 1964. Nous accusons donc, par rapport à un devoir communautaire précis, un retard regrettable de chacun des États membres.

Laudrin

Le cinquième et dernier dossier évoqué par le rapporteur dans le cadre des règlements de sécurité en faveur des travailleurs est consacré à la fameuse affaire des pistolets de scellement. Nous sommes ici à la frontière du social et du technique où s'engagent à la fois les problèmes de sécurité, certes, mais aussi les disciplines du monde industriel. Les principes de sécurité qui seront arrêtés pour les pistolets de scellement traceraient la voie de l'harmonisation pour un nombre très important de projets techniques. Nous ne devons donc pas nous étonner du soin apporté par les délégations à la discussion des projets. C'est, en réalité, beaucoup plus un approfondissement qu'un véritable retard.

A l'heure de conclure, j'aimerais, mes chers collègues, préciser la position de notre groupe.

Le bilan est nul, nous dit le rapporteur. Ce n'est pas absolument notre avis, et je viens de l'expliquer. La Commission ne peut aller au delà de ce que permet le traité. Elle a souvent joué le rôle précieux de l'incitation. Elle a aidé au rapprochement des législations. Elle a mené des études avec un souci de précision et de vérification.

Certes, il reste à présenter un programme d'action. Nous ne devons pas nous leurrer dans le seul souci d'harmonisation. Chacun doit, dans son État propre et en prenant des responsabilités nationales, avancer le plus vite possible sur les voies où il accuse du retard. On n'oblige personne à reculer. On cherche, au contraire, à rejoindre celui qui est devant nous, car jamais d'ici à longtemps les avantages sociaux ne constitueront des abus.

Nous marchons ensemble, en nous aidant les uns les autres, vers un monde nouveau pour les travailleurs, les enfants et les personnes âgées.

Mais il est plus réaliste, plus social, de se fixer des objectifs précis et limités. Les syndicats ne procèdent jamais autrement.

Si nous nous abstenons dans le vote sur la proposition de résolution, c'est parce que les propositions faites ne répondent pas exactement à votre analyse. Nous ne devons pas affirmer que rien n'est fait, ni déclarer que dans certains domaines, sous prétexte de respecter une moyenne, il faille revenir en arrière, mais nous devons continuer et développer nos efforts, corriger nos retards et nous entraider.

Il est meilleur, il est plus social de voir clair à partir des principes posés par le traité et de construire pierre par pierre les murs de la nouvelle maison qu'on rêve d'habiter un jour tous ensemble.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Darras, au nom du groupe socialiste.

M. Darras. — Monsieur le Président, au nom du groupe socialiste, je remercie M. Müller de son excellent rapport. Je voudrais cependant présenter sur cet important problème quelques observations.

Depuis maintenant huit ans, la Communauté économique européenne a entrepris une œuvre importante de rénovation permettant à l'Europe économique, et, nous l'espérons, politique, de s'affirmer. Je voudrais très brièvement attirer l'attention de notre assemblée sur la situation des travailleurs. Les travailleurs de la Communauté qui étaient partisans de l'Europe intégrée commencent en effet à être inquiets, déçus, car ils ne se sentent pas assez pris en considération par cette Europe dont on leur vante chaque jour les mérites, mais dont les effets, dans le domaine social, ne sont pas concrètement visibles.

Sans doute est-il possible de chercher les raisons de cet état de choses dans les traités, mais aussi et surtout dans l'action des institutions.

Contrairement au traité de la C.E.C.A. qui donne à la Haute Autorité des pouvoirs limités mais incontestables en matière sociale, le texte du traité de la C.E.E. est beaucoup plus imprécis dans les articles consacrés au domaine social, c'est-à-dire notamment les articles 117 à 122 du titre III ainsi que les articles 123 à 128 traitant du Fonds social européen.

L'article 117, qui stipule principalement que les États conviennent de la nécessité de promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre permettant leur égalisation dans le progrès, est ce que l'on peut appeler un vœu pieux.

Quant à l'article 118, comme l'a souligné notre ami M. Nederhorst dans un rapport qu'il présentait au Parlement européen en 1965, il n'attribue à la Commission de la C.E.E. qu'une mission de coordination sans aucune obligation pour les gouvernements ; il est bien question dans cet article d'une collaboration entre les États membres que devrait promouvoir la Commission dans le domaine social, mais cela est très vague.

Cependant, il existe des textes qui devraient permettre la mise en œuvre d'une politique sociale digne de ce nom. C'est le cas, par exemple, de l'article 121 qui prévoit que le Conseil, statuant à l'unanimité après consultation du Comité économique et social, peut charger la Commission de fonctions concernant la mise en œuvre de mesures communes, notamment pour la sécurité sociale des travailleurs migrants. Mais le mot « notamment » prouve bien qu'il ne s'agit là que d'un exemple.

D'ailleurs, il serait fort possible de se servir, en matière sociale, de l'article 100 concernant le rapprochement des législations ; cet article permet en effet au Conseil d'arrêter des directives pour le rapprochement des dispositions législatives réglementaires et administratives des États membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionne-

Darras

ment du Marché commun. Il ne faut pas oublier que dans les principes mêmes du traité, notamment à l'article 2, il est indiqué « que la Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des États membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie et des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit ».

Les possibilités du traité, si elles ne sont pas illimitées, existent donc en matière sociale comme dans les autres domaines. S'il n'y a pas une véritable politique sociale, c'est donc surtout du côté des institutions qu'il faut chercher la responsabilité.

Il convient toutefois de souligner, Monsieur le Président, que la bonne volonté de la Commission exécutive n'est pas en cause. Nous savons tous l'attention que M. Levi Sandri et ses collaborateurs portent aux problèmes sociaux et nous avons encore eu l'occasion récemment d'apprécier les efforts qu'ils déploient en vue de la mise en œuvre d'une législation sociale.

La Commission exécutive a pris, en matière sociale, un certain nombre d'initiatives importantes : ainsi les propositions de modification des règlements de sécurité sociale concernant les travailleurs migrants, les recommandations pour la protection des jeunes au travail, de la maternité, ou de la notion de l'invalidité, la réforme du Fonds social qui rendrait possible une véritable reconversion et permettrait de résoudre bon nombre de difficultés tenant aux mutations économiques comme celles que nous connaissons actuellement.

Il faut cependant insister auprès de la Commission pour qu'elle accentue le caractère social de ses travaux. Ainsi, le projet de programme de politique économique à moyen terme, s'il fait mention très fréquemment des problèmes sociaux, est extrêmement vague quant aux propositions concrètes ; de plus, il est à craindre que la politique des revenus, dont il est question, ne soit qu'une politique autoritaire de salaires qui ne saurait convenir aux organisations syndicales et aux travailleurs.

Il existe donc des efforts partiels d'amélioration du sort des travailleurs, d'harmonisation des mesures sociales dans les différents pays de la Communauté, mais ce qui manque, c'est une véritable conception globale des problèmes sociaux permettant de mettre en œuvre une politique sociale réaliste.

Le Conseil, quant à lui, a toujours freiné les initiatives de la Commission en matière sociale, et même lorsque celle-ci a entrepris des études sur des sujets délimités, le Conseil ne s'est pas prononcé.

Depuis 1958, en effet, il y a eu presque deux cents réunions des Conseils, mais les ministres des affaires sociales ne se sont pas réunis depuis les deux dernières années ; la prochaine réunion est prévue pour les jours qui viennent, mais déjà il est à craindre que l'action communautaire concrète soit des plus restreintes, la Commission — selon nos informations — ayant dû retirer sa proposition concernant un programme commun de formation professionnelle accélérée dont le financement communautaire était critiqué par plusieurs gouvernements, de la même façon qu'il a toujours été impossible jusqu'ici d'établir, dans le domaine de la C.E.C.A., un véritable statut du mineur, tant réclamé par les travailleurs et mis en échec par l'opposition de certains gouvernements.

Dans une résolution votée il y a quelques jours à Berlin, le 7^e congrès des partis socialistes de la Communauté européenne rappelait toute l'importance qu'il attache à la politique sociale et — je cite — « place les gouvernements devant leur strict devoir d'honorer leur signature en contribuant positivement au progrès social indiqué comme un des objectifs fondamentaux du traité ».

Il est vrai que la création d'un espace économique européen, d'un marché élargi, rend possible le progrès industriel, la modernisation de l'économie et doit permettre, en conséquence, une élévation générale du niveau de vie.

Il est vrai, comme le souligne le rapport sur l'évolution sociale de la Communauté, que de 1958 à 1965 une expansion économique considérable s'est manifestée dans les pays de la C.E.E. Le produit national brut a augmenté en volume de 44 % et ce relèvement du niveau de vie est d'autant plus significatif que la population active n'a guère augmenté au cours de cette période.

Il est vrai que le nombre des chômeurs qui était de 2 millions 750 000 en 1958 est tombé à un million et demi en 1965, et que, parmi ceux qui ont retrouvé un emploi, 454 000 ont bénéficié d'une formation professionnelle et de primes de réinstallation financées par le Fonds social européen.

Il est vrai que les revenus annuels nets ont augmenté en moyenne de 40 %, que des réductions de la durée du travail ont eu lieu en Allemagne, aux Pays-Bas et en Italie, et que partout la durée des congés payés est en augmentation.

Il est vrai qu'une certaine harmonisation des lois sur l'assurance-maladie a pu être réalisée et que les prestations de sécurité sociale ont été élargies.

Il est aussi vrai que le rapprochement des dispositions législatives a permis un progrès important dans le domaine de la sécurité sociale des travailleurs migrants et vers la parité des salaires masculins et féminins, prévue par l'article 119 du traité de Rome !

Darras

Mais les travailleurs qui ont bénéficié des aspects positifs de l'intégration économique européenne sont-ils parfaitement conscients que ces avantages ont été acquis du fait de la mise en place du Marché commun ?

Si j'en juge par ce qui se passe dans mon pays, les gouvernements n'ont que trop tendance à mettre au bilan de leur propre politique économique, toujours sage et avisée, comme il se doit, les résultats satisfaisants obtenus grâce au Marché commun. Les puissants moyens audio-visuels d'information dont ils disposent leur permettent d'étaler complaisamment les heureux résultats de leur politique économique, basée, comme chacun le sait, sur « l'expansion dans la stabilité ».

Mais quant à informer les populations et en particulier les travailleurs de la part prise par les institutions européennes dans le redressement économique constaté dans les six pays de la Communauté, cela représente un trop gros effort d'objectivité pour nos gouvernements nationaux et, dans ce domaine, la discrétion est de rigueur.

En revanche, un nombre grandissant de travailleurs doit faire face aux aspects dramatiques de l'établissement du Marché commun dont le moteur est la libre concurrence. Les entreprises dites « marginales » sont condamnées à disparaître ou à se reconvertir, et certaines régions sont frappées de récession dans le même temps où les progrès de la technique, de la mécanisation accélérée et de l'automation aggravent encore les difficultés rencontrées. Au cours de ces dernières années des dizaines de milliers de travailleurs des mines, des usines et des bureaux, ont été frappés par la fermeture des entreprises qui les occupaient et ont perdu ou leur emploi ou la sécurité de l'emploi.

Devant cette situation, les gouvernements nationaux qui n'ont pas su prévoir en temps utile les mesures de reconversion ou d'adaptation nécessaires, n'ont que trop tendance à laisser aux détracteurs de l'Europe tout loisir pour dénoncer les méfaits de l'intégration économique. Alors qu'ils ont négligé de solliciter en temps utile le concours des institutions communautaires qui ne peuvent agir sans leur accord formel et préalable, ils laissent complaisamment se développer une propagande qui déplace les responsabilités et accable l'Europe en gestation de tous les maux dont souffrent les travailleurs.

Il nous a été déclaré, il y a quelque temps, devant la commission sociale, que l'Europe ne pourrait se faire si les institutions communautaires se révélaient incapables de proposer des solutions efficaces aux problèmes sociaux. C'est vrai, et j'ajoute que l'Europe ne se fera pas sans l'adhésion entière et sans réserve des travailleurs pleinement associés à son élaboration.

Il sera nécessaire, lors de la fusion des exécutifs, d'intéresser plus activement les travailleurs au sort de l'Europe. Les bonnes paroles et les déclarations de principe ne suffisent plus. Les travailleurs veulent se rendre compte concrètement, dans leurs conditions de vie de tous les jours, des progrès de l'Europe. Ce ne sont pas les récentes décisions du Conseil des ministres français de la semaine dernière adoptant un relèvement du prix du sucre pour tenir compte des décisions communautaires qui sont de nature à les rassurer. Faute d'une politique sociale communautaire, le Marché commun risque fort de perdre ses plus actifs défenseurs.

Voilà, Monsieur le Président, les quelques remarques que je voulais vous présenter au nom du groupe socialiste sur le problème très général de l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1965.

Nous voudrions également exprimer deux observations sur le contenu du rapport de M. Müller.

Il est affirmé à deux reprises, au paragraphe 2 et au paragraphe 28 du rapport qui nous est soumis, que les revenus nominaux des travailleurs ont augmenté en moyenne de 80 % de 1958 à 1965. Il nous semble que cette affirmation isolée mériterait d'être nuancée en l'absence de statistiques très élaborées concernant les revenus de travailleurs non salariés.

En second lieu, nous lisons au paragraphe 48 : « Les marges de manœuvre plus réduites des budgets publics permettent de moins en moins de songer à une augmentation des subventions de l'État aux systèmes de sécurité sociale. »

Nous reconnaissons que les marges de manœuvre des budgets publics peuvent être réduites, mais en fonction d'un choix politique à faire en ce qui concerne les priorités. Or, à notre avis, les problèmes sociaux ne doivent pas être écartés lorsqu'on établit ces priorités.

Je voudrais pour terminer, Monsieur le Président, poser une question précise à M. Levi Sandri : il y a presque deux ans que le comité consultatif paritaire chargé des problèmes sociaux dans les transports routiers a été institué. Il y a plus de huit mois que les membres de ce comité ont été nommés et cependant la réunion constitutive n'a toujours pas eu lieu et nous avons cru comprendre, d'après nos informations, que cette réunion, prévue pour le 21 décembre 1966, serait ajournée *sine die*.

Nous vous serions reconnaissants, Monsieur Levi Sandri, de bien vouloir nous donner à ce sujet quelques apaisements.

Monsieur le Président, mes chers collègues, sous les quelques réserves que j'ai cru bon de formuler au nom du groupe socialiste, nous approuvons le

Darras

rapport de M. Müller et nous voterons la proposition de résolution.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

M. Merchiers. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans le rapport extrêmement documenté qu'il a rédigé, M. Müller a tracé un panorama très complet des différents problèmes sociaux en suspens en ce qui concerne la situation sociale de la Communauté et celui des efforts vraiment considérables qui restent à accomplir dans le domaine de l'harmonisation.

Au paragraphe 3 de l'introduction, nous lisons ceci : « Il ressort du rapport de la Commission qu'elle envisage l'avenir avec une confiance pleine et entière et qu'elle table sur le fait que le développement de la Communauté engendrera spontanément, ou presque, grâce au dynamisme inhérent de l'œuvre européenne; une action dans le domaine de la politique sociale. »

Je suis sceptique quant à la réalité d'une affirmation à mon avis quelque peu simpliste. S'il est vrai, en effet, que la forte productivité résultant de la production des biens de consommation pose de nouvelles exigences en faveur de la politique sociale, il faut, non pas attendre tout simplement et uniquement le développement social du progrès économique, mais au contraire, réaliser une dynamique d'adaptation au progrès économique nécessaire dans le domaine social.

Il serait impossible de passer en revue tous les points soulevés par ce volumineux et excellent rapport. Je m'attacherai à développer quelques points qui ont attiré particulièrement mon attention. Je parlerai d'abord de la formation professionnelle en soulignant que sa nécessité n'est certainement plus à démontrer. Il y a, à cela, de multiples raisons : le développement technologique et l'automatisation qui permettent la production en masse par des machines dont la surveillance et l'entretien demandent des hommes spécialisés. Il en résulte une diminution sensible de la demande de travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés.

En revanche, on constate une grande pénurie de travailleurs qualifiés. On aurait pu s'imaginer que la diminution progressive de la main-d'œuvre dans l'agriculture aurait pu jouer un rôle régulateur. C'est ainsi que le rapporteur nous apprend qu'en 1964 700 000 agriculteurs ont quitté leur ferme ou leurs terres. Heureusement ce phénomène a diminué au cours de l'année 1965 où l'on n'a plus constaté que le départ de 350 000 cultivateurs. Cependant, cette masse de travailleurs non qualifiés ne saurait, dans l'immédiat, résoudre notre problème de pénurie

de main-d'œuvre qualifiée. Il faut en effet recueillir ces agriculteurs et les placer dans un cycle de formation technique car le progrès technique ne connaît actuellement aucun répit.

Quels sont alors les moyens à mettre en œuvre ? L'un d'eux est cité dans le rapport : c'est la prolongation de la scolarité. Nous constatons avec satisfaction que les six pays tendent vers la généralisation de l'obligation scolaire durant neuf années. C'est déjà important.

Un autre moyen est la formation technique. Les qualités techniques requises sont devenues actuellement tellement diverses et spécialisées qu'on ne peut songer à former à la base toutes les spécialisations requises par la complication croissante des machines et de la production. C'est pourquoi nous estimons que l'enseignement technique en Europe devra faire preuve de souplesse, j'oserais même dire d'un certain humanisme, pour créer une éducation certes à caractère technique mais ayant une base très large permettant une formation plus spécialisée à un stade ultérieur. Bref, ce sera autant la multiplication des centres de formation que la conception des bases de l'enseignement qui devront faire l'objet de nos préoccupations. Mais il faut une orientation préalable des jeunes individus qui vont entrer dans le processus économique car nous n'avons pas le droit de gaspiller des aptitudes et tout cela doit s'esquisser de préférence sur un plan communautaire. Or, le rapport constate qu'il n'existe pas encore d'action coordonnée en cette matière.

Cela dit, je voudrais émettre quelques considérations sur l'organisation des loisirs des travailleurs.

Au paragraphe 34, le rapport souligne qu'il serait extrêmement intéressant d'entreprendre une étude scientifique et une statistique harmonisée sur la durée hebdomadaire du travail. L'étude des heures de travail annuelles serait également d'un grand intérêt. Il convient, en effet, de tenir compte des dimanches, des jours fériés, des ponts entre certaines fêtes, des absences justifiées par des raisons familiales, de l'application de la semaine de cinq jours. Nous arrivons ainsi à un nombre extrêmement important de journées au cours desquelles le travailleur n'est plus astreint au travail. Le développement technique permettant souvent la production en masse et en série sans une importante main-d'œuvre fournit de plus en plus de temps libre aux travailleurs qui représentent 80 % de notre population active.

« Loisir » ne peut certainement pas signifier paresse. Le loisir pourrait engendrer l'ennui et le désœuvrement. Il serait dangereux pour ceux qui ne sont pas intellectuellement développés. Il faut donc très sérieusement réfléchir à cette situation pleine d'aléas et de dangers. Il est nécessaire que, sur le plan communautaire, ce problème soit à nouveau étudié.

Merchiers

Il convient de meubler les loisirs en créant des activités de délasserment conformes au tempérament des travailleurs, et permettant l'épanouissement de leurs qualités et de leurs préférences, ce qui n'est pas toujours le cas dans leurs occupations journalières.

Des suggestions émanant de la Communauté seraient bienvenues, je dirai même indispensables.

Différentes questions se posent qui demandent une solution.

Comment pouvons-nous élever le niveau intellectuel et moral des travailleurs ? Comment y arriver en utilisant d'une façon heureuse les innombrables heures de loisir que leur laisse actuellement l'activité économique ? Comment peut-on aider le travailleur à ce relèvement qui doit lui permettre de s'intéresser aux choses de l'esprit, au niveau qui lui convient, bien entendu ?

J'insiste sur le fait qu'il ne faudrait pas que les moyens mis en œuvre eussent pour conséquence de « caporaliser » les travailleurs, de les « embrigader » dans des distractions où ils se sentiraient dominés et où ils ne pourraient pas développer leur propre personnalité. Il faut des directives propres à les guider et des organisations spécialement créées pour le développement harmonieux des facultés, des aptitudes et des *hobbies* de chacun.

J'en arrive à l'augmentation du coût de la sécurité sociale, que le rapport a soulignée.

Le rapporteur, se référant aux données fournies par la Commission, fait part de l'inquiétude et de l'incertitude qui règnent au sujet du développement futur de la sécurité sociale dans les six pays.

En principe, le coût de la sécurité sociale croît plus rapidement que le volume des cotisations qui en assurent la couverture. Le problème est angoissant et des questions viennent à l'esprit.

Comment va-t-on combler ces vides qui vont aller en augmentant ?

On songe à deux possibilités extrêmement simples d'ailleurs. La première est l'augmentation continue des subventions des États qui doivent couvrir les déficits du système. On a justement souligné dans le rapport que les budgets sont partout très serrés et présentent souvent de tels déficits qu'il n'y a pas beaucoup à espérer de ce côté. Que faire alors ?

Deuxième solution : augmenter les cotisations. Nous pouvons dire qu'il y aura incontestablement des résistances de la part des travailleurs, qui estiment qu'on leur enlève déjà une part importante de leur salaire.

Résistance évidente également de la part des employeurs, qui estiment que les augmentations successives, même à petites doses, des cotisations ou

des plafonds ont atteint le point de saturation que leurs entreprises ne peuvent dépasser sans danger pour les coûts de production.

Ici se pose à nouveau le problème que j'ai déjà évoqué antérieurement de la proportion entre le salaire direct et le salaire indirect. On peut se demander quel est le plus grand intérêt du bénéficiaire de la sécurité sociale, et quel serait le corollaire éventuel d'une modification de la proportion entre ce salaire direct et le salaire indirect. En d'autres termes, est-il préférable d'augmenter les apports des deux cotisants en diminuant ainsi à nouveau le salaire perçu, ou vaut-il mieux augmenter la rémunération directe du travailleur, quitte à lui faire supporter une partie modeste des petits risques, c'est-à-dire à lui réapprendre quelque peu l'esprit de prévoyance personnelle, étant donné que pour des risques sérieux il devrait être absolument à l'abri.

A notre sens, il faudra opter, dans un avenir prochain, puisque, dans l'état actuel des finances publiques de chacun des six pays, il semble avéré qu'il ne faille pas trop espérer de l'augmentation des subsides gouvernementaux, sauf à recourir alors à la fiscalisation complète des charges sociales, ce qui pose un nouveau problème qui n'a pas encore été résolu. En réalité, il faut donc choisir entre la sécurité complète et un régime mixte : prévoyance personnelle pour les risques limités et sécurité sociale pour les grands risques.

C'est un problème angoissant, mais fondamental, et il ne servirait à rien d'essayer de s'y soustraire.

Il est donc indispensable, pour éviter toute distorsion entre les systèmes des six pays, que la Commission charge des experts du soin d'étudier des solutions communautaires.

Un mot maintenant au sujet du vieillissement de nos populations.

Il s'agit également d'un problème dont les conséquences peuvent être considérées dans une certaine mesure comme inquiétantes. Quelles sont les données ? Il y a cinquante ans, l'âge moyen de la vie était de 45 ans ; il est actuellement, dans certains pays, de 68 ans. La situation est donc totalement nouvelle en ce sens que la proportion des pensionnés croît fortement par rapport à la population active. Or, c'est cette dernière qui doit supporter toutes les charges de la sécurité sociale et, parmi elles, le poids accru des pensions par suite de la longévité.

C'est un souci de plus pour la solution des difficultés que présente la sécurité sociale, dont les pensions ne constituent qu'un des secteurs. Mais d'autres problèmes se posent également, et cette fois pour l'individu âgé : soins, logement, loisirs, travail.

Au point de vue du travail, nous estimons que, sans porter atteinte au repos bien mérité du pensionné, il faut lui permettre de continuer à travailler,

Merchiers

s'il le désire, soit à temps plein, soit à temps réduit, après l'âge de la retraite, mais sans que le montant de sa pension en soit diminué.

Le travailleur âgé peut être souvent un appoint utile, voire expérimenté pour l'économie. Une autre possibilité existe, mais peu facile à réaliser : l'organisation, dont il est question dans le rapport, d'ateliers spécialement conçus pour des personnes âgées, organisés par elles sous la forme d'une association de production.

Au point de vue des loisirs des vieillards, il est certain qu'il y a encore énormément à faire.

Au point de vue du logement, nous estimons que, dans la mesure du possible, il faut veiller à ne pas séparer les vieux conjoints, d'où s'impose la nécessité d'habitations modestes à un loyer modéré. Il ne faut pas maintenir le système des maisons de retraite anonymes, de ces hospices, mais chercher à créer des homes accueillants, où chacun peut vivre en commun, certes, mais aussi isolé, s'il le désire.

En fin de compte, il faudrait aussi songer — dans nos pays, on ne s'en préoccupe pas assez — à multiplier les organismes qui s'occupent d'aide familiale. Ceux-ci sont très utiles pour les vieux ménages et pour les personnes seules.

Je terminerai, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, en mettant une fois de plus, comme d'autres orateurs l'ont fait, l'accent sur l'insuffisance de l'harmonisation des régimes sociaux.

Sur ce point, je serai catégorique, mais bref.

J'ai traité ce problème lors de la session dernière, au cours de l'examen du rapport de M^{me} Strobel sur l'activité de la Communauté en 1965. Dans plusieurs pays, on constate avec satisfaction que d'indéniables progrès sociaux ont été accomplis, mais que cela s'est fait dans des domaines très différents et, malheureusement, sans plan d'ensemble communautaire, sans une impulsion d'harmonisation de la Communauté, laquelle semble encore actuellement dépassée par la diversité des législations.

Or, cela crée incontestablement des distorsions d'avantages sociaux entre pays allant de pair avec des coûts différents des charges sociales de pays à pays et, par conséquent, avec des inégalités de charges sociales.

Or, le but de la réalisation de la Communauté, c'est précisément l'élimination des différenciations des charges des coûts de production, afin de rechercher l'unité dans les chances de compétition économique entre les six pays.

Nous avons déjà souligné précédemment, et nous le faisons encore aujourd'hui, que nous sommes loin de compte et que 1965 n'a fait qu'aggraver certaines distorsions.

C'est donc un problème important qui est lié à celui des déficits des secteurs de sécurité sociale dont je parlais tantôt et qui doit faire l'objet de la plus grande attention, aussi bien de l'exécutif que du Conseil. Nous les invitons à l'examiner sans tarder.

Monsieur le Président, au nom du groupe des libéraux et apparentés, j'indique que nous approuvons la résolution, et nous sommes heureux de pouvoir le faire, en présentant une fois de plus nos félicitations sincères au rapporteur qui a fait un excellent travail.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Sabatini.

M. Sabatini. — (I) Monsieur le Président, je voudrais faire quelques brèves déclarations sur quelques points qui me semblent destinés à jouer un certain rôle dans un proche futur.

La Commission exécutive a déjà présenté des programmes de formation professionnelle accélérée, mais ces programmes sont toujours en attente. Elle a également présenté un projet de modification du Fonds social qui, à mon avis, est fort important. Par ailleurs, dans le programme de politique économique à moyen terme, l'accent a été mis tout spécialement sur la formation professionnelle. Or je crois que notre activité serait de la plus grande utilité dans le futur si nous nous proposons des objectifs rapprochés portant plus spécialement sur les points que je viens de rappeler. Certes, il est vrai que nous ne pouvons prétendre à résoudre des problèmes qui sont de la compétence des États membres, mais il est vrai aussi que l'article 118 du traité engage les différents États membres à collaborer entre eux afin de réaliser un progrès social toujours plus important. Et c'est pourquoi je pense qu'il serait utile de prendre la mesure de la volonté des États membres en ce qui concerne la formation de la main-d'œuvre qui, chaque jour davantage, se manifeste comme une exigence inéluctable pour la poursuite justement de ce progrès. Or, nous savons que dans tous nos pays il y a carence de main-d'œuvre hautement qualifiée et spécialisée ; l'orateur qui m'a précédé a d'ailleurs fait cette même constatation. Il y a quelques jours, j'ai lu dans le « Corriere della Sera » un article de M. Martinoli, un ingénieur fort compétent, qui faisait justement état de cette carence dont il serait utile de rechercher les causes. En Italie, le ministère de l'Instruction publique a fait de grands efforts en ce qui concerne la création d'écoles et d'instituts de formation professionnelle, mais la fréquentation des cours n'a pas répondu à l'attente du gouvernement.

Quelles en sont les raisons ? A mon avis, et je crois que c'est l'opinion générale, une des raisons principales doit être recherchée dans le peu de con-

Sabatini

sidération que l'on accorde à l'ouvrier dont la condition est tenue pour inférieure à celle d'un employé ou à celle d'un travailleur en possession d'un diplôme de maîtrise ou autre. Et ceci malgré que le travailleur hautement qualifié soit vivement recherché par les grandes industries et soit bien souvent mieux rémunéré que l'employé, tout au moins pendant les premières années d'occupation. Il faut rappeler qu'il existe en Italie une loi de 1924 qui définit la condition de l'employé de telle manière qu'on peut en recueillir l'impression que dans l'entreprise, c'est l'employé qui collabore le plus étroitement avec l'entrepreneur. Tout comme si l'ouvrier spécialisé ne collaborait pas, lui aussi, de manière très étroite avec celui-ci.

J'ignore si dans les autres pays existent de semblables dispositions législatives établissant des distinctions de ce genre entre employés et ouvriers spécialisés. Cette distinction porte finalement et indirectement préjudice au développement économique. Celui-ci peut en effet être freiné par le défaut d'ouvriers hautement qualifiés et spécialisés. Il ne suffit pas de posséder un diplôme de technicien, car même avec un tel titre, celui qui participe à l'activité productive peut ne pas être en mesure de faire le travail que par contre peut accomplir un ouvrier spécialisé ayant fait un apprentissage pratique et s'étant perfectionné par une expérience réelle. De plus, la plupart de ces ouvriers spécialisés et qualifiés proviennent de familles qui sont traditionnellement des familles d'ouvriers.

Il importe donc de tenter, dans le cadre de la Communauté, de réévaluer cette activité qui requiert une maturité, une expérience et un apprentissage concret dans le secteur productif. Expérience et apprentissage qu'aucune école professionnelle ne peut donner.

Nous devons trouver une possibilité de lier la formation que l'on donne à l'école professionnelle au travail à accomplir dans l'entreprise. Ceci est possible, mais non pas en multipliant les années d'études. En fait, si l'on ajoute encore deux ou trois ans au cycle actuel des cours de formation professionnelle, on ne résout pas le problème et même on compromet davantage sa solution. Si une famille doit faire des sacrifices pendant deux ou trois ans supplémentaires pour qu'un fils de quinze ans apprenne une activité professionnelle, elle sera tentée de faire un sacrifice plus grand afin qu'il puisse acquérir un diplôme de technicien.

Pour résoudre le problème, il faut trouver la possibilité de lier aux activités productives des centres d'apprentissage dans lesquels toutefois l'adolescent recevrait une rétribution. Ceci doit être fait dans le but de lui faire acquérir des qualifications modernes. Il ne s'agit pas de l'insérer dans la production en série mais bien plutôt par exemple, d'en faire un spécialiste de la mise au point des instru-

ments de production, un constructeur de machines, un constructeur d'équipement, un surveillant de machines à commande électronique.

En nous attaquant à ce problème avec la collaboration de tous les États membres, nous réalisons une exigence qui est propre au développement économique de notre temps. Nous posons ainsi des conditions pour une production plus importante et pour une augmentation de la richesse. C'est là tout le secret. Malheureusement, nous ne nous sommes pas encore attachés à ce problème avec tout l'intérêt nécessaire.

Je voudrais proposer à l'exécutif de faire une enquête qui permettrait de constater comment sont formés les ouvriers indispensables dans les industries des divers pays. Nous savons que certaines entreprises, du fait de la carence d'ouvriers qualifiés, essaient de former directement cette main-d'œuvre. Je suis convaincu que ces entreprises atteignent leur but avec un coût moins élevé que celui des centres d'apprentissage et des écoles professionnelles subventionnées par l'État.

J'ai assisté récemment à un congrès qui traitait du problème de la formation professionnelle. Je dois avouer que la discussion m'a déçu, car elle restait dans l'abstrait sans toucher au problème concret de la formation professionnelle. Les enquêtes faites par des journalistes et des chercheurs sont utiles dans une certaine mesure. Il s'agit de recruter des personnes ayant les capacités nécessaires pour détecter des carences de main-d'œuvre qualifiée. Jusqu'ici on s'est contenté d'enquêtes et de méthodes que l'on peut estimer fort approximatives.

Je recommande donc vivement d'approfondir le problème de la formation professionnelle au niveau des ministres du travail des différents pays afin d'établir une analyse suffisamment étoffée de la situation. En agissant ainsi, nous n'irons pas à l'encontre de l'esprit du traité qui, en son article 118, prévoit la collaboration des différents États membres en vue de la mise en œuvre des objectifs du développement économique. Cette action commune des différents États donnerait également la mesure de la volonté de nos gouvernements à s'employer à la réalisation de ces objectifs.

Ceci étant dit, je voudrais adresser un appel aux ministres pour qu'ils acceptent cette responsabilité. Je me rends compte des difficultés que peut soulever un tel échange de vues. Aussi devrions-nous faire appel également à la collaboration des syndicats. M. Levi Sandri était, comme moi, présent au congrès des syndicats libres et il sait que ceux-ci se sont déclarés prêts à collaborer. Je ne serais pas non plus contre une invitation des industriels. Je crois que lorsque ce problème sera étudié sur le plan européen, il sera difficile aux différents gouvernements de dire qu'il n'est pas d'un très grand intérêt.

Sabatini

Pour terminer, je voudrais également dire que, pour ce qui est de la procédure et de la méthode, nous devrions faire en sorte que ceux qui sont en mesure de faire un apport positif, contribuent à une formation rapide des cadres de la main-d'œuvre qui sont désormais indispensables pour la mise en œuvre des programmes qui nous ont été annoncés.

(Applaudissements)

6. Ordre des travaux

M. le Président. — La parole est à M. Lückner, qui l'a demandée pour une question d'ordre.

M. Lückner. — (A) Monsieur le Président, permettez-moi de vous proposer une modification à l'ordre du jour. Plusieurs parlementaires sont invités ce soir et nous estimons que la courtoisie nous oblige à donner suite à cette invitation, ne serait-ce qu'à une heure à peu près correcte. C'est pourquoi je me permets de proposer que nous examinions demain matin les trois rapports qui figurent encore à l'ordre du jour. Les rapporteurs m'ont déclaré qu'ils étaient d'accord avec ma suggestion.

M. le Président. — Mes chers collègues, nous sommes saisis par M. Lückner d'une proposition tendant à interrompre nos débats après la fin de la discussion du rapport de M. Müller et à renvoyer à demain matin, 10 heures, les trois rapports figurant encore à l'ordre du jour.

Sur le rapport de M. Müller, sont encore inscrits M. Levi Sandri et le rapporteur lui-même.

La séance serait levée après le vote sur la proposition de résolution et seraient renvoyés à demain, en tête de l'ordre du jour, les rapports de M. Vredeling, M. Dupont et M. Kriedemann, relatifs à des problèmes agricoles.

J'apprends que M. Mansholt ne fait pas d'objection à cette proposition, sur laquelle les rapporteurs sont d'accord.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

7. Situation sociale dans la C.E.E. (suite)

M. le Président. — Nous poursuivons le débat relatif à la situation sociale dans la C.E.E.

La parole est à M. Levi Sandri.

M. Levi Sandri, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (I) Monsieur le Président, les affaires

sociales n'ont certes pas été négligées au cours de la présente session. Il en a été question lors du colloque, de l'examen du budget de la Commission exécutive et aussi de l'examen du programme de politique économique à moyen terme. Et aujourd'hui, l'exposé de la Commission sur la situation sociale dans la Communauté nous offre la possibilité d'un vaste débat sur les multiples problèmes sociaux qui se posent tant au niveau des États membres qu'au niveau communautaire. Et je dirai même que cet exposé social est en quelque sorte le banc d'essai qui nous permet d'apprécier les résultats généraux obtenus par la Communauté, son objectif final étant l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations européennes.

L'intérêt que le Parlement européen a montré pour les problèmes sociaux — confirmant ainsi ses précédentes prises de position — compense dans une certaine mesure le peu d'intérêt dont a fait preuve d'autre part et renforce la Commission exécutive dans son désir de poursuivre son action dans ce domaine avec énergie, constance et courage comme elle l'a fait jusqu'ici.

Les problèmes évoqués dans les débats d'aujourd'hui sont certes fort nombreux et je me réjouis de constater qu'il y a eu quelques accents unanimes ou presque unanimes.

J'ai surtout noté les regrets qui ont été exprimés parce que le Conseil n'a pas pris de décisions sur les problèmes sociaux qui lui ont été soumis depuis pas mal de temps déjà. Je dois dire que la Commission a été la première à déplorer ce retard. Si certains problèmes étaient difficiles et complexes, comme par exemple celui de la réforme du Fonds social, je pense, quant à moi, que c'était là une raison de plus pour convoquer la réunion du Conseil afin que ces problèmes soient discutés à un niveau approprié, le niveau politique, notamment pour donner aux experts les orientations nécessaires et pour engager la mise en chantier de ces tâches.

D'autres problèmes étaient urgents et sont peut-être aujourd'hui dépassés. Je pense par exemple au programme de formation professionnelle accélérée, pour lequel je tiens à confirmer qu'il n'a pas été retiré, qu'il est toujours soumis au Conseil qui devrait, et cela serait utile, se prononcer à son sujet. Sur ce point, je suis parfaitement d'accord avec ce qu'en a dit M. Sabatini. Mais je me dois de reconnaître que ce programme est désormais dépassé, car il a été conçu il y a deux ans maintenant, alors qu'existait une situation du marché du travail différente de celle d'aujourd'hui.

Certains problèmes étaient urgents qui n'ont pas été résolus. Et ils sont encore à considérer comme urgents. Je songe ici au problème des travailleurs des mines de soufre en Sicile qui ont été ou seront licenciés.

Levi Sandri

Pour ce qui est de l'examen de ces problèmes par le Conseil, M. Laudrin a exprimé une opinion que je ne puis absolument pas partager. Je dirai seulement, en ce qui concerne le programme de formation professionnelle accélérée, que s'il est vrai que les États membres peuvent régler cette question entre eux par des accords bilatéraux, comme ils l'ont fait par le passé, il est vrai aussi que, sur la base des principes de la politique commune de formation professionnelle qui ont été adoptés par une décision du Conseil, des initiatives communautaires sont également admissibles en ce domaine. Par ailleurs, il n'est pas exact que les propositions de la Commission européenne ne sont que la répétition des dispositions que les États membres ont fixées et peuvent fixer dans des accords bilatéraux.

Mais je ne veux pas souligner davantage cette divergence de vues ni alimenter une polémique pour la raison notamment que nous avons entendu avec satisfaction le président du Conseil nous confirmer, il y a quelques jours, la date — le 19 décembre prochain — à laquelle se réunira le Conseil des ministres des affaires sociales, sous la présidence de M. Veldkamp, qui a tout mis en œuvre pour que cette réunion ait lieu. Et j'ose espérer que cette réunion donnera le feu vert à des contacts plus fréquents et profitables d'autant plus que la Commission exécutive estime qu'il est dans l'esprit et la lettre de l'article 118 du traité que les ministres des affaires sociales se réunissent le plus fréquemment possible pour la mise en œuvre de la collaboration étroite que prévoit le traité.

Un autre accent unanime qui ressort de la discussion de ce jour comme de celle d'hier, qui portait sur la politique économique à moyen terme, est celui de l'importance de la politique sociale et du caractère non subordonné qu'elle doit avoir par rapport à la politique économique.

A propos du programme économique à moyen terme et de l'accent qu'il a mis sur les aspects sociaux, je tiens à dire qu'un tel programme ne pouvait en aucun cas négliger ces aspects. Une des raisons en est qu'on prévoit dans les années à venir une carence de la main-d'œuvre qui sera nécessaire pour faire face aux exigences du développement économique. Aussi, se posaient immédiatement certains problèmes de première importance et, avant tout, le problème de l'emploi, tant dans les aspects quantitatifs que qualitatifs, ainsi que tous les problèmes connexes, de l'âge d'admission au travail jusqu'au travail des femmes et ainsi de suite. Mais il est évident que même si le point de départ du programme de politique économique à moyen terme n'avait pas été l'insuffisance de main-d'œuvre en liaison avec les exigences du développement, des problèmes sociaux se seraient posés malgré tout, mais en termes différents. La politique économique dont nous traçons le programme à moyen terme, doit être con-

sidérée sous tous ses aspects. Et les aspects sociaux ne sont pas les moins importants.

Je tiens à ajouter que ce programme confirme une conception qui a toujours été celle de la Commission exécutive en matière de politique sociale au niveau communautaire. Jamais personne n'a mis en doute que le traité de Rome ait été conçu non seulement dans une perspective économique mais également sociale. Mais ce qui n'a pas toujours été admis par tous, c'est que la réalisation des tâches sociales du traité ne peut être le fait de la seule mise en œuvre de l'union douanière et de l'union économique, mais implique des initiatives propres et autonomes de caractère social.

Or, le programme de politique économique à moyen terme — et c'est là un des mérites de ce programme — consacre cette manière de voir globale et réaliste des problèmes, reconnaît la nécessité de considérer parallèlement, dans le cadre général de l'action communautaire, tant les aspects économiques que les aspects sociaux du développement.

Je voudrais faire encore une observation à propos de la politique économique à moyen terme et du programme dont nous avons débattu hier. Le Parlement connaît les difficultés auxquelles s'est heurtée la politique sociale communautaire bien qu'il faille reconnaître — et je suis heureux d'avoir entendu les jugements favorables de nombreux orateurs — les résultats positifs auxquels nous sommes parvenus. Oui, le Parlement connaît bien ces difficultés et il n'a pas manqué d'exprimer sa déception à ce propos.

Ces dernières années, la Commission exécutive s'est efforcée d'apporter, par des contacts accrus (parfois par des tentatives d'accroître ces contacts car en réalité les contacts ne se sont pas toujours accrus) et aussi par des propositions concrètes soumises au Conseil, d'apporter, disais-je, sa contribution pour éclaircir les problèmes, éliminer les malentendus et aplanir la voie vers des réalisations heureuses. Je crois que le programme de politique économique à moyen terme peut être un élément positif à cet égard. Il serait, en fait, inconcevable que les gouvernements, après avoir approuvé les suggestions que renferme ce programme en matière sociale, refusent sur le plan pratique de donner suite à ces suggestions et se retranchent derrière des objections de caractère purement formel comme cela a été le cas jusqu'ici à l'égard de certains problèmes et notamment de celui de la formation professionnelle.

Pour ce qui est du domaine de la formation professionnelle, le rapporteur, M. Müller, en a largement fait état, et je voudrais le féliciter du rapport clair et bref qu'il a élaboré et de son exposé d'aujourd'hui et aussi le remercier du jugement positif qu'il a porté sur l'œuvre de la Commission exécutive. Il a souligné l'importance particulière de ce

Levi Sandri

problème, surtout dans le moment actuel. La question a été également reprise par d'autres orateurs, notamment par MM. Merchiers et Sabatini. Je ne puis, en ce domaine, que me rallier aux regrets exprimés par certains orateurs, tant dans le débat d'hier que dans celui de ce jour, pour le peu de suite qui a été donné aux principes de la politique commune de formation professionnelle, telle qu'elle a été définie par la décision du Conseil que j'ai rappelée il y a peu.

Je tiens cependant à dire que la Commission exécutive n'est pas restée inactive en ce domaine. Je rappellerai le programme de travail que nous avons élaboré et dont le Parlement a pris connaissance. Je rappellerai aussi que nous avons engagé une action de recherche et d'étude dans différents secteurs, afin notamment de réaliser la polyvalence des programmes de formation, de prévoir l'évolution de l'emploi pour les différents niveaux de formation et de comparer enfin, au niveau communautaire, les besoins et les moyens de formation.

Et je voudrais encore ajouter que c'est dans cette perspective, en plus de celle d'une politique régionale de grande ampleur, que nous devons voir les projets que nous avons présentés pour la réforme du Fonds social.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de dire deux mots au sujet de la politique des revenus qui a été hier l'objet d'un large échange de vues et qui a été évoquée aujourd'hui par M. Darras. Je ne veux pas entrer dans les questions de fond. En relation avec la nécessité maintes fois signalée d'une connaissance approfondie des objectifs et du contenu d'une politique des revenus ainsi que d'une plus profonde connaissance de la situation de fait et, surtout, de l'évolution des revenus salariaux — auxquels justement devrait s'appliquer ce genre de politique — je voudrais seulement dire que dans le cadre des travaux que nous entendons mener dans le secteur social, nous consacrerons une attention toute particulière aux différentes politiques de formation du patrimoine et d'accès des travailleurs à la propriété.

Il s'agit là, à mon avis, d'un élément lié à celui de la politique des revenus. Nous accorderons aussi une attention particulière à une meilleure connaissance du niveau et de la structure des revenus non salariaux.

Je tiens à dire à M. Pêtre que la Commission ne méconnaît et ne sous-estime pas l'importance du tourisme social que ce soit du point de vue social ou économique. Il ne sous-estime et ne néglige pas non plus l'importance du problème de l'utilisation du temps libre des travailleurs dont vient de parler également M. Merchiers. Mais malheureusement, je dois dire que la nécessité de donner la priorité à d'autres actions mises en avant par les gouvernements ou par les partenaires sociaux ainsi que par le Parlement lui-même, et aussi le peu de moyens

dont nous disposons, nous ont empêchés jusqu'ici d'engager une action plus vaste en ce domaine. Mais nous ne sommes pas restés entièrement inactifs. Je rappellerai à M. Pêtre que la réglementation de la sécurité sociale des travailleurs migrants s'applique également aux citoyens de la Communauté qui se déplacent dans les pays de la Communauté pendant la période des vacances. Ce qui permet à ces citoyens, à ces travailleurs, de bénéficier dans chaque pays de la Communauté des prestations de sécurité sociale dans le cas de maladie ou d'infirmité. D'autre part, nous avons également engagé une enquête plus large qui, par suite de difficultés diverses que je n'ai pas à rappeler ici, n'a pas pu être menée à bonne fin. Mais, pour ce qui est de la question que m'a posée M. Pêtre, je tiens à lui donner l'assurance que les travaux ont été repris et j'espère que l'exposé social de l'année prochaine lui donnera, tout au moins partiellement, satisfaction.

J'ai également pris note, Monsieur le Président, de toutes les autres questions qui ont été posées et de tous les problèmes qui ont été soulevés, notamment ceux de la sécurité sociale dont a parlé M. Merchiers, problèmes qui demanderaient un exposé fort long, et aussi des problèmes relatifs aux vieux travailleurs qui méritent sans aucun doute une attention particulière. Je puis donner l'assurance au Parlement que, comme nous l'avons fait les années passées, nous tiendrons compte dans le prochain exposé des observations et critiques qui nous ont été adressées.

Je voudrais dire à M. Darras, à propos de la question qu'il m'a posée sur la convocation du comité paritaire pour les transports routiers, qu'il est vrai que la convocation au 21 décembre a dû, disons pour des raisons techniques, être renvoyée mais non pas *sine die*. Elle aura lieu au cours du mois de janvier et j'espère qu'elle ne sera pas une fois encore renvoyée.

Tout ce que je viens de dire jusqu'ici concerne en quelque sorte le passé, les événements des dernières années, ce qui a été réalisé et ce qui ne l'a pas été. Mais des questions m'ont également été posées sur les développements futurs. Le rapporteur, par exemple, a souhaité pour l'avenir une intensification de l'activité dans le domaine social. Et M. Pêtre a demandé que soit établi un programme de l'activité future en ce domaine.

Je ne veux pas ici vous esquisser un programme, mais je tiens à vous exposer quelques idées, quelques-unes de mes propositions et des propositions de la Commission au sujet des tâches à accomplir les prochaines années dans le domaine social.

Vous savez tous — et le rapporteur l'a souligné dans le texte qu'il a élaboré — que le traité contient quelques dispositions spécifiques en matière sociale. M. Laudrin l'a d'ailleurs également rappelé. Il s'agit des dispositions relatives à la libre circula-

Levi-Sandri

tion, à la sécurité sociale des travailleurs migrants, au Fonds social, aux congés payés, à l'égalité des salaires pour le travail masculin et féminin.

Jusqu'ici, nous avons surtout mis l'accent sur ces points. On peut dire que pendant la première et la deuxième étape la Commission exécutive s'est attachée en priorité à ces tâches seulement, ce qui était bien naturel car il s'agit de dispositions qui lui imposent des obligations spécifiques. Nous voulons, bien entendu, poursuivre ces tâches à l'avenir. J'ajouterai même que, pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs, nous espérons qu'à la fin de l'année ou dans les premières semaines de janvier, nous pourrions présenter au Conseil le projet du nouveau règlement définitif qui, dans la Communauté, mettra en œuvre la libre circulation des travailleurs. Cette libre circulation est déjà assurée à environ 90 %, mais elle doit être complétée en éliminant les dernières discriminations qui existent encore.

Parallèlement, la politique commune de formation professionnelle, fixée par la décision que j'ai déjà rappelée, devra devenir plus concrète dans le cadre des principes généraux et du programme d'action qui a été adopté.

Mais le traité connaît aussi d'autres dispositions de caractère plus général en rapport avec les objectifs sociaux de l'intégration économique. Ce sont les dispositions du préambule, de l'article 2 et surtout des articles 117 et 118 qui traitent de ce que l'on appelle, par un terme devenu désormais usuel, l'harmonisation sociale.

Il faut bien dire que ces textes, bien que particulièrement ambitieux, sont plutôt imprécis. Et cette imprécision a permis et permet encore des interprétations divergentes dont nous avons encore eu une preuve aujourd'hui avec l'intervention de M. Laudrin et d'autres orateurs.

Je voudrais dire à M. Laudrin que, s'il est vrai que l'article 118 considère les États membres comme sujets actifs de la collaboration, il est vrai aussi qu'il impose à la Commission exécutive une obligation spécifique, celle de promouvoir cette collaboration et d'assumer, par des consultations et des études, par des avis, et, en se référant à d'autres articles, par des recommandations, une responsabilité propre et spécifique. On ne peut donc dire que la politique sociale soit laissée exclusivement à la compétence des États membres. La politique sociale de la Communauté doit être le résultat de la collaboration des États membres et de la Commission. Il s'agit donc bien d'une politique communautaire et non pas seulement de la somme des politiques sociales nationales.

Dans ce domaine — le domaine de la collaboration, de la politique communautaire résultant de

cette collaboration entre les États membres et la Commission — nous estimons que les efforts communs des États membres et de la Commission devront être accentués et nettement intensifiés. S'il est vrai que les études accomplies dans les différents secteurs, comme il est prévu à l'article 118 (et je sais gré à M. Laudrin d'avoir apprécié cette activité de la Commission), constituent en soi une action positive et concrète en vue de l'harmonisation, il est toutefois nécessaire que, comme la Commission l'a fait précédemment, certaines de ces études soient suivies d'autres actions communautaires qui permettent à la Commission d'accomplir la tâche qui lui a été confiée, c'est-à-dire de promouvoir une étroite collaboration entre les États en vue de réaliser progressivement l'indispensable convergence des politiques sociales nationales. Je voudrais, d'autre part, rappeler qu'au delà des articles spécifiques du traité que je viens de mentionner, les préoccupations d'ordre social doivent dominer tout le processus d'intégration. Et cela oblige la Commission exécutive à tenir compte des facteurs sociaux dans presque tous les secteurs de la politique communautaire : l'agriculture, les transports et aussi la politique de conjoncture et la politique régionale qui, pour une large part, est une politique sociale. Et, de ce fait, les interventions de la Commission exécutive dans le domaine social peuvent se baser également sur d'autres articles du traité que ceux plus spécifiquement sociaux. M. Darras a rappelé à ce propos les articles 100 et 121. La Commission a déjà fait application de ces articles.

Cet ensemble de considérations, s'il permet d'apprécier à sa juste valeur l'activité de la Commission exécutive au cours de la première et de la deuxième étape, permet également de mieux voir les tâches qui restent à accomplir, notamment pour respecter les dispositions de l'article 8 du traité. Cet article dispose dans son dernier alinéa « que l'expiration de la période de transition » c'est-à-dire le 31 décembre 1969 « constitue le terme extrême pour l'entrée en vigueur de l'ensemble des règles prévues et pour la mise en place de l'ensemble des réalisations que comporte l'établissement du marché commun ». Loin de moi l'idée d'interpréter ce texte en ce sens qu'il impose un délai impératif pour l'harmonisation des législations sociales. Il n'y a pas là de délai impératif, mais il faut bien se rendre compte que cette disposition, si elle implique d'une part la réalisation complète et définitive des obligations spécifiques d'ordre social, réclame d'autre part des efforts accrus tant de la part des États que de la Commission pour que soient éliminées toutes les disparités sociales susceptibles d'influencer la réalisation du marché commun et pour que l'harmonisation des régimes sociaux — ceux-ci considérés dans leur ensemble en tenant compte des traditions nationales qu'il faut respecter et des particularités nationales qu'il faut maintenir — puisse être considérée non seulement comme étant à l'étude, mais engagée, entreprise de manière concrète et effective, avec la

Levi Sandri

volonté de la poursuivre et d'arriver progressivement à une harmonisation complète de nos systèmes sociaux.

Je voudrais ajouter qu'à l'avenir la Commission doit être constamment informée, pour pouvoir suivre sa propre action de promotion, de la coordination des politiques nationales, des priorités sociales déterminées sur le plan national tant par les gouvernements que par les partenaires sociaux. A ce propos, seront fort importantes les consultations avec les représentants des gouvernements et ceux des grandes organisations ouvrières et patronales. Et puisque ces grandes organisations, du fait de l'autonomie contractuelle et de négociation dont elles disposent dans tous nos pays, déterminent une part importante du progrès social, il est indispensable, à mon avis, d'intensifier — comme l'a réclamé M. Pêtre — la participation des travailleurs de toutes les catégories professionnelles à la définition de la politique communautaire.

A ce propos, je tiens à ajouter que l'autonomie de ces organisations ne doit pas être considérée comme épuisée sur le plan purement national. Elle doit progressivement trouver des prolongements sur le plan communautaire, parallèlement, bien entendu, à un perfectionnement des structures syndicales. La conclusion d'accords au niveau européen entre organisations patronales et syndicats ouvriers est un objectif qui désormais n'est plus irréalisable.

Monsieur le Président, voilà ce que je désirais dire au sujet de notre action future, de manière fort résumée et brève il est vrai, mais l'heure est très avancée.

Je pense que si nous pouvons, comme nous le voulons, poursuivre notre action selon les lignes que je viens d'esquisser, et qui sont conformes aux vœux maintes fois exprimés par le Parlement, nous contribuerons de manière substantielle à la réalisation du traité de Rome en renforçant l'apport que peuvent faire les classes ouvrières de nos pays à l'édification de l'Europe.

Pour terminer, je remercie le rapporteur, la commission sociale et la commission de la protection sanitaire pour l'analyse détaillée qu'ils ont fait de l'exposé social de la Commission européenne. Et de même, je remercie les parlementaires qui sont intervenus dans le débat d'aujourd'hui.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je remercie M. Levi Sandri.

La parole est à M. Müller.

M. Müller, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, pour commencer, je tiens à remercier très vi-

vement tous les parlementaires qui sont intervenus dans le débat et qui ont donné leur avis sur ce rapport, sous forme d'approbation ou de suggestions. Ma gratitude va également aux fonctionnaires du Parlement et à nos collaborateurs scientifiques, qui nous ont fourni les données et la documentation nécessaires à la rédaction de ce rapport. De même, je dois beaucoup à l'exécutif, en la personne de M. Levi Sandri, qui m'a lui aussi aidé à préparer ce rapport en m'accordant son infatigable collaboration. Je ne chercherai pas à résumer les idées nouvelles qui ont été exposées ce soir dans les diverses interventions. Je préfère que ces encouragements, qui ont été en partie très utiles, soient examinés et approfondis au sein de la commission sociale de cette haute assemblée. Cela sera plus utile que si nous essayons de nous lancer ce soir dans des considérations de ce genre.

En tant que rapporteur, je me félicite de ce que ces avis favorables émanent des trois grands groupes politiques de notre assemblée, même si je comprends parfaitement les nuances apportées à certaines approbations, notamment dans l'intervention de M. Darras. Mais ces réserves sont du même ordre que celles que les représentants de ce groupe avaient déjà exposées au sein de la commission sociale.

J'en arrive ainsi à un troisième point : il s'agit de la profonde déception que m'a causé ce soir un événement qui ne correspond absolument pas avec ce que j'ai vu jusqu'ici dans ma vie de parlementaire. Lors de la réunion de la commission, le 8 novembre, nous avons adopté à une bonne majorité le rapport et la proposition de résolution, et cela dans un accord parfait. Aucun des groupes politiques — et ils étaient tous représentés à la réunion — n'a soulevé des objections qui aillent, même de loin, dans le sens de celles que nous avons entendues ce soir de la part de l'Union démocratique européenne. Ce groupe était représenté à la réunion en question par trois de ses membres, ce qui correspond au nombre qui lui est réservé dans la commission. Deux d'entre eux sont membres permanents de la commission. Le troisième s'était fait représenter. Le porte-parole du groupe de l'Union démocratique européenne que nous avons entendu ce soir ne participait malheureusement pas à la séance. D'ailleurs, il n'est pas membre de la commission.

J'ajouterai une seule observation pour terminer. Comme on dit en anglais, « *that is not cricket* », ce n'est pas « *fair play* » que les membres d'une commission adoptent sans réserve une proposition de résolution d'une importance certaine et qu'au moment où elle est mise aux voix dans cette assemblée, des divergences de vues aussi considérables se fassent jour. Il ne faut pas que ce procédé devienne une habitude, et en disant cela je parle moins en ma qualité de rapporteur qu'en tant que membre de l'assemblée parlementaire et, en ce moment, en tant que

Müller

vice-président de la commission sociale où je ne voudrais pas que ces pratiques se renouvellent continuellement. J'espère trouver sur ce point l'appui de mes autres amis.

Pour conclure, je voudrais simplement dire que je serais très affligé si les faits devaient confirmer l'impression que la prise de position qui vient de nous être exposée et dont je parle, provenait d'une instance étrangère au Parlement. J'en serais très affligé car cela entraverait et minimiserait considérablement

notre tâche. Je vous remercie d'avoir bien voulu écouter cette remarque dans le calme.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

sur l'exposé de la Commission de la C.E.E. sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1965

Le Parlement européen,

- vu le rapport de sa commission sociale et l'avis de sa commission de la protection sanitaire (doc. 130),
- vu sa résolution sur l'évolution de la situation sociale en 1964 ⁽¹⁾,

1. Constate que dans les domaines de politique sociale, où elle pouvait agir en vertu des dispositions du traité, la Commission de la C.E.E. a déployé une activité efficace, sans que toutefois celle-ci ait pu aboutir à la mise en œuvre d'une politique sociale positive ;

2. Souligne que dans le domaine de la politique sociale la coopération entre les gouvernements a été insuffisante et s'est soldée par des résultats décevants ;

3. Est convaincu que le degré d'attachement des citoyens européens à l'Europe en voie d'unification dépend, pour une part déterminante, d'un ordre social orienté vers le progrès et équilibré dans la Communauté ;

4. Déploie l'inaction du Conseil en la matière, car elle suppose qu'il n'accorde pas une valeur suffisante à la politique sociale pour l'unification de l'Europe ;

5. Demande avec insistance que les ministres du travail et des affaires sociales, qui ne se sont plus réunis depuis plus de deux ans, se concertent à bref délai sur les retards et le développement de la politique sociale ;

6. Redoute que le progrès social prescrit par le traité, et dont la Communauté doit être l'artisan, ne soit impossible et que les disparités sociales ne s'accroissent et ne subsistent même après l'expiration de la période de transition, si la volonté politique décidée du Conseil ne s'affirme pas enfin sur ces problèmes ;

7. Affirme que des mesures doivent être prises par la Commission de la C.E.E. en vue d'un emploi rationnel de la main-d'œuvre en chômage et touchée par le sous-emploi ;

8. Est préoccupé des retards qui affectent tous les domaines de la politique sociale, plus particulièrement en ce qui concerne :

- l'amélioration et l'extension des dispositions du Fonds social, qui sont indispensables à un emploi rationnel de la main-d'œuvre existante ;

⁽¹⁾ J.O. n° 209 du 11 décembre 1965, p. 3124/65.

Président

- la formation professionnelle accélérée, préalable à la réalisation du développement économique et à de meilleures conditions pour la libre circulation de la main-d'œuvre ;
- l'extension aux gens de mer du règlement n° 3 et l'amélioration qui en résulterait de la situation sociale de cette catégorie de personnes ;
- les mesures visant à réintégrer la main-d'œuvre touchée par la reconversion dans les mines de soufre ;
- la réalisation de l'égalité des salaires pour les travailleurs masculins et féminins ;
- l'amélioration et le rapprochement des législations sur la protection sanitaire, la sécurité et l'hygiène du travail ;

9. Estime que ces retards préoccupants sont dus au fait que le Conseil n'a pas encore pris à ce jour les mesures nécessaires dans les domaines susmentionnés, mesures dont certaines sont en attente depuis plus d'un an ;

10. En appelle au Conseil pour qu'il s'efforce de réaliser l'harmonisation des politiques sociales et sanitaires qui ne peut être atteinte que par une activité accrue des États membres et des institutions de la Communauté, en étroite collaboration avec les partenaires sociaux ;

11. Attend du Conseil qu'il agisse sans délai dans l'esprit du traité de Rome et rappelle la possibilité institutionnelle d'un recours en carence, pour lequel toutes les conditions semblent réunies ;

12. Souligne pour ce motif la nécessité absolue, pour le Conseil, de donner désormais une priorité à la politique sociale, seul moyen d'assurer, à l'avenir, un développement équilibré de la politique économique et sociale ;

13. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite au Conseil et à la Commission de la C.E.E., et également aux gouvernements des États membres.

8. Ordre du jour de la prochaine séance

M. le Président. — Je rappelle au Parlement que l'ordre du jour de la prochaine séance qui se tiendra demain, vendredi 2 décembre 1966, à 10 h, est ainsi fixé :

- Rapport de M. Vredeling, sur le concours du F.E.O.G.A. ;
- rapport de M. Dupont, sur les échanges d'ovo-albumine et de lactoalbumine ;

— rapport de M. Kriedemann, sur les agents conservateurs ;

— rapport de M. Scarascia Mugnozza, sur les recommandations de la commission mixte C.E.E.-Grèce ;

— rapport et rapport complémentaire de M. Hansen, sur des problèmes sanitaires et l'institution d'un comité vétérinaire.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 30)

SÉANCE DU VENDREDI 2 DÉCEMBRE 1966

Sommaire

1. Adoption du procès-verbal	229		
2. Règlement dérogeant à certaines dispositions concernant le concours du F.E.O.G.A. — Discussion d'un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture :			
M. Vredeling, rapporteur	230		
M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E.	231		
Adoption d'une proposition de résolution	231		
Texte de la résolution adoptée	232		
3. Règlement relatif aux échanges d'ovoalbumine et de lactoalbumine. — Discussion d'un rapport de M. Dupont, fait au nom de la commission de l'agriculture :			
M. Dupont, rapporteur	233		
M. Bading, au nom de la commission du commerce extérieur, saisie pour avis	234		
Adoption d'une proposition de résolution	235		
Texte de la résolution adoptée	235		
4. Directive concernant les agents conservateurs. — Discussion d'un rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission de l'agriculture :			
M. Kriedemann, rapporteur	235		
M. Dittrich, président de la commission sanitaire	236		
Adoption de la proposition de résolution	236		
Texte de la résolution adoptée	236		
5. Recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce. — Discussion d'un rapport de M. Scarascia Mugnozza, fait au nom de la commission des associations :			
M. Scarascia Mugnozza, rapporteur	237		
MM. Lückner, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Spénale, au nom du groupe socialiste ; Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. ; Scarascia Mugnozza, rapporteur ; Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés	238		
Adoption de la proposition de résolution	242		
Texte de la résolution adoptée	242		
6. Directive concernant des problèmes de police sanitaire — Décision instituant un comité vétérinaire — Discussion d'un rapport et d'un rapport complémentaire de M. Hansen, fait au nom de la commission de la protection sanitaire :			
M. Hansen, rapporteur	243		
MM. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. ; Dittrich, président de la commission de la protection sanitaire ; Kriedemann, Hansen, rapporteur ; Mansholt, Dittrich, Kriedemann	244		
Adoption de la proposition de résolution	247		
Texte de la résolution adoptée	247		
7. Calendrier des prochains travaux	267		
8. Adoption du procès-verbal de la présente séance	267		
9. Interruption de la session	267		

PRÉSIDENCE DE M. POHER

(La séance est ouverte à 10 h)

M. le Président. — La séance est ouverte.

1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. Règlement dérogeant à certaines dispositions concernant le concours du F.E.O.G.A.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement dérogeant à certaines dispositions du règlement N° 17/64/C.E.E. concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, « section orientation », pour les années 1966 et 1967 (doc. 148).

La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, le rapport que je dois vous présenter ce matin au nom de la commission de l'agriculture traite un sujet qui était déjà en quelque sorte d'actualité cette semaine, lorsque nous avons parlé de l'aide à apporter à l'Italie.

Il s'agit notamment de la section « orientation » du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole et plus précisément de la prorogation de quelques délais pour la présentation de certains projets concernant la modification des structures agricoles et l'amélioration de la structure du marché dans les différents États membres.

Cet été déjà, nous avons été appelés à traiter cette même question à l'occasion du report des délais dans lesquels certaines décisions auraient dû être prises.

Nous voici à présent confrontés une fois de plus avec ce problème. C'est pour des raisons de fait que la commission de l'agriculture doit se rallier à la proposition de la Commission de la C.E.E. Nous ne l'avons cependant pas fait de bon gré, car il est bien évident que c'est à cause de ces reports incessants que la politique des structures agricoles, dans le cadre des propositions communautaires, ne cesse de marquer le pas jusqu'à présent. Cela représente déjà quatre années de retard pour la mise en œuvre des plans communautaires qui doivent orienter, grâce à un effort collectif, l'agriculture communautaire dans la direction souhaitée.

Nous regrettons vivement cet état de choses, mais nous savons qu'il doit être imputé entre autres au manque de personnel de la Commission de la C.E.E. et au fait que certains États membres n'ont pas fourni en temps utile les indications qui leur avaient été réclamées, de sorte que les délais prévus ont été dépassés.

Quoi qu'il en soit, cela revient à dire que les propositions de modification des structures agricoles présentées par les États membres à la Commission de la C.E.E. sont exclusivement considérées, appréciées d'un point de vue national et qu'elles n'ont

donc pas nécessairement besoin de s'insérer dans le programme communautaire.

Monsieur le Président, c'est pour cette raison, je le répète, que le développement de la politique des structures agricoles dans la C.E.E. se fait de façon négligée et incomplète.

Cela n'est pas bien, estimons-nous, et c'est pourquoi nous avons pensé devoir faire quelques observations critiques à ce sujet.

Nous n'ignorons pas d'autre part que la politique structurelle et la politique sociale sont en agriculture deux secteurs étroitement liés l'un à l'autre. Le plus souvent, l'un apparaît comme le complément nécessaire de l'autre. Ici aussi, nous devons constater — cela s'est avéré une fois de plus cette semaine à l'occasion de l'examen du rapport social — que, dans le domaine agricole, la politique sociale est en retard et qu'ainsi, pour ce qui est de la politique agricole en général, la situation risque de se développer tout à fait unilatéralement, c'est-à-dire dans le sens exclusif d'une politique de marché et de prix, de réglementations des ventes, etc. Pour le reste, les États membres continuent absolument à mener leur propre politique. Cette situation est dangereuse, étant donné qu'à la longue les conséquences qui en résultent peuvent susciter des difficultés pour le secteur du marché lui-même.

Nous aimerions que la Commission de la C.E.E. nous dise s'il est techniquement possible que les programmes communautaires, désormais reportés à 1968, puissent être présentés, du moins pour ce qui est d'elle-même, dans le courant de l'année 1967. Si jamais un nouveau retard devait intervenir, on saurait alors clairement qui en porterait la responsabilité, on saurait alors que ce serait le Conseil de ministres.

Nous aimerions que M. Mansholt nous le dise, car lorsque nous discutons de cette question au sein de notre parlement national, notre gouvernement nous dit : « De quoi parlez-vous ? La Commission de la C.E.E. n'a pas encore présenté ses projets. Ce n'est pas à nous qu'il faut le reprocher, car nous ne pouvons prendre de décisions sur un problème dont nous ne sommes pas saisis. »

C'est une argumentation péremptoire et c'est pourquoi la commission de l'agriculture aimerait entendre M. Mansholt à ce sujet.

Un second point qui nous préoccupe, c'est l'appréciation, la critique de tous ces projets que nous devons faire en ce moment, dans le cadre de la réglementation incomplète que nous avons aujourd'hui. N'est-il pas possible de nous fournir les éléments nécessaires à ce jugement, afin que nous puissions voir à peu près où se situent les problèmes quand nous étudions les projets nationaux ? En effet, l'absence de toutes données concrètes sur la

Vredeling

politique des structures a fait en sorte que nous-mêmes, en tant que membres d'un parlement national, n'avons pu comprendre le fonctionnement des organisations de marché que pour autant que les difficultés se soient situées à un moment donné en Italie ou en Belgique. Nous n'avons encore qu'une expérience nationale en matière de politique des structures. Et puisque l'on ne nous présente pas cette politique des structures, nous n'avons aucune vue sur l'évolution dans les autres États membres. A mon sens, c'est là une situation très regrettable pour nous, membres du Parlement.

C'est pourquoi je voudrais demander si, dans le courant de l'année prochaine, on ne pourrait pas nous présenter un rapport sur ce qui a été fait ces quatre dernières années, rapport qui examinerait les projets, dont certains ont été approuvés et d'autres rejetés, mais qui nous permettrait peut-être, dans les grandes lignes, de nous faire une idée de la nature des différents projets présentés par les États membres.

Lorsque nous serons alors confrontés ici avec les programmes communautaires, nous pourrions, grâce à notre expérience souvent incomplète, je l'avoue, de l'examen des projets antérieurs, avoir néanmoins plus de points d'appui pour juger ces programmes communautaires.

Voilà les questions qui nous sont encore venues à l'esprit. Pour le reste, ainsi que je vous l'ai dit, nous estimons devoir approuver le règlement qui nous a été soumis, en raison de considérations pratiques. Nous le faisons non pas parce que nous trouvons tout cela tellement parfait, mais parce que nous sommes dans l'impossibilité de modifier pour le moment la situation devant laquelle se trouve le Parlement. C'est dans cet état d'esprit que nous vous proposons d'adopter la résolution qui porte approbation du règlement.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (N) Monsieur le Président, je réponds volontiers aux observations de M. Vredeling et aux questions qu'il a posées. Je comprends que le Parlement soit quelque peu déçu de ce que les programmes communautaires n'ont toujours pas été appliqués dans le cadre de la politique des structures. La Commission partage cette déception. Je ne puis pas dire que « seul » le manque de personnel en soit la cause. Il convient d'ajouter aussi qu'il s'agit d'une question difficile à traiter, de quelque chose d'inédit. Nous pouvons dire de même qu'il s'agit de quelque chose d'entièrement nouveau pour la politique nationale. Dans le passé, les gouvernements nationaux n'ont eu que rarement à

appliquer une politique des structures qui fût basée sur des programmes déterminés.

En général, nous avons eu une politique des structures portant sans doute sur certains domaines déterminés, mais qui ne se fondait pas sur un programme précis. C'est dire qu'il n'a pas été facile de mettre au point, en collaboration avec les gouvernements nationaux et leurs administrations, les programmes en question.

Or, c'est cela que nous devons faire. Le règlement exige en particulier que les programmes — qui doivent encore satisfaire à toutes sortes d'autres critères auxquels je ne m'attarderai pas car j'aurai tout le loisir d'en parler lorsque nous discuterons ces programmes ici — indiquent quels sont les domaines prioritaires. Or, ce point a suscité des difficultés pour les administrations nationales. C'est pourquoi il est nécessaire de spécifier les domaines auxquels les programmes devront s'appliquer par priorité. Quiconque a affaire avec la politique nationale sait combien il est difficile de donner à un secteur déterminé une priorité précise sur un autre secteur. Ce problème nous a longuement occupés.

Je puis vous assurer en tout cas que la Commission fait tout son possible pour retenir l'année 1968 dans le cadre des programmes communautaires. J'espère moi-même que d'ici deux mois, le Conseil sera en possession de ces programmes. Peut-être même les aura-t-il plus tôt, mais je veux rester dans les limites sûres. Cela signifie donc que ces programmes pourront être appliqués en 1968, à condition que le Conseil et le Parlement adoptent le rythme de travail nécessaire.

Je réponds volontiers par l'affirmative à la seconde question de M. Vredeling. Je crois qu'il est nécessaire, en effet, que le Parlement puisse apprécier l'emploi qui a été fait jusqu'à présent des fonds de la section « orientation » du Fonds agricole, c'est-à-dire juger la manière dont nous les avons utilisés, les critères que nous avons appliqués et, bien entendu, la manière dont ces critères ont été interprétés à la lumière des projets. Il va falloir que je réfléchisse à la façon dont nous en ferons rapport. En principe, il me semble opportun de le faire dans le cadre du rapport annuel. Peut-être pourra-t-on élaborer un rapport spécial sur ce point, mais cette question aussi doit être examinée plus en détail.

M. le Président. — Merci, Monsieur Mansholt.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Président

Résolution

portant avis du Parlement européen sur une proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à un règlement dérogeant à certaines dispositions du règlement du Conseil n° 17/64/CEE concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « orientation », pour les années 1966 et 1967

Le Parlement européen,

- consulté par le Conseil de la C.E.E. (doc. 140),
- vu la proposition de la Commission de la C.E.E. (COM(66) 377 final du 4 octobre 1966) et sa proposition modifiée (COM(66) 469 final du 17 novembre 1966),
- vu le rapport de sa commission de l'agriculture (doc. 148),

I — Au regard de la proposition de règlement proprement dite

1. Ne peut, pour des raisons de fait, que se ranger à la proposition de la Commission de la C.E.E. ;

2. Observe que cette proposition a pour effet de retarder de deux années l'exercice d'un contrôle démocratique sur l'action de la section « orientation » du F.E.O.G.A. ;

*II — Au regard de la politique des structures
et de la politique sociale en agriculture*

3. Déplore l'absence, à ce jour, d'une véritable politique des structures et d'une politique sociale en agriculture qui pourtant constituent, au même titre que la politique des marchés ou la politique commerciale, deux des quatre piliers de la politique agricole commune ;

4. Insiste pour que les demandes de concours déposées au titre de l'année 1968 soient inscrites dans le cadre des programmes communautaires à adopter dans les meilleurs délais par les Conseil, après avis du Parlement européen ;

5. Demande à la Commission de la C.E.E. de présenter un rapport sur les concours accordés par la section « orientation » du F.E.O.G.A., mettant en évidence la façon dont elle a, à cet égard, appliqué les critères prévus au règlement 17/64/CEE ; un tel rapport, faisant état de l'expérience acquise, faciliterait la tâche du Parlement européen au moment où il devra se prononcer sur les programmes communautaires avant que le Conseil arrête ces derniers ;

6. Charge son président de transmettre la présente résolution et le rapport auquel elle fait suite au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

Projet de règlement du Conseil dérogeant à certaines dispositions du règlement n° 17/64/CEE du Conseil concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « orientation », pour les années 1966 et 1967

(Texte proposé par la Commission de la C.E.E. et approuvé sans modification par le Parlement)

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

considérant que, conformément à l'article 20, paragraphe 1, première phrase du règlement n° 17/64/CEE du Conseil, du 5 février 1964, relatif aux conditions du concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole⁽¹⁾, les demandes de concours de la section « orientation » du Fonds doivent être présentées à la Commission chaque année avant le 1^{er} octobre ;

considérant que, aux termes de l'article 14, paragraphe 1, alinéa a), du règlement n° 17/64/CEE, pour bénéficier du concours du Fonds chaque projet doit s'inscrire dans le cadre d'un programme

⁽¹⁾ J.O. n° 34 du 27 février 1964, p. 586/64.

Président

communautaire établi conformément à l'article 16 de ce règlement ;

considérant que la rédaction des programmes communautaires a été retardée à cause de travaux préparatoires importants ; que les projets à financer par le Fonds n'ont donc pas pu être établis en fonction de ces programmes ;

considérant que, pour utiliser les ressources mises à la disposition de la section « orientation » du Fonds le plus rapidement possible, il est donc souhaitable de ne pas appliquer l'article 14, paragraphe 1, alinéa a), du règlement n° 17/64/CEE aux projets dont les demandes auraient dû être présentées à la Commission avant le 1^{er} octobre 1966 et sur lesquels la Commission devra décider avant le 31 décembre 1967 conformément à l'article 20, paragraphe 1, de ce règlement ;

considérant qu'il est nécessaire de prolonger jusqu'au 31 janvier 1967 le délai fixé pour la présentation de ces demandes, afin de donner la possibilité aux États membres et aux demandeurs de tenir compte de la situation modifiée,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'article 14, paragraphe 1, alinéa a), du règlement n° 17/64/CEE n'est pas applicable aux projets faisant l'objet des demandes du concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « orientation », pour les années 1966 et 1967.

Article 2

Le délai fixé à l'article 20, paragraphe 1, première phrase, du règlement n° 17/64/CEE pour l'introduction des demandes du concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « orientation », est prolongé jusqu'au 31 janvier 1967 en ce qui concerne les demandes de concours pour l'année 1967.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

3. Règlement relatif aux échanges d'ovoalbumine et de lactoalbumine

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Dupont, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement portant instauration d'un régime commun d'échange pour l'ovoalbumine et la lactoalbumine (doc. 137).

La parole est à M. Dupont.

M. Dupont, rapporteur. — (N) Monsieur le Président, le règlement sur lequel porte le rapport que j'ai eu l'honneur de présenter ne suscitera pas de discussion fort longue.

Il ne fait en effet que compléter et améliorer le règlement n° 21 portant établissement graduel d'une organisation commune des marchés dans le secteur des œufs. A l'époque on ne s'est pas rendu compte — cela ne s'est révélé qu'à l'usage — que le fait que l'albumine, composant important de l'œuf, ne figurait pas à l'annexe 2 du traité en tant que produit agricole — qu'il n'était donc pas soumis au prélèvement — créait de graves perturbations et annulait en grande mesure l'effet escompté du règlement 21. Le blanc d'œuf représente 33 % de l'œuf, le jaune 55 % et la coquille 12 %. Seul

le blanc d'œuf est grevé d'un droit de douane de 10 % *ad valorem*. Il est apparu qu'il en résultait une pression sur les prix et que leur stabilité sur le marché communautaire des œufs s'en trouvait perturbée.

La proposition de la Commission est simple. Elle est destinée à réparer cette erreur. Le règlement a pour but de soumettre également le blanc d'œuf au système de prélèvement. Celui-ci serait calculé compte tenu du fait que le blanc représente 33 % du poids total, que le rapport entre la valeur du blanc et du jaune est de 5 à 1, et que les frais de commercialisation du blanc d'œuf liquide ou congelé représentent 0,070 unité de compte par kilogramme, alors que celui du blanc séché s'élève à 0,7325 unité de compte par kilogramme. On en déduit le coefficient servant au calcul du montant du prélèvement auquel sera désormais soumis le blanc d'œuf. La commission de l'agriculture a approuvé cette proposition parce qu'elle la trouve logique.

Je dirai encore quelques mots sur l'avis élaboré par la commission du commerce extérieur. M. Bading, rédacteur de la commission, donnera lui-même des explications à ce sujet tout à l'heure. L'argumentation avancée dans le rapport peut entraîner des discussions d'une certaine importance. Le moment ne s'y prête cependant pas, le sujet pas tellement non plus.

Dupont

Une fois encore, selon la commission du commerce extérieur, on se prépare à instaurer un règlement qui profite à l'agriculture sans avoir le moindre égard pour le consommateur. Voilà une thèse à laquelle nous commençons à nous habituer. Elle a été défendue énergiquement au cours des dernières discussions sur les prix. Aussi la commission du commerce extérieur se demande-t-elle si ce règlement va, lui aussi, provoquer une augmentation des prix. Je répondrai que, selon toute vraisemblance, il le fera et que j'en suis heureux, car autrement il raterait son but. Ce règlement vise en effet à éviter que, trop faiblement imposé, le blanc d'œuf ne soit vendu sur le marché à un prix trop bas.

L'avis de la commission du commerce extérieur présente en outre un certain nombre de points de vue qui sont la conséquence d'une interprétation quelque peu téméraire des dispositions des règlements agricoles. J'y lis par exemple que les restitutions prévues dans le règlement constituent des subventions à l'exportation qui contreviennent au système des règlements agricoles. Je ne crois pas que l'on puisse se rallier sans plus à cette conception. A mon avis, le système des restitutions représente une partie essentielle du règlement et constitue le pendant du règlement sur les prélèvements. Il y a un régime de restitutions dans tous les règlements. Ces restitutions ont pour but de permettre l'exportation de produits d'un prix élevé vers des pays où ces produits sont offerts à bas prix. Le raisonnement défendu dans l'avis de la commission du commerce extérieur pourrait, à mon sens, et si le moment s'y prêtait, faire l'objet d'un échange de vues plus approfondi.

En fin de compte, la commission du commerce extérieur a quand même adopté le règlement ; elle l'a fait non sans marquer quelque surprise et en tout cas sans grand enthousiasme ; rien d'étonnant à cela, car le sujet n'est effectivement pas fait pour susciter beaucoup d'engouement.

Étant donné que l'avis de la commission du commerce extérieur et le rapport de la commission de l'agriculture se prononcent pour l'adoption de ce règlement, j'ose croire que le Parlement les suivra dans cette voie et adoptera, lui aussi, le rapport.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Bading, au nom de la commission du commerce extérieur, saisie pour avis.

M. Bading. — (A) Monsieur le Président, comme le rapporteur vient de nous le dire, la position de la commission du commerce extérieur diffère quelque peu de celle de la commission de l'agriculture. Certes, le produit en cause n'est pas très important. Dans le commerce extérieur de la Communauté,

l'albumine intervient peut-être en tout et pour tout à concurrence de 8 millions de dollars et, en fait, il ne vaut guère la peine de s'attarder longuement sur le sujet. Toutefois, les quelques objections de principe que la commission du commerce extérieur a soulevées au cours de ses discussions et dont M. Dupont vous a parlé m'incitent à aborder brièvement la question.

Le jaune d'œuf a toujours été considéré comme un produit agricole et le blanc d'œuf comme un produit industriel. Pourquoi cette différence ? Voilà une question qui n'a pas fini d'étonner le commun des mortels. Le représentant de la Commission n'était pas non plus capable d'en donner une explication au cours des délibérations de la commission du commerce extérieur.

La modification trouve son origine sans aucun doute dans le fait qu'on veut non seulement appliquer un prélèvement de 10 % à l'importation du produit mais aussi lui assurer une plus grande protection dans l'intérêt même des entreprises qui effectuent la séparation du blanc et du jaune d'œuf.

Il se peut que la méthode soit défendable. Il se peut qu'elle ne le soit pas. Quoi qu'il en soit, la commission du commerce extérieur estime qu'elle ne correspond pas à l'esprit qui a présidé à l'établissement d'une distinction entre produits industriels et produits agricoles.

La deuxième objection vient de ce qu'en l'espèce on a de nouveau recours à un moyen tendant à restreindre les importations d'un produit au point de réduire pratiquement à néant les échanges existants. Sans aucun doute M. Mansholt a-t-il raison lorsqu'il dit que, dans l'ensemble, les importations n'ont pas diminué en valeur à la suite de l'organisation des marchés agricoles. Au contraire, elles ont augmenté. Cependant, il en va tout autrement lorsqu'on considère les produits séparément. Il suffit de se rappeler les produits agricoles danois dont l'importation est en forte régression. Ici, de nouveau, on applique un de ces moyens visant à paralyser les échanges d'un produit. Car c'est là, sans aucun doute, le but poursuivi.

Les restitutions à l'exportation ont été instaurées afin de rendre de nouveau meilleur marché des marchandises fabriquées à partir de produits importés et de pouvoir les exporter. Un exemple : les céréales sont imposées de telle sorte que les moulins qui exportent de la farine ne sont plus capables de faire face à la concurrence sur les marchés extérieurs. C'est pourquoi on leur accorde des restitutions.

Or, il s'agit ici de tout autre chose. On importe du blanc d'œuf en provenance de certains pays, on en exporte vers d'autres. Il n'y a aucun rapport entre les deux opérations. Le système des restitutions est donc appliqué contrairement aux règles.

Bading

Tels sont les motifs qui ont incité la commission du commerce extérieur à faire des réserves et à proposer ces objections, qu'elle considère fondamentales, à votre réflexion. Elle ne s'est, du reste, pas opposée à l'adoption du règlement vu le peu d'importance qu'il revêt dans l'ensemble.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement portant instauration d'un régime commun d'échange pour l'ovoalbumine et la lactoalbumine

Le Parlement européen,

- consulté par le Conseil de la C.E.E. sur la proposition de la Commission (doc. 126),
- vu le rapport de sa commission de l'agriculture et l'avis de sa commission du commerce extérieur (doc. 137),

1. Approuve le projet de règlement soumis à son examen ⁽¹⁾ ;
2. Charge son président de transmettre cette résolution et le rapport auquel elle fait suite à la Commission et au Conseil de la C.E.E.

⁽¹⁾ J.O. n° 213 du 23 novembre 1966, p. 3648/66.

4. Directive concernant les agents conservateurs

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à une directive modifiant la directive du Conseil du 5 novembre 1963 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (doc. 149).

La parole est à M. Kriedemann.

M. Kriedemann, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, au cours de sa dernière séance de l'année 1965, le Parlement a approuvé un projet de règlement qui prorogeait d'un an les pouvoirs des États membres en ce qui concerne l'application des dispositions sur l'emploi d'agents conservateurs pour les agrumes. Cette prorogation s'imposait du fait que les efforts de la Commission visant à harmoniser ces dispositions au niveau communautaire n'avaient pas abouti par suite d'importantes divergences de vues de nature politique et technique.

Selon des informations en notre possession, la Commission a, au cours de l'année passée, mis tout

en œuvre afin d'aplanir ces divergences. A tous les niveaux, au niveau des différentes commissions de l'exécutif comme à celui des États membres, des efforts ont été tentés. Cependant, il n'a pas été possible, à l'issue de ces délibérations — qui, selon nos informations, ont, je l'ai déjà dit, aplani considérablement les divergences de vues subsistantes — de transmettre aux institutions de la Communauté un projet de règlement dans un délai qui leur eût permis de se prononcer sur la question avant l'expiration de la période de douze mois que durait la prorogation.

C'est pourquoi nous sommes contraints — et c'est là que je veux en venir — de proroger à nouveau les compétences des États membres, mais cette fois de six mois seulement. Je crois pouvoir assurer l'Assemblée que les conditions sont réunies pour que, pendant ce laps de temps, ce problème toujours controversé puisse être suffisamment approfondi. J'invite donc le Parlement à adopter la proposition de résolution de la commission de l'agriculture. Les deux commissions saisies pour avis ont également marqué leur accord sur cette prorogation de six mois.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dittrich.

M. Dittrich. — (A) Monsieur le Président, il n'y a que peu de chose à ajouter à ce qu'a dit M. Kriedemann, que je remercie vivement de son rapport.

La commission de la protection sanitaire a été amenée, dans les circonstances que M. Kriedemann vient de vous décrire, à approuver une nouvelle prorogation. Cela ne signifie toutefois pas — je tiens à le souligner clairement — que nous pouvons marquer notre accord sur l'admission définitive du diphényle et de ses dérivés. Les membres de la commission de la protection sanitaire étudient cette question en premier lieu sous l'angle de la politique sanitaire et c'est pourquoi je voudrais d'ores et déjà

demander que, pour ces problèmes, ce soit à l'avenir cette commission qui soit désignée comme compétente au fond. Voilà le vœu que la commission m'a expressément chargé de transmettre au président de l'Assemblée.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil d'une directive modifiant la directive du Conseil du 5 novembre 1963 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine

Le Parlement européen,

— consulté par le Conseil de la C.E.E. sur la proposition de la Commission (doc. 143),

— vu le rapport de sa commission de l'agriculture (doc. 149),

1. Approuve la proposition de directive ;

2. Charge son président de transmettre cette résolution, ainsi que le rapport auquel elle fait suite, au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

Proposition de directive modifiant la directive du Conseil du 5 novembre 1963 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine

(Texte proposé par la Commission de la C.E.E. et approuvé sans modification par le Parlement)

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 100,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant que, suivant l'article 5, alinéa b), de la directive du Conseil du 5 novembre 1963, relative aux agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation

humaine ⁽¹⁾, modifiée par l'article 1^{er} de la directive du Conseil du 23 décembre 1965 ⁽²⁾, les États membres peuvent maintenir, jusqu'au 31 décembre 1966, les dispositions des législations nationales relatives au traitement en surface des agrumes par le diphényle, l'orthophénylphénol et l'orthophénylphénate de sodium ;

considérant que, si les agrumes traités au moyen des produits mentionnés ci-dessus ne pouvaient plus être commercialisés à l'intérieur de la Communauté, l'approvisionnement en agrumes des régions éloignées des lieux de production deviendrait très insuffisant et serait même interrompu à certaines époques de l'année ;

considérant que, d'ici la fin de l'année, ne pourraient se développer normalement toutes les procédures de droit communautaire et national nécessaires pour autoriser, selon les mêmes modalités et dans toute la Communauté, l'emploi des agents conservateurs considérés ; qu'il apparaît dès lors nécessaire, afin de permettre aux États membres de continuer à appliquer leur législation en la matière, de proroger jusqu'au 30 juin 1967 le délai venant à expiration le 31 décembre 1966,

⁽¹⁾ J.O. n° 12 du 27 janvier 1964, p. 161/64.

⁽²⁾ J.O. n° 222 du 28 décembre 1965, p. 3263/65.

Président

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

23 décembre 1965, est modifié de la manière suivante :

Article premier

L'alinéa b) de l'article 5 de la directive du Conseil du 5 novembre 1963 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine, modifié par l'article 1^{er} de la directive du Conseil du

« La date du 31 décembre 1966 est remplacée par celle du 30 juin 1967. »

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

5. *Recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E. - Grèce*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Scarascia Mugnozza, fait au nom de la commission des associations, sur les recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce, relatives au troisième rapport annuel du Conseil d'association (doc. 142).

La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, rapporteur. — (1) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ayant à vous présenter, au nom de la commission des associations, le rapport sur les recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce, je profite de l'occasion pour remercier vivement nos collègues de la délégation grecque avec lesquels nous avons, cette année, à Rhodes puis à Toulouse, fait un travail intéressant. Je désire ensuite remercier tout spécialement mon corapporteur grec avec lequel, en plus des rencontres officielles de la délégation, j'ai eu à deux reprises, à Rome, des conversations qui ont contribué à faciliter le travail de la commission.

Au cours des réunions de Rhodes et de Toulouse, la commission mixte a pu constater que le travail du Conseil d'association s'est déroulé régulièrement et que, dans l'ensemble, la situation s'est grandement améliorée en Grèce depuis la signature du traité d'association.

Certaines ombres demeurent toutefois, comme le souligne la résolution élaborée par la commission mixte. Les points faibles concernent particulièrement la balance des paiements et le rapport entre le volume des importations et celui des exportations grecques.

En ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie, la Grèce importe beaucoup plus de biens de consommation, surtout de denrées alimentaires,

ce qui constitue évidemment tout à la fois une source de satisfaction et de préoccupation pour les pays du Marché commun. On souhaiterait en effet qu'elle importe davantage de biens destinés à la production et que, par la même occasion, elle exporte plus de produits grecs ; c'est ce que nous avons dit, avec l'entière approbation de la délégation grecque qui a fait les mêmes remarques.

Les autres questions importantes sur lesquelles je désire attirer l'attention du Parlement sont les suivantes. Nous avons constaté qu'il est nécessaire que les données statistiques soient fournies dans les plus brefs délais pour que ne se reproduise plus ce qui est arrivé cette année à Rhodes : les données n'étaient pas encore prêtes et ne l'ont été que beaucoup plus tard. L'activité du Conseil d'association et de la commission mixte s'en trouve ralentie. Je répète donc qu'il faut que les données soient fournies dans les plus brefs délais, s'il le faut, par l'intermédiaire de rapports provisoires.

Nous avons également constaté que les rencontres des rapporteurs ont été très efficaces pour la préparation de l'ordre du jour ainsi que pour la discussion d'autres thèmes voisins. La commission mixte attire donc l'attention du Parlement européen sur l'importance de ces rencontres qu'il faudrait reprendre à l'avenir, en présence des présidents des deux délégations parlementaires et des rapporteurs des années précédentes, si c'est nécessaire.

De plus, la commission mixte a voulu mettre l'accent sur certains autres aspects liés aux problèmes de la Grèce : d'abord la nécessité d'une industrialisation et de ce fait une accélération des travaux en vue de la création de pôles de développement pour que les projets grecs puissent être soumis à l'approbation de la Banque européenne d'investissement le plus rapidement possible.

Aucun jugement n'a pu être porté sur l'harmonisation de la politique agricole car ce n'est que cette année qu'ont été définis les rapports entre les pays du Marché commun. De toute façon on

Scarascia Mugnozza

en attend beaucoup en Grèce. Par ailleurs, la motion votée à Berlin en vue de la constitution d'un fonds semblable au F.E.O.G.A., financé par la Grèce et soutenu par les pays du Marché commun, a été réaffirmée.

Enfin, en ce qui concerne la politique du tabac, acte a été pris avec satisfaction des dates fixées par le Marché commun et c'est avec une égale satisfaction que la Grèce considère la possibilité d'être consultée sur les problèmes auxquels les six pays devront faire face en la matière.

Le statut des travailleurs grecs dans les pays du Marché commun et leur formation professionnelle posent un problème fondamental, qu'il s'agisse des travailleurs résidant dans les pays du Marché commun ou des travailleurs demeurant en Grèce. Sur ce point, il est nécessaire d'accomplir des efforts considérables pour arriver à une solution satisfaisante.

Eu égard à ce qui précède et aux discussions qui se sont déroulées pendant les réunions de Rhodes et de Toulouse, la commission mixte et la commission des associations ont préparé des recommandations jointes à la résolution. Ces recommandations concernent d'une part les réunions des rapporteurs — qui, comme je l'ai dit, sont très utiles — et d'autre part la nécessité de montrer aux pays du Marché commun qu'il faut augmenter en Grèce les investissements privés de manière que, joints aux investissements de la Banque européenne d'investissement, ils puissent faciliter la reprise et le relèvement des conditions économiques et sociales du pays.

Une autre recommandation concerne le tourisme qui ne relève pas directement de la compétence du Marché commun mais constitue un élément essentiel dans l'équilibre de la balance des paiements.

Il est enfin une dernière recommandation à laquelle la commission mixte a donné une très grande importance : celle qui vise à permettre à la Commission de la C.E.E. d'étudier la manière de déterminer, dans tous les pays du bassin méditerranéen, une politique commerciale harmonieuse. De cette manière, non seulement les pays du Marché commun directement intéressés, mais aussi tous les autres pays qui sont associés ou qui s'associeront ou qui ont des relations avec le Marché commun pourront être parfaitement rassurés, à l'avenir, quant aux moyens utilisés et pourront prendre les décisions nécessaires pour améliorer leurs conditions économiques.

Monsieur le Président, j'en ai terminé ; je demande au Parlement d'adopter la résolution et les recommandations de la commission mixte et de la commission des associations.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Lückner, au nom du groupe démocrate-chrétien.

M. Lückner. — (A) Monsieur le Président, au nom du groupe démocrate-chrétien je remercie chaleureusement notre rapporteur, M. Scarascia Mugnozza, pour le rapport détaillé et instructif qu'il a présenté au Parlement. Je puis d'ores et déjà dire que les membres du groupe démocrate-chrétien adopteront le rapport et la proposition de résolution qui y fait suite.

Notre rapporteur, M. Scarascia Mugnozza, avait déjà présenté un excellent projet de rapport à la commission, rapport qu'il avait rédigé avec un soin et une largesse de vues remarquables en collaboration avec son collègue grec. La commission a procédé à une analyse approfondie de ce projet. Au cours des réunions qui ont eu lieu à Rhodes et à Toulouse, les discussions ont pu aboutir aux résultats que vous trouvez consignés dans le document et dans la proposition de résolution qui vous sont soumis.

Je me limiterai à quelques observations particulières. Je soulignerai tout d'abord que, comme il est dit à bon droit dans la proposition de résolution, on peut constater le bon fonctionnement des institutions de l'association. A présent que le troisième rapport est sorti — j'insiste là-dessus car, pour la définition d'une politique, le temps qui s'est écoulé depuis l'accord d'Athènes n'est pas très long — à présent donc, on peut dire que cette politique a pu prendre son essor.

Nous constatons même aujourd'hui que non seulement sur le plan des institutions mais aussi en ce qui concerne les perspectives d'avenir et les mesures d'application, les contours de cette politique commencent à se dessiner avec une telle netteté que nous nous trouvons pour ainsi dire, dans nos délibérations parlementaires, sur une voie tracée d'avance. J'estime que c'est une bonne chose.

Monsieur le Président, je m'en voudrais de ne pas souligner le rôle que la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce a joué dans l'élaboration et la mise en œuvre de cette politique. Je crois pouvoir dire sans exagération que la politique d'association avec la Grèce — je me féliciterais si M. Scarascia Mugnozza pouvait confirmer mes paroles ; je n'en doute d'ailleurs pas — n'aurait pas encore atteint le stade d'évolution qui est le sien actuellement si la commission parlementaire mixte n'avait pas existé. Cela devrait nous inciter à contribuer toujours davantage au développement de cette politique.

Il y a, à notre avis, deux grands problèmes qui se détachent de plus en plus de l'ensemble concret des faits. Le premier est celui de l'harmonisation des politiques agricoles de la Communauté et de la Grèce. Réduit à sa plus simple expression, le second

Lücker

problème a trait à la modernisation de l'ensemble de l'économie hellénique.

Par la « déclaration de Berlin » qui faisait suite aux débats sur le deuxième rapport d'association, nous avons établi des fondements solides pour l'harmonisation des deux politiques agricoles. Il est bon que le rapporteur ait attiré l'attention sur le fait que tout ce qui a été dit cette année sur le problème a été formulé et développé conformément aux principes contenus dans la déclaration de Berlin. Nous espérons qu'il nous sera possible, dans les délais que nous nous sommes fixés, de franchir les étapes décisives de l'harmonisation des deux politiques agricoles.

Un mot encore de la modernisation de l'ensemble de l'économie grecque. Il s'agit évidemment d'un problème fort complexe qui a des incidences sur la balance commerciale, sur la balance des paiements, sur la politique de structure et des investissements, sur la formation professionnelle et les régimes sociaux. A ce propos, il convient de ne pas perdre de vue, à l'heure actuelle, les mesures qui intéressent les travailleurs grecs séjournant dans les pays de la Communauté. Si j'énumère ces problèmes, ce n'est pas pour les approfondir — cela est fait à suffisance dans le rapport — mais pour présenter une nouvelle fois, comme une sorte de sommaire politique, le point de vue de mon groupe. Je voudrais faire ressortir par là que les activités futures du Conseil d'association comme — et cela est de notre compétence — celles des commissions parlementaires doivent porter principalement sur ces deux problèmes de la politique d'association.

Cela étant, je félicite une fois encore le rapporteur et je l'assure que le groupe démocrate-chrétien approuve entièrement le contenu du document qu'il a rédigé. Mon groupe tient par là à mettre particulièrement en lumière le climat excellent dans lequel se déroule la politique d'association entre notre Communauté et la Grèce.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Spénale, au nom du groupe socialiste.

M. Spénale. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord, en tant que président de la commission mixte parlementaire, profiter de ce débat pour faire le point très rapidement sur l'accord d'association avec la Grèce et, en tant que porte-parole du groupe socialiste, apporter l'adhésion de ce groupe à la proposition de résolution.

En ce qui concerne le fonctionnement de l'accord avec la Grèce, nous devons juger constamment des résultats en fonction de l'objectif qui est essentiel à cet accord, à savoir l'entrée de la Grèce dans le Marché commun, qui doit être préparée dans la période de transition que représente l'association.

C'est sous cet angle par conséquent qu'il faut juger les informations du troisième rapport annuel et les travaux de la commission mixte parlementaire qui a tenu deux réunions cette année, l'une à Rhodes, l'autre à Toulouse. Pour moi les trois questions essentielles sont les suivantes :

Premièrement : est-ce que la Grèce est à même d'entrer actuellement dans la Communauté ou dans un proche avenir ? A cette question la réponse est : non.

Deuxièmement : existe-t-il des éléments positifs dans le fonctionnement du traité, avance-t-on vers l'objectif ? A cette question je réponds : oui.

Troisièmement : quel jugement de valeur faut-il porter sur l'accord d'association entre la Grèce et les Communautés européennes et a-t-il une valeur d'exemple ? Voilà les trois points que je voudrais très rapidement développer.

La Grèce est-elle à même d'entrer immédiatement dans le Marché commun ou dans un proche avenir ? J'ai répondu non, parce qu'il reste beaucoup à faire, d'abord pour harmoniser la politique agricole de la Grèce, qui représente encore l'essentiel de son économie, avec le Marché commun agricole. Dans ce domaine d'ailleurs les retards que nous avons pris et la crise qui a entravé l'année dernière la marche de la Communauté économique européenne ont retenti, bien entendu, sur les possibilités d'harmonisation avec la Grèce.

Pour accélérer aujourd'hui cette harmonisation, il est demandé qu'il soit créé en Grèce une sorte de F.E.O.G.A., un fonds d'orientation des structures agricoles avec l'aide de la Communauté. C'est l'une des recommandations de la commission mixte parlementaire qui est reprise dans la proposition de résolution qui nous est soumise.

L'autre obstacle à une entrée rapide de la Grèce dans la Communauté économique, c'est le déficit considérable de sa balance commerciale. Cette balance commerciale a jusqu'ici été déficitaire mais ce déficit n'entamait pas totalement le bénéfice de la balance des comptes constitué par les avantages que procurent le tourisme, le shipping et le retour des salaires en provenance de l'Europe.

Depuis cette année, le déficit de la balance commerciale a entraîné celui de la balance des comptes et il y a là par conséquent un problème préoccupant, mais personnellement, je ne suis pas porté à croire qu'il soit vraiment grave.

S'il y a eu une expansion considérable en Grèce des importations destinées à la consommation, cela tient pour une grande part au fait que la Grèce qui a connu, après la guerre, des événements très difficiles dans la lutte contre les communistes et qui a, de ce fait, subi une compression très grave de son niveau de vie, est aujourd'hui en train de compenser

Spénale

son retard. C'est ce qui donne une impression de rattrapage et de décompression. Quand on déclare que l'économie grecque n'est pas suffisamment diversifiée, c'est vrai, mais pas aussi vrai que le font ressortir les statistiques qu'on nous a remises et qui distinguent, par exemple, les produits agricoles, d'une part, et le coton et le cuir, d'autre part. On fait ainsi apparaître que la production agricole continue de représenter dans les exportations une proportion très large et que la plus faible est représentée par les cotons et les cuirs. Mais à ma connaissance, le coton est un produit agricole et le cuir est un sous-produit de l'élevage et si on rétablit l'accolade dans la rubrique des produits agricoles, on constate que la part des exportations a diminué et non augmenté. En sens inverse, il apparaît que les produits industriels exportés par la Grèce sont passés de 5 à 11 % dans un laps de temps très court et ce doublement des exportations à caractère industriel est quand même encourageant.

Il est vrai d'abord qu'il faut redresser cette balance des comptes. Il y a des signes encourageants en ce sens et on doit y arriver assez aisément en facilitant, comme le demande la recommandation n° 3 de la commission mixte parlementaire, les investissements privés en développant des pôles industriels, comme le demande la recommandation n° 5, et en établissant un programme très cohérent de formation professionnelle à la fois en Grèce et pour les travailleurs grecs en Europe, ce qui constitue le point dix du projet.

Tels sont par conséquent les obstacles qui s'opposent à l'entrée immédiate de la Grèce dans le Marché commun, faute de posséder des éléments d'une économie suffisante pour entrer dans la compétitivité européenne.

Deuxièmement, existe-t-il des éléments positifs et avance-t-on ? Je réponds oui, d'abord parce que les institutions du traité d'association fonctionnent bien et je remercie mon excellent collègue, M. Lücker, de l'avoir dit.

La preuve qu'elles fonctionnent bien, c'est que nous avons pu travailler à Rhodes douze heures après un vote à Athènes qui mettait en péril le régime grec, un vote qui fut obtenu avec une voix de majorité. Douze heures plus tard, les parlementaires grecs étaient à 2 000 kilomètres de là, à Rhodes, pour travailler au sein de notre commission mixte, ce qui montre l'intérêt qu'ils attachent au fonctionnement de ces institutions, et ce qui montre l'assise qu'a atteinte aujourd'hui la commission mixte parlementaire.

De la même façon d'ailleurs, la crise interne de la Communauté économique européenne, si elle a retardé l'harmonisation des politiques agricoles avec la Grèce, n'a en rien arrêté le fonctionnement des institutions qui sont maintenant bien assises.

Ensuite, l'union douanière progresse normalement. Les échanges commerciaux entre la Grèce et la Communauté se développent beaucoup plus rapidement que les échanges commerciaux entre la Grèce et le reste du monde.

Enfin, la politique commerciale est convenablement conçue et la Grèce est informée des accords ou des négociations commerciales qui sont menées par la Communauté économique en direction de l'Autriche, de l'Espagne, du Maghreb. C'est là un exemple très convenable d'un esprit d'association qui trouve une application correcte chaque jour.

C'est sans doute la raison pour laquelle le traité d'association entre la Grèce et la C.E.E. a une certaine valeur d'exemple. C'est certainement la raison de l'intérêt que lui portent aujourd'hui Israël, l'Espagne, les pays du Maghreb. Je suis heureux que la recommandation n° 6 ait été reprise dans la proposition de résolution, recommandation par laquelle il est souhaité qu'on prenne maintenant une vue globale des problèmes économiques du monde méditerranéen. En effet, seule la Communauté peut être l'élément liant d'une politique économique globale dans ce secteur.

J'en viens maintenant à la proposition de résolution elle-même. Que faut-il en penser ?

Je voudrais d'ailleurs, avant d'aborder ce point, adresser mes remerciements très vifs à tous ceux qui ont contribué à la bonne marche des institutions du traité d'Athènes, en premier lieu, nos collègues grecs, et tout particulièrement le président, M. Rodopoulos, dont l'autorité sur ses collègues a permis un développement particulièrement satisfaisant de notre travail.

Je voudrais remercier également M. Hassafidis, le rapporteur grec, M. Scarascia Mugnozza dont le rapport a été excellent et le travail constant. On n'imagine pas combien la substance de son rapport représente de travail, de dialogues, d'études, de compromis, de recherches, et tout cela ramené à sa meilleure et plus courte expression. Je tiens à l'en remercier tout particulièrement.

Mes remerciements vont aussi à M. Lücker qui fut précédemment rapporteur lors de la commission de Berlin au sein de laquelle s'ébauchèrent les éléments essentiels de la politique qui est aujourd'hui suivie à l'égard de la Grèce.

J'en viens à la proposition de résolution : je la trouve excellente.

A cette occasion, je veux étendre mes remerciements à M. Hougardy qui était le rapporteur pour avis de la commission politique, et à M. Moro qui fut rapporteur pour avis de la commission du commerce extérieur. Leur avis sont venus renforcer les projets de la commission mixte parlementaire, et la résolution qui nous est soumise prolonge les recom-

Spénale

mandations de Toulouse et me paraît en tous points excellente.

Le groupe socialiste votera donc la proposition de résolution. En l'adoptant à la plus grande majorité possible, nous pensons que le Parlement européen consolidera une association particulièrement émouvante : celle de la Grèce et de la Communauté économique européenne : le berceau de l'Europe et l'Europe au berceau.

Par delà, elle portera une espérance vers l'ensemble du monde méditerranéen.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (N) Monsieur le Président, je voudrais remercier le rapporteur, au nom de la Commission de la C.E.E. et plus spécialement de mon collègue, M. Rey, qui m'a demandé de l'excuser, pour l'excellent rapport qu'il a présenté au Parlement.

Vous comprendrez que je n'aborde pas pour le moment le fond de la question, mais je voudrais cependant faire une remarque qui peut avoir son utilité sur la question extrêmement importante de l'harmonisation de la politique agricole de la Grèce et de celle de la Communauté.

Lors de ma visite en Grèce, il y a quelques mois, visite au cours de laquelle la question a été discutée, il nous est apparu qu'il y a là une grosse difficulté à vaincre si l'on veut passer de l'association à l'adhésion de la Grèce à notre Communauté, non seulement parce que les exportations de produits agricoles sont d'un intérêt vital pour la Grèce, mais aussi parce qu'il se pose à cet égard un certain nombre de problèmes d'ordre institutionnel que nous n'avons pas encore pu résoudre.

On constate qu'en fait il n'est pas possible de concilier une politique agricole commune avec une politique d'association et que l'harmonisation n'est pas une solution. Ce n'est pas en harmonisant les politiques nationales des États membres qu'on peut aboutir à une politique commune. C'est en faisant en sorte que les politiques nationales cèdent le pas à une politique commune qu'on a pu réaliser un marché commun.

Le problème, actuellement, c'est que les décisions de politique agricole commune sont prises dans des conditions telles que le gouvernement grec n'a pas la possibilité d'harmoniser, comme on dit, sa politique avec la nôtre, et qu'il en est réduit à devoir appliquer purement et simplement des mesures qui ont été arrêtées en commun par les institutions de la Communauté, c'est-à-dire par la Commission de la C.E.E., le Conseil et le Parlement.

Si l'on songe aux conditions dans lesquelles les décisions finissent par être prises en matière d'agri-

culture, on comprendra que la Grèce ne peut guère qu'appliquer purement et simplement ces mesures si elle veut sauvegarder les préférences dont elle bénéficie ou ses chances de pouvoir adhérer au Marché commun. Il y a là, pour la Grèce, un gros problème politique. Cela signifie que si elle ne veut pas perdre les préférences dont elle bénéficie sur notre marché, la Grèce ne peut qu'aligner sa politique agricole sur la politique commune de la Communauté, sans pouvoir mener sa propre politique.

J'en suis ainsi arrivé à la conclusion que pour ce qui est de l'agriculture, la période transitoire doit être aussi courte que possible, puisqu'aussi bien la Grèce ne pourra pas harmoniser sa politique agricole avec la nôtre si elle n'obtient pas les moyens financiers nécessaires. L'harmonisation restera donc fatalement lettre morte pendant une longue période de transition. C'est pourquoi il convient d'écourter cette période de transition. On s'en rendra parfaitement compte lorsqu'il s'agira pour la Communauté d'appliquer une politique commune pour le tabac. Les exportations de tabac sont d'un intérêt vital pour la Grèce. Dès maintenant, nous nous occupons activement de ce problème et nous espérons pouvoir présenter au Conseil d'ici deux à trois ans, peut-être même plus tôt, une proposition relative à une politique commune du tabac. Cette proposition sera soumise immédiatement au Parlement et, bien entendu, la commission des associations aura, elle aussi, à s'occuper activement du problème.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, rapporteur. — (I) Je remercie vivement M. Mansholt de l'intérêt qu'il a apporté à notre travail et surtout des informations qu'il a bien voulu nous donner (en particulier sur les problèmes du tabac).

Je désire encore faire remarquer qu'à Berlin, sur l'initiative de M. Lückner, nous avons exposé une certaine opinion sur les possibilités d'harmonisation de la politique agricole commune avec la politique agricole de la Grèce ; nous aimerions que des progrès puissent être faits dans cette voie.

Je voudrais aussi adresser mes plus vifs remerciements à M. Spénale pour les paroles courtoises qu'il a eues à mon égard, pour l'œuvre qu'il a accomplie en tant que président de la commission parlementaire mixte et pour tout l'appui qu'il a accordé au rapporteur. Je désire également remercier M. Lückner, non seulement pour ses paroles, mais aussi pour l'action effective qu'il a menée cette année à mon côté et surtout pour le souvenir qu'il a laissé comme rapporteur de l'an passé.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Merchiers, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

avec un grand plaisir que mon groupe votera la proposition de résolution.

M. Merchiers. — Je tiens à souligner combien intéressant a été l'exposé de Monsieur le Rapporteur au sujet de la collaboration de la Commission de la C.E.E. et de la Grèce. Nous avons écouté avec une vive attention l'intervention de M. Mansholt sur la politique qui sera menée dans ce domaine. C'est

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

sur les recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce relatives au troisième rapport annuel du Conseil d'association

Le Parlement européen,

— vu le rapport de sa commission des associations et les avis de sa commission politique et de sa commission du commerce extérieur (doc. 142) sur les recommandations adoptées par la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce et relatives au troisième rapport annuel d'activité du Conseil d'association,

1. Approuve, dans leur ensemble et quant aux critères dont elles s'inspirent, ces recommandations, qui sont annexées au rapport de la commission des associations ;

2. Constate que l'application de l'accord d'association a permis un développement et une amélioration générale des relations entre la Communauté et la Grèce ;

3. Exprime toutefois ses préoccupations devant l'aggravation du déficit de la balance commerciale hellénique, en raison du poids qu'il fait peser sur l'ensemble de l'économie grecque et des effets négatifs qu'il pourrait avoir sur les perspectives de développement économique du pays ;

4. Estime que la Communauté ne manquerait pas d'apporter son aide à un programme de modernisation et d'adaptation des structures de l'économie hellénique, qui devrait également viser à assurer une plus large diversification des exportations de la Grèce ;

5. Prend acte avec satisfaction de la décision de la Communauté de participer concrètement aux études indispensables pour la création de pôles de développement industriel en Grèce et souhaite que ces études soient poursuivies avec la plus grande diligence possible ;

6. Souhaite que les interventions de la Banque européenne d'investissement en Grèce puissent se faire à un rythme toujours plus poussé, conformément à la bonne volonté manifestée récemment par le gouvernement hellénique et par les autorités de la Banque ;

7. Estime que des efforts devront être encore déployés pour favoriser en Grèce, outre les investissements publics, les investissements privés qui peuvent contribuer au développement de l'économie grecque ;

8. Se déclare convaincu qu'une solution rapide et satisfaisante des problèmes que pose l'harmonisation des politiques agricoles de la Communauté et de la Grèce — favorisée à coup sûr par les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique agricole commune — permettra de moderniser les structures de l'économie agricole hellénique, la mettant à même de s'adapter aux exigences des marchés et de s'insérer activement dans le développement économique général du pays ;

9. Souhaite que soit rapidement définie une politique communautaire du tabac, tenant compte des exigences et des besoins de la Grèce dans ce secteur ;

Président

10. Appelle l'attention sur la nécessité de procéder sans retard à l'élaboration des programmes d'assistance technique à la Grèce pour la main-d'œuvre et pour la qualification professionnelle des travailleurs grecs, tant en Grèce que dans les pays de la Communauté ;

11. Demande que soient assurés aux travailleurs grecs résidant dans les pays de la Communauté des conditions de travail et un niveau de protection sociale égaux à ceux dont bénéficient les travailleurs de la Communauté et que les travailleurs grecs puissent, en cas de déplacement à l'intérieur de la Communauté, conserver les droits acquis et, s'ils retournent en Grèce, bénéficier de l'exportation de leurs prestations sociales, en particulier de leur pension de vieillesse ;

12. Souligne que les accords déjà conclus et les négociations en cours entre la C.E.E. et différents pays tiers appartenant tous au même espace économico-géographique devraient inciter la Communauté à promouvoir une action coordonnée pour l'organisation des marchés plus sensibles du bassin méditerranéen ;

13. Approuve les initiatives de la commission parlementaire mixte tendant à assurer une collaboration plus efficace avec le Conseil d'association et des contacts plus fréquents au niveau parlementaire ;

14. Charge son président de transmettre la présente résolution ainsi que le rapport, les avis et les documents qui l'accompagnent au Parlement du royaume de Grèce, au Conseil d'association, au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

6. Directive concernant des problèmes de police sanitaire

Décision instituant un comité vétérinaire

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport et du rapport complémentaire de M. Hansen, fait au nom de la commission de la protection sanitaire, sur les propositions de la Commission de la C.E.E. au Conseil relatives à :

- I — une directive concernant des problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches en provenance des pays tiers
- II — une décision du Conseil instituant un comité vétérinaire (doc. 70 et 139).

Je rappelle qu'au cours de sa séance du 17 octobre dernier, le Parlement avait renvoyé le rapport de M. Hansen à la commission de la protection sanitaire.

La parole est à M. Hansen.

M. Hansen, rapporteur. — Monsieur le Président, mes chers collègues, permettez-moi une introduction très brève en ce qui concerne ce rapport complémentaire.

Lors de notre dernière séance plénière du 17 octobre 1966, le Parlement a décidé le renvoi des

propositions en question devant la commission de la protection sanitaire, afin de réexaminer les articles 14 et 25 visés par les déclarations de M. Mansholt. Ce dernier avait déclaré, lors des débats, que la Commission élaborerait, dans le plus bref délai possible, des dispositions communautaires relatives :

1° aux animaux des espèces bovine et porcine auxquels ont été administrés des antibiotiques, des œstrogènes ou des thyrostatiques ;

2° à la prévention de la trichinose, eu égard à l'application éventuelle, dans les pays tiers, d'une recherche systématique tendant à déceler les trichines ;

3° au traitement des animaux de boucherie par des substances telles que des antibiotiques, des œstrogènes, des thyrostatiques ou des attendrisseurs, susceptibles de rendre éventuellement la consommation de viandes fraîches dangereuse ou nocive pour la santé humaine.

M. Mansholt nous a dit ensuite que dans le cadre des dispositions arrêtées, il n'a pas été envisagé, conformément aux propositions présentées par notre commission de la protection sanitaire et unanimement adoptées par tous les membres et tous les groupes politiques, d'interdire l'importation :

a) d'animaux des espèces bovine et porcine en provenance de pays tiers ;

b) de viandes fraîches provenant d'animaux de boucherie auxquels ont été administrés des antibio-

Hansen

tiques, des œstrogènes, des thyrostatiques ou des attendrisseurs, ou qui n'ont pas été soumis immédiatement avant l'importation à un examen ayant pour objet de déceler les trichines.

Lors de son nouvel examen, notre commission a étudié la réserve que M. Mansholt avait faite en séance publique. Les raisons qui ont amené la commission de la protection sanitaire à élaborer et à maintenir ces modifications aux deux articles en question sont d'une grande importance pour la protection nécessaire de la santé publique de nos populations.

Je ne reviendrai pas sur les modifications dont les différents aspects ont été discutés amplement dans le premier rapport ainsi que dans le rapport complémentaire.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que notre Parlement a défendu cette même conception.

Jé rappelle le rapport de M. Storch — document 40, paragraphe 15, sur la directive concernant les problèmes sanitaires dans les échanges de produits à base de viande — qui a été adopté à l'unanimité par le Parlement européen.

Il convient également de rappeler les discussions sur la proposition de directive concernant les problèmes sanitaires en matière d'échanges de viandes fraîches de volaille, rapport de M. Storch, document 41, paragraphe 11, premier alinéa.

Comme il ressort de ces textes, cette conception a été défendue précédemment et le nouvel examen de cette question ne nous autorise pas, si nous voulons rester dans notre ligne politique, à nous écarter du principe qui a été défendu à différentes reprises par le Parlement et par la commission de la protection sanitaire.

Je vous demande, Monsieur le Président, mes chers collègues, de bien vouloir vous rallier aux modifications proposées aux articles 14 et 25, et de voter les deux textes qui sont absolument indispensables si nous voulons préserver la santé des populations de notre Communauté.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (N) Monsieur le Président, c'est avec intérêt que j'ai lu le rapport de M. Hansen et que j'ai écouté le commentaire qu'il vient d'en faire. Je ne vous cacherai pas que je regrette que la commission de la protection sanitaire ne se soit pas laissée convaincre par la Commission de la C.E.E. Il s'agit des articles 14 et 25 tels qu'ils ont été rédigés par la Commission de la C.E.E. Nous comptons les maintenir tels quels, c'est-à-dire que nous n'envisageons pas de les amender.

J'ai déjà dit la dernière fois qu'en ce qui concerne les importations — je prends l'exemple de l'article 14, mais il en va de même pour l'article 25 — les prescriptions nationales relatives aux animaux des espèces bovine et porcine auxquels certaines substances ont été administrées et les prescriptions relatives à la prévention de la trichinose resteront inchangées jusqu'à l'entrée en vigueur de prescriptions qui seront éventuellement arrêtées par la Communauté économique européenne. Il faudra prendre certaines mesures, mais je ne puis pas encore vous dire en quoi elles consisteront. J'ignore s'il s'agira d'une interdiction générale ou d'autre chose. Cela dépendra de l'avis que les experts des États membres, c'est-à-dire, en fait, les services sanitaires nationaux, soumettront à la Commission de la C.E.E. S'il est un domaine dans lequel les gouvernements et les parlements ne doivent présenter des amendements ou prendre des mesures autres que celles souhaitées par les directeurs généraux de la santé publique des pays intéressés qu'en faisant preuve d'une extrême prudence, c'est bien celui-ci, où les problèmes revêtent un caractère particulièrement technique. C'est dire qu'il serait très difficile à la Commission de la C.E.E. de se rendre à l'avis d'une institution politique, à moins qu'il ne soit établi que cette institution politique, en l'occurrence la commission de la protection sanitaire du Parlement européen, a une compétence technique équivalente à celle des services sanitaires des États membres. Je ne vous cacherai pas que j'en doute. J'avais proposé, la dernière fois, un nouvel examen de l'ensemble de la question, en annonçant notamment qu'une directive portant sur les articles 14 et 25 serait prise sur la base d'un rapport technique des services sanitaires des pays de la Communauté.

Je regrette que la commission de la protection sanitaire n'ait pas suivi cette procédure. J'ignore quel sera l'avis des services sanitaires. Nous ne recevrons pas ces avis avant un certain temps, en tout cas quelques mois. Il est possible, je n'en disconviens pas, que ces services sanitaires aboutissent à la conclusion qu'il faut décréter une interdiction totale. Il se peut également qu'ils en viennent à la conclusion qu'il n'est pas souhaitable de prévoir une interdiction générale pour d'autres articles. Tout ce que je puis dire pour le moment, c'est que nous verrons. Vous comprendrez, Monsieur le Président, que dans ces conditions je vous annonce dès maintenant que la Commission de la C.E.E. ne reprendra pas à son compte les deux amendements.

M. le Président. — La parole est à M. Dittrich.

M. Dittrich, président de la commission de la protection sanitaire. — (A) Monsieur le Président, c'est avec beaucoup d'attention que j'ai écouté les déclarations de M. Mansholt. Je vous dirai tout d'abord qu'au cours des délibérations de la commission de la protection sanitaire, les membres de

Dittrich

la Commission n'ont soulevé aucune objection contre la rédaction actuelle de l'excellent rapport de M. Hansen.

De quoi s'agit-il ? Prenons l'article 14. Il s'agit simplement de l'interdiction, par les États membres, de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine en provenance des pays tiers qui n'ont pas été soumis, immédiatement avant l'importation, à un examen ayant pour objet de déceler les trichines ou auxquels ont été administrés des antibiotiques, des œstrogènes ou des thyrostatiques, ainsi que de l'interdiction d'importer des viandes fraîches provenant d'animaux de boucherie auxquels ont été administrés des antibiotiques, des œstrogènes, des thyrostatiques ou des attendrisseurs et qui n'ont pas été soumis, immédiatement avant l'importation, à un examen ayant pour objet de déceler les trichines. Il s'agit enfin de l'interdiction d'importer des viandes d'animaux auxquels ont été administrés, au cours des huit dernières semaines avant l'abattage, des hormones, des substances analogues aux hormones, de l'arsenic ou de l'antimoine.

La commission de la protection sanitaire a examiné très soigneusement ces questions. Tous ceux qui en ont eu la possibilité s'en sont entretenus avec des experts. Il serait regrettable que les dispositions déjà en vigueur dans certains pays de la Communauté et interdisant ces importations ne soient pas reprises dans la directive, d'autant plus que les produits provenant de ces animaux peuvent faire l'objet d'échanges internationaux. La condition que nous avons formulée doit être posée. Elle est dans la ligne des positions que le Parlement a adoptées jusqu'à présent, ainsi que l'a rappelé M. Hansen. Nous avons estimé devoir prendre les devants pour rendre possible la promulgation d'une telle disposition. On dit, chez nous, que les paysans ne mangent que ce qu'ils connaissent bien. Ce n'est pas toujours vrai ; il y a des exceptions et l'on sait d'ailleurs quelle place la chimie a prise, de nos jours, dans l'industrie alimentaire. Cependant, le Parlement se doit d'appuyer la décision qui a été prise à l'unanimité — j'y insiste : à l'unanimité — par sa commission de la protection sanitaire. Quant à savoir ce qu'en feront la Commission et le Conseil, c'est une autre affaire.

M. le Président. — La parole est à M. Kriedemann.

M. Kriedemann. — (A) Monsieur le Président, je voudrais poser une question au rapporteur. J'avoue que je n'ai pas eu le loisir d'étudier le rapport de façon approfondie. Si je l'avais fait, je n'aurais sans doute pas à poser cette question.

N'est-il pas question de maintenir les prescriptions en vigueur dans les États membres jusqu'au moment où un règlement communautaire aura été arrêté et est-il logique de procéder ainsi ? Il faudra certes

en venir à une solution communautaire. Mais est-il indiqué d'anticiper sur cette solution en modifiant un projet qui prévoit le maintien des dispositions nationales en attendant qu'un règlement communautaire ait été arrêté ?

La connaissance qu'ils ont des problèmes qui se posent en la matière ne permet guère à des parlementaires et même, peut-être, ne leur permet absolument pas de donner à ces questions des réponses qui, souvent, peuvent être très lourdes de conséquences non seulement pour les relations commerciales, mais aussi sur le plan de l'approvisionnement et de l'offre sur le marché. Il convient donc d'attendre qu'un règlement communautaire basé sur des travaux d'experts vienne régler la question.

Voici donc ma question : n'est-il pas prévu, en l'occurrence, que les dispositions nationales seront maintenues jusqu'à ce que les États membres et la Commission aient convenu d'arrêter, sur la base d'études scientifiques, un règlement communautaire ? Cette question s'adresse également à M. Mansholt.

M. le Président. — La parole est à M. Hansen.

M. Hansen, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, je voudrais répondre très brièvement à la question de M. Kriedemann.

Pour le moment, les dispositions nationales restent en vigueur, mais M. Mansholt a annoncé, au cours de la dernière séance plénière, que la Commission élaborerait dans le plus bref délai possible des dispositions communautaires. Cependant, M. Mansholt a aussi déclaré qu'on n'envisageait pas d'interdire dans le cadre des prescriptions à arrêter, conformément aux propositions formulées par notre commission à propos des articles 14 et 25, l'importation de viandes fraîches provenant d'animaux de boucherie auxquels ont été administrés des antibiotiques, des œstrogènes, des thyrostatiques ou des attendrisseurs.

Je tiens à souligner que notre Communauté devrait faire passer la santé des hommes, leur bien le plus précieux, avant certaines considérations d'ordre économique. C'est pourquoi je demande au Parlement de faire son choix entre le point de vue économique et le point de vue sanitaire en ayant égard à ses responsabilités.

Je demande, Monsieur le Président, qu'il soit passé au vote.

M. le Président. — La parole est à M. Mansholt.

M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E. — (N) Monsieur le Président, je ne puis laisser passer la dernière remarque de M. Hansen sans affirmer que la Commission n'entend absolu-

Mansholt

ment pas donner aux dispositions d'ordre économique la primauté sur les dispositions d'ordre sanitaire. Nous sommes, au contraire, tout à fait convaincus que les dispositions sanitaires doivent être notre première et notre ultime préoccupation.

Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il existe à l'heure actuelle un certain nombre de réglementations nationales qui n'ont pas encore fait place à une réglementation communautaire. J'ai déjà annoncé que les dispositions communautaires seraient mises au point sous peu. Comme je l'ai également déjà dit la dernière fois, nous avons pris contact à cet effet avec les services sanitaires.

J'ignore en quoi consisteront ces dispositions communautaires. Il est possible qu'elles ne prévoient pas une interdiction, mais plutôt d'autres mesures. Nous devons nous en remettre aux services sanitaires qui nous diront ce qu'il convient de faire.

Je trouve regrettable qu'alors que la question n'est pas encore réglée, la commission de la protection sanitaire du Parlement nous dise, anticipant ainsi sur la proposition de la Commission de la C.E.E., qu'elle souhaite une interdiction plutôt que le maintien des dispositions nationales. Certains pays interdisent l'importation alors que d'autres n'ont pas pris de mesures en ce sens. Tant que les dispositions nationales différeront, les États membres ayant prévu une interdiction d'importation resteront protégés par leurs propres règlements contre l'importation sur leur territoire, via un autre État membre, de marchandises provenant d'un pays tiers. Il n'y a aucun risque à cet égard. Tout restera dans l'état actuel tant que la Commission n'aura pas présenté de proposition au Conseil. Celui-ci consultera le Parlement et nous pourrions alors discuter de l'opportunité de prévoir une interdiction.

Il n'y a donc pas de divergence de vues sur la question de savoir s'il faut ou non prendre des mesures sanitaires. Pour moi, tout se ramène essentiellement à une question de procédure.

M. le Président. — La parole est à M. Dittrich.

M. Dittrich, président de la commission de la protection sanitaire. — (A) Monsieur le Président, je regrette vivement de devoir reprendre la parole. Ce que vient de dire M. Mansholt nous confirme précisément dans notre conviction qu'il s'impose de prendre des dispositions dès maintenant. Il est exact que l'importation des produits en question est déjà interdite dans certains pays de la Communauté, en vertu de dispositions qui ont été conçues en fonction d'impératifs d'ordre sanitaire. Si la commission de la protection sanitaire a prévu les dispositions qu'elle propose, c'est en vue de couper court à toute atteinte éventuelle à la santé publique et d'épargner des risques à ceux qui consomment la viande des animaux en question.

Il a déjà été répondu à la question de M. Kriedemann. Les dispositions en vigueur dans les différents pays sont effectivement des dispositions nationales. Si nous avons jugé devoir prendre les devants et recommander au Conseil d'arrêter certaines dispositions, c'est que nous craignons pour la santé des citoyens de la Communauté.

C'est pourquoi je vous demande d'adopter la proposition de résolution.

M. le Président. — La parole est à M. Kriedemann.

M. Kriedemann. — (A) Monsieur le Président, il ne faut pas se dissimuler qu'il s'agit d'une question extrêmement grave et très importante. Je suis très heureux que nous nous reconnaissons à tous les meilleures intentions et que personne, ici, n'ait à se croire soupçonné de faire passer les considérations commerciales avant les considérations sanitaires.

Moi aussi j'estime que la protection de la santé publique doit passer avant toute autre chose. Mais je n'ignore pas, bien entendu, que pour certains, ce qui importe avant tout, ce sont les affaires. Cependant, il m'a déjà été donné de constater que des parlementaires animés des meilleures intentions sont parfois les dupes d'hommes d'affaires ayant apparemment le souci de la santé publique, tout comme les administrations dans nos États membres sont parfois dupes de pratiques s'inspirant de préoccupations mercantiles plutôt que du souci de la santé publique. Dans ces conditions, il devient extrêmement difficile de trouver la bonne solution.

Je comprends très bien que le Parlement veuille prendre l'initiative de tenter d'assurer un maximum d'harmonisation, en s'inspirant de celles des dispositions nationales qui vont le plus loin. Mais je connais aussi des dispositions nationales très poussées qui procèdent plus d'une manifestation de bonne volonté que des conclusions d'études scientifiques inattaquables. C'est pourquoi je préférerais que nous attendions, avant de procéder à l'harmonisation, de disposer des éléments d'appréciation sûrs que nous apporteront la coopération de la Commission avec les services compétents des États membres. Il est possible que nous devions en conclure à la nécessité d'adopter les mesures les plus radicales. Mais il se peut aussi qu'on aboutisse à des conclusions plus réalistes ou à une vue des choses quelque peu différente et justifiée, qui oblige à rester en retrait sur les dispositions actuelles les plus sévères.

Vous comprendrez qu'étant averti des conceptions qui s'opposent et des causes des divergences, je ne voterai pas, quant à moi, les deux amendements de la commission.

M. le Président. — La discussion générale est close. Nous passons à l'examen de la proposition de résolution présentée par la commission de la protection sanitaire, qui exprime l'avis du Parlement à la fois sur la directive concernant des problèmes sanitaires et sur la décision instituant un comité vétérinaire.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets cette proposition de résolution aux voix.

La proposition de résolution est adoptée.

Le texte de la résolution adoptée est le suivant :

Résolution

portant avis du Parlement européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil relative à :

- une directive concernant des problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches en provenance des pays tiers,
- une décision instituant un comité vétérinaire

Le Parlement européen,

- consulté par le Conseil de la C.E.E. sur la proposition de la Commission (doc. 32) ⁽¹⁾,
- vu le rapport de sa commission de la protection sanitaire (doc. 70) et l'avis de sa commission de l'agriculture,
- vu le rapport complémentaire de sa commission de la protection sanitaire (doc. 139),

1. Se félicite que la Commission de la C.E.E. ait pris l'initiative de compléter les directives du Conseil du 26 juin 1964, concernant les échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine et de viandes fraîches par une directive dont le champ d'application s'étend à l'importation d'animaux de ces espèces et de viandes fraîches en provenance des pays tiers ;

2. Souligne que l'harmonisation proposée des dispositions nationales applicables aux importations a pour objet principal d'éliminer dans toute la mesure du possible les risques d'introduction d'épizooties de pays tiers dans la Communauté ;

3. Rappelle que la protection sanitaire des populations et du cheptel de la Communauté doit toujours avoir la primauté sur les intérêts économiques des pays tiers ;

4. Approuve le projet de création d'un comité vétérinaire composé d'experts vétérinaires des États membres et chargé de se prononcer sur toutes les questions qui font l'objet de dispositions communautaires dans le domaine vétérinaire ;

5. Souligne cependant que ce comité vétérinaire ne doit avoir qu'un rôle consultatif et que sa création ne devra entraîner aucune limitation des pouvoirs ni des responsabilités de la Commission de la C.E.E. ;

6. Constate que la proposition de directive n'implique que l'harmonisation d'une partie du droit communautaire en matière vétérinaire ;

7. Invite la Commission de la C.E.E. à élaborer, dès que possible, des dispositions communautaires concernant :

- a) l'addition de substances étrangères aux viandes fraîches,
- b) le traitement des viandes fraîches par des radiations ionisantes ou ultraviolettes,
- c) les conditions de reconnaissance des installations frigorifiques,
- d) l'interdiction ou la limitation des importations de viandes fraîches de solipèdes ainsi que d'abats séparés des carcasses ;

⁽¹⁾ J.O. n° 56 du 26 mars 1966, p. 807 et 831/66.

Président

8. Invite la Commission de la C.E.E. à faire siennes les propositions de modifications suivantes, conformément à l'alinéa 2 de l'article 149 du traité ;

9. Charge son président de transmettre cette résolution ainsi que les rapports (doc. 70 et 139) au Conseil et à la Commission de la C.E.E.

Proposition d'une directive du Conseil concernant des problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches en provenance des pays tiers

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

1. Considérant que les échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine et de viandes fraîches font l'objet de deux directives du Conseil du 26 juin 1964 ⁽¹⁾ et que ces directives comportent une réglementation uniforme de ces échanges ;

2. Considérant que ces directives prévoient l'adoption d'un régime communautaire pour les importations en provenance des pays tiers ; qu'en attendant l'entrée en vigueur de ce régime, il est interdit aux États membres d'appliquer à ces importations des dispositions plus favorables que celles qui sont applicables aux autres États membres dans le cadre des échanges intracommunautaires ;

3. Considérant que cette réglementation doit prévoir la possibilité de tenir compte de la complexité des problèmes sanitaires et de police sanitaire qui se posent pour les échanges avec les pays tiers ;

4. Considérant que les mesures dont la mise en œuvre a été jugée nécessaire pour la lutte contre la propagation des maladies des animaux, ainsi que pour l'hygiène et la salubrité des viandes à l'intérieur de la Communauté, doivent être appliquées, pour les mêmes motifs, en ce qui concerne l'importation en provenance des pays tiers ;

5. Considérant toutefois qu'il est apparu que des cas pouvaient se produire où l'application stricte de certaines conditions de police sanitaire n'est pas nécessaire, étant donné la situation très favorable de certains de ces pays ; qu'il convient que, si l'on prend des mesures de dérogation aux règles générales, ces mesures soient prises cas par cas selon une procédure communautaire et que les États membres se trouvant dans la même situation favorable bénéficient de la même dérogation ; que ces dérogations doivent être retirées selon la même procédure si les circonstances qui les ont justifiées se sont détériorées ;

6. Considérant que la procédure communautaire à appliquer dans les cas précités doit être telle qu'elle permette de tenir compte, d'une part, de la nécessité de protéger la santé des populations et du cheptel de la Communauté, et, d'autre part, de permettre, dans les limites des intérêts supérieurs de la protection sanitaire, un développement harmonieux des échanges ;

7. Considérant qu'une réglementation communautaire applicable à un grand nombre de pays tiers qui exportent ou sont susceptibles d'exporter des animaux ou des viandes vers la Communauté doit nécessairement tenir compte de l'existence, au moins dans certains de ces pays, de maladies graves des animaux qui n'apparaissent pas ou plus à l'intérieur de la Communauté et qui présentent dès lors pour le cheptel de la Communauté des dangers d'autant plus grands que ce cheptel est hautement sensible à ces maladies ;

8. Considérant qu'il est de l'intérêt primordial de la Communauté entière de sauvegarder, par une interdiction absolue d'importation des animaux et des viandes provenant des pays tiers infectés par ces maladies, le potentiel de la production animale au sein de la Communauté ;

9. Considérant qu'en ce qui concerne les pays où existent ces maladies exotiques, ces interdictions doivent être maintenues aussi longtemps qu'une propagation de ces maladies pourrait se produire par l'introduction d'animaux ou de viandes provenant de ces pays ; qu'il y a lieu de tenir compte également, ainsi qu'il est apparu à la suite d'études scientifiques, de la réceptivité des animaux pour ces maladies et de la durée pendant laquelle les agents infectieux restent virulents ;

10. Considérant qu'il n'est toutefois pas toujours nécessaire de prohiber l'importation en provenance de l'ensemble du territoire d'un pays tiers ou de maintenir pendant une durée assez longue après la disparition de la maladie exotique en cause les interdictions d'importation, lorsque notamment des garanties formelles peuvent être obtenues que le danger d'introduction de la maladie sur le territoire de la Communauté n'existe pas ou n'existe plus ; que les garanties peuvent être notamment basées sur la mise en œuvre de mesures adéquates de police

⁽¹⁾ J.O. n° 121 du 29 juillet 1966, p. 1977/64 et 2012/64.

Président

sanitaire et sur une organisation efficace des services vétérinaires officiels des pays tiers en cause ;

11. Considérant que, dans les cas où ces garanties sont réellement données, il convient de prévoir la possibilité de déroger aux règles strictes d'interdiction d'importation ; que toutefois, étant donné l'intérêt général de tous les États membres à une telle mesure dérogatoire, il convient qu'ici également une procédure communautaire soit appliquée pour déterminer cas par cas les dérogations en cause et les conditions éventuelles auxquelles ces dérogations sont soumises ; qu'il y a lieu de recourir dans ces cas à la même procédure que celle qui a été mentionnée plus haut ;

12. Considérant que cette procédure doit tenir compte de l'importance, pour les États membres, des décisions à prendre dans de tels cas ;

13. Considérant que, dès lors, il ne suffit pas de prévoir une simple consultation des États membres mais qu'il semble nécessaire d'associer intimement les États membres à la préparation de ces décisions ;

14. Considérant qu'il faut fixer, ainsi qu'il a été fait dans le cadre de l'organisation commune des marchés agricoles, des règles de procédure qui organisent le mode d'association des États membres aux décisions susvisées ;

15. Considérant qu'il convient de tenir compte, pour la fixation des modalités de ladite procédure, de la nécessité de prendre les décisions en cause aussi rapidement que possible, pour éviter que l'incertitude concernant les exigences de police sanitaire ait pour effet de freiner trop longtemps les échanges ;

16. Considérant que, dans le cadre de cette procédure, il importe, étant donné l'intérêt que représentent les décisions en cause pour les États membres, de prévoir la possibilité pour le Conseil de réformer les décisions prises par la Commission si la majorité des États membres s'est prononcée contre les mesures envisagées par celle-ci ; qu'il faut prévoir dans ce cas également, toujours dans le but de ne pas freiner inutilement les échanges, un délai relativement court pour une telle intervention du Conseil ;

17. Considérant en outre que la procédure similaire existant dans le cadre de l'organisation commune des marchés agricoles a donné lieu à des résultats positifs ;

18. Considérant que, pour les cas où des dispositions visant les échanges intracommunautaires ne sont pas encore élaborées, notamment en ce qui concerne le traitement des animaux et des viandes par certaines substances étrangères, l'introduction d'abats séparés et de viandes de solipèdes, et en attendant l'élaboration envisagée d'une réglementation communautaire à ce sujet, il convient de

laisser provisoirement aux instances de chaque État membre la possibilité de maintenir également vis-à-vis des pays tiers leurs dispositions nationales pour ces domaines ;

19. Considérant qu'en ce qui concerne notamment les conditions requises pour l'aménagement et le fonctionnement des abattoirs et des ateliers de découpe, les règles d'inspection sanitaire ante- et post-mortem des viandes, les règles d'hygiène, l'estampillage, l'entreposage et le transport des viandes, il convient d'exiger à l'égard des pays tiers les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les échanges intracommunautaires ; qu'en outre, en ce qui concerne les abattoirs et les ateliers de découpe officiellement agréés dans les pays tiers, chaque État membre importateur doit avoir la faculté d'apprécier et de contrôler, sur la base des normes communautaires, si ces établissements offrent effectivement les garanties nécessaires ;

20. Considérant que, pour donner l'assurance officielle aux États membres importateurs que les conditions d'importation prescrites par la réglementation communautaire ont été remplies, un certificat délivré par le vétérinaire officiel du pays tiers exportateur doit accompagner les animaux et les viandes ;

21. Considérant qu'un contrôle de chaque envoi d'animaux ou de viandes, effectué lors de l'importation, doit être prévu pour vérifier l'absence de motifs qui justifieraient une interdiction d'importation et qu'il est utile que le vétérinaire officiel de l'État membre importateur indique, après contrôle, sur le certificat, que l'envoi a été accepté ou refusé ;

22. Considérant que, pour permettre à la Commission de s'acquitter en toute connaissance de cause des tâches qui lui sont confiées par la présente directive et d'assurer notamment une application uniforme de celle-ci, il convient de prescrire aux États membres qu'ils doivent lui communiquer certaines mesures à prendre dans le cadre de l'application des normes communautaires ; que la Commission doit pouvoir s'adresser également aux organisations internationales spécialisées pour recueillir des informations ;

23. Considérant qu'il convient d'adapter les dispositions de la directive du Conseil du 26 juin 1964 relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine, de manière à rendre possible l'octroi d'une dérogation portant sur certaines conditions de police sanitaire, aux États membres qui bénéficient d'une situation particulièrement favorable, ainsi qu'il a été prévu pour les pays tiers par la présente directive ;

24. Considérant qu'il est nécessaire, pour obtenir un ensemble de prescriptions vétérinaires communautaires valables pour tous les animaux des

Président

espèces bovine et porcine et pour toutes les viandes fraîches mis en circulation sur le territoire de la Communauté, de mettre en vigueur les dispositions à l'égard des pays tiers à une date aussi rapprochée que possible de celle qui a été prévue pour la mise en vigueur des dispositions visant les échanges intra-communautaires ;

25. Considérant qu'en vue de permettre autant que possible le développement d'un droit harmonisé, il est souhaitable que la Commission soit informée en temps utile des projets des États membres se rapportant au domaine faisant l'objet de la présente directive, afin qu'elle puisse présenter ses observations,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :*Article premier*

La présente directive concerne les importations en provenance de pays tiers d'animaux domestiques des espèces bovine et porcine et de viandes fraîches provenant d'animaux domestiques appartenant aux espèces suivantes : bovine, porcine, ovine et caprine ainsi que de solipèdes domestiques.

Article 2

Au sens de la présente directive on entend par :

a) *Vétérinaire officiel* : le vétérinaire désigné par l'autorité centrale compétente d'un État membre ou d'un pays tiers ;

b) *Pays destinataires* : l'État membre à destination duquel sont expédiés des animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches provenant d'un pays tiers ;

c) *Importation* : toute introduction sur le territoire du pays destinataire d'animaux des espèces bovine et porcine et de viandes fraîches provenant de pays tiers ;

d) *Exploitation* : l'établissement agricole ou étable de négociation officiellement contrôlée, situé sur le territoire d'un pays tiers et dans lequel des animaux d'élevage, de rente ou de boucherie sont détenus ou sont élevés de façon habituelle ;

e) *Animaux de boucherie* : les animaux des espèces bovine et porcine destinés, sitôt arrivés dans le pays destinataire, à être conduits directement à l'abattoir ;

f) *Animaux d'élevage ou de rente* : les animaux des espèces bovine et porcine autres que ceux men-

tionnés à l'alinéa e), notamment ceux destinés à l'élevage, à la production de lait, de viande ou au travail ;

g) *Animal de l'espèce bovine indemne de tuberculose* : l'animal de l'espèce bovine qui satisfait aux conditions énumérées à l'annexe I-A point I 1 ;

h) *Cheptel bovin officiellement indemne de tuberculose* : le cheptel bovin qui satisfait aux conditions énumérées à l'annexe I-A point I 2 ;

i) *Animal de l'espèce bovine indemne de brucellose* : l'animal de l'espèce bovine qui satisfait aux conditions énumérées à l'annexe I-A point II A 1 ;

k) *Cheptel bovin officiellement indemne de brucellose* : le cheptel qui satisfait aux conditions énumérées à l'annexe I-A point II A 2 ;

l) *Cheptel bovin indemne de brucellose* : le cheptel bovin qui satisfait aux conditions énumérées à l'annexe I-A point II A 3 ;

m) *Animal de l'espèce porcine indemne de brucellose* : l'animal de l'espèce porcine qui satisfait aux conditions énumérées à l'annexe I-A point II B 1 ;

n) *Cheptel porcin indemne de brucellose* : le cheptel porcin qui satisfait aux conditions énumérées à l'annexe I-A point II B 2 ;

o) *Zone indemne d'épizootie* : une zone d'un diamètre de 20 km dans laquelle, selon des constatations officielles, il n'y a pas eu, depuis 30 jours au moins avant l'embarquement :

i) pour les animaux de l'espèce bovine : aucun cas de fièvre aphteuse,

ii) pour les animaux de l'espèce porcine : aucun cas de fièvre aphteuse, de peste porcine ou de paralysie porcine contagieuse (maladie de Teschen) ;

p) *Viandes* : toutes parties propres à la consommation humaine des animaux domestiques appartenant aux espèces suivantes : bovine, porcine, ovine et caprine ainsi que de solipèdes domestiques ;

q) *Viandes fraîches* : viandes n'ayant subi aucun traitement de nature à assurer leur conservation, sauf le traitement par le froid ;

r) *Carcasse* : le corps entier d'un animal de boucherie après saignée, éviscération, ablation des mamelles des vaches ainsi que, exception faite pour les porcs, après dépouillement et séparation de la tête et des membres, ces derniers étant sectionnés au niveau du corps et du tarse ;

s) *Abats* : les viandes fraîches autres que celles de la carcasse définie à l'alinéa r) ;

t) *Viscères* : les abats qui se trouvent dans les cavités thoracique, abdominale et pelvienne, y compris la trachée et l'œsophage.

Président

PREMIÈRE PARTIE

Importation des animaux
des espèces bovine et porcine

Article 3

1. Les États membres n'autorisent l'importation des animaux des espèces bovine et porcine que pour les animaux qui :

a) ne présentent, au jour d'embarquement, aucun signe clinique de maladie ;

b) ont été acquis dans une exploitation répondant officiellement aux conditions suivantes :

i) être située au centre d'une zone indemne d'épizootie,

ii) être indemne, depuis 3 mois au moins avant l'embarquement, de fièvre aphteuse et de brucellose bovine et, pour les animaux de l'espèce porcine, de fièvre aphteuse, de brucellose bovine et de brucellose porcine, de peste porcine ou de paralysie contagieuse des porcs (maladie de Teschen),

iii) être indemne, depuis au moins 30 jours avant l'embarquement, de toute autre maladie contagieuse pour l'espèce animale considérée ;

c) ont été, le cas échéant, acquis sur un marché qui, selon des constatations officielles, réponde aux conditions suivantes :

i) être placé sous le contrôle d'un vétérinaire officiel,

ii) être situé au centre d'une zone indemne d'épizootie et se trouver dans une localité où ne se tient pas le même jour d'autre marché de bétail,

iii) servir exclusivement — après désinfection à l'aide de désinfectants autorisés par l'Office international des épizooties — soit à des animaux d'élevage ou de rente, soit à des animaux de boucherie répondant tous aux conditions d'importation de la présente directive,

iv) être agréé officiellement par les autorités compétentes du pays tiers ;

d) ont séjourné dans l'exploitation visée à l'alinéa b) pendant les 30 derniers jours avant l'embarquement, en ce qui concerne les animaux d'élevage et de rente ;

e) sont identifiés par une marque auriculaire officielle ou agréée officiellement qui peut être remplacée, chez les animaux de l'espèce porcine, par une estampille durable permettant l'identification ;

f) sont acheminés directement de l'exploitation au lieu précis d'embarquement ou, pour les animaux

acquis sur un marché, de l'exploitation au marché et du marché au lieu précis d'embarquement :

i) sans entrer en contact avec des animaux biongulés autres que des animaux des espèces bovine et porcine répondant aux conditions prévues pour l'importation,

ii) en les séparant, animaux d'élevage ou de rente d'une part, animaux de boucherie d'autre part,

iii) à l'aide de moyens de transport et, le cas échéant, de contention préalablement nettoyés et désinfectés avec un désinfectant autorisé par l'Office international des épizooties ;

g) sont embarqués, en vue de leur transport vers le pays destinataire, conformément aux conditions de l'alinéa f), en un lieu précis situé au centre d'une zone indemne d'épizootie ;

h) sont, après l'embarquement, acheminés directement et dans les délais les plus brefs vers le pays destinataire.

2. Pour autant qu'ils ont été acheminés conformément aux dispositions du paragraphe 1, alinéa f), les animaux des espèces bovine et porcine peuvent également, avant d'être acheminés de l'exploitation ou d'un marché vers le lieu d'embarquement, être conduits dans un lieu de rassemblement officiellement contrôlé si celui-ci satisfait aux conditions fixées pour le marché, conformément au paragraphe 1, alinéa c).

3. La durée du rassemblement des animaux des espèces bovine et porcine destinés à l'importation en dehors de l'exploitation d'origine, notamment sur le marché, au lieu de rassemblement ou au lieu précis d'embarquement, doit être imputée sur le délai de 30 jours prévu au paragraphe 1, alinéa d), sans que cette durée puisse excéder 4 jours.

4. Si l'exploitation ou la zone où elle se trouve était frappée de mesures d'interdictions officielles prises à la suite de l'apparition d'une maladie contagieuse pour l'espèce animale considérée, les délais indiqués au paragraphe 1, alinéa b) sub ii) et iii) et à l'article 2, alinéa o), prennent effet à partir de la date à laquelle ces mesures d'interdiction ont été officiellement levées.

Article 4

Sans préjudice de l'article 3, les États membres n'autorisent l'importation que pour les bovins d'élevage ou de rente qui :

a) ont été vaccinés 15 jours au moins ou 4 mois au plus avant l'embarquement contre les types A, O et C du virus aphteux, à l'aide d'un vaccin pré-

Président

paré sur la base de virus inactivés, agréé et contrôlé par l'autorité compétente du pays tiers ;

b) proviennent d'un cheptel bovin officiellement indemne de tuberculose ;

c) proviennent d'un cheptel bovin officiellement indemne de brucellose ;

d) ont été soumis, avant l'embarquement, à un examen effectué par un vétérinaire officiel qui doit avoir démontré que :

- i) les animaux sont indemnes de tuberculose et notamment ont réagi négativement à une intradermotuberculation pratiquée conformément aux dispositions des annexes I-A et I-B,
- ii) les animaux sont indemnes de brucellose et notamment ont présenté un titre brucellique inférieur à 30 unités internationales agglutinantes par millilitre, lors d'une séro-agglutination pratiquée conformément aux dispositions des annexes I-A et I-C,
- iii) lorsqu'il s'agit de vaches laitières, les animaux ne présentent pas de signe clinique de mammites ; en outre, l'analyse de leur lait, pratiquée conformément aux dispositions de l'annexe I-D, ne doit avoir décelé ni indice d'un état inflammatoire caractérisé, ni germe spécifiquement pathogène.

Article 5

Sans préjudice de l'article 3, les États membres n'autorisent l'importation que pour les porcs d'élevage et de rente qui :

- a) proviennent d'un cheptel porcin indemne de brucellose ;
- b) ont été soumis, avant l'embarquement, à un examen effectué par le vétérinaire officiel qui devait montrer que les animaux sont indemnes de brucellose et notamment ont présenté un titre brucellique inférieur à 30 unités internationales agglutinantes par millilitre, lors d'une séro-agglutination pratiquée conformément aux dispositions des annexes I-A et I-C ; la séro-agglutination n'est exigée que pour les porcs d'un poids supérieur à 25 kg.

Article 6

Sans préjudice de l'article 3, les États membres n'autorisent l'importation que pour les bovins de boucherie âgés de plus de 4 mois qui :

- a) ont été vaccinés 15 jours au moins et 4 mois au plus avant l'embarquement contre les types A, O et C du virus aphteux, à l'aide d'un vaccin préparé sur la base de virus inactivés, agréé et contrôlé par l'autorité compétente du pays tiers ;

toutefois, la durée de validité de la vaccination est portée à 12 mois pour les bovins revaccinés en provenance de pays tiers où ces animaux font l'objet d'une vaccination annuelle et où leur abattage est systématiquement pratiqué lorsqu'ils sont atteints de fièvre aphteuse ;

- b) lorsqu'ils ne proviennent pas d'un cheptel bovin officiellement indemne de tuberculose, ont réagi négativement à une intradermotuberculation pratiquée conformément aux dispositions des annexes I-A et I-B ;
- c) lorsqu'ils ne proviennent pas d'un cheptel bovin officiellement indemne de brucellose, ni d'un cheptel bovin indemne de brucellose, ont présenté lors d'une séro-agglutination pratiquée conformément aux dispositions des annexes I-A et I-C un titre brucellique inférieur à 30 unités internationales agglutinantes par millilitre.

Article 7

Sans préjudice des articles 3 et 6, les États membres interdisent l'importation des animaux de boucherie à éliminer, dans le cadre d'un programme d'éradication des maladies contagieuses appliqué par un pays tiers.

Article 8

Lorsqu'un État membre estime qu'un vaccin utilisé dans un pays tiers, pour la vaccination des bovins d'élevage et de rente et des bovins de boucherie âgés de plus de 4 mois, contre les types A, O et C du virus aphteux, présente certains défauts en ce qui concerne son innocuité, son efficacité et les réactions qu'il provoque, il en informe immédiatement la Commission et les autres États membres. S'il apparaît qu'un tel défaut se présente, l'importation des animaux qui ont été vaccinés à l'aide de ce vaccin doit être interdite selon la procédure prévue à l'article 30.

Article 9

Les États membres n'autorisent l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine que lorsqu'ils ont séjourné sur le territoire du pays tiers expéditeur avant le jour de l'embarquement :

- a) depuis au moins 6 mois, s'il s'agit d'animaux d'élevage ou de rente ;
- b) depuis au moins 3 mois, s'il s'agit d'animaux de boucherie.

Lorsque ces animaux sont âgés respectivement de moins de 6 ou 3 mois, le séjour sur le territoire

Président

du pays tiers expéditeur est imposé depuis la naissance.

Article 10

1. Il peut être décidé, selon la procédure prévue à l'article 30, que les dispositions nationales prises sur la base des articles 4, 5 et 6 ne sont pas appliquées à l'égard d'un pays tiers, si les conditions de police sanitaire particulières de ce pays le permettent. La décision peut prévoir que des garanties spéciales tendant à assurer une protection suffisante sur le plan de la police sanitaire doivent être exigées par les États membres.

2. Dans les cas où il est fait application du paragraphe 1, une mesure identique doit être prise, selon l'article 9 bis de la directive du Conseil du 26 juin 1964 relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine, en faveur des États membres dont les conditions de police sanitaire particulières le permettent également.

3. La décision prise en application du paragraphe 1 doit être rapportée selon la procédure prescrite à l'article 30 lorsque :

- a) les conditions de police sanitaire qui sont à la base de cette décision se sont modifiées de telle façon que le maintien de celle-ci constitue un danger pour la santé du cheptel à l'intérieur de la Communauté économique européenne ;
- b) les garanties demandées, prévues au paragraphe 1, deuxième alinéa, ne sont pas observées.

Article 11

1. Les États membres interdisent l'importation de :

- a) tout animal de l'espèce bovine ou porcine réceptif à l'une des maladies énumérées à l'annexe I-E, en provenance de pays tiers dans lesquels une de ces maladies est apparue au cours des 12 mois qui précèdent le jour de l'embarquement ;
- b) tout animal de l'espèce bovine ou porcine réceptif à l'une des maladies énumérées à l'annexe I-E en provenance de pays tiers dans lesquels une de ces maladies est apparue au cours des 3 mois qui précèdent le jour de l'embarquement ;
- c) tout animal de l'espèce bovine ou porcine non réceptif à l'une des maladies énumérées à l'annexe I-E, en provenance de pays tiers dans les-

quels une de ces maladies est apparue au cours des 3 mois qui précèdent le jour de l'embarquement.

2. Les États membres interdisent l'importation des animaux des espèces bovine et porcine, en provenance de pays tiers, lorsqu'il est procédé sur le territoire de ces pays à des expérimentations portant sur les germes pathogènes des maladies énumérées à l'annexe I-E.

Article 12

Il peut être décidé selon la procédure prévue à l'article 30 que les interdictions visées à l'article 11 ne se rapportent qu'à une partie du territoire des pays tiers expéditeurs ou ne s'appliquent que pendant un délai inférieur aux délais prévus à l'article 11, paragraphe 1.

La décision peut prévoir que des garanties spéciales tendant à assurer une protection suffisante sur le plan de la police sanitaire doivent être exigées par les États membres.

Article 13

1. En cas d'apparition, dans un pays tiers, de maladies épizootiques ou de maladies graves et contagieuses des animaux autres que celles énumérées dans les articles 3, 4, 5, 6 et 11, les États membres interdisent l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine en provenance de ce pays ou n'autorisent cette importation que sous certaines conditions, dans la mesure où elle constitue un danger d'introduction de l'épizootie ou de la maladie des animaux sur le territoire de l'État membre.

2. Les mesures prises par les États membres en application du paragraphe 1 doivent être communiquées immédiatement aux autres États membres et à la Commission. En vue d'harmoniser l'application des mesures prises par les États membres vis-à-vis d'un pays tiers considéré, ces mesures peuvent être examinées et, le cas échéant, modifiées selon la procédure prévue à l'article 30.

Article 14

Les États membres interdisent l'importation, en provenance de pays tiers, d'animaux des espèces bovine et porcine,

- a) auxquels ont été administrés des antibiotiques, des œstrogènes ou des thyrostatiques ;
- b) qui n'ont pas été soumis, immédiatement avant

Président

l'importation, à un examen ayant pour objet de déceler les trichines.

Article 15

1. Les États n'autorisent l'importation des animaux des espèces bovine et porcine que sur présentation d'un certificat rédigé par un vétérinaire officiel du pays tiers expéditeur.

Le certificat doit :

- a) être délivré le jour de l'embarquement ;
- b) être rédigé au moins dans la langue du pays destinataire et
- c) attester que les animaux des espèces bovine ou porcine répondent aux dispositions prévues pour l'importation conformément à la présente directive.

2. Il peut être décidé selon la procédure prévue à l'article 30 que ce certificat doit être conforme à un modèle.

Article 16

1. Les États membres veillent à ce que les animaux des espèces bovine et porcine soient soumis, lors du passage de la frontière, à un contrôle de police sanitaire (contrôle d'importation) effectué par un vétérinaire officiel.

2. Les États membres veillent à ce que l'importation des animaux des espèces bovine et porcine soit interdite lorsqu'il est constaté, lors du contrôle d'importation prévu au paragraphe 1, que :

- a) les animaux ou le certificat qui les accompagne ne répondent pas aux conditions prévues pour l'importation par la présente directive, ou que
- b) les animaux sont atteints, suspects d'être atteints ou contaminés d'une maladie grave et contagieuse.

3. Le certificat qui accompagne les animaux des espèces bovine et porcine lors de leur importation doit être, après le contrôle d'importation, estampillé conformément à l'annexe III, de telle façon qu'il apparaisse clairement que l'importation a été admise ou refusée.

Article 17

Chaque pays destinataire veille à ce que les animaux de boucherie en provenance de pays tiers soient acheminés immédiatement après leur arrivée dans le pays destinataire dans un abattoir officiellement agréé.

DEUXIÈME PARTIE**Importation de viandes fraîches****Article 18**

1. Les États membres n'autorisent l'importation des viandes fraîches que :

- a) si elles ont été obtenues dans un abattoir reconnu par l'État membre intéressé conformément à l'article 23, paragraphe 1 ;
- b) si elles ont été découpées dans un atelier de découpe reconnu par l'État membre intéressé conformément à l'article 23, paragraphe 1, pour autant que les dispositions de l'article 24, paragraphe 2, s'appliquent ;
- c) lorsqu'elles proviennent d'un animal de boucherie qui ait, conformément à l'annexe II, chapitre IV, fait l'objet d'une inspection sanitaire ante-mortem assurée par un vétérinaire officiel et ont été jugées saines ;
- d) lorsqu'elles ont été traitées dans des conditions d'hygiène satisfaisantes, conformément à l'annexe II, chapitre V ;
- e) lorsqu'elles ont été soumises, conformément à l'annexe II, chapitre VI, à une inspection sanitaire post-mortem par un vétérinaire officiel et n'ont présenté aucune altération à l'exception des lésions traumatiques survenues peu avant l'abattage, pour autant qu'il soit constaté qu'elles ne rendent pas la carcasse et les abats correspondants impropres à la consommation humaine ou dangereux pour la santé humaine ;
- f) lorsqu'elles sont munies d'une estampille conformément à l'annexe II, chapitre VII ;
- g) lorsqu'elles ont été entreposées après l'inspection post-mortem effectuée conformément à l'alinéa d) dans des conditions d'hygiène satisfaisantes conformément à l'annexe II, chapitre VIII, à l'intérieur d'abattoirs, d'ateliers de découpe ou d'établissements frigorifiques reconnus par l'État membre intéressé conformément à l'article 23, paragraphes 1 et 2 ;
- h) lorsqu'elles ont été transportées, conformément à l'annexe II, chapitre IX, vers l'État membre intéressé dans des conditions d'hygiène satisfaisantes.

2. Au cours de l'inspection post-mortem visée au paragraphe 1, alinéa e), le vétérinaire officiel peut être assisté, quant aux tâches purement matérielles, par des auxiliaires spécialement formés à cet effet. Les modalités de cette assistance peuvent être déterminées selon la procédure prévue à l'article 30.

Président

Article 19

1. Les États membres interdisent l'importation de viandes fraîches :

- a) provenant de verrats et de porcs cryptorchides ;
- b) traitées avec des colorants naturels ou artificiels ;
- c) d'animaux chez lesquels ont été constatés, soit la tuberculose sous une forme quelconque, soit un ou plusieurs cysticerques vivants ou morts.

2. Les États membres interdisent l'importation des produits suivants :

- a) les parties de la carcasse ou les abats présentant des lésions traumatiques survenues peu avant l'abattage, des malformations ou des altérations visées à l'article 16, paragraphe 1, alinéa e) ;
- b) du sang qui fait l'objet, en vue d'empêcher sa coagulation, d'un traitement clinique.

Article 20

Les États membres interdisent l'importation :

- a) de viandes fraîches d'animaux réceptifs à l'une des maladies énumérées à l'annexe I-E, si cette maladie est apparue sur le territoire du pays tiers expéditeur au cours des 12 mois qui précèdent le jour de l'embarquement ;
- b) de viandes fraîches d'animaux réceptifs à l'une des maladies énumérées à l'annexe I-F, si cette maladie est apparue sur le territoire du pays tiers expéditeur au cours des 3 mois qui précèdent le jour de l'embarquement ;
- c) de viandes fraîches des animaux non réceptifs à l'une des maladies énumérées à l'annexe I-E, si cette maladie est apparue sur le territoire du pays tiers expéditeur au cours des 3 mois qui précèdent le jour de l'embarquement.

Article 21

Il peut être décidé selon la procédure prévue à l'article 30 que les interdictions visées à l'article 20 ne se rapportent qu'à une partie du territoire des pays tiers expéditeurs ou ne s'appliquent que pendant un délai inférieur aux délais prévus à l'article 20.

La décision peut prévoir que des garanties spéciales tendant à assurer une protection suffisante

sur le plan de la police sanitaire doivent être exigées par les États membres.

Article 22

1. En cas d'apparition dans un pays tiers de maladies épizootiques ou de maladies graves et contagieuses des animaux autres que celles énumérées à l'article 20, les États membres interdisent l'importation de viandes fraîches en provenance de ce pays ou n'autorisent cette importation que sous certaines conditions, dans la mesure où elle constitue un danger d'introduction de l'épizootie ou de la maladie des animaux sur le territoire de l'État membre.

2. Les mesures prises par les États membres en application du paragraphe 1 doivent être communiquées immédiatement aux autres États membres et à la Commission. En vue d'harmoniser l'application des mesures prises par les États membres vis-à-vis d'un pays tiers considéré, ces mesures peuvent être examinées et, le cas échéant, modifiées selon la procédure prévue à l'article 30.

Article 23

1. Les États membres n'accordent la reconnaissance d'un abattoir ou d'un atelier de découpe situé dans les pays tiers que lorsque :

- a) l'abattoir ou l'atelier de découpe remplit les conditions prévues à l'annexe II, chapitres I, II et III ;
- b) les autorités compétentes du pays tiers ont agréé officiellement l'abattoir ou l'atelier de découpe, lui ont donné un numéro d'agrément vétérinaire et ont communiqué celui-ci à l'État membre intéressé ;
- c) l'abattoir ou l'atelier de découpe est surveillé en permanence par un vétérinaire officiel du pays tiers.

2. Jusqu'à l'entrée en vigueur de dispositions éventuelles de la Communauté économique européenne, les États membres accordent la reconnaissance d'établissements frigorifiques, situés dans les pays tiers, dans les conditions qu'ils déterminent.

3. Les États membres retirent la reconnaissance d'abattoirs ou d'ateliers de découpe visés au paragraphe 1. ou d'établissements frigorifiques visés au paragraphe 2, lorsque les conditions de cette reconnaissance ne sont plus données.

4. Les États membres communiquent sans délai à la Commission et aux autres États membres les reconnaissances et les retraits de reconnaissance. La

Président

Commission assure la publication au *Journal officiel des Communautés européennes* de la liste de tous les abattoirs, ateliers de découpe et établissements frigorifiques agréés par les États membres, ainsi que de chaque modification apportée à cette liste.

Article 24

1. Les États membres autorisent exclusivement l'importation de carcasses entières, ainsi que de demis et de quartiers dont l'appartenance à la carcasse a été constatée.

2. Selon la procédure prévue à l'article 30, les États membres peuvent être autorisés à importer des morceaux de carcasse qui ne répondent pas aux dispositions du paragraphe 1, à condition qu'ils appliquent le même traitement aux autres États membres.

Article 25

1. Jusqu'à l'entrée en vigueur de dispositions éventuelles de la Communauté économique européenne et sous réserve des dispositions de l'article 19, ne sont pas affectées par la présente directive les dispositions des États membres qui :

A. interdisent ou limitent l'introduction dans leur territoire des produits suivants :

- a) les abats séparés de la carcasse ;
- b) les viandes fraîches de solipèdes ;

B. concernent l'addition aux viandes fraîches de substances étrangères, ainsi que leur traitement au moyen de radiations ionisantes ou ultraviolettes.

2. Les États membres interdisent l'importation de viandes fraîches provenant d'animaux de boucherie,

- a) auxquels ont été administrés des antibiotiques, des œstrogènes, des thyrostatiques ou des attendrisseurs,
- b) qui n'ont pas été soumis, immédiatement avant l'importation, à un examen ayant pour objet de déceler les trichions ;
- c) auxquels ont été administrés, au cours des huit dernières semaines avant l'abattage, des hormones, de l'arsenic ou de l'antimoine.

3. Les États membres veillent à ne pas appliquer les dispositions visées aux paragraphes 1 et 2 d'une manière moins stricte à l'égard des pays tiers qu'à l'égard des autres États membres.

Article 26

1. Les États membres n'autorisent l'importation de viandes fraîches que sur présentation d'un certificat rédigé par un vétérinaire officiel du pays tiers expéditeur. Le certificat doit :

- a) être rédigé au moins dans la langue du pays destinataire ;
- b) attester que les animaux des espèces bovine et porcine répondent aux dispositions prévues pour l'importation conformément à la présente directive.

2. Il peut être décidé selon la procédure prévue à l'article 30 que ce certificat doit être conforme à un modèle.

Article 27

1. Les États membres veillent à ce que les viandes fraîches soient soumises, lors de leur importation, à une inspection post-mortem (contrôle d'importation) effectuée par un vétérinaire officiel.

2. Les États membres interdisent l'importation de viandes fraîches lorsqu'il est constaté, lors du contrôle d'importation prévu au paragraphe 1, que :

- a) les viandes ou le certificat accompagnant ces viandes ne répondent pas aux conditions prévues pour l'importation par la présente directive, ou que
- b) les viandes fraîches sont impropres à la consommation humaine.

3. Le certificat qui accompagne les viandes fraîches lors de leur importation doit être, après le contrôle d'importation, estampillé conformément à l'annexe III de telle façon qu'il apparaisse clairement que l'importation a été admise ou refusée.

TROISIÈME PARTIE**Dispositions communes****Article 28**

Les États membres élaborent une liste des postes frontaliers et des postes de contrôle des viandes, agréés pour l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et de viandes fraîches,

Président

et la communiquent à la Commission qui en assure la publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 29

1. Chaque État membre communique sans délai aux autres États membres et à la Commission les interdictions prises en application des articles 11 et 20, ainsi que les motifs de ces interdictions.

2. En vue d'une application éventuelle de l'article 12 ou de l'article 21, les États membres communiquent à la Commission, à la demande de celle-ci, toutes les informations relatives à la situation du pays tiers en cause en matière sanitaire et de police sanitaire ; ces informations concernent notamment l'épizootologie, les mesures prophylactiques appliquées et l'organisation du contrôle vétérinaire dans ce pays.

3. La Commission peut également solliciter de l'Office international des épizooties et de l'Organisation mondiale de la santé la communication de toutes informations visées au paragraphe 2.

Article 30

1. Le Comité vétérinaire institué par la décision du Conseil du... examine suivant la procédure établie par cette décision toutes les questions dont il est saisi en vertu des dispositions de la présente directive.

2. La Commission arrête des mesures qui sont immédiatement applicables. Toutefois, si elles ne sont pas conformes à l'avis émis par le Comité vétérinaire, ces mesures sont aussitôt communiquées par la Commission au Conseil ; dans ce cas, la Commission peut différer d'un mois au plus, à compter de cette communication, l'application des mesures décidées par elle.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut prendre une décision différente dans le délai d'un mois.

Article 31

Il est inséré dans la directive du Conseil du 26 juin 1964 relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine, un article 9 bis ainsi libellé :

1. Il peut être décidé, selon la procédure prévue à l'article 30 de la directive du relative à des problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et de viandes fraîches en provenance de pays tiers, que les dispositions arrêtées par les États membres, conformément à la présente directive, ne sont pas appliquées à l'égard d'un État membre, si les conditions de police sanitaire particulières de cet État le permettent.

2. La décision prise en application du paragraphe 1 doit être rapportée conformément à la procédure prescrite au paragraphe 1 lorsque les conditions de police sanitaire qui sont à la base de la décision prise en application du paragraphe 1 se sont modifiées de telle façon que le maintien de celle-ci constitue un danger pour la santé du cheptel à l'intérieur de la Communauté économique européenne.

Article 32

Les États membres informent la Commission, en temps utile pour présenter ses observations, de tout projet ultérieur de dispositions législatives, réglementaires et administratives qu'ils envisagent de prendre dans les matières régies par la présente directive.

Article 33

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive, au plus tard le 1^{er} janvier 1967, et en informent immédiatement la Commission. Ils mettent en vigueur dans le même délai les dispositions nécessaires pour se conformer à l'article 9 bis inséré par la présente directive dans la directive précitée du 26 juin 1964 et en informent immédiatement la Commission.

2. A la date fixée au paragraphe 1, l'article 11 de la directive du Conseil du 26 juin 1964 relative à des problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intracommunautaires d'animaux des espèces bovine et porcine, et l'article 9 de la directive du Conseil du 26 juin 1964 relative à des problèmes sanitaires en matière d'échanges intracommunautaires de viandes fraîches sont abrogés.

Article 34

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Président

ANNEXE I — A

I. Bovins et cheptel bovin indemnes de tuberculose

1. Est considéré comme indemne de tuberculose un bovin ne présentant ni manifestations cliniques de tuberculose, ni réaction à l'intradermotuberculation pratiquée selon les dispositions de l'annexe I-B, 30 jours au plus avant l'embarquement, ni réaction aspécifique et appartenant à un cheptel bovin officiellement indemne de tuberculose au sens du numéro 2.
2. Est considéré comme officiellement indemne de tuberculose un cheptel bovin dans lequel :
 - a) tous les bovins sont exempts de manifestations cliniques de tuberculose ;
 - b) tous les bovins de plus de 6 semaines qui ont réagi négativement à au moins deux intradermotuberculations officielles pratiquées selon les dispositions de l'annexe I-B, dont la première se situe 6 mois après la fin des opérations d'assainissement du cheptel, la deuxième 6 mois après la première et les suivantes à intervalle soit d'un an, soit de deux ans, pour les États membres dont la totalité du cheptel bovin est sous contrôle vétérinaire officiel et ne présente pas un taux d'infection tuberculeuse supérieur à 1 % ;
 - c) aucun bovin n'a été introduit sans qu'une attestation d'un vétérinaire officiel certifie que cet animal a donné à l'intradermotuberculation une réaction négative appréciée selon les critères définis à l'annexe I-B, 20 a), et qu'il provient d'un cheptel bovin officiellement indemne de tuberculose.

II. Animaux des espèces bovine et porcine et cheptels bovin et porcin indemnes de brucellose**A. Bovins et cheptel bovin**

1. Est considéré comme indemne de brucellose un bovin ne présentant aucune manifestation clinique de cette maladie et qui a présenté un titre brucellique inférieur à 30 unités internationales (U.I.) agglutinantes par millilitre, lors de la séro-agglutination pratiquée selon les dispositions de l'annexe I-C, 30 jours au plus avant l'embarquement et appartenant à un cheptel bovin officiellement indemne de brucellose au sens du numéro 2. En outre, lorsqu'il s'agit d'un taureau, le sperme ne peut contenir d'agglutinines brucelliques.
2. Est considéré comme officiellement indemne de brucellose un cheptel bovin dans lequel :
 - a) ne se trouvent pas d'animaux de l'espèce bovine ayant été vaccinés contre la brucellose à l'aide d'un vaccin vivant ;
 - b) tous les bovins sont exempts de manifestations cliniques de brucellose depuis 6 mois au moins ;
 - c) tous les bovins de plus de 12 mois
 - aa) ont présenté, à l'occasion de deux séro-agglutinations pratiquées officiellement à 6 mois d'intervalle et selon les dispositions de l'annexe I-C, un titre brucellique inférieur à 30 U.I. agglutinantes par millilitre ; la première séro-agglutination peut être remplacée par trois épreuves de l'anneau (ring-test) effectuées à intervalle de 3 mois, à la condition toutefois que la seconde séro-agglutination soit effectuée 6 se-

maines au moins après la troisième épreuve de l'anneau ;

- bb) sont contrôlés annuellement pour déterminer l'absence de brucellose par trois épreuves de l'anneau effectuées à intervalle d'au moins 3 mois ou deux épreuves de l'anneau et une séro-agglutination effectuées à intervalle d'au moins 3 mois ; lorsque l'application de l'épreuve de l'anneau n'est pas possible on procédera annuellement à deux séro-agglutinations à intervalle de 6 mois ; dans les pays tiers où l'ensemble du cheptel bovin est sous contrôle vétérinaire officiel et ne présente pas un taux d'infection brucellique supérieur à 1 %, il suffira de procéder annuellement à deux épreuves de l'anneau qui doivent être remplacées (si elles ne sont pas réalisables) par une séro-agglutination ;
 - d) aucun bovin n'a été introduit sans qu'une attestation d'un vétérinaire officiel certifie qu'il a présenté, lors d'une séro-agglutination au plus tôt 30 jours avant l'introduction dans le cheptel, un titre brucellique inférieur à 30 U.I. agglutinantes par millilitre et, en outre, qu'il provient d'un cheptel bovin officiellement indemne de brucellose.
 3. Est considéré comme indemne de brucellose un cheptel bovin dans lequel :
 - a) en dérogation du numéro 2, alinéa a), les bovins entre 5 et 8 mois sont vaccinés, toutefois, uniquement à l'aide du vaccin vivant Buck 19 ;
 - b) tous les bovins remplissent les conditions prévues au numéro 2, alinéas b), c) et d), les bovins âgés de moins de 30 mois pouvant, toutefois, présenter un titre brucellique égal ou supérieur à 30 U.I. agglutinantes par millilitre, mais inférieur à 80 U.I. agglutinantes par millilitre, la déviation du complément étant négative.
- B. Porcs et cheptel porcin**
1. Est considéré comme indemne de brucellose un porc exempt de manifestations cliniques de cette maladie qui, lors de la séro-agglutination pratiquée selon les dispositions de l'annexe I-C, 30 jours au plus avant l'embarquement, présente un titre brucellique inférieur à 30 U.I. agglutinantes par millilitre, ainsi qu'une déviation du complément négative, et qui appartient, en outre, à un cheptel indemne de brucellose au sens du numéro 2 ; la séro-agglutination n'est pratiquée que pour les porcs d'un poids supérieur à 25 kilogrammes.
 2. Est considéré comme indemne de brucellose un cheptel porcin :
 - a) dans lequel n'ont officiellement été constatés depuis un an au moins, ni cas de brucellose porcine, ni indices justifiant la suspicion de cette maladie. Si de tels indices sont observés, le caractère non brucellique des symptômes relevés doit être établi par des examens cliniques, bactériologiques et, éventuellement, sérologiques pratiqués sous contrôle officiel ;
 - b) se trouvant au centre d'une zone d'un diamètre de 20 km où, depuis au moins un an, il n'a pas été officiellement constaté de cas de brucellose porcine ;
 - c) dans lequel les bovins se trouvant en même temps dans l'exploitation sont officiellement indemnes de brucellose.

Président

ANNEXE I — B

Normes en matière de fabrication et d'utilisation des tuberculines

1. Les tuberculinations contrôlées officiellement doivent être effectuées au moyen de la tuberculine PPD (bovine) ou d'une tuberculine préparée sur milieu synthétique et concentrée à chaud.
2. Pour le contrôle de la tuberculine PPD, il doit être fait usage d'une tuberculine standard conforme à l'étalon international PPD délivré par le Staatens Seruminstitut à Copenhague.
3. Pour le contrôle des tuberculines dites « synthétiques », il doit être fait usage d'une tuberculine standard conforme à l'étalon international de vieille tuberculine, délivré par le Staatens Seruminstitut à Copenhague.
4. Les tuberculines doivent être préparées avec une des souches de BK du type bovin indiquées ci-après :
 - a) Ans
 - b) Vallée
 - c) Behring.
5. Le pH des tuberculines doit se situer entre 6,5 et 7.
6. Il ne peut être fait usage comme agent conservateur dans les tuberculines que du phénol à la concentration de 0,5 %.
7. Les limites d'utilisation sont les suivantes, pour autant que les tuberculines soient conservées à une température d'environ + 4° C :
 - a) Tuberculines PPD liquides : 6 mois, tuberculines PPD lyophilisées : 5 ans ;
 - b) Tuberculines dites synthétiques non diluées : 5 ans, diluées : 2 ans.
8. Le contrôle officiel doit s'exercer sur les tuberculines prêtes à l'emploi et mises en flacons, soit sur la quantité totale d'une charge de tuberculine avant le conditionnement, à condition que la mise en flacon ultérieure se fasse en présence d'un représentant de l'autorité compétente.
9. Le contrôle des tuberculines doit être effectué par des méthodes biologiques, ainsi que par la méthode chimique lorsqu'il s'agit de la tuberculine PPD.
10. Les tuberculines doivent être stériles.
11. Un contrôle d'innocuité de la tuberculine portant sur la non-toxicité et l'absence de propriétés irritantes doit être effectué de la façon suivante :
 - a) Non-toxicité : les épreuves doivent se faire sur des souris et sur des cobayes.

Souris : Injection de 0,5 ml de tuberculine sous la peau de deux souris de 16 à 20 g. Si dans un délai de 2 heures, il n'y a pas de signes nets d'intoxication, on peut admettre que le produit ne contient pas trop d'acide phénique.

Cobayes : Les cobayes doivent avoir un poids compris entre 350 et 500 g. La dose de tuberculine à injecter doit être de 1 ml par 100 g de poids vif. En ce qui concerne la technique à employer dans ce cas, il faut procéder suivant l'une des deux méthodes décrites ci-après :
 - aa) La tuberculine est injectée sous la peau du ventre de deux cobayes. Elle peut être considérée comme conforme si les cobayes soumis à ce traitement accusent tout au plus pendant deux jours une forte infiltration qui, sans présenter de nécrose, se résorbe à partir du troisième jour et n'est plus perceptible après 6 jours. S'il y a nécrose de la peau du ventre, ou si l'infiltration ne disparaît pas en 6 jours, la tuberculine est à rejeter.
 - bb) La dose de tuberculine est injectée par voie intrapéritonéale à deux cobayes. Les animaux sont observés pendant 6 semaines au cours desquelles ne doivent être constatés aucun symptôme spécifique ni perte de poids. Au bout de 6 semaines les animaux sont sacrifiés et vérification sera faite de l'absence de toute lésion tuberculeuse ; en particulier, des coupes histologiques sont pratiquées dans la rate, le foie et les poumons. Il en est de même pour tout animal mort avant ce laps de temps.
 - b) Absence de propriétés irritantes : on pratique une inoculation intradermique dans la peau du flanc préalablement épilée de deux cobayes à raison de 2 500 unités internationales (U.I.) de tuberculine dans un volume de 0,1 ml. Aucune réaction ne doit survenir après 40 heures.
12. Les tuberculines doivent être soumises à une analyse chimique en vue du dosage exact du phénol et de la recherche de la présence éventuelle d'un autre agent conservateur.
13. Une épreuve de non-sensibilisation à la tuberculine doit être effectuée de la façon suivante : Trois cobayes n'ayant jamais été soumis à des essais scientifiques reçoivent trois fois, chaque fois à cinq jours d'intervalle, une injection intradermique de 500 U.I. de tuberculine dans un volume de 0,1 ml. Ces cobayes sont éprouvés 15 jours plus tard par injection intradermique à la même dose de tuberculine. Ils ne doivent pas présenter de réaction différente de celle des cobayes de même poids n'ayant jamais été soumis à des essais scientifiques éprouvés à des fins de contrôle avec la même dose de tuberculine.
14. Un contrôle d'activité doit être effectué selon la méthode physico-chimique et selon les méthodes biologiques.
 - a) Méthode physico-chimique : cette méthode, valable pour la PPD, est basée sur la précipitation de la tuberculo-protéine par l'acide trichloracétique. La teneur en azote est déterminée par distillation au Kjeldahl. Le facteur de conversion de l'azote total en PPD est le facteur 6,25.
 - b) Méthodes biologiques : ces méthodes sont valables pour les tuberculines préparées sur milieu synthétique et pour la PPD ; elles sont basées sur la comparaison des tuberculines à titrer avec les tuberculines standards.
15. L'étalon international de la vieille tuberculine contient 100 000 U.I./ml.
16. L'étalon international de la PPD est délivré à l'état lyophilisé, une U.I. = 0,00002 mg de tuberculo-protéine. L'ampoule contient 2 mg de tuberculo-protéine.

Président**17. a) Contrôle d'activité sur cobaye :**

On doit faire usage de cobayes albinos dont le poids doit être compris entre 400 et 600 g. Ces cobayes doivent être en bonne santé et on doit vérifier par palpation si, au moment de l'inoculation de tuberculine, leur tonus musculaire est resté normal malgré la sensibilisation préalable ;

aa) La sensibilisation des cobayes doit s'effectuer par injection expérimentale : injection sous la peau de la cuisse ou de la nuque d'environ 0,5 mg de bacilles tuberculeux vivants, en émulsion physiologique ;

bb) Quelle que soit la technique de titrage utilisée, l'appréciation doit toujours être basée sur la comparaison de la tuberculine à éprouver avec la tuberculine standard ; le résultat doit être exprimé en unités internationales par ml ;

b) Contrôle d'activité sur bovins :

Au cas où le contrôle est effectué sur bovins, les réactions obtenues sur bovins tuberculeux par la tuberculine à contrôler doivent être identiques à

celles que provoquent les mêmes doses de tuberculine standard.

18. La tuberculation doit se faire par injection intradermique unique soit à l'encolure, soit à l'épaule.

19. La dose de tuberculine à injecter doit être de 5 000 U.I. de PPD ou de tuberculine synthétique.

20. Le résultat de l'intradermotuberculation doit être lu à la 72^e heure et apprécié selon la méthode indiquée ci-après :

a) réaction négative si l'on n'observe qu'un gonflement circonscrit avec une augmentation d'épaisseur du pli de la peau ne dépassant pas 2 mm, sans signes cliniques tels que consistance pâteuse, exsudation, nécrose, douleur ou réaction inflammatoire des lymphatiques de la région et des ganglions ;

b) réaction positive, si l'on observe des signes cliniques tels que ceux mentionnés à l'alinéa a) ou une augmentation d'épaisseur du pli de la peau dépassant 2 mm.

ANNEXE I — C**Brucellose bovine****A. Séro-agglutination**

1. Le sérum agglutinant standard doit être conforme au sérum étalon préparé par le Veterinary Laboratory Weybridge, Surrey, Angleterre. L'ampoule doit contenir 1 000 unités internationales (U.I.) agglutinantes provenant de la lyophilisation de 1 ml de sérum bovin.

2. Le taux des agglutinines brucelliques d'un sérum doit être exprimé en unités internationales par ml (par ex. : Sérum X = 80 U.I. par ml).

3. La lecture de la séro-agglutination lente en tubes doit se faire à 50 % ou à 75 % d'agglutination, l'antigène utilisé devant avoir été titré dans les conditions identiques en présence de sérum standard.

4. L'agglutinabilité des divers antigènes à l'égard du sérum standard doit être comprise dans les limites suivantes :

si la lecture est faite à 50 % : entre 1/600 et 1/1 000 ;
si la lecture est faite à 75 % : entre 1/500 et 1/750.

5. Pour la préparation de l'antigène destiné à la séro-agglutination en tubes (méthode lente), les souches Weybridge, n° 99 et USDA 1119 ou toute autre souche de sensibilité équivalente doivent être utilisées.

6. Les milieux de culture utilisés tant pour l'entretien de la souche en laboratoire que pour la production de l'antigène doivent être choisis de manière qu'ils ne favorisent pas la dissociation bactérienne (S-R) ; de préférence, on doit employer la gélose à la pomme de terre.

7. L'émulsion bactérienne doit être faite au sérum physiologique (NaCl 8,5 %) phéniqué à 0,5 %. Le formol ne doit pas être employé.

8. Les antigènes peuvent être livrés à l'état concentré pour autant que le facteur de dilution à utiliser soit mentionné sur l'étiquette du flacon.

9. Pour effectuer une séro-agglutination, on doit préparer au moins 3 dilutions pour chaque sérum. Les dilutions du sérum suspect doivent être effectuées de telle manière que la lecture de la réaction à la limite d'infection se fasse dans le tube médian. En cas de réaction positive dans ce tube, le sérum suspect contient donc au moins la quantité de 30 U.I. agglutinantes par millilitre.

B. Épreuve de l'anneau (ring-test)

10. Le ring-test doit être exécuté sur le contenu de chaque bidon de lait de l'exploitation.

11. L'antigène ne peut être coloré qu'à l'hématoxyline ou au tétrazolium ; il faut donner la préférence à l'hématoxyline.

12. La réaction doit être pratiquée dans des tubes d'un diamètre de 8 à 10 mm.

13. La réaction doit être effectuée avec 1 ml de lait, additionné de 0,05 ml d'un des antigènes colorés.

14. Le mélange de lait et d'antigène doit être mis à l'étuve à 37°C pendant 45 minutes au moins et 60 minutes au plus.

15. La réaction doit être pratiquée vers la 18^e heure qui suit la traite et appréciée selon les critères suivants :

a) réaction négative : lait coloré, crème décolorée ;

b) réaction positive : lait et crème colorés de façon identique ou lait décoloré et crème colorée.

16. On ne doit pas ajouter de formol à l'échantillon. Le seul produit dont l'addition est autorisée est le chlorure mercurique en solution à 0,2 % et, dans ce cas, la proportion entre la quantité de lait et la solution de chlorure mercurique doit être de 10 à 1.

Président

ANNEXE I — D

Analyse du lait

1. Toutes les analyses de lait doivent être effectuées dans des laboratoires officiels ou officiellement agréés.
2. Les échantillons de lait doivent être prélevés en observant les conditions suivantes :
 - a) Les rayons doivent être désinfectés au préalable avec de l'alcool à 70 % ;
 - b) Pendant leur remplissage, les tubes doivent être maintenus en position inclinée ;
 - c) Les échantillons de lait doivent être prélevés au début de la traite, après élimination des premiers jets de chaque trayon ;
 - d) Un échantillon doit être prélevé sur chaque quartier ; les laits de ces échantillons ne peuvent pas être mélangés ;
 - e) Chaque échantillon doit comporter au moins 10 ml de lait ;
 - f) Si un agent conservateur est nécessaire, on doit utiliser l'acide borique à 0,5 % ;
 - g) Chaque tube doit être muni d'une étiquette portant les indications suivantes :
 - le numéro de la marque auriculaire ou tout autre moyen d'identification de l'animal,
 - la désignation du quartier,
 - la date et l'heure du prélèvement ;
 - h) Les échantillons sont accompagnés d'un document qui doit comporter les indications suivantes :
 - le nom et l'adresse du vétérinaire officiel,
 - le nom et l'adresse du propriétaire,
 - les éléments d'identification de l'animal,
 - le stade de lactation.
3. L'analyse du lait doit être pratiquée 30 jours au plus avant l'embarquement et doit toujours comporter un examen bactériologique ainsi qu'un White-Side-Test (WST) ou un California-Mastitis-Test (CMT). Les résultats de ces deux examens doivent être négatifs, sous réserve des dispositions suivantes :
 - a) Si le résultat de l'examen bactériologique est positif — même en l'absence d'un état inflammatoire caractérisé — alors que le résultat du WST (ou du CMT) est négatif, un second examen bactériologique doit être effectué au moins 10 jours plus tard — dans la limite des 30 jours prévue ci-dessus. Ce second examen doit établir :
 - aa) la disparition des germes pathogènes,
 - bb) l'absence d'antibiotiques.
 En outre, l'absence d'état inflammatoire doit être constatée par un nouveau WST (ou un nouveau CMT) qui doit donner un résultat négatif.
 - b) Si l'examen bactériologique est négatif, alors que le WST (ou le CMT) est positif, on doit procéder à un examen cytologique complet qui doit donner un résultat négatif.
4. L'examen bactériologique doit comporter :
 - a) l'ensemencement du lait, en boîte de Petri, sur gélose au sang de bœuf ou de mouton ;
 - b) l'ensemencement du lait en milieu T.K.T. ou en milieu d'Edwards.
 L'examen bactériologique doit viser à l'identification de tout germe pathogène et ne peut se limiter à la mise en évidence de streptocoques et de staphylocoques spécifiquement pathogènes. Dans ce but, l'identification des colonies suspectes obtenues par ensemencement sur les milieux précités doit être poursuivie par les techniques classiques de différenciation de la bactériologie, telles que l'emploi du milieu de Chapman pour l'identification des staphylocoques et de divers milieux sélectifs pour la détection des entérobactéries.
5. L'examen cytologique complet est destiné à mettre en évidence — le cas échéant — un état inflammatoire caractérisé, indépendamment de tout symptôme clinique.
 Cet état inflammatoire est établi lorsque la numération leucocytaire selon la technique de Breed atteint 1 million de leucocytes par millilitre et que le rapport entre mononucléaires et polynucléaires est inférieur à 0,5.

ANNEXE I — E

N°	Maladie	des animaux réceptifs				
		bovins	porcs	solipèdes	ovins	caprins
1	Fièvre aphteuse à virus exotique	×	×		×	×
2	Blue tongue	×			×	×
3	Peste bovine	×				×
4	Peste porcine africaine		×			
5	Paralysie contagieuse des porcs (maladie de Teschen)		×			
6	Peste équine			×		×
7	Encéphalomyélite à virus américain de l'Est Encéphalomyélite à virus américain de l'Ouest Encéphalomyélite à virus vénézuélien Encéphalomyélite à virus japonais			×		

Président

ANNEXE I — F

N°	Maladie	des animaux réceptifs				
		bovins	porcs	solipèdes	ovins	caprins
1	Morve			×		
2	Dourine			×		
3	Clavelée				×	×
4	Péritumonie contagieuse	×				
5	Encéphalomyélite provoquée par un virus équin, lorsque cette maladie a un caractère envahissant			×		

ANNEXE II

CHAPITRE I

Conditions de reconnaissance des abattoirs

1. Les abattoirs doivent comporter :
 - a) Des locaux de stabulation suffisamment vastes pour l'hébergement des animaux ;
 - b) Des locaux d'abattage de dimensions telles que le travail puisse s'y effectuer de façon satisfaisante et pourvus d'un emplacement spécial pour l'abattage des porcs ;
 - c) Un local pour la vidange et le nettoyage des estomacs et des intestins ;
 - d) Des locaux pour la boyauderie et la triperie ;
 - e) Des locaux pour l'entreposage, d'une part, des suifs, d'autre part, des cuirs, des cornes et des onglons ;
 - f) Des locaux fermant à clef, réservés respectivement à l'hébergement des animaux malades ou suspects, à l'abattage de ces animaux, à l'entreposage des viandes consignées et à celui des viandes saisies ;
 - g) Des locaux frigorifiques suffisamment vastes ; ceux-ci doivent être installés de façon à assurer un refroidissement rapide et efficace des carcasses et des viandes ;
 - h) Un local suffisamment aménagé, fermant à clef, à la disposition exclusive du service vétérinaire, ainsi qu'un local pourvu d'un appareillage suffisant pour rendre possible un examen trichinoscopique ;
 - i) Des vestiaires, des lavabos et des douches ainsi que des cabinets d'aisance avec chasse d'eau, ces derniers ne pouvant ouvrir directement sur les locaux de travail ; les lavabos doivent être pourvus d'eau courante chaude et froide, de dispositifs pour le nettoyage et la désinfection des mains ainsi que d'essuie-mains à n'utiliser qu'une seule fois ; des lavabos doivent être placés à proximité des cabinets d'aisance ;
 - j) Des aménagements tels qu'ils permettent d'effectuer à tout moment et d'une manière efficace les opérations d'inspection vétérinaire prescrites dans la présente directive ;
 - k) Des aménagements tels qu'ils permettent d'effectuer le contrôle de toute entrée et sortie de l'abattoir ;
 - l) Une séparation suffisante entre le secteur propre et le secteur souillé ;
 - m) Dans les locaux où l'on procède au travail des viandes :
 - un sol en matériaux imperméables, faciles à nettoyer et à désinfecter et imputrescibles, pourvu d'une pente légère et d'un réseau d'évacuation approprié pour l'écoulement des liquides vers des puisards siphonnés et grillagés ;
 - des murs lisses, enduits, jusqu'à une hauteur d'au moins 3 mètres, d'un revêtement ou d'une peinture lavable et claire et dont les angles et les coins sont arrondis ;
 - n) Une aération suffisante et une bonne évacuation des buées dans les locaux où l'on procède au travail des viandes ;
 - o) Dans ces mêmes locaux, un éclairage suffisant, naturel ou artificiel ne modifiant pas les couleurs ;
 - p) Une installation permettant un approvisionnement sous pression et en quantité suffisante en eau potable exclusivement ;
 - q) Une installation fournissant une quantité suffisante d'eau chaude ;
 - r) Un dispositif d'évacuation des eaux résiduelles qui réponde aux exigences de l'hygiène ;
 - s) Dans les locaux de travail, des dispositifs suffisants pour le nettoyage et la désinfection des mains et du matériel de travail ;
 - t) Un dispositif tel que, après l'étourdissement, l'habillage soit pratiqué autant que possible sur l'animal suspendu ; dans le cas où le dépouillement se fait sur des berces métalliques, celles-ci doivent être en matériaux inaltérables et avoir une hauteur suffisante pour que la carcasse ne touche pas le sol ;
 - u) Un réseau de rails aérien pour la manutention ultérieure des viandes ;
 - v) Des dispositifs de protection contre les insectes et les rongeurs, qui permettent dans la plus large mesure possible d'empêcher la présence de ces animaux dans les abattoirs. Toutefois, s'il arrive que des insectes et des rongeurs s'introduisent dans les abattoirs, il faut veiller à les éliminer sur-le-champ ;
 - w) Des outils et du matériel de travail, notamment des bacs à panses, en matière inaltérable, faciles à nettoyer et à désinfecter ;

Président

- x) Un emplacement spécialement aménagé pour les fumiers ;
- y) Un emplacement et des dispositifs suffisants pour le nettoyage et la désinfection des véhicules.

CHAPITRE II

Conditions de reconnaissance des ateliers de découpe

2. Les ateliers de découpe doivent comporter :
 - a) Des locaux pour le découpage de la viande, séparés par des murs des autres locaux ;
 - b) Des locaux frigorifiques suffisamment vastes ; ceux-ci doivent être installés de façon à assurer un refroidissement rapide et efficace des viandes ;
 - c) Un local suffisamment aménagé, fermant à clef, à la disposition exclusive du service vétérinaire ;
 - d) Des vestiaires, des lavabos et des douches, ainsi que des cabinets d'aisance avec chasse d'eau, ces derniers ne pouvant ouvrir directement sur les locaux de travail ; les lavabos doivent être pourvus d'eau courante chaude et froide, de dispositifs pour le nettoyage et la désinfection des mains ainsi que d'essuie-mains à n'utiliser qu'une seule fois ; des lavabos doivent être placés à proximité des cabinets d'aisance ;
 - e) Dans les locaux de découpe :
 - un sol en matériaux imperméables, faciles à nettoyer et à désinfecter et imputrescibles, pourvu d'une pente légère et d'un réseau d'évacuation approprié pour l'écoulement des liquides vers des puisards siphonnés et grillagés ;
 - des murs lisses, enduits, jusqu'à une hauteur d'au moins 2 mètres, d'un revêtement ou d'une peinture lavable et claire et dont les coins et les angles soient arrondis ;
 - f) Des dispositifs de refroidissement permettant de maintenir en permanence dans les locaux de transformation et d'entreposage de viandes une température inférieure ou égale à $+4^{\circ}\text{C}$;
 - g) Une aération suffisante dans les locaux de découpe ;
 - h) Dans ces mêmes locaux, un éclairage suffisant naturel ou artificiel ne modifiant pas les couleurs ;
 - i) Une installation permettant un approvisionnement sous pression et en quantité suffisante en eau potable exclusivement ;
 - j) Une installation fournissant une quantité suffisante d'eau chaude ;
 - k) Un dispositif d'évacuation des eaux résiduaires qui réponde aux exigences de l'hygiène ;
 - l) Dans les locaux de découpe, des dispositifs suffisants pour le nettoyage et la désinfection des mains et du matériel de travail ;
 - m) Des dispositifs de protection contre les insectes et les rongeurs, qui permettent dans la plus large mesure possible d'empêcher la présence de ces animaux dans les ateliers de découpe. Toutefois, s'il arrivait que des insectes et des rongeurs s'introduisent dans les ateliers de découpe, il faudrait veiller à les éliminer sur-le-champ ;
 - n) Des dispositifs et des outils de travail, notamment des tables à plateaux de découpe amovibles, des récipients, des bandes transporteuses et des scies, en matière inaltérable, facile à nettoyer et à désinfecter.

CHAPITRE III

Hygiène du personnel, des locaux et du matériel dans les abattoirs et les ateliers de découpe

3. Le plus parfait état de propreté est exigé de la part du personnel ainsi que des locaux et du matériel :
 - a) Le personnel doit notamment porter des vêtements de travail et une coiffure propre, ainsi que, le cas échéant, un protège-nuque. Les personnes qui ont été en contact avec des animaux malades ou de la viande infectée doivent immédiatement se laver soigneusement les mains et les bras avec de l'eau chaude, puis les désinfecter. Il est interdit de fumer dans les locaux de travail et de stockage ;
 - b) Aucun chien ou chat ni animal de basse-cour ne doit pénétrer dans les abattoirs et les ateliers de découpe. La destruction des rongeurs, des insectes et de toute autre vermine doit y être systématiquement réalisée ;
 - c) Le matériel et les instruments utilisés pour le travail des viandes doivent être maintenus en bon état d'entretien et de propreté. Ils doivent être soigneusement nettoyés et désinfectés plusieurs fois au cours d'une même journée de travail ainsi qu'à la fin des opérations de la journée et avant d'être réutilisés lorsqu'ils ont été souillés, notamment par les germes d'une maladie. Les déchets et la viande saisie devront être remis aux établissements (d'équarissage, etc.) prévus par l'État, ou bien il faudra créer des installations appropriées pour la destruction de ces déchets.
4. Les locaux, les outils et le matériel de travail ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que le travail de la viande. Les outils servant à la découpe des viandes ne doivent être utilisés qu'à cet effet.
5. Les viandes ne doivent pas entrer en contact avec le sol.
6. L'emploi des détersifs, des désinfectants, des moyens de lutte contre les animaux nuisibles ne doit pas affecter la salubrité des viandes.
7. Le travail et la manipulation des viandes doivent être interdits aux personnes susceptibles de les contaminer, notamment aux personnes :
 - a) soit atteintes ou suspectes d'être atteintes de typhus abdominal, de paratyphus A et B, d'entérite infectieuse, de scarlatine, soit porteuses d'agents de ces mêmes maladies ;
 - b) atteintes ou suspectes d'être atteintes de tuberculose contagieuse ;
 - c) atteintes ou suspectes d'être atteintes d'une maladie de peau contagieuse ;
 - d) exerçant simultanément une activité par laquelle des microbes sont susceptibles d'être transmis aux viandes ;
 - e) portant un pansement aux mains, à l'exception d'un pansement en matière plastique protégeant une blessure du doigt fraîche et non infectée.
8. Un certificat médical doit être exigé de toute personne affectée au travail des viandes. Il atteste que rien ne s'oppose à cette affectation ; il doit être renouvelé tous les ans et chaque fois que le vétérinaire officiel en fait la demande ; il doit être tenu à la disposition de ce dernier.

Président

CHAPITRE IV

Inspection sanitaire ante-mortem

9. Les animaux doivent être soumis à l'inspection ante-mortem le jour de leur arrivée à l'abattoir. Cet examen doit être renouvelé immédiatement avant l'abattage si l'animal est resté plus de 24 heures en stabulation.
10. Le vétérinaire officiel doit procéder à l'inspection ante-mortem selon les règles de l'art, dans des conditions convenables d'éclairage.
11. L'inspection doit permettre de préciser :
 - a) si les animaux sont atteints d'une maladie transmissible à l'homme et aux animaux, ou s'ils présentent des symptômes ou se trouvent dans un état général permettant de craindre l'apparition d'une telle maladie ;
 - b) s'ils présentent des symptômes d'une maladie ou d'une perturbation de leur état général susceptible de rendre les viandes impropres à la consommation humaine ;
 - c) s'ils sont en état de fatigue ou d'excitation.
12. Ne peuvent être abattus en vue des échanges intra-communautaires de viandes fraîches les animaux :
 - a) qui présentent l'une des manifestations énumérées au numéro 11, alinéas a) et b) ;
 - b) qui n'ont pas été mis au repos pendant une période suffisante ; celle-ci ne peut être inférieure à 24 heures pour les animaux fatigués ou excités ;
 - c) chez lesquels la tuberculose a été constatée sous une forme quelconque ou qui sont reconnus tuberculeux à la suite d'une réaction positive à la tuberculine.
17. Le nettoyage des viandes à l'aide d'un linge ainsi que le soufflage sont interdits.
18. Les carcasses des solipèdes, des porcs et des bovins, à l'exception des veaux, doivent être présentées à l'inspection, découpées en demi par fente longitudinale de la colonne vertébrale. Chez les porcs et les solipèdes, la tête est également fendue longitudinalement. Si les besoins de l'inspection l'exigent, le vétérinaire officiel peut imposer la fente longitudinale de la carcasse de tout animal.
19. Jusqu'à la fin de l'inspection, il est interdit de procéder au dépeçage de la carcasse, à l'enlèvement ou au traitement de toute partie de l'animal abattu.
20. Les viandes consignées ou saisies, les estomacs, les intestins, les cuirs, les peaux, les cornes et les onglons doivent être placés aussitôt que possible dans les locaux spéciaux.
21. Si le sang de plusieurs animaux est recueilli dans un même récipient, tout le contenu de celui-ci doit être exclu de l'importation dans la Communauté lorsque les viandes d'un des animaux du lot sont reconnues impropres à la consommation humaine.
22. Un découpage plus poussé que le découpage en demis ou en quartiers n'est autorisé que dans les ateliers de découpe.

CHAPITRE VI

Inspection sanitaire post-mortem

- CHAPITRE V
- Hygiène de l'abattage et de la découpe
13. Les animaux de boucherie introduits dans les locaux d'abattage doivent être sacrifiés immédiatement.
14. La saignée doit être complète. Le sang destiné à la consommation humaine doit être recueilli dans des récipients parfaitement propres. Il ne peut être battu à la main mais uniquement à l'aide d'instruments conformes aux exigences de l'hygiène.
15. Sauf pour les porcs, le dépouillement immédiat est obligatoire. Les porcs, s'ils ne sont pas dépouillés, doivent être immédiatement débarrassés de leurs soies.
16. L'éviscération doit être effectuée sans délai et terminée au plus tard une demi-heure après la saignée. Le poumon, le cœur, le foie, la rate et le médiastin peuvent être soit détachés, soit laissés adhérents à la carcasse par leurs connexions naturelles. S'ils sont détachés, ils doivent être munis d'un numéro ou de tout autre moyen d'identification permettant de reconnaître leur appartenance à la carcasse ; ceci vaut également pour la tête, la langue, le tractus digestif et toute autre partie de l'animal nécessaire à l'inspection. Les parties précitées doivent rester à proximité de la carcasse jusqu'à la fin de l'inspection. Pour toutes les espèces, les reins doivent rester adhérents à la carcasse par leurs connexions naturelles mais être dégagés de leur enveloppe graisseuse.
23. Toutes les parties de l'animal, y compris le sang, doivent être soumises à inspection immédiatement après l'abattage.
24. L'inspection post-mortem doit comporter :
 - a) l'examen visuel de l'animal abattu ;
 - b) la palpation de certains organes, notamment du poumon, du foie, de la rate, de l'utérus, de la mamelle et de la langue ;
 - c) les incisions d'organes et de ganglions ;
 - d) la recherche des anomalies de consistance, de couleur, d'odeur et, éventuellement, de saveur ;
 - e) au besoin, des examens de laboratoire.
25. Le vétérinaire officiel doit examiner particulièrement :
 - a) la couleur du sang, son aptitude à la coagulation et la présence éventuelle dans celui-ci de corps étrangers ;
 - b) la tête, la gorge, les ganglions lymphatiques rétro-pharyngiens, sous-maxillaires et parotidiens (Lnn. retropharyngiales, mandibulaires et parotides), ainsi que les amygdales, la langue étant dégagée de façon à permettre une inspection détaillée de la bouche et de l'arrière-bouche. Les amygdales doivent être enlevées après inspection ;
 - c) le poumon, la trachée-artère, l'œsophage, les ganglions bronchiques et médiastinaux (Lnn. bifurca-

Président

- tionnes, eparteriales et mediastinales), la trachée et les principales ramifications bronchiques étant fendues longitudinalement et le poumon étant incisé en son tiers terminal perpendiculairement à son grand axe ;
- d) le péricarde et le cœur, ce dernier faisant l'objet d'une incision longitudinale de façon à ouvrir les ventricules et traverser la cloison interventriculaire ;
- e) le diaphragme ;
- f) le foie, la vésicule et les canaux biliaires ainsi que les ganglions rétrohépatiques et pancréatiques (Lnn. portales) ;
- g) le tractus gastro-intestinal, le mésentère, les ganglions lymphatiques stomacaux et mésentériques (Lnn. gastrici, mensenterici, craniales et caudales) ;
- h) la rate ;
- i) les reins et leurs ganglions lymphatiques (Lnn. renales), la vessie ;
- j) la plèvre et le péritoine ;
- k) les organes génitaux ; chez la vache, l'utérus est ouvert par une incision longitudinale ;
- l) la mamelle et ses ganglions lymphatiques (Lnn. supramammarii) ; chez la vache, les mamelles sont ouvertes par une longue et profonde incision jusqu'aux sinus galactophores (sinus lactiferes) ;
- m) la région ombilicale et les articulations des jeunes animaux ; en cas de doute, la région ombilicale doit être incisée et les articulations ouvertes.
- Les ganglions lymphatiques mentionnés ci-dessus doivent être systématiquement dégagés et incisés selon leur grand axe, en tranches aussi minces que possible.
- En cas de doute, les ganglions suivants doivent être également incisés de la même façon : cervicaux superficiels, préscapulaires (Lnn. cervicales superficiales), axillaires propres, axillaires accessoires ou axillaires de la première côte (Lnn. axillares proprii et primae costae), sus-sternaux (Lnn. sternales craniales), cervicaux profonds (Lnn. cervicales profundae), costo-cervicaux (Lnn. costocervicales), poplités (Lnn. poplitei), précuraux (Lnn. subiliaci), ischiatiques (Lnn. ischiatici), iliaques et lombo-aortiques (Lnn. iliaci et lumbales).
- Chez les ovins et les caprins, l'ouverture du cœur et l'incision des ganglions lymphatiques de la tête ne doivent être pratiquées qu'en cas de doute.
26. Le vétérinaire officiel doit, en outre, effectuer systématiquement :
- A. La recherche de la cysticerose :
- a) sur les bovins âgés de plus de six semaines, au niveau :
- de la langue, dont la musculature doit être incisée longitudinalement sur la face inférieure sans trop léser l'organe ;
 - de l'œsophage, qui doit être dégagé de la trachée ;
 - du cœur qui, en plus de l'incision prescrite au numéro 25, alinéa d), doit être fendu en deux points opposés, des oreillettes à la pointe ;
 - des masséters externes et internes qui doivent être incisés suivant deux plans parallèles au maxillaire inférieur, incision allant du bord inférieur de ce maxillaire à l'insertion musculaire supérieure ;
 - du diaphragme, dont la partie musculaire doit être dégagée de la séreuse ;
 - des surfaces musculaires de la carcasse directement visibles ;

- b) sur les porcins, au niveau :
- des surfaces musculaires directement visibles, en particulier au niveau des muscles du plat de la cuisse, de la paroi abdominale, des psoas dégagés du tissu adipeux, des piliers du diaphragme, des muscles intercostaux, du cœur, de la langue et du larynx.
- B. La recherche de la distomatose sur les bovins, les ovins et les caprins, par des incisions pratiquées sur la face stomacale du foie et intéressant les canaux biliaires, ainsi que par une incision profonde de la base du lobe de Spigel.
- C. La recherche de la morve sur les solipèdes par un examen attentif des muqueuses de la trachée, du larynx, des cavités nasales, des sinus et de leurs ramifications après fente de la tête dans le plan médian et ablation de la cloison nasale.

CHAPITRE VII

Estampillage

27. Les viandes destinées à l'exportation dans le territoire de la Communauté économique européenne doivent être estampillées par marquage au fer rouge en caractères parfaitement lisibles permettant de reconnaître le pays d'origine et le numéro de contrôle vétérinaire.
28. L'estampillage doit être effectué sous la responsabilité du vétérinaire officiel.
29. Les carcasses sont marquées au feu à l'aide d'une estampille :
- celles qui pèsent plus de 60 kg doivent porter la marque de l'estampillage sur chaque demi-carcasse au moins aux endroits suivants : face externe de la cuisse, lombes, dos, poitrine, épaule et plèvre dans sa région dorsale ;
 - les autres doivent porter quatre marques d'estampilles au moins apposées sur les épaules et sur la face externe des cuisses.
30. Les têtes, les langues, les cœurs, les poumons et les foies doivent être marqués au feu à l'aide d'une estampille. Toutefois, chez les ovins et les caprins, l'estampillage des langues et des cœurs n'est pas obligatoire.
31. Les morceaux obtenus dans les ateliers de découpe à partir de carcasses régulièrement estampillées doivent, dans la mesure où ils ne portent pas d'estampille, être marqués à l'encre ou au feu à l'aide d'une estampille, conforme au numéro 27 et comportant, au lieu du numéro d'agrément vétérinaire de l'abattoir, celui de l'atelier de découpe.
32. Lorsque des morceaux ou des abats sont expédiés sous emballage, une estampille doit être apposée sur une étiquette bien visible fixée à l'emballage, conformément au numéro 27 ou au numéro 31. Cette étiquette porte en outre les indications suivantes :
- un numéro de série ;
 - la désignation anatomique des abats ;
 - l'indication de l'espèce animale à laquelle appartiennent les abats ;
 - le poids net de l'unité d'emballage.

Président

Un duplicatum de cette étiquette doit être placé à l'intérieur de chaque unité d'emballage, de façon telle qu'il n'en résulte aucune souillure pour le contenu.

les locaux d'entreposage des carcasses et de leurs morceaux et de 0°C au plus dans les locaux d'entreposage des abats.

CHAPITRE VIII**Entreposage**

33. Les viandes fraîches destinées à l'importation dans la Communauté doivent être refroidies immédiatement après l'inspection post-mortem ; la température ambiante doit être de + 4°C au plus dans

CHAPITRE IX**Transport**

34. Les viandes fraîches doivent être transportées dans des véhicules ou engins plombés, conçus et équipés de telle sorte que les températures prévues au chapitre VIII soient assurées pendant toute la durée du transport.

ANNEXE III**Estampillage lors du contrôle d'importation**

1. L'estampillage doit être effectué par l'autorité compétente qui assure le contrôle d'importation aux postes frontaliers ou aux postes de contrôle des viandes.
2. Lorsque l'importation des animaux des espèces bovine ou porcine ou des viandes fraîches est admise, l'estampillage du certificat doit être effectué à l'aide d'un cachet de forme rectangulaire ayant 5,0 cm de largeur et 2,5 cm de hauteur et avec une couleur verte. Sur le cachet doivent figurer les indications suivantes, en caractères parfaitement lisibles :
 - dans la partie supérieure, en majuscules, les premières lettres du nom du pays ayant effectué le contrôle d'importation ; c'est-à-dire une des lettres suivantes : B, D, F, I, L, NL ;

— dans la partie inférieure, un des sigles : CEE — EEG — EWG.

Les caractères doivent avoir une hauteur de 0,8 cm.

3. Lorsque l'introduction des animaux des espèces bovine ou porcine ou des viandes fraîches est refusée, l'estampillage du certificat doit être effectué à l'aide d'un cachet de forme triangulaire dont chaque côté a une longueur de 5,0 cm et avec une couleur rouge.

Sur le cachet doivent figurer les indications suivantes, en caractères parfaitement lisibles :

— dans la partie supérieure, en majuscules, les premières lettres du nom du pays qui a effectué le contrôle d'importation ; c'est-à-dire une des lettres suivantes : B, D, F, I, L, NL ;

— dans la partie inférieure, un des sigles : CEE — EEG — EWG.

Les caractères doivent avoir une hauteur de 0,8 cm.

Projet d'une décision du Conseil instituant un Comité vétérinaire**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le projet de la Commission,

considérant que dans les cas pour lesquels le Conseil confère à la Commission des compétences dans le domaine vétérinaire il convient de créer un comité composé des experts vétérinaires des États membres, afin qu'il soit possible pour la Commission de consulter des experts, d'une part, et afin de garantir une coopération étroite entre les États membres et la Commission, d'autre part ;

considérant qu'il est en outre souhaitable que cette coopération s'étende à l'ensemble des domaines

qui font l'objet d'une réglementation communautaire dans ces matières ; qu'il convient à cet effet d'habiliter ledit comité à examiner toute question relevant de ces domaines,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :**Article premier**

Il est institué un comité vétérinaire, ci-après dénommé le « Comité », composé de représentants des États membres et présidé par un représentant de la Commission.

Président

Article 2

Le Comité exerce les fonctions qui lui sont dévolues par des dispositions de la Communauté économique européenne arrêtées dans le domaine vétérinaire, dans les conditions qui sont prévues dans ces dispositions.

Le Comité est saisi de ces problèmes par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre.

Le Comité peut en outre examiner toute autre question relevant de ces domaines et faisant l'objet d'une réglementation de la Communauté économique européenne, évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre.

Article 3

Au sein du Comité, les voix des États membres sont affectées de la pondération prévue à l'article 148, paragraphe 2, du traité de la C.E.E. Le président ne prend pas part au vote.

Article 4

Le représentant de la Commission soumet au Comité un projet des mesures à prendre dans le domaine vétérinaire sur la base des dispositions arrêtées par la Communauté économique européenne. Le Comité émet son avis sur le projet dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence des questions soumises à examen. Il se prononce à la majorité de douze voix. Cette règle est également applicable en cas d'absence d'un ou de plusieurs membres du Comité.

Article 5

A la fin de la période de transition, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission suivant la procédure prévue à l'article 43 du traité, décide, compte tenu de l'expérience acquise, le maintien ou la modification des dispositions de l'article 30.

Article 6

Le Comité établit son règlement intérieur.

7. Calendrier des prochains travaux

M. le Président. — Nous arrivons à la fin de nos travaux, le Parlement ayant épuisé son ordre du jour.

Je rappelle que la réunion annuelle de la Conférence parlementaire de l'association entre les États africains et malgache associés aura lieu du 10 au 14 décembre prochain, à Abidjan.

Le bureau élargi propose au Parlement de tenir ses prochaines séances dans la semaine du 30 janvier au 4 février 1967.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

8. Adoption du procès-verbal de la présente séance

M. le Président. — Conformément à l'article 20, paragraphe 2, du règlement, je dois soumettre au Parlement le procès-verbal de la présente séance qui

a été rédigé au fur et à mesure du déroulement des débats.

Il n'y a pas d'observation ?

Le procès-verbal est adopté.

9. Interruption de la session

M. le Président. — Mes chers collègues, avant de lever la séance, je voudrais remercier les parlementaires qui ont participé brillamment à cette session, d'une tenue excellente et qui a été fort intéressante.

Je voudrais également profiter de la circonstance pour remercier très cordialement les fonctionnaires ainsi que les interprètes qui nous assistent dans nos débats.

Je déclare interrompue la session du Parlement européen.

La séance est levée.

(La séance est levée à 11 h 30)

TABLE NOMINATIVE

ABRÉVIATIONS

amend.	=	<i>amendement</i>
C.E.E.	=	<i>Communauté économique européenne</i>
C.E.E.A.	=	<i>Communauté européenne de l'énergie atomique</i>
C.E.C.A.	=	<i>Communauté européenne du charbon et de l'acier</i>
com.	=	<i>commission</i>
doc.	=	<i>document</i>
H.A.	=	<i>Haute Autorité</i>
par.	=	<i>paragraphe</i>
propos.	=	<i>proposition</i>
résol.	=	<i>résolution</i>

AIGNER, HeinrichDébats**— Budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour 1967 :**

- *rapports (doc. 133 et 135) et propositions de résolution de la commission des budgets et de l'administration et amendement :*

— invite le Conseil, au nom du groupe démocrate-chrétien, à prendre plus conscience de son rôle d'organe communautaire et à faire preuve d'un plus grand dynamisme ; constate l'absence de conception politique fondamentale dans le projet de budget de l'Euratom ; prend position sur les problèmes des effectifs des Communautés et de la presse et de l'information (29 novembre 1966) — (pp. 87-89)

ANGELINI, ArmandoNomination

- **Membre de la commission des budgets et de l'administration (28 novembre 1966) — (p. 6)**

Démission

- **Membre de la commission juridique (28 novembre 1966) — (p. 6)**

APEL, HansDébats

- **Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :**

— déclare, au nom du groupe socialiste, que le bilan établi au bout de neuf années d'union économique est assez maigre et que des réalisations concrètes ne peuvent être constatées que dans le domaine de la politique agricole ; expose et commente la conception du groupe socialiste en ce qui concerne les perspectives de l'union économique (28 novembre 1966) — (pp. 15-19)

ARMENGAUD, AndréDocumentation

- **Amendement n° 1 à la proposition de résolution faisant suite au rapport de M^{me} Elsner (doc. 129) — (30 novembre 1966) — (p. 154)**

Débats

- **Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :**

— s'étonne du caractère optimiste de l'exposé de M. Luns, président en exercice des Conseils ; énumère divers domaines dans lesquels l'action des Conseils, voire des Commissions, paraît insuffisante au groupe des libéraux et apparentés ; engage les Conseils à faire preuve de plus de volonté communautaire pour l'avenir — (28 novembre 1966) — (pp. 19-21)

— Politique économique à moyen terme :

- *rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :*

— remercie la Commission de la C.E.E. d'avoir élaboré une programmation de la politique économique à moyen terme ainsi que M^{me} Elsner pour son rapport consacré à ce problème ; estime que ces documents constituent un élément d'information utile pour l'action de la Communauté et des gouvernements des Six ; prie la Commission de compléter ce programme par des monographies professionnelles et régionales accompagnées de l'inventaire des moyens de production et des taux de charges par branches d'activité ; insiste en faveur d'une meilleure répartition des recherches et des initiatives au sein des Six en fonction du potentiel humain, matériel et financier ; émet quelques réserves à l'égard de certains paragraphes de la proposition de résolution (30 novembre 1966) — (pp. 139-141)

— présente son amendement n° 1 (30 novembre 1966) — (pp. 154-155)

— intervient en faveur de son amendement n° 1 (30 novembre 1966) — (p. 155)

— approuve la proposition de M. De Winter (30 novembre 1966) — (p. 155)

— accepte la proposition de modification de M. van Campen et retire son amendement n° 1 (30 novembre 1966) — (p. 156)

— Politique monétaire :

- *rapport (doc. 138) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :*

— se prononce en faveur du maintien du texte de la proposition de résolution et contre l'amendement n° 1 de M. Oele (30 novembre 1966) — (p. 173)

BADING, HarriDébats

- **Règlement relatif aux échanges d'ovoalbumine et de lactoalbumine :**

- *rapport (doc. 137) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*

— intervient, en qualité de rapporteur de la commission du commerce extérieur saisie pour avis (2 décembre 1966) — (pp. 234-235)

BATTAGLIA, EdoardoDocumentation

- **Rapport (doc. 135) et proposition de résolution au nom de la commission des budgets et de l'administration concernant les modifications à apporter à la section I des projets de bud-**

get de la Communauté européenne de l'énergie atomique et de la Communauté économique européenne pour 1967 (28 novembre 1966) — (p. 5)

Débats

— Résolution relative à la catastrophe en Italie :

— *proposition de résolution (doc. 131) :*

— souscrit entièrement à la déclaration de M. Pleven ; donne quelques détails sur les dommages irréparables causés par les inondations ; donne acte des témoignages de solidarité adressés aux autorités de son pays et accepte avec émotion la proposition de résolution tendant à prévoir des secours importants aux régions sinistrées (29 novembre 1966) — (pp. 56-57)

— Budget du Parlement européen pour 1967 :

— *rapport (doc. 135) et propositions de résolution de la commission des budgets et de l'administration :*

— présente son rapport (29 novembre 1966) — (pp. 83-85)

— s'élève contre les déclarations de M. De Block relatives au nombre de promotions accordées au sein du Parlement au cours de l'année 1964 ; donne une explication complémentaire sur ce problème et prie M. De Block de se faire l'interprète du Parlement auprès des membres du Conseil afin que sa demande soit acceptée (29 novembre 1966) — (p. 85)

— Demande de suspension de séance :

— intervient (29 novembre 1966) — (pp. 97, 98)

— Association C.E.E.-Nigeria :

— *rapport (doc. 134) et proposition de résolution de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement :*

— souhaite que la suite du débat soit reportée à la séance du lendemain (29 novembre 1966) — (p. 106)

— Politique économique à moyen terme :

— *rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :*

— souligne, au nom du groupe des libéraux et apparentés, l'utilité du programme élaboré par les services compétents de la Commission de la C.E.E. ; approuve les grandes lignes du rapport de M^{me} Elsner consacré à ce projet de programme ; formule quelques réserves en ce qui concerne les mesures envisagées en matière de revenus, de prix et d'investissement ; évoque quelques problèmes de politique régionale, d'agriculture et de recherche scientifique ; est d'avis que l'ensemble du projet de programme de politique économique, compte tenu de ses lacunes et de ses aspects négatifs, constitue un premier pas sur la voie de la mise en œuvre d'une politique économique à moyen terme (30 novembre 1966) — (pp. 123-126)

BATTISTA, Emilio

Débats

— Echange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :

— approuve les déclarations des orateurs précédents relatives aux résultats obtenus au bout des neuf années écoulées depuis le début de la Communauté et met l'accent sur les tâches restant à accomplir ; pose au président en exercice des Conseils diverses questions relatives à l'activité de ceux-ci dans différents secteurs et l'interroge également sur les intentions des six gouvernements en ce qui concerne leur volonté politique d'appliquer le traité intégralement dans les délais prévus (28 novembre 1966) — (pp. 30-32)

BERSANI, Giovanni

Débats

— Politique économique à moyen terme :

— *rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :*

— rappelle que le groupe démocrate-chrétien approuve l'excellent rapport de M^{me} Elsner ainsi que les grandes orientations qui caractérisent le programme de politique économique à moyen terme présenté par la Commission de la C.E.E. ; se rallie également à la façon dont ont été traités les problèmes sociaux dans le programme ; souligne quelques problèmes que posent la politique sociale, la politique des revenus et la politique régionale (30 novembre 1966) — (pp. 129-133)

BLAISSE, P.A.

Débats

— Echange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :

— souligne l'importance que revêtent la mise en place de l'union douanière et la réalisation d'une politique commune dans tous les secteurs économiques et sociaux ; met l'accent sur les problèmes de l'harmonisation des législations, de la coopération dans le domaine technologique, de la concurrence, de l'équilibre institutionnel, de la fusion des trois exécutifs et de la politique d'association (28 novembre 1966) — (pp. 32-34)

BOROCCO, Edmond

Débats

— Politique économique à moyen terme :

— *rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :*

— définit, au nom du groupe de l'U.D.E., le rôle de la programmation économique à moyen terme dans la

construction économique européenne ; prend position sur l'aspect institutionnel de la programmation et sur les orientations de fond contenues dans le projet (30 novembre 1966) — (pp. 126-129)

BOSCARY-MONSSERVIN, Roland

Débats

— Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. aux régions sinistrées d'Italie :

— rapport (doc. 150) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— formule, en qualité de président de la commission de l'agriculture, un certain nombre d'observations essentielles sur les propositions de la Commission de la C.E.E. ; souhaite que celles-ci remportent l'unanimité au sein du Parlement (1^{er} décembre 1966) — (pp. 178-179)

— Marchés mondiaux des produits agricoles :

— rapport (doc. 136) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— déclare, à titre personnel, qu'il votera la proposition de résolution ; est d'avis qu'elle pourra opportunément guider et éclairer les négociateurs à Genève ; met l'accent sur certaines préoccupations que suscite la mise en place de la politique agricole commune ; invite le Conseil et la Commission à aller de l'avant et à prendre les décisions les meilleures tout en veillant à ce que les accords de Genève ne portent, en aucun cas, préjudice au revenu des agriculteurs (1^{er} décembre 1966) — (pp. 201-203)

BREYNE, Gustaaf

Débats

— Politique monétaire :

— rapport (doc. 138) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— présente l'amendement n° 1 (30 novembre 1966) — (p. 172)

— Marchés mondiaux des produits agricoles :

— rapport (doc. 136) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— indique qu'un certain nombre de membres du groupe socialiste ne votera pas contre la proposition de résolution (1^{er} décembre 1966) — (p. 203)

BRIOT, Louis

Débats

— Association C.E.E.-Nigeria :

— rapport (doc. 134) et proposition de résolution de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement :

— présente l'avis de la commission du commerce extérieur (29 novembre 1966) — (pp. 101-102)

— Marchés mondiaux des produits agricoles :

— rapport (doc. 136) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— souligne, au nom du groupe de l'U.D.E., la nécessité pour le Parlement de faire connaître son point de vue sur les négociations en cours à Genève ; donne quelques précisions sur la position de son groupe à l'égard de ces négociations ; félicite M. Mansholt de sa compréhension des problèmes et de l'imagination dont il fait preuve pour leur trouver une solution ; met l'accent sur quelques passages de la proposition de résolution qui reflète l'opinion des membres de la commission de l'agriculture et emporte l'adhésion de son groupe (1^{er} décembre 1966) — (pp. 192-194)

BURGER, J.A.W.

Débats

— Echange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :

— émet quelques réserves au sujet de la partie de l'exposé de M. Luns relative au processus de développement de l'union économique ; prie le président en exercice des Conseils de donner quelques éclaircissements au sujet de la fusion des exécutifs et, en particulier, sur la composition de la nouvelle Commission exécutive et sur la répartition des tâches au sein de celle-ci (28 novembre 1966) — (pp. 34-36)

CAMPEN, Ph. C.M. van

Débats

— Politique économique à moyen terme :

— rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— prend position, au nom du groupe démocrate-chrétien, sur le projet de programmation de la Commission de la C.E.E. relatif à la politique économique à moyen terme (30 novembre 1966) — (pp. 115-118)

CARCASSONNE, Roger

Débats

— Demande de suspension de séance :

— intervient (29 novembre 1966) — (p. 98)

— Association C.E.E.-Nigeria :

— rapport (doc. 134) et proposition de résolution de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement :

— approuve, au nom du groupe socialiste, les grandes lignes du rapport de M. Moro, tout en considérant comme très importantes les réserves formulées par celui-ci en ce qui concerne le problème de la procédure et des institutions ainsi que certains aspects sociaux ;

invite M. Rey à renouveler les assurances données en commission relatives à l'harmonisation des traités de Lagos et de Yaoundé ; déclare que son groupe marquera son accord à la conclusion de l'accord d'association et votera la proposition de résolution annexée au rapport de M. Moro (29 novembre 1966) — (p. 103)

CARRELLI, Antonio, vice-président de la Commission de la C.E.E.A.

Débats

— Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :

— traite des perspectives d'avenir de la C.E.E.A. ; évoque les problèmes de l'intervention massive des pouvoirs publics dans le domaine de la recherche et de la technologie et des liens multiples liant le domaine nucléaire aux autres secteurs technologiques d'avant-garde ; prend position sur les idées développées par divers orateurs et sur les grands principes exposés par M. Marjolin (28 novembre 1966) — (pp. 26-30)

CHARPENTIER, René

Documentation

— Rapport (doc. 132) et proposition de résolution au nom de la commission des budgets et de l'administration sur le projet de budget de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1967 (doc. 124) (28 novembre 1966) — (p. 5)

Débats

— Budget de la C.E.E. pour 1967 :

— rapport (doc. 132) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :

— présente son rapport (29 novembre 1966) — (pp. 65-70)

— remercie, en tant que rapporteur, les divers orateurs de leurs observations ; prie le Parlement de voter les amendements déposés par la commission des budgets et de l'administration (29 novembre 1966) — (p. 80)

— donne quelques précisions concernant les modifications proposées par la commission des budgets et de l'administration (29 novembre 1966) — (p. 81, 81, 81, 81)

COPPÉ, Albert, vice-président de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

Débats

— Politique économique à moyen terme :

— rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— précise que la Haute Autorité de la C.E.C.A. a participé aux travaux

du comité politique à moyen terme et qu'elle ne voit que des avantages à ce que les secteurs charbonnier et sidérurgique soient traités dans le programme de politique à moyen terme (30 novembre 1966) — (p. 129)

DARRAS, Henri

Débats

— Situation sociale dans la C.E.E. :

— rapport (doc. 130) et proposition de résolution de la commission sociale :

— formule, au nom du groupe socialiste, plusieurs observations sur le problème général de l'évolution de la situation sociale en 1965 ; exprime l'avis que les traités permettent la mise en œuvre d'une politique sociale réaliste et invite la Commission de la C.E.E. à accentuer le caractère social de ses travaux ; émet quelques réserves sur les paragraphes 2, 28 et 48 du rapport relatifs aux revenus nominaux des travailleurs et aux marges de manœuvre des budgets publics ; prie M. Levi Sandri de fournir quelques précisions sur le Comité consultatif paritaire chargé des problèmes sociaux dans les transports routiers ; déclare que le groupe votera la proposition de résolution annexée au rapport (1^{er} décembre 1966) — (pp. 214-217)

DE BLOCK, L., président en exercice des Conseils de la C.E.E. et de la C.E.E.A.

Débats

— Résolution relative à la catastrophe en Italie :

— proposition de résolution (doc. 131) :

— remercie la Commission de la C.E.E. des initiatives rapides et efficaces proposées par elle en vue d'apporter une aide réelle aux populations italiennes ; espère, au nom du Conseil, que ses propositions pourront être élaborées dans les plus brefs délais et que la réparation des dommages, tant sur le plan humain que matériel, pourra être entreprise sans retard (29 novembre 1966) — (p. 60)

— Budget de la C.E.E. pour 1967 :

— rapport (doc. 132) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :

— présente au Parlement les projets de budget des Communautés européennes ; exprime les regrets du Conseil de n'avoir pu se prononcer sur le projet de budget de recherches et d'investissement faute d'accord sur les propositions d'adaptation du deuxième programme présenté par la Commission de l'Euratom ; met l'accent sur quatre points précis susceptibles de créer certaines inquiétudes au sein du Parlement, à savoir : les promotions dans les services du Parlement, les crédits rela-

tifs aux affaires sociales, les effectifs de la Commission de la C.E.E. et le Fonds agricole (29 novembre 1966) — (pp. 62-65)

— répond aux doléances de MM. Charpentier, Dehousse et Troclet concernant le retard enregistré dans le domaine social ; précise la position du Conseil au sujet des problèmes des effectifs, du contrôle parlementaire des dépenses, des ressources propres de la Communauté et de la fusion des exécutifs (29 novembre 1966) — (pp. 78-80)

— Budget du Parlement européen pour 1967 :

— *rapport (doc. 135) et propositions de résolution de la commission des budgets et de l'administration :*

— remercie M. Battaglia de ses explications concernant le chapitre XVIII du projet de budget du Parlement ; donne quelques précisions sur les motifs qui ont amené le Conseil à ne pas approuver les promotions proposées ; indique qu'il informera le Conseil des arguments invoqués par M. Battaglia (29 novembre 1966) — (p. 85)

— Budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour 1967 :

— *rapports (doc. 133 et 135) et propositions de résolution de la commission des budgets et de l'administration et amendement :*

— répond, au nom du Conseil, aux observations émises au cours du débat budgétaire (29 novembre 1966) — (pp. 91-92)

— Association C.E.E.-Nigeria :

— *rapport (doc. 134) et proposition de résolution de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement :*

— déclare que la convention réglant les relations entre le Nigeria et les Six servira de modèle à d'autres accords ultérieurs ; répond aux critiques formulées au cours du débat sur la façon dont l'association a été réalisée, sur la date à laquelle le Parlement a été informé et sur la participation des États membres à la convention (29 novembre 1966) — (pp. 106-107)

DE CLERCQ, Paul

Débats

— Politique économique à moyen terme :

— *rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :*

— félicite tout particulièrement M^{me} Elsner pour son remarquable rapport ; met l'accent sur le point 5 du chapitre IV de ce rapport relatif à la politique régionale ; rappelle l'insuffisance de certains éléments d'infrastructure dont les régions, tributaires les unes des autres à cause du progrès économique et industriel, ont un besoin urgent (30 novembre 1966) — (p. 146)

DEHOUSSE, Fernand

Débats

— Budget de la C.E.E. pour 1967 :

— *rapport (doc. 132) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :*

— s'associe à l'observation du président du Parlement concernant l'impossibilité d'appliquer la procédure retenue pour le vote des budgets ; met l'accent, au nom du groupe socialiste, sur quelques points du budget de la C.E.E. relatifs à l'augmentation des crédits affectés au F.E.O.G.A. et à la suppression des crédits sociaux ; déplore l'absence de progrès réalisés dans le domaine de la fusion des exécutifs ; s'élève contre les réductions des demandes de personnel de la Commission de la C.E.E., opérées par le Conseil ; formule quelques remarques générales sur les problèmes sociaux ; déclare que le groupe socialiste votera, en dépit de nombreuses réserves, le budget et les modifications suggérées par la commission des budgets et de l'administration (29 novembre 1966) — (pp. 70, 70, 70-72, 72)

— Ordre des travaux :

— intervient (29 novembre 1966) — (pp. 85-86, 86)

— Association C.E.E.-Nigeria :

— *rapport (doc. 134) et proposition de résolution de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement :*

— formule, au nom du groupe socialiste, un certain nombre d'observations, d'ordre juridique, sur la procédure de conclusion des accords d'association, sur la portée de l'article 238 du traité prévoyant la consultation du Parlement européen et sur l'opportunité d'une telle consultation ; déclare que, malgré ces réserves, le groupe socialiste votera en faveur de l'accord d'association (29 novembre 1966) — (pp. 103-106)

— Association C.E.E.-Tunisie :

— *question orale n° 5 sans débat de M. Dehousse :*

— pose sa question orale à la Commission de la C.E.E. (30 novembre 1966) — (pp. 158-159)

— remercie M. Rey des précisions qu'il a données ; formule quelques remarques complémentaires sur les explications données par celui-ci pour justifier la lenteur des négociations (30 novembre 1966) — (pp. 160-161, 161, 161)

— intervient (30 novembre 1966) — (p. 161)

DEL BO, Dino, président de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

Débats

— Situation charbonnière et sidérurgique :

— fait, au nom de la Haute Autorité de la C.E.C.A., une déclaration sur

l'état des questions charbonnières et sidérurgiques après la session du Conseil spécial de ministres du 22 novembre 1966 (29 novembre 1966) — (pp. 51-55)

DE WINTER, Émile, Pierre

Débats

— Politique économique à moyen terme :

— rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— fait une proposition transactionnelle tendant à modifier l'amendement n° 1 et à le rendre plus compréhensible à tous (30 novembre 1966) — (p. 155)

— Politique monétaire :

— rapport (doc. 138) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— approuve, au nom du groupe démocrate-chrétien, le rapport présenté par M. Dichgans et la proposition de résolution qui lui fait suite ; émet quelques considérations sur les passages du rapport relatifs à la réalisation d'un embryon d'unité monétaire européenne (30 novembre 1966) — (p. 168)

DICHGANS, Hans

Documentation

— Rapport (doc. 138) et proposition de résolution au nom de la commission économique et financière sur l'activité future de la Communauté dans le domaine de la politique monétaire et la création d'une union monétaire européenne (28 novembre 1966) — (p. 6)

Débats

— Politique économique à moyen terme :

— rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— émet quelques réserves à l'égard de certaines déclarations de M^{lle} Lulling et de M. Oele relatives à la politique salariale ; répond à deux critiques lancées contre le gouvernement fédéral par M. Oele et par M^{me} Elsner (30 novembre 1966) — (pp. 146-147)

— souhaite que le Parlement se prononce sur le texte présenté et adopté par la commission économique et financière et que l'amendement de M. Armengaud ne soit pas retenu (30 novembre 1966) — (p. 155)

— Politique monétaire :

— rapport (doc. 138) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— présente son rapport (30 novembre 1966) — (pp. 164-168)

— propose que le texte du paragraphe 4 de la proposition de résolution, laborieusement mis au point par la commission économique et financière, soit maintenu (30 novembre 1966) — (p. 173)

DITTRICH, Stefan

Débats

— Directive concernant les agents conservateurs :

— rapport (doc. 149) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— précise la position de la commission de la protection sanitaire à l'égard des problèmes évoqués dans le rapport de M. Kriedemann ; émet le vœu que cette commission soit, à l'avenir, désignée comme compétente au fond pour ces problèmes (2 décembre 1966) — (p. 236)

— Directive concernant des problèmes de police sanitaire :

— rapport et rapport complémentaire (doc. 70 et 139) et proposition de résolution de la commission de la protection sanitaire :

— intervient en qualité de président de la commission de la protection sanitaire ; déclare que les problèmes traités à l'article 14 ont été très soigneusement étudiés par la commission et que celle-ci a adopté la proposition de résolution annexée au rapport de M. Hansen à l'unanimité (2 décembre 1966) — (pp. 244-245)

— déclare que les remarques de M. Mansholt le confirment dans sa conviction que des dispositions d'ordre sanitaire s'imposent ; invite le Parlement à adopter la proposition de résolution (2 décembre 1966) — (p. 246)

DROUOT L'HERMINE, Jean

Documentation

— Rapport (doc. 128) et proposition de résolution au nom de la commission des transports sur les propositions de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relatives à

- une directive concernant le rapprochement des législations relatives aux dispositifs indicateurs de direction des véhicules à moteurs (doc. 19)

- une directive concernant le rapprochement des législations relatives au freinage de certaines catégories de véhicules à moteur (doc. 39) (28 novembre 1966) — (p. 5)

DUPONT, Josephus

Documentation

— Rapport (doc. 137) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 126) concernant un règlement portant instauration d'un régime commun d'échange pour l'ovoalbumine et la lactoalbumine (28 novembre 1966) — (pp. 5-6)

Débats— **Règlement relatif aux échanges d'ovoalbumine et de lactoalbumine :**

— rapport (doc. 137) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— présente son rapport (2 décembre 1966) — (pp. 233-234)

ELSNER, M^{me} IlseDocumentation— **Rapport (doc. 129) et proposition de résolution au nom de la commission économique et financière sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 68) relative au projet de programme de politique économique à moyen terme (1966-1970) (28 novembre 1966) — (p. 5)**Débats— **Politique économique à moyen terme :**

— rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— présente son rapport (30 novembre 1966) — (pp. 110-115)

— donne quelques indications, en tant que rapporteur, sur certains points soulevés au cours du débat par MM. Margulies, Marjolin, Coppé et Armengaud ; remercie tous ceux qui ont manifesté leur intérêt à la programmation et qui ont contribué au débat (30 novembre 1966) — (pp. 153-154)

— s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Armengaud ; accepte la proposition de modification du paragraphe 8 de la proposition de résolution proposée par M. van Campen (30 novembre 1966) — (pp. 155-156)

— rappelle que la proposition de modification de M. van Campen vise à modifier le paragraphe 8 du texte initial de la proposition de résolution (30 novembre 1966) — (p. 156)

— **Politique monétaire :**

— rapport (doc. 138) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— souscrit pleinement, au nom du groupe socialiste, au rapport de M. Dichgans ; formule quelques remarques complémentaires sur divers aspects de la politique monétaire, à savoir : les subventions à taux d'intérêt, l'union monétaire, le marché des capitaux communs, les importations de capitaux et le cours des titres (30 novembre 1966) — (pp. 169-170)

— prend position, au nom du groupe socialiste, sur l'amendement n° 1 (30 novembre 1966) — (p. 173)

ESTÈVE, YvesDébats— **Résolution relative à la catastrophe en Italie :**

— proposition de résolution (doc. 131) :

— s'associe, au nom du groupe U.D.E., à la proposition de résolution soumise au vote du Parlement ; souhaite que les institutions européennes envisagent d'apporter l'aide la plus substantielle et la plus large possible à la réparation des dommages ; prie la Commission de la C.E.E. d'accueillir favorablement toute demande émanant de comités de sinistrés de la région française d'Ille-et-Vilaine où des dégâts énormes ont été constatés à la suite d'une crue subite et imprévue de la Vilaine (29 novembre 1966) — (p. 61)

GERLACH, Horst, BrunoDébats— **Politique économique à moyen terme :**

— rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— souligne le caractère provisoire du programme élaboré par la Commission de la C.E.E. et des rapports qui en traitent ; évoque les nombreux aspects des problèmes du travail et de l'emploi et décrit la situation du marché du travail dans les six pays de la Communauté ; souhaite qu'un bilan intermédiaire soit établi à l'expiration de la moitié du temps sur lequel porte le programme afin de faire apparaître dans quelle mesure les perspectives se sont confirmées (30 novembre 1966) — (pp. 141-143)

GOES van NATERS, Jonkheer M. van der, vice-président du Parlement européenDébats

— préside au cours de la séance du 28 novembre 1966

— **Budget de la C.E.E. pour 1967 :**

— rapport (doc. 132) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :

— intervient (29 novembre 1966) — (p. 70)

HALLSTEIN, Walter, président de la Commission de la C.E.E.Débats— **Solidarité du Parlement européen avec les victimes des inondations en Italie :**

— donne quelques précisions sur les mesures proposées par la Commission de la C.E.E. dans le cadre de ses compétences, en vue d'apporter une aide efficace au peuple italien (28 novembre 1966) — (p. 3)

— **Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :**

— intervient au nom de la Commission de la C.E.E. ; donne quelques indications au Parlement sur le programme d'action de la Commission pour

le proche avenir ; communique l'ordre de priorité des problèmes sur lesquels la Commission se propose de faire porter ses efforts (28 novembre 1966) — (pp. 23-26)

— **Résolution relative à la catastrophe en Italie :**

— *proposition de résolution (doc. 131) :*

— déclare que la Commission de la C.E.E. entend user de son pouvoir d'initiative pour présenter toutes les propositions en vue de remédier aux conséquences des inondations en Italie et de faciliter une reprise normale de l'activité économique dans les régions sinistrées (29 novembre 1966) — (pp. 58-59)

HANSEN, Frankie, Léopold

Documentation

— **Rapport complémentaire (doc. 139) et proposition de résolution de la commission de la protection sanitaire sur les propositions de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 32) relatives à**

- une directive concernant des problèmes sanitaires et de police sanitaire lors de l'importation d'animaux des espèces bovine et porcine et des viandes fraîches en provenance des pays tiers
- une décision instituant un comité vétérinaire (28 novembre 1966) — (p. 6)

Débats

— **Directive concernant des problèmes de police sanitaire :**

— *rapport et rapport complémentaire (doc. 70 et 139) et proposition de résolution de la commission de la protection sanitaire :*

— présente son rapport (2 décembre 1966) — (pp. 243-244)

— répond brièvement à la question que lui a posée M. Kriedemann ; invite le Parlement à faire son choix entre le point de vue économique et le point de vue sanitaire et à passer au vote de la proposition de résolution (2 décembre 1966) — (p. 245)

ILLERHAUS, Joseph

Débats

— **Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :**

— remercie vivement M. le Président du Conseil de son exposé ; formule deux remarques fondamentales sur le sens et la portée du colloque en cours ; met l'accent, au nom du groupe démocrate-chrétien, sur divers aspects de la politique économique, de la politique agricole, de la politique monétaire, des transports, de la politique sociale, de la politique énergétique et de la politique commerciale ; insiste auprès des gouvernements pour qu'ils fassent preuve de volonté politique en vue de parvenir à l'union économique le plus rapidement possible (28 novembre 1966) — (pp. 12-15)

KRIEDEMANN, Herbert

Documentation

— **Rapport (doc. 149) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 143) relative à une directive modifiant la directive du Conseil du 5 novembre 1965 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (30 novembre 1966) — (p. 175)**

Débats

— **Directive concernant les agents conservateurs :**

— *rapport (doc. 149) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*

— présente son rapport (2 décembre 1966) — (p. 235)

— **Directive concernant des problèmes de police sanitaire :**

— *rapport et rapport complémentaire (doc. 70 et 139) et proposition de résolution de la commission de la protection sanitaire :*

— prie M. Hansen, rapporteur de la commission de la protection sanitaire, et M. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E., d'indiquer si les dispositions nationales en vigueur dans les États membres seront maintenues jusqu'au moment où un règlement communautaire sera arrêté sur la base d'études scientifiques (2 décembre 1966) — (p. 245)

— prend position sur les conceptions qui se sont exprimées et sur les divergences qui se sont manifestées au cours du débat ; met l'accent sur la gravité et sur l'importance du problème et déclare qu'il ne votera pas les amendements proposés par la commission (2 décembre 1966) — (p. 246)

LAPIE, Pierre-Olivier, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

Débats

— **Solidarité du Parlement européen avec les victimes des inondations en Italie :**

— donne quelques précisions sur les travaux entrepris par la Haute Autorité de la C.E.C.A. en vue d'examiner sous quelle forme celle-ci pourrait, dans les limites de ses compétences, témoigner sa solidarité à l'Italie (28 novembre 1966) — (p. 3)

LAUDRIN, Hervé

Débats

— **Situation sociale dans la C.E.E. :**

— *rapport (doc. 130) et proposition de résolution de la commission sociale :*

— exprime, au nom du groupe U.D.E., un avis plus nuancé que celui

du rapporteur sur l'ensemble des réalisations sociales dans la Communauté ; définit les limites des compétences et des responsabilités attribuées à la Commission de la C.E.E. dans le domaine social ; souligne le rôle d'incitation joué par l'exécutif dans divers secteurs et met l'accent sur les études effectuées en application de l'article 118 du traité ; est d'avis que le constat de carence dressé par le rapporteur en ce qui concerne les dossiers en instance devant le Conseil est excessif ; déclare que son groupe ne peut se rallier à la proposition de résolution et s'abstiendra dans le vote (1^{er} décembre 1966) — (pp. 211-214)

LEEMANS, Victor

Documentation

- **Rapport (doc. 147) et proposition de résolution au nom de la commission des budgets et de l'administration sur le projet de budget supplémentaire de fonctionnement de la Communauté européenne de l'énergie atomique et sur le projet de budget supplémentaire de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1966 (doc. 146) (29 novembre 1966) — (p. 51)**

LEFEBVRE, René, Léopold, Henri

Nomination

- **Membre de la commission de l'agriculture (29 novembre 1966) — (p. 51)**

Débats

- **Marchés mondiaux des produits agricoles :**
 - *rapport (doc. 136) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*
 - déclare que le groupe des libéraux et apparentés votera le rapport et la proposition de résolution de M. Lückner ; est d'avis que le prix de référence mentionné dans la proposition de résolution ne devrait pas être fixé pour une longue période ; présente quelques brèves observations sur l'évolution du revenu des agriculteurs et sur les répercussions des accords commerciaux sur leur avenir (1^{er} décembre 1966) — (p. 191)

LEVI SANDRI, Lionello, vice-président de la Commission de la C.E.E.

Débats

- **Budget de la C.E.E. pour 1967 :**
 - *rapport (doc. 132) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :*
 - souligne quelques points du budget auxquels la Commission de la C.E.E. attribue une importance particulière ;

démontre le bien-fondé des requêtes présentées par la Commission en matière de personnel et rappelle la déclaration du président Hallstein selon laquelle les réductions draconiennes apportées par le Conseil à ces requêtes risquent de compromettre l'exécution intégrale, dans les délais impartis, des tâches qui incombent à la Commission ; répond aux observations de M. Troclet relatives aux problèmes sociaux ; donne quelques précisions sur les opérations de change prévues au poste du budget relatif au F.E.O.G.A. (29 novembre 1966) — (pp. 74-76)

— Politique économique à moyen terme :

- *rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :*

— renonce à prendre la parole sur les aspects sociaux du programme de politique économique à moyen terme et se propose d'exposer ses idées au cours de la séance du lendemain lors de la discussion du rapport de M. Müller consacré à la situation sociale dans la Communauté (30 novembre 1966) — (p. 152)

— Situation sociale dans la C.E.E. :

- *rapport (doc. 130) et proposition de résolution de la commission sociale :*

— se félicite de l'intérêt montré par le Parlement européen pour les problèmes sociaux au cours de la présente session ; répond aux orateurs qui sont intervenus sur les problèmes de formation professionnelle, sur les aspects sociaux du programme économique à moyen terme, sur la réforme du Fonds social, sur la politique des revenus, sur le tourisme social, sur les régimes de sécurité sociale et sur le Comité paritaire pour les transports routiers ; donne quelques précisions sur l'activité future de la Commission de la C.E.E. dans le domaine social (1^{er} décembre 1966) — (pp. 221-225)

LÜCKER, Hans-August

Documentation

- **Rapport (doc. 136) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur les problèmes relatifs à une organisation des marchés mondiaux des produits agricoles, en particulier des céréales (28 novembre 1966) — (p. 5)**

Débats

- **Résolution relative à la catastrophe en Italie :**
 - *proposition de résolution (doc. 131) :*

— se réjouit, au nom du groupe démocrate-chrétien, de ce que des manifestations de solidarité européenne se sont fait jour spontanément au sein du Parlement aussitôt après la catastrophe ; approuve la proposition de résolution et déclare que son groupe sou-

haite, tout comme les autres fractions politiques, que toute l'aide matérielle soit apportée aux populations sinistrées (29 novembre 1966) — (pp. 57-58)

— **Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. aux régions sinistrées d'Italie :**

— *rapport (doc. 150) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*

— se félicite, au nom du groupe démocrate-chrétien, de la rapidité avec laquelle le Parlement a été saisi de propositions tendant à porter secours aux sinistrés d'Italie ; formule quelques remarques sur le règlement et exprime l'avis que celui-ci doit être considéré uniquement comme un premier pas et devra être complété lors de l'élaboration par la Commission de la C.E.E. et par le gouvernement italien d'un rapport sur l'ampleur des dommages subis (1^{er} décembre 1966) — (pp. 180-181)

— **Marchés mondiaux des produits agricoles :**

— *rapport (doc. 136) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*

— présente son rapport (1^{er} décembre 1966) — (pp. 184-188)

— remercie, en tant que rapporteur, les orateurs qui sont intervenus dans le débat ; répond à deux remarques d'ordre pratique formulées par MM. Vredeling et Boscarey-Monsservin (1^{er} décembre 1966) — (p. 204)

— **Ordre des travaux :**

— intervient (1^{er} décembre 1966) — (p. 221)

— **Recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce :**

— *rapport (doc. 142) et proposition de résolution de la commission des associations :*

— approuve le rapport et la proposition de résolution au nom du groupe démocrate-chrétien ; formule quelques brèves observations sur le fonctionnement des institutions de l'association, sur l'harmonisation des politiques agricoles de la Communauté et de la Grèce et sur les problèmes de la modernisation de l'ensemble de l'économie hellénique (2 décembre 1966) — (pp. 238-239)

LULLING, M^{lle} Astrid

Débats

— **Politique économique à moyen terme :**

— *rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :*

— s'associe aux éloges adressés à M^{me} Elsner pour son excellent rapport et y souscrit pleinement ; intervient, au nom du groupe socialiste, dans le but de souligner quelques aspects des problèmes que pose la politique des revenus (30 novembre 1966) — (pp. 133-135)

LUNS, J.M.A.H., président en exercice des Conseils de la C.E.E. et de la C.E.E.A.

Débats

— **Solidarité du Parlement européen avec les victimes des inondations en Italie :**

— s'associe, au nom du Conseil, aux émouvantes paroles prononcées et aux sentiments exprimés par le président du Parlement ; déplore les pertes subies en vies humaines ainsi que les dégâts causés sur les plans culturel, artistique et économique ; déclare que le Conseil examinera d'urgence les mesures les plus appropriées susceptibles d'apporter aux populations italiennes une aide effective et rapide (28 novembre 1966) — (pp. 2-3)

— **Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :**

— fait un exposé, au nom du Conseil, sur le thème « Bilan et perspectives de la Communauté en vue de l'achèvement de l'union économique » (28 novembre 1966) — (pp. 8-12)

— répond en tant que président des Conseils aux nombreuses critiques émises au cours du colloque par les divers orateurs et répond aux questions concrètes qui lui ont été posées (28 novembre 1966) — (pp. 41-46)

MALÈNE, Christian de la

Débats

— **Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :**

— se félicite, au nom du groupe U.D.E., de l'accord intervenu le 11 mai 1966 et estime que cet accord marque un succès dans le domaine agricole et pour l'ensemble de la Communauté ; met l'accent sur les efforts à accomplir pour assurer un développement équilibré à la Communauté ; formule quelques observations sur les problèmes de l'union politique de l'Europe et de l'adhésion de la Grande-Bretagne (28 novembre 1966) — (pp. 21-23)

MANSHOLT, S.L., vice-président de la Commission de la C.E.E.

Débats

— **Budget de la C.E.E. pour 1967 :**

— *rapport (doc. 132) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :*

— intervient, au nom de la Commission de la C.E.E., dans le but d'apporter quelques précisions concernant les problèmes du F.E.O.G.A. et des effectifs mis à la disposition du secteur agricole ; souligne les conséquences de la carence dont souffre la Commission en ce qui concerne les effectifs de ce secteur (29 novembre 1966) — (pp. 76-78)

— **Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. aux régions sinistrées d'Italie :**

— *rapport (doc. 150) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*

— remercie le Parlement d'avoir accepté de donner son avis sur le règlement proposé par la Commission de la C.E.E. aussi rapidement ; approuve les déclarations du président de la commission de l'agriculture, du rapporteur et du porte-parole du groupe démocrate-chrétien (1^{er} décembre 1966) — (p. 181)

— **Marchés mondiaux des produits agricoles :**

— *rapport (doc. 136) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*

— remercie la commission de l'agriculture et son rapporteur, M. Lückner, et se rallie entièrement aux déclarations de ce dernier ; s'élève contre certaines affirmations selon lesquelles la Communauté pratique une politique protectionniste dans le secteur de l'agriculture ; évoque le problème mondial de l'aide alimentaire aux pays insuffisamment développés qui souffrent de la faim ; répond aux interventions de MM. Vredeling, Lefebvre et Briot ; donne quelques précisions complémentaires sur les propositions présentées par la Commission de la C.E.E. et prie le groupe socialiste d'indiquer les raisons de son opposition à la proposition de résolution de la commission de l'agriculture (1^{er} décembre 1966) — (pp. 198-200)

— donne quelques précisions complémentaires sur les négociations en cours en réponse aux observations de MM. Lefebvre, Boscarey-Monsservin et Vredeling (1^{er} décembre 1966) — (pp. 203-204)

— **Règlement dérogeant à certaines dispositions concernant le concours du F.E.O.G.A. :**

— *rapport (doc. 148) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*

— répond, au nom de la Commission de la C.E.E., aux observations contenues dans le rapport de M. Vredeling et répond aux questions posées par celui-ci sur la politique des structures et sur l'application des programmes communautaires en 1968 ; approuve la suggestion de M. Vredeling tendant à soumettre à l'examen du Parlement l'emploi des fonds de la section orientation du F.E.O.G.A. (2 décembre 1966) — (p. 231)

— **Recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce :**

— *rapport (doc. 142) et proposition de résolution de la commission des associations :*

— formule quelques remarques sur la question extrêmement importante de l'harmonisation de la politique agricole de la Grèce et de la Communauté (2 décembre 1966) — (p. 241)

— **Directive concernant des problèmes de police sanitaire :**

— *rapport et rapport complémentaire (doc. 70 et 139) et proposition de résolution de la commission de la protection sanitaire :*

— regrette que la commission de la protection sanitaire n'ait pu adopter les articles 14 et 25 tels qu'ils avaient été rédigés par la Commission de la C.E.E. ; expose les raisons pour lesquelles celle-ci n'envisage pas de modifier son texte ni de reprendre les amendements à son compte (2 décembre 1966) — (p. 244)

— répond à une remarque de M. Hansen, rapporteur, selon laquelle la Commission de la C.E.E. entendait donner primauté aux dispositions d'ordre économique sur les dispositions sanitaires ; déclare que le problème se ramène essentiellement à une question de procédure (2 décembre 1966) — (pp. 245-246)

MARGULIES, Robert, membre de la Commission de la C.E.E.A.

Débats

— **Solidarité du Parlement européen avec les victimes des inondations en Italie :**

— s'associe aux paroles empreintes de tristesse et de compassion prononcées par le président du Parlement et par ses collègues ; donne quelques indications sur l'aide fournie par les équipes techniques et par le service médical d'Ispira et déclare que les moyens mis en œuvre seront maintenus aussi longtemps qu'il sera nécessaire (28 novembre 1966) — (p. 3)

— **Résolution relative à la catastrophe en Italie :**

— *proposition de résolution (doc. 131) :*

— approuve, au nom de la Commission de l'Euratom, la proposition de résolution en discussion ; expose, en détail, l'action déployée par la Commission en faveur des régions sinistrées (29 novembre 1966) — (pp. 59-60)

— **Budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour 1967 :**

— *rapports (doc. 133 et 135) et propositions de résolution de la commission des budgets et de l'administration et amendement :*

— souligne l'intérêt du budget de fonctionnement et déclare que la Commission de l'Euratom s'efforcera de tenir compte lors de l'élaboration du prochain budget des critiques émises au cours du débat ; donne quelques précisions sur les chapitres du rapport de M. Merten relatifs au problème des effectifs et aux crédits affectés aux publications et aux dépenses de vulgarisation ; prend position sur le point 2 de la proposition de résolution traitant du budget de recherches et d'investissement ainsi que sur l'amendement n° 1 de MM. Thorn et Vals (29 novembre 1966) — (pp. 89-91)

— **Politique économique à moyen terme :**

— *rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :*

— intervient au nom de la Commission de la C.E.E.A. afin d'exposer le

point de vue de celle-ci sur les déclarations de M. Oele ; présente une suggestion tendant à modifier le paragraphe 14 de la proposition de résolution (30 novembre 1966) — (pp. 152-153)

MARJOLIN, Robert, vice-président de la Commission de la C.E.E.

Débats

— Politique économique à moyen terme :

- rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— remercie chaleureusement M^{me} Elsner, au nom de la Commission de la C.E.E., pour le rapport lucide, à la fois critique et constructif, qu'elle a présenté ; donne quelques précisions sur les points les plus importants du rapport et répond aux orateurs qui sont intervenus dans le débat ; se félicite de l'accord quasi total existant entre le Parlement et la Commission sur la solution à donner aux problèmes que pose la coordination des politiques économiques (30 novembre 1966) — (pp. 147-152)

— Politique monétaire :

- rapport (doc. 138) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— félicite M. Dichgans, au nom de la Commission de la C.E.E., pour l'excellent rapport qu'il a présenté ; formule quelques remarques sur les problèmes de l'union monétaire, du marché des capitaux et des investissements américains dans la Communauté ; traite de la situation monétaire internationale (30 novembre 1966) — (pp. 170-172)

MARTINO, Edoardo

Débats

— Résolution relative à la catastrophe en Italie :

- proposition de résolution (doc. 131) :

— s'associe aux paroles prononcées par le président pour exprimer la solidarité du Parlement envers les victimes des inondations en Italie ; exprime un avis favorable à l'adoption de la proposition de résolution soumise au vote du Parlement (29 novembre 1966) — (pp. 60-61)

— Association C.E.E.-Nigeria :

- rapport (doc. 134) et proposition de résolution de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement :

— traite, en qualité de président de la commission politique, du problème de la procédure de consultation du Parlement en ce qui concerne la conclusion d'accords d'association ; soumet à l'examen du président du Conseil une proposition de procédure tendant à permettre au Parlement d'exprimer un avis réellement utile (30 novembre 1966) — (pp. 161-163)

MERCHIER, Laurent

Débats

— Situation sociale dans la C.E.E. :

- rapport (doc. 130) et proposition de résolution de la commission sociale :

— met l'accent, au nom du groupe des libéraux, sur quelques points importants du rapport de M. Müller consacrés aux problèmes de formation professionnelle, de l'organisation des loisirs, de l'augmentation du coût de la sécurité sociale et du vieillissement des populations ; déplore, à son tour, l'insuffisance de l'harmonisation des régimes sociaux ; approuve, au nom de son groupe, la proposition de résolution annexée au rapport (1^{er} décembre 1966) — (pp. 217-219)

— Recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce :

- rapport (doc. 142) et proposition de résolution de la commission des associations :

— déclare que le groupe des libéraux et apparentés votera la proposition de résolution annexée au rapport de M. Scarascia Mugnozza (2 décembre 1966) — (p. 242)

MERTEN, Hans

Documentation

- Rapport (doc. 133) et proposition de résolution au nom de la commission des budgets et de l'administration sur le projet de budget de fonctionnement de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1967 (doc. 125) et sur certaines autres questions budgétaires de cette Communauté (28 novembre 1966) — (p. 5)

MICARA, Pietro

Nomination

- Membre de la commission politique (29 novembre 1966) — (p. 51)

MORO, Gerolamo Lino

Documentation

- Rapport (doc. 134) et proposition de résolution au nom de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement sur l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la république du Nigeria et les documents annexes (doc. 113) (28 novembre 1966) — (p. 5)

Débats

— Association C.E.E.-Nigeria :

- rapport (doc. 134) et proposition de résolution de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement :

— présente son rapport (29 novembre 1966) — (pp. 98-101)

MÜLLER, JosefDocumentation

- **Rapport (doc. 130) et proposition de résolution au nom de la commission sociale sur l'exposé de la Commission de la Communauté économique européenne (doc. 66-III) sur l'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1965 (28 novembre 1966) — (p. 5)**

Débats— **Politique monétaire :**

- **rapport (doc. 138) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :**

— renonce à la parole (30 novembre 1966) — (p. 170)

— **Situation sociale dans la C.E.E. :**

- **rapport (doc. 130) et proposition de résolution de la commission sociale :**

— présente son rapport (1^{er} décembre 1966) — (pp. 206-208)

— remercie vivement, en tant que rapporteur, les parlementaires qui sont intervenus dans le débat ; se félicite des avis favorables émis par les représentants des trois grands groupes politiques du Parlement, assortis de réserves du même ordre que celles formulées au sein de la commission sociale ; s'élève contre les objections soulevées par M. Laudrin, au nom du groupe U.D.E., en séance plénière (1^{er} décembre 1966) — (pp. 225-226)

OELE, A.P.Documentation

- **Amendement n° 1 (au nom du groupe socialiste) à la proposition de résolution faisant suite au rapport de M. Dichgans (doc. 138) (30 novembre 1966) — (p. 172)**

Débats— **Politique économique à moyen terme :**

- **rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :**

— souligne les mérites de la programmation à moyen terme ; se rallie, au nom du groupe socialiste, au rapport présenté par M^{me} Elsner ; formule à son tour plusieurs remarques sur divers points du programme (30 novembre 1966) — (pp. 118-123)

OLIVA Giorgio, secrétaire d'État aux affaires étrangères de la République italienneDébats— **Solidarité du Parlement européen avec les victimes des inondations en Italie :**

— remercie le Parlement, au nom du gouvernement italien et en son nom personnel, des sentiments de solidarité exprimés publiquement aux populations

italiennes touchées par les récentes inondations ; donne quelques détails concernant l'ampleur des dégâts et espère que les mesures prises à l'échelle nationale et celles arrêtées par le Conseil favoriseront la reconstruction et la relance des régions éprouvées (28 novembre 1966) — (pp. 3-4)

— **Résolution relative à la catastrophe en Italie :**

— **proposition de résolution (doc. 131) :**

— prend acte avec émotion du vaste mouvement de solidarité de l'ensemble du Parlement à l'égard du peuple italien si durement éprouvé ; se félicite également des déclarations prononcées par les représentants des Conseils (29 novembre 1966) — (pp. 61-62)

PEDINI, MarioDébats— **Association C.E.E.-Nigeria :**

- **rapport (doc. 134) et proposition de résolution de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement :**

— intervient (29 novembre 1966) — (p. 106, 106)

— **Ordre des travaux :**

— intervient (29 novembre 1966) — (p. 107)

— **Politique économique à moyen terme :**

- **rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :**

— s'associe aux félicitations exprimées à la Commission de la C.E.E. pour ses prévisions de développement à moyen terme ainsi qu'aux éloges adressés à M^{me} Elsner pour son excellent rapport ; est d'avis que les prévisions contenues dans le projet acquerront une valeur plus grande lorsque des analyses détaillées pour les secteurs traditionnels qui se trouveraient en difficultés et pour les secteurs qui représentent les industries et les possibilités futures seront engagées ; prend position sur les problèmes que posent la politique des revenus, la formation professionnelle et la politique commerciale (30 novembre 1966) — (pp. 135-138)

PÊTRE, RenéDébats— **Situation sociale dans la C.E.E. :**

- **rapport (doc. 130) et proposition de résolution de la commission sociale :**

— félicite M. Müller, au nom du groupe démocrate-chrétien, pour la clarté et la concision de son rapport et la Commission de la C.E.E. pour son exposé sur l'évolution de la situation sociale ; constate, avec satisfaction, que l'expansion économique a eu d'heureuses répercussions dans le domaine de l'emploi ; signale certaines carences dans les secteurs de l'harmonisation sociale, du logement, de la politique sanitaire et de la réadaptation, et souhaite que l'exé-

cutif prene des initiatives dans ces divers domaines ; souligne la nécessité d'une participation plus effective des partenaires sociaux à l'établissement et à la réalisation de la politique économique et sociale à l'échelon européen ; formule plusieurs observations sur le tourisme social et culturel (1^{er} décembre 1966) — (pp. 208-211)

PLEVEN, René, président du groupe des libéraux et apparentés

Documentation

- Proposition de résolution (avec MM. Illerhaus et Lücker, au nom du groupe démocrate-chrétien, MM. Vals et van der Goes van Naters, au nom du groupe socialiste, M. Boscary-Monsservin, au nom du groupe des libéraux et apparentés, et MM. Vendroux et Terrenoire, au nom du groupe de l'U.D.E.) relative à la catastrophe qui a frappé plusieurs régions d'Italie (demande de discussion d'urgence) (28 novembre 1966) — (p. 4)

Débats

- Résolution relative à la catastrophe en Italie :
 - proposition de résolution (doc. 131) :
 - présente la proposition de résolution (29 novembre 1966) — (p. 56)

POHER, Alain, président du Parlement européen

Débats

- préside au cours des séances des 28, 29 et 30 novembre et 1^{er} décembre 1966
- préside la séance du 2 décembre 1966

Voir aussi : PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

LE PRÉSIDENT DES CONSEILS DE LA C.E.E. ET DE LA C.E.E.A.

Documentation

- Projet de budget (doc. 124) de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1967 établi par le Conseil (28 novembre 1966) — (p. 4)
- Projet de budget (doc. 125) de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour l'exercice 1967 établi par le Conseil (28 novembre 1966) — (p. 4)
- Proposition (doc. 126) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant un règlement portant instauration d'un régime commun d'échange pour l'ovoalbumine et la lactoalbumine (28 novembre 1966) — (p. 4)
- Proposition (doc. 127) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relative aux directives concernant
 - 1° la lutte contre la gale verruqueuse
 - 2° la lutte contre le nématode doré (28 novembre 1966) — (p. 5)

- Proposition (doc. 140) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relative à un règlement dérogeant à certaines dispositions du règlement n° 17/64/CEE concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, pour les années 1966 et 1967 (28 novembre 1966) — (p. 5)

- Proposition (doc. 141) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil concernant un règlement relatif à la contribution du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole à la réparation des dommages intervenus à la suite d'inondations catastrophiques dans certaines régions d'Italie durant l'automne 1966 (28 novembre 1966) — (p. 5)

- Proposition (doc. 143) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relative à une directive du Conseil du 5 novembre 1963 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les agents conservateurs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine (28 novembre 1966) — (p. 5)

- Proposition (doc. 144) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 14/64/CEE en ce qui concerne la détermination du prix à l'importation et le calcul du prélèvement pour les produits dérivés dans le secteur de la viande bovine (28 novembre 1966) — (p. 5)

- Proposition (doc. 145) de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil relative à une directive concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne (28 novembre 1966) — (p. 5)

- Projet de budget supplémentaire (doc. 146) de fonctionnement de la Communauté européenne de l'énergie atomique et projet de budget supplémentaire de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1966 (28 novembre 1966) — (p. 12)

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

Débats

- Solidarité du Parlement européen avec les victimes des inondations en Italie :

- dresse le bilan des dommages causés par les inondations qui ont frappé une grande partie du territoire italien ; exprime les sentiments de solidarité et de sympathie de tous les citoyens européens aux familles touchées par cette catastrophe et prie le Parlement d'observer une minute de silence à la mémoire des victimes (28 novembre 1966) — (p. 2)

- Communication concernant le projet de budget de recherches et d'investissement de la C.E.E.A. pour 1967 :

— donne lecture au Parlement d'une lettre datée du 18 novembre 1966, émanant du président du Conseil de la C.E.E.A. relative aux raisons pour lesquelles le projet de budget de recherches et d'investissement n'a pu encore être soumis au Parlement (28 novembre 1966) — (p. 6)

— **Renvoi en commission :**

— communique une décision du bureau élargi tendant à autoriser la commission de la protection sanitaire à faire rapport sur la prévention des accidents du travail (28 novembre 1966) — (p. 6)

— **Renvoi en commissions :**

— annonce le renvoi aux commissions compétentes de l'exposé de M. Del Bo relatif à la situation charbonnière et sidérurgique (29 novembre 1966) — (p. 55)

— **Renvoi en commissions :**

(M. Wohlfart - vice-président)

— annonce divers renvois en commissions autorisés par le bureau élargi (1^{er} décembre 1966) — (pp. 177-178)

REY, Jean, membre de la Commission de la C.E.E.

Débats

— **Association C.E.E.-Tunisie :**

— question orale n° 5 sans débat de M. Dehousse :

— répond à la question orale de M. Dehousse ; donne quelques précisions sur les difficultés rencontrées par la Commission de la C.E.E. au cours des négociations avec la Tunisie ; annonce qu'un accord unanime est intervenu sur tous les problèmes et que les propositions seront soumises au Conseil à bref délai (30 novembre 1966) — (pp. 159-160)

— s'élève contre certaines déclarations de M. Dehousse (30 novembre 1966) — (p. 161)

— **Association C.E.E.-Nigeria :**

— rapport (doc. 134) et proposition de résolution de la commission pour la coopération avec des pays en voie de développement :

— répond, au nom de la Commission de la C.E.E., aux remarques de MM. Dehousse et Martino relatives à la procédure de consultation du Parlement et à celle de M. Carcassonne relative à certaines différences entre les textes de la convention de Yaoundé et de l'accord de Lagos (30 novembre 1966) — (p. 163)

RIEDEL, Clemens

Débats

— **Politique économique à moyen terme :**

— rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— présente quelques remarques sur les problèmes des prestations de services industrielles et commerciales et des prestations de services publics (30 novembre 1966) — (pp. 138-139)

ROSSI, André

Démission

— **Membre de la commission de l'agriculture** (29 novembre 1966) — (p. 51)

RUTGERS, M^{lle} J.C.

Nomination

— **Membre de la commission juridique** (28 novembre 1966) — (p. 6)

Démission

— **Membre de la commission des budgets et de l'administration** (28 novembre 1966) — (p. 6)

SABATINI, Armando

Débats

— **Échange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs ;**

— invite les Conseils à faire preuve d'un esprit communautaire plus développé et à prendre des initiatives positives et constructives dans le domaine de l'intégration économique ; analyse les répercussions sociales de la politique menée par les institutions communautaires (28 novembre 1966) — (pp. 36-38)

— **Politique économique à moyen terme :**

— rapport (doc. 129) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— déclare que le programme de politique économique à moyen terme élaboré par la Commission de la C.E.E. constitue un élément positif fort important ; estime que la mise en œuvre d'un tel programme suppose le concours actif et la co-responsabilité des partenaires sociaux ; traite plus particulièrement de cet aspect des problèmes (30 novembre 1966) — (pp. 143-145)

— **Politique monétaire :**

— rapport (doc. 138) et proposition de résolution de la commission économique et financière et amendement :

— donne quelques précisions sur la portée de son vote favorable sur la proposition de résolution ; redoute que le paragraphe 4 de celle-ci consacré au problème de l'octroi de bonifications d'intérêts ne prête à une mauvaise interprétation (30 novembre 1966) — (p. 170)

— s'oppose à l'amendement n° 1 (30 novembre 1966) — (pp. 172-173)

— **Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. aux régions sinistrées d'Italie :**

— rapport (doc. 150) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— remercie le Parlement pour l'esprit de solidarité dont il a témoigné lors de l'examen des propositions tendant à porter secours aux populations sinistrées (1^{er} décembre 1966) — (p. 181)

— **Marchés mondiaux des produits agricoles :**

— *rapport (doc. 136) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :*

— approuve, au nom du groupe démocrate-chrétien, la ligne politique dont s'inspire le rapport de M. Lückner et félicite celui-ci du soin remarquable qu'il a apporté à l'étude des problèmes que soulèvent les négociations Kennedy, notamment dans le secteur agricole ; remercie également M. le vice-président Mansholt et les fonctionnaires de la direction de l'agriculture d'avoir donné les explications nécessaires sur l'esprit dans lequel ont été conçues les propositions ; met l'accent sur divers points de la proposition de résolution et formule des vœux fervents pour le succès et l'heureuse conclusion des négociations (1^{er} décembre 1966) — (pp. 194-195)

— **Situation sociale dans la C.E.E.**

— *rapport (doc. 130) et proposition de résolution de la commission sociale :*

— fait quelques brèves déclarations sur les différents aspects du problème de la formation professionnelle (1^{er} décembre 1966) — (pp. 219-221)

SANTERO, Natale

Démission

— Membre de la commission politique (29 novembre 1966) — (p. 51)

SCARASCIA MUGNOZZA, Carlo

Documentation

— **Rapport (doc. 142) et proposition de résolution au nom de la commission des associations sur les recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce relative au troisième rapport annuel d'activité du Conseil d'association (doc. 48) (28 novembre 1966) — (p. 6)**

Débats

— **Recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce :**

— *rapport (doc. 142) et proposition de résolution de la commission des associations :*

— présente son rapport (2 décembre 1966) (pp. 237-238)

— remercie M. Mansholt de ses déclarations relatives au problème de l'harmonisation de la politique agricole de la Grèce et de celle de la Communauté (2 décembre 1966) — (p. 241)

SPENALE, Georges

Débats

— **Recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Grèce :**

— *rapport (doc. 142) et proposition de résolution de la commission des associations :*

— fait rapidement le point sur le fonctionnement de l'accord et apporte l'adhésion du groupe des socialistes à la proposition de résolution ; analyse la situation économique de la Grèce et évoque les obstacles qui s'opposent à l'entrée immédiate de la Grèce dans le Marché commun ; se félicite du bon fonctionnement des institutions du traité d'association et remercie tous ceux qui ont contribué à la bonne marche de ces institutions (2 décembre 1966) — (pp. 239-241)

TERRENOIRE, Louis, président du groupe de l'Union démocratique européenne

Débats

— **Résolution relative à la catastrophe en Italie :**

— *proposition de résolution (doc. 131) :*

— s'associe pleinement, au nom du groupe U.D.E., à la proposition de résolution soumise au Parlement ; émet l'espoir que celle-ci sera suivie d'effets aussi larges et concrets que possible — (29 novembre 1966) — (p. 58)

THORN, Gaston

Documentation

— **Amendement n° 1 (avec M. Vals) à la proposition de résolution faisant suite au rapport de M. Merten (doc. 133) (29 novembre 1966) — (p. 94)**

TROCLET, Léon-Éli

Débats

— **Echange de vues entre le Parlement européen, les Conseils et les exécutifs :**

— exprime le grave mécontentement du groupe socialiste, des travailleurs et des organisations syndicales à l'égard du Conseil en ce qui concerne la carence constatée en matière de politique sociale (28 novembre 1966) — (pp. 38-41)

— **Budget de la C.E.E. pour 1967 :**

— *rapport (doc. 132) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :*

— remercie la commission des budgets et de l'administration ainsi que M. Charpentier, son rapporteur, d'avoir souligné les carences du budget de la C.E.E. en matière sociale ; met l'accent sur trois problèmes fondamentaux, à savoir : la formation professionnelle, le Fonds social européen et les mesures à prendre en faveur des travailleurs de l'industrie du soufre et invite instantanément le Conseil à prévoir au budget 1967 les crédits indispensables à la solution de ces problèmes (29 novembre 1966) — (pp. 72-74)

VALS, FrancisDébats**— Ordre des travaux :**

— intervient (28 novembre 1966) —
(p. 7, 7)

— Résolution relative à la catastrophe en Italie :

— proposition de résolution (doc. 131) :

— déclare que le groupe socialiste s'associe à la proposition de résolution, tient à manifester sa sympathie au peuple italien et participera à la souscription ouverte par le gouvernement italien en faveur des populations sinistrées (29 novembre 1966) — (p. 58)

— Budget de fonctionnement de la C.E.E.A. pour 1967 :

— rapports (doc. 133 et 135) et propositions de résolution de la commission des budgets et de l'administration et amendement :

— présente le rapport élaboré par M. Merten (29 novembre 1966) — (pp. 86-87)

— présente l'amendement n° 1 (29 novembre 1966) — (p. 95)

— Budgets supplémentaires de la C.E.E.A. et de la C.E.E. pour 1966 :

— rapport (doc. 147) et proposition de résolution de la commission des budgets et de l'administration :

— présente son rapport (29 novembre 1966) — (p. 97)

VENDROUX, Jacques, vice-président du Parlement européenDébats

— préside au cours de la séance du 29 novembre 1966

VREDELING, H.Documentation

— Rapport (doc. 148) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 140) relative à un règlement dérogeant à certaines dispositions du règlement du Conseil n° 17/64/CEE concernant le concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, pour les années 1966 et 1967 (30 novembre 1966) — (p. 175)

— Rapport (doc. 150) et proposition de résolution au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission de la Communauté économique européenne au Conseil (doc. 141) concernant un règlement relatif à la contribution du F.E.O.G.A. à la réparation des dommages intervenus à la suite d'inondations catastrophiques dans certaines régions de l'Italie durant l'automne 1966 (30 novembre 1966) — (p. 175)

Débats**— Résolution relative à la catastrophe en Italie :**

— proposition de résolution (doc. 131) :

— déclare que la commission de l'agriculture prendra position au plus tôt sur la proposition qui lui a été soumise et marque son accord complet sur la déclaration faite par M. De Block, au nom du Conseil (29 novembre 1966) — (p. 60)

— Règlement relatif au concours du F.E.O.G.A. aux régions sinistrées d'Italie :

— rapport (doc. 150) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— souhaite que le président de la commission de l'agriculture ouvre le débat consacré à son rapport (1^{er} décembre 1966) — (p. 178)

— présente son rapport (1^{er} décembre 1966) — (pp. 179-180)

— Marchés mondiaux des produits agricoles :

— rapport (doc. 136) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— souligne, au nom du groupe socialiste, l'importance des négociations Kennedy sur le plan politique ; s'élève contre la position du Parlement à l'égard des négociations en cours et formule plusieurs critiques sur le contenu de la proposition de résolution présentée par la commission de l'agriculture ; indique que la majeure partie de son groupe se prononcera contre cette proposition de résolution, alors que certains de ses amis politiques s'abstiendront dans le vote (1^{er} décembre 1966) — (pp. 188-191)

— pose une question à la Commission de la C.E.E. sur les conditions d'octroi de l'aide alimentaire de la Communauté aux pays qui souffrent de la famine (1^{er} décembre 1966) — (p. 198)

— précise les raisons pour lesquelles le groupe socialiste ne peut voter la proposition de résolution présentée par la commission de l'agriculture, bien qu'il en approuve les paragraphes 4 et 5 (1^{er} décembre 1966) — (pp. 200-201)

— intervient (1^{er} décembre 1966) — (p. 204)

— demande le vote de la proposition de résolution par division (1^{er} décembre 1966) — (p. 205)

— Règlement dérogeant à certaines dispositions concernant le concours du F.E.O.G.A. :

— rapport (doc. 148) et proposition de résolution de la commission de l'agriculture :

— présente son rapport (2 décembre 1966) — (pp. 230-231)

WOHLFART, Joseph, vice-président du Parlement européenDébats

— préside au cours des séances des 30 novembre et 1^{er} décembre 1966.

Voir aussi : PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

